

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère des Colonies.</i>	
8 novembre 1942.—Arrêté. "Société à responsabilité limitée pour la production de caoutchouc." Autorisation	2
9 août 1943.—Arrêté-loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1943	12
10 octobre 1943.—Arrêté. Prorogation du bénéfice de l'indemnité familiale prévue par le statut des fonctionnaires et agents des cadres administratifs et de l'ordre judiciaire	59
6 novembre 1943.—Décret. Prorogation pour un terme de deux ans du droit de recherches minières concédé à M. R. BEROETS par la Convention du 3 août 1937, approuvée par un décret du 23 décembre 1937	59
9 novembre 1943.—Arrêté. Nomination du baron Camille de JACQUIER de ROSEE, comme administrateur de complément de la Société "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro"	60
2 décembre 1943.—Arrêté d'exécution de l'arrêté-loi du 13 août 1943 relatif à l'administration en temps de guerre des sociétés commerciales ou à forme commerciale. Etablissement d'un bureau des sociétés à Léopoldville	61
Sociétés commerciales ou à forme commerciale. Attestation prévue par l'article 18 de l'arrêté-loi du 19 février 1943. (Sociétés de droit belge.)	63
avis divers—	
Société pour la production de caoutchouc	67

INHOUD

DAGTEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
23 November 1942.—Besluit "Société à responsabilité limitée pour la production de caoutchouc." Machtiging	2
19 Augustus 1943.—Besluit-wet houdende de gewone begroting van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943	12
30 October 1943.—Besluit. Verlenging van het voordeel der gezinstoelage zooals bepaald bij het statuut van de bestuurs-en gerechts-ambtenaren en—beambten	59
16 November 1943.—Decreet. Verlenging voor een termijn van twee jaar van de rechten tot mijnbouwkundige opsporingen toegestaan aan den Hr. R. BEROETS door de Overeenkomst van 3 Augustus 1937 goedgekeurd door een decreet van 23 December 1937	59
19 November 1943.—Besluit. Benoeming van Baron Camille de JACQUIER de ROSEE tot beheerder teraanvulling van de vennootschap "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro"	60
22 December 1943.—Besluit tot uitvoering van de besluit-wet van 13 Augustus 1943, betreffende het beheer in oorlogstijd van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm. Instelling van een vennootschappen-bureau te Leopoldstad	61
Handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm. Getuigschriften bepaald bij artikel 12 van de besluit-wet van 19 Februari 1942. (Vennootschappen van Belgisch recht.)	63
Allerlei berichten—	
"Société pour la production de caoutchouc"	67

MINISTERE DES COLONIES.

23 novembre 1942.—Arrêté. “ Société à responsabilité limitée pour la production de caoutchouc.” Autorisation.

23 novembre 1942.—ARRETE DU MINISTRE DES COLONIES, autorisant la société à responsabilité limitée “ Société pour la Production de Caoutchouc.”⁽¹⁾

LE MINISTRE DES COLONIES.

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 édictant des mesures nouvelles pour assurer le Gouvernement et l'Administration de la Colonie du Congo Belge et du territoire sous mandat du Ruanda-Urundi ;

Vu l'article 6 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales ;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Est autorisée la société à responsabilité limitée : “ Société pour la Production de Caoutchouc,” dont les statuts sont annexés au present arrêté.

New-York, le 23 novembre 1942.

A. DE VLEESCHAUWER.

⁽¹⁾ Le retard apporté à la publication de cet arrêté est dû à la circonstance que les documents annexés, ayant été perdus en mer, ont dû être remplacés.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

23 November 1942.—Besluit. “ Société à responsabilité limitée pour la production de caoutchouc.” Machtiging.

23 November 1942.—BESLUIT VAN DEN MINISTER VAN KOLONIEN waarbij de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid “ Société pour la Production de Caoutchouc ” wordt gemachtigd.⁽¹⁾

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gezien de besluit-wet van 29 April 1942 waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om het Gouvernement en het Bestuur van de Kolonie Belgisch-Congo en van het mandaatgebied Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gezien artikel 6 van het decreet van 27 Februari 1887 op de handelsvennootschappen ;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Wordt gemachtigd de vennootschap met beperkte aansprakelijkheid : “ Société pour la Production de Caoutchouc ” waarvan de statuten bij dit besluit zijn gevoegd.

New-York, 23 November 1942.

A. DE VLEESCHAUWER.

⁽¹⁾ De vertraging in het verschijnen van dit besluit is te wijten aan het feit dat de bijlagen, die ter zee verloren gingen, moesten worden vervangen.

STATUTS DE LA SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC.

A BOENDE, PROVINCE DE COQUILHATVILLE, CONGO BELGE.

L'an mil neuf cent quarante deux, le onze septembre.

Devant nous, CHARLES HALLAERT, Consul Général de Belgique à New York, Etats-Unis d'Amérique, dûment commissionné pour exercer les attributions notariales, agissant en qualité de Notaire.

Ont comparu :

1. Monsieur ROBERT HALLET, de nationalité Belge, administrateur de Sociétés, demeurant à New York (Etats-Unis d'Amérique), un Beekman Place. Agissant en sa qualité de mandataire en vertu de trois procurations sous seings privés ci-annexés de :

a) SOCIETE DE GESTION D'ENTERPRISES COLONIALES (SOGESCOL), Société Anonyme dont le Siège Social est en instance de transfert, à Lukula Bavu, province de Léopoldville, Congo Belge ;

b) COMPAGNIE DE L'HEVEA, Société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son Siège Social à Lukula Bavu, province de Léopoldville, Congo Belge.

c) CULTURES EQUATORIALES, Société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son Siège Social à Lukula Bavu, province de Léopoldville, Congo Belge,

et en son nom personnel.

2. Monsieur JACQUES DUPONT, de nationalité Belge, industriel, demeurant à Great Neck, Long Island, Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique), onze Ridge Drive.

3. Monsieur ALOYS VAN DE VIJVERE, de nationalité Belge, demeurant à New York, Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique), Deux-cent-septante-sept Park Avenue.

4. Monsieur JEAN CATTIER, Citoyen des Etats-Unis d'Amérique, Agent de Change, demeurant à Oyster Bay Road, Locust Valley, Long Island, Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique).

5. Monsieur ARSENE SMEKENS, de nationalité Belge, Directeur de Société, demeurant à New York, Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique), Quarante-six West, Soixante neuvième rue.

6. Monsieur JULES ROOSE, de nationalité Belge, Administrateur de Sociétés, demeurant au Westchester Country Club, Rye, Etat de New York (Etats-Unis d'Amérique).

Lesquels comparants ainsi déclarés ont requis le Notaire soussigné, de dresser par les présentes, acte des Statuts d'une Société Congolaise à responsabilité limitée qu'ils déclarent avoir arrêtée entre eux et sans aucune consultation préalable du notaire comme suit :—

STATUTS.

CHAPITRE PREMIER.

DENOMINATION—SIEGE—OBJET—DUREE.

ARTICLE PREMIER.

Il est formé une Société Congolaise par actions à responsabilité limitée qui sera régie par les lois et décrets en vigueur dans la colonie du Congo Belge et les présents statuts, sauf les modifications qui pourraient y être apportées dans la suite par décisions de l'Assemblée Générale.

La Société prend la dénomination de "SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC".

ARTICLE DEUX.

Le siège social est établi à Boende, Province de Coquilhatville.

Il peut, par simple décision du Conseil d'Administration, créer un siège administratif, des succursales, bureaux, agences dans la Colonie du Congo Belge et à l'Etranger.

Tout changement du siège social ou du siège administratif sera publié aux annexes du *Bulletin Officiel du Congo Belge* et du *Moniteur Belge*.

ARTICLE TROIS.

La Société a pour objet l'établissement et l'exploitation de toutes cultures, notamment de caoutchouc au Congo Belge, en vue de le livrer à la Rubber Reserve Company, Washington.

Elle peut faire toutes les opérations industrielles et commerciales en rapport avec son objet principal ou pour en faciliter la réalisation, et notamment installer, racheter et mettre en valeur des domaines et concessions sous quelque forme et pour quelque durée que ce soit.

Elle peut acheter, échanger, revendre, donner et prendre en location tous immeubles, installations, les hypothéquer et prêter sur hypothèques foncières et généralement faire toutes transactions se rapportant à son objet social.

La Société peut s'intéresser dans toute autre entreprise ayant un but similaire ou connexe au sien par voie d'apport, de cession, d'achat de titres, de fusion ou par tout autre moyen.

Elle peut, à l'aide de ses réserves, s'intéresser dans toutes autres entreprises.

ARTICLE QUATRE.

La durée de la Société est fixée à trente ans, à dater de ce jour La Société pourra toutefois être prorogée successivement ou dissoute anticipativement. Elle peut prendre des engagements pour un terme excédant sa durée.

CHAPITRE DEUX.

CAPITAL—ACTIONS.

ARTICLE CINQ.

Le capital est de vingt et un millions huit cent soixante quinze mille francs. Il est représenté par deux cent dix huit mille sept cent cinquante actions d'une valeur nominale de cent francs chacune. Il est, en outre, créé treize mille parts de fondateur dont le nombre ne pourra jamais être augmenté même par voie de modification aux statuts.

ARTICLE SIX.

Les deux cent dix huit mille sept cent cinquante actions ont été souscrites comme suit :

1. SOCIETE DE GESTION D'ENTERPRISES COLONIALES (SOGESCOL), Société Anonyme, dont le Siège Social est en instance de transfert à Lukula Bavu, province de Leopoldville, Congo Belge, deux cent dix huit mille actions.

2. COMPAGNIE DE L'HEVEA, Société Congolaise par actions, à responsabilité limitée, ayant son Siège Social à Lukula Bavu, province de Léopoldville, Congo Belge, cent actions.

3. CULTURES EQUATORIALES, Société Congolaise par actions, à responsabilité limitée, ayant son Siège Social, à Lukula Bavu, province de Léopoldville, Congo Belge, cent actions.

4. Monsieur ROBERT HALLET, ci-dessus nommé cent actions.

5. Monsieur JACQUES DUPONT, ci-dessus nommé, cent actions.
6. Monsieur ALOYS VAN DE VIJVERE, ci-dessus nommé, cent actions.
7. Monsieur JEAN CATTIER, ci-dessus nommé, cent actions.
8. Monsieur ARSENE SMEKENS, ci-dessus nommé, cinquante actions.
9. Monsieur JULES ROOSE, ci-dessus nommé, cent actions.

Total des actions souscrites : deux cent dix huit mille sept cent cinquante actions.

Les comparants déclarent qu'il a été versé par les souscripteurs cent francs pour chacune des actions souscrites par eux, soit ensemble, une somme de vingt et un millions huit cent septante cinq mille francs, laquelle se trouve dès à présent à la disposition de la Société.

Il a été attribué à chacun des souscripteurs, en rémunération complémentaire de leur versement en numéraire, une part de fondateur, par cinquante actions souscrites, soit en tout quatre mille trois cent septante cinq parts de fondateur. Les huit mille six cent vingt cinq parts de fondateur restantes ont été remises à Monsieur ROBERT HALLET, à charge pour lui de les répartir, en rémunération de l'apport du bénéfice des études, démarches, travaux, contrats etc., en vue de la constitution de la présente Société.

Les quatre mille trois cent septante cinq parts de fondateur attribuées aux souscripteurs sont nominatives et ne pourront être converties en titres au porteur qu'après libération complète des actions souscrites par l'actionnaire auquel elles sont attribuées.

ARTICLE SEPT.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications aux statuts et moyennant approbation.

En cas d'augmentation du capital social par l'émission d'actions à souscrire en numéraire, quatre vingt cinq pour cent des actions nouvelles devront être offertes par préférence aux propriétaires d'actions anciennes et quinze pour cent aux propriétaires de parts de fondateur et ce, suivant les conditions et les modalités à déterminer par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE HUIT.

Le Conseil d'Administration décide et fait les appels de fonds sur toutes les actions émises ou à émettre ultérieurement. Les appels de fonds se font par lettres recommandées et adressées aux actionnaires au moins un mois avant l'époque fixée pour le paiement. Faute par un actionnaire d'effectuer les versements aux époques fixées par le Conseil d'Administration, il doit de plein droit et sans mise en demeure payer à partir du jour de l'exigibilité du versement, un intérêt calculé à six pour cent l'an sur le montant du versement appelé et non effectué, sans préjudice à tous autres droits, moyens et actions.

Le Conseil d'Administration a la faculté de faire vendre publiquement par ministère d'un agent de change, les actions appartenant au défaillant, sans autre formalité qu'une simple sommation de paiement par exploit d'huissier ou par lettre recommandée restée sans effet dans la quinzaine de sa date, le prix à en provenir appartenant à la Société jusqu'à concurrence de la somme qui lui est due du chef des versements appelés, de l'intérêt et des frais ; l'excédent éventuel est remis à l'actionnaire défaillant s'il n'est pas d'un autre chef débiteur de la société.

Si le produit de la vente n'est pas suffisant pour couvrir les obligations de l'actionnaire en défaut, celui-ci reste tenu envers la société tant pour le surplus de l'appel de fonds qui donne lieu à la vente que pour les appels de fonds ultérieurs ainsi que pour les intérêts et les frais.

Le Conseil d'Administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation. Il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

ARTICLE NEUF.

Tout actionnaire n'est tenu que jusqu'à concurrence du montant de ses actions.

ARTICLE DIX.

Les actions entièrement libérées sont au porteur. Elles sont nominatives jusqu'à leur entière libération. Il est tenu un registre des actions nominatives dont tout actionnaire peut prendre connaissance.

Ce registre contient :

La désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre de ses actions.

L'indication des versements effectués.

Les transferts avec leur date ou la conversion des actions en titres au porteur.

La propriété de l'action nominative s'établit par une inscription sur le registre visé ci-dessus. Des certificats constatant ces inscriptions sont délivrés aux actionnaires.

La cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le même registre datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, ainsi que suivant les règles de transfert des créances établies par l'article 353 du Code Civil de la Colonie du Congo Belge.

Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre un transfert constaté par correspondance ou autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs, soit par un administrateur et un délégué spécial du Conseil d'Administration, une des deux signatures pouvant être remplacée par une griffe.

Il est mentionné sur l'action.

La date de l'acte constitutif de la société et de sa publication.

Le capital social.

Le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominale des titres.

La consistance sommaire des apports et les conditions auxquelles ils sont faits.

La durée de la société.

Le mode de répartition des bénéfices.

Le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

La cession de l'action au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société a été autorisée.

ARTICLE ONZE.

Les titres ou parts bénéficiaires quelque soit leur dénomination, les actions représentatives d'apports ne consistant pas en numéraire de même que tous titres conférant directement ou indirectement droit à ces titres, parts ou actions, sont soumis aux dispositions des articles 47 et 50 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges, seront toutefois exceptés de l'application des dispositions de ces articles les actions prévues à l'article 48 des mêmes lois.

ARTICLE DOUZE.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer d'aucune manière dans l'administration, ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, se rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

CHAPITRE TROIS.

ADMINISTRATION—SURVEILLANCE—DIRECTION.

ARTICLE TREIZE.

La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins.

Ses opérations sont surveillées par un commissaire au moins.

ARTICLE QUATORZE.

La fixation du nombre des premiers commissaires et leur nomination se fera à une assemblée générale extraordinaire qui se tiendra, sans autre convocation, immédiatement après la constitution de la société.

ARTICLE QUINZE.

Chaque administrateur doit, dans le mois à partir de sa nomination, affecter par privilège à la garantie de sa gestion cent actions. Ces actions doivent être nominatives.

Mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

A défaut d'avoir fourni le cautionnement ci-dessus prévu dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite si elle a lieu en son absence l'administrateur sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de l'année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées et après que l'assemblée générale se sera prononcée par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

ARTICLE SEIZE.

Le Conseil élit parmi ses membres un président et peut élire parmi ceux-ci un ou plusieurs vice-présidents. Il choisit, en majorité dans son sein, un comité permanent composé de quatre membres au plus et en

détermine les pouvoirs. Il peut en outre confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou de telle branche spéciale des affaires sociales, à un ou plusieurs agents choisis dans ou hors son sein, associé ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux et temporaires à tout mandataire.

Le Conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées à l'alinéa qui précède.

Ces agents ou mandataires sont responsables de leur gestion. Le Conseil peut les révoquer en tout temps.

ARTICLE DIX SEPT.

Sauf des cas de force majeure résultant de guerre, grève ou autre calamité publique, le Conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée.

Tout administrateur empêché ou absent peut donner par écrit ou télégramme à un de ses collègues du Conseil, délégation, pour le représenter aux réunions du Conseil et y voter en son lieu et place. Le délégué sera dans ce cas, au point de vue du vote, réputé présent.

Toutefois, aucun délégué ne peut ainsi représenter plus d'un administrateur.

Tout administrateur pourra également exprimer ses avis et formuler ses volontés par écrit ou télégramme.

Toute décision du Conseil est prise à la majorité absolue des votants. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du Conseil est prépondérante.

Si dans une séance du Conseil réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu de l'article 60 des lois précitées, les résolutions sont valablement prises à la majorité des autres membres du Conseil.

ARTICLE DIX HUIT.

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président ou de l'administrateur, délégué par lui, et sous la présidence de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président ou à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

ARTICLE DIX NEUF.

Les procès-verbaux des délibérations du Conseil sont consignés dans un registre spécial et signés par la majorité des membres qui y ont pris part.

ARTICLE VINGT.

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration ou de disposition qui intéressent la société. Il a dans sa compétence, tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale ou au conseil général.

Il a notamment le pouvoir de décider, de sa seule autorité, toutes les opérations qui rentrent, aux termes de l'article trois ci-dessus, dans l'objet social ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatifs aux dites opérations.

Il peut, entr'autres, recevoir toutes sommes et valeurs, prendre ou donner à bail ou sous-louer, acquérir ou échanger tous biens meubles et immeubles, acquérir, exploiter, affermer ou céder toutes concessions de quelque nature que ce soit, acquérir, exploiter ou céder toutes marques de fabrique, tous brevets ou licences de brevets, contracter tous emprunts, consentir tous prêts, créer et émettre tous bons ou obligations hypothécaires ou autres, consentir et accepter tous gages et nantissements, toutes hypothèques avec stipulation de voie parée, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner mainlevée avant ou après paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, dispenser toute inscription d'office, traiter, plaider tant en demandant qu'en défendant, transiger et compromettre, régler l'emploi des fonds de réserve ou de prévision : l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

ARTICLE VINGT ET UN.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le Conseil d'Administration, poursuites et diligences, soit de son président et d'un administrateur, soit de deux, administrateurs.

Dans les pays où la société a un représentant officiel, les actions sont suivies par ou contre celui-ci.

ARTICLE VINGT DEUX.

Tous actes engageant la société seront signés par deux administrateurs, soit par un administrateur et un agent, soit par deux ou plusieurs agents ayant reçu à cette fin pouvoir du Conseil d'administration, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Tous pouvoirs et procurations ainsi que les actes relatifs à l'exécution des résolutions du Conseil d'administration auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours spécialement les actes de vente, d'achat ou d'échange d'immeubles, les actes de constitution ou d'acceptation d'hypothèque, de constitution de sociétés civiles ou commerciales, les procès-verbaux d'assemblées de ces sociétés, les mainlevées avec ou sans paiement sous renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires et les pouvoirs et procurations relatifs à ces actes sont valablement signés soit par deux administrateurs, soit par un administrateur et un agent, lesquels n'ont pas à justifier à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil.

La Société n'est engagée et les actes accomplis en son nom ne sont valables que moyennant les signatures prescrites par le présent article.

Toutefois, au cas où les pouvoirs spéciaux auraient été conférés à un mandataire, par application de l'article seize, les actes, pouvoirs et procurations énumérés dans le présent article seront, dans les limites de son mandat, valablement signés par le dit mandataire.

ARTICLE VINGT TROIS.

Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans les déplacer, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Les commissaires doivent soumettre à l'assemblée générale le résultat de leur mission avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

ARTICLE VINGT QUATRE.

Les commissaires fournissent chacun à titre de cautionnement, dans le mois à partir de leur nomination, cinquantes actions. Ces actions doivent rester nominatives, mention de cette affectation est faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires.

A défaut d'avoir fourni le cautionnement ci-dessus prescrit dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite si elle a lieu en son absence, le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée des fonctions de celui dont elles garantissent le mandat.

Elles sont restituées après que l'assemblée générale aura approuvé le bilan de la dernière année pendant laquelle ces fonctions auront été exercées et après que l'assemblée générale se sera prononcée par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

ARTICLE VINGT CINQ.

En dehors de la part des bénéfices qui leur est réservée par l'article trente sept ci-après, il pourra être alloué aux administrateurs et commissaires, une indemnité à charge des frais généraux et dont le montant s'il y a lieu, sera fixé par l'assemblée générale des actionnaires et pour la première fois par l'assemblée générale qui se réunira à la signature des présents statuts. En outre, chaque membre du Comité permanent reçoit une indemnité d'un pour cent calculée sur les bénéfices d'exploitation tels qu'ils sont déterminés pour la répartition faite aux directeurs de plantations, ces indemnités sont à charge des frais généraux d'exploitation.

ARTICLE VINGT SIX.

En cas de vacance d'une place d'administrateur par suite de décès, démission ou autrement, le conseil général composé des administrateurs et commissaires réunis a le droit de pourvoir provisoirement à la place vacante. Dans ce cas, l'assemblée générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive.

CHAPITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE VINGT SEPT.

L'assemblée générale représente l'universalité des propriétaires d'actions. Les décisions régulièrement prises sont obligatoires pour les absents et les dissidents. -

L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société.

ARTICLE VINGT HUIT.

Les actionnaires ne peuvent se faire représenter aux assemblées générales que par un autre membre de l'assemblée ayant droit de vote et porteur d'une procuration qui devra être parvenue au Conseil d'administration cinq jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Néanmoins, les femmes mariées peuvent se faire représenter par leur mari, les mineurs et les interdits par leurs tuteurs ou curateurs, les maisons de commerce par un de leurs associés ou gérants, les sociétés, communautés ou établissements par un directeur, un administrateur ou un liquidateur.

ARTICLE VINGT NEUF.

Le Conseil d'administration et aussi les commissaires peuvent convoquer l'assemblée générale extraordinaire. La convocation est de droit si elle est demandée par un nombre d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

ARTICLE TRENTE.

Chaque année et pour la première fois en mil neuf cent quarante trois, le deuxième mercredi de juin ou le lendemain si c'est un jour férié, à seize heures, a lieu au siège social, ou au siège administratif s'il en est établi un ultérieurement, une assemblée générale ordinaire qui se réunit pour entendre les rapports des administrateurs et des commissaires, discuter et s'il y a lieu approuver le bilan, nommer les administrateurs et commissaires, dans les cas prévus par les présents statuts et, en général, délibérer sur tous les objets à l'ordre du jour.

Elle se prononce après l'adoption du bilan par un vote spécial sur la décharge des administrateurs et commissaires.

ARTICLE TRENTE ET UN.

Les convocations aux assemblées générales sont faites par une annonce insérée au moins quinze jours avant l'assemblée générale dans le *Bulletin Officiel du Congo Belge* et le *Moniteur Belge*.

ARTICLE TRENTE DEUX.

Pour assister aux assemblées générales, les propriétaires d'actions au porteur doivent cinq jours avant la réunion déposer leurs titres aux caisses que le Conseil d'administration aura désignées.

Ils sont admis à l'assemblée générale sur la production d'un certificat constatant que le dépôt en a été fait.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent cinq jours au moins avant la réunion, informer le Conseil d'administration de leur intention d'assister à l'assemblée générale.

ARTICLE TRENTE TROIS.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix représentées sauf ce qui sera dit à l'égard des modifications aux statuts. Chaque titulaire ou propriétaire d'actions et de parts de fondateur aura une voix par titre.

L'exercice du droit de vote aux assemblées générales s'opérera conformément aux dispositions des articles septante quatre, septante cinq et septante six des lois coordonnées sur les sociétés commerciales belges.

Les parts de fondateur ne peuvent être comptées dans le vote pour un nombre de voix supérieur aux deux tiers du nombre de voix émises par les actions représentatives du capital exprimé. Au cas où les votes soumis à la limitation sont émis en sens différent, les réductions s'opèrent proportionnellement ; il n'est pas tenu compte des fractions de voix. La réduction aux deux tiers ne s'opère pas lorsqu'il y a lieu à application du décret du vingt-deux juin mil neuf cent quatorze.

Nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachés à l'ensemble des titres ou des deux cinquièmes du nombre de voix attachés aux titres représentés.

ARTICLE TRENTE QUATRE.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou le ou l'un des vice-présidents, en cas d'empêchement par celui des administrateurs que le conseil délègue.

Elle nomme deux scrutateurs.

Le Conseil d'administration désigne le secrétaire.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont valablement signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits à délivrer par la société sont signés par le président du Conseil d'administration le ou l'un des vice-présidents ou deux administrateurs.

ARTICLE TRENTE CINQ.

L'assemblée générale spécialement convoquée à cet effet dans la forme prescrite par l'article trente et un ci-dessus pourra modifier les présents statuts.

L'assemblée n'est valablement constituée et ne peut délibérer valablement que si l'objet des modifications proposées a été spécialement indiqué dans la convocation et si ceux qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, il est procédé à de nouvelles convocations et la seconde assemblée délibérera valablement quelque soit le nombre des actions représentées.

Aucune modification aux statuts n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix présentes ou représentées.

Lorsque la délibération est de nature à modifier les droits respectifs revenant à une ou plusieurs catégories de titres, elle doit, pour être valable, réunir dans chaque catégorie les conditions de présence et de majorité requises ci-dessus.

CHAPITRE CINQ.

BILAN—RESERVE—DIVIDENDE.

ARTICLE TRENTE SIX.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Au trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante deux, les livres sont arrêtés et l'exercice est clôturé. Le premier exercice comprendra la période allant de ce jour au trente et un décembre mil neuf cent quarante deux.

L'administration dresse l'inventaire, le bilan et le compte de profits et pertes en faisant les amortissements nécessaires. Les évaluations des créances et en général de toutes les valeurs mobilières et immobilières sont faites par le conseil d'administration.

Le bilan et le compte de profits et pertes précédés de la mention de la publication des actes constitutifs de la société doivent, dans la quinzaine de leur approbation, être publiés aux frais de la société et par les soins des administrateurs au *Bulletin Officiel du Congo Belge*.

A la suite du bilan sont publiés les noms, prénoms, professions et domiciles des administrateurs et commissaires en fonctions, ainsi qu'un tableau indiquant l'emploi et la répartition des bénéfices nets conformément aux décisions de l'assemblée générale.

ARTICLE TRENTE SEPT.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et amortissements, constitue le bénéfice de la société.

Sur ce bénéfice il est prélevé :

1. Cinq pour cent à la réserve légale.
2. La somme nécessaire pour payer aux actions un dividende représentant six pour cent d'intérêt sur le capital libéré et non amorti sans que, si les bénéfices d'un exercice ne permettaient pas ce paiement les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des exercices suivants.
3. Cinq pour cent au conseil d'administration à se répartir par parts égales entre tous les administrateurs.
4. Quinze pour cent aux parts de fondateur.

Le solde est réparti par parts égales entre les actions ; toutefois l'assemblée générale pourra, sur la proposition du conseil d'administration, décider le prélèvement de telles sommes jugées utiles pour tous reports à nouveau ou toute affectation à des réserves extraordinaires, fonds d'amortissements, de prévoyance ou autres.

CHAPITRE SIX.

DISSOLUTION—LIQUIDATION.

ARTICLE TRENTE HUIT.

La dissolution de la société peut être votée avant l'expiration du terme social dans la forme et par la majorité indiquée à l'article trente cinq ci-dessus.

ARTICLE TRENTE NEUF.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société. Si la perte atteint les trois quarts du capital social, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

ARTICLE QUARANTE.

En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite suivant le mode indiqué par l'assemblée générale qui nomme le ou les liquidateurs et fixe leur rémunération.

Après apurement de toutes dettes, de charges et de frais de liquidation, l'actif net de la liquidation est employé d'abord à rembourser en numéraire ou en titres d'une autre société le montant versé des actions, le surplus est réparti à raison de quatre vingt cinq pour cent aux actions également entr'elles, et à raison de quinze pour cent aux parts également entr'elles.

CHAPITRE SEPT.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE QUARANTE ET UN.

Le nombre des administrateurs est fixé pour la première fois à quatre.

Sont appelés à ces fonctions :

1. Monsieur ROBERT HALLET, de nationalité belge, un Beekman Place, New York City.
2. Monsieur ALOYS VAN DE VYVERE, de nationalité belge, deux cent septante sept, Park Avenue, New York City.
3. Monsieur JEAN CATTIER, Citoyen des Etats-Unis d'Amérique, Oyster Bay Road, Locust Valley, Long Island, Etat de New York.
4. Monsieur JULES ROOSE, de nationalité belge, Westchester County Club, Rye, Etat de New York.

CHAPITRE HUIT.

ELECTION DE DOMICILE.

ARTICLE QUARANTE DEUX.

Chaque actionnaire en nom, et chaque administrateur ou commissaire doit faire élection de domicile au Congo Belge. A défaut de se conformer à cette disposition, le domicile est censé élu au siège social de la Société où toutes notifications et assignations peuvent être valablement faites.

CHAPITRE NEUF.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE QUARANTE TROIS.

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts et en tant que ceux-ci n'y aient pas autrement prévu, les comparants déclarent s'en référer à la législation en vigueur à la Colonie.

ARTICLE QUARANTE QUATRE.

La présente Société est constituée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté conformément à la loi coloniale.

CHAPITRE DIX.

DECLARATION RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE LA SOCIETE A RAISON DE SA CONSTITUTION.

ARTICLE QUARANTE CINQ.

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui seront mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèveront approximativement à la somme de trois cent mille francs.

CHAPITRE ONZE.

DELEGUE DU MINISTRE DES COLONIES.

ARTICLE QUARANTE SIX.

Le Ministre des Colonies pourra nommer un délégué auprès de la Société. Ce délégué aura la faculté d'assister avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires. Il aura tous les droits de contrôle et de surveillance qui appartiennent aux administrateurs et commissaires.

Il sera convoqué à toutes les réunions du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires ainsi qu'aux assemblées générales. Il recevra copie de toutes les communications. Ce délégué aura droit à une indemnité qui sera fixée d'accord avec le Ministre des Colonies et à charge de la Société.

ARTICLE QUARANTE SEPT.

Aucune modification aux statuts ne peut être proposée si elle n'a été approuvée préalablement et par écrit par le Ministre des Colonies.

DONT ACTE EN MINUTE.

Fait et passé sur projet en la Chancellerie du Consulat Général de Belgique à New York, N.Y. date que dessus et lecture faite aux comparants ceux-ci ont signé avec Nous, Consul Général agissant en qualité de Notaire.

Pour les "Cultures Equatoriales,"

ROBERT HALLET.

Pour la Compagnie de l'Hevea,

ROBERT HALLET.

Pour la Société de Gestion et Entreprises Coloniales,

ROBERT HALLET.

CHARLES HALLAERT.

JEAN CATTIER.

JULES ROOSE.

ALOYS VAN DE VYVERE.

ARSENE SMEKENS.

JACQUES DUPONT.

POUVOIR.

La, soussignée, "COMPAGNIE DE L'HEVEA", Société Congolaise par actions, à responsabilité limitée, ayant son siège social à LUKULA BAVU, province de Léopoldville, Congo Belge, donne, par les présentes, pleins pouvoirs à : Monsieur Robert Léon Adrien HALLET, résidant à New York, 1 Beekman Place, de la représenter à la constitution de la Société en formation "SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC", Société Congolaise à responsabilité limitée, qui aura lieu dans les bureaux du CONSULAT DE BELGIQUE, à New York, 630 Fifth Avenue, le *onze septembre* 1942, par devant Monsieur Charles HALLAERT, Consul Général de Belgique en cette ville, agissant en qualité de notaire ; de souscrire, pour son compte. CENT actions de Cent Francs chacune ; de faire tout le nécessaire pour parfaire l'acte, passer et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et, en général, faire tout ce qui sera utile, promettant d'approuver et de ratifier au besoin.

Fait à New York, le *onze septembre* 1942,

Un Administrateur,

Bon pour Pouvoir,

R. HALLET.

Copie certifiée exacte et conforme

New York le 19 juin 1943.

Le Consul Général de Belgique,

CHARLES HALLAERT.

POUVOIR.

La, Soussignée, SOCIETE DE GESTION ET D'ENTREPRISES COLONIALES (SOGESCOL), Société Anonyme dont le siège est en instance de transfert à LUKULA BAVU, province de Léopoldville, Congo Belge, donne par les présentes, pleins pouvoir à Monsieur Robert Léon Adrien HALLET, résidant à New York, 1 Beekman Place, de la représenter à la constitution de la Société en formation : SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC, Société Congolaise à responsabilité limitée qui aura lieu dans les bureaux du CONSULAT DE BELGIQUE à New York, 630 Fifth Avenue, le *onze septembre* 1942, par devant Monsieur Charles HALLAERT, Consul Général de Belgique en cette ville agissant en qualité de notaire, de souscrire pour

son compte deux cent dix huit mille actions de cent francs chacune, de faire tout le nécessaire pour parfaire l'acte passer et signer tous actes et procès-verbaux substituer et, en général, faire tout ce qui sera utile, promettant d'approuver et de ratifier au besoin.

Fait à New York, le *onze septembre* 1942,

Un Administrateur,

Bon pour Pouvoir,

R. HALLET.

Copie certifiée exacte et conforme.

New York le 19 juin 1943.

Le Consul Général de Belgique,

CHARLES HALLAERT.

POUVOIR.

La, soussignée "CULTURES EQUATORIALES", Société Congolaise par actions, à responsabilité limitée, ayant son siège social à LUKULA BAVU, province de Léopoldville, Congo Belge, donne par les présentes, pleins pouvoirs à : Monsieur Robert Léon Adrien HALLET, résidant à New York, 1 Beekman Place, de la représenter à la constitution de la société en formation "SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC," Société Congolaise à responsabilité limitée, qui aura lieu dans les bureaux du CONSULAT DE BELGIQUE à New York, 630 Fifth Avenue, le *onze septembre* 1942, par devant Monsieur Charles HALLAERT, Consul Général de Belgique en cette ville, agissant en qualité de notaire ; de souscrire, pour son compte, CENT actions de Cent Francs chacune ; de faire tout le nécessaire pour parfaire l'acte, passer et signer tous actes et procès-verbaux, substituer et, en général, faire tout ce qui sera utile, promettant d'approuver et de ratifier au besoin.

Fait à New York, le *onze septembre* 1942,

Un Administrateur,

Bon pour Pouvoir,

R. HALLET.

Copie certifiée exacte et conforme.

New York le 19 juin 1943.

Le Consul Général de Belgique,

CHARLES HALLAERT.

19 août 1943.—Arrêté-loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil ;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

19 Augustus 1943.—Besluit-wet houdende de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij Ministers in Raad vergaderd ;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van het Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gelet op de onmogelijkheid om de wetgevende Kamers bijeen te roepen ;

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

TITRE PREMIER.

BUDGET DES RECETTES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU CONGO BELGE.

ARTICLE PREMIER.—Les recettes ordinaires et exceptionnelles du Congo Belge pour l'exercice 1943 sont évaluées globalement à la somme de un milliard trois cent soixante six millions trois cent mille francs (fr. 1.366.300.000) se répartissant conformément au tableau I ci-annexé.

ARTICLE 2.—Il est ouvert pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles du Congo Belge de l'exercice 1943 des crédits pour un montant total de un milliard trois cent trois millions quatre cent quatre-vingt deux mille francs (fr. 1.303.482.000) se répartissant conformément au tableau II ci-annexé.

ARTICLE 3.—Les opérations relatives à l'ordonancement et à la liquidation des dépenses ordinaires et au recouvrement des produits, pourront se prolonger jusqu'au 30 septembre 1944.

ARTICLE 4.—Les recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1943 sont évaluées respectivement à la somme de un milliard huit cent nonante et un millions quatre-vingt huit mille cent septante-cinq francs (1.891.088.175 fr.) conformément au tableau III ci-annexé.

TITRE II.

BUDGET DES RECETTES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI.

ARTICLE 5.—Les recettes ordinaires et exceptionnelles du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943 sont évaluées globalement à la somme de nonante trois millions, deux cent vingt-neuf mille francs (93.229.000 fr.) conformément au tableau IV ci-annexé.

ARTICLE 6.—Il est ouvert, pour les dépenses ordinaires et exceptionnelles du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943, des crédits pour un montant total de quatre-vingt sept millions quatre cent septante neuf mille francs (87.479.000 fr.) conformément au tableau V ci-annexé.

ARTICLE 7.—Les opérations relatives à l'ordonancement et à la liquidation des dépenses ordinaires et au recouvrement des produits, pourront se prolonger jusqu'au 31 mars 1944.

ARTICLE 8.—Les recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1943 sont évaluées respectivement à

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

TITEL I.

BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSONTVANGSTEN EN DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO.

ARTIKEL 1.—De gewone en uitzonderingsontvangsten van Belgisch-Congo over het dienstjaar 1943 worden gezamenlijk geschat op een milliard driehonderd zes en zestig miljoen driehonderd duizend frank (1.366.300.000 fr.) te verdeelen overeenkomstig bijgaande tabel I.

ARTIKEL 2.—Voor de gewone en uitzonderingsuitgaven van Belgisch-Congo over het dienstjaar 1943 worden kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van een milliard drie honderd en drie miljoen vierhonderd twee en tachtig duizend frank (fr. 1.303.482.000), te verdeelen overeenkomstig bijgaande tabel II.

ARTIKEL 3.—De verrichtingen aangaande de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven alsmede de invordering der sommen kunnen tot 30 September 1944 geschieden.

ARTIKEL 4.—De ontvangsten en uitgaven voor order over het dienstjaar 1943 worden onderscheidelijk geraamd op een milliard achthonderd een en negentig miljoen acht en tachtig duizend en honderd vijf en zeventig frank (1.891.088.175 fr.) overeenkomstig bijgaande tabel III.

TITEL II.

BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSONTVANGSTEN EN DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI.

ARTIKEL 5.—De gewone en uitzonderingsontvangsten van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943 worden gezamenlijk geraamd op de som van drie en negentig miljoen twee honderd negen en twentig duizend frank (93.229.000 fr.) overeenkomstig bijgaande tabel IV.

ARTIKEL 6.—Voor de gewone en uitzonderingsuitgaven van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi over het dienstjaar 1943 worden kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van zeven en tachtig miljoen vierhonderd negen en zeventig duizend frank (87.479.000 fr.) overeenkomstig bijgaande tabel V.

ARTIKEL 7.—De verrichtingen aangaande de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven alsmede de invordering der sommen kunnen tot 31 Maart 1944 geschieden.

ARTIKEL 8.—De ontvangsten en uitgaven voor order over het dienstjaar 1943, worden onder-

la somme de quarante-trois millions six cent et cinq mille francs (43.605.000 fr.) conformément au tableau VI ci-annexé.

TITRE III.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ARTICLE 9.—Le Ministre des Colonies est autorisé à engager dans les quatre derniers mois de 1943, les dépenses nécessaires à l'exécution des commandes de matériel et de matières réquisitionnées par les services d'Afrique, pour compte des crédits de l'exercice 1944.

Le Ministre des Colonies est autorisé également, durant cette période à faire payer par avance, en compte de trésorerie, à charge de régularisation sur le budget ordinaire de l'exercice 1944, les sommes réclamées par certains fournisseurs préalablement à l'exécution des commandes de matériel et de matières indispensables aux besoins des services coloniaux.

ARTICLE 10.—Le présent arrêté-loi est obligatoire au Congo Belge et au Ruanda-Urundi le premier janvier 1943.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 19 août 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
A. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

scheidenlijk geraamd op de som van drie en veertig miljoen zes hondred en vijf duizend frank (43.605.000 fr.) overeenkomstig bijgaande tabel VI.

TITEL III.

VERSCHEIDENE BEPALINGEN.

ARTIKEL 9.—De Minister van Koloniën wordt gemachtigd gedurende de vier laatste maanden van 1943, voor rekening der kredieten van het dienstjaar 1944, de uitgaven aan te gaan, noodig tot uitvoering der bestellingen van materieel en waren, gevorderd door de diensten in Afrika.

De Minister van Koloniën wordt eveneens gemachtigd gedurende deze periode vooraf ten bezware van de schatkist, op last van regularisatie op de gewone begroting van het dienstjaar 1944, de sommen te doen betalen die door zekere leveranciers geëischt worden voor het uitvoeren der bestellingen van materieel en waren, onontbeerlijk voor de koloniale diensten.

ARTIKEL 10.—Deze besluit-wet is verplichtend in Belgisch Congo en in Ruanda-Urundi van en met 1 Januari 1943.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 19 Augustus 1943.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
A. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

TABEAU I.—BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE
POUR L'EXERCICE 1943.

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL I.—BEGROTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR
HET DIENSTJAAR 1943.

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des produits.	Montant des évaluations de recettes par article. Bedrag der ramingen van de ontvangsten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing der opbrengsten.	Artikelen.
	CHAPITRE PREMIER. IMPOSITIONS ET TAXES.			EERSTE HOOFDSTUK. BELASTINGEN EN TAKSEN.	
1	Impositions personnelles :	36.977		Personeele belastingen :	1
2	Impôt indigène :	139.678		Inlandsche belasting :	2
3	Impôts sur les revenus répartis par les sociétés par actions et sur les revenus professionnels :	203.319		Belastingen op de door de vennootschappen op aandeelen uitgekeerde winsten en op de beroep-sinkomsten :	3
4	Patente de trafiquants et permis de circulation :	1.796		Patent der handelaars en verkeersverloven :	4
5	Droit proportionnel sur la constitution ou l'augmentation du capital des sociétés par actions à responsabilité limitée :	100		Evenredig recht op de samenstelling of de verhooging van het kapitaal der vennootschappen op aandeelen met beperkte aansprakelijkheid :	5
6	Permis de chasse, de port d'armes et de vente d'armes à feu et de munitions :	3.824		Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen :	6
7	Taxe d'enregistrement de l'ivoire :	2.846		Registratietaks op het ivoor :	7
8	Droits de douane, d'accises et d'entrepôts :	709.263		Tolrechten, accijsrechten en stapelplaatsrechten :	8
9	Taxe de statistique :	1.400		Statistiektafs :	9
10	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool :	1.450		Vergunning tot invoer en verkoop van alcoholhoudende dranken :	10
11	Permis de recrutement des travailleurs :	1		Verloven tot het aanwerven van arbeiders :	11
12	Licences pour recherches minières :	124		Vergunningen tot delfstoffenopzoeken :	12
13	Taxes d'enregistrement et droits de mutation immobilière (Décret du 31 mars 1926) :	947		Registratietaksen en mutatierechten op onroerende goederen (Decreet van 31 Maart 1926) :	13
14	Taxes de port, de pilotage, d'immatriculation de bateaux et de délivrance de commissions disciplinaires. Droits généraux de balisage et de dragage. Droits d'accostage :	1.500		Haven-, loods-, immatriculietaks van booten en taks voor het afleveren van tuchtcommissies. Algemeene betoning en baggerechten. Ankerrechten :	14
15	Taxe cotonnière :	2.700		Katoentaafs :	15
16	Taxe sur le paddy usiné :	450		Taks op de bewerkte padi :	16
17	Taxe sur l'essence :	3.000		Taks op de benzine :	17
	à reporter : Frs.	—	1.109.395	Over te dragen :	
			1.109.395		

TABLEAU I.—BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE
POUR L'EXERCICE 1943 (Suite).

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL I.—BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR
HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des produits.	Montant des évaluations de recettes par article. Bedrag der ramingen van de ontvangsten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing der opbrengsten.	Artikelen.
	Report : Frs.	—	1.109.395	Overgebracht :	
	CHAPITRE II.			HOOFDSTUK II.	
	RECETTES DOMANIALES.			ONTVANGSTEN VAN DOMEINEN.	
18	Permis de récolte :	342		Verloven tot inoogsting :	18
19	Permis de coupe de bois, licences d'achat de bois et taxes forestières :	6.236		Verloven tot houtaankap, vergunningen voor het aankopen van hout en boschtakken :	19
20	Redevances pour concessions de terres à palmiers. Licences pour zones huileries. Permis du récolte spécial :	49		Cijzen voor vergunningen van palmboomgronden. Verloven voor olieslagerijzonen. Bijzonder inoogstingsverlof :	20
21	Vente d'ivoire acquis à l'Etat en exécution des dispositions du décret du 21 août 1937 et des mesures d'exécution :	MEMOIRE-MEMORIE		Verkoop van aan den Staat verworven ivoor, ter uitvoering van de schikkingen uit het decreet van 21 Augustus 1937 en van de uitvoeringsmaatregelen :	21
22	Location de terrains domaniaux. Occupations provisoires :	8.550		Verhuring van domeingronden. Voorloopige bezettingen :	22
23	Redevances minières :	MEMOIRE-MEMORIE	15.177	Mijnrechten :	23
	CHAPITRE III.			HOOFDSTUK III.	
	RECETTES JUDICIAIRES ET RECETTES DES SERVICES ADMINISTRATIFS.			GERECHTELIJKE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN DER BEHEERDIENSTEN.	
24	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire :	5.470		Allerhande en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst :	24
25	Recettes diverses du Service des Affaires Politiques, administratives et judiciaires :	640		Allerhande ontvangsten van den Dienst der politieke, administratieve en gerechtszaken :	25
26	Recettes des écoles officielles. Minerval, produits des travaux des ateliers d'apprentissage et des sections professionnelles :	498		Ontvangsten der officiële scholen. Schoolgeld, opbrengst van de werken der leerwerkplaatsen en der vakafdeelingen :	26
27	Recettes diverses du Service de l'Hygiène :	6.581		Allerhande ontvangsten van den Gezondheidsdienst :	27
28	Recettes diverses du Service des Affaires économiques et des Terres :	470		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Economische Zaken en der Gronden :	28

TABLEAU II.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET
EXCEPTIONNELLES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943.

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL II.—BEGROTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
VAN BELGISCH CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1943.

Totaal uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	PREMIERE PARTIE—DEPENSES ORDINAIRES. PREMIERE SECTION. INSTITUTIONS ET SERVICES FONCTIONNANT EN BELGIQUE. CHAPITRE PREMIER. INSTITUTIONS.			EERSTE DEEL—GEWONE UITGAVEN. EERSTE SECTIE. IN BELGIE WERKZAAM ZIJNDE INSTELLINGEN EN DIENSTEN. EERSTE HOOFDSTUK. INSTELLINGEN.	
1	Dépenses diverses du Conseil Colonial :	260	260	Allerhande uitgaven van den Kolonialen Raad :	1
	CHAPITRE II. AGENCE DE LA COLONIE DANS LA METROPOLE.			HOOFDSTUK II. AGENTSCHAP DER COLONIE IN HET MOEDERLAND.	
2	Traitements et indemnités du personnel temporaire chargé de travaux coloniaux pour le Ministère des Colonies. Indemnités fixes et pour travaux extraordinaires relatifs à la Colonie. Frais de voyage. Remboursement des rétributions du personnel des administrations publiques belges détaché au Département des Colonies, à Bruxelles, pour y effectuer des travaux d'ordre colonial :	1.450		Wedden en vergoedingen aan het met koloniale werken voor het Ministerie van Koloniën belast tijdelijk personeel. Vaste vergoedingen en vergoedingen voor buitengewone werken aangaande de Kolonie. Reiskosten. Teruggbetaling van de bezoldigingen van het personeel van de Belgische openbare besturen dat aan het Departement van Koloniën verbonden is om er werken van koloniale aard te verrichten :	2
3	Dépenses diverses de l'Agence de la Colonie, à Bruxelles :	1.650		Allerhande uitgaven van het Agentschap der Kolonie, te Brussel :	3
4	Dépenses diverses de l'Office des emballages d'Anvers et des autres organismes chargés des réquisitions et des opérations d'expédition des colis destinés au Gouvernement de la Colonie :	116		Allerhande uitgaven van den Verpakkingdienst te Antwerpen en van de andere organismen belast met de opvolgingen en met de verrichtingen van tot het Gouvernement der Kolonie bestemde pakketten-verzending :	4
5	Voyages d'études et missions diverses dans la Colonie et dans la Métropole ou à l'étranger. Indemnités et autres dépenses s'y rapportant :	250		Studiereizen en allerhande zendingen in de Kolonie, het Moederland of den vreemde. Vergoedingen en andere uitgaven, welke daarop betrekking hebben :	5
6	Frais de publication ; dépenses diverses et subsides y relatifs :	542	4.008	Kosten voor bekendmaking ; allerhande uitgaven en toelagen, welke daarop betrekking hebben :	6

7	CHAPITRE III. OFFICE COLONIAL.	402			HOOFDSTUK III. KOLONIALE BUREAU.	7
	Traitements et indemnités du personnel temporaire. Indemnités diverses. Frais de voyage :				Weden en vergoedingen van het tijdelijk personeel. Allerhande vergoedingen. Reiskosten :	
8	Dépenses diverses de l'Office colonial. Subsidés :	1.605	2.007		Allerhande uitgaven van het Koloniaal Bureau. Toelagen :	8
9	CHAPITRE IV. OFFICE DE COLONISATION.	312			HOOFDSTUK IV. KOLONISATIEBUREAU.	9
	Remboursement au Trésor Belge des dépenses de personnel supportées par le budget métropolitain du Ministère des Colonies, pour l'Office de Colonisation. Indemnités du personnel temporaire. Frais de voyage :				Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van de uitgaven van het personeel, welke door de Moederlandsche Begroeting van het Ministerie van Koloniën, voor het Kolonisatiebureau, gedragen worden. Vergoedingen aan het tijdelijk personeel. Reiskosten :	
10	Dépenses diverses de l'Office de Colonisation :	80	392		Allerhande uitgaven van het Kolonisatiebureau :	10
11	CHAPITRE V. MUSEE DU CONGO BELGE, A Tervueren.	659	659		HOOFDSTUK V. MUSEUM VAN BELGISCH-KONGO, TE Tervueren.	11
	Dépenses diverses du Musée du Congo Belge, y compris subsidés :				Allerhande uitgaven van het Museum van Belgisch-Kongo met inbegrip der hulpgelden :	
12	CHAPITRE VI. LABORATOIRE DE RECHERCHES CHIMIQUES ET ONTALOGIQUES A Tervueren.	117	117		HOOFDSTUK VI. LABORATORIUM VOOR SCHEIKUNDIGE EN ONTALOGISCHE ONDERZOEKINGEN, TE Tervueren.	12
	Dépenses diverses du laboratoire :				Allerhande uitgaven van het Laboratorium :	
13	CHAPITRE VII. ECOLE COLONIALE.	379	379		HOOFDSTUK VII. KOLONIALE SCHOOL.	13
	Dépenses diverses de l'Ecole coloniale :				Allerhande uitgaven der Koloniale School :	
	à reporter : Frs.	—	7.822		Over te dragen :	

TABLEAU II.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de Francs.			Totalen uitgedrukt per duizend Frank.	
Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven. Artikelen.
14	Report : Frs. CHAPITRE VIII. JARDIN COLONIAL. Dépenses diverses du Jardin colonial :	— 116	7.822 116	Overgebracht : HOOFDSTUK VIII. KOLONIALE TUIN. Allerhande uitgaven van den Koloniale Tuin :
14bis	SECTION Lois CHAPITRE VIIIbis Institution et services divers fonctionnant à l'étranger. Frais et indemnités exposés par suite des événements de guerre :	5.000	5.000	SECTIE Ibis HOOFDSTUK VIIIbis Allerhande in het buitenland werkende instellingen en diensten. Kosten en vergoedingen naar aanleiding van de oorlogsgebeurtenissen :
15	SECTION II.—PENSIONS ET ALLOCATIONS DIVERSES. CHAPITRE IX. PENSIONS ET ALLOCATIONS DIVERSES ET FRAIS DIVERS S'Y RAPPORTANT.	33.000		SECTIE II.—PENSIOENEN EN ALLERHANDE BEWILLIGINGEN. HOOFDSTUK IX. PENSIOENEN EN ALLERHANDE BEWILLIGINGEN EN VERSCHIEDEN KOSTEN DAAROP BETREKKING HEBBEN.
16	Personnel européen. Pensions diverses et allocations de capital tenant lieu de pensions de l'exercice en cours et des exercices antérieurs :	1.760		Europeesch personeel. Allerhande pensioenen en bewilligingen in kapitaal welke de plaats innemen van pensioenen over het loopen dienstjaar en over vroegere dienstjaren :
17	Personnel noir. Pensions de l'exercice en cours et des exercices antérieurs : Dépenses diverses incombant au service des pensions et allocations :	638	35.398	Negerpersoneel. Allerhande pensioenen over het loopend dienstjaar en over vroegere dienstjaren : Allerhande uitgaven welke ten laste vallen van den Dienst der pensioenen en der bewilligingen :

SECTION III.—DETTE PUBLIQUE.

CHAPITRE X.

SERVICE DE LA CAISSE D'EPARGNE, DES INTERETS DES
EMPRUNTS ET DES CAPITAUX GARANTIS.18 Intérêts des capitaux de la Caisse d'Epargne et soldes
restant à liquider (crédit non limitatif) : 5019 Intérêts des cautionnements déposés en numéraire
(crédit non limitatif) : 10020 Intérêts et amortissements de la Dette consolidée
(crédit non limitatif) : 213,91321 Intérêts et charges diverses de la Dette flottante (crédit
non limitatif) : 16,00022 Garantie de paiement des intérêts et de l'amortissement
d'actions et d'obligations de sociétés coloniales et de
déficit d'exploitation en conformité avec les con-
ventions existantes (crédit non limitatif) : 18,90223 Frais généraux relatifs au service de la Dette publique,
du Portefeuille et de la Trésorerie. Comité du Porté-
feuille de la Colonie (crédit non limitatif) : 500

DEPENSES DES SERVICES D'AFRIQUE.

SECTION IV.

SERVICES ADMINISTRATIFS, JUDICIAIRES ET FORCE
PUBLIQUE.

CHAPITRE XI.

GOUVERNEMENT GENERAL ET ADMINISTRATIONS
PROVINCIALES.24 Traitements et indemnités diverses du personnel euro-
péen et du personnel de couleur engagé sous le statut : 6,286

à reporter : Frs.

SECTION III.—OPENBARE SCHULD.

HOOFDSTUK X.

DIENST DER SPAARKAS, DER INTERESTEN VAN DE
LEENINGEN EN DER GEWAARBORGDE KAPITALEN.18 Interesten der kapitalen van de Spaarkas en saldo's
welke nog te vereffenen blijven (onbegrensd krediet) : 1819 Interesten van in speciën neergelegde borgtochten
(onbegrensd krediet) : 1920 Interesten en uitdelingen der geconsolideerde Schuld
(onbegrensd krediet) : 2021 Interesten, uitdelingen en verscheiden lasten der
vlootende Schuld (onbegrensd krediet) : 2122 Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdeling
van aandeelen en schuldbrieven van koloniale ven-
nootschappen en van exploitatietekorten in over-
eenstemming met de bestaande overeenkomsten
(onbegrensd krediet) : 2223 Algemeene kosten betreffende den Dienst van de Open-
bare Schuld, van de Portefeuille en van de Schatkist.
Comité van de Portefeuille der Kolonie (onbegrensd
krediet) : 23

UITGAVEN DER DIENSTEN VAN AFRIKA.

SECTION IV.

BESTUUR EN GERECHTSDIENSTEN EN WEERMACHT.

HOOFDSTUK XI.

GOUVERNEMENT-GENERAAL EN PROVINCEBESTUREN.

24 Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch
personeel en van het onder het statuut aangeworven
negerpersoneel : 24

Over te dragen :

249,465

297,801

TABLEAU II.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL II.—BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs.	6.286	297.801	Overgebracht :	
25	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	621		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	25
26	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs de couleur engagés par contrat :	173		Loonen, onderhoudskosten, kosten voor aanwerving en repatriëring der bij contract aangeworven negerplantons en arbeiders :	26
27	Dépenses diverses d'ordre général relevant du Gouvernement général et des Administrations provinciales, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature. Subsidies :	6.664		Allerhande uitgaven van algemeen aard uitgaande van het Gouvernement-generaal en de Provinciebesturen, erbij begrepen materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende kosten. Toelagen :	27
28	Subsides aux Villes :	19.085		Toelagen aan de Steden :	28
29	Frais de procédure déboursés, amendes et divers. Indemnités ou dommages-intérêts, intérêts moratoires compris, dus par la Colonie à raison de sa responsabilité ou de celle de ses préposés et non prévus aux chapitres suivants. Quote-part contributive de la Colonie dans le règlement d'avaries communes aux cargaisons des navires (crédit non limitatif) :	200		Kosten van rechtspleging, uitgaven, geldboete en varia. Vergoedingen of schadevergoedingen, erbij begrepen moratorische interesten, aan de Kolonie verschuldigd uit hoofde van hare aansprakelijkheid of van die van hare aangestelden en welke in de volgende hoofdstukken niet voorzien zijn. Bijdragend aandeel van de Kolonie bij het regelen van gemeene averijen aan de lading der schepen (onbegrensd krediet) :	29
30	Dépenses imprévues :	150	33.179	Allerhande uitgaven :	30
	CHAPITRE XII.			HOOFDSTUK XII.	
	SERVICE DU BUDGET ET DU CONTROLE FINANCIER.			DIENST DER BEGROOTING EN DER FINANCIEELE CONTROLE.	
31	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	1.488		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	31
32	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	335		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	32

33	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs de couleur engagés par contrat :	24			Loonen, onderhoudskosten, kosten voor aanwerving en repatriëring der bij contract aangeworven negerplantons en arbeiders :	33
34	Autres dépenses du service, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature. Publication des budgets coloniaux, du rapport annuel du Gouverneur Général, frais divers et rémunérations des travaux y relatifs. Comité du Budget :	77		1.924	Andere uitgaven van den dienst, erbij begrepen materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen allerhande bijkomende kosten. Publicatie van de koloniale begrotingen, van het jaarlijksch verslag van den Gouverneur-Generaal, onderscheiden onkosten en vergelding der daarop betrekking hebbende werken. Begrotingscomité :	34
CHAPITRE XIII. SERVICE DES SECRETARIATS DU GOUVERNEMENT GENERAL ET DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES.						
35	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	9.300			Dienst VAN DE SECRETARIATEN VAN HET GOVERNEMENT GENERAAL EN VAN DE PROVINCIEBESTUREN.	35
36	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	1.343			Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	36
37	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs de couleur engagés par contrat :	67			Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	37
38	Autres dépenses du service, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais de toute nature :	186		10.896	Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van repatriëring der bij contract aangeworven negerplantons en arbeiders :	38
CHAPITRE XIV. SERVICES JUDICIAIRES—PARQUETS ET TRIBUNAUX.						
39	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous statut :	21.300			Andere dienstuitgaven met inbegrip van materieel, meubilering, benoodigdheden in het algemeen en allerhande uitgaven :	39
40	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie pour obéir à un ordre de mutation. Indemnités de voyage et de séjour :	1.558			Reiskosten binnen en buiten de Kolonie om een mutatiebevel na te leven. Reis en verblijfsvergoedingen :	40
41	Salaires et indemnités, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des détectives indigènes, plantons, huissiers, interprètes, etc. . . . engagés par contrat. Indemnités pour renseignements fournis aux Parquets et Tribunaux :	592			Loonen en vergoedingen, onderhouds, aanwervings en repatriëeringskosten der bij contract aangeworven inlandsche detectieven, plantons, deurwachters, tolken, enz. . . . Vergoedingen voor aan de Parquetten en Rechtbanken verschaft inlichtingen :	41
				23.450	Over te dragen :	
				343.800		

TABEL II.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL II.—BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totaal uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs.	23.450	343.800	Overgebracht :	
42	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	226		Materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende kosten :	42
43	Frais de justice (crédit non limitatif) :	894		Gerechtskosten (onbegrensd krediet) :	43
44	Frais de police : mesures de sûreté publique (Ces dépenses peuvent s'effectuer au moyen d'avances de fonds ne dépassant pas 5.000 francs par agent comptable dont les états de dépenses seront approuvés par le Gouverneur Général du Congo Belge ou par un délégué désigné spécialement par lui pour cet objet :	MEMOIRE-MEMOIRE	24.570	Politiekosten : maatregelen van openbare veiligheid. (Deze uitgaven kunnen geschieden bij middel van geldvoorschotten welke de 5.000 frank niet zullen te boven gaan per rekenplichtige wiens staten van uitgaven zullen worden goedgekeurd door den Gouverneur-Generaal van Belgisch-Kongo of door eenen door hem te dien bijzonder aangestelden afgevaardigde) :	44
45	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	678		HOOFDSTUK XV. A.—DIENST VAN POLITIEKE, ADMINISTRatieve EN GERECHTELLIJKE ZAKEN. Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	45
46	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	68		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	46
47	Dépenses diverses relatives au personnel noir et à l'entretien des détenus :	5.558		Allerhande uitgaven betreffende het negerpersoneel en het onderhoud der gevangenen :	47
48	Autres dépenses du service des Affaires politiques, administratives et judiciaires, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	3.529		Andere uitgaven van den dienst van de politieke, administratieve en gerechtelijke zaken, met inbegrip van materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende kosten :	48

49	Dépenses relatives à l'état-civil et aux successions Matériel, imprimés, caisses d'emballages, y compris les frais accessoires de transports, de manutention, de douanes et divers. Plaques à placer sur les monuments funéraires des fonctionnaires et agents de la Colonie ainsi que des membres de leur famille décédés au Congo :	66	9.899	B.—BURGERLIJKE STAND EN NALATENSCHAPPEN.
50	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	101.236		Uitgaven betreffende den burgerlijken stand en de nalatenschappen. Matériel, drukwerken, verpak-
51	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	18.352		kisten, met inbegrip der bijkomende kosten voor vervoer, behandeling, douane en varia. Gedenk-
52	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir engagé par contrat. Entretien et déplacement des relégués politiques. Dots pour femmes de polygames à libérer. Traitements et primes aux autorités indigènes. Cadeaux politiques. Autres dépenses résultant de l'exécution des décrets sur les circonscriptions indigènes et les centres extra-coutumiers ou de conventions conclues avec eux. Soldes, allocations diverses et frais d'équipements des agents noirs de la police engagés par contrat :	8.978		platen voor de grafteekens van de ambtenaren en beamten der Kolonie alsmede humner in Kongo overleden familieleden :
53	Ristournes aux autorités indigènes déléguées à la perception de l'impôt (crédit non limitatif) :	2.880		HOOFDSTUK XVI.
54	Autres dépenses des services, y compris matériel, mobilier, fournitures en général, jetons pour l'impôt indigène et frais accessoires de toute nature, etc. :	2.838	134.284	GEWESTDIENST. DIENSTEN VAN DE INLANDSCHE ZAKEN, DE WERKKRACHTEN EN DE POLITIE.
55	Traitements et indemnités diverses du personnel européen. Frais de rappel des officiers et sous-officiers de réserve, etc. :	42.011		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesche personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :
56	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	3.896		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :
		45.907	512.553	Loonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en repatriëring van het per contract aangeworven negerpersoneel. Onderhoud en verplaatsing van de politieke ontvoerden. Huwelijks giften voor vrij te maken vrouwen van polygamen. Wedden en premies aan de inheemsche overheden. Politieke geschenken. Andere uitgaven welke het gevolg zijn van de uitvoering der decreten op de inheemsche circumscriptions en de niet gewoonterechtelijke centra of van de met hen gesloten overeenkomsten. Toelagen. Soldijen, allerhande bewilligingen en kosten voor uitrusting van de per contract aangeworven negerpolitiebedienden :
				Teruggaven aan de inlandsche hoofden die afgevaardigd zijn voor het innen van belasting (Onbegrensd krediet) :
				Andere dienstuitgaven, met inbegrip van materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen, penningen voor de inheemsche belasting en allerhande bijkomende onkosten, enz. :

CHAPITRE XVI.

SERVICE TERRITORIAL, DES AFFAIRES INDIGÈNES, DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE LA POLICE.

CHAPITRE XVII.

FORCE PUBLIQUE.

HOOFDSTUK XVII.

WEERMAGT.

Over te dragen :

Montants exprimés en milliers de Francs.			Totalen uitgedrukt per duizend Frank.	
Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven. Artikelen.
	Report : Frs.	45.907	512.553	Overgebracht :
57	Traitements, soldes et allocations diverses de la troupe. Entretien et autres dépenses y relatives :	30.401		Wedden, soldijen en allerhande bewilligingen voor de troepen. Onderhoud en andere daarop betrekking hebben de uitgaven :
58	Autres dépenses de la Force Publique, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	6.677	82.985	Andere uitgaven der Weermacht, erbij begrepen materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en bijkomende onkosten van allen aard :
CHAPITRE XVIII. SERVICE CARTOGRAPHIQUE. (MISSIONS ET TRAVAUX CARTOGRAPHIQUES.)				HOOFDSTUK XVIII. CARTOGRAFISCHE DIENST. CARTOGRAFISCHE ZENDINGEN EN WERKZAAMHEDEN.)
59	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	1.918		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :
60	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	211		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :
61	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons, interprètes et travailleurs engagés par contrat :	575		Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repariëring der per contract aangeworven plantons, tolken en arbeiders :
62	Autres dépenses du service y compris matériel, mobilier, fournitures en général, subsides et frais accessoires de toute nature :	440	3.144	Andere uitgaven van den dienst, erbij begrepen materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen, toelagen en bijkomende onkosten van allen aard :
SECTION V.—SERVICES SOCIAUX. CHAPITRE XIX. SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT.				SECTIE V.—SOCIALE DIENSTEN. HOOFDSTUK XIX. DIENST VAN HET ONDERWIJS.
63	Traitements et indemnités diverses du personnel européen (inspecteurs, visiteurs et instituteurs) et des instituteurs de couleur engagés sous le statut ou à l'essai :	8.617		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel (opzieners, bezoekers en onderwijzers) en van de onder het statuut of op proef aangeworven negeronderwijzers :

64	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	211	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	64
65	Salaires, allocations, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des élèves, des travailleurs, des plantons des écoles officielles de l'Etat. Récompenses aux élèves. Frais d'entretien et de transport des enfants abandonnés, délaissés ou orphelins, sous la tutelle de l'Etat, et dirigés sur une école :	561	Loonen, bewilligen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring der leerlingen, der arbeiders en van de plantons der officiële Staatsscholen. Belooningen aan de leerlingen. Onderhouds- en vervoerkosten van verlaten of verwaarloosde kinderen en van weezen die door de wet aan de voogdij van den Staat worden overgelaten en naar eene school gericht :	65
66	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires :	1.303	Matériel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en bijkomende kosten van allen aard :	66
67	Autres dépenses de l'instruction publique, y compris subsides :	37.098	Andere uitgaven van het openbaar onderwijs, met inbegrip der toelagen :	67
			47.790	
	CHAPITRE XX. CULTES, MISSIONS, BIENFAISANCE PUBLIQUE ET ŒUVRES SOCIALES.			HOOFDSTUK XX. EREDIENSTEN, ZENDINGEN, OPENBARE WELDADIGHEID EN SOCIALE WERKEN.
68	Subsides aux missions et divers. Frais de voyage et de nourriture des missionnaires, y compris transport de leurs bagages, à bord des vapeurs naviguant au Congo :	5.100	Toelagen aan zendingen en varia. Reis en voedingskosten der missionarissen, met inbegrip van het reisgoedvervoer aan boord van in Kongo varende stoomschepen :	68
69	Dépenses de toute nature, y compris subsides relatifs à la bienfaisance publique et aux œuvres sociales. Frais d'assistance, d'entretien et de rapatriement des indigènes ou européens nécessiteux. Renvoi des indésirables dans leur chefferie d'origine. Remboursement aux desservants des hôpitaux des frais de nourriture irrécouvrables à charge d'européens momentanément nécessiteux ou insolvable :	1.575	Alleerhande uitgaven met inbegrip van toelagen betreffende de openbare weldadigheid en de sociale werken, kosten van bijstand, van onderhoud en repatriëring der inboorlingen of behoeftige Europeanen. Teruggending van de ongewenschten naar hunne hooflij van herkomst. Terugbetaling aan de hospitaalbedienaars van de oninvoerbare voedingskosten ten laste van Europeanen voor het oogenblik behoeftig of insolvent :	69
			6.675	
	CHAPITRE XXI. SERVICE DE L'HYGIENE.			HOOFDSTUK XXI. GEZONDHEIDSDIENST
70	Traitements, allocations et indemnités diverses du personnel européen, des assistants, infirmiers et autre personnel de couleur engagés sous le statut :	56.585	Wolven, bewilligen en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel, van de onder het statuut aangeworven helpers, ziekenverplegers en ander negerpersoneel :	70
71	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	7.768	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	71
				Over te dragen :
			653.147	

à reporter : Frs.

Montants exprimés en milliers de Francs.

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs.	64,353	653,147	Overgebracht :	
72	Dépenses de toute nature relatives au personnel médical agréé ou autre ne faisant pas partie de cadre permanent de la Colonie, mais collaborant au Service de l'Hygiène. Dépenses diverses des formations d'assistance médicale, y compris subsides :	14,344		Uitgaven van allen aard, betreffende het erkend of ander medisch personeel, dat geen deel uitmaakt van het kader van de Kolonie, maar aan den Gezondheidsdienst medewerkt. Onderscheiden uitgaven van de formaties voor geneeskundigen bijstand, met inbegrip van de hulpelden :	72
73	Salaires, allocations diverses, primes, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des aide-infirmiers, des élèves des écoles d'assistants médicaux indigènes, des boys d'hôpitaux, des travailleurs, etc... et de tout le personnel noir engagé par contrat :	6,970		Loonen, allerhande bewilligingen, premien, kosten van onderhoud, aanwerving en repatriëring der hulpziekenverplegers, der leerlingen van de school voor Inlandsche geneeskundige helpers, der hospitaalboys, der arbeiders, enz. . . en van al het per contract aangeworven negerpersoneel :	73
74	Dépenses relatives à l'hospitalisation des européens au service de l'Etat et des hommes de couleur. Dépenses d'exploitation des bateaux du Service de l'Hygiène. Subsides :	5,772		Uitgaven betreffende de hospitalisatie der Europeanen in dienst van den Staat en der kleurlingen. Uitgaven voor de exploitatie der schepen van den Gezondheidsdienst. Toelagen :	74
75	Matériel quelconque scientifique ou non destiné au Service de l'Hygiène, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, de manutention, de douane et divers. Subsides :	32,127		Materieel van allen aard al dan niet wetenschappelijk tot den Gezondheidsdienst bestemd, met inbegrip der bijkomende onkosten van verpakking, vervoer, behandeling, douane en varia. Toelagen :	75
76	Autres dépenses du Service de l'Hygiène, y compris subsides :	5,607	129,173	Andere uitgaven van den Gezondheidsdienst, met inbegrip van toelagen :	76
SECTION VI.—SERVICE D'ORDRE ECONOMIQUE. CHAPITRE XXII.					
SERVICE DES FINANCES ET DES DOUANES OFFICE DOUANIER COLONIAL D'ANVERS.					
77	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	21,458		SECTIE VI.—DIENSTEN VAN ECONOMISCHE ORDE. HOOFDSTUK XXII. DIENST DER FINANCIEN EN DER DOUANEN KOLONIALE TOLDIENST VAN ANTWERPEN. Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	77

78	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	2.139	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	78
79	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons, interprètes et travailleurs engagés par contrat :	205	Wedden, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring der per contract aangeworven plantons, tolken en arbeiders :	79
80	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature. Frais d'uniformes pour les préposés de couleur de la douane :	743	Materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten. Kleedijkosten voor de negeraangestelden der douane :	80
81	Office douanier colonial d'Anvers : Traitements et indemnités du personnel et frais de gestion. Commissions douanières :	900	Koloniale Toldienst van Antwerpen : Wedden en vergoedingen van het personeel en beheerkosten. Tolcommissiën :	81
82	Autres dépenses du Service des Finances et des Douanes et quote-part de la Colonie dans les frais du Bureau international des Tarifs douaniers :	3.570	Andere uitgaven van den Dienst der Financiën en der Douanen en aandeel der Kolonie in de kosten van het Internationaal Bureau der Toltarieven :	82
		29.015		
CHAPITRE XXIII. SERVICE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DES TERRES.				
	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	12.252	Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	83
84	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	1.758	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	84
85	Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons, des travailleurs, etc. . . . engagés par contrat :	174	Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring der per contract aangeworven plantons, arbeiders, enz. . . . :	85
86	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	393	Materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	86
87	Autres dépenses des Services des Affaires Economiques et des Terres, y compris subsides :	1.452	Andere uitgaven van de Diensten der Economische Zaken en der Gronden, met inbegrip der toelagen :	87
		16.029		
		—	Over te dragen :	
		827,304		
à reporter : Frs.				

Montants exprimés en millions de Francs.					Totalen uitgedrukt per duizend Frank.	
Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article.	Total par chapitre.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.		Artikelen.
		Bedrag der kredieten per artikel.	Totaal per hoofdstuk.			
	Report : Frs.	—	827.364	Overgebracht :		
	CHAPITRE XXIV.			HOOFDSTUK XXIV.		
	IMPRIMERIE DE LEOPOLDVILLE.					
88	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et des travailleurs de couleur engagés sous le statut :	752		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en de onder het statuut aangeworven neger-arbeiders :		88
89	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	97		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :		89
90	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des travailleurs spécialisés ou non, engagés par contrat :	112		Loonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en repatriëring der bij contract aangeworven gespecialiseerde of nietgespecialiseerde arbeiders :		90
91	Autres dépenses du service, y compris mobilier, fournitures en général, frais accessoires de toute nature :	3.154	4.115	Andere dienstuitgaven met inbegrip der meubelen, benodigdheden in het algemeen, allerhande bijkomende onkosten :		91
	CHAPITRE XXV.			HOOFDSTUK XXV.		
	SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.			DIENST DER OPENBARE WERKEN.		
92	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	14.344		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :		92
93	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	1.795		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :		93
94	Dépenses et entretien de l'actif immobilier de la Colonie et du réseau routier. Subsidés aux caisses administratives des chefferies. Crédits provenant de la taxe sur l'essence :	38.526		Kosten tot onderhoud van het onroerend actief der Kolonie en van het wegnnet. Toelagen aan de bestuurskassen der hoofdijën. Credieten voortkomende van de benzinetaks :		94
95	Location de bâtiments. Indemnités aux fonctionnaires et agents qui pourvoient eux-mêmes à leur logement :	2.227		Verhuring van gebouwen. Vergoedingen aan de ambtenaren en beambten die zelf in huune huisvesting voorzien :		95

Autres dépenses du service :

3.077

59.969

96

CHAPITRE XXVI.

SERVICE DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS.

Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut ou mis à l'essai :

23.927

Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :

2.537

Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat, tels que plantons, facteurs, boys-courriers, porteurs de courriers urgents, porteurs et payeurs supplémentaires aux boys-courriers, travailleurs, élèves télégraphistes etc. . . . :

1.711

Matériel, mobilier, fournitures en général et nonvaleurs du Service des Postes et des Télécommunications :

9.210

Bonifications aux services postaux et télégraphiques étrangers. Remboursement des télégrammes d'Etat déposés à bord des s/s de la C.M.B. Frais de transports aériens de correspondances et de colis et bonifications y relatives (crédit non limitatif) :

6.076

Autres dépenses diverses du service :

1.629

45.090

102

CHAPITRE XXVII.

SERVICE DES TRANSPORTS.

Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :

1.295

Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :

183

Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat. Soldes et allocations diverses. Frais d'entretien, d'équipement, de recrutement et de rapatriement du personnel noir :

1.248

à reporter : Frs.

2.726

936.538

Over te dragen :

Andere uitgaven van den dienst :

HOOFDSTUK XXVI.

DIENST DER POSTELIEN EN DER TELEVERBINDINGEN.

Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven of op proef gesteld negerpersoneel :

97

Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :

98

Loonen en kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel, zooals plantons, brievenbestellers, bodeboys, dragers van dringende briefwisselingen, bijkomende dragers en pagaeers bij de bodeboys, arbeiders, leerlingtelegrafist, enz. . . . :

99

Materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en kwade posten van den dienst der Posterijen en der Televerbindingen :

100

Tegedekoming aan de vreemde post en telegraafdiensten. Terugbetaling van de Staatstelegrammen neergelegd aan boord van de s/s C.M.B. Kosten voor luchtvervoer van briefwisselingen en pakketten en daarop betrekking hebbende tegedekomingen (onbegrensd krediet) :

101

Allerhande andere uitgaven van den dienst :

102

HOOFDSTUK XXVII.

VERVOERDIENST.

Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het statuut aangeworven negerpersoneel :

103

Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :

104

Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel. Soldijen en allerhande bewilligen. Kosten voor onderhoud uitrusting, aanwerving en repatriëring van het negerpersoneel :

105

Montants exprimés en milliers de Francs.

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs.	2.726	936.538	Overgebracht :	
106	Matériel, mobilier et fournitures. Moyens de locomotion mécanique en général, matières d'entretien et de réparation, pièces de rechange : outillage de garage, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, de manutention, de douane et divers :	15.021		Materiel, meubelen en benodigdheden. Mechanische voortbewegingsmiddelen in het algemeen, stoffen voor onderhoud en herstelling, verwisselstukken, garagetuigen, erbij begrepen de bijkomende kosten voor verpakking, vervoer, behandeling, douane en andere :	106
107	Dépenses de transports aériens et couverture du déficit éventuel SABENA, en fin d'exercice :	13.000		Luchtvervoeruitgaven en dekking van het gebeurlijk tekort van de SABENA, einde dienstjaar :	107
108	Autres dépenses diverses du service. Subsidies :	12	30.759	Allerhande andere dienstuitgaven. Toelagen :	108
	CHAPITRE XXVIII.			HOOFDSTUK XXVIII.	
	SERVICE DES VOIES NAVIGABLES.			DIENST DER BEVAARBARE WEGEN.	
109	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	9.567		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	109
110	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	948		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik in dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	110
111	Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat :	2.841		Loonen en kosten voor onderhoud, aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel :	111
112	Autres dépenses du service, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	21.695	35.051	Andere dienstuitgaven, erbij begrepen, materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	112
	CHAPITRE XXIX.			HOOFDSTUK XXIX.	
	AGRICULTURE ET FORÊTS.			LANDBOUW EN BOSSCHEN.	
	A.—Services agricoles généraux et des Forêts.			A.—Algemeen Landbouw en Boschdiensten.	
113	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	27.551		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	113

114	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	6.004	
115	Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat :	1.586	
116	Autres dépenses des services agricoles généraux, y compris matériel, mobilier, fournitures en général, subsides et frais accessoires de toute nature :	6.266	
117	<i>B.—Institut des Parcs Nationaux au Congo Belge.</i> Dépenses diverses relatives à la Réserve nationale de chasse (Parc national Albert.—Parc de la Kagera) et subside à l'Institut des Parcs nationaux :	950	
118	<i>C.—Institut national pour l'étude agronomique du Congo Belge.</i> Subside à l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo Belge :	12.500	
119	<i>D.—Fonds d'immigration et de colonisation.</i> Crédit destiné à alimenter le Fonds d'immigration et de colonisation et le fonds spécial de crédit agricole indigène :	2.385	57.242
120	<i>SECTION VII.—NON-VALEURS, RESTITUTIONS ET DEPENSES D'EXERCICES CLOS.</i> <i>CHAPITRE XXX.</i> <i>NON-VALEURS ET RESTITUTIONS.</i> Restitutions de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Restitutions d'amendes. Restitutions de sommes reconnues appartenir à des tiers (crédit non limitatif) :	11.864	
121	Régularisation des déficits de caisses, des déficits de magasins, des dévaluations des marchandises en magasins vendues, des manquants, des avances sur traitements non remboursées. Alimentation et régularisation du fonds de remploi destiné au paiement des frais accessoires du matériel réquisitionné par les services d'Afrique (credit non limitatif) :	665	12.529
		—	1.072.119
	à reporter : Frs.		

Montants exprimés en milliers de Francs.

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs. CHAPITRE XXXI. DEPENSES D'EXERCICES CLOS.	—	1.072.119	Overgebracht : HOOFDSTUK XXXI. UITGAVEN VAN GESLOTEN DIENSTJAREN.	
122	Credit destiné à régulariser les dépenses d'exercices clos que les ordonnateurs, en cas de force majeure, n'ont pu liquider dans les délais normaux :	700	700	Krediet dat bestemd is om de uitgaven te regulariseren van gesloten dienstjaren welke de ordonnateurs, in geval van overmacht, binnen de normale termijnen niet konden vereffenen :	122
	SECTION VIII—FONDS DE CRISE ET DE PREVOYANCE. CHAPITRE XXXII. FONDS DE CRISE ET DE PREVOYANCE.			SECTIE VIII—CRISIS EN VOORZIENINGS- FONDSEN. HOOFDSTUK XXXII. CRISIS EN WEERSTANDSFONDSEN.	
123	a) Alimentation du "Fond de crise" par prélèvements sur les recettes budgétaires :	10.000		a) Onderhoud van het "Crisisfonds" bij wege van voorafnemng op de budgetaire ontvangsten :	123
	b) Dotation des différents fonds de prévoyance nécessaires à la gestion de l'Otraco (crédit non limitatif) :	45.000		b) Dotatie van de onderscheiden Weerstandsfondsen welke noodig zijn voor het beleid van de Otraco (onbegrensd krediet) :	
	c) Dotation des différents fonds de prévoyance nécessaires à la gestion de la Régie des distributions d'eau et d'électricité de la Colonie et du Ruanda-Urundi (crédit non-limitatif) :	3.000		c) Dotatie aan de onderscheiden Weerstandsfondsen, noodig voor het beheer van de Regie der water en electriciteitsverdeling van de Kolonie en Ruanda-Urundi (onbegrensd krediet) :	
	d) Alimentation d'un fonds de réserve destiné à l'achat, par la Colonie, de produits de récolte non périssables (café, coton, etc. . .) et pour lesquels aucun débouché n'a été trouvé. Ces produits sont destinés à être livrés à la Belgique, dès libération de son territoire :	25.000		d) Onderhoud van een reservefonds bestemd tot het aankopen, door de Kolonie, van niet bederfelijke oogstproducten (koffie, katoen enz. . .) waarvoor geen enkel afzetgebied werd gevonden. Deze producten zijn bestemd om aan België te worden geleverd, onmiddellijk na de vrijmaking van haar grondgebied :	
	e) Alimentation d'un fonds destiné à accorder des avances au Commandant en Chef de la Force Publique, pour l'organisation et le fonctionnement des Magasins Européens Troupes—M.E.T.—(Mess and Cantines) :			e) Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan den Opperbevelhebber der Weermacht, tot het oprichten en in stand houden van Magazijnen voor Europeanen en Troepen—M.E.T. (Mess en Cantines) :	

MEMOIRE-MEMORIE

124	f) Alimentation d'un fonds d'avances à la Sabena, pour acquisition ou remplacement du matériel volant :	41.000	MEMOIRE-MEMOIRE	f) Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan de SABENA, tot het aankopen of vervangen van vliegend materieel :
	g) Alimentation d'un fonds d'avances à Familibel :			g) Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan Familibel :
	h) Alimentation d'un fonds destiné à couvrir les acquisitions de matières, de fournitures et de médicaments, mais dont il est à craindre de voir les sources d'approvisionnement se tarir :	15.000		h) Onderhoud van een fonds voor aankoop van materieel benodigdheden en geneesmiddelen die mogelijk later niet meer zullen verkrijgbaar zijn :
	i) Alimentation d'un fonds d'avances récupérables aux offices du Café et du Pyréthre et du Pool du Café :			i) Onderhoud van een fonds voor wederinbare voorschotten aan de Koffie en Pyrethrum Bureau's en aan de Koffie Pool :
	1°) Office du Café Arabica et du Pyréthre à Costermansville :		MEMOIRE	1°) Arabica Koffie Bureau en Pyrethrum MEMOIRE Bureau te Costermanstad :
	2°) Office du Café Robusta :		MEMOIRE	2°) Robusta Koffie Bureau : MEMOIRE
	3°) Pool du Café à Léopoldville :		MEMOIRE	3°) Koffie Pool te Leopoldstad : MEMOIRE
	j) Alimentation d'un fonds d'avances à la Régie de Sériciculture du Mont Hawa :		MEMOIRE-MEMOIRE	j) Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan de Zijdeteeft Regie van den Hawa Berg :
	k) Alimentation d'un fonds d'avances à Vicécongo pour acquisition ou renouvellement de matériel :		MEMOIRE-MEMOIRE	k) Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan Vicécongo tot het aankopen of vervangen van materieel :
	l) Alimentation d'un fonds d'avances pour permettre l'achat, pendant la durée de la guerre, de matériel et d'outillage à fournir aux indigènes et aux circonscriptions indigènes, contre remboursement :		MEMOIRE-MEMOIRE	l) Onderhoud van een fonds voor voorschotten tot het aankopen tijdens den oorlog, van materieel en werktuigen, tegen terugbetaling te leveren aan de Inlanders en aan de Inlandsche gebieden :
	m) Alimentation d'un fonds spécial destiné, en raison des circonstances de guerre, à accorder des prêts en argent aux coloniaux, anciens coloniaux ou à leur famille. (Crédit à la disposition du Département) :	200		m) Onderhoud van een bijzonder fonds tot het bestaan van geldleeningen, wegens de oorlogsomstandigheden aan koloniale, oud-koloniale of hun gezin. (Crediet ter beschikking van het Departement gesteld) :
	DEUXIEME PARTIE— DEPENSES EXCEPTIONNELLES.—SECTION IX.			TWEDE DEEL.—UITZONDERINGSUITGAVEN.— SECTIE IX.
	CHAPITRE XXXIII.—SERVICES DIVERS.			HOOFDSTUK XXXIII.—ALLERHANDE DIENSTEN.
124	Dépenses exceptionnelles des services d'Afrique. Subsidés :	91.463		Uitzonderingsuitgaven van de diensten in Afrika. Toelagen :
125	Dépenses exceptionnelles des services d'Europe. Subsidés :		MEMOIRE-MEMOIRE	Uitzonderingsuitgaven van de diensten en Europa. Toelagen :
	Total des dépenses (première, deuxième parties) : Frs.			Totaal der uitgaven (eerste en tweede deel) :
				139.200
				91.463
				1.303.482

TABLEAU III.—BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR
ORDRE DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943.

Articles.	Désignation des services.	Prévisions des recettes et des dépenses.	Voorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing der diensten.	Artikelen.
	CHAPITRE PREMIER.			EERSTE HOOFDSTUK.	
	FONDS DE TIERS.			GELDEN VAN DERDEN.	
1	Cautionnements en matière fiscale :		2.000.000	Borgtochten in zake fiscals :	1
2	Cautionnements en matière judiciaire :		500.000	Borgtochten in zake gerecht :	2
3	Cautionnements d'adjudicataires, soumissionnaires et concessionnaires :		500.000	Borgtochten der aannemers, inschrijvers en concessionarissen :	3
4	Cautionnement des recruteurs de main-d'œuvre :		300.000	Borgtochten der aanwerfers van werkrachten :	4
5	Cautionnements des comptables :		300.000	Borgtochten van rekenplichtigen :	5
6	Sommes frappées de saisies-arrêts et oppositions :		350.000	Met beslag en verboddoeningen geslagen sommen :	6
7	Liquidation des successions :			Vereffening der nalatenschappen :	7
	a) Successions des blancs :		1.000.000	a) Nalatenschappen van blanken :	
	b) Successions des noirs :		250.000	b) Nalatenschappen van negers :	
8	Vente de marchandises non-déclarées ou délaissées en douane :		25.000	Verkoop van niet-verklaarde of op het tolkantoor verlaten goederen :	8
9	Sommes non-touchées par les bénéficiaires :		400.000	Door de begunstigten niet gefinde sommen :	9
10	Consignations diverses :			Allerhande borgtochten :	10
	a) Sommes remboursables à Bruxelles ou dans la Colonie :		15.000.000	a) Te Brussel of in de Kolonie terug te belaten sommen :	
	b) Sommes à convertir en mandats-poste :		8.000.000	b) In postmandaten om te zetten sommen :	
	c) Sommes à inscrire en comptes de chèques postaux :		12.000.000	c) Op de postcheekrekening in te schrijven sommen :	
11	Mandats-poste :		35.000.000	Postmandaten :	11
12	Chèques et vêtements postaux :		125.000.000	Postcheques en postoverschrijvingen :	12
13	Caisse d'Epargne pour employés de couleur. Réserves des militaires et des travailleurs :		300.000	Spaarkas voor neger-beambten—Reserven der militairen en arbeiders :	13
14	Versements pour assurance des employés temporaires en vue de la vieillesse et du décès prématuré. (Lot du 10 mars 1925) :		50.000	Storting voor verzekering der tijdelijke bedienden tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdigen dood (Wet van 10 Maart 1925) :	14

15	Produit de la surtaxe de timbre-poste :	MEMOIRE-MEMOIRE	Opbrengst van den overdruk van postzegels :	15
	a) Timbres " Congrès International du Tourisme 1938 " :		a) Zegels " Internationaal Congress van het Toerisme 1938 " :	
	b) Timbres " Jardin Zoologique de Léopoldville " :	400.000	b) Zegels " Dierentuin van Leopoldstad " :	
	c) Timbres " Fonds Colonial des Oeuvres de Guerre " :	400.000	c) Zegels " Koloniaal Fonds der Oorlogswerken " :	
16	Produit de la vente de cartes " Souvenir Reine Astrid " :		Opbrengst van den verkoop der " Gedenkkaarten Koningin Astrid " :	16
17	Caisse coloniale d'assurance :	10.000.000	Koloniale Verzekeringskas :	17
	CHAPITRE II.		HOOFDSTUK II.	
	FONDS SPECIAUX.		BIJZONDERE FONDSEN.	
18	Arrangés des rentes belge et congolaise acquises avec le reliquat disponible des annuités du Fonds spécial du Roi. (Arrêtés royaux des 8 décembre 1924 et 22 mai 1930) :	800.000	Achterstellen der Belgische en Congolesche Renten aangekocht met het beschikbaar overschot der annuïteiten van het Bijzonder Fonds des Konings (Koninklijke besluiten van 8 December 1924 en 22 Mei 1930) :	18
19	Ecole pratique interministérielle de T.S.F. :	40.000	Praktische interministerteele school voor D.T. :	19
20	Allocations et avances à des coloniaux porteurs de la Médaille Commémorative du Congo, à leurs veuves, enfants, etc. . . :	1.000.000	Bewilligingen en voorschotten aan kolonialen, houders der Herinneringsmedaille van Kongo, aan hunne weduwen, kinderen enz. . . :	20
21	Fonds des allocations spéciales à liquider en exécution de l'arrêté royal du 12 février 1937 :	4.000.000	Fonds der bijzondere bewilligingen, te vereffenen in uitvoering van het Koninklijk besluit van 12 Februari 1937 :	21
22	Prix de littérature coloniale. (Arrêtés royaux des 8 octobre 1922 et 2 avril 1923) :	2.000	Prijs voor koloniale Letterkunde. (Koninklijke besluiten van 8 October 1922 en 2 April 1923) :	22
23	Fondations diverses :		Allerhande stichtingen :	23
	a) Donation Tremouroux. (Arrêté royal du 15 avril 1930) :	5.000	a) Schenking " Tremouroux " (Koninklijk besluit van 15 April 1930) :	
	b) Fondation Mussiri-Kanda (Arrêté royal du 18 octobre 1923) :	1.600	b) Stichting " Mussiri-Kanda " (Koninklijk besluit 18 October 1923) :	
	c) Fondation Wangermée. (Arrêté royal du 30 avril 1928) :	500	c) Stichting " Wangermée " (Koninklijk besluit van 30 April 1928) :	
	d) Fondation Régina Barman, née Van Moppes. (Arrêté royal du 2 juin 1928) :	1.500	d) Stichting " Régina Barman, geboren van Moppes " (Koninklijk besluit van 2 Juni 1928) :	
	e) Prix Simon Daniel Barman. (Arrêté royal du 4 février 1929) :	12.500	e) Prijs " Simon Daniel Barman " (Koninklijk besluit van 4 Februari 1929) :	
	f) Fondation Gouverneur Duchesne. (Arrêté royal du 11 mai 1933) :	875	f) Stichting " Gouverneur Duchesne " (Koninklijk besluit van 11 Mei 1933) :	
	g) Prix du souvenir de Reginald Frank Glasstone (Arrêté royal du 10 février 1933) :	500	g) Herinneringsprijs van Reginald Frank Glasstone. (Koninklijk besluit van 10 Februari 1933) :	
	h) Fondation " Jeanine de Lannoy " (Arrêté royal du 21 juin 1935) :	200	h) Stichting " Jeanine de Lannoy " (Koninklijk besluit van 21 Juni 1935) :	
	à reporter : Frs.	217.639.675	Over te dragen :	

TABLEAU III.—BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR
ORDRE DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943. (Suite).

TABEL III.—BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR
ORDER VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1943. (Verolg.)

Articles.	Désignation des services.	Report : Frs.	Prévisions des recettes et des dépenses. Voorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing der diensten.	Artikelen.
24	Avances sur traitements :		217.639.675	Overgebracht :	24
25	Donations diverses :		2.000.000	Voorschotten op wedden :	25
	a) Lutte contre la maladie du sommeil :		20.000	Allerhande begiftigingen :	
	b) Lutte contre le pian :		150.000	a) Strijd tegen de slaapziekte :	
26	Avances en matériel aux chefs indigènes :		MEMOIRE-MEMOIRE	b) Strijd tegen de pian :	26
27	Avances à des colons agricoles méritants :		400.000	Voorschotten in matériel aan de inlandse hoofden :	27
28	Fonds destiné à l'achat, au traitement, à la manutention et au transport de produits indigènes divers :		MEMOIRE-MEMOIRE	Voorschotten aan verdienstelijke landbouw-kolonisten :	28
29	Alimentation en marchandises des cantines de la troupe :		MEMOIRE-MEMOIRE	Fonds bestemd voor het kopen, verwerken, behandelen en vervoeren van allerhande inlandse voortbrengselen :	29
30	Main-d'œuvre militaire :		10.000	Voortrading in goederen der troepenkantienen :	30
31	Achat et vente de vivres :		MEMOIRE-MEMOIRE	Militaire werkkrachten :	31
32	Office du Travail de Léopoldville :		MEMOIRE-MEMOIRE	Aankoop en verkoop van levensmiddelen :	32
33	Achats en Europe pour compte des chefferies et des secteurs indigènes :		200.000	Werkbeurs van Leopoldstad :	33
34	Avances aux indigènes évolués, pour la construction d'habitations dans les centres extra-contumiers :		500.000	Aankopen in Europa voor rekening van de Inlandsche hoofden en sectors :	34
35	Fonds temporaire de credit agricole :		20.000.000	Aan de ontwikkelde Inlanders verleende voorschotten voor het optrekken van woningen. in de niet-gewoonterechtelijke centra :	35
36	Fonds de crise :			Tijdelijk Fonds voor landbouwkrediet :	36
	a) Dégrevements massifs en matière de transports :		12.000.000	Crisisfonds :	
	b) Bonifications pour réexportation des cafés :		13.000.000	a) Massale verminderingen in zake vervoer :	
				b) Uitkeeringen voor wederuitvoer van koffie :	

37	Loterie coloniale :	200.000.000	Koloniale Loterij :	37
38	Fonds de réserve cotonnière :	4.000.000	Katoenreservefonds :	38
39	Fonds spécial pour participation de la Colonie à des expositions internationales :	100.000	Bijzonder fonds voor deelneming der Kolonie aan Wereldtentoonstellingen :	39
40	Fonds destiné au paiement des frais accessoires du matériel réquisitionné par les services d'Afrique :	2.000.000	Wederbeleggingsfonds bestemd voor de betaling van de bijkomende kosten van het voor de diensten in Afrika opgevoerd materieel :	40
41	Quote-part de tiers dans les frais de participation à des expositions ou foires coloniales :	1.000	Aandeel van derden in de kosten voor deelname aan tentoonstellingen of koloniale jaarbeurzen :	41
42	Mission d'études relatives à un barrage sur le Nil :	100.000	Studiezendingen voor eene afdamming op den Nijl :	42
43	Frais de contrôle des sociétés coloniales :	500.000	Kosten voor controle van koloniale vennootschappen :	43
44	Fonds d'amortissement de la Dette coloniale :	MEMOIRE-MEMOIRE	Delgingsfonds der koloniale Schuld :	44
45	Fonds d'immigration et de colonisation :	14.185.000	Immigratie en kolonisatiefonds :	45
	a) Avances :		a) Voorschotten :	
	b) Dépenses non récupérables :		b) Niet wederinbare uitgaven :	
	c) Fonds de chômage :		c) Werkloozenfonds :	
	d) Fonds d'avances récupérables, à la disposition du service de la mobilisation civile, du travail et de la prévoyance sociale :		d) Fonds van verhaalbare voorschotten ter beschikking van den Dienst der burgerlijke mobilisatie, van Arbeid en Sociale Voorzorg :	
	e) Fonds destiné à l'acquisition et à la vente du caoutchouc :		e) Fonds tot aan en verkoop van rubber :	
46	Fonds routier :	87.692.200	Wegensfonds :	46
47	Versoments de tiers pour travaux routiers de caractère privé :	100.000	Stortingen van derden, voor wegenwerken van privaten aard :	47
48	Fonds de renouvellement des installations de la distribution d'eau d'Elisabethville :	500.000	Fonds voor de hernieuwing van de instellingen der waterverdeeling te Elisabethstad :	48
49	Fonds de secours pour les sinistrés de la Kalamu à Boma :	MEMOIRE-MEMOIRE	Hulpfonds voor de geteisterden van de Kalamu, te Boma :	49
50	Fonds spécial de crédit agricole indigène :	160.000	Bijzonder fonds voor landbouwkrediet aan de Inlanders :	50
	à reporter : Frs.	575.257.875	Over te dragen :	

Articles.	Désignation des services.	Prévisions des recettes et des dépenses. Vorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing der diensten.	Artikelen.
	Report : Frs. COMPTE D'ORDRE CREE PAR SUITE DE LA SITUATION DE GUERRE ET DONT L'APUREMENT INCOMBE AU GOUVERNEMENT LOCAL.	575.257.875	Overgebracht : ORDERERKENINGEN INGEVOERD NAAR AANLEIDING VAN DEN OORLOOSTOESTAND WAARVAN DE AANZUIVERING MOET VERRICHT WORDEN DOOR HET PLAATSELIJK GOUVERNEMENT.	
51	Fonds destiné à couvrir les opérations en trésorerie des régies de la Colonie : (Versements en dépôts et retraits) : a) Otraco : b) Régideso :	MEMOIRE-MEMOIRE	Fonds tot dekking van de thesaurieverrichtingen van de regieën der Kolonie (stortingen in deposito en terugvorderingen) : a) Otraco : b) Régideso :	51
52	Dépenses extraordinaires de guerre (D.E.G.) (compte supprimé à partir du 1/1/1942) :	MEMOIRE-MEMOIRE	Buitengewone oorlogsuitgaven (rekening afgeschaft met ingang van 1/1/1942) :	52
53	Fonds de réserve destiné à l'achat par la Colonie de produits non périssables :	100.000.000	Reservefonds voor den aankoop, door de Kolonie, van niet beder- felijke producten :	53
54	Dépôt des dotations annuelles au fonds de prévoyance et de prévisions de l'Otraco et de la Régideso : a) Otraco : b) Régideso :	158.900.000	Deposito der jaarlijksche dotaties aan de Weerstandsfondsen van de Otraco en de Régideso : a) Otraco : b) Régideso :	54
55	Constitution d'un fonds d'avances à la SABENA pour acquisition de matériel volant :	86.000.000	Oprichting van een fonds voor voorschotten aan de SABENA tot het aankopen van vliegend materieel :	55
56	Fonds destiné à accorder des avances au Commandant en Chef de la Force Publique, pour l'organisation et le fonctionnement des Magasins Européens (M.E.T.) :	2.900.000	Onderhoud van een fonds voor voorschotten aan de Opperbevel- hebber der Weermacht tot het oprichten en in stand houden van Magazijnen voor Europeanen en Troepen—(M.E.T.) :	56
57	Fonds destiné à l'achat et à la vente d'or fin produit dans la Colonie du Congo Belge :	500.000.000	Fonds voor den in en verkoop van in de Kolonie van Belgisch- Kongo gewonnen fijn goud :	57
58	Dépenses relatives aux internés de guerre (à régulariser ultérieure- ment à charge de qui il appartiendra) :	MEMOIRE-MEMOIRE	Uitgaven voor oorlogsgeïnterneerden (later te regelen ten laste van degenen, wien het aangaat) :	58
59	Accord Economique Anglo-Belge :	MEMOIRE-MEMOIRE	Engelsch-Belgisch Economisch Akkoord :	59
60	Régie Briqueterie (Nouveau compte ne pouvant être ouvert que sur autorisation préalable du Gouverneur Général) :	MEMOIRE-MEMOIRE	Regie Steenbakkerij (Nieuwe rekening te openen alleen op vooraf- gaande autorisatie van den Gouverneur-Generaal) :	60

61	Fonds d'avance récupérable à Familibel (Office de la correspondance familiale et du colis alimentaire) :	800.000	Fonds voor wederbare voorschotten aan Familibel (Ambt voor Familiebriefwisseling en Eetwarencolli) :	61
62	Fonds destiné au paiement des fournitures acquises sous le régime du "LEASE AND LEND BILL" et dont les crédits correspondants avaient été prévus aux divers budgets en cours. (Alimenté par virement de ces crédits) :	MEMOIRE-MEMORIE	Fonds voor betaling der leveringen onder het regime der bruikleenwet, waarvoor de overeenkomstige kredieten uitgetrokken werden op de verscheidene loopende begrotingen (bevooraad door overschrijving van die kredieten) :	62
	a) fournitures militaires :		a) militaire leveringen :	
	b) fournitures de médicaments :		b) leveringen van geneesmiddelen :	
	c) fournitures de matériel divers :		c) leveringen van allerhande materiaal :	
63	Fonds d'avances récupérables aux Offices de Café et du Pyrèthre et au Pool du Café :	3.295.000	Fonds voor wederinbare voorschotten aan de Koffie en Pyrethrum Bureau's en aan de Koffie Pool :	63
	a) Office du Café Arabica et du Pyrèthre, à Costermansville :		a) Arabica Koffie Bureau en Pyrethrum Bureau, te Costermansstad :	
	b) Office du Café Robusta, à Léopoldville :		b) Robusta Koffie Bureau, te Leopoldstad :	
	c) Pool du Café, à Léopoldville :		c) Koffie Pool, te Leopoldstad :	
64	Fonds destiné à couvrir les acquisitions de matières, de fournitures et de médicaments à consommer au cours des exercices suivants, mais dont il est à craindre de voir les sources d'approvisionnement se tarir :	30.000.000	Fonds voor de aanschaffing van materialen, benodigdheden en geneesmiddelen bestemd voor gebruik in den loop van volgende dienstjaren, maar die voorzichtigheidshalve van te voren moeten worden aangekocht, daar zij later mogelijk niet meer verkrijgbaar zullen zijn :	64
65	Fonds destiné à enregistrer les opérations en trésorerie. (Versements en dépôt et retraits) des Sociétés à garantie :	MEMOIRE-MEMORIE	Fonds ter opneming van de thesaurieverrichtingen (stortingen in deposito en terugvorderingen) der vennootschappen met waarborg :	65
	a) C.F.L. :		a) C.F.L. :	
	b) Vicicongo :		b) Vicicongo :	
	c) Léokadi :		c) Leokadi :	
	d) Cefaki :		d) Cefaki :	
	e) C.F.K. :		e) C.F.K. :	
	f) Sabena :		f) Sabena :	
66	Fonds d'avances et de roulement, à la Régie de Sériciculture du Mont Hawa :	671.000	Fonds voor voorschotten en bedrijfskapitaal ten behoeve van de Zijdeteelt Régie van den Hawa Berg :	66
	à reporter : Frs.	1.457.823.875	Over te dragen :	

TABEAU III.—BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR
ORDRE DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1943. (Suite.)

TABEL III.—BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR
ORDER VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1943.
(Vervolg.)

Articles.	Désignation des services.	Prévisions des recettes et des dépenses. Voorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing der diensten.	Artikelen.
67	Report : Frs. Fonds destiné à accorder des avances aux Sociétés à garantie, pour déficit d'exploitation, paiement des coupons d'intérêts, immobilisations nouvelles, achat ou renouvellement de gros matériel : a) C.F.L. : b) Vicoongo : c) Léokadi : d) Céfaki : e) C.F.K. : REMARQUE : Pour Sabena, voir article 55 du B.P.O.	1.457.823.875 5.000.000	Overgebracht : Fonds bestemd tot het verlenen van voorschotten aan de vennootschappen met waarborg, voor nadeelig bedrijfssaldo, betaling van rentecoupons, nieuwe beleggingen, aankoop of hernieuwing van zwaar materiaal : a) C.F.L. : b) Vicoongo : c) Leokadi : d) Cefaki : e) C.F.K. : Opmerking : Voor Sabena, zie artikel 55 der B.V.O. :	67
68	Fonds des bâtiments civils. (Etudes, construction et agrandissement. Remise en état et grosses réparations. Installations de distribution d'eau et d'électricité. Travaux de voirie etc. . .) a) Province de Léopoldville : b) Province de Lusambo : c) Province de Coquilhatville : d) Province de Stanleyville : e) Province de Costermansville : f) Province d'Elisabethville : g) Gouvernement Général :	112.088.300	Fonds der burgerlijke gebouwen (Instudering, bouwen en vergrooten. Weder in staat stellen en groote herstelwerken. Inrichtingen voor water en electriciteitsverdeling. Wegenwerken enz. : a) Province Leopoldstad : b) Province Lusambo : c) Province Coquilhatstad : d) Province Costermansstad : e) Province Stanleystad : f) Province Elisabethstad : g) Gouvernement Generaal :	68
69	Fonds d'avances pour permettre l'achat, pendant la durée de la guerre de matériel et d'outillage à fournir aux indigènes ou aux circonscriptions indigènes, contre remboursement :	18.875.000	Fonds voor voorschotten tot het aankopen, tijdens den oorlog van materieel en werktuigen, tegen terugbetaling te leveren aan de Inlanders of aan de inlandsche gebieden :	69
70	Fonds de pensions des sociétés coloniales. (Consignation) :	MEMOIRE-MEMOIRE	Pensioenfonds der koloniale vennootschappen (Consignatie) :	70

71	Fonds d'avances et de roulement à un organisme à créer (Office ou Régie) en vue de la fabrication du Banacongo :	MEMOIRE-MEMORIE	Fonds voor voorschotten en bedrijfskapitaal ten behoeve van een nieuw op te richten organisme (Bureau of Regie) voor het vervaardigen van Banacongo :	71
72	Fonds destiné, en raison des circonstances de guerre, à accorder des prêts en argent aux coloniaux, anciens coloniaux, ou à leur famille :		Fonds tot het toestaan van geldleeningen, wegens de oorlogsomstandigheden, aan koloniale, oudkoloniale of hun gezin :	72
73	Fonds spécial destiné à régulariser, après la clôture des différents exercices de guerre, les dépenses qui relevaient antérieurement de l'administration métropolitaine, y compris la Dette Publique et les Pensions et qui ont fait l'objet d'ouvertures de crédits réguliers aux différents budgets envisagés :		Bijzonder fonds tot regularisatie, na sluiting der verschillende oorlogs-begrotingen, van de uitgaven behorende tot het Bestuur in het Moederland, met inbegrip van de schuld, en de pensioenen, en welke het voorwerp zijn geweest van regelmatige kredietopeningen in de verschillende betrekken begrotingen :	73
74	Fonds de crise :		Crisisfonds :	74
75	Dépenses faites pour comptes des Gouvernements Britannique et Américain : Reverse Lend Lease :	MEMOIRE-MEMORIE	Uitgaven voor rekening van de Britsche en Amerikaanse Regeeringen : Reserve Lend Lease :	75
	a) Entretien des troupes :		a) Onderhoud der troepen :	
	1°) Britanniques :		1°) Britische troepen :	
	2°) Américaines :		2°) Amerikaanse troepen :	
	b) Transports de guerre :		b) Oorlogsvervoer :	
	1°) Britanniques :		1°) Britsch vervoer :	
	2°) Américains :		2°) Amerikaansch vervoer :	
76	Magasin central Pharmacie—Fournitures aux pharmacies privées et sociétés. Fournitures de médicaments aux services de la Colonie, à la Croix-Rouge du Congo et aux diverses missions médicales :	MEMOIRE-MEMORIE	Pharmaceutisch Hoofdmagazijn. Leveringen aan private apotheken en aan vennootschappen. Leveringen van geneesmiddelen aan de diensten der Kolonie, aan het Rode-Kruis aan de verschillende geneeskundige zendingen :	76
77	MEMOIRE :		MEMOIRE :	77
78	Conscription civile :		Burgerlijke gebiedskring :	78
	Dépenses récupérables de recrutement, entretien, transports et rapatriements de travailleurs indigènes réquisitionnés :		Verhaalbare uitgaven voor aanwerving, onderhoud, vervoer en repatriëring van opgevoerde Inlandsche arbeiders :	
79	Fonds de prévision pour assurances des matières cash expédiées d'Amérique au Congo :		Voorzieningsfonds tot verzekering van goederen tegen contante betaling uit Amerika naar Congo verzonden :	79
	Total du budget des recettes et des dépenses pour ordre : Frs.	1.891.088.175	Totaal van de begroting der ontvangsten en uitgaven voor order :	

TABEAU IV.—BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1943.

TABEL IV.—BEGROTING DER MIDDELEN VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL VAN RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1943.

Montants exprimés en milliers de Francs.

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des produits.	Montant des évaluations de recettes par article Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing der opbrengsten.	Artikelen.
	CHAPITRE PREMIER. IMPOSITIONS ET TAXES.			HOOFDSTUK EEN. BELASTINGEN EN TAKSEN.	
1	Impôt personnel :—	1.537		Personeele belasting :	1
2	Impôt indigène :	29.580		Inlandsche belastingen :	2
3	Impôt sur le bétail :	8.000		Belasting op het vee :	3
4	Impôt sur les revenus répartis par les sociétés par actions et sur les revenus professionnels :	6.559		Belasting op de door de vennootschappen op aandeelen uitgekeerde winsten en op de beroepsinkomsten :	4
5	Patentes de trafiquants et permis de circulation :	480		Patent der handelaars en verkeersverloven :	5
6	Patentes de marchands de bétail :	40		Patenten der veekooplieden :	6
7	Droits proportionnels sur la constitution ou l'augmentation du capital des sociétés par actions à responsabilité limitée :	MEMOIRE-MEMOIRE		Evenredig recht op de samenstelling of de verhooging van het kapitaal der vennootschappen op aandeelen met beperkte aansprakelijkheid :	7
8	Permis de chasse, de port d'armes et de vente d'armes à feu et de munitions :	60		Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen :	8
9	Taxe d'enregistrement sur l'ivoire :	1		Registratietaks op het ivoor :	9
10	Droits de douanes et acises :	37.268		Tol en accijnsrechten :	10
11	Taxe de statistique :	60		Statistiektaks :	11
12	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool :	50		Vergunningen tot invoer en verkoop van alcohol houdende dranken :	12
13	Licences pour recherches minières :	50		Vergunningen tot delstoffenopzoeken.	13
14	Redevances minières :	150		Mijnrijzen :	14
15	Taxes d'enregistrement et droits de mutation immobilière :	50		Registratietaksen en mutatierechten op onroerende goederen :	15

16	Taxes de quai et de séjour dans le port d'Usumbura :	MEMOIRE-MEMORIE		Kaai en verblijftaksen in de haven van Usumbura :	16
17	Taxe d'abatage de bétail sur les marchés coutumiers indigènes :	200		Taks voor het slachten van vee op de gewoonterechterlijke Inlandsche markten :	17
18	Taxe d'abatage dans les abattoirs :	100		Taks voor het slachten in de slachthuizen :	18
19	Taxe cotonnière :	78		Katoentaks :	19
20	Taxe sur l'essence :		84.263	Taks op de benzine :	20
				HOOFDSTUK II.	
				DOMANIALE ONTVANGSTEN.	
21	Permis de coupe de bois :	250		Verloven tot houtaankap :	21
22	Vente d'ivoire acquis à l'Etat :			Verkoop van aan den Staat verworven ivoor :	22
23	Location de terrains domaniaux. Occupations provisoires :	700	950	Verhuring van domeingronden. Voorloopige bezettingen :	23
				HOOFDSTUK III.	
				GERECHTELIIKE ONTVANGSTEN EN ONTVANGSTEN DER BEHEERDIENSTEN.	
24	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire :	400		Allerhande en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst :	24
25	Recettes diverses du Service des Affaires politiques, administratives et judiciaires :	45		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Politieke, Administratieve en Gerechtszaken :	25
26	Recettes diverses du Service de l'Hygiène :	172		Allerhande ontvangsten van den Gezondheidsdienst :	26
27	Recettes diverses du Service des Travaux publics :	68		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Openbare Werken :	27
28	Recettes diverses du Service des Transports :	160		Allerhande ontvangsten van den Vervoerdienst :	28
29	Recettes diverses du Service de l'Agriculture et des Forêts.	261		Allerhande ontvangsten van den Landbouw en Boschdienst :	29
30	Recettes diverses du Service des Finances :	360		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Financien :	30
			1.466	Over te dragen :	
			85.213		

à reporter : Frs.

TABEAU IV.—BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1943.
(Suite.)

Montants exprimés en milliers de Francs.

TABEL IV.—BEGROTING DER MIDDELEN VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL VAN RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1943.
(Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend Frank.

Articles.	Désignation des produits.	Montant des évaluations de recettes par article. Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdsruk.	Aanwijzing der opbrengsten.	Artikelen.
31	Report : Frs. Recettes diverses du Service des Postes et de Télécommunications :	1.466	85.213	Overgebracht :	
32	Recettes diverses du Service des Terres ; recettes cadastrales :	1.628		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Posterijen der Televerbindingen :	31
33	Recettes diverses des autres services :	100		Allerhande ontvangsten van den Dienst der Gronden ; kadastrale ontvangsten :	32
		157	3.351	Allerhande ontvangsten der andere diensten :	33
34	CHAPITRE IV. PRODUITS DES CAPITAUX ET REVENUS. Revenus nets des titres et valeurs du portefeuille :	4.000	4.000	HOOFDSTUK IV. OPBRENGSTEN DER KAPITALEN EN DER IN KOMSTEN. Netto-inkomsten van de titels en waarden der portefeuille :	34
35	CHAPITRE V. RECETTES EXCEPTIONNELLES. Participation de tiers dans la construction et l'entretien des routes :			HOOFDSTUK V. UITZONDERINGSONTVANGSTEN. Deelhebbingen van derden in het aanleggen en onderhouden van wegen :	35
36	Subventions récupérables, non productives d'intérêts de la Belgique et du Congo Belge :	665	665	Geenen interest opbrengende, wederinbare tegemoetkomingen van België en van Belgisch-Kongo :	36
	Total des recettes ordinaires et exceptionnelles : Frs.		93.229	Totaal der gewone en uitzonderingsontvangsten :	

TABLEAU V.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1943.

Montants exprimés en milliers de francs.

TABEL V.—BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1943.

Totalen uitgedrukt per duizend frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	PREMIERE PARTIE.—DEPENSES ORDINAIRES. PREMIERE SECTION.—PENSIONS. CHAPITRE PREMIER.			EERSTE DEEL.—GEWONE UITGAVEN. EERSTE SECTIE.—PENSIOENEN. EERSTE HOOFDSTUK.	
1	Ristourne au Trésor colonial des parties de pensions ou d'allocations en capital liquidées pour services rendus aux fonctionnaires et agents de la Colonie détachés au Ruanda-Urundi, y compris les quotités afférentes à des exercices clos que les ordonnateurs n'ont pu ordonnancer dans les délais légaux (crédit non limitatif). Bonification au B.E. du Congo Belge pour participation du Ruanda-Urundi dans les dépenses de guerre :	10.630	10.630	Terugbetaling aan de Koloniale Schatkist der deelen van pensioen of bewilligingen in kapitaal vereëfend voor diensten bewezen aan ambtenaren en beampten der Kolonie in Ruanda-Urundi gedetacheerd, erbij begrepen de deelen behorende tot gesloten dienstjaren welke de ordonnateurs binnen de wettige termijnen niet konden ordonnanceeren (onbegrensd krediet). Bonificatie aan de B.B. van Belgisch Kongo voor deelname van Ruanda-Urundi in de oorlogsuitgaven :	1
2	SECTION II.—DETTE PUBLIQUE. CHAPITRE II. Charge de la dette du Ruanda-Urundi (crédit non limitatif) :	4.000	4.000	SECTIE II.—OPENBARE SCHULD. HOOFDSTUK II. Last der schuld in Ruanda-Urundi (onbegrensd krediet)	2
3	SECTION III.—SERVICES ADMINISTRATIFS, JUDICIAIRE ET FORCE PUBLIQUE. CHAPITRE III. GOUVERNEMENT DES TERRITOIRES.	785		SECTIE III.—BEHEER EN GERECHTSDIENSTEN EN WEERMACHT. HOOFDSTUK III. GOUVERNEMENT DER GEWESTEN.	3
4	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	31		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder statuut aangeworven negerpersoneel :	4
5	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés : Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs de couleur engagés par contrat :	17		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen : Loonen, kosten van onderhoud van aanwerving en van repatriëring der bij contract aangeworven negerplantons en arbeiders :	5
	à reporter : Frs.	833	14.630	Over to dragen :	

TABLEAU V.—BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR
L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de francs.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs.	833 1,014	14.630	Overgebracht :	
6	Dépenses d'ordre général relevant du Vice-Gouvernement général. Quote-part forfaitaire du Ruanda-Urundi dans des dépenses dont la ventilation est malaisée ou impossible, supportées par le budget du Congo Belge de l'exercice en cours et des exercices antérieurs à la décharge du territoire sous mandat :			Uitgaven van algemeen aard, ten laste vallend van het Vice-Gouvernement generaal. Forfaitaire bijdrage van Ruanda-Urundi in de uitgaven waarvan de verdeling moeilijk of onmogelijk is, uitgaven, die ter ontlasting van het mandaatgebied, door de begroeting van Belgisch Congo van het aan den gang zijnde dienstjaar en van vroeger dienstjaren, gedragen worden :	6
7	Frais de procédure déboursés, amendes et divers. Indemnités ou dommages-intérêts, intérêts moratoires compris, dus par le Ruanda-Urundi en raison de sa responsabilité ou de celle de ses préposés (crédit non limitatif) :	5		Voorgeschoten procedure-kosten, geldboeten en varia. Vergoedingen of schadeboestellingen. Miratorische interesten welke door Ruanda-Urundi verschuldigd zijn naar aanleiding van zijne aansprakelijkheid of deze zijner aangestelden (onbegrensd krediet) :	7
8	Dépenses imprévues :	10	1.862	Onvoorziene uitgaven :	8
CHAPITRE IV. SERVICE DU SECRETARIAT.					
9	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	641		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	9
10	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	73		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voorbewegingsmiddelen :	10
11	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des travailleurs de couleur engagés par contrat :	7		Loonen, onderhoudskosten, kosten van aanwerving en reparatieering der bij contract aangeworven negerarbeiders :	11
12	Autres dépenses du service, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais de toute nature :	247	968	Andere dienstuitgaven met inbegrip van materieel, meubilering, benodigdheden in het algemeen en allerhande kosten :	12

TABEL V.—BEGROETING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR
HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend frank.

CHAPITRE V. PARQUETS ET TRIBUNAUX.		HOOFDSTUK V. PARKETTEN EN RECHTBANKEN.	
13	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	348	Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aange- worven negerpersoneel :
14	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	68	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :
15	Salaires et indemnités, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons, etc., engagés par contrat. Indemnités pour renseignements fournis aux Parquets et Tribunaux :	2	Loonen en vergoedingen, onderhouds, aanwervings en repatrieringskosten der bij contract aangeworven plantons, enz.. Vergoedingen voor aan de Parketten en Rechtbanken verschaft inlichtingen :
16	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	24	Materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende kosten :
17	Frais de justice (crédit non limitatif) :	19	Gerechtskosten (onbegrensd krediet) :
CHAPITRE VI. A.—SERVICES DU CONTENTIEUX ET DES PRISONS.		461	HOOFDSTUK VI. A.—DIENSTEN VAN DE GESCHILLEN EN VAN DE GEVANGENISSEN.
18	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	15	Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aange- worven negerpersoneel :
19	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnité de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	MEMOIRE-MEMOIRE	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :
20	Dépenses relatives au personnel noir et à l'entretien des détenus :	646	Allerhande uitgaven aangaande het negerpersoneel en het onderhoud der gevangenen :
21	Autres dépenses, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	333	Andere uitgaven, met inbegrip van materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende kosten :
22	Dépenses relatives à l'état-civil et aux successions. Matériel, registres, imprimés, mobilier et fournitures de bureau et frais accessoires de toute nature, télégrammes, emballages. Plaques à placer sur les monuments funéraires des fonctionnaires et agents du Vice-Gouvernement ainsi que des membres de leur famille décédés au Ruanda-Urundi. Entretien des tombes militaires :	3	B.—BURGERLIJKE STAND EN NALATENSCHAPPEN. Uitgaven aangaande den burgerlijken stand en de nalatenschappen. Materieel, registers, drukwerken, meubelen en kantoorbehoeften en bijkomende kosten van allen aard, telegrammen, verpakmiddelen. Gedenkplaten voor de grafteekens der ambtenaren en beambten van het Vice-Gouvernement evenals voor de in Ruanda-Urundi overleden leden hunner familie. Onderhoud der militaire graven :
à reporter : Frs.		—	Over te dragen :
		18.918	997

TABLEAU V.—BUDGET DE DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR
L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de francs.

TABEL V.—BEGROTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR
HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs. CHAPITRE VII. SERVICE TERRITORIAL, DES AFFAIRES INDIGENES, DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE LA POLICE.	—	18.918	Overgebracht : HOOFDSTUK VII. GEWESTDIENST, DIENST VAN DE INLANDSCHE ZAKEN, DE WERKKRACHTEN EN DE POLITIE.	
23	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	9.184		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aange- worven negerpersoneel :	23
24	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	1.375		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	24
25	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir engagé par contrat. Entretien et déplacement des relégués politiques. Dots pour femmes de polygames à libérer. Ristournes accordées aux sultans et aux chefferies indigènes sur le produit de l'impôt indigène. Rémunérations aux chefferies. Soldes, allocations diverses et frais d'équipement des agents noirs de la police engagés par contrat :	1.869		Loonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel. Onderhoud en verplaatsing van de politieke ontvoerden. Giften voor vrij te maken vrouwen van polygamen. Terugbetalingen toegekend aan de sultans en de inlandsche hoofden op de opbrengst der inlandsche belasting. Vergelding aan de hoofden. Soldijen, allerhande bewijdingen en kosten voor uitrusting der bij contract aangeworven negeragenten der politie :	25
26	Autres dépenses des services, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	452	12.880	Anderc uitgaven der diensten, met inbegrip van materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	26
	CHAPITRE VIII. FORCE PUBLIQUE.			HOOFDSTUK VIII. WEERMACHT.	
27	Traitements et indemnités diverses du personnel européen. Frais de rappel des officiers et sous-officiers de réserve, etc. :	1.222		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel. Terugroepingskosten der reserve-officieren en onderofficieren, enz. :	27
28	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	209		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	28

29	Traitements, soldes et allocations diverses de la troupe. Entretien et autres dépenses y relatives :	1.789		3.601	29	Wedden, soldijen en allerhande bewilligen der troepen. Onderhoud en andere daarop betrekking hebbende uitgaven :
30	Autres dépenses de la Force Publique, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	381			30	Andere uitgaven van de Weermacht, er bij begrepen materieel, meubelen, benoodigdheden in het algemeen en bijkomende onkosten van allen aard :
SECTION IV.—SERVICES SOCIAUX. CHAPITRE IX. SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT.					SECTIE IV.—SOCIALE DIENSTEN. HOOFDSTUK IX. ONDERWIJSDIENST.	
31	Traitements et indemnités diverses du personnel européen (inspecteurs et instituteurs) et des instituteurs de couleur engagés sous le statut ou à l'essai :		MEMOIRE-MEMORIE		31	Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel (opzieners en onderwijzers) en van de onder het statuut of op proef aangeworven negeronderwijzers :
32	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	4			32	Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de geweten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :
33	Salaires et allocations, frais d'entretien, etc., des élèves des écoles officielles. Récompenses aux élèves. Frais d'entretien des plantons. Frais d'entretien et de transport d'enfants, sous la tutelle de l'Etat, dirigés sur une école :		MEMOIRE-MEMORIE		33	Loonen, bewilligen, kosten voor onderhoud, enz., der leerlingen van de officiële scholen. Belooningen aan de leerlingen. Kosten voor onderhoud der plantons. Onderhouds en vervoerkosten der kinderen onder voogdij van den Staat die naar eene school gericht worden :
34	Matériel et matières en général, mobilier, fournitures de bureau. Fournitures classiques et matériel didactique :		MEMOIRE-MEMORIE		34	Materieel en stoffen in het algemeen, meubelen, kantoorbehoeften, Schoolbenoodigdheden en didactisch materieel :
35	Autres dépenses de l'Instruction publique, subsides et subventions d'ordre scolaire :	4.015		4.019	35	Andere uitgaven van het openbaar onderwijs. Subsidies en toelagen aan de scholen :
CULTES, MISSIONS ET BIENFAISANCE PUBLIQUE. CHAPITRE X.					HOOFDSTUK X. KEREDIENSTEN, ZENDINGEN EN OPENBARE WELDAADIGHEID.	
36	Subsides aux missions et divers :	50			36	Toelagen aan de zendingen en varia :
37	Dépenses de toute nature, y compris subsides relatifs à la bienfaisance publique. Frais d'assistance, d'entretien et de rapatriement des indigènes ou Européens nécessaires :	4		54	37	Allerhande uitgaven, met inbegrip van toelagen aangaande de openbare welkdadigheid. Kosten van bijstand, onderhoud en repatriëring der Inlanders of der behoeftige Europeanen :
à reporter : Frs.					Over te dragen :	
					39.472	

TABEAU V.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR
L'EXERCICE 1943. (Suite.)

Montants exprimés en milliers de francs.

TABEL V.—BEGROTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR
HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Totalen uitgedrukt per duizend frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Fra. CHAPITRE XI. SERVICE DE L'HYGIENE.	—	39.472	Overgebracht : HOOFDSTUK XI. GEZONDHEIDSDIENST.	
38	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et des travailleurs de couleur engagés sous le statut :	6.307		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van onder het statuut aange- worven negerarbeiders :	38
39	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	694		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik, onder den dienst, van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	39
40	Honoraires, allocations, diverses, subsides à des médecins, etc. . . étrangers à l'Administration ; allocations aux médecins des missions nationales ; subsides :	766		Eerloonen, allerhande bewilligen, toelagen aan geneesheeren, enz. . . niet behoorende tot het Bestuur, bewilligen aan de geneesheeren der nationale missies ; toelagen :	40
41	Salaires, allocations diverses, primes, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des aides-infirmiers, des élèves des écoles d'assistants médicaux indigènes, des boys d'hôpitaux, des travailleurs, etc. . . et de tout le personnel noir engagé par contrat :	762		Loonen, allerhande bewilligen, premien, kosten van onderhoud, aanwerving en repatriëring der hulp-ziekenverplegers, der leerlingen van de school voor inlandsche geneeskunde, helpers, der hospitaalboys, der arbeiders, enz. . . en van het per contract aangeworven negerpersoneel :	41
42	Dépenses relatives à l'hospitalisation des européens et des hommes de couleur :	211		Uitgaven aangaande de hospitalisatie der Europeanen en der kleurlingen :	42
43	Matériel quelconque, scientifique ou non, destiné au Service de l'Hygiène, y compris les frais accessoires de toute nature :	7.483	16.223	Materieel van allen aard al den niet wetenschappelijk tot den Gezondheidsdienst bestemd, met inbegrip der allerhande bijkomende onkosten :	43
	SECTION V.—SERVICE D'ORDRE ECONOMIQUE.			SECTIE V.—DIENST VAN ECONOMISCHE ORDE.	
	CHAPITRE XII. SERVICE DES FINANCES ET DES DOUANES.			HOOFDSTUK XII. DIENST DER FINANCIEN EN DER DOUANEN.	
44	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	1.983		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aange- worven negerpersoneel :	44
45	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	205		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	45

46	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs engagés par contrat :	93		Loonen, kosten van onderhoud, aanwerving en repatriëring der bij contract aangeworven plantons en arbeiders :	46
47	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	92		Materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	47
48	Autres dépenses du Service des Finances et des Douanes :	105	2.478	Andere uitgaven van den Dienst der Financiën en der Douanen :	48
CHAPITRE XIII. SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DES TERRES.					
49	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	845		DIENST DER ECONOMISCHE ZAKEN EN DER GRONDEN. Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	49
50	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	129		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	50
51	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des plantons et des travailleurs, etc. engagés par contrat :	32		Loonen, kosten van onderhoud, aanwerving en repatriëring der bij contract aangeworven plantons, arbeiders enz..	51
52	Autres dépenses du Service des Affaires économiques et des Terres, y compris matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	167	1.173	Andere uitgaven van den Dienst der Economische Zaken en der Gronden, met inbegrip van materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	52
CHAPITRE XIV. SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS.					
53	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	1.961		DIENST DER OPENBARE WERKEN. Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	53
54	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	204		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	54
55	Dépenses d'entretien de l'actif immobilier et du réseau routier du Ruanda-Urundi :	4.577		Kosten tot onderhoud van het onroerend actief en van het wegennet van de Ruanda-Urundi :	55
56	Location de bâtiments :	36		Verhuring van gebouwen :	56
57	Autres dépenses du service :	150	6.928	Andere uitgaven van den dienst :	57
			66.274	Over te dragen :	
à reporter : Frs.					

TABEL V.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES TABEL V.—BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR
L'EXERCICE 1943. (Suite.) HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Montants exprimés en milliers de francs.

Totalen uitgedrukt per duizend frank.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	Report : Frs. CHAPITRE XV. SERVICE DES POSTES ET DES TELECOMMUNICATIONS.	—	66.274	Overgebracht : HOOFDSTUK XV. DIENST DER POSTERIJEN EN DER TELEVERBINDINGEN.	
58	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut ou mis à l'essai :	548		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en van het onder het statuut aangeworven of op proef gesteld negerpersoneel :	58
59	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	28		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	59
60	Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat :	55		Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel :	60
61	Matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	557		Matériel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en allerhande bijkomende onkosten :	61
62	Bonifications aux services postaux et télégraphiques étrangers (crédit non limitatif) :	350		Tegedoelomingen aan de vreemde post en telegraafdiensten (onbegrensde krediet) :	62
63	Frais de transport des colis postaux par les chemins de fer de la Compagnie des Grands Lacs :	10	1.548	Vervoerkosten der postpakketten door de spoorwegen der " Compagnie des Grands Lacs " :	63
	CHAPITRE XVI. SERVICE DES TRANSPORTS.			HOOFDSTUK XVI. VERVOERDIENST.	
64	Traitement et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	133		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europeesch personeel en het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	64
65	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	11		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	65
66	Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat. Soldes et allocations diverses :	163		Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel. Soldijen en allerhande bewilligingen :	66

67	Matériel, mobilier, fournitures, moyen de locomotion mécanique :	1.835	2.142	Matériel, meubles et benodigdheden. Mechanische voorbewegingsmiddelen :	67
	CHAPITRE XVII. AGRICULTURE ET FORETS.			HOOFDSTUK XVII. LANDBOUW EN BOSCHEN.	
68	Traitements et indemnités diverses du personnel européen et du personnel de couleur engagé sous le statut :	5.097		Wedden en allerhande vergoedingen van het Europees personeel en het onder het statuut aangeworven negerpersoneel :	68
69	Frais de voyage à l'extérieur et à l'intérieur de la Colonie et des territoires. Indemnités de voyage et de séjour. Indemnités pour emploi en service de moyens de locomotion mécanique privés :	887		Reiskosten buiten en binnen de Kolonie en de gewesten. Reis en verblijfsvergoedingen. Vergoedingen voor gebruik onder den dienst van private mechanische voortbewegingsmiddelen :	69
70	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel de couleur engagé par contrat :	1.120		Loonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en repatriëring van het bij contract aangeworven negerpersoneel :	70
71	Autres dépenses du service, y compris subsides, matériel, mobilier, fournitures en général et frais accessoires de toute nature :	1.009	8.113	Anderse uitgaven van de diensten, erbij begrepen toelagen, materieel, meubelen, benodigdheden in het algemeen en bijkomende kosten van allen aard :	71
	SECTION VI.—NON-VALEURS, RESTITUTIONS ET DEPENSES D'EXERCICES CLOS.			SECTIE VI.—KWADE POSTEN, TERUGGAVEN EN UITGAVEN OVER GESLOTEN DIENSTJAREN.	
	CHAPITRE XVIII. NON-VALEURS ET RESTITUTIONS.			HOOFDSTUK XVIII. KWADE POSTEN EN TERUGGAVEN.	
72	Restitution de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Restitution d'amendes. Restitution de sommes reconnues appartenir à des tiers (crédit non limitatif) :	1.125		Teruggave van de onrechte geïnde rechten, belastingen en taksen. Teruggave van boeten. Teruggave van sommen welke erkend worden aan derden toe te behoren (onbegrensd krediet) :	72
73	Déficits de comptables. Déficits de magasins. Alimentation du Fonds de remploi destiné au paiement des frais accessoires du matériel réquisitionné par les services d'Afrique (crédit non limitatif) :	85	1.210	Tekorten van rekenplichtigen. Tekorten van magazijn. Bevoorrading van het Wederbeleggingsfonds bestemd voor de betaling van de bijkomende kosten van het door de diensten in Afrika opgevoerd materieel (onbegrensd krediet) :	73
	CHAPITRE XIX. DEPENSES D'EXERCICES CLOS.			HOOFDSTUK XIV. UITGAVEN OVER GESLOTEN DIENSTJAREN.	
74	Crédit destiné à régulariser les dépenses d'exercices clos que les ordonnateurs, en cas de force majeure, n'ont pu liquider dans les délais normaux :	170	79.287	Krediet dat bestemd is de uitgaven te regulariseeren over gesloten dienstjaren, welke de ordonnateurs, bij geval van overmacht, binnen de normale termijnen, niet konden vereffenen :	74
	à reporter : Frs.			Over te dragen :	

TABEL V.—BUDGET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EXCEPTIONNELLES
TABEL V.—BEGROOTING DER GEWONE EN UITZONDERINGSUITGAVEN
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI POUR
VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI VOOR
L'EXERCICE 1943. (Suite.)
HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)
 Montants exprimés en milliers de Francs.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Montant des crédits par article. Bedrag der kredieten per artikel.	Total par chapitre. Totaal per hoofdstuk.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
75	Report : Frs.	170	79.287	Overgebracht :	75
	Crédit destiné à régulariser les bonifications octroyées en 1938 et 1939 pour réexportation des cafés en provenance du Ruanda-Urundi :	MEMOIRE-MEMORIE	170	Krediet bestemd tot het regulariseeren van de in 1938 en 1939 toegekende bonificaties voor wederuitvoer van uit Ruanda-Urundi herkomstige koffie :	
	Total des dépenses ordinaires (première partie) :		79.457	Totaal der gewone uitgaven (eerste deel) :	
	DEUXIEME PARTIE.—DEPENSES EXCEPTIONNELLES.			TWEDE DEEL.—UITZONDERINGSUITGAVEN.	
76	SECTION VII.			SECTION VII.	76
	CHAPITRE XX.			HOOFDSTUK XX.	
	SERVICES DIVERS.			ALLERHANDE DIENSTEN.	
	Dépenses exceptionnelles. Subsidies :	8.022	8.022	Uitzonderingsuitgaven. Toelagen :	
	Total des dépenses (première et deuxième parties) : Frs.		87.479	Totaal der uitgaven (eerste en tweede deel) :	

TABLEAU VI.—BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR ORDRE DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI, POUR L'EXERCICE 1943.

TABEL VI.—BEGROTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL RUANDA-URUNDI, VOOR HET DIENSTJAAR 1943.

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Prévisions des recettes et des dépenses. Voorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	CHAPITRE PREMIER.		EERSTE HOOFDSTUK.	
	FONDS DE TIERS.		GELDEN VAN DERDEN.	
1	Cautionnements :	500.000	Borggelden :	1
2	Sommes frappés de saisies-arrêts et oppositions :	10.000	Met beslag onder derden belaste sommen en verzetaantekeningen :	2
3	Liquidation des successions : a) Successions des blancs : b) Successions des noirs :	40.000 20.000	Vereffening van nalatenschappen : a) Nalatenschappen der blanken : b) Nalatenschappen der negers :	3
4	Vente de marchandises non déclarées ou délaissées en douane :	1.000	Verkoop van goederen welke bij den toldienst niet werden aangegeven of er werden achtergelaten :	4
5	Consignations diverses : a) Sommes remboursables à Bruxelles ou dans les territoires sous mandat : b) Sommes à convertir en mandats-poste : c) Sommes à inscrire en comptes de chèques postaux :	1.000.000 600.000 400.000	Allerhande consignaties : a) Te Brussel of in de mandaatgebieden terug te betalen sommen : b) In postmandaten om te zetten sommen : c) Op de postcheekrekeningen in te schrijven sommen :	5
6	Mandats-poste :	2.000.000	Postmandaten :	6
7	Chèques et virements postaux :	4.000.000	Postcheques en overschrijvingen :	7
8	Caisse coloniale d'assurance :	750.000	Koloniale Verzekeringskas :	8
9	Produit de la surtaxe de timbres-poste : a) Timbres " Fonds Colonial des Oeuvres de Guerre " :	MEMOIRE-MEMOIRE	Opbrengst van den overdruk der postzegels : a) Zegels " Koloniaal Fonds der Oordlogswerken " :	9

TABLEAU VI.—BUDGET DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR ORDRE
DU VICE-GOUVERNEMENT GENERAL DU RUANDA-URUNDI, POUR
L'EXERCICE 1943. (Suite.)

TABEL VI.—BEGROTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR ORDER VAN HET VICE-GOUVERNEMENT GENERAAL
RUANDA-URUNDI, VOOR HET DIENSTJAAR 1943. (Vervolg.)

Articles.	Désignation des services et de l'objet des dépenses.	Prévision des recettes et des dépenses. Voorzieningen der ontvangsten en uitgaven.	Aanwijzing van de diensten en van het voorwerp der uitgaven.	Artikelen.
	CHAPITRE II. FONDS SPECIAUX.		HOOFDSTUK II. BIJONDERE FONDSSEN :	
10	Avances sur traitements :	200.000	Voorschotten op wedden :	10
11	Alimentation en marchandises des cantines de la troupe :	MEMOIRE-MEMOIRE	Proviandeering van de kantienen voor de troepen :	11
12	Avances en matériel aux chefs indigènes :	MEMOIRE-MEMOIRE	Voorschotten in materieel aan de inlandsche hoofden :	12
13	Laiteries :	MEMOIRE-MEMOIRE	Melkerijen :	13
14	Fonds spécial de la taxe d'émigration des indigènes :	150.000	Bijzonder fonds van de uitwijkingstaks der inboorlingen :	14
15	Fonds provenant du rachat des prestations coutumières :	2.000.000	Van den terugkoop van de gewoonterechterlijke prestaties voortkomende fondsen :	15
16	Fonds destinés au paiement des frais accessoires du matériel réquisitionné par les services d'Afrique :	500.000	Fonds bestemd voor de betaling van de bijkomende kosten van het door de diensten in Afrika opgevoerd materieel :	16
17	Fonds routier :	6.447.000	Wegenfondsen :	17
18	Produit de la vente de cartes " Souvenir Reine Astrid " :	MEMOIRE-MEMOIRE	Opbrengst van den verkoop der Gedenkkaarten " Koningin Astrid " :	18
19	Main d'œuvre militaire :	10.000	Militaire werkkrachten :	19
20	Fonds destiné à l'achat et à la vente d'or fin produit dans les territoires du Ruanda-Urundi :	10.004.000	Fonds voor in en verkoop van in het Ruanda-Urundi Gebied gewonnen fijnoud :	20
21	Fonds des bâtimens civils : Etudes, constructions et agrandissemens. Remise en état et grosses réparations. Installation de distribution d'eau et d'électricité. Travaux de voirie, etc. . . . :	14.973.000	Fonds der burgerlijke gebouwen (Instudeering, bouwen en vergrootingen. Weder in staat stellen en groote herstelwerken. Inrichtingen. Wegenwerken, enz. . . .) :	21
22	Fonds de crise :	MEMOIRE-MEMOIRE	Crisisfondsen :	22
23	Fonds destiné à régulariser, après la clôture des différens exercices de guerre, les dépenses qui relevaient antérieurement de l'Administration Métropolitaine et qui ont fait l'objet d'ouvertures de crédits réguliers aux différens budgets envisagés :	MEMOIRE-MEMOIRE	Bijzonder fonds tot regularisering, na sluiting der verschillende oorlogs-begrotingen, van de uitgaven behoorende tot het Bestuur in het Moederland, en welke het voorwerp zijn geweest van regelmatige kredietopeningen in de verschillende betrekken begrotingen :	23
Total des recettes et des dépenses pour ordre :		43.605.000	Totaal der ontvangsten en uitgaven voor order :	

30 octobre 1943.—Arrêté. Prorogation du bénéfice de l'indemnité familiale prévue par le statut des fonctionnaires et agents des cadres administratifs et de l'ordre judiciaire.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des nouvelles mesures en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 13 avril 1936, coordonnant les dispositions qui forment le Statut des magistrats de carrière ;

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1929 et l'arrêté royal du 24 septembre 1934, ainsi que les dispositions qui les ont modifiés, organiques du Statut des fonctionnaires et agents des cadres administratifs et de l'ordre judiciaire,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.

Le bénéfice de l'indemnité familiale prévue par les dispositions statutaires précitées, est prorogé jusqu'à l'âge de 21 ans, au profit des enfants qui continuent effectivement à être à charge de leurs parents.

Cette mesure sort ses effets au 1^{er} janvier 1943.

Elle prendra fin à une date qui sera fixée ultérieurement.

Londres, le 30 octobre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

16 novembre 1943.—Décret. Prorogation pour un terme de deux ans du droit de recherches minières concédé à M. R. BERVOETS par la Convention du 3 août 1937, approuvée par un décret du 23 décembre 1937.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu le décret du 23 décembre 1937, approuvant la convention conclue entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Monsieur BERVOETS R. ;

30 October 1943.—Besluit. Verlenging van het voordeel der gezinstoelage zooals bepaald bij het statuut van de bestuurs- en gerechtsambtenaren en—beambten.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om het Belgisch Gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 April 1936 tot samenordering van de bepalingen die het statuut van de beroepsmagistraten uitmaken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 Juli 1929 en op het koninklijk besluit van 24 September 1934 alsook op de bepalingen die ze hebben gewijzigd tot vaststelling van het statuut van de bestuurs- en gerechtsambtenaren en beambten,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.

Het voordeel van de gezinstoelage door voormelde statuutsbepalingen vastgesteld, wordt tot op den leeftijd van 21 jaar verlengd ten voordeele der kinderen die werkelijk ten laste blijven van hun ouders.

Deze maatregel treedt in werking op 1 Januari 1943.

Hij zal een einde namen op een later te bepalen datum.

London, den 30^{en} October 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

16 November 1943.—Decreet. Verlenging voor een termijn van twee jaar van de rechten tot mijnbouwkundige opsporingen toegestaan aan den Hr. R. BERVOETS door de Overeenkomst van 3 Augustus 1937 goedgekeurd door een decreet van 23 December 1937.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925, op het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 ;

Gelet op het decreet van 23 December 1937, tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Heer R. BERVOETS ;

Vu l'ordonnance législative n° 298/AE/M. du 9 septembre 1940, prorogeant de deux ans les délais accordés à Monsieur BEROETS, R., par la convention du 3 août 1937 approuvée par décret du 23 décembre 1937, pour rechercher les mines et les dénoncer aux autorités ;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines, modifié par le décret du 27 octobre 1942,

DECRETE :

ARTICLE 1er.—Les droits de recherches exclusives dans les blocs dénommés "KIFUEWE", "KIFUEWE-EXTENSION" et "MOGOBOLE", ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 3 août 1937, entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. BEROETS, R. et approuvée par décret du 23 décembre 1937, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ARTICLE 2.—Les redevances à payer par Mr. BEROETS, R. seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 8 de la convention du 19 juillet 1937.

Londres, le 16 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

19 novembre 1943.—Arrêté. Nomination du baron Camille de JACQUIER de ROSEE, comme administrateur de complément de la Société "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro".

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.

Mr. le baron Camille de JACQUIER de ROSEE est nommé administrateur de complément de la société "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro" société congolaise à responsabilité limitée dont le siège social est à Biaro (Congo Belge).

Londres, le 19 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

Gelet op de wetgevendende verordening Nr. 298/AE/M. van 9 September 1940, waarbij met twee jaar worden verlengd de termijnen aan den Hr. R. BEROETS toegekend door de overeenkomst van 3 Augustus 1937 goedgekeurd bij decreet van 23 December 1937, om de mijnen op te zoeken en ze aan de overheid bekend te maken ;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving, gewijzigd bij het decreet van 27 October 1942,

DECRETEERT :

ARTIKEL 1.—De uitsluitende rechten tot mijnopzoeking in de blokken genaamd "KIFUEWE", "KIFUEWE-uitbreiding" en "MOGOBOLE" alsook de bijkomende termijnen voor het bekendmaken der mijnen in verband met de overeenkomst op 3 Augustus 1937, gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Hr. R. BEROETS en goedgekeurd bij het decreet van 23 December 1937, worden met twee jaar verlengd.

ARTIKEL 2.—De door den Hr. R. BEROETS te betalen cijzen zullen worden berekend bij verdere toepassing van de rekenkundige reeksen bepaald bij artikel 8 van de overeenkomst van 19 Juli 1937.

Londen, den 16n November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

19 November 1943.—Besluit. Benoeming van Baron Camille de JACQUIER de ROSEE tot beheerder ter aanvulling van de vennootschap "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer, in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch Koloniaal recht,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.

De Hr. baron Camille de JACQUIER de ROSEE wordt benoemd tot beheerder ter aanvulling van de vennootschap "Exploitations Agricoles et Industrielles de la Biaro" Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid waarvan de maatschappelijke zetel te Biaro (Belgisch Congo) gevestigd is.

Londen, den 19n November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

22 décembre 1943.—Arrêté d'exécution de l'arrêté-loi 13 août 1943 relatif à l'administration en temps de guerre des sociétés commerciales ou à forme commerciale. Etablissement d'un bureau des sociétés à Léopoldville.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 13 août 1943, complétant celui du 19 février 1942, relatif à l'administration en temps de guerre des sociétés commerciales ou à forme commerciale,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Un bureau des sociétés belges est établi à Léopoldville pour l'exécution de l'article 1er de l'arrêté-loi du 13 août 1943.

Ce bureau a pour mission de recevoir les demandes d'inscription au Registre spécial des Sociétés, la tenue de ce registre et l'exécution des dispositions fiscales prévues par l'arrêté-loi précité.

Les modalités du fonctionnement de cet organisme seront déterminées, s'il y échet, par une ordonnance du Gouverneur Général.

ARTICLE 2.—Le greffier de la Cour d'Appel de Léopoldville est le Directeur du Bureau des sociétés belges prévu à l'article 1er.

Il recevra les déclarations, actes et documents nécessaires à l'inscription des Sociétés au Registre spécial et sera compétent pour radier l'inscription, au dit Registre, de la Société dont les déclarations s'avèreront inexactes.

Il donnera un numéro d'ordre aux demandes d'inscription qui lui seront adressées suivant la date de leur réception.

Les demandes d'inscription reçues le même jour recevront un numéro d'ordre d'après le classement alphabétique de leur dénomination sociale. Les autres modalités relatives à la tenue du Registre seront déterminées par le Gouverneur Général.

ARTICLE 3.—Le Directeur du Bureau notifiera aux Sociétés radiées le montant de l'amende égale au double des droits éludés et le délai à l'expiration duquel, en cas de non paiement, des poursuites

22 December 1943.—Besluit tot uitvoering van de besluit-wet van 13 Augustus 1943, betreffende het beheer in oorlogstijd van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm. Instelling van een vennootschappen-bureau te Leopoldstad.

DE MINISTER VAN KOLONIEN.

Gelet op de besluit-wet van 13 Augustus 1943, ter aanvulling der besluit-wet van 19 Februari 1942, betreffende het beheer in oorlogstijd van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.—Een Bureau der Belgische vennootschappen wordt te Leopoldstad gevestigd ter uitvoering van artikel 1 van de besluit-wet van 13 Augustus 1943.

Dit Bureau heeft als opdracht het ontvangen der aanvragen tot inschrijving in het bijzonder vennootschappenregister, het houden van dat register en de uitvoering der fiscale bepalingen van de voormelde besluit-wet.

De wijze van werking van dit organisme wordt, in voorkomend geval, bij ordonnantie van den Gouverneur-Generaal bepaald.

ARTIKEL 2.—De griffier van het Hof van Beroep te Leopoldstad is Directeur van het bij artikel 1 ingesteld Bureau der Belgische Vennootschappen.

Hij ontvangt de tot inschrijving der vennootschappen in het bijzonder Register vereischte opgaven, akten en documenten en is bevoegd om de inschrijving van de vennootschap waarvan de opgave onjuist wordt bevonden, in genoemd Register, door te halen.

Hij geeft, volgens den datum van ontvangst, een volgnummer aan de hem toegezonden inschrijvingsaanvragen.

De op denzelfden dag ontvangen inschrijvingsaanvragen krijgen een volgnummer naar de alphabetische orde hunner maatschappelijke benaming. De andere modaliteiten betreffende het houden van het Register worden door den Gouverneur-Generaal bepaald.

ARTIKEL 3.—De Directeur van het Bureau geeft de doorgehaalde vennootschappen kennis van het bedrag der geldboete welke gelijk staat met het dubbel der ontdoken rechten, en van den

judiciaires seront entamées et sous réserve de toute action en dommages et intérêts.

ARTICLE 4.—L'inscription d'une société au Bureau des sociétés belges à Léopoldville donne lieu, au profit du Congo belge, à la perception d'un droit d'inscription et d'un droit annuel.

Le droit d'inscription est fixé à un pour mille du capital social sans pouvoir cependant être inférieur à 500 francs congolais ni supérieur à 40.000 francs congolais. Il doit être payé avant l'inscription au Registre spécial.

ARTICLE 5.—Le droit annuel est fixé à 2,25 pour mille du capital social sans pouvoir cependant être inférieur à 500 francs congolais ni supérieur à 40.000 francs congolais.

Le premier droit annuel est perçu au moment de l'inscription de la société. Il est dû pour l'année entière si l'inscription est requise au cours du premier semestre ; dans le cas contraire, il est réduit de moitié.

Les droits annuels subséquents sont exigibles en entier et par anticipation au cours du mois de janvier de chaque année.

Au cas où une société inscrite au Registre spécial ne libère point dans le courant du mois de janvier le droit annuel, les sommes dues porteront intérêt de 4% au profit du Trésor Colonial.

ARTICLE 6.—Les autres modalités de recouvrement des droits prévus aux articles 4 et 5 du présent arrêté pourront être déterminées par le Gouverneur Général.

Londres, le 22 decembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

termijn na verloop waarvan, in geval van niet-betaling, rechterlijke vervolging wordt ingesteld, alle vordering tot schadevergoeding voorbehouden.

ARTIKEL 4.—Op de inschrijving eener vennootschap op het Bureau der Belgische Vennootschappen te Leopoldstad worden, ten voordeele van Belgisch-Congo, een inschrijvingsrecht en een jaarlijksch recht geheven.

Het inschrijvingsrecht wordt bepaald op 1 per duizend van het maatschappelijk kapitaal zonder nochtans minder dan 500 noch meer dan 40.000 Congoleesche frank te mogen bedragen. Het moet vóór de inschrijving in het bijzonder Register worden betaald.

ARTIKEL 5.—Het jaarlijksch recht wordt op 2,25 per duizend van het maatschappelijk kapitaal bepaald zonder nochtans minder dan 500 noch meer dan 40.000 Congoleesche frank te mogen bedragen.

Het eerste jaarlijksche recht wordt op het oogenblik van de inschrijving der vennootschap geïnd. Het is verschuldigd voor het gansche jaar, indien de inschrijving in den loop van het eerste semester wordt aangevraagd ; in het omgekeerd geval wordt het met de helft verminderd.

De latere jaarlijksche rechten zijn volledig en vooraf eischbaar in den loop der maand Januari van ieder jaar.

Indien een in het bijzonder Register ingeschreven vennootschap in den loop der maand Januari het jaarlijsch recht niet stort, brengen de verschuldigde sommen 4 t.h. interest op ten voordeele der Koloniale Schatkist.

ARTIKEL 6.—De andere wijzen tot inning van de in de artikelen 4 en 5 van dit besluit bepaalde rechten kunnen door den Gouverneur-Generaal worden vastgesteld.

Londen, den 22n December 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

Sociétés commerciales ou à forme commerciale. Attestations prévues par l'article 18 de l'arrêté-loi du 19 février 1942. (Sociétés de droit belge.)

Le Ministre des Colonies a délivré en vertu des dispositions de l'article 18 de l'arrêté-loi du 19 février 1942, relatif à l'Administration en temps de guerre des sociétés commerciales ou à forme commerciale :

1°) le 13 avril 1943, à Mr. Jules PHILIPPSON une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. PHILIPPSON exerce en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la Compagnie.

2°) le 30 avril 1943 à Mr. DAEMS, Frans, une attestation reconnaissant sa qualité de Président du Conseil d'Administration de la Société Armement Ostendais, société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. DAEMS exerce en cette qualité les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

3°) le 30 avril 1943 à Mr. VAN MUYSSEN Alfons, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société Armement Ostendais, société anonyme belge, dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. VAN MUYSSEN exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

4°) le 30 avril 1943 à Mr. DE WITTE Philemond, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société Armement Ostendais, société anonyme belge, dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. DE WITTE exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

5°) le 31 mai 1943 à Mr. Léon GENON, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur-délégué de la société "SEDEC" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. GENON exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

Handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm. Getuigschriften bepaald bij artikel 12 van de besluit-wet van 19 Februari 1942. (Vennootschappen van Belgisch recht.)

De Minister van Koloniën heeft, krachtens de bepalingen van artikel 18 van de besluit-wet van 19 Februari 1942, betreffende het beheer, in oorlogstijd, van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm, afgeleverd :

1°) op 13 April 1943 aan den Hr. Jules PHILIPPSON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Cie du Congo pour le Commerce et l'Industrie" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. PHILIPPSON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

2°) op 30 April 1943 aan den Hr. DAEMS, Frans, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Voorzitter van den Raad van Beheer van de "Société Armement Ostendais" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. DAEMS de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

3°) op 30 April 1943 aan den Hr. VAN MUYSSEN Alfons, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société Armement Ostendais" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. VAN MUYSSEN de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

4°) op 30 April 1943 aan den Hr. DE WITTE Philemond, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société Armement Ostendais" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. DE WITTE de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

5°) Op 31 Mei 1943 aan den Hr. Léon GENON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als afgevaardigde beheerder van de société "SEDEC" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. GENON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

6°) le 31 mai 1943 à Mr. Sydney EDKINS, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "SEDEC" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. Sydney EDKINS exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

7°) le 31 mai 1943 à Mr. Adam Léonard WEBSTER, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "SEDEC" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. WEBSTER exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

8°) le 31 mai 1943 à Mr. Léon GENON, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "United Agencies" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. GENON exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

9°) le 1 juin 1943 à Mr. Léon GENON, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "Savonneries Congolaises" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. GENON exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

10°) le 1 juin 1943 à Mr. Sydney EDKINS, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "Savonneries Congolaises" société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. Sydney EDKINS exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

11°) le 1 juin 1943 à Mr. Adam Léonard WEBSTER, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société "Savonneries Congolaises" dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. WEBSTER exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

12°) le 15 juin 1943 au Marshal of the Royal Air Force Viscount TRENCHARD G.C.B. G.C.V.O. D.S.O., une attestation reconnaissant sa qualité de Président du Conseil d'Administration des Compagnies Réunies des Huileries du Congo belge

6°) op 31 Mei 1943 aan den Hr. Sydney EDKINS, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de société "SEDEC" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. Sydney EDKINS de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

7°) op 31 Mei 1943 aan den Hr. Adam Léonard WEBSTER, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de société "SEDEC" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. WEBSTER de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

8°) op 31 Mei 1943 aan den Hr. Léon GENON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société United Agencies", Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. GENON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

9°) op 1 Juni 1943 aan den Hr. Léon GENON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société Savonneries Congolaises" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. GENON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

10°) op 1 Juni 1943 aan den Hr. Sydney EDKINS, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société Savonneries Congolaises" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. Sydney EDKINS de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

11°) op 1 Juni 1943 aan den Hr. Adam Léonard WEBSTER, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Société Savonneries Congolaises" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. WEBSTER, de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

12°) op 15 Juni 1943 aan Marshal of the Royal Air Force Viscount TRENCHARD G.C.B. G.C.V.O. D.S.O., een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Voorzitter van den Raad van Beheer van de "Compagnies Réunies des Huileries

et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER", société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Le Marshal of the Royal Air Force Viscount TRENCHARD, G.C.B. G.C.V.O. D.S.O. exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

13°) le 15 juin 1943 à Mr. Sydney EDKINS, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur des Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères, société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. Sydney EDKINS exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

14°) le 15 juin 1943 à Mr. Léon GENON une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur-délégué des "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères", société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. GENON exerce, en cette qualité les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

15°) le 15 juin 1943 à The Rt. Hon. Lord LUGARD P.C. G.C.M.G. C.B. D.S.O., une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur des "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères", société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

The Rt. Hon. Lord LUGARD P.C. G.C.M.G. C.B. D.S.O. exerce, en cette qualité les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

16°) le 15 juin 1943 à Mr. Adam Léonard WEBSTER, une attestation reconnaissant sa qualité de Vice-Président du Conseil d'administration des "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme

du Congo belge et Savonneries LEVER Frères, "HUILEVER", Société Anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo belge et Savonneries LEVER Frères" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Marshal of the Royal Air Force Viscount TRENCHARD G.C.B. G.C.V.O. D.S.O., de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

13°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Sydney EDKINS, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères". Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. Sydney EDKINS, de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

14°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Léon GENON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als afgevaardigde beheerder van de "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères" Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. GENON, de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

15°) op 15 Juni 1943 aan The Rt. Hon. Lord LUGARD P.C. G.C.M.G. C.B. D.S.O., een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, anciennement société anonyme des Huileries du Congo Belge et Compagnies Réunies des Raffineries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères", Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent The Rt. Hon. Lord LUGARD P.C. G.C.M.G. C.B. D.S.O., de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

16°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Adam Léonard WEBSTER, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Onder-Voorzitter van den Raad van Beheer van de "Compagnies Réunies des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères "HUILEVER" société anonyme, ancienne-

des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères", société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. WEBSTER exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

17°) le 15 juin 1943 à Mr. Frederick Montague DYKE, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société anonyme de Cultures au Congo Belge, société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. Frederick Montague DYKE exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

18°) le 15 juin 1943 à Mr. Sydney EDKINS, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société anonyme de Cultures au Congo Belge, société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. Sydney EDKINS exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

19°) le 15 juin 1943 à Mr. Léon GENON, une attestation reconnaissant sa qualité de Vice-Président du Conseil d'Administration de la société anonyme de Cultures au Congo Belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. GENON exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

20°) le 15 juin 1943 à Mr. Paul KRONACKER, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur de la société anonyme de Cultures au Congo Belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. KRONACKER exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

21°) le 18 juin 1943 à Mr. Emile LANDAU, une attestation reconnaissant sa qualité d'associé de la société en nom collectif OUTSHOORN et LANDAU, société belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. LANDAU exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

22°) le 18 juin 1943 à Mr. Max HOLLENFELTZ, une attestation reconnaissant sa qualité d'associé de la société en nom collectif OUTSHOORN et

ment société anonyme des Huileries du Congo Belge et Savonneries LEVER Frères", Belgische naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. WEBSTER de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

17°) Op 15 Juni 1943 aan den Hr. Frederick Montague DYKE, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "société anonyme de Cultures au Congo Belge," Belgische naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. Frederick Montague DYKE de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

18°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Sydney EDKINS, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "société anonyme de Cultures au Congo Belge," Belgische naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. Sydney EDKINS de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

19°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Léon GENON, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Onder-Voorzitter van den Raad van Beheer van de "société anonyme de Cultures au Congo Belge", Belgische naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. GENON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

20°) op 15 Juni 1943 aan den Hr. Paul KRONACKER, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als beheerder van de "société anonyme de Cultures au Congo Belge", Belgische naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. KRONACKER de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

21°) op 18 Juni 1943 aan den Hr. Emile LANDAU, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als genoot van de "société en nom collectif OUTSHOORN et LANDAU" Belgische vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. LANDAU de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

22°) op 18 Juni 1943 aan den Hr. Max HOLLENFELTZ, een getuigenschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als genoot van de "société en nom

LANDAU, société belge dont le siège social a été transféré à Léopoldville.

Mr. HOLLENFELTZ exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

23°) le 14 juillet 1943 à Mr. Niso ARAGON, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur-gérant de la société " ARMEMENT ANVERSOIS " société anonyme belge dont le siège social a été transféré à Motenge-Boma.

Mr. ARAGON exerce, en cette qualité, les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

24°) le 22 juillet 1943 à Mr. Laurentius KLYBERG, une attestation reconnaissant sa qualité de commissaire de la société " ARMEMENT ANVERSOIS " société anonyme belge dont le siège social est à Motenge-Boma.

Mr. KLYBERG exerce, en cette qualité les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la société.

Ces attestations sont valables tant que restera en vigueur l'arrêté-loi du 19 février 1942.

AVIS DIVERS.

Société pour la Production de Caoutchouc.

collectif OUTSHOORN et LANDAU " Belgische vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. HOLLENFELTZ de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

23°) op 14 Juli 1943 aan den Hr. Niso ARAGON, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Beheerder-Zaakvoerder van de " Société ARMEMENT ANVERSOIS " Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Motenge-Boma werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. ARAGON de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

24°) op 22 Juli 1943 aan den Hr. Laurentius KLYBERG, een getuigschrift waarbij zijn hoedanigheid erkend wordt als Commissaris van de " Société ARMEMENT ANVERSOIS " Belgische naamlooze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Motenge-Boma werd overgebracht.

In deze hoedanigheid oefent de Hr. KLYBERG de macht uit welke hem door het statuut der Vennootschap wordt toegekend.

Deze getuigschriften zijn geldig zolang de besluit-wet van 19 Februari 1942 in werking blijft.

ALLERLEI BERICHTEN.

" Société pour la Production de Caoutchouc ".

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

DU 9 JUIN 1943.

SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC, Société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le Siège Social est à Boende, Province de Coquilhatville.

Constituée au capital de Frs. 21.875.000, suivant acte reçu par M. Charles Hallaert, Consul Général de Belgique à New York, Etats-Unis d'Amérique, dûment commissionné pour exercer les attributions notariales, et publié au Bulletin Administratif du Congo le 25 janvier 1943.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942 (1^{ER} EXERCICE SOCIAL).

ACTIF.

I.—IMMOBILISE

Frais de Constitution	...	...	...	...	...	389.785.30
Frais de Premier Etablissement	...	...	...	...	...	514.986.45
Matériel	...	...	...	...	...	77.067.00
						981.838.75

II.—DISPONIBLE ET REALISABLE.

Banques et caisse	...	...	...	...	...	89.963.670.50
Débiteurs	...	...	...	...	...	9.026.750.00
Compte Transitoire	...	...	...	...	...	1.775.084.85
						100.765.505.35

III.—COMPTE D'ORDRE.

Titres en dépôt (cautionnement)	...	...	...	...	...	45.000.00
						101.792.344.10

PASSIF.

I.—DE LA SOCIETE ENVERS ELLE-MEME.											
Capital : représenté par 218.740 actions de Fr. 100 chacune et de 13.000 parts											
de fondateur sans désignation de valeur										21.875.000.00	
II.—ENVERS DES TIERS.											
Créditeurs										79.872.344.10	
III.—COMPTE D'ORDRE.											
Déposants de Titres (cautionnement)										45.000.00	
											101.792.344.10

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président : Mr. Aloys Van de Vijvere, 277 Park Avenue, New York, N.Y.

Administrateurs : Mr. Robert Hallet, 1 Beekman Place, New York, N.Y.
 Mr. Jean Cattier, Oyster Bay Road, Locust Valley, Long Island, N.Y.
 Mr. Jules Roose, Westchester Country Club, Rye, N.Y.

Commissaire : Mr. Jacques Dupont, Great Neck, Long Island.

RESOLUTIONS.

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée approuve les conclusions des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire au compte.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée approuve le bilan de l'exercice 1942.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée donne décharge au Conseil d'Administration pour sa gestion pendant l'exercice 1942, ainsi qu'au commissaire.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée fixe la durée du mandat des administrateurs à 5 ans et celui du commissaire à 3 ans.

Les mandats des administrateurs élus lors de la constitution de la société viendront à expiration le 31 décembre 1946, celui du commissaire le 31 décembre 1944 et celui de l'administrateur élu par la présente assemblée le 31 décembre 1947.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée appelle aux fonctions d'administrateur Monsieur Carel Herman Schoch, "Trade Commissioner of the Netherlands Purchasing Commission," 10 Rockefeller Plaza, New York.

Copie Certifiée Conforme.

FAIT A NEW YORK, le 22 juillet 1943.

Le Président,

ALOYS VAN DE VIJVERE.

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES	PAGES
<i>Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce Extérieur.</i>	
Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif, signé à Genève, le 23 novembre 1923. Adhésion de la Birmanie et de l'Irak . . .	71
<i>Ministère des Colonies.</i>	
16 septembre 1943.—Décret. Octroi de la nation- alité belge de statut colonial au Dr. Edouard HADDAD . . .	71
7 novembre 1943.—Arrêté. Nomination de Mr. MOELLER, comme membre du Conseil de Gérance du Comité national du Kivu . . .	71
29 novembre 1943.—Statut des fonctionnaires et agents. Arrêté complétant l'article 1er de l'arrêté royal du 16 mars 1938 relatif au titre de Directeur Général . . .	72
16 décembre 1943.—Décret. Octroi à la société "Les Mines d'Or de Kindu" (Kinor), du droit d'exploiter l'or et l'argent dans la concession "Kabukiti" d'une superficie de 1285 Ha. . .	73
4 janvier 1944.—Décret. Echange de terrains entre la Colonie et la Cie Immobilière du Congo. Convention du 16 septembre 1943. Appro- bation . . .	75
4 janvier 1944.—Décret. Société "Agence en Douane et Transports" (transit). Autori- sation . . .	76
5 janvier 1944.—Arrêté. Nomination de Mr. DE BRABANDERE, comme membre du Conseil de Gérance du Comité National du Kivu . . .	87
6 janvier 1944.—Décret. Concession à la Cie Congolaise des Cafés d'un terrain de 327 Ha, sis à Ponthierville. Convention du 28 octobre 1943. Approbation . . .	87
8 janvier 1944.—Décret. Concession à la Société des Bois et Produits au Mayumbe (Boproma) d'un terrain de 517 Ha sis au Km. 113 de la route Banane-Lukula. Convention du 28 octobre 1943. Approbation . . .	89

INHOUD

DAGTEKENING	BLADZ.
<i>Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.</i>	
Internationale conventie tot vereenvoudiging der tolformaliteiten en der betreffend Protocol, ondertekend te Genève, op 23 November 1923. Toetreding van Burma en van Irak . . .	71
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
16 September 1943.—Decreet. Verleening der Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Edouard HADDAD . . .	71
7 November 1943.—Besluit. Benoeming van den Heer MOELLER, Lid van den Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu . . .	71
29 November 1943.—Statuut van de ambtenaren en beambten. Besluit tot aanvulling van artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 Maart 1938 met betrekking tot den titel van Directeur-Generaal . . .	72
16 December 1943.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Or de Kindu" (Kinor) van het recht goud en zilver te winnen in de "Kabukiti" concessie eener opper- vlakte van 1285 Hectaren . . .	73
4 Januari 1944.—Decreet. Ruiling van gronden tusschen de Kolonie en de "Cie Immobilière du Congo." Overeenkomst van 16 Septem- ber 1943. Goedkeuring . . .	75
4 Januari 1944.—Decreet. Vennootschap "Agence en Douane et Transports" (Transito). Machtiging . . .	76
5 Januari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer DE BRABANDERE. Lid van den Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu . . .	87
6 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de "Cie Congolaise des Cafés" van een grond van 327 Hectaren te Ponthierstad. Overeen- komst van 28 October 1943. Goedkeuring . . .	87
8 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société des Bois et Produits au Mayumbe" (Boproma) van een grond van 517 Hectaren, op Km. 113 van de baan Banana-Lukula. Overeenkomst van 28 October 1943. Goedkeuring . . .	89

DATES	PAGES
8 janvier 1944.—Décret. Concession en emphytéose à M. Jacques PIERARD, d'un terrain de 217 Ha. sis à Moanda. Convention du 30 octobre 1943. Approbation	91
14 janvier 1944.—Arrêté. Nomination de M.M. le baron C. de JACQUIER de ROSEE et le Dr. L. MOTTOULLE, comme administrateurs de complément de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge (Forescom)	93
14 janvier 1944.—Décret. Cession gratuite par le Comité Spécial du Katanga à l'Association des Dominicaines Missionnaires de Notre Dame de Fichermont d'un terrain de 5 Ha. 50 a. sis à Kabinda. Convention du 25 août 1943. Approbation	93
Marque de Fabrique	95
Brevets.—Concession	95

DAGTEKENING	BLADZ.
8 Januari 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan den Hr. Jacques PIERARD, van een grond van 217 Hectaren, te Moanda. Overeenkomst van 30 October 1943. Goedkeuring	91
14 Januari 1944.—Besluit. Benoeming van de Heereen Baron C. de JACQUIER de ROSEE en Dr. L. MOTTOULLE tot Beheerders ter aanvulling van de "Société Forestière et Commerciale du Congo Belge (Forescom)	93
14 Januari 1944.—Decreet. Kostelooze afstand door het "Bijzonder Comité van Katanga" aan de "Association des Dominicaines Missionnaires de Notre-Dame de Fichermont" van een grond van 5 Hectaren 50 aren te Kabinda. Overeenkomst van 25 Augustus 1943. Goedkeuring	93
Fabrieksmerken	95
Brevetten.—Verleening	95

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif, signé à Genève, le 23 novembre 1923.⁽¹⁾ Adhésion de la Birmanie et de l'Irak.

Il résulte d'informations communiquées au Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur que la Birmanie et l'Irak ont adhéré à ces actes internationaux, respectivement les 22 mai 1939 et 3 mai 1934.

MINISTERE DES COLONIES.

16 septembre 1943.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial au Dr. Edouard HADDAD.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 27 décembre 1892 formant le titre I du Livre I du Code Civil congolais;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesure d'exécution du décret précité;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.

La nationalité belge de statut colonial est accordée à Edouard HADDAD, docteur en médecine, médecin hors cadre de la Colonie, fils de Choueri et de Marie NAUVAL, né à Fayoum (Le Caire-Egypte) le 26 janvier 1905, résidant à Thysville.

Londres, le 16 septembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 novembre 1943.—Arrêté. Nomination de Mr. MOELLER, comme membre du Conseil de Gérance du Comité national du Kivu.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations, et établissements d'utilité publique de droit colonial belge;

(1) Voir *Bulletin Officiel* 1925, p. 16.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN HANDEL.

Internationale conventie tot vereenvoudiging der tolformaliteiten en der betreffend Protocol, ondertekend te Genève, op 23 November 1923.⁽¹⁾ Toetreding van Burma en van Irak.

Uit inlichtingen die aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel werden medegedeeld, blijkt dat Burma en Irak tot deze internationale akten zijn toegetreden, respectievelijk of 22 Mei 1939 en op 3 Mei 1934.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

16 September 1943.—Decreet. Verleening der Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Edouard HADDAD.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 27 December 1892 houdende Titel I Boek I van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voornoemd decreet;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.

Het Belgisch staatsburgerschap volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan Edouard HADDAD, doctor in de geneeskunde, geneesheer buiten kader van de Kolonie, zoon van Choueri en van Marie NAUVAL, geboren te Fayoum (Kaire-Egypte) den 26n Januari 1905, verblijvend te Thysstad.

Londen, den 16 September 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 November 1943.—Besluit. Benoeming van den Heer MOELLER, Lid van den Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening, in oorlogstijd, van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, vereenigingen en van inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch-Koloniaal recht;

(1) Zie *Ambtelijk Blad* 1925, blz. 16.

Vu le décret du 8 mai 1933, réorganisant le Comité National du Kivu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Est nommé membre du Conseil de Gérance du Comité National du Kivu, Mr. Alfred MOELLER de Ladersous, Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge.

ART. 2.—Mr. MOELLER DE LADERSOUS remplira les fonctions de Président du Comité National du Kivu, tant que restera en vigueur le décret du 14 mai 1942 précité.

ART. 3.—En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil de Gérance du Comité National du Kivu désignera parmi ses membres un administrateur-délégué, sous réserve d'agrément du Ministre des Colonies.

Londres, le 7 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 novembre 1943.—Statut des fonctionnaires et agents. Arrêté complétant l'article 1er de l'arrêté royal du 10 mars 1938 relatif au titre de Directeur Général.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des nouvelles mesures en vue d'assurer l'exercice de l'autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, tel qu'il résulte de l'arrêté royal du 24 septembre 1934 et des dispositions qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté royal du 10 mars 1938, réglant l'octroi du titre de Directeur Général, aux Directeurs de certains services administratifs de la Colonie;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'article premier de l'arrêté royal précité du 10 mars 1938, est complété par le texte ci-après qui formera le second alinéa du dit article :

“Ce titre pourra éventuellement être attribué avant que les intéressés n'aient atteint 18 ans de services effectifs, si les circonstances requièrent une telle exception.”

Londres, le 29 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

Gelet op het decreet van 8 Mei 1933, tot herinrichting van het Nationaal Comité van Kivu;

BESLUIT :

ARTIKEL 1.—Wordt benoemd tot lid van den Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu, de Hr. Alfred MOELLER DE LADERSOUS, Eere-Vice-Gouverneur-Generaal van Belgisch-Congo.

ART. 2.—De Hr. MOELLER DE LADERSOUS zal het ambt waarnemen van Voorzitter van het Nationaal Comité van Kivu, zolang het bovenvermeld decreet van 14 Mei 1942 van kracht blijft.

ART. 3.—In geval de Voorzitter afwezig of belet is duidt de Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu onder zijn leden een beheerder-afgevaardigde aan, onder voorbehoud van goedkeuring door den Minister van Koloniën.

Londen, den 7n November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 November 1943.—Statuut van de ambtenaren en beambten. Besluit tot aanvulling van artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 Maart 1938 met betrekking tot den titel van Directeur-Generaal.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren;

Gelet op het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beambten, zooals het voortvloeit uit het koninklijk besluit van 24 September 1934 en uit de bepalingen die het hebben gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 Maart 1938, waarbij het verleen van den titel van Directeur-Generaal aan de Directeurs van zekere bestuursdiensten der Kolonie wordt geregeld;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Artikel 1 van voormeld koninklijk besluit van 10 Maart 1938 wordt aangevuld door den volgende tekst die het tweede lid van dit artikel zal uitmaken :

“Deze titel kan gebeurlijk worden verleend alvorens de belanghebbenden 18 jaar werkelijken dienst hebben bereikt, indien de omstandigheden zulke uitzondering vergen.”

Londen, den 29n November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

16 décembre 1943.—Decret. Octroi à la société "Les Mines d'Or de Kindu" (Kinor), du droit d'exploiter l'or et l'argent dans la concession "Kabukiti" d'une superficie de 1285 Ha.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937;

Considérant que l'exploitation de la concession faisant l'objet du présent décret ne nécessitera ni l'engagement de main-d'œuvre nouvelle ni l'emploi d'un matériel industriel nouveau,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER.—Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la Société "Les Mines d'Or de Kindu (KINOR)", dans la concession dénommée "KABUKITI".

Ce droit est accorde jusqu'au 31 decembre 2010, à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne,	1, un align,	droit de
Van grenspaal	1, leidt een rechte	rooilijn van
"	2	"
"	3	"
"	4	"
"	5	"
"	6	"
"	7	"
"	8	"
"	7-N	"
"	8-N	"
"	9-N	"
"	10-N	"
"	11-N	"
"	12bis-N	"
"	78'	"
"	74'	"
"	73	"
"	72	"
"	64'	"
"	63	"
"	62	"
"	57'	"
"	55	"
"	54	"

16 December 1943.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Or de Kindu" (Kinor) van het recht goud en zilver te winnen in de "Kabukiti" concessie eener oppervlakte van 1285 Hectaren.

DE MINISTER VAN KOLONIEN.

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving;

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940, waarbij van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937, tijdelijk wordt afgeweken;

Overwegende dat de exploitatie van de concessie waarop dit decreet betrekking heeft, het aanwerven van nieuwe werkkrachten noch het aanwenden van nieuw nijverheidsmaterieel, noodzakelijk zal maken,

DECRETEERT :

ARTIKEL 1.—Aan de Vennootschap "Les Mines d'Or de Kindu (KINOR)" wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie genaamd "KABUKITI".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 Decem-ber 2010 met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

472m. 10	azimut 349gr. 93	mène à la borne	2
472m. 10	az. 349gr. 93	naar grenspaal	2
154m. 94	" 283gr. 51	"	3
660m. 21	" 331gr. 51	"	4
399m. 53	" 2gr. 61	"	5
503m. 11	" 56gr. 81	"	6
427m. 10	" 350gr. 92	"	7
695m. 83	" 332gr. 60	"	8
1.441m. 35	" 231gr. 75	"	7-N
550m. —	" 248gr. 50	"	8-N
500m. —	" 214gr. 50	"	9-N
520m. —	" 282gr. 25	"	10-N
1.230m. —	" 251gr. —	"	11-N
1.940m. —	" 275gr. —	"	12bis-N
3.201m. —	" 125gr. 45	"	78'
743m. 20	" 113gr. 88	"	74'
251m. 24	" 49gr. —	"	73
257m. 32	" 68gr. 40	"	72
923m. 82	" 30gr. 44	"	64'
337m. 72	" 51gr. 19	"	63
258m. 42	" 76gr. 41	"	62
870m. 30	" 20gr. 88	"	57'
226m. 99	" 78gr. 66	"	55
254m. 40	" 369gr. 20	"	54
801m. 50	" 33gr. 43	"	1

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 6 est située à 218m. 60 az. 275gr. 78 du confluent des rivières Yovoti-Mangalazi.
 Grenspaal 6 is gelegen op 218m. 60 az. 275gr. 78 van de samenvloeiing der Yovoti-Mangalazi-rivieren.
 La borne 10-N est située à 3.300m. — az. 85gr. 50 du confluent des rivières Namoya-Nakoa.
 Grenspaal 10-N is gelegen op 3.300m. — az. 85gr. 50 van de samenvloeiing der Namoya-Nakoa-rivieren.
 La borne 72 est située à 375m. 94 az. 285gr. 44 du confluent des rivières Yovoti-Mambala.
 Grenspaal 72 is gelegen op 375m. 94 az. 285gr. 44 van de samenvloeiing der Yovoti-Mambala-rivieren.

C.—REMARQUES.

Les gisements sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé approximativement à 2kms. 500mts. à l'Est du poste de Namoya.
 La superficie en est de 1.285 Ha.

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.—La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART. 4.—L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains, les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20, du Titre II, Livre II, du Code Civil, une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

ART. 5.—Le concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites du polygone qui sera faite ultérieurement.

La Colonie se réserve le droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 16 décembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

B.—LIGGING VAN DE HOEKGRENS-PALEN.

C.—OPMERKINGEN.

De hoeken zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is bij benadering gelegen op 2Km. 500m., ten Oosten van den post Namoya.
 De oppervlakte beslaat 1.285 Hectaren.

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet- inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 3.—De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde mag de concessiehouder evenwel geen ontginningswerken uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten stand dien de wateren bij hun periodieken was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 4.—De ontginning geschiedt op risico van den concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij den oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt den aan den oever palenden, overeenkomstig artikel 20, Titel II, Boek II, van het Burgerlijk Wetboek, een jaarlijkschen eijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als aanpalenden.

ART. 5.—De concessiehouder gaat de verbintenis aan zich te onderwerpen aan al de wijzigingen veroorzaakt door het nazicht der grenzen van den veelhoek dat later zal geschieden.

De Kolonie behoudt zich het recht voor verval te doen uitspreken tegen den concessiehouder indien hij zich aan deze verplichting niet onderwerpt.

Londen, den 16n December 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 janvier 1944.—Décret. Echange de terrains entre la Colonie et la Cie Immobilière du Congo. Convention du 16 septembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre la COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, ci-après nommée "LA COLONIE" d'une part;

Et la Compagnie Immobilière du Congo, Société Congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à Léopoldville ci-après nommée "L'IMMOCONGO" représentée par son Directeur en Afrique, Monsieur DELEU André résidant à Léopoldville, agissant en vertu des pouvoirs conférés par procuration déposée à la Conservation des Titres Fonciers à Léopoldville sous le numéro spécial 1839 d'autre part;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent.

ARTICLE 1er.—L'IMMOCONGO cède à la Colonie qui accepte :

a) deux parcelles de terrain faisant partie de la parcelle n° 14b du plan communal de Matadi, enregistrée volume A.XXIX folio 63 et comprenant respectivement une superficie de quatre ares, cinquante neuf centiares, nonante deux centièmes (4 ares 59 ca. 92/100) et quatre ares, quarante six centiares, nonante six centièmes (4 ares 46 ca. 96/100). Ces deux parcelles font l'objet des procès-verbaux d'arpentage en date du 9 décembre 1939;

b) un terrain faisant partie de la parcelle 2a du plan communal de Matadi enregistrée volume A.XX folio 58 et comprenant une superficie de trente deux ares, quatre vingts centiares, quatre vingt sept centièmes, tel et ainsi qu'il résulte des procès-verbaux d'arpentage en date du 10 mars 1941;

c) un terrain d'une superficie de deux ares, quatre centiares, quarante neuf centièmes faisant partie de la parcelle n° 20d du plan communal de Léopoldville, enregistrée volume A.XXI folio 49 ainsi que les constructions qui y sont érigées;

d) un terrain d'une superficie approximative de cinquante quatre hectares (54 Ha.) faisant partie des bandes dites de 200 mètres, situé à Kintanu, territoire de l'Inkisi. Ce terrain est compris entre la rivière Inkisi et la cumulée 261.300 de l'ancienne ligne du chemin de fer Matadi-Léopoldville et est représenté par un liséré bleu au croquis n° 1 ci-annexé dressé à l'échelle de 1 à 5.000;

e) un terrain d'une superficie de cinquante trois ares, dix huit centiares, cinquante quatre centièmes (53 ares 18 ca. 54/100) situé à Léopoldville-Kinshasa, inscrit au plan communal sous le n° 604 et faisant l'objet du certificat d'enregistrement volume A.XXI folio 33;

f) un terrain d'une superficie de cinquante trois ares, trente deux centiares, vingt neuf centièmes (53 ares 32 ca. 29/100) situé à Léopoldville-Kalina, inscrit au plan communal sous le n° 424a et faisant l'objet du certificat d'enregistrement volume A.XI folio 70.-.

ARTICLE 2.—En échange, la Colonie cède à l'IMMOCONGO qui accepte un terrain d'une superficie de cinq hectares, soixante ares (5 Ha. 60 ares) situé à Léopoldville-Kalina entre les Avenues du Comité Urbain et Général Richard prolongées. Ce terrain comprend sept parcelles et est représenté par un liséré rouge au croquis n° 2 ci-annexé, dressé à l'échelle de 1 à 500.-.

4 Januari 1944.—Decreet. Ruiling van gronden tusschen de Kolonie en de "Cie Immobilière du Congo". Overeenkomst van 16 September 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ARTICLE 3.—L'IMMOCONGO s'engage à construire sur le terrain repris à l'article 2 au moins sept maisons d'habitation dans les conditions suivantes :

a) quatre maisons d'habitation devront être construites et terminées dans le délai de douze mois commençant à courir à la date d'approbation des plans de construction.

La demande d'approbation des plans de construction devra être introduite auprès des autorités compétentes dans le délai de un mois à courir à la date de la signature de la présente convention;

b) les trois autres constructions devront être terminées dans le délai de quatre ans à courir à la date de la signature de la présente convention.

Pour l'application du présent article seront considérés comme terminés les bâtiments qui seront sous toit et dont la construction se poursuivra de façon ininterrompue jusqu'à complet achèvement.

ARTICLE 4.—Toute modification au lotissement tel que renseigné au croquis n° 1 ci-annexé, sera subordonnée à l'approbation préalable, spéciale et écrite du Gouverneur de la Province, sans que, dans aucun cas, les parcelles nouvelles puissent avoir une superficie inférieure à trente (30) ares.

ARTICLE 5.—A l'expiration de chacun des délais de un an et de quatre ans mentionnés à l'article 3 ci-dessus, feront, de plein droit et sans intervention des Tribunaux, retour à la Colonie, les parcelles qui n'auront pas été mises en valeur conformément aux stipulations du dit article 3.

ARTICLE 6.—En cas de reprise de tout ou partie des terrains comme dit à l'article précédent, la Colonie remboursera à l'IMMOCONGO, la valeur des terrains repris, sur la base de trente (30) francs le m², déduction faite d'un loyer correspondant au montant d'une année locative pour chaque année ou partie d'année écoulée depuis la signature de la présente convention. Le loyer sera calculé sur la base de 8% du prix de vente.

ARTICLE 7.—L'IMMOCONGO ne pourra vendre ou louer, l'une quelconque des parcelles qu'après que celle-ci aura été mise en valeur, par l'érection des constructions tel et ainsi que prévu par la présente convention.

A cet effet, l'enregistrement des parcelles, au nom de L'IMMOCONGO, ne sera effectué qu'après la mise en valeur.

ARTICLE 8.—Indépendamment de la cession des terrains mentionnés à l'article 1er, l'IMMOCONGO paiera à la Colonie une soulte de cent quarante quatre mille cent septante cinq francs (144.175 frs.).

Cette somme sera payable dès approbation de la présente convention par le Pouvoir Compétent.

Ainsi fait à Léopoldville, le seize septembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 4 Janvier 1944.

Londen, den 4n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 janvier 1944.—Décret. Société "Agence en Douane et Transports" (transit). Autorisation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu l'article 6 du décret du 27 février 1887, relatif aux sociétés commerciales,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La société par actions à responsabilité limitée "Agence en Douane et

4 Januari 1944.—Decreet. Vennootschap "Agence en Douane et Transports" (Transit). Machtiging.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op artikel 6 van het decreet van 27 Februari 1887, betreffende de handelsvennootschappen,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Machtiging wordt hierbij verleend aan de vennootschap op aandelen

Transports" (Transit) constituée à Elisabethville le 31 mars 1943, dont les statuts sont annexés, est autorisée.

Elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Londres, le 4 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

met beperkte aansprakelijkheid " Agence en Douane et Transports" (Transit) opgericht te Elisabethstad op 31 Maart 1943, waarvan de statuten hierbij gevoegd zijn.

Zij wordt een van den persoon der vennoten onderscheiden rechtspersoon.

Londen, den 4n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

ACTE DE CONSTITUTION DE LA SOCIETE

à responsabilité limitée

AGENCE EN DOUANE ET TRANSPORTS : en abrégé TRANSIT.

Entre les soussignés

1. Monsieur Edmond BOURGEOIS, commerçant, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, agissant par lui même et par un groupe pour lequel il se porte fort.
2. Madame Jeanne JOOS, de nationalité belge, commerçante, épouse de Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville, dûment autorisée par son mari, pour autant que de besoin.
3. Monsieur Arthur VROONEN, avocat de nationalité belge, résidant à Elisabethville.
4. Monsieur Walter VIGNERON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.
5. Madame Walter VIGNERON, née Lucienne CLOSSON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.
6. Monsieur Piet VAN NEER, fermier, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.
7. Monsieur Marcel LAUWERS, commerçant, de nationalité belge, résidant à Sakania.

Il est fondé une société congolaise à responsabilités limitées, sous le régime de la loi Congolaise.

STATUTS.

CHAPITRE PREMIER.

Dénomination—Siège—Objet—Durée.

A. *Dénomination.*

La société est dénommée "AGENCE EN DOUANE ET TRANSPORTS" société à responsabilité limitée, en abrégé "TRANSIT".

B. *Siège social.*

Le siège social et le siège administratif sont établis à Elisabethville, Avenue de l'Etoile numéro.

Ils pourront être transférés au Congo Belge en tout autre endroit ou localité, par décision du conseil d'administration, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal ou Ordonnance législative, et publication au journal officiel.

C. *Objet.*

L'objet social est en ordre principal le transport des personnes et des marchandises par véhicule automobile ou par tout autre moyen de transport, toutes opérations de douane pour compte de tiers tant pour l'importation que pour l'exportation des marchandises et la délivrance des certificats de pesage, et d'une façon générale, toutes opérations nécessaires ou utiles concernant l'importation, l'exportation, les transports.

La société pourra s'intéresser dans toute affaire de nature à aider l'accomplissement de l'objet social.

D. *Durée.*

La société est constituée pour une période de trente ans, prenant cours le jour des présentes sous la condition suspensive de l'approbation des statuts par acte législatif.

Elle pourra être prorogée même par anticipation.

Les engagements contractés pourront toutefois dépasser le terme fixé.

CHAPITRE DEUX.

Capital Social—Action.

A. *Capital social.*

Le capital social est fixé à un million de francs congolais.

B. *Action.*

Le capital est représenté par mille actions de mille francs, soit six cent. soixante et une libérées à concurrence de quatre vingt pour cent et trois cent trente neuf actions entièrement libérées en rémunérations d'apport.

Les actions souscrites en argent seront nominatives jusqu'au jour où elles seront intégralement libérées, et à condition que les présents statuts soient approuvés par l'autorité législative.

Les actions données en rémunération d'apport seront nominatives jusqu'à dix jours après le deuxième bilan annuel qui suivra leur création.

Chaque catégorie d'actions deviendra au porteur dès la réalisation des conditions prévues.

Le capital est souscrit de la façon suivante :

Monsieur Edmond BOURGEOIS, pour lui même et pour un groupe pour lequel il se porte fort, souscrit trois cent quarante trois actions dont deux cent soixante payées en argent et libérées à concurrence de quatre vingt pour cent et quatre vingt trois en rémunération d'apports, détaillés ci-après.

Madame Jeanne Joos, épouse de Edmond BOURGEOIS, souscrit cinq cent quatre vingt treize actions, dont trois cent trente sept payées en argent et libérées à concurrence de quatre vingt pour cent, et deux cent cinquante six en rémunération d'apports détaillés ci-après.

Monsieur Arthur VROONEN, avocat à Elisabethville, souscrit cinquante et une actions payées en argent et libérées à concurrence de quatre vingt pour cent.

Monsieur Marcel LAUWERS, commerçant résident à Sakania, souscrit dix actions payées en argent et libérées à concurrence de quatre vingt pour cent.

Madame Walter VIGNERON, née Lucienne CLOSSON, souscrit une action libérée à concurrence de quatre vingt pour cent.

Monsieur Walter VIGNERON, souscrit une action libérée à concurrence de quatre vingt pour cent.

Monsieur Piet VAN NEER, fermier à Elisabethville, souscrit une action de mille francs, libérée à concurrence de quatre vingt pour cent.

Au total mille actions de mille francs, dont six cent soixante et une, payées en argent, à concurrence de quatre vingt pour cent, soit six cent soixante et un mille francs souscrits et libérés à concurrence de cinq cent vingt huit mille francs et trois cent trente neuf actions de mille francs, données en rémunération d'apport.

Le conseil d'administration décidera du jour où les vingt pour cent, non libérés seront appelés et les souscripteurs s'engagent à effectuer le versement à première demande.

Les actions ne seront négociables en principe que lorsqu'elles seront au porteur. Toutefois les actions nominatives pourront être cédées, par acte public, ou par écrit sous seing privé, signifié à la société dans le mois de la cession, le tout à peine de nullité.

Les actes relatifs à la cession des actions nominatives mentionneront leur nature, la date de leur création et les conditions prescrites pour leur cession.

Il sera tenu à la société un registre des actions nominatives, mentionnant la désignation précise de chaque actionnaire, l'indication du nombre de ses actions, l'indication des versements opérés, leur nature, la date de leur création, et les conditions de cession, les transferts avec leurs dates ou la conversion des actions en titres au porteur. Ces renseignements devant également être inscrits sur les certificats d'inscription.

La propriété d'une action nominative s'établit par une inscription sur le registre décrit plus haut. Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires. L'action au porteur sera signée par deux administrateurs au moins. L'action indique la date de l'acte

constitutif de la société et sa publication, le nombre et la nature de chaque catégorie d'actions ainsi que la valeur nominative des titres, la consistance sommaire des apports, les conditions auxquelles ils ont été faits, la durée de la société, le jour et l'heure de l'assemblée générale annuelle.

C. *Apports.*

Les apports, rémunérés par trois cent trente neuf actions nominatives, de mille francs, entièrement libérées, sont détaillés comme suit :

Les apports de Monsieur Edmond BOURGEOIS comprennent un bateau à gazogène, en tôles d'acier, évalué à vingt cinq mille francs.

Trois pirogues en fer de quatre tonnes évaluées quinze mille francs.

Une pirogue en bois, évaluée à deux mille francs.

Un canot à moteur hors bord évalué à sept mille francs.

Le matériel de bureau, évalué à quatorze mille francs.

La cession de l'affaire de dédouanement et de transport, évaluée à vingt mille francs, soit au total quatre vingt trois mille francs, pour lesquels il lui est remis quatre vingt trois actions nominatives entièrement libérées.

Les apports de Madame Jeanne Joos, épouse de Edmond BOURGEOIS comprennent :

Du matériel automobile, soit un camion Studebaker, modèle mil neuf cent quarante et un, mis en service fin mil neuf cent quarante deux, évalué cent et sept mille francs.

Une voiture Chevrolet, modèle mil neuf cent quarante et un, évaluée cinquante quatre mille francs.

Un camion Chevrolet, modèle mil neuf cent quarante et un, évalué vingt sept mille francs.

Un camion Chevrolet modèle mil neuf cent trente neuf, évalué douze mille cinq cents francs.

Un camion Chevrolet modèle mil neuf cent trente sept, évalué sept mille cinq cents francs.

Un camion Chevrolet modèle mil neuf cent trente cinq, évalué sept mille cinq cents francs.

Un lot d'essence, d'huile, de pneus, d'outillage, évalué quarante mille cinq cents francs, soit au total deux cent cinquante six mille francs, pour lesquels il lui est remis deux cent cinquante six actions nominatives de mille francs, entièrement libérées.

D. *Augmentation ou réduction du capital social:*

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale, délibérant, dans les conditions prévues pour la modification des statuts, et sous réserve d'approbation par Arrêté Royal ou par acte législatif en tenant lieu.

L'assemblée générale déterminera les conditions et le taux d'émission.

Sauf décision contraire de l'assemblée générale, les nouvelles actions seront offertes par préférence aux porteurs des actions anciennes au prorata du nombre de leurs titres. Cette offre se fera par une publication dans un journal d'Elisabethville, et au *Bulletin Administratif du Congo*, afin d'avertir les actionnaires et le public en général des conditions et du taux auxquels les actions seront offertes, et les délais dans lesquels les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit de préférence.

E. *Responsabilité des actionnaires:*

Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur mise.

F. *La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts.*

La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action.

En cas de division des droits dérivant d'une action les intéressés ne peuvent se faire représenter que par une seule personne.

G. Les héritiers ou ayant droit d'un actionnaire ne peuvent requérir ni inventaire ni apposition de scellés, et doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en référer aux décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration,

H. La société peut émettre des bons ou obligations hypothécaires ou autres, par décision du conseil d'administration, qui détermine le type, le taux d'intérêts, le mode et l'époque de l'amortissement et de remboursement des obligations, les garanties spéciales qui seraient affectées à celles-ci, ainsi que toutes autres conditions.

CHAPITRE TROIS.

Administration et surveillance.

A. La Société est administrée par un conseil composé d'au moins trois personnes associées, nommées pour un terme qui ne peut excéder cinq ans.

Le premier conseil d'administration est désigné par les présents statuts.

Lors de la réunion de la deuxième assemblée générale annuelle, statutaire, le mandat d'un membre du conseil, désigné par tirage au sort, expire, et il sera remplacé par un associé désigné par l'assemblée générale pour une période de cinq ans, l'administrateur sortant étant toutefois rééligible.

Les années suivantes, lors de l'assemblée générale statutaire, le mandat d'un des membres du premier conseil d'administration, non encore réélu, désigné par tirage au sort, expirera, et il sera remplacé dans les mêmes conditions; il en sera de même à l'expiration du mandat de cinq ans des nouveaux administrateurs. Le conseil d'administration désigne son président, l'administrateur délégué et éventuellement l'administrateur directeur, ces deux dernières fonctions pouvant être exercées par une même personne. Il désigne également l'administrateur chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchements.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande d'un des membres. Les réunions se tiennent au siège social, à moins d'indication contraire dans les convocations.

Il délibère valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à condition que la majorité des membres soit présente ou représentée, par toute personne, porteur d'un mandat, ce mandataire devant toutefois être un actionnaire. Les décisions se prennent à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

Pouvoirs du conseil d'administration:

Les pouvoirs les plus étendus sont dévolus au Conseil pour l'administration et la gestion de la société. Il a tous les pouvoirs, sauf ceux qui sont réservés par les présents statuts, à l'Assemblée Générale. Il peut notamment passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, muter, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter ou donner toutes hypothèques ou autres garanties conclure tous emprunts, consentir tous droits réels, et garanties mobilières, ou immobilières, faire et recevoir tous paiements, en exiger fournir quittances, renoncer à tous droits hypothécaires ou à tous privilèges ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner main levée et consentir radiation, de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, opposition, nantissement, gage et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions et obligations, le tout avant ou après paiement, nommer et révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions traitements et cautionnement, en cas de contestation et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, tant en demandant qu'en défendant; demander toutes sentences, jugements, arrêts, les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause, sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

Délégation de pouvoirs:

Le conseil peut déléguer ou donner des pouvoirs déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à un tiers, même non actionnaire. Il peut déléguer la gestion courante, la confier à un ou plusieurs directeurs gérants. Il peut les révoquer, les remplacer. Les actes de gestion journalière sont signés par un administrateur ou un agent délégué à cet effet.

Toutes actions judiciaires seront suivies par le conseil suite et diligences de son président ou de l'administrateur délégué.

Commissaires:

Toutes les opérations sont surveillées par un commissaire ou par un conseil de commissaires, associés ou non, nommés pour un terme qui n'exédera pas cinq ans et pour la première fois désignés par les présents statuts.

L'assemblée générale désignera, dans la suite, le ou les commissaires, déterminera leur nombre, les révoquera. Les modalités de la surveillance, la nomination du ou des commissaires, leur remplacement, leur responsabilité, leurs émoluments sont réglés par les articles soixante quatre et suivants des lois coordonnées belges, sur les sociétés.

Cautionnement:

Le cautionnement de chaque administrateur est fixé à cinq actions et celui des commissaires à deux actions.

CHAPITRE QUATRE.

Assemblée Générale des Actionnaires.

A. L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente, l'unanimité des propriétaires d'actions; ses décisions sont obligatoires, même pour les absents et les dissidents.

B. L'assemblée générale se réunit de plein droit à Elisabethville au siège social ou en tout autre endroit, fixé par une convocation, le troisième lundi de Mars, et pour la première fois, le troisième lundi de Mars MIL NEUF CENT QUARANTE QUATRE à quinze heures. Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Une assemblée générale extraordinaire sera convoquée chaque fois que l'intérêt de la société l'exigera soit à la demande d'un administrateur ou d'un groupe d'actionnaires représentant un cinquième des actions émises.

C. Les convocations pour toutes assemblées générales contiendront l'ordre du jour et seront publiées au *Bulletin Administratif du Congo* et dans un journal, au moins, d'Elisabethville.

D. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter par un autre actionnaire.

E. L'assemblée générale statue valablement à la simple majorité des voix présentes, si un cinquième de l'ensemble des titres est représenté, chaque action donnant droit à une voix. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée est remise à quinzaine et statue valablement à la majorité simple des voix, quelque soit le nombre d'actions représentées.

L'assemblée générale ne pourra valablement statuer que sur les questions portées à l'ordre du jour.

F. L'assemblée est présidée par le Président du conseil d'administration ou à son défaut par un administrateur désigné par ses collègues. Le président désignera le secrétaire et un ou plusieurs scrutateurs. Tout actionnaire peut prendre part au vote pour ses actions et celles de ses mandants. Toutefois nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de voix dépassant la cinquième partie du nombre de voix attachées à l'ensemble des titres ou des deux cinquièmes du nombre de voix attachées aux titres représentés.

Pour assister à l'assemblée générale et pour participer aux votes, l'actionnaire doit, deux jours au moins avant l'assemblée générale, déposer ses actions au siège social, ou y déposer un certificat constatant le dépôt des titres dans une banque agréée par le Conseil d'Administration.

G. *Modification des Statuts, Augmentation ou Réduction du Capital Social Dissolution Anticipative:*

L'assemblée générale ayant tous les pouvoirs, peut entre autre modifier les statuts, augmenter ou diminuer le capital social, dissoudre anticipativement la société, mais, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal ou par décision législative, en tenant lieu, pour autant que ces questions aient été portées à l'ordre du jour, et à condition que la moitié des actions soient présentes ou représentées, et que ces décisions soient votées par les trois quarts des voix présentes ou représentées. Si la moitié des actions n'est pas représentée l'assemblée générale sera reportée à quinzaine et statuera alors quelque soit le nombre d'actions représentées, mais les modifications présentées ne seront adoptées que si elles sont votées par les trois quarts des voix présentes ou représentées.

H. Les procès verbaux des assemblées générales sont signés par les membres du bureau, et par les actionnaires qui en font la demande. Les expéditions ou extraits conformes sont signés par un administrateur.

I. *Bilans:*

Le trente et un décembre de chaque année, et pour la première fois le trente et un décembre mil neuf cent quarante trois, le conseil d'administration arrête le bilan ainsi que le compte profits et pertes; il évalue l'actif et le passif de la société. Trente jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire, le bilan, le compte des profits et pertes, l'inventaire général de l'actif et du passif ainsi que le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, seront tenus à la disposition du ou des commissaires au siège social, et ceux-ci doivent prendre connaissance de ces documents, et, au moins quinze jours avant l'assemblée, établir leur rapport.

L'assemblée générale entend les rapports du conseil d'administration et du ou des commissaires, vote sur l'approbation du bilan et sur la décharge des administrateurs et commissaires.

J. *Répartition des bénéfices:*

L'exédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux-charges, amortissements et réserves constitue le bénéfice net.

Les réserves suivantes seront constituées :

a) Dix pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve ordinaire. Ce prélèvement deviendra facultatif lorsque cette réserve aura atteint quinze pour cent du capital social.

b) Une somme à fixer par l'assemblée générale en vue de constituer une réserve extraordinaire et une réserve pour le renouvellement du matériel. Sur le bénéfice net, après constitution des réserves, il sera prélevé :

i) Le montant nécessaire pour attribuer aux actions un dividende de cinq pour cent.

ii) Un pourcentage à déterminer par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration, destiné à rémunérer les administrateurs et commissaires sans que ce pourcentage puisse dépasser dix pour cent du bénéfice net.

iii) Un pourcentage fixé dans les mêmes conditions, destiné à récompenser tout ou partie du personnel dont le travail aura donné pleine satisfaction.

iv) Le solde sera réparti entre les actionnaires à titre de dividende supplémentaire, à moins que l'assemblée ne décide de lui donner une autre affectation, par exemple de reporter à nouveau un certain montant. Le conseil d'administration décide la date, l'endroit et les modalités de paiement des dividendes.

CHAPITRE CINQ.

Liquidation et Dissolution.

A. En cas de dissolution de la société, pour quelque motif que ce soit, la liquidation se fera par les soins des liquidateurs nommés par l'assemblée générale, et à défaut, par les soins du conseil d'administration en fonction à cette époque agissant comme comité de liquidation. Après apurement des dettes sociales, charges et frais de liquidation, l'actif sera réparti entre les actionnaires au prorata du nombre de leurs titres.

En cas de dissolution de la société par fusion avec une autre société, ou après apport d'une partie de l'avoir social à une autre société, les liquidateurs pourront procéder à la liquidation par répartition égale entre les actions, des titres reçus en rémunération de l'apport total ou partiel de l'avoir social.

B. En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale délibérant dans les formes prescrites par les modifications aux statuts, la question de la dissolution de la société.

CHAPITRE SIX.

Election de Domicile—Publications—Frais.

A. ELECTION DE DOMICILE : Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire commissaire, directeur, liquidateur, doit faire élection de domicile à Elisabethville, au siège social, faute de quoi il sera censé l'avoir fait.

Toutes communications, sommations, assignations et significations, lui seront valablement faites en cet endroit.

B. PUBLICATION : Dans les six mois de leur approbation par Arrêté Royal ou par autre acte législatif, les présents statuts seront déposés en copie au greffe du tribunal de première instance à Elisabethville, et publiés au *Bulletin Administratif du Congo*.

C. FRAIS : Le montant des frais de constitution sont évalués à quinze mille francs. Le société est formée sous conditions suspensives d'approbation par Arrêté Royal, ou actée par un autre acte législatif.

D. CONSEIL D'ADMINISTRATION : Les comparants désignent en qualité d'administrateurs :

a) Monsieur Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville.

b) Madame Jeanne JOOS, épouse de Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville.

c) Monsieur Arthur VROONEN, avocat à Elisabethville.

et en qualité de commissaire :

Monsieur Walter VIGNERON.

Fait à Elisabethville, le trente et unième jour du mois de mars, mil neuf cent quarante trois.

(Sé) Edmond BOURGEOIS, (Sé) Jeanne Joos, (Sé) ARTHUR VROONEN,

épouse E. BOURGEOIS,

Sé E. BOURGEOIS.

Sé J. JOOS-BOURGEOIS.

Sé A. VROONEN.

(Sé) Walter VIGNERON,

(Sé) Lucienne CLOSSON,

(Sé) Piet VAN NEER,

épouse W. VIGNERON,

Sé W. VIGNERON.

Sé L. VIGNERON.

Sé P. VAN NEER.

(Sé) par procuration LAUWERS,

A. VROONEN,

Sé A. VROONEN.

(Sé) pour autorisation maritale

de Madame BOURGEOIS,

Sé E. BOURGEOIS.

de Madame VIGNERON,

Sé W. VIGNERON.

L'an mil neuf cent quarante-trois, le trente et unième jour du mois de mars, Nous, DENIS, A., Notaire à Elisabethville, certifions que l'acte de constitution portant statuts de la société à responsabilité limitée " AGENCE EN DOUANE ET TRANSPORTS : en abrégé : TRANSIT Nous a été présenté ce jour par :

1. Monsieur Edmond BOURGEOIS, commerçant de nationalité belge résidant à Elisabethville.

2. Madame Jeanne JOOS de nationalité belge épouse Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville dûment autorisée par son mari.

3. Monsieur Arthur VROONEN, Avocat, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

4. Monsieur Walter VIGNERON, de nationalité belge résidant à Elisabethville.

5. Madame Walter VIGNERON, née Lucienne CLOSSON, de nationalité belge résidant à Elisabethville, dûment autorisée par son mari.

6. Monsieur Piet VAN NEER, fermier, de nationalité belge résidant à Elisabethville.

7. Monsieur Marcel LAUWERS, commerçant de nationalité belge résidant à Sakania.

Lecture de l'acte donnée par Nous, Notaire, en présence de Messieurs Georges LIBERTON et Louis LECLERCQ, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi, Mesdames BOURGEOIS et VIGNERON et Messieurs BOURGEOIS, VROONEN, VIGNERON, VAN NEER et LAUWERS Nous ont déclaré devant les dits témoins que cet acte de constitution de société tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par Nous, Notaire et ont été revêtues du sceau de notre office.

Les Comparants :

ses) Vroonen, Bourgeois.
 Bourgeois, Joos, Vigneron.
 Mme. Vigneron, Van Neer.
 Lauwers.

Les Témoins :
 sés) Liberton.
 Leclercq.

Le Notaire :
 sé) Denis.

Pour autorisation maritale,
 sés) Bourgeois, Vigneron.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville,
 vol. XVII, folios 59, 60 et 61.

Mots barrés néant mots ajoutés : néant.

Frais d'acte	120,--
Enregistrement	330,--
Une copie conforme	330,--
	780,--

Quitt. No. 67 du 31 mars 1943.

Le Notaire, A. Denis,
 sé) Denis.

Pour copie certifiée conforme.

Elisabethville, le 31 mars 1943.

sé) DENIS.

Vu pour légalisation de la signature de M. Denis, Notaire à Elisabethville
 apposée ci-contre.

Léopoldville, le 2 mai 1943.

Le Chef du Service des Affaires Politiques,
 Administratives et Judiciaires E. Bock.
 sé) Bock.

Perçu frs. 10,- quittance.
 No. 28 du 2 mai 1943.

AVENANT A L'ACTE DE CONSTITUTION DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE
 LIMITEE AGENCE EN DOUANE ET TRANSPORTS en abrégé (TRANSIT) passé en date
 du trente et un mars mil neuf cent quarante trois.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

A. Monsieur Edmond BOURGEOIS, commerçant de nationalité Belge, résidant à Elisabethville, agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort.

B. Madame Jeanne Joos, de nationalité belge, commerçante, épouse de Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville, pour autant que de besoin, dûment autorisée par son mari.

C. Monsieur Arthur VROONEN, avocat de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

D. Monsieur Walter VIGNERON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

E. Madame Walter VIGNERON, née Lucienne CLOSSON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, dûment autorisée par son mari.

F. Monsieur Piet VAN NEER, fermier, de nationalité belge, résidant à Elisabethville.

G. Monsieur Marcel LAUWERS, commerçant, de nationalité belge, résidant à Sakania, agissant par son fondé de pouvoirs Monsieur Arthur VROONEN, en vertu d'une procuration authentique spéciale passée le vingt trois juin mil neuf cent quarante trois devant le notaire Marchal René à Sakania :

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Les parties décident de compléter et modifier l'acte constitutif de société passé devant le notaire d'Elisabethville en date du trente et un mars mil neuf cent quarante trois, de la façon suivante :

A. Au chapitre un, la rubrique B., deuxième alinéa, sera modifiée de la façon suivante. Ils pourront être tranférés au Congo Belge ou tout autre endroit ou localité, par décision du conseil d'administration, cette décision devant pour le déplacement du siège social, être approuvée par Arrêté Royal, et publiée au journal officiel.

B. Au chapitre deux, sous la rubrique " Actions " il est ajouté après le quatrième paragraphe se terminant par les mots "dès la réalisation des conditions prévues," le texte suivant : Les cessions d'actions ne sont valables qu'après que la fondation de la société aura été autorisée par Arrêté Royal. Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

C. Au chapitre trois, littera A, dernier alinéa, avant dernière phrase, les mots " ce mandataire devant toutefois être un actionnaire " son remplacés par les mots " ce mandataire devant toutefois être lui même un administrateur."

D. Au chapitre quatre, le paragraphe 1 intitulé " Bilans " est complète a de la façon suivante : Chaque année le bilan de la société et le compte " profits et pertes " seront obligatoirement publiés au *Bulletin Administratif du Congo Belge*.

E. Au chapitre quatre, le paragraphe E intitulé " Modifications des statuts augmentation ou réduction du capital social—Dissolution anticipative " le texte est modifié de la façon suivante; L'assemblée générale ayant tous les pouvoirs peut entre autre modifier les statuts, augmenter ou diminuer le capital social, sous réserve d'approbation par Arrêté Royal; elle peut en outre dissoudre anticipativement la société : ces décisions ne peuvent être prises que pour autant que ces questions aient été portées à l'ordre du jour et à condition que la moitié des actions soient présentes ou représentées, et que ces décisions soient votées par les trois quarts des voix présentes ou représentées.

Si la moitié des actions n'est pas représentée, l'assemblée générale sera reportée à quinzaine et statuera alors quelque soit le nombre d'actions représentées, mais les modifications présentées ne seront adoptées que si elles sont votées par les trois quarts des voix présentes ou représentées.

Fait à Elisabethville, par acte authentique; le douzième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante trois.

(Sé) Edmond BOURGEOIS,

(Sé) Jeanne Joos,
épouse E. BOURGEOIS,

(Sé) Arthur VROONEN,

Sé E. BOURGEOIS.

Sé J. JOOS-BOURGEOIS.

Sé A. VROONEN.

(Sé) Walter VIGNERON.

(Sé) Lucienne CLOSSON,
épouse W. VIGNERON,

(Sé) Piet VAN NEER,

Sé W. VIGNERON.

Sé L. VIGNERON.

Sé P. VAN NEER.

(Sé) par procuration LAUWERS,
A. VROONEN,

Sé A. VROONEN.

(Sé) pour autorisation maritale
de Madame BOURGEOIS,

de Madame VIGNERON,

Sé E. BOURGEOIS.

Sé W. VIGNERON.

L'an mil neuf cent quarante-trois, le douzième jour du mois d'octobre, Nous, VAN VAERENBERGH, Julien, Notaire à Elisabethville, certifions que l'avenant à l'acte de constitution de la société à responsabilité limitée " AGENCE EN DOUANE ET TRANSPORTS " en abrégé " TRANSIT " ci-avant Nous a été présenté ce jour par :

a) Monsieur Edmond BOURGEOIS, commerçant de nationalité belge, résidant à Elisabethville, agissant pour lui-même et pour un groupe pour lequel il se porte fort,

b) Madame Jeannie JOOS, commerçante de nationalité belge, épouse Edmond BOURGEOIS, résidant à Elisabethville, dûment autorisée par son mari,

c) Monsieur Arthur VROONEN, Avocat de nationalité belge, résidant à Elisabethville,

d) Monsieur Walter VIGNERON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville,

e) Madame Walter VIGNERON, née Lucienne CLOSSON, de nationalité belge, résidant à Elisabethville, dûment autorisée par son mari,

f) Monsieur Piet VAN NEER, fermier, de nationalité belge, résidant à Elisabethville,

g) Monsieur Marcel LAUWERS, commerçant de nationalité belge, résidant à Sakania, représenté aux fins des présentes par son fondé de pouvoirs Monsieur l'Avocat VROONEN, en vertu d'une procuration authentique passée devant le Notaire-Délégué à Sakania.

Après lecture de l'acte leur donnée par Nous, Notaire, en présence de Messieurs PAULUS, Joseph et DENIS, Arsène, Fonctionnaires de la Colonie résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées Nous ont déclaré, devant les dits témoins que cet acte tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par Nous, Notaire, et ont été revêtues du sceau de notre Office.

Les Parties :

Sé) E. BOURGEOIS.

Sé) J. JOOS.

Sé) A. VROONEN.

Sé) W. VIGNERON.

épouse BOURGEOIS.

Sé) VAN NEER.

Sé) L. CLOSSON.

épouse VIGNERON.

Les Témoins :

Sé) PAULUS.

Le Notaire :

Sé) VAN VAERENBERGH.

Sé) DENIS.

Par procuration LAUWERS :

Sé) A. VROONEN.

Pour autorisation maritale :

Sé) E. BOURGEOIS.

Sé) W. VIGNERON.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville, Volume XVIII.

Folios 17 et 18.

Mots barrés :

Mots ajoutés :

Frais d'acte : 120,--

Enregistrement : 130,--

copies conformes : 390,--

Légalisation : 10,--

Total perçu 650,--

Quitt. No. du 12 octobre 1943.

Le Notaire, J. VAN VAERENBERGH,

Sé) VAN VAERENBERGH.

Vu pour légalisation de la signature de

Mr. J. VAN VAERENBERGH, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 12 octobre 1943.

Le Chef du Secrétariat Provincial a.i.,

Sé) G. LIBERTON.

Administrateur Territorial Principal,

Sé) G. LIBERTON.

Approuvé et annexé à l'Arrêté du 4 janvier 1944.

Goedgekeurd en gehecht aan het Besluit van 4n Januari 1944.

get)
Sé) A. DE VLEESCHAUWER.

5 janvier 1944.—Arrêté. Nomination de Mr. DE BRABANDERE, comme membre du Conseil de Gérance du Comité National du Kivu.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation en temps de guerre des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge;

Vu le décret du 8 mai 1933, réorganisant le Comité National du Kivu,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Est nommé membre du Conseil de Gérance du Comité National du Kivu Mr. DE BRABANDERE, chef du Service d'Agriculture et de Colonisation de la Province de Costermansville.

Londres, le 5 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

6 janvier 1944.—Décret. Concession à la Cie Congolaise des Cafés d'un terrain de 327 Ha, sis à Ponthierville. Convention du 28 octobre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la " Compagnie Congolaise des Cafés (CAFCO)," ayant son siège à Lilu (Ponthierville) dont les statuts ont été publiés aux annexes du *Bulletin Officiel* de 1926 pages 368 et suivantes, représentée par Monsieur MAJOIS Raymond, en vertu d'une procuration déposée à la Conservation des Titres Fonciers à Stanleyville sous le numéro spécial 545 qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage agricole situé à Ponthierville (rive droite) d'une superficie de trois cent vingt-sept hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 40.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

5 Januari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer DE BRABANDERE. Lid van den Raad van Beheer van het Nationaal Comité van Kivu.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer in oorlogstijd van de burgerlijke en handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch Koloniaal recht;

Gelet op het decreet van 8 Mei 1933 tot herinrichting van het Nationaal Comité van Kivu,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Tot lid van den Raad van Beheer van het National Comité van Kivu wordt benoemd de Hr. DE BRABANDERE, Hoofd van den Landbouw- en Kolonisedienst der Provincie Costermansstad.

Londen, den 5n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

6 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de " Cie Congolaise des Cafés " van een grond van 327 Hectaren te Ponthierstad." Overeenkomst van 28 October 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de trois mille deux cent septante francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier janvier 1900 quarante trois.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur $\frac{1}{10}^e$ au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur $\frac{1}{10}^e$ au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières faites en application de l'article 6 ci-dessous compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3, seraient au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de cinquante hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au voeu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115 /AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9.—Nonobstant les stipulations de l'article 299 du Code Civil Congolais Livre III, il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite d'une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le cas échéant, le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 10.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 11.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingthuit octobre 1900 quarante trois.

Londres, le 6 janvier 1944.

Londen, den 6n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 janvier 1944.—Décret. Concession à la Société des Bois et Produits du Mayumbe (Boproma) d'un terrain de 517 Ha sis au Km. 113 de la route Banane-Lukula. Convention du 28 octobre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

8 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société des Bois et Produits du Mayumbe" (Boproma) van een grond van 517 Hectaren, op Km. 113 van de baan Banana-Lukula. Overeenkomst van 28 October 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Le Gouverneur de la Province de Léopoldville agissant au nom de la Colonie du Congo Belge en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la Société des Bois et Produits du Mayumba (BOPROMA) Société Congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à LUKULA M'BAVU représentée par son Directeur en Afrique Monsieur FRANKEN Henri qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage agricole situé au Km. 113 de la route Banana-Lukula (Territoire du Bas-Fleuve) d'une superficie de cinq cent dix sept hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune, conformément au croquis approximatif ci-joint à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES :

1°) La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de mille deux cent nonante deux francs cinquante centimes (1.292,50 fr.) payable chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie. A défaut de payement aux échéances fixées, l'occupant provisoire devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus et ce sans préjudice à tous autres droits;

2°) le présent contrat prend cours à la date du 1^{er} janvier 1940;

3°) sera considéré comme occupation aux termes de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943, le fait d'avoir aborné provisoirement le terrain comme il est dit à l'article 7 de l'ordonnance No 77/T.F. du 8 septembre 1926, relative au mesurage et au bornage des propriétés privées et d'y avoir effectué des travaux de mise en valeur. Sera considéré comme travaux de mise en valeur, le fait d'y effectuer des défrichements ou aménagements et des cultures d'une manière progressive.

L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie du chef de la résiliation qui interviendrait conformément à l'alinéa premier de l'article 18 de l'arrêté du 25 février 1943, est fixée au montant d'une année locative.

4°) A l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées;

5°) Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur $\frac{1}{16}$ ° au moins de leur surface par des constructions;

b) les terres cultivées sur $\frac{1}{8}$ ° au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

6°) l'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant actuellement sur le terrain, que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de cinquante hectares, conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Chef de la Province, après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente aux vœux du contrat.

L'occupant est soumis pour le surplus et, en particulier pour le paiement de la taxe de coupe de bois, aux conditions de l'ordonnance No. 104/bis Agri. du 7 juin 1940 modifiée par ordonnance No. 59 Agri. du 12 février 1941.

7°) conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation;

8°) les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente concession provisoire; leur largeur ainsi que leur tracé définitifs seront déterminés par le délégué du Chef de la Province;

9°) le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934;

10°) l'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, de l'arrêté No. 502/T.P. du 17 décembre 1940 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 et de celles reprises sous les 3.6 ci-dessus fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée le contractant de seconde part ne satisfait pas aux dites obligations endéans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée. La résiliation aura lieu sans préjudice de l'indemnité que le Gouvernement du Congo Belge sera en droit de réclamer pour abatage non justifié des espèces ligneuses considérées dans la susdite ordonnance;

11°) le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie;

12°) le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt, huit octobre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 8 janvier 1944.

Londen, den 8n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 janvier 1944.—Décret. Concession en emphytéose à M. Jacques PIERARD, d'un terrain de 217 Ha. sis à Moanda. Convention du 30 octobre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Le GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LEOPOLDVILLE agissant au nom de la Colonie du Congo Belge en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943 concède en emphytéose, pour un terme de trente ans à Monsieur PIERARD Jacques, colon de nationalité belge résidant à MOANDA, qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, sur la vente et la location des terres, aux conditions du règlement général prévues par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à MOANDA d'une superficie de deux cent dix sept hectares (217 Ha) environ dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES :

1°) la redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de un franc (1 fr.) payable chez le receveur des impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie;

2°) le présent contrat prend cours à la date de la signature;

3°) sera considéré comme occupation aux termes de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943, le fait d'avoir aborné provisoirement le terrain comme il est dit à l'article 7 de l'ordonnance No. 77/T.F. du 8 septembre 1926 relative au mesurage et au bornage des propriétés privées et d'y avoir effectué des travaux de mise en valeur. Sera considéré comme travaux de mise en valeur, le fait d'y effectuer des défrichements ou aménagements et des cultures d'une manière progressive;

4°) l'emphytéote s'engage à n'aliéner son droit qu'à toute personne physique ou morale, qu'il aura préalablement fait agréer spécialement et par écrit par le Chef de la Province, et à ne pas changer la destination du terrain sans autorisation spéciale, préalable et écrite de ce dernier. De même le droit d'emphytéose ne pourra être grevé d'hypothèque ou de servitude qu'avec l'autorisation préalable et écrite du Chef de la Province. L'inexécution d'une des obligations stipulées ci-dessus fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, et ce, sans préjudice du paiement de la somme de dix mille francs par hectare à titre de dommages-intérêts compensatoires que l'emphytéote sera en demeure de payer du seul fait de l'inexécution.

Pour l'application de la présente clause, l'emphytéote sera considéré comme ayant aliéné ou grevé son droit, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose;

5°) aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote aura le droit d'acquérir les terres faisant l'objet du présent contrat si elles sont mises en valeur.

Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur $\frac{1}{10}^e$ au moins de leur surface par des constructions;

8 Januari 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan den Hr. Jacques PIERARD, van een grond van 217 Hectaren, te Moanda. Overeenkomst van 30 October 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

b) les terres cultivées sur $\frac{1}{3}$ au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectares au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Le contrat de vente sera conclu sous réserve de la clause spéciale ci-dessous :

“ Si l'acquéreur change la destination du terrain, il aura l'obligation d'en informer le Chef de la Province dans le délai d'un mois et il sera tenu de payer la différence entre le prix déjà acquitté par lui pour l'achat du terrain, ou partie, dont la destination sera modifiée et celui fixé pour l'acquisition des terrains à usage commercial ou industriel ”.

6°) l'emphytéote est tenu d'observer les dispositions de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 relatives à l'établissement et au maintien des cultures vivrières et alimentaires nécessaires à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation;

7°) les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie du terrain donné en emphytéose; leur largeur ainsi que leur tracé définitifs seront déterminés par le délégué du Chef de la Province;

8°) le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934;

9°) l'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, de l'arrêté No. 502/T.F. du 17 décembre 1940 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 et de celles reprises sous le No. 4 ci-dessus fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée le contractant de seconde part ne satisfait pas aux dites obligations endéans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée. La résiliation aura lieu sans préjudice de l'indemnité que le Gouvernement du Congo Belge sera en droit de réclamer pour abatage non justifié des espèces ligneuses considérées dans la susdite ordonnance.

10°) pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile: la Colonie, à Léopoldville-Ouest chez le Conservateur des Titres Fonciers en ses bureaux, et l'emphytéote en les bureaux de l'Administrateur Territorial, Chef du Territoire dans lequel se situe la concession ci-dessus visée où toutes significations, tous commandements, exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés;

11°) le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir législatif de la Colonie.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le trente octobre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 8 janvier 1944.

Londen, den 8n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 janvier 1944.—Arrêté.—Nomination de M.M. le baron C. de JACQUIER de ROSEE et le Dr. L. MOTTOULLE, comme administrateurs de complément de la Société Forestière et Commerciale du Congo Belge (Forescom).

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

Mr. le baron CAMILLE DE JACQUIER DE ROSEE et Mr. le Docteur Léopold MOTTOULLE sont nommés administrateurs de complément de la " Société Forestière et Commerciale du Congo Belge " (FORESCOM) société congolaise à responsabilité limitée.

Londres, le 14 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 janvier 1944.—Décret. Cession gratuite par le Comité Spécial du Katanga à l'Association des Dominicaines Missionnaires de Notre Dame de Fichermont d'un terrain de 5 Ha. 50 a. sis à Kabinda. Convention du 25 août 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, représenté par son Représentant en Afrique, pour qui agit Monsieur Maurice PRIGNON, Directeur, en vertu d'une procuration authentique déposée à la Conservation des Titres Fonciers de Lusambo, sous le numéro spécial septante et un (71), résidant à Elisabethville

et

la Mission " L'ASSOCIATION DES DOMINICAINES MISSIONNAIRES DE NOTRE-DAME DE FICHERMONT " dont le siège est à Kabinda, reconnue par Arrêté Royal du dix novembre mil neuf cent trente neuf, représentée par la Révérende Soeur LUXEN, Marie-Hélène, agréée en qualité de représentante légale par l'Arrêté Royal précité, paru au *Bulletin Officiel du Congo Belge* du quinze

14 Januari 1944.—Besluit. Benoeming van de Heeren Baron C. de JACQUIER de ROSEE en Dr. L. MOTTOULLE tot Beheerders ter aanvulling van de "Société Forestière et Commerciale du Congo Belge (Forescom).

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch-Koloniaal Recht,

BESLUIT :

Baron CAMILLE DE JACQUIER DE ROSEE en Dokter Léopold MOTTOULLE worden tot Beheerders ter aanvulling benoemd van de " Société Forestière et Commerciale du Congo Belge " (FORESCOM) Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Londen, den 14n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 Januari 1944. — Decreet. Kosteloze afstand door het " Bijzonder Comité van Katanga " aan de " Association des Dominicaines Missionnaires de Notre-Dame de Fichermont " van een grond van 5 Hectaren 50 aren te Kabinda. Overeenkomst van 25 Augustus 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

décembre mil neuf cent trente-neuf, pour qui agit le Révérend Père Jules PLISSART, supérieur de la Paroisse Saint Jean à Elisabethville, en vertu d'une procuration authentique enregistrée sous le numéro deux cent cinquante-trois du cinquième volume à l'Office Notarial de Kabinda, le six août mil neuf cent quarante-trois.

Sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie, il est convenu ce qui suit :

Le Comité Spécial du Katanga cède gratuitement en pleine propriété à la Mission qui accepte expressément :

Un terrain rural situé à Kabinda, d'une superficie de cinq hectares cinquante ares (5 ha. 50 ares) environ, tel qu'il est représenté sous une teinte rouge au croquis approximatif ci-joint.

Cette donation est faite :

1°) conformément au Règlement Général sur la vente et la location des terres du Comité Spécial, publié au *Bulletin Officiel du Congo Belge* du quinze août mil neuf cent vingt, dans la mesure où le présent contrat n'y déroge pas;

2°) aux conditions spéciales ci-après :

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain cédé devra rester affecté aux œuvres de la Mission donataire; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grevé de servitudes ou d'autres droits réels que moyennant l'autorisation préalable du Gouverneur Général.

Article II.—Mise en valeur.

Dans les dix ans de la date d'approbation du présent contrat, feront retour au Comité Spécial du Katanga les terres sur lesquelles n'aura pas été effectuée la mise en valeur prévue à l'article 29 du Règlement Général de vente et de location des terres du Comité Spécial pour les terrains de quatrième classe.

Feront également retour au Comité Spécial, les terres que la Mission aura laissées inoccupées pendant une période ininterrompue de cinq ans sans motif reconnu légitime par le Gouverneur Général.

L'inexécution des conditions prévues au présent article sera constatée par procès-verbal du délégué du Comité Spécial du Katanga. Cette inexécution donnera lieu à résolution du présent contrat. La Mission s'engage dès ores à remplir dans le cas de résolution du présent contrat, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge en vue de l'enregistrement des terres au nom du Comité Spécial du Katanga.

Article III.—Droit sur les substances minérales.

La cession gratuite ne confère à la Mission aucun droit quelconque sur le sous-sol et sur les substances minérales concessibles ou non qu'il peut renfermer.

Toutefois, la Mission pourra extraire des substances minérales non concessibles telles qu'argile, sable, calcaire, en vue de ses besoins propres.

Le Comité Spécial réserve à ses délégués et à ses ayants-cause, le droit de pénétrer en tout temps sur le terrain cédé pour la prospection, la délimitation, l'exploitation et l'inspection des mines.

S'il est nécessaire d'établir des installations à la surface, le Comité pourra reprendre tout ou partie du terrain en indemnisant la Mission conformément à l'article IV.

Article IV.—Reprise pour cause d'utilité publique.

Si le terrain cédé devient nécessaire à la création ou à l'agrandissement d'agglomération urbaine ou à toute autre destination d'intérêt public, le Représentant du Comité Spécial peut le reprendre totalement ou partiellement, en remboursant à la Mission la valeur à dire d'experts des impenses qu'elle aura faites sur la parcelle de terrain reprise.

Dans le cas d'expertise, chacune des parties désignera un expert et le juge du tribunal de première instance en désignera un troisième.

Si chacun des experts émet un avis différent, l'estimation qui ne sera ni la plus haute ni la plus basse établira le droit du propriétaire.

La nécessité de la reprise sera justifiée à suffisance de droit par une déclaration écrite du chef de la Province.

Article V.—Chemins et sentiers.

Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

Article VI.—Interdiction de déboiser.

La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses qui croissent actuellement sur le terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de l'entreprise.

Article VII.—Frais.

Les frais d'enregistrement de la présente cession sont à charge de la Mission. Le Comité Spécial du Katanga n'interviendra pas dans les frais de bornage et de mesurage du terrain faisant l'objet du présent contrat.

Article VIII.—Droits indigènes.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus par l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Fait à Elisabethville, en double exemplaire, le vingt-cinq août, mil neuf cent quarante-trois.

Londres, le 14 janvier 1944.

Londen, den 14n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MARQUE DE FABRIQUE.

DEPOT.

A été effectué, sous le No. 155/K, le 22 octobre 1943, à Elisabethville, par la société anonyme "TIMKEN ROLLER BEARING COMPANY" ayant son siège social à Canton (Etat de l'Ohio) Etats Unis d'Amérique, le dépôt d'une marque de fabrique. Celle-ci se compose du mot "TIMKEN" imprimé en noir sur fond blanc.

Cette marque de fabrique est destinée à être apposée sur les produits et emballages de la société industrielle précitée ayant notamment pour objet la fabrication de roulements à billes.

BREVET.—CONCESSION.

CONCESSION.

Un brevet d'invention No. 68/K, en date du 11 décembre 1943, a été délivré à la Société "Hoch & Tiefbau A. G. Interlaken Vorm. Parquet & Chaletfabrik Interlaken" ayant son siège à Interlaken (Suisse) pour construction en bois formant mur extérieur.

Le dépôt de la demande a été fait, à Elisabethville, le 12 octobre 1943.

FABRIEKSMERKEN.

NEDERLEGGING.

Onder Nr 155/K. werd op 22 October 1943, te Elizabethstad een fabrieksmerk neergelegd door de naamloze vennootschap "TIMKEN ROLLER BEARING COMPANY" hebbende haren maatschappelijke zetel te Canton (Ohio staat) Vereenigde Staten van Amerika. Dit merk bestaat uit het woord "TIMKEN" in het zwart gedrukt op witten grond.

Het is bestemd om te worden aangebracht op de voortbrengselen en verpakkingen van voornoemde vennootschap welke namelijk het vervaardigen van kogelassen ten doel heeft.

BREVET.—VERLEENING.

VERLEENING.

Aan de maatschappij "Hoch & Tiefbau A. G. Interlaken Vorm. Parquet & Chaletfabrik Interlaken", waarvan de zetel te Interlaken (Zwitserland) is gevestigd, werd op 11 December 1943 een uitvindingsbrevet Nr. 68/K verleend voor houtconstructie dienende als buitenmuur.

De aanvraag werd te Elisabethstad op 12 October 1943 neergelegd.

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère des Colonies.</i>	
23 juillet 1943.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Isaac LEVY.	98
20 novembre 1943.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M.M. Gabriel et David BENATAR	98
12 janvier 1944.—Arrêté. Fonctionnaires et agents de la Colonie rejoignant la R.A.F.	99
17 janvier 1944.—Arrêté. Cession gratuite à M. Jean LUYCKX, d'un terrain de 50 ares situé à Luputa. Convention du 12 novembre 1943. Approbation	99
17 janvier 1944.—Décret. Concession à la "Belgikaor" du droit d'exploiter l'or et l'argent dans le polygone "Itamu"	100
21 janvier 1944.—Décret. Prorogation des délais de la convention du 27 janvier 1938 conclue entre la Ruanda-Urundi et M. Robert HALLET	105
21 janvier 1944.—Décret. Concession à la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, d'un terrain de 298 Ha. sis à Yegu. Convention du 11 novembre 1943. Approbation	106
5 février 1944.—Arrêté. Nomination de M. Célestin CAMUS comme administrateur de complément de la Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	107
8 février 1944.—Décret. Concession à la Cie Jules VAN LANCKER d'un terrain de 54 Ha. sis à Sansikwa. Convention du 20 décembre 1943. Approbation	108
9 février 1944.—Décret. Octroi à la Société "Symétain" du droit d'exploiter l'étain dans la concession dénommée "TEMBO"	109
Marques de fabrique	111
Brevets—Concession	114

INHOUD

DAGTEEKENING	BLADZ.
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
23 Juli 1943.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het coloniaal statuut aan den Heer Isaac LEVY	98
20 November 1943.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het coloniaal statuut aan de H.H. Gabriel en David BENATAR	98
12 Januari 1944.—Besluit. Ambtenaren en beambten der Kolonie die naar de R.A.F. overgaan	99
17 Januari 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan den Heer Jean LUYCKX, van een grond van 50 a. te Luputa. Overeenkomst van 12 November 1943. Goedkeuring	99
17 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de "Belgikaor" van het recht goud en zilver te winnen in den veelhoek "Itamu"	100
21 Januari 1944.—Decreet. Verlenging van de termijnen der overeenkomst op 27 Januari 1938 gesloten tusschen Ruanda-Urundi en den Heer Robert HALLET	105
21 Januari 1944.—Decreet. Vergunning aan de Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, van een grond van 298 Ha. Te Yegu. Overeenkomst van 11 November 1943. Goedkeuring	106
5 Februari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Célestin CAMUS tot becerder ter aanvulling van de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains"	107
8 Februari.—Decreet. Concessie aan den Heer Jules VAN LANCKER van een grond van 54 Ha te Sansikwa. Overeenkomst van 23 December 1943. Goedkenring	108
9 Februari 1944.—Decreet. Vergunning aan de vennootschap "Symétain" van het recht tin te winnen in de concessie "TEMBO" genaamd	109
Fabrieksmerken	111
Brevetten—Verleening	114

MINISTERE DES COLONIES.

23 juillet 1943.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Isaac LEVY.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 27 décembre 1892 formant le titre I du Livre I du Code Civil congolais;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 8 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La nationalité belge de statut colonial est accordée à :

LEVY, Isaac fils de Behor Vittorio et de Codron Sarah, né à Rhodes le 14 juin 1905, commerçant, résidant à Elisabethville.

Londres, le 23 juillet 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 novembre 1943.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M.M. Gabriel et David BENATAR.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 27 décembre 1892, formant le titre 1 du Livre I du Code Civil congolais;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Le nationalité belge de statut colonial est accordée à Gabriel BENATAR, sujet italien, commerçant résidant à Elisabethville, fils de Salomon et de Rachel NOTRICA, né à Rhodes le 7 août 1907.

Londres, le 20 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 27 décembre 1892, formant le titre I du Livre I du Code Civil congolais;

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

23 Juli 1943.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Isaac LEVY.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op het besluit-wet van 29 April 1942:

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel I, Boek I, van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris, van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voormeld decreet;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut, wordt verleend aan :

LEVY, Isaac, zoon van Behor Vittorio en van Codron Sarah, geboren te Rhodes den 14en Juni 1905, handelaar, verblijf houdend te Elisabethstad.

Londen, 23 Juli 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 November 1943.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan de H.H. Gabriel en David BENATAR.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel I, Boek I, van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voornoemd decreet;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan Gabriel BENATAR, Italiaansch onderdaan, handelaar verblijvend te Elisabethstad, zoon van Salomon en van Rachel NOTRICA, geboren te Rhodes, den 7ⁿ Augustus 1907.

Londen, 20 November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

DE MINISTRE VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel I, Boek I, van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 8 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La nationalité belge de statut colonial est accordée à David BENATAR, sujet italien, commerçant résidant à Elisabethville, fils de Salomon et de Rachel NOTRICA, né à Rhodes le 23 octobre 1914.

Londres, le 20 novembre 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 janvier 1944.—Arrêté. Fonctionnaires et agents de la Colonie rejoignant la R.A.F.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des nouvelles mesures en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

Vu les dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires et agents des cadres administratifs et de l'ordre judiciaire;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1941, déterminant la situation des fonctionnaires et agents qui ont rejoint ou rejoignent la fraction des Forces Belges en Grande-Bretagne,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'arrêté prérappelé du 22 décembre 1941 est applicable, à partir du jour de leur incorporation, aux fonctionnaires et agents qui ont rejoint ou rejoignent la Royal Air Force—Volunteer Reserve—(Section Belge).

Londres, le 12 janvier 1944.

(s.) A. DE VLEESCHAUWER.

17 janvier 1944.—Arrêté. Cession gratuite à M. Jean LUYCKX, d'un terrain de 50 ares situé à Luputa. Convention du 12 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voornoemd decreet;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan David BENATAR, Italiaansch onderdaan, handelaar verblijvend te Elisabethstad, zoon van Salomon en van Rachel NOTRICA, geboren te Rhodes den 23^e October 1914.

Londen, 20 November 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 Januari 1944.—Besluit. Ambtenaren en beambten der Kolonie die naar de R.A.F. overgaan.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren;

Gelet op de statuutsbepalingen die op de bestuurs- en gerechtsambtenaren en ambten toepasselijk zijn;

Gelet op het besluit van 22 December 1941 tot vaststelling van den toestand der ambtenaren en beambten die zich bij het deel der Belgische Strijdkrachten dat zich in Groot-Brittannië bevindt, vervoegen of hebben vervoegd,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Het voormeld besluit van 22 December 1941 is, met ingang van den dag hunner inlijving, toepasselijk op de ambtenaren en beambten die zich bij de " Royal Air Force " Volunteer Reserve (Belgische Afdeling) vervoegen of hebben vervoegd.

Londen, 12 Januari 1944.

(g.) A. DE VLEESCHAUWER.

17 Januari 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan den Heer Jean LUYCKX, van een grond van 50 a. te Luputa. Overeenkomst van 12 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo cède gratuitement en pleine propriété à Monsieur LUYCKX, Jean Joseph, commerçant de nationalité belge, résidant à Luputa, qui accepte aux conditions générales des décrets des 28 octobre 1942 et 6 avril 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usages commercial et industriel situé à LUPUTA (parcelles 46-47 et 48) d'une superficie totale de cinquante-quatre ares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du cessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par Arrêté Royal.

ART. 2.—En cas d'abandon pendant une période de cinq ans dans les trente ans suivant la conclusion du présent contrat, les terres feront de plein droit retour à la Colonie du Congo Belge dans les conditions prévues à l'article 17 de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

ART. 3.—Sauf pour les cas prévus à article 6—3ème alinéa—du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942, l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le cessionnaire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai d'un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le douze novembre mil neuf cent quarante-trois.

Londres, le 17 janvier 1944.

Londen, en 17 Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

17 janvier 1944.—Décret. Concession à la "Belgikaor" du droit d'exploiter l'or et l'argent dans le polygone "Itamu."

17 Januari 1944.—Decreet. Concessie aan de "Belgikaor" van het recht goud en zilver te winnen in den veelhoek "Itamu."

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu les arrêtés royaux des 14 mai 1937, 25 février 1938 et 20 février 1939 approuvant les permis Nos. 67, 107, 108 et 220/C.F.L. délivrés à la société "BELGIKAOR" en vue de l'exploitation de l'or dans les polygones "IMONGA", "ITABATSHI", "KAWEBOKO" et "KAMABONDO";

Vu l'arrêté royal du 16 mai 1939 approuvant les permis Nos. 257 et 258/C.F.L. délivrés à la société "BELGIKAOR" en vue de l'exploitation de l'or et de l'argent dans les polygones dénommés "LUKALA" et "KATSHUMBU";

Considerant que les polygones "IMONGA", "ITABATSHI", "KAWEBOKO" et "KAMABONDO" sont entièrement compris à l'intérieur des

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op de koninklijke besluiten van 14 Mei 1937, 25 Februari 1938 en 20 Februari 1939 tot goedkeuring van de vergunningen Nrs. 67-107-108 en 220/C.F.L. afgeleverd aan de Vennootschap "BELGIKAOR" voor het winnen van goud in de veelhoeken "IMONGA", "ITABATSHI", - "KAWEBOKO" en "KAMABONDO";

Gelet op het koninklijk besluit van 16 Mei 1939 tot goedkeuring van de vergunningen Nrs. 257 en 258/C.F.L. aan de Vennootschap "BELGIKAOR" afgeleverd met het oog op het winnen van goud en zilver in de veelhoeken: "LUKALA" en "KATSHUMBU";

Overwegende dat de veelhoeken "IMONGA", "ITABATSHI", "KAWEBOKO" en "KAMABONDO" geheel begrepen zijn binnen de vierkanten die

carrés faisant l'objet des permis spéciaux 9093 à 9096 inclus et 9098 à 9101 inclus accordés à la société "BELGIKAOR" pour la recherche de l'argent;

Considérant que l'exploitation du polygone "ITAMU" ne nécessitera pas l'emploi d'un matériel industriel nouveau, ni l'engagement d'une main-d'œuvre supplémentaire;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et modifié par le décret du 27 octobre 1942,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER.—Les arrêtés royaux énumérés ci-après, approuvant certains permis d'exploitation délivrés à la société "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" par la Compagnie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, sont abrogés :

- 1°) Arrêté royal du 14 mai 1937, approuvant le permis No. 67 délivré pour l'exploitation de l'or dans le polygone "IMONGA";
- 2°) les articles 4 et 5 de l'arrêté royal du 25 février 1938, approuvant respectivement les permis d'exploitation Nos. 107 et 108 délivrés pour l'exploitation de l'or dans les polygones "ITABATSHI" et "KAWEBOKO";
- 3°) arrêté royal du 20 février 1939, approuvant le permis d'exploitation No. 220 délivré pour l'exploitation de l'or dans le polygone "KAMABONDO";
- 4°) arrêté royal du 16 mai 1939, approuvant les permis d'exploitation Nos. 257 et 258 délivrés pour l'exploitation de l'or et de l'argent dans les polygones "LUKALA" et "KATSHUMBU".

ARTICLE DEUX.—Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la Société "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" dans la concession dénommée "ITAMU".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010, à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	1, align. droit de	
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	
"	2	" "
"	3	" "
"	4	" "
"	5	" "
"	6	" "
"	7	" "
"	8	" "
"	9	" "
"	10	" "

het voorwerp uitmaken van de bijzondere vergunningen 9093 tot en met 9096 en 9098 tot en met 9101, toegestaan aan de Vennootschap "BELGIKAOR" voor het winnen van zilver;

Overwegende dat de ontginning van den veelhoek "ITAMU" het gebruik niet zal vergen van een nieuw nijverheidsmaterieel noch het aanwerven van bijkomende werkkrachten;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving lijk het gewijzigd werd bij het decreet van 27 October 1942;

DECRETEERT :

ARTICLE 1.—De hierna opgesomde koninklijke besluiten tot goedkeuring van aan de Vennootschap "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" door de "Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" afgeleverde vergunningen, zijn afgeschaft :

- 1°) Het koninklijk besluit van 14 Mei 1937 tot goedkeuring van vergunning Nr. 67 afgeleverd voor het winnen van goud in den veelhoek "IMONGA";
- 2°) de artikelen 4 en 5 van het koninklijk besluit tot goedkeuring respectievelijk van de vergunningen Nrs. 107 en 108 afgeleverd voor het winnen van goud in de veelhoeken "ITABATSHI" en "KAWEBOKO";
- 3°) het koninklijk besluit van 20 Februari 1939 tot goedkeuring van de vergunning Nr. 220 afgeleverd voor het winnen van goud in den veelhoek "KAMABONDO";
- 4°) het koninklijk besluit van 16 Mei 1939 tot goedkeuring van de vergunningen Nrs. 257 en 258 afgeleverd voor het winnen van goud en zilver in de veelhoeken "LUKALA" en "KATSHUMBU".

ARTICLE 2.—Het recht goud en zilver te winnen wordt aan de Vennootschap "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" toegestaan in de concessie genaamd "ITAMU".

Dit recht wordt tot op 31 December 2010 verleend, met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

98m. 7 az.	41gr. 13	mène à la borne 2.
98m. 7 az.	41gr. 13	naar grenspaal 2.
120m. 6	53gr. 65	" 3
295m.	81gr. 85	" 4
708m. 4	356gr. 77	" 5
716m. 6	256gr. 25	" 6
741m.	200gr. 10	" 7
1634m. 7	259gr. 47	" 8
934m. 2	199gr. 59	" 9
561m. 6	174gr. 82	" 10
282m. 7	73gr. 40	" 11

De la borne	11, un align. droit de	302m. 7 az. 111gr. 14	mène à la borne 12.
Van grenspaal	11, leidt een rechte rooilijn van	302m. 7 az. 111gr. 14	naar grenspaal 12.
"	12	468m. 4	" 13
"	13	309m.	" 14
"	14	366m. 8	" 15
"	15	410m. 4	" 16
"	16	605m. 6	" 17
"	17	104m. 5	" 18
"	18	99m. 4	" 19
"	19	102m. 9	" 20
"	20	227m.	" 21
"	21	244m. 1	" 22
"	22	60m. 4	" 23
"	23	61m. 2	" 24
"	24	243m. 5	" 25
"	25	404m. 10	" 26
"	26	81m. 4	" 27
"	27	403m. 3	" 28
"	28	574m. 4	" 29
"	29	543m. 7	" 30
"	30	373m. 4	" 31
"	31	75m.	" 32
"	32	213m. 6	" 33
"	33	658m. 1	" 34
"	34	545m. 3	" 35
"	35	524m. 8	" 36
"	36	875m. 6	" 37
"	37	714m. 6	" 38
"	38	457m. 2	" 39
"	39	454m. 2	" 40
"	40	192m. 9	" 41
"	41	324m. 3	" 42
"	42	247m. 1	" 43
"	43	372m. 8	" 44
"	44	1026m. 9	" 45
"	45	353m. 9	" 46
"	46	595m. 8	" 47
"	47	2108m. 8	" 48
"	48	609m.	" 49
"	49	441m. 9	" 50
"	50	328m.	" 51
"	51	641m. 8	" 52
"	52	429m. 7	" 53
"	53	352m. 8	" 54
"	54	159m. 9	" 55
"	55	481m. 6	" 56
"	56	257m. 4	" 57
"	57	236m. 6	" 58
"	58	250m. 3	" 59
"	59	57m. 8	" 60
"	60	666m. 6	" 61
"	61	446m. 2	" 62
"	62	564m. 8	" 63
"	63	352m. 8	" 64
"	64	1043m. 5	" 65
"	65	194m. 3	" 66
"	66	252m. 1	" 67
"	67	209m. 9	" 68
"	68	689m.	" 69
"	69	222m. 8	" 70
"	70	178m. 60	" 71
"	71	470m. 7	" 72
"	72	244m.	" 73
"	73	227m. 9	" 74

De la borne	74, un align. droit de	201m. 7 az.	35gr. 39	mène à la borne	75
Van grenspaal	74, leidt een rechte rooilijn van	201m. 7 az.	35gr. 39	naar grenspaal	75
"	75	"	"	"	76
"	76	"	"	"	77
"	77	"	"	"	78
"	78	"	"	"	79
"	79	"	"	"	80
"	80	"	"	"	81
"	81	"	"	"	82
"	82	"	"	"	83
"	83	"	"	"	84
"	84	"	"	"	85
"	85	"	"	"	86
"	86	"	"	"	87
"	87	"	"	"	88
"	88	"	"	"	89
"	89	"	"	"	90
"	90	"	"	"	91
"	91	"	"	"	92
"	92	"	"	"	93
"	93	"	"	"	94
"	94	"	"	"	95
"	95	"	"	"	96
"	96	"	"	"	97
"	97	"	"	"	98
"	98	"	"	"	99
"	99	"	"	"	100
"	100	"	"	"	101
"	101	"	"	"	102
"	102	"	"	"	103
"	103	"	"	"	104
"	104	"	"	"	105
"	105	"	"	"	106
"	106	"	"	"	107
"	107	"	"	"	108
"	108	"	"	"	109
"	109	"	"	"	110
"	110	"	"	"	111
"	111	"	"	"	112
"	112	"	"	"	113
"	113	"	"	"	114
"	114	"	"	"	115
"	115	"	"	"	116
"	116	"	"	"	117
"	117	"	"	"	118
"	118	"	"	"	119
"	119	"	"	"	120
"	120	"	"	"	121
"	121	"	"	"	122
"	122	"	"	"	123
"	123	"	"	"	124
"	124	"	"	"	125
"	125	"	"	"	126
"	126	"	"	"	127
"	127	"	"	"	128
"	128	"	"	"	129
"	129	"	"	"	130
"	130	"	"	"	131
"	131	"	"	"	132
"	132	"	"	"	133
"	133	"	"	"	134
"	134	"	"	"	135
"	135	"	"	"	136
"	136	"	"	"	137
"	137	"	"	"	1

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE. B.—LIGGING VAN DE HOEKSTEENEN.

La borne 1 est située à 113m. 2 az. 189gr. 38 du confluent des rivières Katulu-Kamukulungu.
 Grenspaal 1 staat op 113m. 2 az. 189gr. 38 van de samenvloeiing der Katulu-Kamukulungu-rivieren.
 La borne 57 est située à 568m. 5 az. 247gr. 02 du centre du pont de la route Imonga-Itabatshi.
 Grenspaal 57 staat op 568m. 5 az. 247gr. 02 van het midden van de brug op den weg naar Imonga-Itabatshi.

„ 59 „ 328m. 3 „ 309gr. 27 „ „ „
 La borne 125 est située à 1069m. 9 „ 140gr. 83 du confluent des rivières Katulu-Kamukulungu.
 Grenspaal 125 staat op 1069m. 9 „ 140gr. 83 van de samenvloeiing der Katulu-Kamukulungu-rivieren.

C.—HIATUS.

Du polygone ainsi délimité, doivent être retranchées les surfaces des polygones Muatshiamingi, Mungoku B et Kibenge B, concédés à la Société Minière du Lualaba (MILUBA).

Les limites de ces polygones sont définies comme suit :

1°) Polygone MUATSHIAMINGI :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	1, un align. droit de	283m.
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	283m.
„	2 „ „	327m. 5
„	3 „ „	303m. 5
„	4 „ „	195m.
„	5 „ „	509m.
„	6 „ „	263m. 3
„	7 „ „	39m. 4
„	8 „ „	108m. 6
„	9 „ „	69m. 9
„	10 „ „	70m. 3
„	11 „ „	84m. 3
„	12 „ „	109m. 2
„	13 „ „	104m. 9
„	14 „ „	163m. 4
„	15 „ „	98m. 8
„	16 „ „	83m. 5

C.—HIAAT.

Van den aldus bepaalden veelhoek moet worden afgetrokken de oppervlakte der veelhoeken Muatshiamingi, Mungoku B en Kibenge B, welke aan de “ Société Minière du Lualaba ” (MILUBA) in concessie werden verleend.

De grenzen van deze veelhoeken zijn als volgt :

1°) MUATSHIAMINGI veelhoek :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

az. 73gr. 82	mène à la borne 2.
az. 73gr. 82	naar grenspaal 2.
„ 27gr. 53	„ 3.
„ 379gr. 52	„ 4.
„ 357gr. 13	„ 5.
„ 300gr. 75	„ 6.
„ 247gr. 79	„ 7.
„ 205gr. 32	„ 8.
„ 170gr. 20	„ 9.
„ 174gr. 73	„ 10.
„ 127gr. 96	„ 11.
„ 132gr. 95	„ 12.
„ 148gr. 44	„ 13.
„ 160gr. 38	„ 14.
„ 167gr. 67	„ 15.
„ 193gr. 89	„ 16.
„ 97gr. 58	„ 1.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B.—LIGGING VAN DE HOEKSTEENEN.

La borne 8 est située à 730m. az. 150gr. 05 du confluent des rivières Mungoku-Muatshiamingi.
 Grenspaal 8 staat op 730m. „ 150gr. 05 van de samenvloeiing der Mungoku-Muatshiamingirivieren.

2°) Polygone MUNGOKU B. :

2°) MUNGOKU B. veelhoek :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	1, un align. droit de	185m. 5
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	185m. 5
„	2 „ „	590m.
„	3 „ „	523m. 8
„	4 „ „	172m. 9
„	6 „ „	55m. 5
„	7 „ „	95m. 7
„	8 „ „	114m. 5
„	9 „ „	104m. 9
„	10 „ „	140m. 1
„	11 „ „	104m. 5
„	12 „ „	105m. 2
„	13 „ „	106m. 5
„	14 „ „	66m. 8

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

185m. 5 az. 260gr. 34	mène à la borne 2.
185m. 5 az. 260gr. 34	naar grenspaal 2.
„ 319gr. 28	„ 3.
„ 3gr. 43	„ 4.
„ 73gr. 27	„ 6.
„ 177gr. 07	„ 7.
„ 164gr. 33	„ 8.
„ 148gr. 83	„ 9.
„ 136gr. 75	„ 10.
„ 124gr. 27	„ 11.
„ 190gr. 28	„ 12.
„ 177gr. 20	„ 13.
„ 163gr. 59	„ 14.
„ 149gr. 33	„ 1.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 1 est située à 1383m. 7 az. 191gr. 30 du confluent des rivières Muatshiamingi-Mungoku.
 Grenspaal 1 staat op 1383m. 7 az. 191gr. 30 van de samenvloeiing der Muatshiamingi-Mungoku rivieren.

„ 3	„	1405m.	„	224gr. 40
„ 4	„	925m.	„	236gr. 12

3°) Polygone KIBENGE B.:

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	1, un align. droit de
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van
„ 2	„ „
„ 3	„ „
„ 4	„ „
„ 5	„ „

580m. 7 az. 365gr. 58	mène à la borne 2.
580m. 7 az. 365gr. 58	naar grenspaal 2.
270m. 8 „ 310gr. 51	„ 3.
310m. 3 „ 244gr. 56	„ 4.
687m. 7 „ 174gr. 80	„ 5.
599m. 3 „ 62gr. 95	„ 1.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 1 est située à 1609m. 7 az. 165gr. 59 du confluent des rivières Katshumbu-Kibenge.
 Grenspaal 1 staat op 1609m. 7 az. 165gr. 59 van de samenvloeiing der Katshumbu-Kibenge-rivieren.

„ 2	„	1029m.	„	165gr. 60
„ 5	„	1740m. 8	„	187gr. 95

D.—REMARQUE.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

E.—SITUATION DU POLYGONE.

Le polygone est situé approximativement à 10 kms. au S.W. du poste de Kama.

La superficie en est de 1.681 hectares 20 ares.

ART. TROIS.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers indigènes ou non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

Londres, le 17 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 janvier 1944.—Décret. Prorogation des délais de la convention du 27 janvier 1938 conclue entre le Ruanda-Urundi et M. Robert HALLET.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 18 avril 1938, approuvant la convention conclue entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. HALLET Robert;

B.—LIGGING VAN DE HOEKSTEENEN.

3°) KIBENGE B. veelhoek:

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

B.—LIGGING VAN DE HOEKSTEENEN.

D.—OPMERKING.

De azimuths worden uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

E.—LIGGING VAN DEN VEELHOEK.

De veelhoek is, bij benadering op 10 km. gelegen ten Zuid-Westen van den seinpaal Kama.

De oppervlakte is 1.681 hectaren 20 aren.

ART. 3.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet- inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

Londen, 17 Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 Januari 1944.—Decreet. Verlenging van de termijnen der overeenkomst op 27 Januari 1938 gesloten tusschen Ruanda-Urundi en den Heer Robert HALLET.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 18 April 1938, tot goedkeuring van de overeenkomst, tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Heer Robert HALLET;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines, modifié par le décret du 27 octobre 1942,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Les droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accéssoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 27 janvier 1938 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. HALLET Robert et approuvée par décret du 18 avril 1938, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. 2.—Les redevances à payer seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 7 de la convention du 27 janvier 1938 approuvée par décret du 18 avril 1938.

Londres, le 21 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 janvier 1944.—Décret. Concession à la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, d'un terrain de 298 Ha. sis à Yegu. Convention du 11 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ART. UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la "Société des MINES D'OR DE KILO-MOTO", dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1926, page 251, représentée par Monsieur GOMREE, Marc, suivant procuration publiée aux annexes du *Bulletin Officiel* de 1935, page 106, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage d'élevage situé à Yegu d'une superficie de deux cent nonante-huit hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de mille quatre cent nonante francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier mai 1900 quarante trois,

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving, lijk het bij decreet van 27 October 1942 is gewijzigd,

DECRETEERT :

ART. EEN.—De uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen, alsook de bijkomende termijnen tot aanzegging der mijnen in verband met de overeenkomst welke op 2 Januari 1938 werd gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Heer Robert HALLET, en goedgekeurd bij decreet van 18 April 1938, worden met twee jaar verlengd.

ART. 2.—De te betalen cijzen worden berekend met verdere toepassing van de rekenkundige progressies, bepaald bij artikel 7 der overeenkomst van 27 Januari 1938, welke bij decreet van 18 April 1938 is goedgekeurd.

Londen, 21 Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 Januari 1944.—Decreet. Vergunning aan de Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, van een grond van 298 Ha. Te Yegu. Overeenkomst van 11 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ART.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 3.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur seront louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 6.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 7.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8.—Nonobstant les stipulations de l'article 299 du Code Civil Congolais Livre III, il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 9.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le onze novembre 1900 quarante trois.

Londres, le 21 janvier 1944.

Londen, 21 Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

5 février 1944.—Arrêté. Nomination de Mr. Célestin CAMUS comme administrateur de complément de la Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 16 de l'arrêté-loi du 19 février 1942, relatif à l'Administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales ou à forme commerciale,

ARRETE :

ART. UNIQUE.—M. Célestin CAMUS, Directeur Général de la Cie des Chemins de Fer du

5 Februari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Célestin CAMUS tot beheerder ter aanvulling van de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains."

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 16 van de besluit-wet van 19 Februari 1942 betreffende het beheer, in oorlogstijd, van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm,

BESLUIT :

EENIG ART.—De Hr. Célestin CAMUS, Directeur-Generaal van de "Cie des Chemins

Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme, dont le siège social est à Albertville (Congo Belge), est nommé administrateur de complément de cette société.

Londres, le 5 février 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 février 1944.—Décret. Concession à la Cie Jules VAN LANCKER d'un terrain de 54 Ha. sis à Sansikwa. Convention du 20 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ART. UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Le GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LEOPOLDVILLE agissant au nom de la Colonie du Congo Belge en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, de l'Arrêté No. 520/T.F. du 23 septembre 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la " Compagnie Jules VAN LANCKER " société congolaise à responsabilité limitée ayant son siège social à N'KOLO, représentée en vertu d'une procuration parue au B.A.C. de 1928, page 187, des annexes par Monsieur Jules VAN LANCKER, son Administrateur Délégué, qui accepte aux conditions générales de l'Arrêté du 25 février 1943 et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à un usage agricole situé à SANSIKWA (Territoires de Matadi et Cataractes) d'une superficie de cinquante quatre hectares 54 Ha.) dont les limites sont représentées par un liséré jaune conformément au croquis approximatif ci-joint, à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

1°) La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de cent trente cinq francs (135 frs.) payable chez le Receveur des Impôts à Léopoldville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie. A défaut de paiement aux échéances fixées l'occupant provisoire devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus, et ce, sans préjudice à tous autres droits;

2°) le présent contrat prend cours à la date de la signature;

3°) sera considéré comme occupation aux termes de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943, le fait d'avoir aborné provisoirement le terrain comme il est dit à l'article 7 de l'ordonnance No. 77/T.F. du 8 septembre 1926, relative au mesurage et au bornage des propriétés privées en d'y avoir effectué des travaux de mise en valeur. Sera considéré comme travaux de mise en valeur, le fait d'y effectuer des défrichements ou aménagements et des cultures d'une manière progressive.

L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie du chef de la résiliation qui interviendrait conformément à l'alinéa premier de l'article 18 de l'arrêté du 25 février 1943, est fixée au montant d'une année locative;

4°) à l'expiration du terme de cinq années prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur;

de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains " naamlooze vennootschap, waarvan de maatschappelijke zetel te Albertstad (Belgisch-Congo) gevestigd is, wordt benoemd tot beheerder ter aanvulling van deze vennootschap.

Londen, 5 Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 Februari 1944.—Decreet. Concessie aan den Heer Jules VAN LANCKER van een grond van 54 Ha. te Sansikwa. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ART.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

5°) seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;

b) les terres cultivées sur 1/6^e au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface;

6°) l'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant actuellement sur le terrain, que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise;

7°) conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937 l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation;

8°) les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente concession provisoire; leur largeur ainsi que leur tracé définitifs seront déterminés par le délégué du Chef de la Province;

9°) le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévue à l'article 9 du décret du 31 mai 1934;

10°) l'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 de l'arrêté No. 520/T.F. du 23 septembre 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 et de celles reprises sous les 3, 5, 6 et 7 ci-dessus fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée le contractant de seconde part ne satisfait pas aux dites obligations endéans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée;

11°) le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie;

12°) les indigènes ont déclaré ne conserver que le droit de pêche dans les cours d'eaux;

13°) une languette de 2 mètres de largeur comportant la pipe-line, est exclue de la concession faisant l'objet du présent contrat.

L'occupant provisoire s'engage à sauvegarder dans les limites de son terrain la pipe-line susmentionnée de tout dégât et accepte les risques de dommages intérêts éventuels au cas où cette installation subirait des détériorations par la faute de l'occupant.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le vingt décembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 8 février 1944.

Londen, 8 Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

9 février 1944.—Décret. Octroi à la Société "Symétain" du droit d'exploiter l'étain dans la concession dénommée "TEMBO."

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des Pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et modifié par le décret du 27 octobre 1942;

9 Februari 1944.—Decreet. Vergunning aan de vennootschap "Symétain" van het recht tin te winnen in de concessie "TEMBO" genaamd.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo.

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en gewijzigd door het decreet van 27 October 1942;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937;

Considérant que l'exploitation du polygone faisant l'objet du présent décret ne nécessitera aucun engagement de main-d'œuvre nouvelle,

DECRETE :

ART. 1er.—Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Société " SYMETAINE " dans la concession dénommée " TEMBO ".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	1, un align. droit de	635m.
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	635m.
"	2	365m.
"	3	465m.
"	4	350m.
"	5	1020m.
"	6	885m.
"	7	895m.
"	8	700m.
"	9	750m.
"	10	750m.
"	11	970m.
"	12	965m.
"	12 bis	1050m.
"	13	825m.
"	14	800m.
"	14 bis	530m.
"	14 ter	1217m.
"	15/7	760m.
"	15	240m.
"	16	480m.
"	17	650m.
"	18	400m.
"	19	810m.
"	20	360m.
"	21	795m.
"	22	820m.
"	23	880m.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 1 est située à	7035m.	az.	115gr. 56	du confluent des rivières Shamba-Masuangila.
Grenspaal 1 staat op	7035m.	az.	115gr. 56	van de samenvloeiing der Shamba-Masuangila-rivieren.
" 13	11030m.	"	151gr.	" " "
" 21	9530m.	"	115gr. 68	" " "

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

La superficie en est de 1.761 hectares.

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940 houdende een tijdelijke afwijking van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937;

Overwegende dat de exploitatie van den veelhoek waarop dit decreet betrekking heeft, geen aanwerving van nieuwe werkkrachten vereischt,

DECRETEERT :

ART. 1.—Het recht tin te winnen wordt aan de vennootschap " SYMETAINE " toegestaan in de concessie genaamd " TEMBO ".

Dit recht wordt met ingang van den datum van dit decreet toegestaan tot op 31 December 2010.

De grenzen der concessie zijn bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

az.	196gr. 10	mène à la borne	2.
az.	196gr. 10	naar grenspaal	2.
"	100gr.	"	3.
"	200gr.	"	4.
"	277gr. 20	"	5.
"	277gr. 20	"	6.
"	232gr. 20	"	7.
"	232gr. 20	"	8.
"	170gr.	"	9.
"	170gr.	"	10.
"	203gr.	"	11.
"	203gr.	"	12.
"	102gr. 30	"	12 bis.
"	102gr. 30	"	13
"	0gr.	"	14.
"	0gr.	"	14 bis.
"	100gr.	"	14 ter.
"	81gr. 10	"	15/7.
"	0gr.	"	15.
"	367gr. 80	"	16.
"	6gr. 10	"	17.
"	6gr. 10	"	18.
"	369gr. 44	"	19.
"	3gr. 60	"	20.
"	3gr. 60	"	21.
"	316gr.	"	22.
"	316gr.	"	23.
"	316gr.	"	1.

B.—LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

az.	115gr. 56	du confluent des rivières Shamba-Masuangila.
az.	115gr. 56	van de samenvloeiing der Shamba-Masuangila-rivieren.
"	"	"
"	"	"

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De oppervlakte beslaat 1.761 hectaren.

Le polygone est situé à environ 12, 5 Km. au Sud de la bifurcation des routes Kindu-Shabunda et Pangi-Shabunda (Planche 37 Bd.).

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.—Le concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites du polygone qui sera faite ultérieurement. La Colonie se réserve la droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 9 février 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

DEPOTS.

1) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "TRILENE" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances pharmaceutiques, vétérinaires, sanitaires et préparations.

2) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville; par la firme "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "AVLON" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances pharmaceutiques, vétérinaires, sanitaires et désinfectants.

3) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "AVLON" en monogramme, relative au commerce de substances pharmaceutiques, vétérinaires, sanitaires et désinfectants.

4) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Com-

De veelhoek is gelegen op ongeveer 12,5 Km. ten Zuiden van de splitsing der Kindu-Shabunda en Pangi-Shabunda-wegen (Plaat 37 Bd.).

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, Inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 3.—De concessiehouder verbindt zich alle rectificeeringen te aanvaarden welke zouden voortvloeien uit de latere verificatie der grenzen van den veelhoek. De Kolonie behoudt zich het recht voor de vervallen verklaring te doen uitspreken tegen den concessiehouder indien hij zich aan deze verplichting niet zou onderwerpen.

Londen, 9 Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

FABRIEKS—EN HANDELSMERKEN.

NEDERLEGGING.

1) Door de firma "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel, te Leopoldstad, werd op 1 September 1943, te Leopoldstad, het merk "TRILENE" in drukletters neergelegd met betrekking tot den handel in zelfstandigheden van artseneijkundigen, veeartseneijkundigen en sanitairen aard en preparaten.

2) Door de firma "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel, te Leopoldstad, werd op 1 September 1943, te Leopoldstad, het merk "AVLON" in drukletters neergelegd met betrekking tot den handel in zelfstandigheden van artseneijkundigen, veeartseneijkundigen en sanitairen aard en ontsmettingsstoffen.

3) Door de firma "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel, te Leopoldstad, werd op 1 September 1943, te Leopoldstad, het merk "AVLON" onder vorm van naameijfer neergelegd met betrekking tot den handel in zelfstandigheden van artseneijkundigen, veeartseneijkundigen en sanitairen aard, en ontsmettingsstoffen.

4) Door de firma "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel, te Leopoldstad, werd

merce à Léopoldville, le dépôt de la marque "ANTRYPOL", en caractère d'imprimerie, relative au commerce de substances vétérinaires et préparations.

5) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "SULPHA-MEZATHINE" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances produits pharmaceutiques et préparations.

6) A été fait, le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "THE NUGGET POLISH CO. LTD" représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "POLIFLOR", en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances préparation pour polir et préserver le cuir, le bois et les carreaux.

7) A été fait, le 29 septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "STERN & GETZ" représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "WINTERHOEK" en caractères d'imprimerie, relative au commerce des vins et liqueurs.

8) A été fait, le 29 septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "STERN & GETZ", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce, à Léopoldville, le dépôt de la marque "WITZENBERG", en caractères d'imprimerie, relative au commerce de vins et liqueurs.

9) A été fait, le 29 septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "CLARK AND CO. LIMITED", représentée par M^{re} Ch. VERSTRAETEN, Avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "à l'ANCRE" en caractères d'imprimerie, relative au commerce du fil à coudre.

10) A été fait, le 29 septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "J. & P. COATS LIMITED", représentée par M^{re} Ch. VERSTRAETEN, Avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "à la CHAÎNE" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de fil à coudre.

11) A été fait, le 11 octobre 1943, à Léopoldville, par la Société "GOODALL WORSTED COMPANY", représentée par M^{re} R. JEANTY, avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "PALM BEACH" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de produits textiles.

12) A été fait, le 9 novembre 1943, à Léopoldville, par la Société "STERLING PRODUCTS INTERNATIONAL INCORPORATED", représentée par M^{re} R. JEANTY, Avocat à Léopold-

op 1 September 1943, te Leopoldstad, het merk "ANTRYPOL", in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in veeartsenijkundige stoffen en preparaten.

5) Door de firma "IMPERIAL CHEMICAL (PHARMACEUTICALS) Limited" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel, te Leopoldstad, werd op 1 September 1943, te Leopoldstad, het merk "SULPHA-MEZATHINE", in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in artsenijkundige zelfstandigheden, producten en preparaten.

6) Door de firma "THE NUGGET POLISH CO. LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 1 September 1943, te Leopoldstad het merk "POLIFLOR", in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in preparaten voor het boenen en bewaren van leder, hout en tegels.

7) Door de firma "STERN & GETZ" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 29 September 1943, te Leopoldstad, het merk "WINTERHOEK" in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in wijnen en likeuren.

8) Door de firma "STERN & GETZ" vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 29 September 1943, te Leopoldstad, het merk "WITZENBERG" in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in wijnen en likeuren.

9) Door de firma "CLARK AND CO. LIMITED", vertegenwoordigd door Meester Ch. VERSTRAETEN, Advocaat te Leopoldstad, werd te Leopoldstad op 29 September 1943 het merk "à l'ANCRE" in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in naaigaren.

10) Door de firma "J. & P. COATS LIMITED", vertegenwoordigd door Meester Ch. VERSTRAETEN, Advocaat te Leopoldstad, werd te Leopoldstad op 29 September 1943 het merk "à la CHAÎNE" in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in naaigaren.

11) Door de Vennootschap "GOODALL WORSTED COMPANY", vertegenwoordigd door Meester R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, werd op 11 October 1943, te Leopoldstad het merk "PALM BEACH" in drukletters neergelegd, met betrekking tot den handel in weefstoffen.

12) Door de Vennootschap "STERLING PRODUCTS INTERNATIONAL INCORPORATED" vertegenwoordigd door Meester R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, werd op 9 November

ville, le dépôt de la marque "CAFENOL" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances produits de médecine pharmaceutique, vétérinaire et hygiène et leurs préparations.

13) A été fait, le 9 novembre 1943, à Léopoldville, par la Société "THE COLA-COLA & Co." représentée par Mtre R. JEANTY, avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "Coke", en caractères d'imprimerie, à apposer sur ses articles de réclame en remplacement de la marque "SIROF COLA-COLA".

14) A été fait, le 2 août 1943, à Léopoldville, par la firme "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", de Vila Nova de Gaia (Portugal), représentée par Mr. VISEZ, A.J.R., Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt d'une marque représentée par un dragon tenant dans ses griffes deux écussons ronds dont un porte au centre une croix des croisés entourée des mots "In hoc signo vinces" et l'autre les armoiries du Portugal, surmontant la vignette: les mots "Vinho de Porto" et en dessous les mots "Adriano Ramos Pinto-Porto". Cette marque est relative au commerce des vins.

15) A été fait, le 2 août 1943, à Léopoldville, par la firme "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", de Vila Nova de Gaia (Portugal), représentée par Mr. VISEZ, A.J.R., Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt d'une marque représentée par deux dragons entourant un écusson rond portant au centre une croix des croisés entourée des mots "In hoc signo vinces". Cette marque est relative au commerce des vins.

16) A été fait, le 2 août 1943, à Léopoldville, par la firme "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", de Vila Nova de Gaia (Portugal), représentée par Mr. VISEZ, A.J.R., Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt d'une marque représentée par les mots, en caractères majuscules "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA." Cette marque est relative au commerce des vins.

17) A été fait, le 2 août 1943, à Léopoldville, par la firme "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", de Vila Nova de Gaia (Portugal), représentée par Mr. VISEZ, A.J.R., Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt d'une marque représentée par les mots en caractères majuscules "RAMOS PINTO". Cette marque est relative au commerce des vins.

1943, te Leopoldstad het merk "CAFENOL" in drukletters neergelegd met betrekking tot den handel in zelfstandigheden en producten van artsenskundigen, veeartsenskundigen en hygienischen aard en dezer preparaten.

13) Door de Vennootschap "THE COLA-COLA & Co." vertegenwoordigd door Meester R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, werd op 9 November 1943, te Leopoldstad het merk "Coke" in drukletters neergelegd, hetwelk op de reklaamartikelen zal worden aangebracht ter vervanging van het merk "SIROF COLA-COLA".

14) Door de firma "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", te Vila Nova de Gaia (Portugal), vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, A.J.R., Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 2 Augustus 1943 te Leopoldstad een merk neergelegd een draak verbeeldend die in zijn klauwen twee ronde schilden houdt waarvan het eene in het midden een kruisvaarderskruis vertoont, omringd door de woorden "In hoc signo vinces" en het andere de wapens van Portugal, boven het plaatje de woorden "Vinho de Porto" onderaan, de woorden "Adriano Ramos Pinto-Porto". Dit merk betreft den handel in wijnen.

15) Door de firma "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", te Vila Nova de Gaia (Portugal), vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, A.J.R., Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 2 Augustus 1943 te Leopoldstad een merk neergelegd dat twee draken verbeeldt die een rond schild omringen met, in het midden, een kruisvaarderskruis waarvoor de woorden "In hoc signo vinces". Dit merk betreft den handel in wijnen.

16) Door de firma "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", te Vila Nova de Gaia (Portugal), vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, A.J.R., Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 2 Augustus 1943 te Leopoldstad een merk neergelegd samengesteld uit de woorden "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA" (in hoofdletters). Dit merk betreft den handel in wijnen.

17) Door de firma "ADRIANO RAMOS PINTO & IRMAO, LIMITADA", te Vila Nova de Gaia (Portugal), vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, A.J.R., Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, werd op 2 Augustus 1943 te Leopoldstad een merk neergelegd bestaande uit de woorden "RAMOS PINTO" (in hoofdletters). Dit merk betreft den handel in wijnen.

18) A été fait, le 4 décembre 1943, à Elisabethville, par la Société "PORTER'S CEMENT INDUSTRIES (RHODESIA) LTD.", ayant son siège social à Salisbury, représentée par Maître LÉON VAN DER MERSCH et Jean H. HUMBLE, Avocats à Elisabethville, le dépôt de la marque "DURALITE", en caractères d'imprimerie apposée sur les produits de son industrie et leurs emballages.

BREVETS.

CONCESSION.

Un brevet d'invention No. 2371, en date du 18 janvier 1944, a été délivré à Mr. Samuel OSBORN (South Africa) Limited, résidant à Johannesburg, pour produits réfractaires pour fours métallurgiques.

Le dépôt de la demande a été fait, à Léopoldville, le 6 décembre 1943.

Un brevet d'invention, No. 2373, en date du 18 janvier 1944, a été délivré à Mr. André Arapoglou, résidant à Buta (Congo Belge) pour fabrication d'huile alimentaire.

Le dépôt de la demande a été fait, à Léopoldville, le 20 décembre 1943.

Un brevet d'importation No. 2372, en date du 7 février 1944 a été délivré à Mrs. Henry H. BUELOW et George BUELOW, entrepreneurs, résidant à Michigan (Etats Unis d'Amérique), pour "perfectionnements d'éléments de construction".

Le dépôt de la demande a été fait, à Léopoldville, le 6 décembre 1943.

18) Door de vennootschap "PORTER'S CEMENT INDUSTRIES (RHODESIA) LTD." welke maatschappelijke zetel te Salisbury is gevestigd en welke door Meesters LÉON VAN DER MERSCH en Jean H. HUMBLE, advocaten te Elisabethstad, was vertegenwoordigd, werd den 4en December 1943 te Elisabethstad neergelegd het merk "DURALITE", in drukletters, dat op haar nijverheidsproducten en dezer verpakking wordt aangebracht.

BREVETTEN.

VERLEENING.

Aan den Hr. Samuel OSBORN (South Africa) Limited, verblijvend te Johannesburg, werd op 18 Januari 1944 een uitvindingsbrevet, Nr. 2371, verleend voor vuurvaste producten voor ertsovens.

De aanvraag werd te Leopoldstad op 6 December 1943 neergelegd.

Aan den Hr. André Arapoglou, verblijvend te Buta (Belgisch-Congo) werd op 18 Januari 1944 een uitvindingsbrevet, Nr. 2373, verleend voor het vervaardigen van eetolie.

De aanvraag werd te Leopoldstad op 20 December 1943 neergelegd.

Een invoerbrevet Nr. 2372 werd op 7 Februari 1944 aan de H.H. Henry H. BUELOW en George BUELOW, aannemers, verblijvende te Michigan (Vereenigde Staten van Amerika) verleend voor "verbeteringen aan bouwmaterialen".

De neerlegging der aanvraag werd den 6en December 1943, te Leopoldstad gedaan.

Bulletin Officiel
DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad
VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère de l'Instruction Publique.</i>	
26 février 1942.—Arrêté-loi concernant l'équivalence, au regard de la loi belge, des diplômes d'enseignement attribués en Grande Bretagne	117
<i>Ministère des Communications.</i>	
9 décembre 1943.—Arrêté-loi. Réhabilitation des gens de mer et extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes	121
16 décembre 1943.—Arrêté-loi portant modification à l'article 63 de la loi du 5 juin 1928, sur le contrat d'engagement maritime	124
<i>Ministère de la Défense Nationale.</i>	
16 décembre 1943.—Arrêté-loi. Droit éventuel à une pension à charge du Département de la Défense Nationale en faveur de certaines catégories de Belges	126
<i>Ministère de l'Instruction Publique.</i>	
30 décembre 1943.—Arrêté-loi modifiant l'arrêté-loi du 26 février 1942 concernant l'équivalence au regard de la loi belge, des diplômes d'enseignement attribués en dehors du territoire occupé	128
<i>Ministère de la Défense Nationale.</i>	
29 janvier 1944.—Arrêté ministériel relatif au mode d'engagement pour la durée de la guerre des sujets belges et étrangers	130
<i>Ministère des Colonies.</i>	
29 janvier 1944.—Arrêté. Certificats de qualification. Visa. Délégation	133
25 février 1944.—Décret. Concession gratuite à M. Jean GEORGHIOU, d'un terrain de 100 Ha. sis à Longombo. Convention du 20 décembre 1943. Approbation	134

INHOUD

DAGTEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Openbaar Bestuur.</i>	
26 Februari 1942.—Besluit-wet betreffende de gelijkwaardigheid ten aanzien van de Belgische wet van de in Groot-Brittannië verleende onderwijsdiploma's	117
<i>Ministerie van Verkeerswezen.</i>	
9 December 1943.—Besluit-wet. Eerherstel der zeelieden en het verval der strafvervolgingen en der straffen betreffende sommige zeevaartmisdrijven	121
16 December 1943.—Besluit-wet tot wijziging van artikel 63 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst	124
<i>Ministerie van Landsverdediging.</i>	
16 December 1943.—Besluit-wet. Gebeurlijk recht op een pensioen, ten laste van het Departement van Landsverdediging, ten voordeele van zekere categorieën Belgen	126
<i>Ministerie van Openbaar Onderwijs.</i>	
30 December 1943.—Besluit-wet tot wijziging van de besluit-wet van 26 Februari 1942 betreffende de gelijkwaardigheid, ten overstaan van de Belgische wet, van de buiten het bezet gebied verleende onderwijsdiploma's	128
<i>Ministerie van Landsverdediging.</i>	
29 Januari 1944.—Ministerieel besluit betreffende de wijze van dienstneming van Belgische en vreemde onderdanen, voor den duur van den oorlog	130
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
29 Januari 1944.—Besluit. Qualificeeringsgetuigschriften. Visum. Opdracht	133
25 Februari 1944.—Decreet. Kosteloze concessie aan den Heer Jean GEORGHIOU, van een grond van 100 Ha. te Longomba. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring	134

25 février 1944.—Décret. Cession à la Société Chanic d'un terrain de 7 Ha. 27 a. sis à Léopoldville - Ouest. Convention du 1er septembre 1943. Approbation . . . 135

25 février 1944.—Décret. 1^o Cession à la Société Chanic d'un terrain de 5 Ha. 67 a. sis à Léopoldville - Ouest. Convention du 1er septembre 1943. Approbation . . . 137

26 février 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre Jacques KISSING, au titre de commissaire gérant de la Cie de Plantations de Café et d'Exploitations Forestières "Cafegas" 138

1er mars 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre VERMEYLEN et Louis ORTS, en qualité d'administrateurs de complément de la société "Bamboli Cultuur Maatschappij" 139

4 mars 1944.—Décret. Concession à la Cie des Produits et des Frigorifères du Congo de l'île Bungi (Territoire du Bas-Fleuve). Convention du 21 janvier 1944. Approbation . . . 139

7 mars 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Oscar NICOLAY, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. situé à la rivière Kivura (Ngoya). Convention du 28 décembre 1943. Approbation 140

7 mars 1944.—Décret. Concession à la Société Cotonnière du Bomokandi d'un terrain de 4 Ha. sis à Gosamo. Convention du 20 décembre 1943. Approbation . . . 142

Avis Divers.

Société Anonyme de cultures au Congo Belge . . 143

Errata 149

25 Februari 1944.—Decreet. Afstand aan de Société Chanic van een grond van 7 Ha. 27 a. te Leopoldstad-Oost. Overeenkomst van 1 September 1943. Goedkeuring . . 135

25 Februari 1944.—Decreet. Afstand aan de Société Chanic van een grond van 5 Ha. 67 a. te Leopoldstad-Oost. Overeenkomst van 1 September 1943. Goedkeuring . . 137

26 Februari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Pierre Jacques KISSING tot zaakwaarnemend commissaris aan de "Cie de Plantations de Café et d'Exploitations Forestières" "Cafegas" . . . 138

1 Maart 1944.—Besluit. Benoeming van H. H. Pierre VERMEYLEN en Louis ORTS tot beheerders ter aanvulling van de vennootschap "Bamboli Cultuur Maatschappij" . . 139

4 Maart 1944.—Decreet. Concessie aan de "Cie des Produits et des Frigorifères du Congo" Eiland Bungi—(Beneden Stroomgebied). Overeenkomst van 21 Januari 1944. Goedkeuring . . . 139

7 Maart 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Oscar NICOLAY, oudstrijder, van een grond van 10 Ha. op de Kivura (Ngoya)-rivier. Overeenkomst van 28 December 1943. Goedkeuring . . . 140

7 Maart 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société Cotonnière du Bomokandi" van een grond van 4 Ha. te Gosamo. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring 142

Allerlei Berichten.

"Société Anonyme de cultures au Congo Belge" . . 143

Drukfouten 149

**MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE.**

26 février 1942. — Arrêté-loi concernant l'équivalence, au regard de la Loi belge, des diplômes d'enseignement attribués en Grande-Bretagne.

RAPPORT AU CONSEIL.

Un grand nombre de jeunes gens qui ont dû quitter la Belgique par suite de la guerre, continuent leurs études à l'étranger; il est indispensable que les diplômes et certificats qu'ils obtiennent dans ces conditions soient assimilés, au point de vue de leur effet légal, à leurs équivalents en Belgique.

La situation des étudiants mobilisés a déjà, au cours de cette guerre, préoccupé le législateur. La loi du 6 avril 1940 autorisait le Roi à modifier ou suspendre en faveur des étudiants mobilisés les conditions d'admission aux examens, la durée des études, les branches sur lesquelles l'examen doit porter, etc.

Le présent projet est également inspiré du souci de réduire au minimum, pour la jeunesse intellectuelle, les conséquences de la guerre; il encourage la poursuite des études en rendant possible la reconnaissance, comme équivalents aux diplômes belges, des diplômes obtenus pendant leur séjour forcé à l'étranger, non seulement par les étudiants mobilisés mais par tous les jeunes Belges qui ont échappé au joug de l'oppresseur.

En ce qui concerne les études moyennes, l'arrêté établit une distinction entre les écoles reconnues par le Ministre de l'Instruction Publique et les autres écoles. Les diplômes ou certificats des premières sont, par l'effet même de l'arrêté et en raison des garanties qu'elles présentent rendus équivalents aux diplômes ou certificats belges de même nature; quant aux autres, leurs diplômes et certificats peuvent être rendus équivalents par la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne, après qu'elle aura examiné, dans chaque cas individuel, la valeur de l'enseignement donné. Eventuellement, la Commission peut subordonner sa décision au succès d'un examen à subir par l'élève; la composition de la Commission est telle qu'elle peut parfaitement se constituer en jury d'enseignement moyen.

L'homologation des certificats d'enseignement moyen a été confiée au Ministre de

**MINISTERIE VAN OPENBAAR
ONDERWIJS.**

26 Februari 1942.—Besluit-wet betreffende de gelijkwaardigheid, ten aanzien van de Belgische wet, van de in Groot-Brittannië verleende onderwijsdiploma's.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

Een groot aantal jongelieden die ingevolge den oorlog België hebben moeten verlaten, zetten hun studiën voort in het buitenland; de diploma's en getuigschriften die zij onder zulke omstandigheden behalen, dienen, ten aanzien van hun wettelijke gevolgen, met de evenwaardige diploma's en getuigschriften in België te worden gelijkgesteld.

De toestand van de gemobiliseerde studenten heeft reeds, in den loop van dezen oorlog, den wetgever bekommerd. De wet van 6 April 1940 machtigde den Koning om, ten behoeve der gemobiliseerde studenten, de voorwaarden om tot de examens te worden toegelaten, den duur der studiën, de examenvakken, enz. te wijzigen of op te schorten.

Ook dit ontwerp gaat uit van de zorg om de gevolgen van den oorlog voor de studeerende jeugd zooveel mogelijk te verminderen; men wil aldus de studenten aanmoedigen om hun studiën voort te zetten door de mogelijkheid open te laten om de diploma's, tijdens hun gedwongen verblijf in het buitenland behaald, niet enkel door de gemobiliseerde studenten, maar door alle jonge Belgen die aan het juk van den verdrukker ontsnapt zijn, met de Belgische diploma's gelijk te stellen.

Met betrekking tot het middelbaar onderwijs, maakt het besluit onderscheid tusschen de scholen die de Minister van Openbaar Onderwijs erkend heeft, en de andere scholen. De diploma's of getuigschriften van de eerstgenoemde scholen worden, door de uitwerking zelf van het besluit en wegens de waarborgen die zij geven, gelijkgesteld met de gelijkaardige Belgische diploma's of getuigschriften; wat de andere scholen betreft, de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië kan, na onderzoek in elk afzonderlijk geval van de waarde van het gegeven onderwijs, aan hun diploma's en getuigschriften gelijkstelling verleenen. Eventueel kan de Commissie haar beslissing afhankelijk stellen van het slagen in een door den student af te leggen examen; dank zij haar samenstelling kan de Commissie zonder eenig bezwaar als commissie voor het middelbaar onderwijs optreden.

De homologatie van de getuigschriften van middelbaar onderwijs werd aan den Minister

l'Instruction Publique, qui a paru particulièrement bien placé, dans les circonstances difficiles où nous nous trouvons, pour effectuer la vérification de la légalité de chaque diplôme.

En ce qui concerne les études supérieures, l'examen de chaque diplôme s'impose dans tous les cas.

Aux termes de l'article 4 du projet tout diplôme délivré par une Université étrangère *peut* être rendu équivalent à un diplôme universitaire belge.

Si, dans un cas déterminé, la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne estime ne pas réunir les conditions de compétence voulues pour apprécier l'équivalence, elle prend l'avis de personnes qui possèdent cette compétence. Eventuellement, avant d'accorder l'équivalence, elle peut faire passer un examen, devant des professeurs d'université à désigner par elle, sur les branches pour lesquelles elle estime que les études faites n'offrent pas des garanties suffisamment complètes. Elle a, à cet égard, un pouvoir discrétionnaire d'appréciation.

L'article 6 de l'arrêté-loi est relatif à l'entérinement. Le Ministre de l'Instruction Publique est chargé de vérifier si les conditions nécessaires pour que le diplôme puisse exercer ses effets légaux sont réunies. En Belgique ce soin est confié à une commission composée de hauts magistrats et de membres des Académies. Vu l'impossibilité de constituer pareille commission en Grande-Bretagne, le projet confie cette tâche au Ministre de l'Instruction Publique, pour la raison qui a été exposée plus haut, à propos de l'homologation.

L'article 7 détermine les bénéficiaires du présent arrêté-loi. Il n'est plus question de distinguer entre mobilisés et non mobilisés. Tous les Belges, sans distinction de sexe, pourront invoquer les dispositions de l'arrêté-loi, qu'ils aient satisfait à leurs obligations militaires ou qu'ils n'y soient pas astreints. Sont évidemment exclus ceux qui s'y sont soustraits.

Quant aux circonstances dans lesquelles les étrangers pourront jouir du bénéfice de l'arrêté-loi, le second alinéa de l'article 7 est clair et se passe de commentaires.

L'article 8 détermine le moment jusqu'auquel l'arrêté-loi sera applicable. Ce moment est laissé à l'appréciation du Ministre de l'Instruction Publique; il prendra l'avis de la Commission et déterminera, pour chaque catégorie d'intéressés, la date jusqu'à laquelle l'arrêté-loi est applicable. Il va de soi que

van Openbaar Onderwijs toevertrouwd, die onder de huidige moeilijke omstandigheden best geschikt lijkt om de wettelijkheid van elk diploma te onderzoeken.

Wat de hogere studiën betreft, is het onderzoek van elk diploma geboden.

Luidens artikel 4 van het ontwerp, *kan* elk door een vreemde universiteit verleend diploma met een Belgisch universitair diploma gelijkgesteld worden.

Indien, in een bepaald geval, de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië acht dat zij niet de noodige voorwaarden van bevoegdheid vereenigt om over de gelijkwaardigheid te oordeelen, dan wint zij het advies in van deskundige personen. Eventueel kan zij, alvorens de gelijkstelling te verlenen, vóór professoren, door haar aan te wijzen, een examen doen afleggen over de vakken waarvoor zij acht dat de gedane studiën geen voldoende waarborgen verschaffen. Dit is ter vrije beoordeeling van de Commissie.

Artikel 6 van de besluit-wet heeft betrekking op de bekrachtiging. De Minister van Openbaar Onderwijs is belast met het onderzoek of de vereischte voorwaarden vereenigd zijn opdat het diploma zijn wettelijke uitwerking kan hebben. In België is dit onderzoek toevertrouwd aan een commissie samengesteld uit hogere magistraten en uit leden der Academiën. Gezien de onmogelijkheid zulke commissie in Groot-Brittannië samen te stellen, vertrouwt het ontwerp die taak aan den Minister van Openbaar Onderwijs toe, om de reden als hierboven naar aanleiding van de homologatie uiteengezet.

Artikel 7 bepaalt voor welke personen deze besluit-wet geldt. Er wordt geen onderscheid meer gemaakt tusschen gemobiliseerden en niet-gemobiliseerden. Alle Belgen, zonder onderscheid van geslacht, kunnen de bepalingen van de besluit-wet inroepen, indien zij hun militaire verplichtingen hebben nagekomen of indien zij zulke verplichtingen niet hebben. Degenen die er zich aan onttrokken hebben, zijn natuurlijk uitgesloten.

Wat betreft de omstandigheden waaronder de vreemdelingen de besluit-wet kunnen inroepen, het tweede lid van artikel 7 is duidelijk en commentaar is daarbij overbodig.

Artikel 8 stelt den datum vast tot wanneer de besluit-wet van toepassing zal zijn. Deze datum blijft ter beoordeeling van den Minister van Openbaar Onderwijs; hij zal het advies van de Commissie inwinnen en voor elke categorie van betrokkenen den datum bepalen tot wanneer de besluit-wet van toepassing is.

cette date sera fixée, après la libération du territoire, en tenant compte des nécessités des études en cours à ce moment et de tous autres éléments utiles.

L'expérience de la guerre 1914-1918 a démontré à quelles difficultés se sont heurtées les autorités Belges, lorsqu'il s'est agi d'examiner l'équivalence entre les certificats et diplômes délivrés à l'étranger et ceux délivrés en Belgique.

C'est pour éviter le retour de ces difficultés qu'il a été jugé nécessaire de prévoir dès maintenant, d'une manière générale, les conditions dans lesquelles cette équivalence peut être établie.

Il est, en effet, évident que ce sont les diplômes et certificats délivrés en Grande-Bretagne qui seront de loin, les plus nombreux; dès lors une commission fonctionnant sur place et comprenant, à côté de professeurs d'universités belges, des Belges occupant des chaires dans des universités britanniques, pourra, facilement et rapidement, obtenir les informations au sujet des cas particuliers qui lui seront soumis. Les intéressés, d'autre part, seront immédiatement fixés sur la valeur légale qu'auront leurs diplômes en Belgique et pourront, sans perte de temps, prendre leurs dispositions en conséquence.

Le Ministre de l'Instruction Publique,
H. PIERLOT.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution,

Vu l'arrêté du 28 mai 1940,

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives.

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—Les diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne, par des écoles reconnues par le Ministre de l'Instruction Publique, sont rendus équivalents aux diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés en Belgique. La liste de ces écoles et la liste des diplômes et certificats, avec l'indication du diplôme ou du certificat belge auquel ils correspondent, est établie par le Ministre de l'Instruction Publique, après avis de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne.

Vanzelfsprekend zal de datum worden vastgesteld na de bevrijding van het grondgebied en met inachtneming van de vereischten van de op dit oogenblik aan den gang zijnde studiën en van alle andere dienstige bestanddeelen.

Uit de ervaring tijdens den oorlog 1914-1918 is gebleken welke moeilijkheden de Belgische autoriteiten hadden te overwinnen, toen zij de evenwaardigheid moesten onderzoeken tusschen de in het buitenland verleende getuigschriften en diploma's en deze in België verleend.

Om te vermijden dat zulke moeilijkheden zich opnieuw zouden voordoen, heeft men het noodig geacht reeds nu in het algemeen de voorwaarden te bepalen waaronder deze gelijkwaardigheid kan worden vastgesteld.

Het ligt inderdaad voor de hand dat de in Groot-Brittannië verleende diploma's en getuigschriften verreweg het talrijkst zullen zijn. Waar de Commissie ter plaatse zal werken en niet enkel uit professors aan Belgische Universiteiten zal bestaan maar ook uit Belgen die een leerstoel in een Britsche Universiteit bekleeden, zal zij gemakkelijk en spoedig inlichtingen kunnen inwinnen over de bijzondere gevallen die haar zullen worden onderworpen. De betrokkenen zullen, anderzijds, aanstonds de wettelijke waarde kennen die hun diploma's in België zullen hebben en zullen dan ook onverwijld hun schikkingen kunnen nemen.

De Minister van Openbaar Onderwijs,
H. PIERLOT.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940,

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen.

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—De diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs in het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië verleend door scholen die de Minister van Openbaar Onderwijs heeft erkend, worden met de in België verleende diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs gelijkgesteld. De lijst van die scholen en de lijst van de diploma's en getuigschriften, met vermelding van het Belgische diploma of getuigscrift waarmee zij overeenstemmen, wordt door den Minister van Openbaar Onderwijs opgemaakt, na raadpleging van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië.

ART. 2.—Les diplômes et certificats délivrés par des écoles non reconnues peuvent être rendus équivalents aux diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés en Belgique. L'équivalence de ces diplômes et certificats est accordée par la Commission consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne, qui peut subordonner sa décision au succès d'un examen qu'elle fera subir sur les branches de l'enseignement moyen pour lesquelles elle estime que les études faites n'offrent pas des garanties suffisamment complètes.

ART. 3.—L'homologation, prévue par les articles 5 à 12 de la loi du 10 avril 1890, des diplômes et certificats mentionnés aux articles 1 et 2 du présent arrêté-loi est accordée par le Ministre de l'Instruction Publique.

ART. 4.—Les diplômes et certificats délivrés par les universités britanniques ou étrangères, peuvent être rendus équivalents aux diplômes et certificats de l'enseignement supérieur délivrés en Belgique.

ART. 5.—L'équivalence est établie, pour chaque diplôme ou certificat d'enseignement supérieur, par la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne. La Commission prend éventuellement l'avis de personnes spécialement compétentes en la matière.

La Commission peut subordonner l'octroi de l'équivalence au succès d'un examen qu'elle fait subir, devant des professeurs d'Université qu'elle désigne, sur les branches de l'enseignement universitaire pour lesquelles elle estime que les études faites n'offrent pas des garanties suffisamment complètes.

ART. 6.—L'entérinement des diplômes et certificats de l'enseignement supérieur prévu par la loi du 7 mai 1931 est accordé par le Ministre de l'Instruction Publique. La liste des diplômes et certificats entérinés est publiée au *Moniteur*, avec mention de l'équivalence accordée. Les titulaires reçoivent un certificat d'entérinement.

ART. 7.—Bénéficient des présentes dispositions les sujets belges ayant satisfait à leurs obligations militaires. Peuvent également bénéficier des présentes dispositions, sur avis favorable de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne, les sujets étrangers qui avaient commencés leurs études en Belgique avant l'invasion. Toutefois, cette faveur ne peut être accordée à ceux d'entre eux qui sont en âge de service militaire

ART. 2.—De diploma's en getuigschriften door niet erkende scholen verleend, kunnen met de in België verleende getuigschriften en diploma's van middelbaar onderwijs worden gelijkgesteld. De gelijkstelling van die diploma's en getuigschriften wordt door de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië verleend en deze kan haar beslissing afhankelijk stellen van het slagen in een examen dat zij zal doen ondergaan over de vakken van het middelbaar onderwijs waarvoor zij acht dat de gedane studiën geen voldoende waarborgen verschaffen.

ART. 3.—De homologatie bepaald door de artikelen 5 tot 12 van de wet van 10 April 1890, van de diploma's en getuigschriften, vermeld in de artikelen 1 en 2 van onderhavige besluit-wet, wordt door den Minister van Openbaar Onderwijs verleend.

ART. 4.—De diploma's en getuigschriften door de Britsche of vreemde universiteiten verleend, kunnen met de in België verleende diploma's en getuigschriften van hooger onderwijs worden gelijkgesteld.

ART. 5.—De gelijkstelling wordt, voor elk diploma of getuigschrift van hooger onderwijs, verleend door de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië. De Commissie wint eventueel het advies in van bijzonder deskundige personen.

De Commissie kan de gelijkstelling afhankelijk stellen van het slagen in een examen dat professoren door haar aan te wijzen, afnemen over de vakken van het universitair onderwijs, waarvoor zij acht dat de gedane studiën geen voldoende waarborgen verschaffen.

ART. 6.—De bij de wet van 7 Mei 1931 bepaalde bekrachtiging van diploma's en getuigschriften van hooger onderwijs wordt door den Minister van Openbaar Onderwijs verleend. De lijst van de bekrachtigde diploma's en getuigschriften wordt in het *Staatsblad* bekendgemaakt, met vermelding van de verleende gelijkstelling. De titularissen ontvangen een getuigschrift van bekrachtiging.

ART. 7.—Deze bepalingen gelden voor de Belgische onderdanen die hun militaire verplichtingen hebben nagekomen. Voor deze bepalingen kunnen eveneens in aanmerking komen, op gunstig advies van de Commissie van Advies voor het Belgisch onderwijs in Groot-Brittannië, de vreemde onderdanen die vóór den inval hun studiën in België begonnen hadden. Dit voordeel kan evenwel aan degenen onder hen die den voor militairen

que s'ils ont offert leurs services aux autorités belges en vue d'un engagement dans l'Armée, la Marine ou l'Aviation ou si, ressortissant d'une nation alliée, ils ont satisfait à leurs obligations militaires à l'égard de celle-ci.

ART. 8.—Le Ministre de l'Instruction Publique, après avis de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne, détermine, par catégories, les dates jusqu'auxquelles les intéressés pourront bénéficier de la procédure d'équivalence conformément aux dispositions du présent arrêté-loi.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 26 février 1942.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
GUTT.
P. H. SPAAK.
A. DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERE DE LA JUSTICE.
MINISTERE DES COMMUNICATIONS.**

9 décembre 1943.—Arrêté-loi sur la réhabilitation des gens de mer et sur l'extinction des poursuites répressives et des peines relatives à certaines infractions maritimes.

RAPPORT AU CONSEIL.

L'arrêté-loi du 22 avril 1918 a organisé la réhabilitation en faveur des militaires qui s'en sont rendus dignes, soit par une action d'éclat, soit par une conduite exemplaire devant l'ennemi.

Les prestations de nos marins, même accomplies à bord des navires de nos alliés, leur donnent des mérites égaux à la bienveillance du législateur.

En mer, toujours, parfois même au port, ils sont devant l'ennemi et leurs actes de courage ne se comptent plus.

Les circonstances actuelles imposent de prendre, en leur faveur, des dispositions analogues à celles qui permettent la réhabilitation des militaires.

C'est à cette nécessité que répondent les articles 1 à 4 du projet qui vous est soumis.

* * * *

Un certain nombre de marins appartenant aux équipages de la flotte marchande se sont

dienst geschikten leeftijd hebben, enkel dan worden verleend, indien zij hun diensten aan de Belgische Overheid hebben aangeboden met het oog op hun inlijving bij het Leger, de Marine of den Vliegdiens, of, voor het geval dat zij tot een geallieerd land behoren, indien zij hun militaire verplichtingen jegens dit land hebben nagekomen.

ART. 8.—De Minister van Openbaar Onderwijs, na raadpleging van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië, stelt, per categorieën, de data tot wanneer de betrokkenen voor de procedure van gelijkstelling overeenkomstig de bepalingen van deze besluit-wet in aanmerking kunnen komen.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af en bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekend gemaakt worde.

Londen, 26 Februari 1942.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
GUTT.
P. H. SPAAK.
A. DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERIE VAN JUSTITIE.
MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.**

9 December 1943.—Besluit-wet op het eerherstel der zeelieden en het verval der strafvervolgingen en der straffen betreffende sommige zeevaartmisdrijven.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

De besluit-wet van 22 April 1918 heeft het eerherstel ingericht ten voordeele van de militairen die, hetzij door een luisterrijke daad, hetzij door een voorbeeldig gedrag tegenover den vijand, zich dit waardig hebben betoond.

De prestaties van onze zeelieden, zelfs aan boord van de schepen onzer bondgenooten, hebben hun verdiensten verworven welke in gelijke maat de welwillendheid van den wetgever wettigen.

Ter zee, altijd, soms zelfs in de haven, staan zij tegenover den vijand en hun daden van moed zijn zonder tal.

Gezien de huidige omstandigheden moeten te hunnen voordeele schikkingen worden getroffen gelijk aan deze welke het toelaten de militairen in eer te herstellen.

Aan deze noodwendigheden beantwoorden de artikelen 1 tot 4 van het U onderworpen ontwerp.

* * * *

Een zeker aantal zeelieden behorende tot bemanningen der koopvaardij hebben zich

rendus coupables du délit prévu par l'article 22 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

Certains délinquants ont fait l'objet de condamnations devant les juridictions maritimes en Grande-Bretagne, d'autres sont encore sous le coup de poursuites.

La plupart des infractions ont été commises dans les premiers mois de la guerre, à une époque où la confusion, qui régnait dans beaucoup d'esprits, rendait les marins plus aisément accessibles aux sollicitations dont ils furent l'objet dans les ports étrangers. Il ne faut pas, au surplus, que la perspective d'une condamnation éventuelle retienne à bord des navires étrangers, un certain nombre de nos hommes d'équipage qui, s'ils étaient libérés de ce souci, rallieraient notre flotte.

Une mesure de clémence apparaît donc opportune.

Tel est l'objet des articles 5 et 6 du projet.

Celui-ci a repris la terminologie de la loi du 5 juin 1928 portant révision du code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime.

En stipulant que les dispositions de l'article 5 s'appliquent aux hommes d'équipage qui sont "actuellement à la disposition" de la Marine Belge, il entend étendre le bénéfice de cette disposition à tous ceux qui, tout en demeurant à la disposition de la marine, sont éloignés de la mer pour une cause indépendante de leur volonté : âge, blessure, maladie, etc., ou par une affectation à un autre service d'utilité publique.

Le Ministre des Communications,
A. BALTHAZAR.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

Vu l'article 22 de la loi du 5 juin 1928 contenant le Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime;

schuldig gemaakt aan het misdrijf bepaald bij artikel 22 van de wet van 5 Juni 1928, houdende herziening van het tucht- en strafwetboek voor de koopvaar dijen de zeevisscherij.

Sommige schuldigen zijn door de marine-gerechten in Groot-Brittannië veroordeeld geworden; tegen anderen zijn vervolgingen ingesteld.

De meeste misdrijven zijn tijdens de eerste oorlogsmaanden gepleegd geworden, op een oogenblik toen de in veler geest heerschende verwarring de zeelieden makkelijker ontvankelijk maakte voor de aanzoecken welke tot hen in vreemde havens werden gedaan. Men dient bovendien te vermijden dat het vooruitzicht van een gebeurlijke veroordeeling een zeker aantal onzer schepelingen aan boord van de vreemde schepen weerhoudt, welke schepelingen, indien zij daarover niet langer bekommerd waren, zich bij onze vloot zouden verwoegen.

Deze genademaatregel komt dus te gelegener tijd.

Dit is het voorwerp van de artikelen 5 en 6 van het ontwerp.

Men heeft zich voor dit ontwerp bediend van de terminologie van de wet van 5 Juni 1928, houdende herziening van het tucht- en strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij.

Waar het zegt dat de bepalingen van artikel 5 van toepassing zijn op de schepelingen die "thans ter beschikking" van de Belgische Marine staan, bedoelt het ontwerp het voordeel van deze bepaling uit te breiden tot allen die, al blijven zij ter beschikking der marine, niet bij de zeevaart in dienst zijn, wegens een van hun wil onafhankelijke oorzaak, lijk ouderdom, verwonding, ziekte, enz., of doordat zij in een anderen dienst van openbaar nut zijn opgenomen.

De Minister van Verkeerswezen,
A. BALTHAZAR.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Gelet op artikel 22 van de wet van 5 Juni 1928 houdende het tucht- en strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

1e Section.

De la réhabilitation.

ART. 1.—Tout capitaine, officier ou marin, condamné à une peine criminelle, correctionnelle ou de police, peut, s'il s'en est rendu digne, soit par une action d'éclat, soit par une conduite exemplaire devant l'ennemi, être réhabilité de cette condamnation.

ART. 2.—La réhabilitation instituée par le présent arrêté-loi est accordée par arrêté des Ministres réunis en Conseil, après avis d'une commission de trois membres nommés par arrêté des Ministres réunis en Conseil et sur la proposition du Ministre de la Justice et du Ministre ayant la marine dans ses attributions.

ART. 3.—Un extrait de l'arrêté des Ministres réunis en Conseil est, à la diligence du Ministère Public, transcrit en marge des arrêts ou jugements définitifs prononcés à charge des condamnés.

Le réhabilité peut se faire délivrer, par le Ministre ayant la marine dans ses attributions, une expédition de l'arrêté.

ART. 4.—La réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, conformément à l'article 7 de la loi du 25 avril 1896, tous les effets des condamnations encourues pour des infractions prévues par le Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime. Elle ne fait cesser les effets des autres condamnations, que si celles-ci ont été visées dans l'arrêté des Ministres réunis en Conseil.

2e Section.

De l'extinction des poursuites répressives.

ART. 5.—Il est mis fin aux poursuites répressives en cours et il ne sera pas intenté de poursuites répressives nouvelles à charge des hommes d'équipage déterminés à l'article 6 ci-après, du chef des infractions prévues par l'article 22 de la loi du 5 juin 1928 portant révision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, et commises avant l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi.

Les peines, tant principales qu'accessoires, prononcées du chef de ces mêmes infractions, sont déclarées éteintes.

ART. 6.—Le bénéfice des dispositions de l'article 5 qui précède est exclusivement réservé aux hommes d'équipage qui sont actuellement à la disposition de la Marine Belge ou qui, dans les six mois de la publication du présent arrêté-loi, se mettront

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

1e Afdeeling.

Over het eerherstel.

ART. 1.—Alle kapitein, officier of zeeman, die tot een crimineele, correctionneele of politie-straf is veroordeeld, kan eerherstel bekomen, indien hij, hetzij door een luisterrijke daad, hetzij door zijn voorbeeldig gedrag tegenover den vijand, zich dit waardig heeft betoond.

ART. 2.—Het bij deze besluit-wet ingevoerde eerherstel wordt verleend bij besluit der in Raad vergaderde Ministers, na advies van een commissie van drie leden, bij besluit der in Raad vergaderde Ministers te benoemen, en op voordracht van den Minister van Justitie en van den Minister tot wiens bevoegdheid het Zeewezen behoort.

ART. 3.—Een uittreksel van het besluit der in Raad vergaderde Ministers wordt op onderzoek van het Openbaar Ministerie, overgeschreven op den rand van de tegen de veroordeelden gewezen eindaarresten of eindvonnissen.

De in eer herstellende kan zich een uitgifte van het besluit laten afleveren door den Minister tot wiens bevoegdheid het Zeewezen behoort.

ART. 4.—Overeenkomstig artikel 7 van de wet van 25 April 1896 doet het eerherstel, voor de toekomst, in den persoon van den veroordeelde al de gevolgen der veroordeelingen ophouden, welke wegens de in het tucht- en strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij bepaalde misdrijven zijn opgelopen. De gevolgen van de andere veroordeelingen doet het enkel ophouden, indien deze veroordeelingen in het besluit der in Raad vergaderde Ministers bedoeld zijn.

2e Afdeeling.

Over het verval der strafvervolgingen.

ART. 5.—Aan de strafvervolgingen in gang wordt een einde gemaakt en nieuwe strafvervolgingen worden niet ingesteld tegen de in artikel 6 hierna bepaalde schepelingen wegens misdrijven welke strafbaar zijn gesteld in artikel 22 van de wet van 5 Juni 1928, houdende herziening van het tucht- en strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisscherij en vóór de inwerkingtreding van deze besluit-wet gepleegd zijn.

Worden vervallen verklaard de hoofd- en bijkomende straffen, welke wegens diezelfde misdrijven zijn uitgesproken.

ART. 6.—De bepalingen van het vorig artikel 5 gelden uitsluitend de schepelingen die thans ter beschikking van de Belgische Marine staan of die, binnen zes maanden na de bekendmaking van deze besluit-wet, zich vrijwillig ter beschikking der consulaire of

spontanément à la disposition des autorités consulaires ou maritimes pour reprendre du service effectif dans la marine belge.

ART. 7.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 9 décembre 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS.

16 décembre 1943. — Arrêté-loi portant modification à l'article 63 de la loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime.

RAPPORT AU CONSEIL.

L'article 63 de la loi du 5 juin 1928 permet au capitaine, en cas de congédiement du marin pour absence irrégulière, de retenir sur les salaires restant dûs l'équivalent de 15 jours de gages. Cette somme doit être consignée entre les mains du Commissaire maritime et l'armateur doit introduire contre le marin délinquant une action en dommages et intérêts dans le mois à compter de la fin du voyage, faute de quoi les sommes consignées sont restituées à l'intéressé.

Par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les armements d'introduire aucune action dans le délai d'un mois eu égard au fait qu'ils ne peuvent saisir les tribunaux belges de leur demande, il y a lieu de ne faire compter ce délai qu'à partir du moment où il sera à nouveau possible de saisir nos juridictions nationales de ce genre d'action.

Les actions en dommages et intérêts pour absences irrégulières de marins depuis le 28 mai 1940 doivent pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai pour l'intentement de l'action.

Tel est l'objet du présent arrêté-loi.

Le Ministre des Communications,
A. BALTHAZAR.

zeevaart-autoriteiten stellen om opnieuw in werkelijken dienst bij de Belgische Marine te treden.

ART. 7.—Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 9 December 1943.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.

16 December 1943.—Besluit-wet tot wijziging van artikel 63 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

Artikel 63 van de wet van 5 Juni 1928 laat den kapitein toe, bij afdanking van den zeeman wegens onregelmatige afwezigheid, op het nog verschuldigde loon vijftien dagen gage in te houden. Deze som moet in bewaring gegeven worden aan den waterschout en de reeder moet een vordering tot schadevergoeding instellen ten laste van den schuldigen zeeman binnen de maand te rekenen van het einde der reis, zoo niet worden de in bewaring gegeven sommen aan den belanghebbende teruggegeven.

Wegens de onmogelijkheid waarin de reederijen verkeerden om een rechtsvordering in te stellen binnen den termijn van één maand, gezien zij hun eisch bij de Belgische rechtbanken niet aanhangig kunnen maken, past het dezen termijn slechts te doen tellen van het oogenblik af waarop het opnieuw mogelijk zal zijn een dergelijke vordering bij onze nationale rechtbanken in te stellen.

De vorderingen tot schadevergoeding wegens onregelmatige afwezigheid van zeeleden sedert 28 Mei 1940, moeten voor deze verlenging van den termijn tot instelling der vordering kunnen in aanmerking komen.

Dit is het doel van deze besluit-wet.

De Minister van Verkeerswezen,
A. BALTHAZAR.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives;

Vu l'article 63 de la loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime.

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—L'article 63 de la Loi du 5 juin 1928 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

En cas de congédiement du marin pour absence irrégulière, le capitaine pourra retenir sur les salaires restant dûs 15 jours de gages.

Le capitaine consignera les sommes ainsi retenues entre les mains du Commissaire maritime pour sûreté des dommages et intérêts que le marin pourrait être condamné à payer à l'armement du chef du préjudice subi.

Les sommes ainsi retenues et consignées à partir du 28 mai 1940 sont restituées au marin si, dans le délai d'un mois à dater du jour où l'armateur sera en mesure d'introduire une demande en dommages et intérêts devant la juridiction compétente en Belgique, aucune action en justice n'a été introduite.

ART. 2.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 16 décembre 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd,

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen.

Gelet op artikel 63 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Artikel 63 van de wet van 5 Juni 1928 wordt afgeschaft en door de volgende bepalingen vervangen.

Bij afdanking van den zeeman wegens onregelmatige afwezigheid, kan de kapitein op het nog verschuldigde loon vijftien dagen gage inhouden.

De aldus ingehouden sommen worden door den kapitein in handen van den waterschout gestort als zekerheid der schadeloosstelling, tot bepaling waarvan de zeeman ten bate van den reeder zou kunnen veroordeeld worden uit hoofde van de door dezen geleden schade.

De aldus sedert den 28 Mei 1940 ingehouden en in bewaring gegeven sommen worden aan den zeeman terugbetaald, indien de reeder binnen een maand te rekenen van den dag waarop hij in de gelegenheid zal zijn een eisch tot schadeloosstelling in te stellen bij de bevoegde rechtbank in België, geen rechtsvordering heeft ingesteld.

ART. 2.—Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 16 December 1943.

De Leden van den Ministerraad,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

16 décembre 1943.—Arrêté-loi. Droit éventuel à une pension à charge du Département de la Défense Nationale en faveur de certaines catégories de Belges.

RAPPORT AU CONSEIL.

L'arrêté-loi du 22 décembre 1942 modifié par l'arrêté-loi du 5 août 1943, a coordonné le régime provisoire de la Milice, du Recrutement et des Obligations de Service.

Par application des dispositions de cet arrêté relatives à l'incorporation, les miliciens qui rejoignent les Forces Belges en Grande-Bretagne ou la Force Publique de la Colonie bénéficient de l'application éventuelle des lois coordonnées sur les pensions militaires pendant leur voyage, depuis le départ de leur résidence dans un des pays visés par l'article 4 dudit arrêté.

D'autre part, les militaires de carrière ou les militaires en congé illimité, qui partent des territoires occupés par l'ennemi ou de pays où aucun représentant diplomatique belge n'est actuellement accrédité, et qui s'efforcent de rejoindre nos Forces en Grande-Bretagne ou à la Colonie, sont considérés comme ayant repris leurs droits et obligations militaires, à la date où ils ont quitté le territoire dans l'intention de rejoindre. Ils bénéficient donc, pendant leur voyage, de l'application des lois sur les pensions militaires si, du fait de l'ennemi ou d'une autorité étrangère, ils contractent une invalidité. S'ils viennent à décéder, leurs ayants-droit bénéficient des mêmes dispositions.

Toutefois ceux de nos concitoyens qui ne sont pas militaires mais qui sont en âge d'être incorporés ou de contracter un engagement volontaire, aux termes de l'article 19 de l'arrêté-loi du 22 décembre 1942, et qui courent de grands risques en s'efforçant de rejoindre nos Forces, ne sont nullement garantis, dans l'état actuel de notre législation.

Le but du présent arrêté-loi est d'assimiler à cette fin, à des militaires, les Belges ayant l'âge requis par l'article 19 de l'arrêté-loi du 22 décembre 1942.

L'assimilation prend date à leur départ d'un territoire sous contrôle de l'ennemi, en vue de rejoindre. Il va de soi que l'ensemble de leurs actes doit établir leur volonté formelle

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

16 December 1943.—Besluit-wet. Gebruikelijk recht op een pensioen ten laste van het Departement van Landsverdediging, ten voordeele van zekere categorieën Belgen.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

Het voorloopig stelsel voor de Militie, de Werving en de Dienstverplichtingen werd bij de besluit-wet van 22 December 1942, gewijzigd bij de besluit-wet van 5 Augustus 1943, samengeordend.

Bij toepassing van de bepalingen van dit besluit, in verband met de inlijving, genieten de miliciens, die zich bij de Belgische Krijgsmacht in Groot-Brittannië of bij de Weermacht der Kolonie vervoegen, gedurende hun reis, van af hun vertrek uit hun verblijfplaats in één der bij artikel 4 van dit besluit bedoelde landen, in gebeurlijk geval, de voordeelen van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

Anderdeels, worden de beroepsmilitairen of militairen met onbepaald verlof, die vertrekken uit bezet grondgebied of uit een land waar België geen diplomatieken vertegenwoordiger heeft, en pogen zich bij onze Krijgsmacht in Groot-Brittannië of in de Kolonie te vervoegen, beschouwd alsof zij hun militaire rechten en verplichtingen hernomen hadden, op den datum dat zij, met het inzicht zich bij het leger te vervoegen, bedoeld grondgebied verlieten. Gedurende hun reis, vallen zij dus onder toepassing van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, indien zij, door een daad van den vijand of van een vreemde overheid een gebrekkelijkheid opdoen. Komen zij te overlijden, dan genieten hun rechthebbenden dezelfde voordeelen.

Deze onder onze medeburgers, die geen militair zijn, doch den leeftijd bereikt hebben waarop zij kunnen ingelijfd worden of, luidens artikel 19 van de besluit-wet van 22 December 1942, vrijwillig dienst kunnen nemen en, in hun pogingen om zich bij onze Krijgsmacht te vervoegen aan groote gevaren blootstaan, hebben evenwel, in den huidige toestand van onze wetten, geenerlei waarborg.

Deze besluit-wet heeft ten doel de Belgen, die den bij artikel 19 van de besluit-wet van 22 December 1942 vereischten leeftijd bereikt hebben, daartoe met de militairen gelijk te stellen.

De gelijkstelling gaat in op den datum waarop zij uit door den vijand beheerscht grondgebied vertrekken om zich bij het leger te vervoegen. Het spreekt van zelf dat hun

de se mettre à la disposition des autorités militaires belges en territoire libre, dans le délai le plus rapide.

S'ils ne parviennent pas effectivement à rejoindre, ils ne bénéficieront des dispositions du présent arrêté qu'en justifiant que l'obstacle a été le fait de l'ennemi ou d'une puissance étrangère.

Le Ministre de la Defense Nationale,
H. PIERLOT.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous Ministre réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives;

Vu l'arrêté-loi du 22 décembre 1942 co-ordonnant les arrêtés-lois des 30 janvier, 8 mai 1941, 13 mai, 8 octobre et 10 décembre 1942, relatifs au Régime provisoire de la Milice, du Recrutement et des Obligations de Service, modifié par l'arrêté-loi du 5 août 1943;

Revu les lois sur les pensions militaires.

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—Tout citoyen belge en âge d'être incorporé ou de contracter un engagement volontaire à l'armée et qui, au cours d'un voyage entrepris durant le temps de la présente guerre, soit pour rejoindre les Forces Belges en Grande-Bretagne, soit pour se mettre à la disposition du Gouverneur Général de la Colonie, a été victime d'un fait de l'ennemi ou d'une puissance étrangère ayant déterminé une blessure, une maladie ou une infirmité, bénéficiera des dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Il en sera de même des ayants-droit des Belges ayant trouvé la mort dans les circonstances reprises ci-dessus.

ART. 2.—Le taux des pensions et allocations est établi comme si les intéressés avaient été incorporés, en qualité de simples soldats, dans les Forces Belges en Grande-Bretagne.

ART. 3.—Les dispositions du présent arrêté ne seront applicables qu'à ceux qui se sont mis effectivement à la disposition des autorités militaires belges en Grande-Bretagne ou à la Colonie et à ceux au sujet desquels il est établi

stellige wil om zich binnen den kortst mogelijken tijd ter beschikking te stellen van de Belgische overheden op vrij grondgebied, uit hun gezamenlijke daden moet blijken.

Slagen zij er niet in zich werkelijk bij het leger te voegen, dan zijn de bepalingen van dit besluit op hen slechts toepasselijk, indien zij bewijzen dat zij door een daad van den vijand of van een vreemde mogendheid verhinderd werden.

De Minister van Landsverdediging,
H. PIERLOT.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Gelet op de besluit-wet van 22 December 1942, ter samenordering van de besluit-wetten van 30 Januari, 8 Mei 1941, 13 Mei, 8 October en 10 December 1942, betreffende het voorloopig stelsel voor de Militie, de Werving en de Dienstverplichtingen, gewijzigd bij de besluit-wet van 5 Augustus 1943;

Herzien de wetten op de militaire pensioenen.

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—De Belgen die den leeftijd bereikt hebben waarop zij bij 't leger kunnen ingelijfd worden of vrijwillig kunnen dienst nemen, en, in den loop van den huidige oorlog, gedurende hun reis, hetzij om zich bij de Belgische Krijgsmacht in Groot-Brittannië te voegen, hetzij om zich ter beschikking van den Gouverneur-Generaal der Kolonie te stellen, het slachtoffer worden van een daad van den vijand of van een vreemde mogendheid, waaruit een verwonding, ziekte of gebrekkelijkheid volgt, genieten de bij de bepalingen der samengeordende wetten op de militaire pensioenen voorziene voordeelen.

Hetzelfde geldt voor de rechthebbenden van de Belgen, die in voormelde omstandigheden den dood vonden.

ART. 2.—Het bedrag der pensioenen en toelagen wordt vastgesteld alsof de belanghebbenden als gewoon soldaat bij de Belgische Krijgsmacht in Groot-Brittannië ingelijfd werden.

ART. 3.—De bepalingen van dit besluit zijn alleen toepasselijk op hen, die zich werkelijk ter beschikking van de Belgische militaire overheden in Groot-Brittannië of in de Kolonie gesteld hebben en op hen, voor wie bewezen

que l'impossibilité de rejoindre provient du fait de l'ennemi ou d'une puissance étrangère.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 16 décembre 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

30 décembre 1943.—Arrêté-loi modifiant l'arrêté-loi du 26 février 1942 concernant l'équivalence au regard de la loi belge, des diplômes d'enseignement attribués en dehors du territoire occupé.

RAPPORT AU CONSEIL.

L'arrêté-loi du 26 février 1942 organise l'équivalence des diplômes et certificats délivrés dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne par les établissements d'enseignement moyen reconnus par le Gouvernement, avec les diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés en Belgique, ainsi que l'homologation de ces diplômes.

Il a paru opportun d'étendre l'application de ces dispositions aux certificats délivrés depuis le 10 mai 1940 par les établissements d'enseignement moyen de la Colonie, en raison de l'impossibilité où se trouvent leurs porteurs de faire procéder pendant la durée des hostilités aux formalités d'homologation prévues par la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Il n'est pas possible d'autre part aux intéressés de produire les certificats de fréquentation des établissements d'enseignement moyen de Belgique où ils auraient commencé leurs études, ainsi que l'exigerait l'application de cette loi. Il y a donc lieu de les faire bénéficier de la procédure d'équivalence prévue par l'arrêté-loi du 26 février 1942.

Enfin, en raison des conditions actuelles de l'enseignement au Congo, il était nécessaire de suspendre en cette matière l'application des dispositions en vigueur quant au régime

werd dat het hun, ingevolge een daad van den vijand of van een vreemde mogendheid onmogelijk was zich bij de Krijgsmacht te vervoeien.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 16 December 1943.

De Leden van den Ministerraad,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

30 December 1943.—Besluit-wet tot wijziging van de besluit-wet van 26 Februari 1942 betreffende de gelijkwaardigheid, ten overstaan van de Belgische wet, van de buiten het bezet gebied verleende onderwijsdiploma's.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

De besluit-wet van 26 Februari 1942 regelt de gelijkwaardigheid van de diploma's en getuigschriften welke de door de Regeering erkende gestichten van middelbaar onderwijs in het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië afleveren, met de in België afgeleverde diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs alsook de homologatie van deze diploma's.

Het is dienstig gebleken de toepassing van deze bepalingen uit te breiden tot de sedert 10 Mei 1940 door de gestichten van middelbaar onderwijs in de Kolonie afgeleverde getuigschriften, gezien de onmogelijkheid waarin de houders ervan zich bevinden om gedurende de vijandelijkheden de door de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 bepaalde homologatievormen te doen nakomen.

Het is anderzijds voor belanghebbenden niet mogelijk de getuigschriften over te leggen, waaruit blijkt dat zij de lessen hebben gevolgd van de gestichten van middelbaar onderwijs in België waar zij hun studiën zouden begonnen hebben, zooals de toepassing van deze wet het zou vergen. Zij dienen dus het voordeel te genieten van de bij besluit-wet van 26 Februari 1942 bepaalde gelijkstellings-procedure.

Het was noodig, ten slotte, gezien de huidige voorwaarden van het onderwijs in Congo, in dezen de toepassing van de geldende bepalingen te schorsen betreffende het taalstelsel van

linguistique de l'enseignement moyen et aux mentions prescrites à cet égard dans les certificats d'études moyennes; il a paru équitable d'étendre le bénéfice de cette mesure aux porteurs de certificats d'études moyennes délivrés dans tous les pays visés à arrêté-loi.

Tel est l'objet de l'article 2. La conséquence pratique en est que ces diplômes permettront à leurs porteurs de continuer leurs études en Belgique selon l'un ou l'autre régime linguistique.

Le Ministre de l'Instruction Publique,

A. DE VLEESCHAUWER.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution,

Vu l'arrêté du 28 mai 1940,

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives,

Vu l'arrêté-loi du 26 février 1942,

Vu les dispositions relatives au régime linguistique de l'enseignement moyen et aux mentions prescrites à cet égard dans les certificats d'études moyennes; vu, notamment, les lois du 14 juin 1930 et 15 juillet 1932,

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1er.—Il est ajouté à l'article 2 de l'arrêté-loi du 26 février 1942 un second alinéa rédigé comme suit :

“ Sont également rendus équivalents aux diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés en Belgique, les diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés aux Colonies, depuis le 10 mai 1940 et jusqu'à la date de la remise de l'Armée sur pied de paix. La liste des écoles admises au bénéfice de cette disposition et la liste des diplômes et certificats, avec l'indication du diplôme ou certificat belge auquel ils correspondent sont établies par le Ministre de l'Instruction Publique, après avis du Ministre des Colonies et de la Commission Consultative de l'Enseignement belge en Grande-Bretagne. Les écoles s'adressent à cet effet au Ministre de l'Instruction Publique par l'intermédiaire du Gouverneur Général et du Ministre des Colonies ”.

het middelbaar onderwijs en de daaromtrent voorgeschreven vermeldingen in de getuigschriften van middelbaar onderwijs; het komt billijk voor dezen maatregel uit te breiden tot de houders van getuigschriften van middelbaar onderwijs, welke in alle door deze besluitwet bedoelde landen afgeleverd worden.

Aldus de bedoeling van artikel 2. Practisch volgt er uit dat de houders van deze diploma's hun studies in België volgens het een of het andere taalsysteem zullen kunnen voortzetten.

De Minister van Openbaar Onderwijs,

A. DE VLEESCHAUWER.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCH VOLK :

Wij Ministers in Raad Vergaderd,

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet,

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940,

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen,

Gelet op de besluit-wet van 26 Februari 1942,

Gelet op de bepalingen betreffende het taalsysteem van het middelbaar onderwijs en de voorgeschreven meldingen dienaangaande in de getuigschriften van middelbaar onderwijs, gelet namelijk op de wetten van 14 Juni 1930 en 15 Juli 1932,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Aan artikel 2 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 wordt een tweede lid toegevoegd luidend als volgt :

“ Met de in België afgeleverde diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs worden ook gelijkgesteld de diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs afgeleverd in de Koloniën sedert 10 Mei 1940 en tot den datum waarop het Leger op voet van vrede wordt teruggebracht. De Minister van Openbaar Onderwijs, na advies van den Minister van Koloniën en van de Commissie van Advies voor het Belgisch onderwijs in Groot-Brittannië, maakt de lijst op van de scholen welke van deze bepaling genieten en de lijst der diploma's en getuigschriften met aanduiding van het Belgisch diploma of getuigschrift waarmede deze overeenstemmen. Te dien einde wenden de scholen zich tot den Minister van Openbaar Onderwijs door tusschenkomst van den Gouverneur Generaal en den Miniseer van Koloniën ”.

ART. 2.—Il est ajouté à l'arrêté-loi du 26 février 1942 un article 9 conçu comme suit :

“ Les dispositions relatives au régime linguistique de l'enseignement moyen et aux mentions prescrites à cet égard dans les certificats d'études moyennes ne sont pas applicables aux diplômes et certificats auxquels les certificats visés au présent arrêté seront déclarés équivalents ”.

ART. 3.—Il est ajouté à l'article 8 de l'arrêté-loi du 26 février 1942 un second alinéa rédigé comme suit :

“ Cette disposition n'est pas applicable aux diplômes et certificats visés à l'alinéa 2 de l'article 2 ”.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 30 décembre 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE.

29 janvier 1944.—Arrêté ministériel relatif au mode d'engagement pour la durée de la guerre des sujets belges et étrangers.

LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE.

Vu l'arrêté-loi du 22 décembre 1942, co-ordonnant les arrêtés-lois des 30 janvier 1941, 8 mai 1941, 13 mai 1942, 8 octobre 1942 et 10 décembre 1942, relatifs au régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service,

Vu l'article 19 de l'arrêté-loi ci-dessus, autorisant les sujets belges à contracter un engagement volontaire pour la durée de la guerre,

Vu l'arrêté-loi du 5 août 1943, dont l'article 1, litt. F., porte modification à l'article 19 précité,

Vu l'arrêté-loi du 29 mai 1941, autorisant les sujets étrangers à s'engager à l'armée belge pour la durée de la guerre.

Revu l'arrêté ministériel du 28 juin 1941, relatif aux engagements de sujets étrangers,

ART. 2. — Aan de besluit-wet van 26 Februari 1942 wordt een artikel 9 toegevoegd, luidend als volgt :

“ De bepalingen betreffende het taalsstelsel van het middelbaar onderwijs en betreffende de daaromtrent voorgeschreven vermeldingen in de getuigschriften van middelbaar onderwijs, zijn niet van toepassing op de diploma's en getuigschriften waarmee de in dit besluit bedoelde getuigschriften gelijkwaardig zullen verklaard worden ”.

ART. 3.—Aan artikel 8 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

“ Deze bepaling is niet van toepassing op de in artikel 2, tweede lid, bedoelde diploma's en getuigschriften ”.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 30 December 1943.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.

A. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIG- ING.

29 Januari 1944.—Ministerieel besluit betreffende de wijze van dienstneming van Belgische en vreemde onderdanen, voor den duur van den oorlog.

DE MINISTER VAN LANDSVER- DEDIGING.

Gelet op de besluit-wet van 22 December 1942, ter samenordering van de besluit-wetten van 30 Januari 1941, 8 Mei 1941, 13 Mei 1942, 8 October 1942 en 10 December 1942, betreffende het voorloopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen,

Gelet op artikel 19 van voormelde besluit-wet, waarbij de Belgische onderdanen gemachtigd worden vrijwillig dienst te nemen voor den duur van den oorlog,

Gelet op artikel 1, litt. F., van de besluit-wet van 5 Augustus 1943, waarbij voormeld artikel 19 gewijzigd wordt,

Gelet op de besluit-wet van 29 Mei 1941, waarbij vreemde onderdanen gemachtigd worden bij het Belgisch leger dienst te nemen door den duur van den oorlog,

Herzien het ministerieel besluit van 28 Juni 1941, betreffende de dienstneming van vreemde onderdanen.

ARRETE :

ART. 1.—Les sujets belges et étrangers qui désirent contracter à l'armée belge un engagement volontaire pour la durée de la guerre, doivent remplir les conditions et formalités énumérées ci-après :

- a) être âgés de 16 ans au moins,
- b) ne pas être atteints de maladies ou infirmités entraînant l'exemption ou l'ajournement en vertu des tableaux A., B., C. des critères d'aptitude, ni de celles permettant la désignation pour le service par application du tableau D. des dits critères;
- c) signer l'acte d'engagement dont le modèle est déterminé par le présent arrêté.

ART. 2.—Les candidats qui n'ont pas atteint leur majorité ou les apatrides de moins de vingt ans doivent produire en outre :

- a) la preuve du consentement du père, de la mère à défaut du père, du tuteur si le père et la mère sont décédés, légalement inconnus disparus, déchus de la puissance paternelle ou dans l'impossibilité de manifester leur volonté.

Toutefois, lorsque les parents se trouvent séparés judiciairement ou de fait et si les circonstances le justifient, le consentement de la mère peut être admis comme suffisant, pour autant que celle-ci ait la garde de l'enfant.

- b) Le cas échéant, la délibération par laquelle le Conseil de famille (ou le Conseil de tutelle, s'il s'agit d'un enfant abandonné, recueilli dans un hospice ou confié en vertu des dispositions légales à une société ou à une institution de charité ou d'enseignement) a autorisé le tuteur à consentir à l'enrôlement de son pupille.

Cependant, aucun consentement ne sera exigé si la personne qui devrait le donner se trouve en territoire ennemi ou occupé par l'ennemi ou dans l'impossibilité de manifester sa volonté. Il en sera fait mention sommaire sur l'acte d'engagement.

ART. 3.—Les candidats volontaires seront examinés au point de vue de leur aptitude au service par les médecins qui assistent le Bureau de Recrutement et dans les pays où ces bureaux n'existent pas, par au moins deux médecins désignés par les agents diplomatiques

BESLUIT :

ART. 1.—Belgische en vreemde onderdanen, die verlangen bij het Belgisch leger dienst te nemen voor den duur van den oorlog, moeten aan volgende voorwaarden en formaliteiten voldoen :

- a) ten minste 16 jaar oud zijn;
- b) niet lijden aan een der ziekten of gebreken die, krachtens de tabellen A., B. en C. der geschiktheidscriteria, tot vrijstelling of voorloopige afkeuring aanleiding geven, of aan kwalen welke aanwijzing voor den dienst, bij toepassing van tabel D. van bedoelde criteria, mogelijk maken;
- c) de akte van dienstneming, waarvan het model bij dit besluit vastgesteld wordt, onderteekenen.

ART. 2.—De kandidaten die nog niet meerderjarig zijn of de vaderlandloozen die nog geen twintig jaar oud zijn, moeten bovendien voorleggen :

- a) het bewijs van de toestemming van den vader, van de moeder bij ontstentenis van den vader, van den voogd zoo de vader en de moeder overleden, wettelijk onbekend, verdwenen, van het vaderlijk gezag vervallen verklaard zijn of in de onmogelijkheid verkeerden hun wil te doen kennen.

Zijn, evenwel, de ouders gerechtelijk of metterdaad gescheiden, dan mag, zoo de omstandigheden zulks rechtvaardigen, de toestemming der moeder als voldoende aangenomen worden, voor zoover het kind haar toevertrouwd werd.

- b) In voorkomend geval, de beslissing waarbij de familieraad (of de voogdijraad, zoo het een verlaten kind betreft, dat in een godshuis opgenomen is of, krachtens de wettelijke bepalingen, aan een liefdadigheids of onderwijsvereniging of instelling toevertrouwd werd) den voogd er toe machtigde in de dienstneming van zijn pleegzoon toe te stemmen.

Geenerlei toestemming wordt nochtans geëischt zoo de persoon, die ze zou moeten geven, zich op vijandelijk grondgebied of door den vijand bezet grondgebied bevindt of in de onmogelijkheid verkeert zijn wil te doen kennen. Zulks wordt bondig op de akte van dienstneming vermeld.

ART. 3.—De kandidaten-vrijwilligers worden, met het oog op hun geschiktheid voor den dienst, door de tot het Werfbureau behorende dokters onderzocht. In de landen waar geen Werfbureau bestaat, worden zij onderzocht door ten minste twee dokters, door de bevoegde

ou consulaires compétents, ou, dans la Colonie et dans les territoires du Ruanda-Urundi, par le Gouverneur Général du Congo.

Dans un délai de huit jours suivant le jour où le Commandant du Bureau de Recrutement, l'agent diplomatique ou consulaire, ou le Gouverneur Général du Congo, selon le cas, leur aura signifié la décision d'incapacité physique, les candidats pourront demander à être soumis à une contre-visite médicale opérée par deux autres médecins désignés par le Commandant du Bureau de Recrutement, par les agents diplomatiques ou consulaires, ou par le Gouverneur Général du Congo.

Si les candidats négligent de se présenter à cette contre-visite aux jour, lieu et heure qui leur seront indiqués, ils seront censés y avoir renoncé et la décision médicale sera considérée comme définitive.

ART. 4.—Les engagements sont reçus par les Commandants des Bureaux de Recrutement ou par les agents diplomatiques ou consulaires compétents dans les pays où des Bureaux de Recrutement n'ont pas été constitués. Dans la Colonie et dans les territoires du Ruanda-Urundi, ils sont reçus par le Gouverneur Général du Congo. Ils sont agréés par le Ministre de la Défense Nationale ou son délégué, conformément aux instructions particulières qui seront données par celui-ci.

Les candidats reçoivent notification de l'agrément de leur engagement par les soins des agents mentionnés ci-dessus, et acquièrent la qualité de militaire par le fait de leur entrée au service et de la lecture qui leur est donnée d'un résumé des lois militaires dont le texte est fixé par l'Arrêté Royal du 28 avril 1926.

ART. 5.—Le Ministre de la Défense Nationale pourra, à titre exceptionnel, agréer l'engagement d'un candidat ne remplissant pas une ou plusieurs des conditions énumérées aux articles 1 (a) et (b), et 2 (a) et (b).

ART. 6.—L'arrêté ministériel du 28 juin 1941 précité est abrogé.

Londres, le 29 janvier 1944.

Le Ministre de la Défense Nationale,
H. PIERLOT.

diplomatieke of consulaire ambtenaars, of, in de Kolonie en in de Ruanda-Urundi gebieden, door den Gouverneur-Generaal van Congo, aangeduid.

Binnen een termijn van acht dagen na den datum waarop de Commandant van het Werfbureau, de diplomatieke of consulaire ambtenaar, of de Gouverneur-Generaal van Congo volgens het geval, hun de beslissing van lichamelijke ongeschiktheid beteekend heeft, mogen de kandidaten vragen om door twee andere, door den Commandant van het Werfbureau, door de diplomatieke of consulaire ambtenaars of door den Gouverneur-Generaal van Congo aangeduide dokters tegenonderzocht te worden.

Zoo de kandidaten op den dag, de plaats en het uur, die hun zullen aangeduid worden, niet voor dit tegenonderzoek verschijnen, wordt verondersteld dat zij er van afzien. De geneeskundige beslissing wordt dan als definitief beschouwd.

ART. 4.—De dienstverbintenissen worden door de Commandanten der Werfbureau's of, in de landen waar geen werfbureau's ingericht werden, door de bevoegde diplomatieke of consulaire ambtenaars in ontvangst genomen. In de Kolonie en in de Ruanda-Urundi gebieden, worden zij door den Gouverneur-Generaal van Congo in ontvangst genomen. Overeenkomstig de bijzondere onderrichtingen van den Minister van Landsverdediging, worden zij door hem of zijn gemachtigde goedgekeurd.

De goedkeuring van de dienstverbintenis wordt door toedoen van hoogervermelde ambtenaren medegedeeld aan de kandidaten, die de hoedanigheid van militair verwerven door het feit dat zij in dienst treden en dat een samenvatting van de militaire wetten, waarvan de tekst bij het Koninklijk Besluit van 28 April 1926 vastgesteld werd, hun voor-gelezen wordt.

ART. 5.—De Minister van Landsverdediging kan, bij uitzondering, de dienstverbintenis goedkeuren van een candidaat die niet aan één of verscheidene der in artikel 1 (a) en (b), en 2 (a) en (b), gestelde voorwaarden voldoet.

ART. 6.—Voormeld ministerieel besluit van 28 Juni 1941, wordt ingetrokken.

Londen, 29 Januari 1944.

De Minister van Landsverdediging,
H. PIERLOT.

ANNEXE A L'ARRETE MINISTERIEL DU 29 JANVIER 1944.

RENSEIGNEMENTS : ARMEE BELGE.

Nom *Acte d'Engagement*
Prénoms *Volontaire.*
Fils de Je soussigné déclare
et de m'engager pour la
Né à durée de la guerre, à
le la date de ce jour.
Nationalité Je reconnais avoir
Résidant reçu lecture des lois
Profession militaires, du présent
Célibataire acte et de l'arrêté
Marié ministériel du 29 jan-
Veuf vrier 1944, relatif aux
(avec ou sans enfants) engagements.
Divorcé Le 194...
(avec ou sans enfants) Le (3)
(5) (4)

(1) L'intéressé s'il sait écrire, appose de sa main :
"Ainsi fait à.....le....."
(date en toutes lettres).

(2) Signature du candidat. S'il ne sait pas signer, il
appose sa marque en présence de deux témoins qui
signent. On inscrit ensuite les mots : "La marque
ci-dessus a été apposée en présence de.....
.....par le contractant, qui a déclaré être
incapable de signer".

(3) Grade et Fonction.

(4) Signature.

(5) Paraphe de l'intéressé.

MINISTERE DES COLONIES.

29 janvier 1944.—Arrêté. Certificats de
qualification. Visa. Délégation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 18 de l'arrêté-loi du 19 février
1942 sur l'administration, en temps de guerre,
des sociétés commerciales ou à forme commer-
ciale;

Vu l'article 12 du décret du 14 mai 1942,
relatif à l'administration et à la liquidation, en
temps de guerre, des sociétés civiles ou com-
merciales, institutions, associations et établis-
sements d'utilité publique de droit colonial
belge;

Vu l'obligation du visa annuel imposée aux
représentants des sociétés lors de la délivrance
du certificat de qualification,

BIJLAGE VAN HET MINISTERIEEL BESLUIT VAN 29 JANUARI 1944.

INLICHTINGEN : BELGISCH LEGER.

Naam..... *Akte van Dienst-*
Voornamen *neming.*
Zoon van Ik ondergeteekende
en van verklaar, op datum
Geboren te van heden dienst te
den..... nemen voor den duur
Nationaliteit..... van den oorlog.
Wonende te Ik verklaar dat de
Beroep militaire wetten, on-
Ongehuwd derhavige akte en het
Gehuwd..... ministerieel besluit
Weduwnaar..... van 29 Januari 1944,
(met of zonder kin- betreffende de dienst-
deren) nemingen, me voor-
Uit den echt ge- Gezien en goed-
scheiden gekeurd :
(met of zonder kin- Den..... 194...
deren) De (3)
(5) (4)

(1) Zoo de belanghebbende kan schrijven, zet hij
eigenhandig volgende formul: "Opgemaakt te
.....den....." (datum
voluit).

(2) Handteekening van den candidaat. Zoo hij niet
kan teekenen, zet hij zijn merk, in bijzijn van
twee getuigen die teekenen. Er dan bijschrijven
"Bovenstaand merk werd gezet in bijzijn van
....., door den dienstnemer
die verklaard heeft niet te kunnen teekenen".

(3) Graad en Ambt.

(4) Handteeken.

(5) Naammerk van den belanghebbende.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

29 Januari 1944.—Besluit. Qualificeerings-
getuigschriften. Visum. Opdracht.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 18 van de besluit-wet van
10 Februari 1942 op het beheer in oorlogstijd
van de handelsvennootschappen of vennoot-
schappen in handelsvorm;

Gelet op het artikel 12 van het decreet van
14 Mei 1942 betreffende het beheer en de
vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of
handelsvennootschappen, van instellingen,
vereeningen en inrichtingen van openbaar
nut onder het Belgisch koloniaal recht;

Gelet op de verplichting van het jaarlijksch
visum opgelegd aan de vertegenwoordigers
der vennootschappen bij het afleveren van het
hoedanigheids-getuigschrift,

ARRETE :

Mr. HEYSE, Th. Directeur Général au Ministère des Colonies est chargé tant que resteront en vigueur les arrêté-loi et décret précités de viser, au cours du mois de janvier de chaque année, les certificats de qualification délivrés à Londres aux représentants des sociétés belges et de droit colonial belge.

Londres, le 29 janvier 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 février 1944. — Décret. Concession gratuite à M. Jean GEORGHIOU, d'un terrain de 100 Ha. sis à Longombo. Convention du 20 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, accorde gratuitement en occupation provisoire pour un terme de cinq ans, à Monsieur GEORGHIOU, Jean, colon résidant à Lodja, qui accepte aux conditions générales des décrets des 28 octobre 1942 et 6 avril 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à LONGOMBO (Lodja), d'une superficie de cent hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du concessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le Gouverneur Général.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions érigées en matériaux durables;

b) les terres cultivées sur 1/5^e au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus les bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 2 seront cédées gratuitement en pleine propriété.

BESLUIT :

De Heer HEYSE, Th. Directeur-Generaal bij het Ministerie van Koloniën, wordt gelast, zolang voormelde besluit-wet en decreet in werking blijven, in den loop der maand Januari van ieder jaar de hoedanigheids-getuigschriften voor gezien te teekenen, welke te Londen aan de vertegenwoordigers der Belgische Vennootschappen en der Vennootschappen onder Koloniaal Recht, werden afgeleverd.

Londen, den 29n Januari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 Februari 1944.—Decreet. Kostelooze concessie aan den Heer Jean GEORGHIOU, van een grond van 100 Ha. te Longombo. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de 50 hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au vœu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

En cas de cession gratuite en toute propriété, le concessionnaire sera tenu de verser au Trésor une somme correspondant à la valeur du bois sur pied existant sur les terres en dehors de celui des plantations établies. Cette valeur sera fixée par le Gouverneur de Province d'après évaluation d'un fonctionnaire du service compétent.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Le terrain concédé a fait l'objet d'un procès-verbal d'enquête de vacance du sol en date du 27 juillet 1942 et fait partie d'un bloc de 385 Ha.; il était grevé des droits non desuets de cueillette des fruits, chasse et passage sur les chemins et sentiers au profit des autochtones. Les droits de cueillette des fruits et de chasse furent abandonnés contre paiement d'une indemnité de 6.000 francs; celle-ci a été liquidée aux natifs comme en fait foi le procès-verbal de paiement en date du 1 janvier 1943 dressé à cet effet par l'Administrateur Territorial de Lodja.

ART. 7.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 115/AE/T du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

ART. 8.—Le concessionnaire déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9.—Sauf pour les cas prévus à l'article 1er—4^{ème} alinéa, du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942 ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat ci-après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le vingt décembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 25 février 1944.

Londen, 25 Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 février 1944.—Décret. Cession à la Société Chanic d'un terrain de 7 Ha. 27 a. sis à Léopoldville-Ouest. Convention du 1^{er} septembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

25 Februari 1944.—Decreet. Afstand aan de Société Chanic van een grond van 7 Ha. 27 a. te Leopoldstad-Oost. Overeenkomst van 1 September 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT DU MOYEN-CONGO, agissant au nom du Gouvernement du Congo Belge, en vertu des pouvoirs lui conférés par l'Ordonnance n° 68/T. du 30 août 1929, du Gouverneur Général, de l'avis conforme du Comité Urbain et avec l'acceptation du Gouverneur de la Province de Léopoldville, donne en location à la Société "CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CONGO" (CHANIC) ayant son siège social, à Léopoldville, représentée par Monsieur RUWET A., dont les pouvoirs ont été publiés au *Bulletin Administratif* n° 21 du 10 novembre 1940, page 1800 qui accepte, suite au contrat de bail n° L.22 du 15 avril 1940 résilié, aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à l'installation d'un chantier naval et d'industries diverses, situé à Léopoldville Ouest, au lieu dit "Basoko," d'une superficie de sept hectares vingt sept ares dix centiares quatre-vingt sept centièmes (7 Ha. 27 a. 10 ca. 87/100).

Le dit terrain est figuré sous une teinte jaune au croquis approximatif dressé ci-après à l'échelle de 1 à 2.500.— Sa nature ainsi que ses limites sont parfaitement connues de l'acquéreur.

Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent.

CONDITIONS SPECIALES :

1°) Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de dix sept mille quatre cent cinquante francs soixante et un centimes (17.450,61 frs.) payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 23 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Léopoldville-Kalina sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du bailleur. A défaut de paiement aux échéances fixées le locataire devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur le revenu et ce sans préjudice à tous autres droits;

2°) La location prend cours à la date du premier septembre mil neuf cent quarante trois;

3°) Le délai dans lequel le terrain devra être occupé sera de un an à partir de la date du présent contrat;

4°) L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie du Chef de la résiliation qui interviendrait en cas d'inoccupation dans le délai prémentionné est fixée au montant d'une année locative;

5°) Les parcelles louées devront être bornées et une clôture conforme aux règlements devra être érigée sur toutes les parties de leur périmètre libres de construction;

6°) Les constructions et clôtures à ériger sur le terrain loué devront être autorisées par l'Autorité Administrative compétente. Il appartiendra au locataire de faire en temps utile toute diligence auprès de la dite autorité administrative, afin d'obtenir l'autorisation nécessaire;

7°) Le locataire sera tenu de se conformer aux prescriptions de l'autorité administrative en ce qui concerne la zone de recul à observer éventuellement le long des voies publiques pour l'alignement des constructions. Cette zone de recul ne pourra toutefois pas excéder cinq mètres de largeur;

8°) Le locataire s'engage à créer sur le terrain un ensemble d'installations à destination de Chantier Naval et d'Industries diverses;

9°) La Société pourra occuper gratuitement le domaine public de la Colonie le long du Fleuve Congo, au droit du terrain envisagé ci-dessus. Les terrains éventuellement récupérés par remblais sur le fleuve, seront vendus à la Société au prix de trois francs le m²; sauf sur la bande du domaine public à reconstituer à la rive nouvelle. La Société pourra outiller la dite rive à la destination industrielle prévue au présent contrat;

10°) Sera considéré comme occupation aux termes de l'article 16 de l'arrêté du 25 février 1943 le fait d'avoir borné, clôturé et commencé l'appropriation de la parcelle à la destination envisagée. Sera considéré comme résidence aux termes du même article, le fait de poursuivre d'une manière progressive et ininterrompue les dits travaux d'appropriation et de construction;

11°) A l'expiration du terme de cinq ans fixé ci-dessus, la vente sera consentie au locataire au prix de trois francs le m². Pour bénéficier de cette option d'achat, le locataire devra remplir à la satisfaction de l'Administration, les conditions générales et spéciales sous lesquelles est conclu le présent contrat;

12°) L'inexécution d'une quelconque des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ou d'une quelconque des conditions spéciales ci-dessus fera s'opérer d'office après sommation ou lettre recommandée restée sans réponse endéans la quinzaine de sa réception la résiliation du présent contrat;

13°) En tous temps, la Colonie pourra installer sur la parcelle des signaux, poteaux et autres appareils utiles aux services publics, y compris les poteaux téléphoniques et télégraphiques.

Il est entendu que l'établissement de ces appareils et poteaux se fera sans nuire aux exploitations de la Société et sans préjudice toutefois, de l'application des règlements généraux sur la matière.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le premier septembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 25 février 1944.

Londen, den 25n Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 février 1944.—Décret. Cession à la Société Chanic d'un terrain de 5 Ha. 67 a. sis à Léopoldville-Ouest. Convention du 1er septembre 1943. Approbation.

25 Februari 1944.—Decreet. Afstand aan de Société Chanic van een grond van 5 Ha. 67 a. te Leopoldstad-Oost. Overeenkomst van 1 September 1943. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit, est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LE COMMISSAIRE DE DISTRICT DU MOYEN-CONGO, agissant au nom du Gouvernement du Congo Belge en vertu des pouvoirs lui conférés par l'Ordonnance n° 68/T. du 30 août 1929 du Gouverneur Général, de l'avis conforme du Comité Urbain et avec l'approbation du Gouverneur de la Province de Léopoldville.

VEND et CEDE en toute propriété à la Société "CHANTIER NAVAL ET INDUSTRIEL DU CONGO" (CHANIC), représentée par Monsieur RUWET, A., dont les pouvoirs ont été publiés au *Bulletin Administratif*, n° 21 du 1er novembre 1940, page 1.800 qui accepte suite au contrat de bail n° I.22 du 15 avril 1940, résilié, aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 et aux conditions spéciales ci-dessous.

Deux parcelles de terre, destinées à l'installation d'industries diverses, situées à Léopoldville-Ouest, au lieu dit "Basoko", d'une superficie totale de cinq hectares soixante sept ares cinquante cinq centiares quatre-vingt quatre centièmes (5 Ha. 67 a. 55 ca. 84/100). Les dits terrains sont figurés sous un liseré rouge au croquis approximatif dressé ci-après à l'échelle de 1 à 2.500.

Sa nature ainsi que ses limites sont parfaitement connues de l'acquéreur.

Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent.

CONDITIONS SPECIALES :

1°) Le prix de vente des terrains est fixé à la somme de cent septante mille deux cent soixante sept francs cinquante deux centimes (170.267,52 frs.) payable ainsi qu'il est dit à l'article 27 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Léopoldville-Kalina, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du vendeur. A défaut de paiement à l'échéance fixée, l'acheteur devra intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus, et ce, sans préjudice à tous autres droits;

2°) Le terrain vendu devra être borné et une clôture conforme aux règlements devra être érigée sur toutes les parties de son périmètre libres de constructions;

3°) Les constructions et clôtures à ériger sur le terrain vendu devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente. Il appartiendra au propriétaire de faire en temps utile toute diligence auprès de la dite Autorité afin d'obtenir l'autorisation nécessaire;

4°) Le propriétaire ne pourra construire ou reconstruire aucune façade, aucun mur ou aucune clôture si ce n'est dans l'alignement et au niveau arrêté par l'Autorité compétente;

5°) Le délai sous lequel le terrain vendu devra être occupé sera de six mois à partir de la date du présent contrat. L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie en cas d'inoccupation dans le délai prémentionné est fixée au dixième du prix de vente;

6°) L'inexécution d'une quelconque des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ou d'une quelconque des conditions spéciales du présent contrat, donnera au Gouvernement le droit de prononcer la résolution du contrat;

7°) Toutes déclarations, significations, sommations, etc.... relatives aux présentes seront valablement adressées par simple lettre recommandée à la Poste;

8°) Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile, la Colonie à Léopoldville chez le Conservateur des Titres Fonciers en ses bureaux et l'acheteur dans ceux de l'Administration de la Population Blanche à Léopoldville-Est. Toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés aux domiciles élus des parties.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le premier septembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 25 février 1944.

Londen, den 25n Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

26 février 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre Jacques KISSING, au titre de commissaire gérant de la Cie de Plantations de Café et d'Exploitations Forestières „Cafegas”.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 13 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Mr. Pierre - Jacques KISSING, Directeur de cette société est nommé commissaire-gérant de la Cie de Plantations de Café et d'exploitations Forestières "CAFEGAS" dont le siège social est à Stanleyville.

ART. 2.—En sa qualité de commissaire-gérant, Mr. KISSING jouira des pouvoirs prévus à l'acte de procuration du 15 janvier 1937 déposé au greffe du Tribunal de 1ère instance de Stanleyville le 11 mars 1937.

Il pourra en outre disposer des fonds de la société bloqués à la Banque du Congo belge et les répartir entre les créanciers de la société.

ART. 3.—La rémunération de Mr. KISSING sera fixée par le Gouverneur Général.

Londres, 26 février 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

26 Februari 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Pierre Jacques KISSING tot zaakwaarnemend commissaris aan de „Cie de Plantations de Café et d'Exploitations Forestières ” „Cafegas”.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 13 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer, in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch koloniaal recht,

BESLUIT :

ART. 1.—De Hr. Pierre-Jacques KISSING, Directeur van deze Vennootschap, wordt benoemd tot commissaris-zaakvoerder van de "Cie de Plantations de Café et d'Exploitations Forestières" (CAFEGAS) waarvan de maatschappelijke zetel te Stanleystad is gevestigd.

ART. 2.—Als commissaris - zaakvoerder beschikt de Hr. KISSING over de macht, zooals bepaald in de akte van volmacht van 15 Januari 1937 welke op 11 Maart 1937 ter Griffie van de Rechtbank van 1sten aanleg te Stanleystad is neergelegd.

Hij kan buitendien over de in de Bank van Belgisch-Congo vastgelegde gelden der Vennootschap beschikken en ze onder de schuldeisers der vennootschap verdeelen.

ART. 3.—De bezoldiging van den Hr. KISSING wordt door den Gouverneur-Generaal bepaald.

Londen, den 26n Februari 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

1 mars 1944.—Arrêté. Nomination de MM. Pierre VERMEYLEN et Louis ORTS, en qualité d'administrateurs de complément de la société „Bamboli Cultuur Maatschappij”.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Sont nommés administrateurs de complément de la société congolaise à responsabilité limitée “BAMBOLI CULTUUR MAATSCHAPPIJ”, ayant son siège social à Stanleyville, MM. Pierre-Joseph-Louis VERMEYLEN, Directeur ad-interim de cette société et Louis ORTS, administrateur de sociétés.

Londres, le 1er mars 1943.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 mars 1944.—Décret. Concession à la Cie des Produits et des Frigorifères du Congo de l'île Bungi (Territoire du Bas-Fleuve). Convention du 21 janvier 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

ENTRE :

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Léopoldville, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté Royal du 30 mai 1922, d'une part;

Et :

La “COMPAGNIE DES PRODUITS ET DES FRIGORIFERES DU CONGO”, Société Anonyme, dûment représentée par Monsieur HOUSSA Maurice, son Directeur en Afrique agissant en vertu du certificat d'attestation de pouvoirs délivré le 17 avril 1943 (B.A. 1943, page 920), d'autre part;

Sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ART. 1.—L'île de Bungi d'une superficie approximative de sept cents hectares située dans le fleuve Congo entre la rive droite du fleuve et l'île de Mateba est comprise dans le bloc de terres faisant l'objet de l'article 1er de la convention n° Na. 5794 en date du 31 mai 1937 modifiée par l'article 16 de la convention n° Na. 7969 du 11 décembre 1941 (Décret du 17 décembre 1937 et Décret du 12 février 1942).

ART. 2.—La dite superficie de sept cents hectares vient en déduction des dix mille hectares que la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo peut choisir en vertu des conventions précitées.

1 Maart 1944.—Besluit. Benoeming van HH. Pierre VERMEYLEN en Louis ORTS tot beheerders ter aanvulling van de vennootschap „Bamboli Cultuur Maatschappij”.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer, in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch koloniaal recht,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Worden benoemd tot beheerders ter aanvulling van de Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid “BAMBOLI CULTUUR MAATSCHAPPIJ”, hebbende haar maatschappelijken zetel te Stanleystad, de HH. Pierre-Joseph-Louis VERMEYLEN, Directeur “ad-interim” van deze vennootschap en Louis ORTS, Beheerder van vennootschappen.

Londen, 1 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 Maart 1944.—Decreet. Concessie aan de „Cie des Produits et des Frigorifères du Congo” Eiland Bungi—(Beneden Stroomgebied). Overeenkomst van 21 Januari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 3.—Toutes les autres conditions prévues à la convention en date du 31 mai 1937 restent en vigueur.

ART. 4.—Les frais du présent avenant et de ses suites sont à charge de la Compagnie des Produits et des Frigorifères du Congo.

Ainsi fait, en double expédition, le vingt et un janvier mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 4 mars 1944.

Londen, 4 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 mars 1944. Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Oscar NICOLAY, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. situé à la rivière Kivura (Ngoya). Convention du 28 décembre 1943. Approbation.

7 Maart 1944. Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga "aan den Heer Oscar NICOLAY, oudstrijder" van een grond van 10 Ha. op de Kivura (Ngoya) rivier. Overeenkomst van 28 December 1943. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Entre : le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,

Et :

Monsieur NICOLAY Oscar, agent de l'UNION MINIERE DU HAUT-KATANGA, résidant à Jadotville, contractant d'autre part, il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Le contractant d'une part autorise le contractant d'autre part en sa qualité d'ancien combattant de l'armée belge métropolitaine à occuper provisoirement et gratuitement un terrain rural situé à la rivière Kivura (Ngoya) d'une superficie de 10 Ha. (dix hectares) environ, conformément au croquis ci-annexé.

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain concédé est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article II.—Durée du contrat.

La durée de l'occupation est fixée à cinq ans et prendra cours à la date d'approbation du présent contrat par le pouvoir compétent de la Colonie.

Article III.—Mise en valeur.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer la mise en valeur du terrain de la façon suivante :

Il devra mettre sous culture une superficie d'un hectare par an, de façon à atteindre cinq hectares à la fin de la cinquième année d'occupation provisoire.

Lors du constat de mise en valeur, le bétail et la volaille ainsi que certaines cultures spéciales existant sur la concession seront pris en considération suivant l'équivalence ci-après.

Un hectare de cultures maraîchères, de tabac ou d'arbres fruitiers équivaut à deux hectares et demi de cultures vivrières.

La mise sous culture d'un hectare équivaut à l'entretien permanent de trois pores adultes ou quatre chèvres ou moutons adultes ou bien vingt cinq poules européennes.

La mise sous culture de trois hectares équivaut à l'entretien permanent d'une vache de race ou de deux vaches croisées.

Ces animaux devront être logés dans des abris convenables.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer personnellement la mise en valeur ci-dessus.

Article IV.—Transfert du contrat.

Le contractant d'autre part ne pourra céder ses droits qu'avec l'autorisation préalable et donnée par écrit du Gouverneur Général de la Colonie.

Article V.—Acquisition de la propriété.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part sera en droit d'obtenir la cession gratuite du terrain à condition d'avoir fidèlement rempli les obligations du présent contrat et notamment les obligations de mise en valeur stipulées à l'article 3.

Toutefois, le Représentant du Comité Spécial pourra céder le terrain avant l'expiration du contrat si les conditions de mise en valeur se trouvent complètement réalisées.

Le contractant d'autre part, une fois devenu propriétaire ne pourra vendre, louer, hypothéquer ou grever de droits réels son terrain qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général de la Colonie.

Article VI.—Interdiction de déboiser.

L'occupant n'est autorisé à défricher la forêt que dans la mesure nécessaire à son exploitation; il peut dans ce cas disposer du bois.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communication et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article VII.—Droit sur les substances minérales.

Le contractant d'autre part pourra extraire du fonds des pierres, de l'argile, du sable et autres matières semblables pour les constructions et améliorations qu'il entreprendra.

A tout moment au cours du contrat, le Comité Spécial pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierre pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles en vertu de la législation minière. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part; leur superficie sera décomptée du terrain concédé ou cédé.

Si le contractant d'une part fait usage de ce droit, le terrain concédé ou cédé sera grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Ce passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum sur laquelle des moyens de transports pourront être construits.

Article VIII.—Servitude de passage.

Les sentiers, routes et passages quelconques existant sur le terrain constituent des servitudes de passage au profit du domaine public. Ils sont censés avoir une largeur minimum de vingt mètres.

Article IX.—Réserve pour route.

Le contractant d'une part se réserve dès maintenant à l'intérieur du terrain concédé, pour l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur dont la situation sera déterminée en tenant compte autant que possible des nécessités de l'exploitation. Cette bande de terre ne fait pas partie du terrain concédé.

Article X.—Accès à l'eau.

Le Comité Spécial du Katanga se réserve également le droit d'accès à l'eau au moyen d'un chemin de vingt mètres de largeur pour les exploitants des terrains avoisinants.

Article XI.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit et sans intervention de justice, à l'expiration du délai dont il s'agit.

Article XII.—Fin du contrat.—Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le terrain, s'il n'est pas cédé en propriété devra être remis à la disposition du contractant d'une part.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'oeuvre sans égard à la plus-value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où le présent contrat viendrait à être résolu soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution par le contractant d'autre part d'obligations qui lui incombent.

Article XIII.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article XIV.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XV.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le contractant d'autre part n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Article XVI.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part, déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire à Elisabethville, le 28 décembre 1943.

Londres, le 7 mars 1944.

Londen, 7 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 mars 1944. Décret. Concession à la Société Cotonnière du Bomokandi d'un terrain de 4 Ha. sis à Gosamo. Convention du 20 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans à la Société "COTONNIERE DU BOMOKANDI," ayant son siège à Tely, dont les statuts ont été publiés aux annexes du B.O. de 1931, page 711, représentée par Monsieur GILLIEAUX, Pierre, procuration publiée aux annexes du B.A. de 1934, page 336, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage industriel situé à Gosamo d'une superficie de quatre hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

7 Maart 1944. Decreet. Concessie aan de „Société Cotonnière du Bomokandi" van een grond van 4 Ha. te Gosamo. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de six mille quatre cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du bailleur.

ART. 2.—La location prend cours le premier juin 1900 quarante trois.

ART. 3.—Le locataire s'engage à construire sur le terrain loué les bâtiments nécessaires à son industrie; les locaux réservés à l'habitation et à usage privé devront être nettement distincts des susdits bâtiments. Les constructions seront au moins en pisé et entretenues dans un parfait état de conservation.

ART. 4.—Les constructions à ériger sur le terrain loué devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente qui sera seule juge pour apprécier si ces obligations sont remplies.

ART. 5.—La jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 6.—Il est interdit au preneur de sous-louer le terrain, ou de céder son bail sans l'autorisation écrite du Gouverneur de la Province.

ART. 7.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt décembre 1900 quarante trois.

Londres, le 7 mars 1944.

Londen, 7 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

AVIS DIVERS.

SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE.

Société Anonyme de droit belge.

ASSEMBLEE GENERALE DES OBLIGATAIRES.

2 DÉCEMBRE 1943.

L'an mil neuf cent quarante trois, le deux décembre, à dix heures du matin au siège social de la Société Anonyme de Cultures au Congo Belge, dans les bureaux de la Société Anonyme "HUILEVER" à Léopoldville,

Par devant nous, DRYVERS, Joseph, Gérard, Henri, Chef du Service du Secrétariat de la Ville de Léopoldville, exerçant les fonctions de Notaire à Léopoldville en vertu d'une décision prise en conformité de l'Ordonnance en date du 12 juillet 1886 de l'Administrateur Général du Congo, approuvée par Décret du Roi Souverain, en date du 23 septembre 1886; Nanti, aux fins des présentes de l'autorisation spéciale prescrite in fine du second alinéa de l'article 4 de l'Ordonnance précitée;

En présence de Messieurs: Willems, Marcel, secrétaire et Barlow, Robert, comptable, résidant tous deux à Léopoldville, témoins instrumentaires à ce requis réunissant les conditions exigées par la Loi,

S'est réunie l'Assemblée Générale des Obligataires de la "Société Anonyme de Cultures au Congo Belge," société anonyme de droit belge, constituée à Anvers le 14 juillet 1914, par acte du Notaire Fiocco, publié aux annexes du *Moniteur Belge* du 31 juillet 1914, No. 6522, et dont les Statuts ont été modifiés:

1) Par acte du Notaire Fiocco, publié aux "annexes" du *Moniteur Belge* du 21 avril 1920, No. 4234;

2) Par acte du Notaire Charles Gevers, publié aux “ annexes ” du *Moniteur Belge* du 18 juillet 1925, No. 9039;

3) Par acte du Notaire Charles Gevers, publié aux “ annexes ” du *Moniteur Belge* du 31 décembre 1927, No. 15139;

4) Par acte des Notaires Cols et Ch. Gevers, en date du 15 décembre 1931;

5) Par acte du notaire Ch. Gevers, publié aux “ annexes ” du *Moniteur Belge* du 24 mars 1933, No. 2737;

6) Par acte du Notaire Cols, publié aux “ annexes ” du *Moniteur Belge* des 2-3-4 janvier 1938, No. 12;

7) Par acte du Notaire Dryvers, Léopoldville, publié aux “ annexes ” du *Moniteur Belge*, Londres, No. 9, du 22 avril 1942;

Ayant eu antérieurement son siège social à Anvers (Belgique) mais dont le siège a été transféré à Léopoldville (Congo Belge) par décision du Conseil d'Administration de la dite société en date du 23 mai 1940, publiée au *Moniteur Belge*, Londres, No. 8 du 1 avril 1941; décision prise en exécution de l'Arrêté-Loi Belge du 2 février 1940 relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales.

L'Assemblée est présidée par Mr. Robert GODDING, Président du Conseil d'Administration et Administrateur Délégué, assisté de Mr. Charles SCHMID, Administrateur.

Messieurs BERODES V. H. C. et BURN V., sont désignés en qualité de scrutateurs, et Mr. F. Van Uytven en qualité de secrétaire.

Le Président constate que la convocation de la présente Assemblée a été autorisée et son ordre du jour approuvé par Arrêté du Gouvernement Belge en date du 28 octobre 1943, suivant télégramme adressé à Monsieur le Gouverneur Général du Congo Belge par Monsieur le Ministre des Colonies.

Que les convocations à la présente Assemblée ont été publiées :—

1) Aux annexes du *Moniteur Belge* du 20 novembre 1943;

2) Dans le *Bulletin Administratif du Congo Belge* numéros 21 du 10 novembre et 22 du 25 novembre 1943.

3) Dans le *Courrier d'Afrique* journal quotidien paraissant à Léopoldville, Nos. des 14 et 23 novembre 1943;

4) Dans l'*Avenir Colonial Belge*, journal quotidien paraissant à Léopoldville, Nos. des 13 et 23 novembre 1943.

Les numéros justificatifs des publications sub 2°), 3°) et 4°) sont déposés sur le bureau.

Le Président rappelle que, suivant les dites convocations la présente Assemblée a été convoquée avec l'ordre du jour suivant :

“ Proposition de proroger jusqu'à six mois après la libération de la Belgique, l'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17.000.000 francs (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 francs) émis par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la “ Société Anonyme de Cultures au Congo Belge ”, en date du 15 décembre 1931; toutes les conditions attachées à cet emprunt restant inchangées, et notamment la faculté pour les porteurs d'obligations d'échanger leurs obligations contre des actions de capital de la dite société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital de cent francs chacune pour chaque obligation de cinq cents francs—étant également prorogée d'une période correspondante ”.

Conformément aux prescriptions de la Loi, un état des obligations en circulation est soumis aux obligataires.

Le Président constate que sur un total de 28.016 obligations nominatives de cinq cents francs chacune, encore en circulation, de la “ Société Anonyme de Cultures au Congo Belge ”, qui étaient remboursables le 1 janvier 1944, 27.519 obligations sont représentées à la présente assemblée, à savoir :

14.008 (quatorze mille et huit) obligations inscrites au nom de la S.A. Huilever, représentée par Mr. Victor BURN ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

11.536 (onze mille cinq cent trente six) obligations inscrites au nom du "Fonds temporaire de Crédit Agricole" institué au Ministère des Colonies, représenté par Mr. BERODES V. H. C., ici présent, Chef de la Section du Contrôle Financier au Service du Contrôle Budgétaire et Financier, en vertu d'une procuration donnée à Léopoldville le dix neuf novembre 1943 par Mr. le Gouverneur Général P. RYCKMANS, représentant la Colonie;

1.771 (mille sept cent septante et une) obligations inscrites au nom de la Société en commandite simple, G. & C. Kreglinger, représentée par M. Robert GODDING, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Buenos Ayres le 8 septembre 1943 par M. Albert Kreglinger, l'un des associés commandités ayant pouvoir d'engager la dite société;

164 (cent soixante quatre) obligations inscrites au nom de M. Paul Kronacher, représenté par M. F. VAN UYTVEN, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

40 (quarante) obligations inscrites au nom de M. François Van Uytven, ici présent;

Le Président rappelle qu'en vertu de l'article 94 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, pour que l'Assemblée des obligataires puisse valablement délibérer, il faut qu'elle réunisse la moitié au moins des titres en circulation. Il constate que cette condition se trouve remplie et qu'en conséquence la présente assemblée est apte à délibérer valablement sur la proposition portée à l'ordre du jour comme dit ci-dessus.

Le Président, conformément à l'Ordre du jour de la présente assemblée, met ensuite en discussion la résolution ci-après;

"L'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17.000.000 francs (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 francs) émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la 'Société Anonyme de Cultures au Congo Belge', en date du 15 décembre 1931—est prorogée jusqu'à six mois après la libération de la Belgique—toutes les conditions attachées à cet emprunt restant inchangées et notamment la faculté pour les porteurs d'obligations d'échanger leurs obligations contre des actions de capital de la dite société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital de cent francs chacune pour chaque obligation de cinq cents francs—étant également prorogées d'une période correspondante".

Il rappelle qu'aux termes de l'article 94 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales, il est requis, pour que la proposition soit adoptée, qu'elle réunisse les trois quarts du montant des obligations représentées à l'assemblée.

La résolution est adoptée à l'unanimité des 27.519 obligations représentées à l'Assemblée.

De tout quoi, j'ai, moi notaire, soussigné et préqualifié, dressé acte comme dit ci-dessus, signant, après lecture faite, avec les Administrateurs présents de la Société, les Scrutateurs, le Secrétaire et les obligataires présents ou représentés par leurs fondés de pouvoirs, ainsi qu'avec les témoins instrumentaires prénommés.

Fait à Léopoldville, le deux décembre mil neuf cent quarante trois.

(S) R. Godding. (S) Berodes. (S) V. Burn.
(S.) Ch. Schmid. (S) F. Van Uytven.

Le Notaire,	Les Témoins,	
(S) Dryvers.	(S) M. Willems.	(S) R. Barlow.
DROITS PERCUS : Frais d'acte	...	Frs. 120,00
Enregistrement : 1er rôle	...	„ 30,00
5 rôles à 20 frs.	...	„ 100,00
	Au total	„ 250,00

suivant quittance No. 615 en date de ce jour.

ENREGISTRE par Nous soussignés, ce deux décembre mil neuf cent quarante trois, à l'Office Notarial de Léopoldville, sous le No. 5036 folios 247 à 250 volume XXX.

Le Notaire, J. DRYVERS.

(S) Dryvers.

Pour expédition certifiée conforme :
Coût : Cent Trente francs—Quit. No. 615
Léopoldville, le 2 décembre 1943.

Le Notaire, J. DRYVERS.

SOCIETE ANONYME DE CULTURES AU CONGO BELGE
(Société Anonyme de droit belge)
ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

2 DECEMBRE, 1943.

L'an mil neuf cent quarante trois, le deux décembre, à dix heures et demie du matin, au siège social de la " Société Anonyme de Cultures au Congo Belge ", dans les bureaux de la S. A. Huilever à Léopoldville.

Par devant Nous, DRYVERS, Joseph, Gérard, Henri, Chef du Service du Secrétariat de la Ville de Léopoldville, exerçant les fonctions de notaire à Léopoldville en vertu d'une décision prise en conformité de l'ordonnance en date du 12 juillet 1886, de l'Administrateur Général du Congo, approuvée par Décret du Roi Souverain en date du 23 septembre 1886, nanti, aux fins des présentes, de l'autorisation spéciale prescrite in fine du second alinéa de l'article 4 de l'ordonnance prérappelée.

En présence de Messieurs: Willems, Marcel, secrétaire, et Barlow, Robert, comptable, résidant tous deux à Léopoldville, témoins instrumentaires à ce requis, réunissant les conditions exigées par la Loi.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la " Société Anonyme de Cultures au Congo Belge ", Société anonyme de droit belge, constituée à Anvers le 14 juillet 1914 par acte du Notaire Fiocco, publié aux annexes du *Moniteur Belge*, du 31 juillet 1914 No. 6522, et dont les statuts ont été modifiés :

1) par acte du Notaire Fiocco, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge*, du 21 avril 1920, No. 4234;

2) par acte du Notaire Charles Gevers, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge*, du 18 juillet 1925, No. 9039;

3) par acte du Notaire Charles Gevers, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge*, du 31 décembre 1927, No. 15139;

4) par acte des Notaires Cols et Ch. Gevers, en date du 15 décembre 1931;

5) par acte du Notaire Ch. Gevers, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge* du 24 mars 1933, No. 2737;

6) par acte du Notaire Cols, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge* des 2-3-4 janvier 1938, No. 12;

7) par acte du Notaire Dryvers, Léopoldville, publié aux " annexes " du *Moniteur Belge*, Londres, No. 9, du 22 avril 1942;

Ayant antérieurement son siège social à Anvers (Belgique) mais le siège social a été transféré à Léopoldville (Congo Belge) par décision du Conseil d'Administration de la dite Société en date du 25 mai 1940, publié au *Moniteur Belge*, Londres, No. 8 du 1er avril 1941, décision prise en exécution de l'Arrêté-Loi Belge du 2 février 1940 relatif à l'Administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales.

L'Assemblée est présidée par M. Robert GODDING, Président du Conseil d'Administration, Administrateur-Délégué, assisté de M. Charles Schmid, Administrateur.

M. Victor BURN et M. Léonard B. HOLLINGTON, sont désignés en qualité de scrutateurs, et M. François Van Uytven, en qualité de secrétaire.

Le Président constate: que la convocation de la présente Assemblée a été autorisée et son ordre du jour approuvé, par Arrêté du Gouvernement Belge en date du 28 octobre 1943, suivant télégramme adressé à M. le Gouverneur Général du Congo Belge par M. le Ministre des Colonies.

Que les convocations à la présente assemblée ont été publiées :

1) aux annexes du *Moniteur Belge*, Londres, du 20 novembre 1943;

2) dans le *Bulletin Administratif* du Congo Belge No. 21 du 10 novembre 1943 et No. 22 du 25 novembre 1943;

3) dans le *Courrier d'Afrique*, journal quotidien paraissant à Léopoldville, numéros des 14 et 23 novembre 1943;

4) dans l'*Avenir Colonial Belge*, journal quotidien paraissant à Léopoldville, numéros des 13 et 23 novembre 1943;

Les numéros justificatifs des publications sub 2°), 3°) et 4°) sont déposés sur le bureau.

Le Président rappelle que, suivant les dites convocations la présente assemblée a été convoquée avec l'ordre du jour suivant :—

“ Proposition de proroger jusqu'à six mois après la libération de la Belgique l'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17.000.000 francs (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 francs) émis par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 15 décembre 1931.”

En conséquence, proposition de modifier l'art. 6 bis des statuts et de le remplacer par la disposition ci-après :

“ L'emprunt obligataire de 17.000.000 francs d'obligations hypothécaires émis par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 décembre 1931 (réduit depuis lors par voie de remboursement partiel à fr. 14.008.000 et actuellement représenté par 28.016 obligations hypothécaires de 500 francs chacune, portant intérêt à raison de 4% net l'an, ne sera remboursé que six mois après la libération de la Belgique.— Des titres multiples d'obligations peuvent être délivrés sur leur demande et par décision conforme du Conseil d'Administration à certains souscripteurs.— Les porteurs des obligations ont le droit de les échanger jusque six mois après la libération de la Belgique contre des titres multiples de cinq actions de capital de cent francs chacune de la société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital pour chaque obligation de cinq cents francs. Les porteurs d'obligations qui voudront faire usage de cette faculté devront en prévenir la Société par lettre recommandée endéans les cinq mois à partir de la libération de la Belgique, en déposant à l'appui de leur demande les obligations dont l'échange est demandé.

“ Une assemblée générale extraordinaire convoquée à cet effet décrètera les augmentations de capital qui seront rendues nécessaires par les échanges d'obligations demandés. Les obligations déposées en vue de l'échange devront être munies du premier coupon venant à échéance, coupon dont le montant sera payé à l'échéance aux porteurs, et seront échangées contre des actions de capital qui participeront à l'exercice de tous les droits sociaux à partir du premier janvier suivant.”

Le Président constate que, sur un total de 140.000 actions de capital et de 30.000 parts de fondateur, sont représentées à l'Assemblée :

1) 56.465 (cinquante six mille quatre cent soixante cinq) actions de capital et 13.200 (treize mille deux cents) parts de fondateur par la Société Anonyme Huilever représentée par M. V. Burn, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

2) 9.500 (neuf mille cinq cents) actions de capital et 2.000 (deux mille) parts de fondateur par la Société en commandite simple G. & C. Kreglinger représentée par M. Robert Godding, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Buenos Ayres le 8 septembre 1943 par Monsieur Albert Kreglinger, l'un des associés commandités, ayant pouvoir d'engager seul la dite société;

3) 300 (trois cents) actions de capital par M. Léon GENON, représenté par M. V. Burn, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

4) 5 (cinq) actions de capital par M. Sidney Edkins, représenté par M. Victor Burn, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

5) 8.000 (huit mille) actions de capital et 1800 (dix huit cents) parts de fondateur par les Savonneries Congolaises S. A. représentée par M. L. B. Hollington, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

6) 100 (cent) actions de capital par M. F. Dyke, représenté par M. Ch. Schmid, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

7) 3185 (trois mille cent quatre vingt cinq) actions de capital et 720 (sept cent vingt) parts de fondateur par M. Paul Kronacher, représenté par M. F. Van Uytven, ici présent, en vertu d'une procuration donnée à Londres le 20 septembre 1943;

8) 2000 (deux mille) actions de capital et 500 (cinq cents) parts de fondateur par M. Robert Godding ici présent;

9) 100 (cent) actions de capital et 40 (quarante) parts de fondateur par M. F. Van Uytven, ici présent.

En conséquence 79.655 actions de capital et 18.260 parts de fondateur sur un total émis de 140.000 actions de capital et de 30.000 parts de fondateur, sont présentes ou représentées à l'Assemblée, soit dans chaque catégorie plus de la moitié des actions de capital et de parts de fondateurs émises;

En conséquence, selon le prescrit de l'article 70 des lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales et l'article 30 des statuts de la Société Anonyme de Cultures au Congo Belge, la présente assemblée peut délibérer valablement sur la proposition de modification aux statuts portée à l'ordre du jour comme dit ci-dessus.

Le Président expose ensuite les motifs qui ont rendu cette modification nécessaire et informe l'Assemblée de ce qu'une assemblée générale d'obligataires de la société, régulièrement convoquée statuant aux majorités requises et qui vient de se tenir le même jour, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

“ L'échéance de l'emprunt obligataire hypothécaire de 17.000.000 francs (actuellement réduit par voie de remboursement partiel à 14.008.000 francs) émis par décision de l'assemblée générale extraordinaire de la société anonyme de Cultures au Congo Belge, en date du 15 décembre 1931—est prorogée jusqu'à six mois après la libération de la Belgique —toutes les conditions attachées à cet emprunt restant inchangées et notamment la faculté pour les porteurs d'obligations d'échanger leurs obligations contre des actions de capital de la dite société, à raison d'un titre multiple de cinq actions de capital de cent. francs chacune pour chaque obligation de cinq cents francs—étant également prorogées d'une période correspondante.”

Il met ensuite aux voix la proposition de modification aux statuts portée à l'ordre du jour comme dit ci-dessus.

Cette modification est adoptée à l'unanimité des actions de capital et de parts de fondateur présentes ou représentées et ayant le droit de prendre part au vote, celui-ci ayant lieu séparément dans chacune de ces catégories d'actions.

Le fondé de pouvoir de la S. A. Huilever—suivant le prescrit de l'article 94 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, n'a pris part au vote que pour 56.000 actions de capital et 12.000 parts de fondateur, ne dépassant pas les deux cinquièmes des actions et parts de fondateur émises.

Le Président constate que la proposition de modification aux statuts a ainsi réuni dans chaque catégorie de titres l'unanimité des voix pouvant être valablement émises, et qu'elle est donc adoptée;

En conséquence, l'article 6 bis des Statuts de la Société est, à partir de ce jour, remplacé par la rédaction proposée dans l'ordre du jour et reproduite ci-dessus.

De tout quoi, j'ai moi notaire soussigné et préqualifié, dressé acte comme dit ci-dessus, signant après lecture faite avec les administrateurs présents de la Société, les scrutateurs, le secrétaire de l'Assemblée et les actionnaires présents ou représentés par leurs fondés de pouvoir, ainsi qu'avec les témoins instrumentaires prénommés.

Fait à Léopoldville, le deux décembre mil neuf cent quarante trois.

(S) R. Godding.

(S) P. Van Uytven.

(S) Ch. Schmid.

(S) V. Burn.

(S) L. B. Hollington.

Le Notaire,

(S) Dryvers.

Les Témoins,

(S) M. Willems.

(S) R. Barlow.

DROITS PERCUS : Frais d'acte Frs. 120,00

Enregistrement : 1er rôle „ 30,00

7 rôles à 20 frs. „ 140,00

Au total „ 290,00

suivant quittance No. 615 en date de ce jour.

ENREGISTRE par Nous soussignés, ce deux décembre mil neuf cent quarante trois, à l'Office Notarial de Léopoldville, sous le No. 5037 folios Nos. 1 à 6 volume XXXI.

Le Notaire, J. DRYVERS.

Pour expédition certifiée conforme :

(S) Dryvers.

Coût : Cent septante francs—Quit. No. 615.

Léopoldville, le 2 décembre 1943.

Le Notaire, J. DRYVERS.

ERRATA—DRUKFOUTEN.

B.O. No. 3 du 1er mars 1943.

Décret du 23 janvier 1943. Polygone Punia 6, Page 58.

Lire : “ De la borne 24, un align. droit de 995m. (au lieu de 993m.) az. 198gr. 89 mène à la borne 25 ”.

Décret du 1er février 1943. Polygone Lubilokwa Est page 104.

Lire : “ de la borne 10, un align droit de 820m. az. 357gr. 50 (au lieu de 357gr.) mène à la borne 11 ”.

Décret du 5 février 1943. Polygone Kalima XXXII. Page 112.

Lire : “ De la borne 47, un align. droit de 660m. 20 (au lieu de 560m. 20) az. 26gr. 90 mène à la borne 48 ”.

B.O. No. 6 du 1er juin 1943.

Décret du 28 avril 1943. Polygone Mulemba Nord, page 217.

Lire : “ De la borne 30, un align. droit de 824m. az. 307gr. 34 mène à la borne 10 (au lieu de borne 1).

La borne 10 est située à 5.260m. az. 373gr. 08 (au lieu de 307gr. 08) du confluent des rivières Lubilokwa-Lugulu.

B.O. No. 7 du 1er juillet 1943.

Décret du 27 mai 1943. Polygone Colomines Est 24. Page 251.

Lire : “ De la borne 2, un align. droit de 1.000m. (au lieu de 1.100m.) az. 11gr. 10 mène à la borne 3.

B.O. No. 2 du 1er février 1944.

A.B. No. 2 van 1st Februari 1944.

Société Agence en Douane et Transports—p. 69 et 76 lire arrêté au lieu de décret.

Blz. 69 en 76 lees besluit in plaats van decreet.

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère des Colonies.</i>	
14 février 1944.—Arrêté. Croix de guerre 1940	153
<i>Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.</i>	
28 février 1944.—Consulats étrangers au Congo Belge	153
<i>Ministère des Colonies.</i>	
8 mars 1944.—Décret. Prorogation des droits exclusifs de recherches minières dérivant de la convention conclue le 23 mars 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et M. Michaël MOSES, résidant à Kampala et approuvée par décret le 21 décembre 1939	153
8 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) du droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans le polygone dénommé Kitsha III.	154
8 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) du droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans le polygone dénommé "Mususa"	156
16 mars 1944.—Décret. Concession en emphytéose au Séminaire Régional du Christ Roi d'un terrain de 2.500 Ha. à destination d'élevage sis à Kabwe. Convention du 27 janvier 1944. Approbation	158
18 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Symétain" du droit d'exploiter l'or, l'argent et le diamant dans la concession dénommée Malimba II.	160
20 mars 1944.—Décret. Prorogation des droits exclusifs de recherches minières ainsi que des délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 18 mai 1940, entre le Ruanda-Urundi et M. Pierre CARDINAEL, approuvée par ordonnance législative du 7 août 1940.	161
27 mars 1944.—Décret. Augmentation des droits d'enregistrement en matière foncière	162

INHOUD

DAGTEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
14 Februari 1944.—Besluit. Oorlogskruis 1940	153
<i>Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.</i>	
28 Februari 1944.—Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	153
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
8 Maart 1944.—Decreet. Verlenging van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen, voortvloeiend uit de overeenkomst van 23 Maart 1939 gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den H. Michaël MOSES, verblijvende te Kampala, en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939	153
8 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) van het recht tin en tungsteen te winnen in den veelhoek Kitsha III.	154
8 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) van het recht tin en tungsteen te winnen in den veelhoek "Mususa"	156
16 Maart 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan het plaatselijk Seminarie Christus Koning van een grond van 2.500 Ha. voor veekweek, te Kabwe. Overeenkomst van 27 Januari 1944. Goedkeuring	158
18 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Symétain," van het recht goud, zilver en dimanten te winnen in de concessie Malimba II.	160
20 Maart 1944.—Decreet. Verlenging der uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen en der bijkomende termijnen voor het aanzeggen van mijnen zooals voortvloeit uit de overeenkomst op 18 Mei 1940 gesloten tusschen Ruanda-Urundi en den H. Pierre CARDINAEL, goedgekeurd bij wetgevende ordonnatie van 7 Augustus 1940	161
27 Maart 1944.—Decreet. Vermeerdering der registratielkosten voor gronden	162

DATES.	PAGES.	DAGTEEKENING.	BLADZ.
27 mars 1944.—Décret. Augmentation du droit perçu sur toute vente publique de biens mobiliers ou immobiliers	164	27 Maart 1944.—Decreet. Vermeerdering van het op alle openbare verkooping van roerende of onroerende goederen geïnde recht	164
31 mars 1944.—Décret. Concession en emphytéose à la Société Mines d'or de Kilo-Moto d'un terrain à destination d'élevage, d'une superficie de 16.000 Ha. sis à Kerekere. Convention du 20 décembre 1943. Approbation	164	31 Maart 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan de Vennootschap "Mines d'or de Kilo Moto" van een grond voor veekweek (oppervlakte 16.000 Ha.) te Kerekere. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring	164
31 mars 1944.—Arrêté. Société congolaise par actions à responsabilité limitée "Eterna". Autorisation	165	31 Maart 1944.—Besluit. Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Eterna." Machtiging	165
31 mars 1944.—Arrêté. Statut du personnel colonial. Frais de voyage	173	31 Maart 1944.—Besluit. Statuut van het Koloniaal personeel. Reiskosten	173
31 mars 1944.—Décret. Force Publique. Frais de voyage	174	31 Maart 1944.—Decreet. Weermacht. Reiskosten van de officieren en onderofficiëren	174
31 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Symétain" du droit d'exploiter l'or et l'argent dans la concession dénommée "Malimba I"	174	31 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Symétain", van het recht goud en zilver te winnen in de concessie "Malimba I"	174
3 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Jean René SAXE d'un terrain d'une superficie de 1.000 Ha. situé en bordure du Lualaba (territoire de Kolwezi)	176	3 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Jean René SAXE, van een grond van 1.000 Ha. op den boord der Lualaba (Kolwezi gebied)	176
4 avril 1944.—Décret. Cession gratuite à la "Congo Baiolo Mission" d'un terrain de 100 Ha. sis à Bokele. Convention du 16 novembre 1943. Approbation	178	4 April 1944.—Decreet. Kosteloze afstand aan de "Congo Baiolo Mission" van een grond van 100 Ha. te Bokele. Overeenkomst van 16 November 1943. Goedkeuring	178
4 avril 1944.—Décret. Cession gratuite à l'Association "Assemblies of God Mission" d'un terrain de 9 Ha. sis à Andudu. Convention du 30 décembre 1943. Approbation	179	4 April 1944.—Decreet. Kosteloze afstand aan de Vereeniging "Assemblies of God Mission" van een grond van 9 Ha. te Andudu. Overeenkomst van 30 December 1943. Goedkeuring	179
4 avril 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) du droit d'exploiter l'étain dans la concession "Kibugiri"	181	4 April 1944.—Decreet. Verleening aan de "Compagnie Minière de l'Urega (Minerga)" van het recht tin te winnen in de concessie "Kibugiri"	181
Brevet—Concession	183	Brevet—Verleening	183
Marques de fabrique	183	Fabrieksmerken	183

MINISTERE DES COLONIES.

14 février 1944.—Arrêté. Croix de guerre 1940.

Par arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 14 février 1944, sur proposition du Ministre des Colonies, la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée au Sous-Lieutenant Aviateur de la Force publique DEWEZ, J. J.

“ Pilote militaire d'un courage éprouvé. A exécuté pendant les Campagnes d'Abyssinie et de Somalie de très nombreux vols de liaison et de transport de blessés au cours desquels il a été souvent soumis au feu de la D.T.C.A. ennemie ou bombardé au sol, notamment à MEGA, DAGABUR, DESSIE et GABRADERE, où contraint à des atterrissages forcés, après lesquels il a su ramener à bon port son appareil et ses passagers ”.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

28 février 1944.—Consulats étrangers au Congo Belge.

A la date du 28 février 1944, M. STEPHENS (Peter Scott) a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul de Grande-Bretagne à Elisabethville.

MINISTERE DES COLONIES.

8 mars 1944.—Décret. Prorogation des droits exclusifs de recherches minières dérivant de la convention conclue le 23 mars 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et M. Michaël MOSES, résidant à Kampala et approuvée par décret le 21 décembre 1939.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 21 décembre 1939 approuvant la convention conclue entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. MOSES, M.;

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

14 Februari 1944.—Besluit. Oorlogskruis 1940.

Bij besluit van de Ministers in Raad vergaderd, in datum van 14 Februari 1944, op de voordracht van den Minister van Koloniën, is het Oorlogskruis 1940 met palm toegekend aan Onderluitenant-Vlieger der Weermacht J. J. DEWEZ.

“ Militaire piloot van beproefden moed. Heeft tijdens de veldtochten in Abyssinië en Somaliland zeer talrijke vluchten ondernomen tot onderhoud der verbinding en tot vervoer van gekwetsten, in den loop waarvan hij vaak door het vijandelijk afweergeschut onder vuur werd genomen of op den grond gebombardeerd, namelijk te MEGA, DAGABUR, DESSIE en GABRADERE, of tot landen gedwongen, waarna hij er telkens in slaagde zijn vliegtuig en passagiers in veilige haven terug te brengen ”.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN HANDEL.

28 Februari 1944.—Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo.

Op datum van 28 Februari 1944, heeft de Hr. STEPHENS (Peter-Scott) de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul van Groot-Brittannië te Elisabethstad uit te oefenen.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

8 Maart 1944.—Decreet. Verlenging van de uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen, voortvloeiend uit de overeenkomst van 23 Maart 1939 gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den H. Michaël MOSES, verblijvende te Kampala, en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend voor Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 21 December 1939 tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Heer M. MOSES.

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines, modifié par le décret du 27 octobre 1942,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Les droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue, le 23 mars 1939, entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. MOSES, Michaël, résidant à Kampala (Uganda), et approuvée par décret du 21 décembre 1939, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. DEUX.—Les redevances à payer par Mr. MOSES seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 7 de la convention du 23 mars 1939.

Londres, le 8 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) du droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans le polygone dénommé Kitsha III.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

• Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943, accordant à la Société Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN) le droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans la concession dénommée "KITSHA III";

Considérant qu'il y a lieu de rectifier les limites du polygone "KITSHA III", afin de les mettre en concordance avec les limites des polygones contigus appartenant également à la Société Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN);

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les décrets qui l'ont modifié,

DECRETE :

ART. 1.—Le décret du 24 janvier 1943 accordant à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" le droit d'exploiter l'étain

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving lijk het door het decreet van 27 October 1942 is gewijzigd,

DECRETEERT :

ART. EEN.—De rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen, alsook de bijkomende termijnen tot aanzegging der mijnen voortvloeiende uit de overeenkomst welke op 23 Maart 1939 tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Heer Michaël MOSES, verblijf houdende te Kampala (Uganda) werd gesloten en goedgekeurd bij decreet van 21 December 1939, worden voor een termijn van twee jaar verlengd.

ART. TWEE.—De door den Heer MOSES te betalen cijzen worden berekend met toepassing van de bij artikel 7 der overeenkomst van 23 Maart 1939 bepaalde rekenkundige reeksen.

Londen, den 8en Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) van het recht tin en tungsteen te winnen in den veelhoek Kitsha III.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943, waarbij aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" het recht wordt verleend tin en tungsteen te winnen in de concessie "KITSHA III";

Overwegende dat de grenzen van den veelhoek "KITSHA III" dienen te worden herzien om ze in overeenstemming te brengen met de aangrenzende veelhoeken welke insgelijks aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (KINETAIN) toebehooren;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en op de decreten die het hebben gewijzigd;

DECRETEERT :

ART. 1.—Het decreet van 24 Januari 1943, waarbij aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (KINETAIN) het recht

et le tungstène dans le polygone dénommé "KITSHA III", est abrogé.

ART. 2.—Le droit d'exploiter l'étain et le tungstène est accordé à la société "Les Mines d'Étain de Kindu (KINETAIN)", dans la concession dénommée "KITSHA III".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	71, un align, droit de
Van grenspaal	71, leidt een rechte rooilijn van
"	7 " "
"	72 " "
"	73 " "
"	42 " "
"	14 " "

wordt verleend tin en tungsteen te winnen in den veelhoek "KITSHA III", wordt afgeschaft.

ART. 2.—Aan de Vennootschap "Les Mines d'Étain de Kindu (KINETAIN)" wordt het recht verleend tin en tungsteen te winnen in de concessie genaamd "KITSHA III".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 December 2010 met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

201m. 25 az,	350gr. 25 mène à la borne 7.
201m. 25 az.	350gr. 25 naar grenspaal 7.
1075m.	" 341gr. 75 " 72.
652m. 50	" 277gr. 25 " 73.
4043m. 20	" 15gr. 86 " 42.
3605m. 50	" 155gr. 25 " 14.
2446m. 30	" 249gr. 73 " 71.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 7 est située à 1.407m. 10 az. 77gr. 91 du confluent de la rivière la Kailo avec son affluent A.G.4. Ce confluent est situé approximativement à 2.160m. az. 106gr. 50 du confluent de la rivière Kailo avec son affluent A.G.1.

Grenspaal 7 staat op 1.407m. 10 az. 77gr. 91 van de samenvloeiing der Kailo-rivier met haar toevloeiing A.G.4. Deze toevloeiing is bij benadering gelegen op 2.160m. az. 106gr. 50 van de samenvloeiing van de Kailo-rivier met haar toevloeiing A.G.1.

B.—LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé à proximité du poste Cobelmin de Kailo (territoire de Kindu).

La superficie en est de 744 hectares.

ART. 3.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 4.—La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is gelegen nabij den post Cobelmin van Kailo (gewest Kindu).

De oppervlakte beslaat 744 hectaren.

ART. 3.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of nietinlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 4.—De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Gouverneur-Generaal of diens afgevaardigde mag de concessiehouder evenwel geen ontginningswerken uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten stand dien de wateren bij hun periodieken was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.—L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains, les travaux, même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20, du Titre II, Livre II, du Code Civil, une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Londres, le 8 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) du droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans le polygone dénommé "Mususa".

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des Pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943, accordant à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" le droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans la concession dénommée "MUSUSA";

Considérant qu'il y a lieu de rectifier les limites du polygone "MUSUSA", afin de les mettre en concordance avec les limites des polygones contigus appartenant également à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)";

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les décrets qui l'ont modifié,

DECRETE :

ART. 1.—Le décret du 24 janvier 1943, accordant à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" le droit d'exploiter l'étain et le tungstène dans le polygone dénommé "MUSUSA" est abrogé.

ART. 2.—Le droit d'exploiter l'étain et le tungstène est accordé à la Société "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" dans la concession dénommée "MUSUSA".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010, à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

ART. 5.—De ontginning geschiedt op risico van den concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij den oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt den aan den oever palenden, overeenkomstig artikel 20, Titel II, boek II, van het Burgerlijk Wetboek, een jaarlijkschen eijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als aanpalenden.

Londen, 8 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu" (Kinétain) van het recht tin en tungsteen te winnen in den veelhoek "Mususa".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

De Vice-Gouverneur-General die den waarbij den Koning, bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943, waarbij aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" het recht wordt verleend tin en tungsteen te winnen in de concessie "MUSUSA";

Overwegende dat de grenzen van den veelhoek "MUSUSA" dienen te worden gewijzigd om ze in overeenstemming te brengen met de grenzen der aanpalende veelhoeken welke insgelijks aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" toebehooren;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en op de decreten die het hebben gewijzigd,

DECRETEERT :

ART. 1.—Het decreet van 24 Januari 1943 waarbij aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" het recht wordt verleend tin en tungsteen te winnen in den veelhoek "MUSUSA" wordt afgeschaft.

ART. 2.—Aan de Vennootschap "Les Mines d'Etain de Kindu (KINETAIN)" wordt het recht verleend tin en tungsteen te winnen in de concessie genaamd "MUSUSA".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 December 2010, met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne	6, un align. droit de	916m. 50 az.	390gr. 24 mène à la borne 73.
Vanaf grenspaal	6, leidt een rechte rooilijn van	916m. 50 az.	390gr. 24 naar grenspaal 73.
"	73 " "	652m. 50 "	77gr. 25 " 72.
"	72 " "	1075m. "	141gr. 75 " 7.
De la borne	7, la limite suit la rive gauche de la rivière Kailo jusqu'à la borne 6.		
Vanaf grenspaal	7, volgt de grens den linkeroever der Kailo-rivier tot aan grenspaal 6.		

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 6 est située au confluent de la rivière Kailo avec son affluent A.G.1.
Grenspaal 6 staat op de samenvloeiing der Kailo-rivier met haar toevloeiing A.G.1.

La borne 7 est située à 1.407m. 10 az. 77gr. 91 du même confluent. Ce confluent est situé approximativement à 2.160m. — az. 106gr. 50 du confluent de la rivière Kailo avec son affluent A.G.1.
Grenspaal 7 staat op 1.407m. 10 az. 77gr. 91 van dezelfde samenvloeiing. Deze samenvloeiing is, bij benadering, gelegen op 2.160m. az. 106gr. 50 van de samenvloeiing der Kailo-rivier met haar toevloeiing A.G.1.

B.—LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur la rive de la Kailo prise pour limite, la limite suit le niveau le plus élevé, atteint par les eaux, lors des crues périodiques normales.

Le polygone est situé à proximité du poste COBELMIN de Kailo (Territoire de Kindu).

La superficie en est de 119 hectares.

ART. 3.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 4.—La concession s'étend au lit des ruisseaux et rivières. Le concessionnaire ne pourra, sans l'autorisation préalable et par écrit du Gouverneur Général ou de son délégué, exécuter aucun travail d'exploitation dans le lit des rivières navigables ou flottables, ni sur les terrains qui les bordent dans une bande d'une largeur de 10 mètres, à compter de la ligne formée par le niveau le plus élevé qu'atteignent les eaux dans leurs crues périodiques.

L'autorisation déterminera les conditions auxquelles les travaux pourront être exécutés.

ART 5.—L'exploitation a lieu aux risques et périls du concessionnaire. Il est notamment responsable du dommage que causeraient aux fonds riverains, les travaux même autorisés, qu'il exécuterait dans les rivières et ruisseaux.

Il paiera aux riverains, conformément à l'article 20, du Titre II, Livre II, Code Civil,

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

Op den als grens genomen oever der Kailo, volgt de grens den hoogsten stand dien de wateren bij hun normalen periodieken was bereiken.

De veelhoek is gelegen nabij den post COBELMIN van Kailo (gewest Kindu).

De oppervlakte beslaat 119 hectaren.

ART. 3.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet- inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 4.—De concessie strekt zich uit tot de bedding der beken en rivieren. Zonder voorafgaande en schriftelijke toelating van den Gouverneur Generaal of diens afgevaardigde mag de concessiehouder evenwel geen ontginningswerken uitvoeren in de bedding der bevaarbare of vlotbare rivieren noch op de aangrenzende gronden, binnen een strook van 10 meter breedte te rekenen van de lijn gevormd door den hoogsten stand dien de wateren bij hun periodieken was bereiken.

De toelating bepaalt de voorwaarden waaronder de werken mogen worden uitgevoerd.

ART. 5.—De ontginning geschiedt op risico van den concessiehouder. Hij is namelijk verantwoordelijk voor de schade die de bij den oever gelegen erven lijden door de werken welke hij, zelfs met toelating, uitvoert in de beken en rivieren.

Hij betaalt den aan den oever palenden, overeenkomstig artikel 20, Titel II, Boek II,

une redevance annuelle proportionnée aux dommages qu'ils subissent dans l'exercice de leurs droits de riveraineté.

Londres, le 8 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

16 mars 1944.—Décret. Concession en emphytéose au Séminaire Régional du Christ Roi d'un terrain de 2.500 Ha. à destination d'élevage sis à Kabwe. Convention du 27 janvier 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo; agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943 concède en emphytéose pour un terme de trente ans au "SEMINAIRE REGIONAL DU CHRIST-ROI", personne civile reconnue par arrêté du 29 décembre 1942, représenté par le Révérend Père KETTEL, Georges, résidant à Kabwe (Territoire de Luluabourg), agréé en qualité de représentant légal par l'Ordonnance du 20 février 1943 (B.A. du C.B. de 1943, page 345) désigné ci-après sous le nom de "LE SEMINAIRE", qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, aux conditions spéciales qui suivent et sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent, un terrain destiné à l'élevage de gros bétail situé à KABWE (Territoire de Luluabourg) d'une superficie de deux mille cinq cents hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 100.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de six mille deux cent cinquante francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Lusambo sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 3.—Pour l'application des délais prévus à l'article 31—4^e alinéa—de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix années, si les conditions de mise en valeur prévues ne sont pas accomplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondant au montant d'une année locative, indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

ART. 4.—Seront considérées comme mises en valeur, les terres qui seront couvertes :

a) sur un 1/10^e au moins de leur surface par des constructions entièrement achevées et érigées en matériaux durables;

b) sur 1/5^e au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) de pâturages améliorés sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

van het Burgerlijk Wetboek, een jaarlijkschen eijns naar evenredigheid van de schade die zij ondergaan bij de uitoefening van hun rechten als aanpalenden.

Londen, 8 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

16 Maart 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan het plaatselijk Seminarie Christus Koning van een grond van 2.500 Ha. voor veekweek, te Kabwe. Overeenkomst van 27 Januari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 5.—Le terrain loué devra rester affecté à l'élevage du bétail nécessaire au ravitaillement en viande, lait et beurre du personnel du séminaire; il ne pourra être aliéné, hypothéqué, donné en location, grévé de servitudes ou autres droits réels sans l'autorisation du Gouverneur de la Province.

ART. 6.—Le Séminaire s'interdit de disposer des produits de l'élevage en faveur d'autres œuvres.

ART. 7.—Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31—5^e alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale, ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose.

Les dommages-intérêts qui pourraient lui être éventuellement réclamés sont fixés à cinq mille francs.

ART. 8.—Le Séminaire s'engage à respecter les règlements sur la police sanitaire notamment en ce qui concerne la lutte contre les tsés-tsés et les trypanoses par débroussailllements des abreuvoirs et des galeries forestières où la présence de mouches serait constatée de même que la réglementation concernant les transports et transferts de bétail telle qu'elle est prescrite par les articles 139 à 155 du décret du 28 juillet 1938, sur la police sanitaire des animaux domestiques.

Il devra se conformer à l'ordonnance du 15 septembre 1922, approuvée par décret du 15 mars 1923, sur la destruction des tiques en construisant des dipping tanks.

ART. 9.—Le Séminaire aura à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens des tiers indigènes ou non indigènes.

ART. 10.—Le terrain devra être aborné d'une façon apparente; les frais de bornage sont à charge du Séminaire.

ART. 11.—L'emphytéote ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise. En cas de vente du bois à des tiers, l'emphytéote acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances en matière.

ART. 12.—L'emphytéote déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 13.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 14.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 15.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 16.—Les frais d'établissement de la présente convention, ainsi que les frais d'enregistrement et d'annotation éventuelle sont à charge du Séminaire.

ART. 17.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'emphytéote ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le vingt-sept janvier mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 16 mars 1944.

Londen, 16 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société "Symétain" du droit d'exploiter l'or, l'argent et le diamant dans la concession dénommée Malimba II.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Considérant que l'exploitation du polygone faisant l'objet du présent décret ne nécessitera pas l'emploi d'un matériel industriel nouveau ni l'engagement d'une main-d'oeuvre supplémentaire;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété,

DECRETE :

ART. 1.—Le droit d'exploiter l'or, l'argent et le diamant est accordé à la Société "SYMETAÏN" dans la concession dénommée "MALIMBA II".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYGONE :

De la borne	7, un align. droit de	1.100m.
Van grenspaal	7, leidt een rechte rooilijn van	1.100m.
"	O " "	1.300m.
"	P " "	1.400m.
"	Q " "	1.071m. 4
"	16 " "	1.415m. 8
"	17 " "	2.560m. 6
"	18 " "	1.326m. 2
"	18b " "	1.184m. 7
"	19 " "	1.489m. 4
"	20 " "	295m. 3
"	D " "	2.201m. 8
"	C " "	1.581m. 3
"	B " "	1.265m. "
"	A " "	924m. 9

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 7 est située à	4.354m.	az. 283gr. 91	du confluent des rivières Malimba 1 et 2.
Grenspaal 7 staat op	4.354m.	az. 283gr. 91	van de samenvloeiing der rivieren Malimba 1 en 2.
" 16 "	5.919m.	" 343gr. 96	" "
" 20 "	185m. 9	" 131gr. 89	" "

18 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan de Vennootschap "Symétain," van het recht goud, zilver en diamanten te winnen in de concessie Malimba II.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Overwegende dat de exploitatie van den veelhoek waarop dit decreet betrekking heeft, noch het aanwenden van nieuw nijverheidsmaterieel noch het aanwerven van aanvullende werkkrachten zal vergen;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld,

DECRETEERT :

ART. 1.—Het recht goud, zilver en diamant te winnen wordt aan de Vennootschap "SYMETAÏN" verleend in de concessie "MALIMBA II".

Dit recht wordt met ingang van den datum van dit decreet tot op 31 December 2010 verleend.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

az. 395gr. 45	mène à la borne	O.
az. 395gr. 45	naar grenspaal	O.
" 395gr. 45	" "	P.
" 395gr. 45	" "	Q.
" 395gr. 45	" "	16.
" 97gr. 07	" "	17.
" 149gr. 73	" "	18.
" 86gr. 61	" "	18b.
" 162gr. 31	" "	19.
" 220gr. 19	" "	20.
" 388gr. 63	" "	D.
" 324gr. 90	" "	C.
" 296gr. 41	" "	B.
" 230gr. 21	" "	A.
" 209gr. 24	" "	7.

B.—PLAATS DER HOEGKRENSPALEN.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé à environ 25 km. au S.W. de Lubutu (planche 29 Bd).

La superficie en est de 1.086 Ha.

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

Londres, le 18 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 mars 1944.—Décret. Prorogation des droits exclusifs de recherches minières ainsi que des délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 18 mai 1940, entre le Ruanda Urundi et M. Pierre CARDINAEL, approuvée par ordonnance législative du 7 août 1940.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux pour le Congo Belge et le Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu l'ordonnance législative No. 222/AE/M. du 7 août 1940 approuvant la convention conclue entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. CARDINAEL, P.;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Les droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue, le 18 mai 1940, entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et Mr. CARDINAEL, Pierre, résidant à Kigali (Ruanda), et approuvée par ordonnance législative No. 222/AE/M. du 7 août

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek ligt ongeveer 25 km. ten Z.W. van Lubutu (plaat 29 Bd).

De oppervlakte beslaat 1.086 Ha.

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

Londen, 18 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 Maart 1944.—Decreet. Verlenging der uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen en der bijkomende termijnen voor het aanzeggen van mijnen zooals voortvloeit uit de overeenkomst op 18 Mei 1940, gesloten tusschen Ruanda-Urundi en den H. Pierre CARDINAEL, goedgekeurd bij wetgevende ordonnatie van 7 Augustus 1940.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925, op het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend voor Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op de wetgevende ordonnantie Nr. 222/AE/M. van 7 Augustus 1940 tot goedkeuring van de overeenkomst gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Hr. P. CARDINAEL;

Gelet op het decreet van 24 September 1937 houdende de algemeene mijnwetgeving en de wetgevende acten die het hebben gewijzigd of aangevuld,

DECRETEERT :

ART. EEN.—De uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen alsook de bijkomende termijnen voor het aanzeggen der mijnen in verband met de overeenkomst welke op 18 Mei 1940 werd gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en den Hr. Pierre CARDINAEL, verblijvende te Kigali (Ruanda), en goedgekeurd bij wetgevende

1940, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. 2.—Les redevances à payer par Mr. CARDINAEI, P., seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 7 de la convention du 18 mai 1940.

Londres, le 20 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mars 1944.—Décret. Augmentation des droits d'enregistrement en matière foncière.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 31 mars 1926, relatif aux droits d'enregistrement en matière foncière, modifié par celui du 29 juillet 1942,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER.—Les articles premier et deux du décret du 31 mars 1926 tels qu'ils résultent du décret du 29 juillet 1942 sont abrogés et remplacés par la disposition suivante :

ART. 1.—Les droits fixés à payer à la Colonie sont :

- a) pour la création du certificat d'enregistrement ne comprenant qu'une page d'écriture ... frs. 300,—
- b) pour chaque page ou partie de page complémentaire ... frs. 75,—
- c) pour chaque plan annexe ... frs. 75,—
- d) pour l'inscription d'un droit réel frs. 150,—
- e) pour le renouvellement de l'inscription d'une hypothèque ainsi que pour l'inscription d'un contrat de location ... frs. 75,—
- f) pour toute autre inscription, mention, annotation, radiation ou annulation d'inscription ou de mention effectuée postérieurement à la création d'un certificat d'enregistrement ... frs. 37,50

Ne sera pas soumise au droit prévu au littéra d) ci-dessus, l'inscription prise au moment même de la création du certificat.

Les perceptions prévues aux litterae a) à c) inclus sont doublées pour création d'un nouveau certificat d'enregistrement en remplacement d'un certificat détruit ou perdu.

ordonnantie Nr. 222/AE/M. van 7 Augustus 1940, worden met twee jaar verlengd.

ART. 2.—De door den Hr. Pierre CARDINAEI te betalen cijzen worden berekend met verdere toepassing van de bij artikel 7 der overeenkomst van 18 Mei 1940 bepaalde rekenkundige progressies.

Londen, 20 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 Maart 1944.—Decreet. Vermeerdering der registratierechten voor gronden.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 31 Maart 1926 op de registratierechten inzake gronden, lijk het gewijzigd werd door dat van 29 Juli 1942,

DECRETEERT :

ARTIKEL EEN.—De artikelen 1 en 2 van het decreet van 31 Maart 1926, zooals zij luiden ingevolge het decreet van 29 Juli 1942, worden afgeschaft en door de volgende bepalingen vervangen :

ART. 1.—De aan de Kolonie te betalen vaste rechten zijn :

- a) voor het opstellen van het registratie-bewijs dat slechts één bladzijde geschrift bevat ... fr. 300,—
- b) voor ieder bijkomende bladzijde of gedeeltelijke bladzijde ... fr. 75,—
- c) voor ieder bijbehorend plan ... fr. 75,—
- d) voor het inschrijven van een zakelijk recht ... fr. 150,—
- e) voor het hernieuwen der inschrijving eener hypotheek alsmede voor het inschrijven van een huurcontract ... fr. 75,—
- f) voor alle andere inschrijving, vermelding, aantekening, doorhaling of vernietiging van een inschrijving of van een vermelding na het opstellen van het registratie-bewijs fr. 37,50

De op het oogenblik zelf van het opstellen van het bewijsschrift gedane inschrijving wordt niet aan het in letter d) hiervoren bepaalde recht onderworpen.

De bij de letters a) tot en met c) bepaalde inningen worden verdubbeld voor het opstellen van een nieuw registratiebewijs ter vervanging van een vernietigd of verloren bewijs.

ART. 2.—Les droits proportionnels à payer à la Colonie sont :

a) six francs par cent francs de la valeur de toute propriété immobilière déjà enregistrée ou part dont la mutation est opérée en vertu d'un contrat d'aliénation ou par suite de décès.

Toutefois, si la mutation par décès s'effectue au nom de successeurs en ligne directe, le droit proportionnel est réduit à 3%.

Le juge, dans l'ordonnance d'investiture, mentionne, le cas échéant, que celui au nom duquel la mutation doit être opérée, est un successeur en ligne directe.

Par dérogation aux alinéas 2 et 3 du présent article, lorsque l'immeuble a été enregistré au nom de copropriétaires indivis, la mutation ultérieure en vertu d'un partage ou par suite de cessions de parts entre les copropriétaires, ne donne lieu qu'à la perception d'un droit le 1,50% de la valeur afférente à chacune des parts qui font l'objet de la mutation.

Néanmoins, si parmi les copartageants se trouve un tiers qui avait acquis conventionnellement une part indivisée de l'immeuble, le droit de 6% est perçu sur la valeur de l'immeuble ou de la part dont la mutation est opérée en son nom, sauf déduction du droit proportionnel déjà payé du chef de l'acquisition de la part indivise;

b) deux francs vingt-cinq par cent francs des sommes pour lesquelles il est pris inscription hypothécaire à l'exception de l'inscription prise en vertu du contrat tacite d'hypothèque;

c) un franc cinquante par cent francs de la créance hypothécaire qui fait l'objet d'une inscription de transmission entre vifs ou par décès.

Les droits proportionnels ci-dessus prévus sont perçus en suivant les séries de 100 en 100 francs.

Si quelque somme contient des fractions de centaines, celles-ci sont augmentées pour la liquidation des droits jusqu'à concurrence de 100 francs.

ART. 2.—Le décret du 29 juillet 1942 précité est abrogé.

ART. 3.—Le présent décret qui est applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi entrera en vigueur le 1er juillet 1944.

Londres, le 27 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

ART. 2.—De aan de Kolonie te betalen evenredige rechten zijn :

a) zes frank per honderd frank van de waarde van elk reeds geboekt onroerend eigendom of aandeel hierin, waarvan de overgang krachtens een vervreemdingscontract of ten gevolge van overlijden geschied is.

Indien, evenwel, de overgang bij overlijden op naam van opvolgers in rechte lijn geschiedt, wordt het evenredig recht tot op 3 t.h. verminderd.

In het bevel tot inbezitstelling vermeldt de rechter, in voorkomend geval, dat degene op wiens naam de overgang moet geschieden, een opvolger in rechte lijn is.

In afwijking van lid 2 en lid 3 van dit artikel, wanneer het onroerend goed op naam van onverdeelde medeigenaars geboekt is geworden, geeft de latere overgang bij kaveling of ten gevolge van afstand van aandelen onder de medeigenaars enkel aanleiding tot inning van een recht van 1,50 t.h. der aan elk der aandelen die het voorwerp van den overgang uitmaken toegekende waarde.

Zoo er zich, evenwel, onder de deelgerechtigden een derde bevindt die bij overeenkomst een onverdeeld aandeel van het onroerend goed verworven had, wordt het recht van 6 t.h. geïnd op de waarde van het onroerend goed of van het aandeel waarvan de overgang op zijn naam is geschied, behoudens afrekening van het evenredigrecht dat reeds uit hoofde van het verwerven van het onverdeeld aandeel werd betaald;

b) twee frank vijf-en-twintig par honderd frank der sommen voor welke een hypotheekinschrijving werd genomen, met uitzondering der krachtens de stilzwijgende hypotheekovereenkomst genomen inschrijving;

c) een frank vijftig per honderd frank der hypothecaire schuldvordering die het voorwerp uitmaakt van een inschrijving van overdracht onder levenden of bij overlijden.

De hierboven bepaalde evenredige rechten worden geïnd naar de reeksen van 100 tot 100 frank.

Indien een som breuken van honderdtallen bevat, worden deze voor het vereffenen der rechten verhoogd tot beloop van 100 frank.

ART. 2.—Het voormeld decreet van 29 Juli 1942 wordt afgeschaft.

ART. 3.—Dit decreet hetwelk toepasselijk is op Belgisch-Congo en op Ruanda-Urundi treedt in werking op 1 Juli 1944.

Londen, 27 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mars 1944.—Décret. Augmentation du droit perçu sur toute vente publique de biens mobiliers ou immobiliers.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 10 juillet 1920 sur la vente publique de biens immobiliers ou mobiliers, modifié par celui du 9 avril 1943,

DECRETE :

ART. PREMIER.—L'article 2 du décret du 10 juillet 1920 sur la vente publique de biens immobiliers ou mobiliers tel qu'il résulte du décret du 9 avril 1943 est remplacé par la disposition suivante :

Il sera perçu au profit du Trésor, un droit de six pour cent, non compris les frais d'acte, sur toute vente publique de biens immobiliers ou de biens mobiliers.

ART. 2.—Le décret du 9 avril 1943 précité est abrogé.

ART. 3.—Le présent décret qui est applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi entrera en vigueur le 1er juillet 1944.

Londres, le 27 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 mars 1944. Décret. Concession en emphytéose à la Société Mines d'or de Kilo-Moto d'un terrain à destination d'élevage, d'une superficie de 16.600 Ha. sis à Kerekere. Convention du 20 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de Province Chef de la Province de Stanleyville, dûment délégué par l'Arrêté Royal du 29 juin 1933, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie pour un terme de trente six ans un mois et sept jours à la " SOCIÉTÉ DES MINES D'OR DE KILO-MOTO " dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1926, pages 251, et suivantes, représentée par Monsieur MOELLER, Alfred, en vertu

27 Maart 1944.—Decreet. Vermeerdering van het op alle openbaren verkooping van roerende of onroerende goederen geïnde recht.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 10 Juli 1920 op den openbaren verkoop van roerende of onroerende goederen, lijk het gewijzigd werd door dit van 9 April 1943,

DECRETEERT :

ART. EEN.—Artikel 2 van het decreet van 10 Juli 1920 op den openbaren verkoop van roerende of onroerende goederen, zooals het luidt ingevolge het decreet van 9 April 1943, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Ten bate der Schatkist wordt een recht van zes ten honderd geïnd de kosten van akte niet inbegrepen op elken openbaren verkoop van roerende of onroerende goederen.

ART. 2.—Het voormeld decreet van 9 April 1943 wordt afgeschaft.

ART. 3.—Dit decreet dat in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi van toepassing is, treedt in werking op 1 Juli 1944.

Londen, 27 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 Maart 1944.—Decreet. Concessie in erfpacht aan de Vennootschap " Mines d'or de Kilo Moto " van een grond voor veekweek (oppervlakte 16.600 Ha.) te Kerekere. Overeenkomst van 20 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

des pouvoirs lui conférés par ordonnance No. 111 Soc./G. du 19 avril 1943 (B.A., 1943, page 601) qui accepte, aux conditions générales de l'Arrêté précité, sur la vente et la location des terres, aux conditions du règlement général prévues par l'Arrêté Royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage d'élevage situé à Kerekere d'une superficie de seize mille six cents hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 200.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES :

1°) La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de seize mille six cents francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'Arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Stanleyville, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie. A défaut de paiement aux échéances fixées l'emphytéote devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus et ce sans préjudice à tous autres droits.

2°) Le présent contrat prend cours à la date du premier janvier 1900 quarante.

3°) L'emphytéote s'engage à n'aliéner son droit qu'à toute personne physique ou morale, qu'il aura préalablement fait agréer spécialement et par écrit par le Chef de la Province, et à ne pas changer la destination du terrain sans autorisation spéciale, préalable et écrite de ce dernier. De même le droit d'emphytéose ne pourra être grevé d'hypothèque ou de servitude qu'avec l'autorisation préalable et écrite du Chef de la Province. En cas d'inexécution d'une des obligations stipulées ci-dessus la résiliation du contrat pourra être poursuivie, si bon semble à la Colonie, et ce, sans préjudice du paiement de la somme de cinq cents francs par hectare à titre dommages-intérêts compensatoires que l'emphytéote sera en demeure de payer du seul fait de l'inexécution.

Pour l'application de la présente clause, l'emphytéote sera considéré comme ayant aliéné ou grevé son droit, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose.

4°) Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937 l'emphytéote s'engage à créer et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

5°) Les indigènes conservent le droit d'extraire le minerai de fer au Mont Guria Kutukisi et le droit de passage sur les chemins et sentiers traversant le terrain; l'assiette de ces chemins et sentiers est exclue de la superficie du terrain.

6°) L'inexécution des conditions générales de l'Arrêté du 25 février 1943, de l'Arrêté Royal du 30 mai 1922, de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937 et de l'ordonnance No. 104bis/Agri. du 17 juin 1940, et des conditions spéciales reprises au présent contrat, donnera à la Colonie le droit de faire prononcer la résiliation du présent contrat.

7°) Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile: la Colonie, à Stanleyville chez le Conservateur des Titres Fonciers, en ses bureaux, et l'emphytéote en les bureaux de l'Administrateur Territorial, Chef du Territoire dans lequel se situe la concession ci-dessus visée où toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés.

8°) Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie et ne sera définitif qu'après cette approbation.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt décembre 1900 quarante trois.

Londres, le 31 mars 1944.

Londen, 31 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 mars 1944.—Arrêté. Société congolaise par actions à responsabilité limitée "Eterna."

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu l'article 6 du décret du 27 février 1887, relatif aux sociétés commerciales,

31 Maart 1944.—Besluit. Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Eterna" Machtiging.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op artikel 6 van het decreet van 27 Februari 1887, betreffende de handelsvennootschappen,

ARRETE :

ART. UNIQUE.—La société par actions à responsabilité limitée " ETERNA " constituée à Elisabethville le 16 avril 1943 dont les statuts sont annexés, est autorisée.

Elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Londres, le 31 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

BESLUIT :

EENIG ART.—De vennootschap op aandeelen met beperkte aansprakelijkheid " ETERNA " welke den 16en April 1943 te Elisabethstad werd opgericht en welker statuten hierbij gaan, wordt gemachtigd.

Zij is een rechtspersoon onderscheiden van den persoon der vennoten.

Londen, 31 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

STATUTS DE LA SOCIETE CONGOLAISE A RESPONSABILITE LIMITEE
PAR ACTIONS.

" ETERNA."

ENTRE.

1) Monsieur Gabriel Salomon BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, stipulant tant pour lui que pour son frère Jacques BENATAR, pour lequel il se porte fort et auquel il cédera, si ce dernier le désire, la moitié des titres par lui souscrits.

2) Monsieur BENATAR David, négociant, résidant à Elisabethville.

3) Monsieur Victor BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, engagé aux Forces de l'Union Sud-Africaine, représenté aux fins des présentes, par ses tuteurs Monsieur l'Avocat Arthur Vroonen et Monsieur Gabriel Benatar, tous deux à Elisabethville.

4) Monsieur Nissim CAPELOUTO, commerçant et industriel à Elisabethville.

5) Monsieur Denis RAFTOPOULOS, comptable à Elisabethville.

6) Monsieur Emmanuel COUNDOURIS, employé de commerce à Elisabethville.

7) Monsieur Marco ROUSSO, employé de commerce à Elisabethville.

Il est formé une société congolaise, par actions, à responsabilité limitée, dont les statuts sont établis comme suit :

TITRE I.

DENOMINATION—SIEGE—OBJET—DUREE.

I. La Société prendra le nom de " ETERNA ", société Congolaise par actions à responsabilité limitée.

II. Le Siège de la Société est à Elisabethville. Par simple décision du conseil d'administration, il pourra être transféré en tout autre endroit du Congo-Belge ou en Europe, sous réserve des approbations légales d'usage. Il pourra être établi, des agences ou succursales et comptoirs en Belgique ou dans tous autres pays.

III. L'objet de la société est;

L'industrie de la confection par procédés mécaniques et plus spécialement la confection de robes, chemises, pantalons, capotulas, vestons, lingerie et vêtements généralement quelconques et le commerce de tous produits de confection.

Elle pourra faire au Congo Belge ou à l'étranger tous actes ou opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet principal ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation.

Elle pourra également s'intéresser par voie d'apport de fusion ou de toute autre manière, à toutes entreprises ou sociétés ayant un objet similaire ou connexe de nature à faciliter la réalisation de l'objet social.

L'objet de la société pourra être modifié par l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

IV. La société est constituée pour une période de trente ans, prenant cours le premier janvier mil neuf cent quarante trois.

Elle pourra être prorogée ou dissoute anticipativement.

Elle pourra prendre des engagements pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

CAPITAL—ACTIONS—OBLIGATIONS.

V. Le capital social est fixé à deux millions de francs congolais, représenté par deux mille actions d'une valeur nominale de mille francs chacune.

Le capital est entièrement souscrit et les actions complètement libérées.

Elles sont réparties comme suit :

1) Monsieur Gabriel Salomon Benatar, tant pour lui même que pour Jacques Benatar :
NEUF CENT SOIXANTE ACTIONS.

2) Monsieur David Benatar :
QUATRE CENT QUATRE VINGTS ACTIONS.

3) Monsieur Victor Benatar :
QUATRE CENT QUATRE VINGTS ACTIONS.

4) Monsieur Nissim Capelouto :
CINQ ACTIONS.

5) Monsieur Denis Raftopoulos :
QUARANTE ACTIONS.

6) Monsieur Emmanuel Coundouris :
VINGT ACTIONS.

7) Monsieur Marco Rouso :
QUINZE ACTIONS.

Soit un total de DEUX MILLE ACTIONS, représentant DEUX MILLIONS DE FRANCS.

VI. Les actions resteront NOMINATIVES, même après approbation des statuts par Arrêté Royal. Elles pourront néanmoins être cédées, sous la condition expresse de l'agrément du cessionnaire par le Conseil d'Administration. Elles pourront également être transformées en actions au porteur sur simple décision du Conseil d'Administration.

VII. Le capital social ne pourra être augmenté ou réduit que par décision de l'Assemblée Générale et sous réserve des approbations légales.

L'Assemblée délibérera sur ce point dans les conditions prévues pour les modifications aux statuts. Sauf décision contraire de l'Assemblée, les nouvelles actions souscrites contre espèces seront offertes de préférence aux possesseurs des actions de capital, au prorata du nombre de titres acquis précédemment; le Conseil d'Administration fixera les conditions et le taux auxquels les actions nouvelles seront offertes par préférence et le délai dans lequel les actionnaires auront à se prononcer sur l'usage de leur droit.

Cette offre se fera par lettre recommandée aux porteurs de certificats nominatifs et par publication au Bulletin Administratif et Commercial du Congo dans l'hypothèse où les actions seraient déjà converties en actions au porteur.

VIII. Les actionnaires ne sont tenus qu'à concurrence de leur mise.

Les cessions ou transferts de titres nominatifs seront valables, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers, à partir de l'inscription au registre que tient la société en son siège social.

IX. La propriété d'une action comporte adhésion aux statuts.—La société ne reconnaît qu'un actionnaire par action.—En cas de division des droits, attachés à une action, les intéressés ont à se faire représenter par une seule personne.

X. Les héritiers, les créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens de la société, ni intervenir dans son administration. Pour l'exercice de leurs droits, ils doivent s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

XI. La société sera toujours en droit d'émettre des bons ou des obligations hypothécaires ou autres. Le Conseil d'Administration déterminera le mode, le type, le taux d'intérêts, l'époque des remboursements, ainsi que toutes autres conditions des émissions des obligations.

TITRE III.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMMISSAIRES.

XII. La société est administrée par un conseil de trois membres au moins, désignés pour un terme n'excédant pas trois ans. Les premiers administrateurs sont désignés ci-après par les statuts. Lors de la deuxième Assemblée Générale statutaire annuelle, un membre désigné par le sort sera sortant : il est toutefois rééligible au gré de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Il en sera de même les années suivantes, pour les autres administrateurs non encore sortis, qui seront sortant à tour de rôle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur par décès ou par démission, les administrateurs restants et le ou les commissaires pourvoient à son remplacement. L'Assemblée Générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur nommé en remplacement d'un administrateur dans les conditions ci-dessus, achève le mandat de celui qu'il remplace.

XIII. Le conseil d'administration désigne son président, l'administrateur délégué et le ou les administrateurs-directeurs. Il désignera également l'administrateur chargé de remplacer le président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président ou à la demande d'un des membres. Les réunions se tiennent au siège social, à moins d'indication contraire dans les convocations. Il délibère valablement sur les questions portées à l'ordre du jour, à condition que la majorité des membres soit présente ou représentée par des personnes porteurs d'un mandat.

Les décisions se prennent à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

PROCES VERBAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Les pouvoirs les plus étendus sont dévolus au Conseil pour l'administration et la gestion de la société. Il a tous les pouvoirs, sauf ceux qui sont réservés par les présents statuts, à l'Assemblée Générale. Il peut notamment passer tous contrats, marchés et entreprises, vendre, acquérir, échanger, prendre et donner en location tous biens meubles et immeubles, toutes concessions quelconques, consentir tous prêts, accepter toutes hypothèques ou autres garanties, conclure tous emprunts, consentir tous droits réels et toutes garanties mobilières et immobilières, faire et recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, renoncer à tous droits hypothécaires, ou tous privilèges, ainsi qu'à toutes actions résolutoires, donner main-levée et consentir radiation de toutes inscriptions hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements quelconques, consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement, nommer ou révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements; en cas de contestations et de difficultés, plaider devant toutes juridictions, lever toutes sentences, jugements et arrêtés les faire exécuter, traiter, transiger, acquiescer, compromettre en tout état de cause sur tous intérêts sociaux, cette énumération étant exemplative et non limitative.

DELEGATION DE POUVOIRS.

Le conseil peut déléguer ou donner des pouvoirs déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers associés ou non. Il peut déléguer la gestion et confier tout ou partie de la gestion, à un ou plusieurs directeurs-gérants, associés ou non. Il peut les révoquer ou les remplacer.

Les actes de gestion journalière sont signés par un administrateur ou un agent délégué à cet effet.

Toutes actions judiciaires seront suivies par le conseil, suite et diligence de son président ou de l'administrateur-délégué.

Toutes les opérations sont surveillées par un commissaire, membre de la société ou non, nommé pour trois ans et désigné la première fois aux présents statuts. L'Assemblée Générale désignera à l'avenir le ou les commissaires dont elle fixe souverainement le nombre.

Les articles 64 et suivants des lois coordonnées Belges sur les sociétés, seront d'application en ce qui concerne leur nomination, leur rôle, leur responsabilité et leurs émoluments.

XIV. Chaque administrateur déposera à titre de cautionnement dix actions; les commissaires cinq.

Les administrateurs et commissaires ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Ils ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société.

TITRE IV.

DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.

XV. L'assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée, représente l'universalité des propriétaires d'actions.

Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle peut modifier les statuts, mais sans apporter de changement essentiel à l'objet de la société. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

XVI. L'assemblée générale se réunit de plein droit le premier du mois d'avril, de chaque année, et pour la première fois le premier avril 1944 à Elisabethville (Congo Belge) ou le lendemain, si ce jour est férié.

Un administrateur, un commissaire ou le cinquième des actionnaires peut provoquer des assemblées générales extraordinaires en cas de nécessité.

XVII. Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans un journal de Léopoldville et Elisabethville, ainsi qu'au *Bulletin Administratif et Commercial*, quinze jours au moins avant la date de la réunion.

Les actionnaires absents peuvent se faire représenter par un autre actionnaire.

Si toutes les actions sont nominatives, la convocation peut se faire par simple lettre recommandée.

XVIII. L'assemblée statue valablement à la majorité des trois quarts des voix, si un tiers de l'assemblée des titres est présenté.

Si ce chiffre n'est pas atteint, l'assemblée est remise à quinzaine et statue alors valablement, quelque soit le nombre de voix représentées.

L'approbation du bilan, le rapport du Conseil, la distribution des dividendes, la décharge des administrateurs, pourront être votées à la majorité simple des voix représentées.

XIX. Le président, ou à son défaut, un administrateur désigné par ses collègues, préside l'assemblée. Le secrétaire et les scrutateurs sont désignés par l'assemblée.

XX. Toute action donne droit à une voix-l'actionnaire vote pour lui et ses mandats.

Toutefois nul ne peut voter pour un nombre de voix dépassant le cinquième du total ou les deux cinquièmes des voix représentées.

XXI. Pour prendre part au vote, l'actionnaire doit pour lui-même et ses mandats avoir déposé, deux jours avant l'assemblée, au siège social, ses actions et celles de ceux qu'il représente à l'assemblée. Un certificat d'une banque agréée par le Conseil d'Administration, constatant le dépôt des titres peut remplacer le dépôt des titres au siège social.

XXII. L'assemblée générale ne délibère valablement que sur les questions portées à l'ordre du jour.

XXIII. L'assemblée générale peut, en vertu de la généralité de ses pouvoirs, modifier les statuts, augmenter ou réduire le capital, proroger ou dissoudre anticipativement la société, sous les réserves d'approbation légale, pour autant que l'ordre du jour ait mentionné ces objets et à la condition que la moitié des actions soient valablement représentées et ces décisions prises par une majorité des trois quarts des actions représentées.

Si la moitié n'est pas représentée, l'assemblée sera renvoyée à quinzaine.

A cette date il sera statué quel que soit le nombre des actions représentées et ce par une majorité de trois quarts des présents.

XXIV. L'assemblée nomme et révoque les administrateurs et commissaires à la simple majorité des voix présentes.

XXV. Les procès-verbaux des assemblées sont obligatoirement signés par les membres du bureau.

Les expéditions ou extraits conformes sont signés par un administrateur.

XXVI. Le Conseil d'administration arrête annuellement les écritures et ce pour la première fois le 31 décembre 1943.

Il dressera l'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes.

Deux mois avant la date de l'assemblée générale, les comptes, les inventaires et le rapport seront tenus au siège social à la disposition du ou des commissaires. Quinze jours avant l'assemblée, le commissaire devra avoir déposé son rapport.

Les actionnaires pourront, à partir de cette date, prendre connaissance de tous ces documents.

A la date mentionnée, l'assemblée générale entendra les rapports, votera et donnera décharge.

XXVII. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, sera réparti comme bénéfice net, soit :

- a) 20% pour le fonds de réserve ordinaire.
- b) Un montant à déterminer par l'assemblée générale en vue de constituer une réserve extraordinaire et un fonds destiné au renouvellement du matériel.
- c) 6% aux actionnaires.
- d) des centièmes pour les administrateurs et commissaires, à allouer par l'Assemblée Générale. Ceux-ci ne pourront excéder 5% en totalité du bénéfice net.
- e) Le solde à répartir entre les actionnaires.

TITRE V.

LIQUIDATION—DISSOLUTION.

XXVIII. En cas de dissolution, l'assemblée générale nomme un ou plusieurs liquidateurs. Le conseil d'administration en fonction peut être désigné à cette fin. Après apurement des dettes et de toutes les charges y compris celle de la liquidation, l'actif est réparti entre les actionnaires.

En cas de dissolution par fusion avec une autre société, ou remise d'une partie de l'actif en guise d'apport, les liquidateurs remettront éventuellement aux actionnaires, les titres reçus en rémunération des apports.

XXIX. En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs proposeront à l'Assemblée Générale délibérant dans les formes des modifications aux statuts, la dissolution de la société.

TITRE VI.

XXX. Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire; commissaire, administrateur, directeur ou liquidateur fait obligatoirement élection de domicile à Elisabethville.

Toutes communications judiciaires ou extra-judiciaires, lui seront valablement faites en cet endroit.

XXX. Pour l'exécution des présents statuts par arrêté royal ou par ordonnance législative les présents statuts seront déposés au Greffe de Première Instance d'Elisabethville et publiés au *Bulletin Administratif et Commercial* ou au *Bulletin Officiel du Congo*.

XXXII. Le montant des frais de constitution de la société est évalué à quarante mille francs environ.

XXXIII. La présente société est formée sous la condition suspensive de son approbation par arrêté Royal ou ordonnance législative s'il échet.

XXXIV. Les comparants au présent acte désignent en qualité d'administrateurs, Messieurs :

- a) Gabriel Salomon Benatar, résidant à Elisabethville.
- b) David Benatar, résidant à Elisabethville.
- c) Nissim Capelouto, résidant à Elisabethville.

et en qualité de commissaire :

Monsieur Joseph Benatar, résidant à Léopoldville.

Fait à Elisabethville, le seizième jour du mois d'avril mil neuf cent quarante trois.

Gabriel Salomon BENATAR.

David BENATAR.

Pour Victor BENATAR;

Gabriel Salomon Benatar et Arthur Vroonen.

Nissim CAPELOUTO.

Denis RAFTOPOULOS.

Emmanuel COUNDOURIS.

Marco ROUSSO.

L'an mil neuf cent quarante trois, le seizième jour du mois d'avril, Nous, DENIS, A., notaire à Elisabethville, certifions que l'acte de constitution de société "ETERNA" Société Congolaise à responsabilité limitée par actions, Nous a été présenté ce jour par :

1°) Monsieur Gabriel Salomon BENATAR, commerçant résidant à Elisabethville, stipulant tant pour lui que pour son frère Jacques BENATAR, pour lequel il se porte fort et auquel il cèdera, si ce dernier le désire, la moitié des titres par lui souscrits.

2°) Monsieur David BENATAR, négociant, résidant à Elisabethville.

3°) Monsieur Victor BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, engagé aux Forces de l'Union Sud-Africaine, représenté aux fins des présentes, par ses tuteurs Monsieur l'Avocat VROONEN, Arthur, et Monsieur Gabriel BENATAR, tous deux à Elisabethville.

4°) Monsieur Nissim CAPELOUTO, commerçant et industriel à Elisabethville.

5°) Monsieur Denis RAFTOPOULOS, comptable à Elisabethville.

6°) Monsieur Emmanuel COUNDOURIS, employé de commerce à Elisabethville.

7°) Monsieur Marco ROUSSO, employé de commerce à Elisabethville.

Lecture de l'acte leur donné par nous, Notaire, en présence de Messieurs Georges LIBERTON et Louis DE COCK, fonctionnaires de la Colonie, résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis, réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées Nous ont déclaré devant les dits témoins que cet acte de constitution de Société tel qu'il, est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par nous, Notaire, et ont été revêtues du sceau de notre office.

Les Parties :

Les Témoins :

Le Notaire :

(sé) G. Benatar.

(sé) D. Benatar (sé) Liberton.

(sé) Denis.

(sé) Raftopoulos.

(sé) Coundouris (sé) Decock.

(sé) Roussou.

(sé) Capelouto

Pour Victor Benatar.

(sé) G. Benatar.

(sé) Vroonen.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville, vol;

XVII folios

Mots barrés néant

Mots ajoutés néant

Frais d'acte 120,—

Enregistrement 290,—

Deux copies conformes 580,—

Légalisation signature

Notaire 10,—

Total perçu

1,000,—

Quit. No. 8 du 16 avril 1943.

Pour copie certifiée conforme
Elisabethville, le 16 avril 1943.

Le Notaire A. Denis.

(sé) Denis.

Le Notaire (sé) A. Denis.

Vu pour législation de la signataire de Monsieur A. Denis, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 16 Avril 1943.

Le Chef du Secrétariat Provincial.

A. Ladsous, Commissaire de District de 2° classe.

(sé) Ladsous.

STATUTS DE LA SOCIETE CONGOLAISE A RESPONSABILITE PAR ACTIONS.

" ETERNA."

ENTRE :

1°) Monsieur Gabriel Salomon BENATAR, commerçant résidant à Elisabethville, stipulant tant pour lui que pour son frère Jacques BENATAR, pour lequel il se porte fort et auquel il cèdera, si ce dernier le désire, la moitié des titres par lui souscrits.

2°) Monsieur David BENATAR, négociant, résidant à Elisabethville.

3°) Monsieur Victor BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, engagé aux Forces de l'Union Sud-Africaine, représenté aux fins des présentes par ses tuteurs Monsieur l'Advocat Arthur VROONEN et Monsieur Gabriel BENATAR, tous deux à Elisabethville.

- 4°) Monsieur Nissim CAPELOUTO, commerçant et industriel à Elisabethville.
- 5°) Monsieur Denis RAFTOPOULOS, comptable à Elisabethville.
- 6°) Monsieur Emmanuel COUNDOURIS, employé de commerce à Elisabethville.
- 7°) Monsieur Marco ROUSSO, employé de commerce à Elisabethville.

Tous associés fondateurs de la société "ETERNA", conformément à l'acte notarié passé le seizième jour d'avril, mil neuf cent quarante trois, par devant Monsieur A. DENIS, notaire à Elisabethville.

Il est convenu et arrêté comme suit :

L'acte constitutif du seize avril mil neuf cent quarante trois est modifié et complété dans les termes ci-après :

- I) L'article VI de l'acte du seize avril mil neuf cent quarante-trois est complété comme suit :
" Toutefois aucune cession d'action ne sera valable avant qu'un arrêté royal n'ait autorisé la fondation de la société ".
- II) L'article XIII, troisième alinéa est précisé comme suit :
" à condition que la majorité des membres soit présente ou représentée par des personnes porteurs d'un mandat et elles-mêmes membres du Conseil d'Administration ".
- III) L'article XVII est remplacé par le texte suivant :
" Les convocations pour l'assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont publiées dans deux journaux, l'un de Léopoldville, l'autre d'Elisabethville, ainsi qu'au *Bulletin Administratif du Congo Belge*, quinze jours avant la date de la réunion ".
- " Les actionnaires absents peuvent se faire représenter par un autre actionnaire. Si toutes les actions sont nominatives, la convocation peut se faire par simple lettre recommandée ".
- IV) L'article XXI est complété comme suit :
" En ce qui concerne les actions nominatives, l'actionnaire déposera au siège social, le *certificat* qui lui aura été délivré et qui attestera le nombre d'actions dont il est propriétaire ".
- V) Il est ajouté après l'article XXVII un article XXVIIbis ainsi libellé :
" Chaque année le bilan et les comptes seront publiés, à l'issue de l'exercice social au *Bulletin Administratif du Congo Belge* ".
- VI) Article XXXI : La mention " ou par ordonnance législative " est supprimée.
- VII) Article XXXIII : La mention " ou par ordonnance législative s'il échet " est supprimée.
- VIII) Dans le préambule de l'acte du seize avril mil neuf cent quarante trois et dans toutes les dispositions du dit acte où il sera fait mention du nom : Monsieur Marco Russo, celui-ci sera orthographié Roussou et non RUSSO.

Fait à Elisabethville, le vingt-septième jour du mois de décembre, mil neuf cent quarante trois.

(Sé) G. BENATAR.

(Sé) D. BENATAR.

(Sé) D. RAFTOPOULOS.

(Sé) E. COUNDOURIS.

(Sé) M. ROUSSO.

(Sé) E. CAPELOUTO.

Pour Victor BENATAR,

(Sé) G. BENATAR.

(Sé) A. VROONEN.

L'an mil neuf cent quarante-trois, le vingt-septième jour du mois de décembre, Nous, MOULINASSE, Paul, docteur en droit, Notaire à Elisabethville, certifions que l'acte ci-dessus, Nous a été présenté ce jour par :

1) Monsieur Gabriel Salomon BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, stipulant tant pour lui que pour son frère Jacques BENATAR, pour lequel il se porte fort et auquel il cèdera, si ce dernier le désire, la moitié des titres par lui souscrits.

2) Monsieur David BENATAR, négociant, résidant à Elisabethville.

3) Monsieur Victor BENATAR, commerçant, résidant à Elisabethville, engagé aux Forces de l'Union Sud-Africaine, représenté par ses tuteurs Monsieur l'Avocat Arthur VROONEN et Monsieur Gabriel BENATAR, résidant tous deux à Elisabethville.

- 4) Monsieur Nissim CAPELOUTO, commerçant et industriel, résidant à Elisabethville.
- 5) Monsieur Denis RAFTOPOULOS, comptable résidant à Elisabethville.
- 6) Monsieur Emmanuel COUNDOURIS, employé de commerce, résidant à Elisabethville.
- 7) Monsieur Marco ROUSSO, employé de commerce, résidant à Elisabethville.

Lecture de l'acte leur donnée par Nous, Notaire, en présence de Messieurs PAULUS, Joseph et VAN VAERENBERGH, Julien, fonctionnaires de la Colonie résidant tous deux à Elisabethville. témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées, Nous ont déclaré, devant les dits témoins, que cet acte tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties les témoins et par Nous, Notaire et ont été revêtues du sceau de notre Office.

Les Parties,

(Sé) G. BENATAR. (Sé) M. ROUSSO.
(Sé) E. COUNDOURIS. (Sé) D. RAFTOPOULOS.
(Sé) D. BENATAR. (Sé) N. CAPELOUTO.

Pour Victor BENATAR,
(Sé) G. BENATAR.

Les Témoins,

(Sé) PAULUS. (Sé) P. MOULINASSE.
(Sé) VAN VAERENBERGH.

Le Notaire,

(Sé) A. VROONEN.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville, Vol. XVIII, folios 26/27.

Mots barres : NEANT. Mots ajoutés : NEANT.

Frais d'acte ...	120.—
Enregistrement ...	110.—
Copies conformes ...	—
Légalisation signature du Notaire ...	10.—
Total perçu ...	240.—

Vu pour légalisation de la signature de Monsieur
Paul MOULINASSE, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 27 décembre 1943.

Le Chef du Secrétariat Provincial,

G. LIBERTON.

Adm. Territ. Principal,

(Sé) G. LIBERTON.

Le Notaire, P. MOULINASSE,
(Sé) P. MOULINASSE.

Approuvé et annexé à l'arrêté du 31 mars 1944.

Goedgekeurd en gehecht aan het Besluit van 31 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 mars 1944.—Arrêté. Statut du personnel colonial. Frais de voyage.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, édictant des mesures nouvelles en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1934, organique du Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire et spécialement les dispositions formant la Section XIV du dit Statut, relatives aux frais de voyage;

Vu l'arrêté du 6 juin 1941, notamment en son article 2, modifiant l'article 41 du Statut précité,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Les frais de voyage d'aller et de retour visés par les articles 33

31 Maart 1944.—Besluit. Statuut van het Koloniaal personeel. Reiskosten.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden uitgevaardigd om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische-Congo kolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 September 1934, tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beambten, en inzonderheid op de bepalingen die afdeling XIV, betreffende de reiskosten, van dat statuut uitmaken;

Gelet op het besluit van 6 Juni 1941, namelijk artikel 2, tot wijziging van artikel 41 van voormeld statuut,

BESLUIT :

ART. 1.—De kosten van heen—en terugreis bedoeld in de artikelen 33 tot 42 van afdeling

à 42 de la Section XIV du Statut prérappelé, comportent non seulement les frais du voyage maritime à l'aller et au retour mais aussi les frais du voyage à l'intérieur de la Colonie, à l'arrivée depuis le port de débarquement jusqu'au lieu de destination et, au départ, depuis le lieu de la résidence jusqu'au port d'embarquement.

ART. 2.—Les frais du voyage d'aller à l'intérieur de la Colonie, à rembourser éventuellement, sont calculés sur la base du coût du trajet direct entre le poste frontière à l'arrivée et l'endroit de la dernière résidence.

ART. 3.—Sont validées les décisions intervenues dans les cas réglés antérieurement au présent arrêté.

Celui-ci sort ses effets au 1er janvier 1943.

Londres, le 31 mars 1944.

**31 mars 1944.—Décret. Force Publique.
Frais de voyage des officiers et sous-officiers.**

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, édictant des mesures nouvelles en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté du 31 mars 1944, précisant la portée des articles 33 à 42 des dispositions formant la Section XIV du Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, édicté par l'arrêté royal du 24 septembre 1934 et les dispositions qui l'ont modifié,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'arrêté du 31 mars 1944, prérappelé, est approuvé en tant qu'il s'applique aux officiers et sous-officiers de la Force Publique.

Londres, le 31 mars 1944.

**31 mars 1944.—Décret. Octroi à la Société
"Symétain" du droit d'exploiter l'or et
l'argent dans la concession dénommée
"Malimba I."**

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

XIV van voormeld statuut, omvatten niet alleen de kosten der zeereis heen en terug maar ook de kosten van de reis in het binnenland der Kolonie, bij de aankomst, van de ontschepingshaven tot op de plaats van bestemming en, bij het vertrek, van de verblijfplaats tot aan de inschepingshaven.

ART. 2.—De in voorkomend geval terug te betalen kosten der heenreis in het binnenland der Kolonie, worden berekend op de basis der kosten van den rechtstreekschen reisweg tussehen den grenspost bij de aankomst en de laatste verblijfplaats.

ART. 3.—De beslissingen welke genomen werden in de vóór dit besluit geregelde gevallen, worden geldig verklaard.

Dit besluit treedt in werking op 1 Januari 1943.

Londen, den 31n Mart 1944.

**31 Maart 1944.—Weermacht. Reiskosten
van de officieren en onderofficieren.**

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden uitgevaardigd om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische-Congo kolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren;

Gelet op het besluit van 31n Maart 1944, tot nadere bepaling van de draagwijdte der artikelen 33 tot 42 van de beschikkingen welke afdeling XIV uitmaken van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beambten, zooals uitgevaardigd bij het koninklijk besluit van 24 September 1934 en bij de bepalingen die dit hebben gewijzigd,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—Het voormeld besluit van 31n Maart 1944 wordt goedgekeurd in zoover het toepasselijk is op de officieren en onderofficieren der Weermacht.

Londen, den 31n Maart 1944.

**31 Maart 1944.—Decreet. Verleening aan
de Vennootschap "Symétain," van het
recht goud en zilver te winnen in de
concessie "Malimba I."**

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942; -

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété;

Considérant que l'exploitation du polygone "MALIMBA I" ne nécessitera pas l'emploi d'un matériel industriel nouveau,

DECRETE :

ART. 1.—Le décret en date du 1er août 1942, accordant à la Société "SYMETAÏN" le droit d'exploiter l'or et l'argent dans la concession dénommée "MALIMBA I", est abrogé.

ART. 2.—Le droit d'exploiter l'or et l'argent est accordé à la Société "SYMETAÏN" dans la concession dénommée "MALIMBA I".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYGONE.

De la borne	1, un align. droit de	1.613m.
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	1.613m.
"	2 " "	1.622m.
"	3 " "	1.450m.
"	4 " "	1.495m.
"	5 " "	1.587m.
"	6 " "	1.492m.
"	7 " "	924m.
"	A " "	1.265m.
"	B " "	1.581m.
"	C " "	2.201m.
"	D " "	295m.
"	20 " "	1.596m.
"	21 " "	1.275m.
"	22 " "	972m.
"	23 " "	2.302m.
"	24 " "	751m.
"	25 " "	728m.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne	1 est située à 4.512m.	3 az. 177gr. 69	du confluent des rivières Malimba I et II.
Grenspaal	1 staat op 4.512m.	3 az. 177gr. 69	van de samenvloeiing der Malimba I en II—rivieren.
"	5 " 2.705m.	az. 370gr. 93	du confluent des rivières Buyu-Lubutu.
			van de samenvloeiing der Buyu-Lubutu-rivieren.
"	20 " 185m.	9 az. 131gr. 89	du confluent des rivières Malimba I et II.
			van de samenvloeiing der Malimba I en II—rivieren.

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving, en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Overwegende dat de exploitatie van den veelhoek "MALIMBA I" het gebruik niet zal vereischen van nieuw nijverheidsmaterieel,

DECRETEERT :

ART. 1.—Het decreet van 1 Augustus 1942, waarbij aan de Vennootschap "SYMETAÏN" het recht wordt verleend goud en zilver te winnen in de concessie "MALIMBA I", wordt afgeschaft.

ART. 2.—Aan de Vennootschap "SYMETAÏN" wordt het recht verleend goud en zilver te winnen in de concessie "MALIMBA I".

Dit recht wordt tot op 31 December 2010 toegestaan, met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden als volgt bepaald :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

2 az.	300gr. 60	mène à la borne	2.
2 az.	300gr. 60	naar grenspaal	2.
6 "	300gr. 98	"	3.
9 "	292gr. 81	"	4.
"	326gr. 47	"	5.
8 "	38gr. 23	"	6.
1 "	372gr. 86	"	7.
9 "	9gr. 24	"	A.
"	30gr. 21	"	B.
3 "	96gr. 41	"	C.
8 "	124gr. 90	"	D.
2 "	188gr. 63	"	20.
"	261gr. 33	"	21.
3 "	154gr. 60	"	22.
2 "	200gr. 11	"	23.
"	99gr. 09	"	24.
9 "	199gr. 96	"	25.
9 "	241gr. 10	"	1.

B.—LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

La superficie en est de 2.132 Ha.

ART. 3.—Le concessionnaire a le droit sous réserve des droits des tiers indigènes ou non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière d'exploiter les mines concédées.

Londres, le 31 mars 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

3 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité spécial du Katanga à M. Jean René SAXE d'un terrain d'une superficie de 1.000 Ha. situé en bordure du Lualaba (territoire de Kolwezi).

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,
et

Monsieur Jean, René SAXE, colon résidant à Kolwezi, contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui suit sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie :

Le contractant d'une part concède au contractant d'autre part, un droit exclusif de pâturage et de culture sur :

Un terrain situé en bordure du Lualaba (Territoire de Kolwezi) d'une superficie de 1,000 Ha. (mille hectares) environ, tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Cette concession est accordée :

1°) aux conditions reproduites dans le règlement général de vente et location des terres du Comité Spécial du Katanga, ci-annexé, dans la mesure où elles sont applicables au présent contrat;

2°) aux conditions spéciales ci-après :

Article I.—Durée du contrat.

Le droit de pâturage et de culture est concédé pour une durée indéterminée, prenant cours à la date d'approbation du contrat.

Il pourra y être mis fin par l'un des contractants à n'importe quel moment, moyennant préavis de six mois, signifié à l'autre contractant par lettre recommandée ou contre accusé de réception.

Si le contractant d'autre part donne le préavis au cours de la première année, la redevance payée restera acquise au Comité Spécial.

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De oppervlakte beslaat 2.132 hectaren.

ART. 3.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet- inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

Londen, 31 Maart 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

3 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Jean René SAXE, van een grond van 1.000 Ha. op den boord der Lualaba (Kolwezi gebied).

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Article II.—Redevances.

Le contractant d'autre part paiera une redevance annuelle fixée à 7.500 frs. (sept mille cinq cents francs). Cette redevance sera payable par anticipation dans les bureaux du Comité Spécial du Katanga à Elisabethville; elle portera intérêts à huit pour cent (8%) l'an du jour de l'échéance jusqu'au jour du paiement.

Article III.—Installations.

Le contractant d'autre part aura la faculté d'établir sur le terrain dont il s'agit, les installations nécessaires au bétail et des logements pour les bouviers.

Il ne pourra pas couper le bois se trouvant sur le terrain sans autorisation préalable, donnée par écrit, du Comité Spécial du Katanga, sauf aux emplacements strictement nécessaires à l'exercice de son droit.

Article IV.—Dégâts aux tiers.

Le contractant d'autre part devra prendre toutes mesures utiles pour empêcher le bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens avoisinant sa concession.

Article V.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial, dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit à l'expiration du délai dont il s'agit et les redevances courues jusqu'à ce jour seront dues par la succession.

Le transfert du contrat au profit des héritiers aura lieu sur production des pièces authentiques constatant leurs droits et donnera lieu à la perception du montant des frais prévus au tarif pour les transferts de contrats.

Article VI.—Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part devra remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état des lieux aux frais du contractant d'autre part.

Article VII.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article VIII.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article IX.—Frais de transfert.

Par dérogation à l'article 8 du Règlement Général ci-annexé les frais de transfert éventuel du présent contrat seront fixés conformément au tarif en vigueur au moment du transfert.

Article X.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat, où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Article XI.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le concessionnaire n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Fait en double exemplaire, à Elisabethville, le 25 octobre 1943.

Londres, le 3 avril 1944.

Londen, 3 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 avril 1944.—Décret. Cession gratuite à la "Congo Balolo Mission" d'un terrain de 100 Ha. sis à Bokele. Convention du 16 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

Vu le décret du 24 janvier 1943;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 60/AE/T. du 26 février 1944 dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée :

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Coquilhatville, cède gratuitement en toute propriété, sous réserve de ratification par le Gouverneur Général, à la CONGO BALOLO MISSION, dont la personnalité civile a été reconnue par décret du 16 septembre 1889, publiée au *Bulletin de l'Etat Indépendant du Congo*, année 1889, page 176, représentée par le Révérend ANSTICE, F. G. W., résidant à Ikau, agréé en qualité de Représentant légal par ordonnance du Gouverneur Général, en date du 22 octobre 1935, publiée au *Bulletin Administratif*, année 1935, page 734, ci-après dénommée "LA MISSION" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943, sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'installation d'une léproserie située à Bokele (Territoire de Befale), d'une superficie de cent hectares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.—

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur ;

4 Avril 1944.—Decreet. Kostelooze afstand aan de "Congo Balolo Mission" van een grond van 100 Ha. te Bokele. Overeenkomst van 16 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL. — Ordonnantie Nr. 60/EZ/G. van 26 Februari 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

Les terres qui le sont conformément aux conditions minima de mise en valeur prévues par l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943. Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, 1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient, éventuellement, revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le seize novembre mil neuf cent quarante trois.

Léopoldville, le 26 février 1944.

Léopoldstad, 26 Februari 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 4 avril 1944.

Londen, 4 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 avril 1944.—Décret. Cession gratuite à l'Association "Assemblies of God Mission" d'un terrain de 9 Ha. sis à Andudu. Convention du 30 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 59/AE/T. du 26 février 1944 dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943;

4 April 1944.—Decreet. Kostelooze afstand aan de Vereeniging "Assemblies of God Mission" van een grond van 9 Ha. te Andudu. Overeenkomst van 30 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 2 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 59/EZ/G. van 26 Februari 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice - Gouverneur - Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée :

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée, par le Gouverneur de la Province de Stanleyville cède gratuitement en toute propriété, sous réserve d'approbation par arrêté royal, à l'Association " ASSEMBLIES OF GOD MISSION ", dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 12 mai 1932, publié au *B.O.* de 1932, page 309, représentée par Mademoiselle Agnès, E. HAMMARBERG, agréée en qualité de représentante-légale par ordonnance en date du 9 décembre 1940 et désignée ci-après la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné, à usage de poste de mission situé à Andudu d'une superficie de neuf hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10e au moins de leur surface en cultures industrielles.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de nonante ares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le trente décembre 1900 quarante trois.

Léopoldville, le 26 février 1944.

Leopoldstad, 26 Februari 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 4 avril 1944.

Londen, 4 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

4 avril 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) du droit d'exploiter l'étain dans la concession "Kibugiri."

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs, qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937,

DECRETE :

ART. 1.—Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la "Compagnie Minière de l'Urega (MINERGA)" dans la concession dénommée "KIBUGIRI".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYgone.

De la borne	1, un align. droit de	730m.
Van grenspaal	1, leidt een rechte rooilijn van	730m.
"	2 " "	730m.
"	3 " "	790m.
"	4 " "	560m.
"	5 " "	410m.
"	6 " "	600m.
"	7 " "	770m.
"	8 " "	770m.
"	9 " "	600m.
"	10 " "	600m.
"	11 " "	786m.
"	12 " "	390m.
"	13 " "	430m.
"	14 " "	930m.
"	15 " "	350m.
"	16 " "	550m.
"	17 " "	1.000m.
"	18 " "	500m.
"	19 " "	670m.
"	20 " "	380m.
"	21 " "	770m.
"	22 " "	850m.
"	23 " "	850m.

4 April 1944.—Decreet. Verleening aan de "Compagnie Minière de l'Urega (Minerga)" van het recht tin te winnen in de concessie "Kibugiri."

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940, waarbij van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937 tijdelijk wordt afge- weken,

DECRETEERT :

ART. 1.—Aan de "Compagnie Minière de l'Urega (MINERGA)" wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd "KIBUGIRI".

Dit recht wordt tot op 31 December 2010 toegestaan met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

az.	260gr. 80 mène à la borne	2.
az.	260gr. 80 naar grenspaal	2.
"	260gr. 80	3.
"	331gr. 70	4.
"	255gr. 75	5.
"	300gr.	6.
"	393gr. 50	7.
"	355gr. 20	8.
"	355gr. 20	9.
"	287gr. 15	10.
"	287gr. 15	11.
"	370gr. 75	12.
"	300gr.	13.
"	333gr. 70	14.
"	21gr. 60	15.
"	363gr. 80	16.
"	9gr. 85	17.
"	356gr. 50	18.
"	14gr. 80	19.
"	384gr. 50	20.
"	78gr. 80	21.
"	143gr. 75	22.
"	80gr. 30	23.
"	80gr. 30	24.

De la borne	24, un align, droit de	840m.	az.	44gr. 60 mène à la borne	25.
Van grenspaal	24, leidt een rechte rooilijn van	840m.	az.	44gr. 60 naar grenspaal	25.
"	25 " "	720m.	"	124gr. 25	26.
"	26 " "	720m.	"	124gr. 25	27.
"	27 " "	830m.	"	65gr. 40	28.
"	28 " "	580m.	"	132gr. 80	29.
"	29 " "	580m.	"	132gr. 80	30.
"	30 " "	680m.	"	26gr. 20	31.
"	31 " "	835m.	"	51gr.	32.
"	32 " "	500m.	"	100gr.	33.
"	33 " "	740m.	"	160gr.	34.
"	34 " "	1000m.	"	211gr.	35.
"	35 " "	880m.	"	275gr.	36.
"	36 " "	700m.	"	300gr.	37.
"	37 " "	700m.	"	300gr.	38.
"	38 " "	850m.	"	168gr. 80	39.
"	39 " "	653m. 50	"	154gr. 92	40.
"	40 " "	653m. 50	"	154gr. 92	41.
"	41 " "	228m.	"	200gr.	42.
"	42 " "	294m.	"	263gr. 75	43.
"	43 " "	900m.	"	211gr. 25	44.
"	44 " "	900m.	"	211gr. 25	45.
"	45 " "	800m.	"	178gr. 80	1.

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B.—LIGGING DER HOEKGRENSPALEN.

La borne 1 est située à 800m. az. 378gr. 80 du confluent des rivières Tshonka-Bilabise.
 Grenspaal 1 staat op 800m. az. 378gr. 80 van de samenvloeiing der Tshonka-Bilabise-rivieren.
 La borne 13 est située au confluent des rivières Bilabise-Mundu.
 Grenspaal 13 staat op de samenvloeiing der Bilabise-Mundu-rivieren.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé à environ 7 Kms. au N.W. du signal Isongo-Est (X = 168.526,5 Y = 305.438,2) Planche 38 Aa.

La superficie en est de 3.409 hectares.

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers indigènes ou non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.—Le concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites du polygone qui sera faite ultérieurement. La Colonie se réserve le droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 4 Avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 7 Km. ten N.W. van den seinpaal Isongo-Oost (X = 168.526,5 Y = 305.438,2) Plaat 38 Aa.

De oppervlakte is 3.409 hectaren.

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 3.—De concessiehouder gaat de verbintenis aan zich te onderwerpen aan al de wijzigingen veroorzaakt door het nazicht der grenzen van den veelhoek dat later zal geschieden. De Kolonie behoudt zich het recht voor verval te doen uitspreken tegen den concessiehouder, indien hij zich aan deze verplichting niet onderwerpt.

Londen, 4 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

BREVET.

CONCESSION.

Un brevet d'invention No. 2370, en date du 12 janvier 1944, a été délivré à Mr. Samuel OSBORN (South Africa) Limited, résidant à Johannesburg, pour "Méthode perfectionnée de construction des revêtements basiques de fours à haute température, électriques et autres".

Le dépôt de la demande a été fait à Léopoldville, le 6 décembre 1943.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

DEPOTS.

1°) A été fait le 1er septembre 1943, à Léopoldville, par la firme "NESTLE'S MILK PRODUCTS INCORPORATED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "NIDO" en caractères d'imprimerie, relative au commerce de substances d'alimentation et spécialement lait en poudre et autre production de lait.

2°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "BROTELLA" en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

3°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "MATABELLA", en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

4°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "INTEGRITY", en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

5°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "STATESMAN", en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

BREVET.

VERLEENING.

Aan den Hr. Samuel OSBORN (South Africa) Limited verblijvend te Johannesburg, werd op 12 Januari 1944 een uitvindingsbrevet Nr. 2370, verleend voor een "Verbeterde methode tot het vervaardigen van basische bekleedingen voor electrische en andere ovens met hooge temperatuur".

De aanvraag werd te Leopoldstad op 6 December 1943, neergelegd.

FABRIKS—EN HANDELSMERKEN.

NEERLEGGING.

1°) De firme "NESTLE'S MILK PRODUCTS INCORPORATED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 1en September 1943 te Leopoldstad een merk neergelegd "NIDO", in drukletters, betreffende den handel in voedingstoffen en inzonderheid melkpoeder en andere melkproducten.

2°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd, "BROTELLA", in drukletters, hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

3°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "MATABELLA", in drukletters, hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

4°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "INTEGRITY", in drukletters, hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

5°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "STATESMAN", in drukletters, hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

6°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "CIBLE", adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

Cette marque représente une cible supportant trois flèches dans un cadre à double filet, avec fleurons aux quatre coins.

7°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "SINGE ET CIBLE", adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

Cette marque représente une cible supportant trois flèches, le tout porté par un singe et dans un cadre à triple filet avec fleurons aux quatre coins.

8°) A été fait, le 16 février 1944, à Léopoldville, par la firme "RICHARD BROTHERTON LIMITED", représentée par Mr. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de Léopoldville, le dépôt de la marque "FLECHES ET CIBLE", adoptée par la firme précitée pour être apposée sur "fabrication de textiles de coton".

Cette marque représente une cible au centre de laquelle se trouvent plantées trois flèches, cette cible roulant sur le biceps d'un homme portant un double bracelet.

6°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "CIBLE", hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

Dit merk vertoont een schijf waarin drie pijlen vastzitten, binnen een raam met een dubbel biesje en met een kruisbloem in de vier hoeken.

7°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "SINGE ET CIBLE", hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

Dit merk vertoont een schijf waarin drie pijlen vastzitten, gedragen door een aap en binnen een raam met een driedubbel biesje en met een kruisbloem in de vier hoeken.

8°) De firma "Richard BROTHERTON LIMITED", vertegenwoordigd door den Hr. VISEZ, Voorzitter van de Kamer van Koophandel te Leopoldstad, heeft den 16en Februari 1944 te Leopoldstad een merk neergelegd "FLECHES ET CIBLE", hetwelk de voormelde firma heeft aangenomen om het op "katoenfabrikaten" aan te brengen.

Dit merk vertoont een schijf in welke midden drie pijlen vastzitten en welke rolt op den biceps van een man met dubbelen armband.

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère des Colonies.</i>	
28 février 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Moïse SORIANO .	187
<i>Ministère des Finances.</i>	
<i>Ministère des Colonies.</i>	
9 mars 1944.—Arrêté-loi modifiant l'arrêté-loi du 26 septembre 1941 autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge .	187
<i>Ministère de la Défense Nationale.</i>	
29 mars 1944.—Arrêté ministériel. Appel sous les drapeaux .	188
<i>Ministère des Colonies.</i>	
11 avril 1944.—Décret. Prorogation pour une durée de 2 ans des droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 11 octobre 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) approuvée par le décret du 15 février 1940 .	189
14 avril 1944.—Arrêté. Nomination de M. René BRASSEUR au titre d'administrateur de complément de la société des Chemins de Fer au Kivu .	190
18 avril 1944.—Décret. Concession à M. Jacques PIERARD d'un terrain de 750 Ha. Sis à Moanda. Convention du 15 février 1944. Approbation .	191
19 avril 1944.—Décret. Concession à M. Louis THIEBAULT d'un terrain de 100 Ha. sis à Angwade. Convention du 23 février 1944. Approbation .	192
20 avril 1944.—Décret. Cession gratuite par le Ruanda-Urundi au Vicariat Apostolique du Ruanda d'un terrain de 12 ares sis à Kisenyi. Convention du 1 ^{er} mars 1944. Approbation .	194

INHOUD

DAGTEEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
28 Februari 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische naturalisatie volgens het koloniaal statuut aan den Heer Moïse SORIANO .	187
<i>Ministerie van Financiën.</i>	
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
9 Maart 1944.—Besluit-wet tot wijziging der besluit-wet van 26 September 1941, waarbij de Kolonie gemachtigd wordt de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegene leeningen te waarborgen .	187
<i>Ministerie van Landsverdediging.</i>	
29 Maart 1944.—Ministerieel besluit. Oproeping onder de wapens .	188
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
11 April 1944.—Decreet. Verlenging met twee jaar van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen en van de toekomstige termijnen voor het aanzeggen der mijnen in verband met de overeenkomst op 11 October 1939 gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en de "Compagnie Minière en Afrique Orientale" (Minafor) goedgekeurd bij decreet van 15 Februari 1940 .	189
14 April 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer René BRASSEUR als Beheerder ter aanvulling van de "Société des Chemins de Fer au Kivu" .	190
18 April 1944.—Decreet. Concessie aan den Heer Jacques PIERARD, van een grond van 750 Ha. te Moanda. Overeenkomst van 15 Februari 1944. Goedkeuring .	191
19 April 1944. Decreet. Concessie aan den Heer Louis THIEBAULT van een grond van 100 Ha. te Angwade. Overeenkomst van 23 Februari 1944. Goedkeuring .	192
20 April 1944.—Decreet. Kostelooze afstand door Ruanda-Urundi aan het Apostoleesch Vicariaat van Ruanda-Urundi van een grond van 12 a. te Kisenyi. Overeenkomst van 1 Maart 1944. Goedkeuring .	194

DATES.	PAGES.	DAGTEKENING.	BLADE.
20 avril 1944.—Arrêté ministériel. Conseiller pour les Affaires Economiques. Cessation de fonctions	195	20 April 1944.—Ministerieel Besluit. Adviseur voor economische zaken. Staking van het ambt	195
29 avril 1944.—Décret. Dégradation militaire	195	29 April 1944.—Decreet. Militaire degradatie	195
29 avril 1944.—Arrêté. Organisation judiciaire. Nominations	196	29 April 1944.—Besluit. Rechterlijke Inrichting. Benoemingen	196
29 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Léandre VANDERHEYDEN d'un terrain de 500 Ha. sis à Lukunguy. Convention du 2 novembre 1943. Approbation	197	29 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Léandre VANDERHEYDEN van een grond van 500 Ha. te Lukunguy. Overeenkomst van 2 November 1943. Goedkeuring	197
29 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Isidore LEFEBVRE d'un terrain de 200 Ha. sis à N'GOYA. Convention du 26 octobre 1943. Approbation	200	29 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Isidore LEFEBVRE, van een grond van 200 Ha. te N'Goya. Overeenkomst van 26 October 1943. Goedkeuring	200
30 avril 1944.—Décret. Administration et liquidation en temps de guerre des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge	203	30 April 1944.—Decreet. Beheer en vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, verenigingen en van inrichtingen van openbaar nut onder het Belgisch-Koloniaal Recht	203
6 mai 1944.—Décret. Droit exclusif pour une durée de deux ans de recherches minières dans les blocs "Kayove" "Machyuza" et "Ile Waho" dénoncés par M. Robert HENRION, en vertu de la convention intervenue le 24 août 1937 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et le prénommé et approuvée par décret du 23 décembre 1937	204	6 Mei 1944.—Decreet. Uitsluitend recht tot mijnbouwkundige opsporingen, voor een termijn van twee jaar, in de "Kayove"—"Machyuza" en "Ijland Waho" blokken aangezegd door den Heer Robert HENRION, krachtens de overeenkomst welke op 24 Augustus 1937 tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en voornaamde werd gesloten bij decreet van 23 December 1937	204
Marques de fabrique. Dépôt	205	Fabrieksmerken—Neerlegging	205
Sociétés civiles et commerciales. Attestations prévues par l'article 12 du décret du 14 mai 1942	205	Burgerlijke en handelsvennootschappen. Getuigschriften bepaald bij artikel 12 van het decreet van 14 Mei 1942	205
Errata	206	Drukfouten	206

28 février 1944.—Décret—Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Moïse SORIANO.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 27 décembre 1892 formant le titre I du Livre I du Code Civil congolais;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité;

DECRETE :

Article unique.

La nationalité belge de statut colonial est accordé à Moïse SORIANO, gérant de "l'Estaf" à Costermansville, fils de David et de Rebecca NOTRICA, né à Rhodes le 20 janvier 1902, résidant à Costermansville.

Londres, le 22 décembre 1943.

DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERE DES FINANCES.
MINISTERE DES COLONIES.**

9 mars 1944.—Arrêté-loi modifiant l'arrêté-loi du 26 septembre 1941 autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté-loi du 26 septembre 1941 autorisant la Colonie à garantir le remboursement des emprunts contractés par l'Etat Belge;

Vu l'arrêté-loi du 6 décembre 1941 complétant l'arrêté-loi du 26 septembre 1941 précité;

Vu les arrêtés-lois des 10 février 1942, 24 septembre 1942 et 6 avril 1943 modifiant l'arrêté-loi du 26 septembre 1941 précité;

28 Februari 1944.—Decreet—Verleening van de Belgische naturalisatie volgens het koloniaal statuut aan den Heer Moïse SORIANO.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op het besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel I, Boek I, van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris, van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voormeld decreet;

DECRETEERT :

Eenig artikel.

Het Belgisch staatsburgerschap volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan Moïse SORIANO, zaakvoerder van den "Estaf" te Costermansstad, zoon van David en van Rebecca NOTRICA, geboren te Rhodes, den 20n Januari 1902, verblijvend te Costermansstad.

Londen, den 22 December 1943.

DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERIE VAN FINANCIEN.
MINISTER VAN KOLONIEN.**

9 Maart 1944.—Besluit-wet tot wijziging der besluit-wet van 26 September 1941, waarbij de Kolonie gemachtigd wordt de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waarborgen.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad Vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de besluit-wet van 26 September 1941, waarbij de Kolonie gemachtigd wordt de terugbetaling van de door den Belgischen Staat aangegane leeningen te waarborgen;

Gelet op de besluit-wet van 6 December 1941 tot aanvulling van de voormelde besluit-wet van 26 September 1941;

Gelet op de besluit-wetten van 10 Februari 1942, 24 September 1942 en 6 April 1943 tot wijziging van de voormelde besluit-wet van 26 September 1941;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. PREMIER.—Par modification à l'article premier de l'arrêté-loi du 26 septembre 1941, tel que complété par l'arrêté-loi du 6 décembre 1941 et modifié par les arrêtés-lois des 10 février 1942, 24 septembre 1942 et 6 avril 1943, le capital des emprunts contractés par l'Etat Belge, pendant la durée des hostilités, dont le Ministre des Colonies est autorisé à garantir le remboursement est porté à quarante millions de livres sterling ou à un montant correspondant en francs congolais ou à un montant correspondant en dollars U.S.A.

ART. 2.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 9 mars 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

DELFOSE.

A. E. DE SCHRYVER.

GUTT.

A. DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERE DE LA DEFENSE
NATIONALE.**

29 mars 1944.—Arrêté ministériel. Appel sous les drapeaux.

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE
NATIONALE.**

Vu l'arrêté royal du 15 février 1937 portant coordination de la loi sur la Milice, le Recrutement et les Obligations de Service;

Vu l'arrêté-loi coordonné du 22 décembre 1942 relatif au régime provisoire de la Milice, du Recrutement et des Obligations de Service, modifié par l'arrêté-loi du 5 août 1943;

Vu l'arrêté royal du 26 août 1939, décrétant la mobilisation de l'armée;

ARRETE :

ART. 1.—Tous les citoyens nés entre le 1 janvier 1900 et le 31 décembre 1924 inclus,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Met wijziging van artikel 1 van de besluit-wet van 26 September 1941, zooals aangevuld door de besluit-wet van 6 December 1941 en gewijzigd door de besluit-wetten van 10 Februari 1942, 24 September 1942 en 6 April 1943 wordt de hoofdsom der door den Belgischen Staat gedurende den duur der vijandelikheden aangegane leeningen, welker terugbetaling de Minister van Koloniën gemachtigd is te waarborgen, op veertig millioen pond sterling gebracht of op een overeenstemmend bedrag in Congoleesche frank, of op een overeenstemmend bedrag in U.S.A. dollars.

ART. 2.—Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 9 Maart 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

DELFOSE.

A. E. SCHRYVER.

GUTT.

A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

29 Maart 1944.—Ministerieel besluit. Op-roeping onder de wapens.

**DE MINISTER VAN LANDS-
VERDEDIGING,**

Gelet op het koninklijk besluit van 15 Februari 1937, houdende samenordering van de wet op de Militie, de Werving en de Dienstverplichtingen;

Gelet op de samengeordende besluit-wet van 22 December 1942 betreffende het voorloopig stelsel voor de Militie, de Werving en de Dienstverplichtingen, gewijzigd bij de besluit-wet van 5 Augustus 1943;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939, waarbij de mobilisatie van het leger gedecreteerd wordt;

BESLUIT :

ART. 1.—Al de burgers, geboren tusschen den 1n Januari 1900 en 31n December 1924

non encore sous les drapeaux, sont appelés sous les armes.

ART. 2.—Les citoyens nés entre le 1 janvier et le 31 décembre 1925 inclus, constituant la classe de milice 1945, non encore sous les drapeaux, sont appelés sous les armes à la date du 1 août 1944.

Après le 1 juin 1944, les miliciens visés par le présent arrêté ne seront plus admis à l'engagement.

ART. 3.—Ne sont pas soumis au présent appel les citoyens non soumis à l'inscription.

ART. 4.—Les miliciens appelés par le présent arrêté résidant dans un pays où fonctionne un Bureau de Recrutement, se présenteront devant celui-ci sur convocation du Commandant du Bureau de Recrutement.

Ceux résidant dans un pays où n'existe pas de Bureau de Recrutement se présenteront devant les médecins désignés par les autorités diplomatiques ou consulaires belges du pays où ils résident. Les jours et lieux de leur comparution sont fixés par ces autorités. Ils seront éventuellement invités à se présenter devant le Bureau de Recrutement établi dans un autre pays.

ART. 5.—Ils rejoindront leur unité en se conformant aux instructions du Commandant du Bureau de Recrutement.

ART. 6.—Le présent arrêté entrera en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur*.

Londres, le 29 mars 1944.

Le Ministre de la Défense Nationale,
H. PIERLOT.

MINISTERE DES COLONIES.

11 avril 1944.—Décret. Prorogation pour une durée de 2 ans des droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 11 octobre 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la Compagnie Minière en Afrique Orientale (Minafor) approuvée par le décret du 15 février 1940.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

inbegrepen, die nog niet onder de wapens zijn, worden binnengeroepen.

ART. 2.—De burgers geboren tusschen 1 Januari en 31 December 1925 inbegrepen, 't is te zeggen die tot de militieklasse van 1945 behooren en nog niet onder de wapens zijn, worden op datum van 1 Augustus 1944 binnengeroepen.

Na 1 Juni 1944 mogen de bij dit artikel bedoelde miliciens niet meer vrijwillig dienstnemen.

ART. 3.—Deze oproeping geldt niet de burgers die niet tot de inschrijving verplicht zijn.

ART. 4.—De bij dit besluit opgeroepen miliciens, die in een land verblijven waar een Werfbureau werkt, melden zich, op dagvaarding van den Commandant van het Werfbureau, op dit Bureau aan.

Deze welke in een land verblijven waar geen Werfbureau bestaat, moeten zich aanmelden bij de dokters aangewezen door de Belgische diplomatieke of consulaire overheden van het land waar zij verblijven. Dag en plaats van hun verschijning worden door deze overheden bepaald. In voorkomend geval, worden zij verzocht zich bij een in een ander land ingericht Werfbureau aan te melden.

ART. 5.—Zij moeten zich bij hun eenheid vervoegen overeenkomstig de onderrichtingen van den Commandant van het Werfbureau.

ART. 6.—Dit besluit treedt in werking den dag waarop op het in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Londen, den 29 Maart 1944.

De Minister van Landsverdediging,
H. PIERLOT.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

11 April 1944.—Decreet. Verlenging met twee jaar van de rechten tot uitsluitende mijnbouwkundige opsporingen en van de bijkomende termijnen voor het aanzeggen der mijnen in verband met de overeenkomst op 11 October 1939 gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en de "Compagnie Minière en Afrique Orientale" (Minafor) goedgekeurd bij decreet van 15 Februari 1940.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925, betreffende het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 15 février 1940, approuvant la convention conclue entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la "Compagnie Minière en Afrique Orientale (MINAFOR)";

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Les droits exclusifs de recherches minières ainsi que les délais accessoires pour la dénonciation des mines dérivant de la convention conclue le 11 octobre 1939 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la Compagnie Minière en Afrique Orientale (MINAFOR) et approuvée par décret du 15 février 1940, sont prorogés pour une durée de deux ans.

ART. DEUX.—Les redevances à payer seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 7 de la convention du 11 octobre 1939 approuvée par décret du 15 février 1940.

Londres, le 11 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 avril 1944.—Arrêté. Nomination de M. René BRASSEUR au titre d'administrateur de complément de la société des Chemins de Fer au Kivu.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les articles 10 et 19 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

ART. PREMIER.—Monsieur René BRASSEUR, administrateur de sociétés est nommé administrateur de complément de la société des Chemins de Fer au Kivu "CEFAKI" société congolaise à responsabilité limitée dont le siège social est à Uvira (Congo Belge).

ART. DEUX.—L'ordonnance du Gouverneur Général en date du 10 janvier 1941, No. 9/

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

Gelet op het decreet van 15 Februari 1940, tot goedkeuring van de overeenkomst tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en de "Compagnie Minière en Afrique Orientale (MINAFOR)".

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving, en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld,

DECRETEERT :

ART. 1.—De uitsluitende rechten tot mijnbouwkundige opsporingen, alsmede de bijkomende termijnen tot aanzegging der mijnen in verband met de overeenkomst welke op 11 October 1939 tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en de "Compagnie Minière en Afrique Orientale (MINAFOR)" werd gesloten en bij decreet van 15 Februari 1940 goedgekeurd worden met twee jaar verlengd.

ART. 2.—De te betalen eijnzen worden berekend met verdere toepassing van de rekenkundige progressies als bepaald bij artikel 7 der overeenkomst van 11 October 1939 welke bij decreet van 15 Februari 1940 werd goedgekeurd.

Londen, 11 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 April 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer René BRASSEUR als Beheerder ter aanvulling van de "Société des Chemins de Fer au Kivu."

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikelen 10 en 19 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening, in oorlogstijd, van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, verenigingen en van inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch-Koloniaal recht,

BESLUIT :

ART. 1.—De Heer René BRASSEUR, beheerder van vennootschappen, wordt benoemd als beheerder ter aanvulling van de "Société des Chemins de Fer au Kivu (CEFAKI)", Congoleesche vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waarvan de maatschappelijke zetel te Uvira (Belgisch-Congo) is gevestigd.

ART. 2.—De ordonnantie van den Gouverneur Generaal d.d. 10 Januari 1941, Nr. 9/

SQ-I, accordant certains pouvoirs à Monsieur Célestin CAMUS, administrateur de cette société est abrogée.

Londres, le 14 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 avril 1944.—Décret. Concession à M. Jacques PIERARD d'un terrain de 750 Ha. Sis à Moanda. Convention du 15 février 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de Province, Chef de la Province de Léopoldville, dûment délégué par l'Arrêté Royal du 29 juin 1933, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose, pour un terme de quinze ans, à Monsieur PIERARD Jacques, colon de nationalité belge, résidant à MOANDA qui accepte aux conditions générales de l'Arrêté précité, sur la vente et la location des terres, aux conditions du règlement général prévues par l'Arrêté Royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage d'élevage situé à Moanda (Territoire du Bas-Fleuve) d'une superficie de sept cent cinquante hectares environ (750 Ha.) dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

1°) La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de trois mille francs (3.000 frs.) payable chez le Receveur des Impôts à Léopoldville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie. A défaut de paiement aux échéances fixées l'emphytéote devra l'intérêt des sommes dues calculé sur le retard au même taux que celui appliqué pour les impositions personnelles et les impôts sur les revenus, et ce, sans préjudice à tous autres droits;

2°) le présent contrat prend cours à la date de sa signature;

3°) sera considéré comme occupation aux termes de l'article 16 de l'Arrêté du 25 février 1943, le fait d'avoir aborné provisoirement le terrain comme il est dit à l'article 7 de l'ordonnance No. 77/TF. du 8 septembre 1926, relative au mesurage et au bornage des propriétés privées et d'y avoir mis le bétail nécessaire.

L'indemnité forfaitaire qui serait due à la Colonie, du chef de la résiliation qui interviendrait en cas d'inoccupation dans le délai de six mois ou abandon avant le délai de dix ans prévu à l'article 17 de l'Arrêté du 25 février 1943, est fixée au montant d'une année locative;

4°) l'emphytéote s'engage à n'aliéner son droit qu'à une personne physique ou morale, qu'il aura préalablement fait agréer spécialement et par écrit par le Chef de la Province, et à ne pas changer la destination du terrain sans autorisation spéciale, préalable et écrite de ce dernier.

De même le droit d'emphytéose ne pourra être grevé d'hypothèque ou de servitude qu'avec l'autorisation préalable et écrite du Chef de la Province. En cas d'inexécution d'une des obligations stipulées ci-dessus la résiliation du contrat pourra être poursuivie, si bon semble à la Colonie, et ce, sans préjudice du paiement de la somme de mille deux cents francs l'hectare à titre de dommages-intérêts compensatoires que l'emphytéote sera en demeure de payer du seul fait de l'inexécution.

SQ-I, waarbij zekere bevoegdheden aan den Hr. Célestin CAMUS, beheerder van deze vennootschap werd verleend, wordt afgeschaft.

Londen, 14 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 April 1944.—Decreet. Concessie aan den Heer Jacques PIERARD, van een grond van 750 Ha. te Moanda. Overeenkomst van 15 Februari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Pour l'application de la présente clause, l'emphytéote sera considéré comme ayant aliéné ou grevé son droit, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose;

5°) aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote aura le droit d'acquérir les terres faisant l'objet du présent contrat, si elles sont mises en valeur :

Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres cultivées sur 1/5^e au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- b) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Si les conditions de mise en valeur stipulées ci-dessus n'ont pas été accomplies dans le délai de dix ans prévu par l'article 31 de l'arrêté du 25 février 1943 la Colonie pourra faire prononcer la résiliation du contrat.

6°) Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/A.E.T. du 12 novembre 1937 l'emphytéote s'engage à créer et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation;

7°) les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font pas partie du terrain donné en emphytéose; leur largeur ainsi que leur tracé définitif seront déterminés par le délégué du Chef de la Province;

8°) le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévue à l'article 9 du décret du 13 mai 1934;

9°) l'exécution des conditions générales de l'Arrêté du 25 février 1943 et des conditions spéciales reprises au présent contrat, donnera à la Colonie le droit de faire prononcer la résiliation du présent contrat;

10°) pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile; la Colonie à Leopoldville chez le Conservateur des Titres Foncières, en ses bureaux, et l'emphytéote en les bureaux de l'Administrateur Territorial, Chef du Territoire dans lequel se situe la concession ci-dessus visée où toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés;

11°) le terrain devra être clôturé sur toutes les parties de son périmètre par les soins de l'emphytéote;

12°) le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Leopoldville, en double expédition, le quinze février mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 18 avril 1944.

Londen, 18 April, 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

19 avril 1944.—Décret. Concession à M. Louis THIEBAULT d'un terrain de 100 Ha. sis à Angwade. Convention du 23 février 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

19 April 1944.—Decreet. Concessie aan den Heer Louis THIEBAULT, van een grond van 100 Ha. te Angwade. Overeenkomst van 23 Februari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt geedgekeurd.

La COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à Monsieur THIEBAULT, Louis, colon, résidant à Bengamisa qui accepte aux conditions générales de l'Arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à Angwade (Km. 72 route Stanleyville-Buta) d'une superficie de cent hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de mille francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier janvier 1900 quarante-quatre.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10^e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait des Plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières faites en application de l'article 6 ci-dessous compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de cinquante hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au vœu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9.—Nonobstant les stipulations de l'article 299 du Code Civil Congolais Livre III, il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite d'une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie, et le cas échéant, le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 10.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 11.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12.—Les indigènes conservent le droit de pêche dans la rivière Angwade.

ART. 13.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-trois février 1900 quarante quatre.

Londres, le 19 avril 1944.

Londen, 19 April, 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 avril 1944.—Décret. Cession gratuite par le Ruanda-Urundi au Vicariat Apostolique du Ruanda d'un terrain de 12 ares sis à Kisenyi. Convention du 1er mars 1944. Approbation.

20 April 1944.—Decreet. Kostelooze afstand door Ruanda-Urundi aan het Apostoliesch Vicariaat van Ruanda-Urundi van een grond van 12 a. te Kisenyi. Overeenkomst van 1 Maart 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ART. UNIQUE.—L'ordonnance No. 97/AE/T. du 23 mars 1944, dont la teneur suit est approuvée :

Le Vice-Gouverneur Général, représentant le Gouverneur Général,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi et l'arrêté royal du 11 janvier 1926;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ART. UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Vice-Gouverneur Général, Gouverneur du Ruanda-Urundi, cède gratuitement, en toute propriété, sous réserve de ratification par le Gouverneur Général, à l'Association "VICARIAT APOSTOLIQUE DU RUANDA" dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 5 mars 1928 (B.O.C.B., 1928, 2^e partie, page 2512), représentée par Monseigneur CLASSE, Léon, Vicaire Apostolique, résidant à Kabgayi, agréé en qualité de représentant légal par arrêté royal du 5 mars 1928 (B.O.C.B., 1928, 2^e partie, page 2512), ci-après dénommée la "Mission", qui accepte, aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage scolaire, situé à KISENYI, d'une superficie de douze ares, dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 2.000.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BESLUIT :

EENIG ART.—Ordonnantie Nr. 97/E.Z./G. van 23 Maart 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd :

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Ruanda-Urundi en het koninklijk besluit van 11 Januari 1926;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933 op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ART.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur les terres couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des bâtiments scolaires en matériaux durables. Les constructions devront être conformes aux prescriptions de l'autorité compétente à qui les plans seront préalablement soumis, toute diligence étant faite par la Mission pour obtenir l'autorisation de bâtir en temps utile. Seront aussi considérés comme mis en valeur, les terrains affectés à la création de plaines de jeux.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1° et 2° alinéas, du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur du Ruanda-Urundi.

La Mission s'engage, des ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier, en vue de l'enregistrement des terres au nom du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

ART. 4.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution d'une des conditions générales de ce décret, ou d'une des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales ou d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Usumbura, en double expédition, le premier mars mil neuf cent quarante quatre.

Léopoldville, le 23 mars 1944.

Leopoldstad, 23 Maart 1944

sé)
get) } ERMENS.

Londres, le 20 avril 1944.

Londen, 20 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 avril 1944.—Arrêté ministériel. Conseiller pour les Affaires Economiques. Cessation de fonctions.

En vertu d'un arrêté ministériel en date du 20 avril 1944, M. J. JENNEN, Consul Général de carrière, appelé à d'autres fonctions par son département d'origine, a cessé ses fonctions de Conseiller pour les Affaires Economiques au Cabinet du Ministre des Colonies.

29 avril 1944.—Décret. Dégradation militaire.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant de nouvelles mesures pour assurer l'exercice de l'Autorité belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi;

20 April 1944.—Ministerieel Besluit Adviseur voor economische zaken. Staking van het ambt.

De Heer J. JENNEN, Beroeps - Consul-Generaal die door het Departement waartoe hij behoort tot een ander ambt werd geroepen, heeft krachtens een ministerieel besluit van 22 April 1944, opgehouden zijn ambt waar te nemen als Adviseur voor Economische Zaken, aan het Kabinet van den Minister van Koloniën.

29 April 1944.—Decreet. Militaire degradatie.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Belgische Congo kolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'article 23 du décret du 22 décembre 1888 est remplacé par la disposition ci-après :

Les officiers, sous-officiers et soldats, qui auront commis un des crimes prévus à l'article 21, pourront en outre être condamnés à la dégradation militaire.

Londres, le 29 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 avril 1944.—Arrêté. Organisation judiciaire. Nominations.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu les décrets relatifs au statut des magistrats de carrière, notamment celui du 23 octobre 1942;

ARRETE :

ART. PREMIER.—Sont nommés Premier Substitut du Procureur du Roi :

Près le Tribunal de première instance de Léopoldville: M.M. G. BROUXHON, Substitut du Procureur du Roi, près le Tribunal de première instance de Costermansville et P. J. F. R. G. LAMBOTTE, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Léopoldville;

Près le Tribunal de première instance de Coquilhatville: M. A. W. D. DELOOF, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Leopoldville;

Près le Tribunal de première instance de Stanleyville: M. J. J. M. A. ORBAEN, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Léopoldville;

Près le Tribunal de première instance d'Elisabethville: M.M. E. DECLERCK et F. J. M. RICHIR, Substituts du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Elisabethville;

Près le Tribunal de première instance de Lusambo: M. P. F. G. J. J. LEDUC, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Lusambo;

Près le Tribunal de première instance de Costermansville: M. A. M. J. L. THIENPONT, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Elisabethville.

ART. 2.—Est nommé Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Costermansville: M. J. C. L. P.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—Artikel 23 van het decreet van 22 December 1888 wordt door de volgende bepaling vervangen :

De officieren, onder-officieren en soldaten die een der in artikel 21 bepaalde misdaden hebben gepleegd, kunnen bovendien tot militaire degradatie worden veroordeeld.

Londen, den 29n April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 April 1944.—Besluit. Rechterlijke Inrichting. Benoemingen.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op de decreten betreffende het statuut der beroepsmagistraten namelijk dit van 23 October 1942;

BESLUIT :

ART. 1.—Worden benoemd tot Eersten Procureur des Konings :

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Leopoldstad: de HH. G. BROUXHON, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Costermansstad, en P. J. F. R. G. LAMBOTTE, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Leopoldstad;

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Coquilhatstad: de Heer A. W. D. DELOOF, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg de Leopoldstad;

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Stanleystad: de Heer J. J. M. A. ORBAEN, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Leopoldstad;

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Elisabethstadde: HH. E. DECLERCK en F. J. M. RICHIR, Substituut en Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Elisabethstad;

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Lusambo: de Heer P. F. G. J. J. LEDUC, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Lusambo;

Bij de Rechtbank van eersten aanleg te Costermansstad: de Heer A. M. J. L. THIENPONT, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Elisabethstad.

ART. 2.—Wordt benoemd tot Substituut-Procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg te Costermansstad: de Heer

TAQUET, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Stanleyville.

ART. 3.—Est nommé Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance d'Elisabethville : M. E. E. J. J. M. C. T'SERSTEVENS, Substitut du Procureur du Roi près le Tribunal de première instance de Costermansville.

Londres, le 29 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Léandre VANDERHEYDEN d'un terrain de 500 Ha. sis à Lukunguy. Convention du 2 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville.

contractant d'une part,

Et Monsieur VANDERHEYDEN, Léandre, Jossee, Ghislain, agent sanitaire de première classe, résidant à Bukama,

contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Le contractant d'une part, s'inspirant des dispositions du décret du 29 janvier 1924, modifié par le décret du 10 janvier 1940, relatives aux cessions gratuites de terres domaniales aux anciens fonctionnaires et agents méritants de la Colonie, sur avis favorable de Mr. le Gouverneur Général de la Colonie, autorise le contractant d'autre part à occuper provisoirement et gratuitement :

Un terrain rural situé à Lukunguy, d'une superficie de 500 Ha. (cinq cents hectares) environ, tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Cette autorisation est donnée :

- 1°) aux conditions reproduites dans le règlement général de vente et location des terres du Comité Spécial du Katanga, ci-annexé, dans la mesure où elles sont applicables au présent contrat;
- 2°) aux conditions spéciales ci-après :

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain concédé est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article II.—Durée du contrat.

La durée de l'occupation est fixée à cinq ans, et prendra cours à la date où le contractant d'autre part aura quitté définitivement le service de la Colonie, à la condition que le présent contrat ait été approuvé par le pouvoir compétent de la Colonie.

J. C. L. P. TAQUET, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Stanleystad.

ART. 3.—Wordt benoemd tot Substituut-Procureur des Konings bij de rechtbank van eersten aanleg te Elisabethstad : de Heer E. E. J. J. M. C. T'SERSTEVENS, Substituut-Procureur des Konings bij de Rechtbank van eersten aanleg te Costermansstad.

Londen, den 29 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Léandre VANDERHEYDEN van een grond van 500 Ha. te Lukunguy. Overeenkomst van 2 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Article III.—Mise en valeur.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer la mise en valeur du terrain de la façon suivante :

• Avant la fin de la troisième année d'occupation provisoire, le contractant d'autre part devra avoir introduit sur le terrain loué 25 vaches de race laitière ou 50 vaches croisées. Ces animaux seront entretenus sur la concession jusqu'à la fin de la cinquième année d'occupation provisoire et seront logés dans des étables dont le pavement au moins sera en matériaux durables.

Pour l'entretien de ce bétail, le contractant d'autre part devra cultiver au minimum 12 hectares de terres.

Il devra également avoir construit un dipping-tank.

Lors du constat de mise en valeur, il sera tenu compte des autres élevages et cultures réalisés, suivant les équivalences ci-après : l'entretien d'une vache laitière équivaut à l'entretien de six pores adultes ou de cinquante volailles de race européenne ou à un hectare de cultures fruitières ou maraîchères, ou à trois hectares de cultures vivrières.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer personnellement la mise en valeur ci-dessus.

Article IV.—Transfert du contrat.

Le contractant d'autre part ne pourra céder ses droits qu'avec l'autorisation préalable et donnée par écrit du Gouverneur Général de la Colonie.

Article V.—Acquisition de la propriété.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part sera en droit d'obtenir la cession gratuite du terrain à condition d'avoir fidèlement rempli les obligations du présent contrat et notamment les obligations de mise en valeur stipulées à l'article III.

Toutefois, le Représentant du Comité Spécial pourra céder le terrain avant l'expiration du contrat, si les conditions de mise en valeur se trouvent complètement réalisées.

Le contractant d'autre part une fois devenu propriétaire ne pourra vendre, louer, hypothéquer ou grever de droits réels son terrain qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général de la Colonie.

Article VI.—Interdiction de déboiser.

L'occupant n'est autorisé à défricher la forêt que dans la mesure nécessaire à son exploitation; il peut, dans ce cas, disposer du bois.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communications et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article VII.—Droit sur les substances minérales.

Le contractant d'autre part pourra extraire du fonds des pierres, de l'argile, du sable et autres matières semblables pour les constructions et améliorations qu'il entreprendra.

A tout moment, au cours du contrat, le Comité Spécial pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierre pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles en vertu de la législation minière. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part et leur superficie sera décomptée du terrain concédé ou cédé.

Si le contractant d'une part fait usage de ce droit, le terrain concédé ou cédé sera grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Ce passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum, sur laquelle des moyens de transports pourront être construits.

Article VIII.—Servitudes de passage.

Les sentiers, routes et passages quelconques existant sur le terrain constituent des servitudes de passage au profit du domaine public. Ils sont censés avoir une largeur minimum de vingt mètres.

Article IX.—Réserve pour route.

Le contractant d'une part se réserve dès maintenant à l'intérieur du terrain concédé, pour l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur dont la situation sera déterminée en tenant compte autant que possible des nécessités de l'exploitation. Cette bande ne fait pas partie du terrain concédé.

Article X.—Accès à l'eau.

Le Comité Spécial se réserve également le droit d'accès à l'eau au moyen d'un chemin de vingt mètres de largeur pour les exploitants des terrains avoisinants.

Article XI.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial, dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit et sans intervention de justice, à l'expiration du délai dont il s'agit.

Article XII.—Fin du contrat. Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le terrain, s'il n'est pas cédé en propriété, devra être remis à la disposition du contractant d'une part.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre sans égard à la plus value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où le présent contrat viendrait à être résolu soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution par le contractant d'autre part d'obligations qui lui incombent.

Article XIII.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article XIV.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XV.—Approbation du contrat,

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue et tant que le contractant d'autre part n'a pas quitté définitivement le service de la Colonie, il n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire, par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Article XVI.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire à Elisabethville, le 2 novembre 1943.

Londres, 29 avril 1944.

Londen, 29 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 avril 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Isidore LEFEBVRE d'un terrain de 200 Ha. sis à N'GOYA. Convention du 26 octobre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,
et Monsieur LEFEBVRE, Isidore, fermier résidant à N'Goya, contractant d'autre part,
il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie :

Le contractant d'une part autorise le contractant d'autre part à occuper provisoirement :

Un terrain rural situé à N'Goya, entre le rail et la rivière Panda, d'une superficie de 200 Ha. (deux cents hectares) environ, conformément au croquis ci-annexé.

Le présent contrat est conclu aux conditions du règlement général de vente et location des terres du Comité Spécial du Katanga ci-annexé, modifiées et complétées par les conditions spéciales qui suivent :

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain loué est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article II.—Durée du contrat.

La durée du contrat est fixée à cinq ans, prenant cours à la date d'approbation du contrat.

Article III.—Loyer.

Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de 1.500 frs. (mil cinq cents francs).

L'échéance du terme met le contractant d'autre part en demeure de plein droit et le loyer échü portera intérêt à huit pour cent l'an du jour de l'échéance jusqu'au jour du paiement.

Article IV.—Mise en valeur.

Par dérogation à l'article 29 du Règlement Général, la mise en valeur du terrain devra se faire progressivement de la façon suivante.

La mise en valeur du terrain de 500 Ha. (contrat de vente No. 966) contigu au terrain faisant l'objet du présent contrat, étant maintenue, le contractant d'autre part devra, avant la fin de la troisième année d'occupation provisoire, avoir introduit sur le terrain loué vingt vaches de race laitière ou quarante vaches croisées. Ces animaux seront entretenus sur la concession jusqu'à la fin de la cinquième année d'occupation provisoire et seront logés dans des étables dont le pavement au moins sera en matériaux durables.

Pour l'entretien de ce bétail, le contractant d'autre part devra cultiver au minimum douze hectares de terres.

Lors du constat de mise en valeur, il sera tenu compte des autres élevages et cultures réalisés, suivant les équivalences ci-après : l'entretien d'une vache laitière équivaut à l'entretien de six porcs adultes ou de cinquante volailles de race européenne ou à un hectare de cultures fruitières ou maraîchères.

29 April 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Isidore LEFEBVRE, van een grond van 200 Ha. te N'Goya. Overeenkomst van 26 October 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Le contractant d'autre part devra exécuter cette mise en valeur personnellement ou par un préposé à son service. Il pourra toutefois se substituer un tiers avec l'autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga.

Article V.—Option d'achat.

Par dérogation à l'article 29 du Règlement Général, le Représentant du Comité Spécial du Katanga pourra, à titre exceptionnel et pour des raisons dont il sera le seul juge, vendre ou louer le terrain avant l'expiration du terme de 5 ans, à la condition toutefois que la mise en valeur stipulée à l'article IV ait été complètement réalisée. L'occupation pendant 5 ans reste la règle générale.

Article VI.—Prix de vente ou loyer.

Par application de l'article 32 du Règlement Général, le prix de vente est fixé des maintenant à la somme de 150 frs. (cent cinquante francs) l'hectare et le loyer annuel à 7,50 frs. (sept francs cinquante) l'hectare en cas de bail.

Article VII.—Maintien de la destination du terrain.

En cas de vente du terrain faisant l'objet du présent contrat, le contractant d'autre part s'engage à maintenir pendant dix ans la destination agricole du terrain vendu. Toutefois, le propriétaire aura le droit de modifier la destination de tout ou partie du terrain pendant cette période à condition d'en informer au préalable le Représentant du Comité Spécial du Katanga et de se soumettre aux conditions du Comité Spécial du Katanga en vigueur à cette époque pour la vente des terrains de même catégorie. Sous peine de dommages et intérêts, le contractant d'autre part s'engage à substituer aux mêmes obligations tous ceux à qui il viendrait à céder ses droits.

Article VIII.—Gisements de substances non concessibles en vertu de la législation minière.

L'article 34 du Règlement Général ci-annexé est modifié comme suit :

A tout moment au cours du contrat, le Comité Spécial du Katanga pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierre pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part et leur superficie sera décomptée du terrain vendu ou loué.

Si le Comité Spécial du Katanga fait usage de ce droit, le terrain vendu ou loué est grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Le passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum, sur laquelle des moyens de transports pourront être construits.

Article IX.—Servitudes de passage.

Les routes, sentiers et passages quelconques existant sur le terrain constituent des servitudes de passage au profit du domaine public; ils sont censés avoir une largeur minimum de vingt mètres.

Article X.—Réserve pour route.

Le Comité Spécial du Katanga se réserve, dès maintenant, à l'intérieur du terrain concédé, dans l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur, dont la situation sera déterminée par le Comité Spécial du Katanga en tenant compte autant que possible des nécessités de l'exploitation. Cette bande de terre ne fait pas partie intégrante du terrain concédé.

Article XI.—Accès à l'eau.

Le Comité Spécial se réserve également le droit d'accès à l'eau au moyen d'un chemin de vingt mètres de largeur pour les exploitants des terrains avoisinants.

Article XII.—Interdiction de déboiser.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communication et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article XIII.—Coupes de bois.

L'article 36 du Règlement Général ci-annexé est complété comme suit :

- 1°) sous réserve de l'article XII, le contractant d'autre part sera autorisé à couper le bois se trouvant sur le terrain, dans la mesure nécessaire à ses exploitations et à en disposer;

- 2°) si le contractant d'autre part dépasse cette superficie sans y être autorisé préalablement par le Comité Spécial du Katanga, il paiera une indemnité qui sera égale à deux fois les taxes qu'il aurait dû payer en application du Règlement Général du Comité Spécial du Katanga sur les coupes de bois;
- 3°) il est loisible toutefois au contractant d'autre part de couper du bois sur toute l'étendue de la concession à condition de se munir d'un permis, conformément au Règlement Général du Comité Spécial du Katanga sur les coupes de bois;

Article XIV.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Comité Spécial, dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit à l'expiration du délai dont il s'agit et les loyers courus jusqu'à ce jour seront dus par la succession. Le transfert du contrat au profit des héritiers aura lieu sur production des pièces authentiques constatant leurs droits et donnera lieu à la perception du montant des frais prévus au tarif pour les transferts de contrats.

Article XV.—Fin du contrat. Remise des lieux en état locatif.

Si, à l'expiration du présent contrat, le terrain n'est pas cédé en propriété ou concédé à bail en application de l'article 32 du Règlement Général, le contractant d'autre part devra le remettre à la disposition du Comité Spécial.

En aucun cas la tacite reconduction ne pourra être admise. L'article 6 du Règlement Général n'est pas applicable.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre sans égard à la plus value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où le présent contrat viendrait à être résilié soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution par le contractant d'autre part des obligations qui lui incombent.

Article XVI.—Frais de transfert.

Par dérogation à l'article 8 du Règlement Général ci-annexé, les frais de transfert éventuel du présent contrat seront fixés conformément au tarif en vigueur au moment du transfert.

Article XVII.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article XVIII.—Droits des indigènes.

Le terrain est concédé et sera éventuellement cédé en pleine propriété sous réserve des droits coutumiers des indigènes.

Les indigènes conservent leur droit de passage sur le sentier allant de la Disengu vers la Musomfu, qui traverse le terrain en cause et indiqué au croquis annexé au présent contrat.

Si l'exercice de ce droit est entravé par le contractant d'autre part, celui-ci pourra être contraint de racheter aux indigènes leur droit en observant à cet égard la législation sur la matière.

En cas de refus, soit de la part des indigènes de céder leur droit, soit de la part du contractant d'autre part de racheter ce droit, le contrat sera résilié d'office sans que le contractant d'autre part puisse prétendre à aucune indemnité de ce chef.

Article XIX.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XX.—Clause de non indemnité.

Le terrain concédé est riverain de la rivière Panda.

L'attention du contractant d'autre part est dès à présent attirée sur l'existence d'installations industrielles situées en amont du terrain faisant l'objet du présent contrat.

Le contractant d'autre part s'engage, tant pour le présent que pour l'avenir, à ne réclamer aucune indemnité du chef de dommages présents ou futurs, de quelque nature et quelque importance qu'ils soient, dus au déversement ou aux infiltrations dans la rivière, des eaux industrielles provenant des fonds supérieurs.

En cas d'alinéation du terrain faisant l'objet du présent contrat, il sera créé à charge du dit terrain une servitude ou charge réelle au profit des fonds d'où proviennent des eaux industrielles. L'inscription de cette servitude ou charge réelle sera enregistrée sur le titre de propriété à délivrer par le Conservateur des Titres Fonciers.

Article XXI.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le concessionnaire n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Article XXII.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en triple exemplaire à Elisabethville, le 26 octobre 1943.

Londres, le 29 avril 1944.

Londen, 29 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

30 avril 1944.—Décret. Administration et liquidation en temps de guerre des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Revu le décret du 14 mai 1942, modifié par celui du 14 juillet 1943, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

DECRETE :

ART. UNIQUE.—L'article 1er du décret du 14 juillet 1943 est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

30 April 1944.—Decreet. Beheer en vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, vereenigingen en van inrichtingen van openbaar nut onder het Belgisch-Koloniaal Recht.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Herzien het decreet van 14 Mei 1942, lijk gewijzigd door dit van 14 Juli 1943, betreffende het beheer en de vereffening, in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, vereenigingen en inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch koloniaal recht.

DECRETEERT :

EENIG ART.—Artikel 1 van het decreet van 14 Juli 1943 wordt afgeschaft en door de volgende bepalingen vervangen :

L'article 12 du décret du 14 mai 1942 est complété par la disposition suivante :

Toutefois ne sont pas soumis à attestation les pouvoirs des représentants :

- 1°) des sociétés de personnes;
- 2°) des Associations scientifiques, religieuses et philanthropiques créées en vertu du décret du Roi Souverain du 28 décembre 1888;
- 3°) des unions professionnelles reconnues en vertu de l'ordonnance législative No. 123/A.P.A.J. du 16 avril 1942, modifiée par celle du 11 novembre 1943 No. 391/Mob.-Civ.

Londres, le 30 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

6 mai 1944.—Décret. Droit exclusif pour une durée de deux ans de recherches minières dans les blocs "Kayove" "Machyuza" et Ile Waho dénoncés par M. Robert HENRION, en vertu de la convention intervenue le 24 août 1937 entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et la prénommé et approuvée par décret du 23 décembre 1937.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié et complété,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Mr. HENRION, Robert, Raymond, Jules, Alexandre, est autorisé à rechercher les mines à titre exclusif dans les blocs dénommés "KAYOVE", "MACHYUZA" et "ILE WAHO", abornés en vertu de la convention intervenue le 24 août 1937, entre le Gouvernement du Ruanda-Urundi et le prénommé, et approuvée par décret du 23 décembre 1937.

Artikel 12 van het decreet van 14 Mei 1942 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

Aan het getuigschrift is evenwel niet onderworpen de macht der vertegenwoordigers :

- 1°) van de personenvennootschappen;
- 2°) van de wetenschappelijke, godsdienstige en menschlievende genootschappen welke krachtens het decreet van den Koning-Souverein van 28 December 1888 zijn opgericht;
- 3°) van de vakverenigingen welke erkend zijn krachtens de wetgevende ordonnantie Nr. 123/P.A.G. van 16 April 1942, lijk zij door deze van 11 November 1943 Nr. 391/Burg. Mob. is gewijzigd.

Londen, 30 April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

6 Mei 1944.—Decreet. Uitsluitend recht tot mijnbouwkundige opsporingen, voor een termijn van twee jaar, in de "Kayove" —"Machyuza" en Ijland Waho" blokken aangezegd door den Heer Robert HENRION, krachtens de overeenkomst welke op 24 Augustus 1937 tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en voorname werd gesloten bij decreet van 23 December 1937.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925, op het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd en aangevuld,

DECRETEERT :

ART. 1.—De Heer Robert, Raymond, Jules, Alexandre HENRION, wordt gemachtigd uitsluitend mijnen op te sporen in de "KAYOVE", "MACHYUZA" en "EILAND WAHO" blokken, afgepaald krachtens de overeenkomst van 24 Augustus 1937, gesloten tusschen het Gouvernement van Ruanda-Urundi en voorname, en goedgekeurd bij decreet van 23 December 1937.

ART. 2.—Le droit exclusif de recherches minières est accordé pour un terme de deux ans commençant à courir le 14 mars 1944; les droits et obligations en dérivant sont les mêmes que ceux prévus par la convention du 24 août 1937 approuvée, par décret du 23 décembre 1937.

ART. 3.—Les redevances à payer par Monsieur HENRION seront calculées en poursuivant l'application des progressions arithmétiques établies par l'article 8 de la convention du 24 août 1937.

Londres, le 6 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MARQUE DE FABRIQUE ET DE COMMERCE

DEPOT.

1°) A été fait sous le No. 62/B, le 10 mars 1944, à Léopoldville, par la Firma "WINTHROP PRODUCTS INC.", représentée par Maître R. JEANTY, avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "METOQUINA", en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur ses produits pharmaceutiques.

2°) A été fait sous le No. 63/B, le 10 mars 1944, à Léopoldville, par la Firma "WINTHROP PRODUCTS INC.", représentée par Maître R. JEANTY, avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "QUIPENYL", en caractères d'imprimerie, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur ses produits pharmaceutiques.

3°) A été fait sous le No. 157/K, le 31 mars 1944, à Elisabethville, par Monsieur Louis DRESSEN, à Elisabethville, le dépôt de la marque "L'OASIS", en caractères d'imprimerie, adoptée par Mr. Louis DRESSEN pour être apposée sur les produits, fabricats et emballages de son commerce et de son activité industrielle et agricole, et être utilisée au titre général de marque de fabrique et de commerce.

SOCIETES CIVILES ET COMMERCIALES, ATTESTATIONS PREVUES PAR L'ARTICLE 12 DU DECRET DU 14 MAI 1942.

Le Ministre des Colonies a délivré en vertu des dispositions de l'article 12 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des

ART. 2.—Het uitsluitend recht tot mijnbouwkundige opsporingen wordt verleend voor een termijn van twee jaar met ingang van 14 Maart 1944, de hier uit voortvloeiende rechten en verplichtingen zijn dezelfde als deze bepaald in de overeenkomst van 24 Augustus 1937, goedgekeurd bij decreet van 23 December 1937.

ART. 3.—De door den Heer HENRION te betalen cijzen worden berekend met toepassing van de bij artikel 8 der overeenkomst van 24 Augustus 1937 bepaalde rekenkundige reeksen.

Londen, 6 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

FABRIEKS- EN HANDELSMERKEN.

NEERLEGGING.

1°) Door de firma "WINTHROP PRODUCTS INC." vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, werd op 10 Maart 1944, te Leopoldstad, onder Nr. 62/B het merk "METOQUINA", in drukletters, neergelegd, zooals aangenomen door voormelde firma om op artsenijproducten te worden aangebracht.

2°) Door de firma "WINTHROP PRODUCTS INC." vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, werd op 10 Maart 1944, te Leopoldstad, onder Nr. 63/B het merk "QUIPENYL" in drukletters, neergelegd, zooals aangenomen door voormelde firma om op artsenijproducten te worden aangebracht.

3°) Door den Hr. Louis DRESSEN, te Elisabethstad, werd op 31 Maart 1944, te Elisabethstad, onder Nr. 157/K het merk "L'OASIS", in drukletters, neergelegd, zooals aangenomen door den Hr. Louis DRESSEN, om te worden aangebracht op de producten, fabricaten en verpakkingen van zijn handel en van zijn nijverheids- en landbouwbedrijf, en algemeen te worden benuttigd als fabrieks- en handelsmerk.

BURGERLIJKE EN HANDELSVEN- NOOTSCHAPPEN, GETUIGSCHRIJF- TEN BEPAALD BIJ ARTIKEL 12 VAN HET DECREET VAN 14 MEI 1942.

De Minister van Koloniën heeft, krachtens de bepalingen van artikel 12 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening, in oorlogstijd, van burgerlijke

sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial :

le 15 avril 1944 à Mr. Robert WERNER, une attestation reconnaissant sa qualité d'administrateur délégué de la société congolaise BUNGE dont le siège social est à Kamina (Congo Belge).

Mr. Werner exerce en cette qualité les pouvoirs qui lui sont reconnus par les statuts de la Société.

Cette attestation est valable tant que restera en vigueur le décret du 14 mai 1942.

of handelsvennootschappen, van instellingen, verenigingen en inrichtingen van openbaar nut volgens het koloniaal recht afgeleverd :

den 15 April 1944, aan den Hr. Robert WERNER, een getuigschrift waarin zijne hoedanigheid van afgevaardigde beheerder van de "société congolaise BUNGE" waarvan de maatschappelijke zetel te Kamina (Belgisch-Congo) gevestigd is, erkend wordt.

De Hr. Werner oefent, in die hoedanigheid, de macht uit welke hem door de statuten der Vennootschap verleend wordt.

Dit getuigschrift is geldig zoolang het decreet van 14 Mei 1942 in werking blijft.

ERRATA.

Bulletin Officiel, 1 novembre 1943.
lire U.S. I. au lieu de U.S.L.

Bulletin Officiel, 1er janvier 1944, p. 60.
Décret du 16 novembre 1943.

ART. 1.—Lire Kifurwe au lieu de Kifuewe.
Lire Kifurwe Extension au lieu de Kifuewe-Extension.

ART. 2.—Lire 3 août 1937 au lieu de 19 juillet 1937.

DRUKFOUTEN.

Ambtelijk Blad, 1 November 1943.
lees U.S.I. in plaats van U.S.L.

Ambtelijk Blad, 1 Januari 1944, bl. 60.
Decreet van 16 November 1943.

ART. 1.—Lees Kifurwe in plaats van Kifuewe. Lees Kifurwe Kifurwe-Uitbreiding in plaats van Kifuewe-Uitbreiding.

ART. 2.—Lees 3 Augustus 1937 in plaats van 19 Juli 1937.

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES	PAGES
<i>Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.</i>	
Convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adoptée à Genève, le 28 juin 1930, par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa 14e session. Ratifications—Enregistrement	209
<i>Ministère des Colonies.</i>	
20 avril 1944.—Arrêté-loi portant prorogation du délai de clôture du budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943	211
<i>Ministère des Communications.</i>	
25 mars 1944.—Arrêté-loi modifiant la loi du 5 juin 1928 sur le Contrat d'Engagement Maritime	213
<i>Ministère des Colonies.</i>	
8 mai 1944.—Décret. Concession gratuite à M. Guillaume BORCKMANS, ancien fonctionnaire, d'un terrain de 325 Ha. sis à Sende Wa Mukobwele. Convention du 10 mars 1944. Approbation	215
8 mai 1944. Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Stanislas KOZA, d'un terrain de 500 Ha. sis à Dilungu-yulu. Convention du 20 août 1943. Approbation	216
11 mai 1944.—Arrêté-loi. Magistrats fin de carrière. Renomination	219
12 mai 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) du droit d'exploiter l'étain dans la concession dénommée "Niabesi"	220
12 mai 1944.—Arrêté. Concession gratuite à la "Mission des Pères Scheutistes" d'un terrain de 100 Ha. sis à Kabaluanda. Convention du 14 janvier 1944. Approbation	222
12 mai 1944.—Décret. Concession à l'Association "Institut de Scheut" d'un terrain de 41 Ha. 26 a. 90 ca. sis à Bangabula. Convention du 17 novembre 1943. Approbation	224
12 mai 1944. Décret. Concession à la Cie Cotonnière Congolaise d'un terrain de 5 Ha. sis à Bunduki. Convention du 9 mars 1944. Approbation	225

INHOUD

DAGTEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.</i>	
Overeenkomst betreffende den gedwongen of verplichten arbeid, aangenomen te Geneve op 28 Juni 1930, door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar veertiende-zitting. Bekrachtigingen—Registratie	209
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
20 April 1944.—Besluit-wet tot verlenging van den sluitingstermijn van de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943	211
<i>Ministerie van Verkeerswezen.</i>	
25 Maart 1944.—Besluit-wet tot wijziging van de wet van 5 Juni 1928 op de Arbeidsovereenkomst wegens Scheepsdienst	213
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
8 Mei 1944.—Decreet. Kostelooze concessie aan den Heer Guillaume BORCKMANS, gewezen ambtenaar van een grond van 325 Ha. te Sende Wa Mukobwele. Overeenkomst van 10 Maart 1944. Goedkeuring	215
8 Mei 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Stanislas KOZA, van een grond van 500 Ha. te Dilungu-yulu. Overeenkomst van 20 Augustus 1943. Goedkeuring	216
11 Mei 1944.—Besluit-wet. Magistraten einde-loopbaan. Herbenoeming	219
12 Mei 1944.—Decreet. Verleening aan de "Compagnie Minière de l'Urega (Minerga)" van het recht tin te winnen in de concessie "Niabesi" genaamd	220
12 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze concessie aan de "Mission des Pères Scheutistes" van een grond van 100 Ha. te Kabaluanda. Overeenkomst van 14 Januari 1944. Goedkeuring	222
12 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de Vereeniging "Institut de Scheut" van een grond van 41 Ha. 26 a. 90 ca. te Bangabula. Overeenkomst van 17 November 1944. Goedkeuring	224
12 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de "Cie Cotonnière Congolaise" van een grond van 5 Ha. te Bunduki. Overeenkomst van 9 Maart 1944. Goedkeuring	226

DATES	PAGES
18 mai 1944.—Décret. Paiement d'une taxe pour l'établissement des contrats impliquant des concessions d'usage des eaux	226
18 mai 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Joseph Van WEEHAECHTE, d'un terrain de 500 Ha. sis à la Kantubu-Dienga. Convention du 3 juillet 1943. Approbation	227
18 mai 1944.—Décret. Octroi à la Société "Mines d'Or Belgika (Belgikaor)" du droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale dans le polygone "Wamasingu-Est" et l'étain dans le polygone "Wamasingu-Ouest"	229
20 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission du Lac Albert d'un terrain d'une superficie de 100 Ha. sis à Badiya. Convention du 13 janvier 1944. Approbation	231
20 mai 1944.—Décret. Concession à la Société Cotonnière Coloniale (Colocoton) d'un terrain d'une superficie de 500 Ha. sis à Tumba. Convention du 10 mars 1944. Approbation	233
26 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur, d'un terrain d'une superficie de 30 Ha. sis à Yanonge. Convention du 6 octobre 1943. Approbation	234
27 mai 1944.—Décret. Concession à la Société "Plantations de Leuze" d'un terrain d'une superficie de 100 Ha. sis à Bafwapada. Convention du 30 mars 1944. Approbation	236
27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à "l'Africa Inland Mission" d'un terrain de 14 Ha. 97 a. sis à Aungba. Convention du 11 novembre 1943. Approbation	237
27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Religieuses Apostolines d'un terrain de 24 Ha. sis à Moenge. Convention du 12 novembre 1943. Approbation	239
27 mai 1944.—Décret. Concession gratuite à M. Maurice DELFORGE, ancien combattant, d'un terrain de 35 Ha. sis au Km. 19 de la route de l'Ituri. Convention du 30 décembre 1943. Approbation	240
27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission des Pères Capucins, d'un terrain de 6 Ha. 25 a. sis en bordure de la circonscription urbaine de Libenge. Convention du 31 janvier 1944. Approbation	241
5 juin 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission Libre Suédoise d'un terrain de 18 Ha. septante ares sis à Machumbi. Convention du 1er mars 1944. Approbation	243
5 juin 1944.—Décret. Concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise d'un terrain de 16 Ha. sis à Dingila. Convention du 22 mars 1944. Approbation	244
15 juin 1944.—Décret. Impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels	245
16 juin 1944.—Décret. Congé des Employés.	254
21 juin 1944.—Décret. Liberté d'Association	259
27 juin 1944.—Décret. Commissions de Conciliation	260
Distinctions honorifiques.—Retraits	264
Marques de fabrique	265
Errata	267

DAGTEKENING.	BLADZ.
18 Mei 1944.—Decreet. Betaling van een taxe tot het opmaken van contracten in verband met de vergunning van het gebruik van water	226
18 Mei 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Joseph VAN WEEHAECHTE van een grond van 500 Ha. aan de Kantubu-Dienga. Overeenkomst van 3 Juli 1943. Goedkeuring	227
18 Mei 1944.—Decreet. Verleening aan de maatschappij "Mines d'Or Belgika (Belgikaor)" van het recht tin, niobium en tantalum te winnen in den veelhoek "Wamasingu-Oost" en tin in den veelhoek "Wamasingu-West"	229
20 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de zending van het Albert—Meer van een grond van 100 Ha. te Badiya. Overeenkomst van 13 Januari 1944. Goedkeuring	231
20 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société Cotonnière Coloniale" (Colocoton) van een grond van 500 Ha. te Tumba. Overeenkomst van 10 Maart 1944. Goedkeuring	233
26 Mei 1944.—Besluit.Kostelooze afstand aan de "Société des Prêtres du Sacré-Coeur" van een grond van 30 Ha. te Yanonge. Overeenkomst van 6 October 1943. Goedkeuring	234
27 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de vennootschap "Plantations de Leuze" van een grond van 100 Ha. te Bafwapada. Overeenkomst van 30 Maart 1944. Goedkeuring	236
27 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze verleening aan de "Africa Inland Mission" van een grond van 14 Ha. 97 a. te Aungba. Overeenkomst van 11 November 1943. Goedkeuring	237
27 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze verleening aan de "Congrégation des Religieuses Apostolines" van een grond van 24 Ha. te Moenge. Overeenkomst van 12 November 1943. Goedkeuring	239
27 Mei 1944.—Decreet. Kostelooze concessie aan den H. Maurice DELFORGE, oud-strijder, van een grond van 35 Ha. gelegen op Km. 19 van de Ituri-baan. Overeenkomst van 30 December 1943. Goedkeuring	240
27 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de Missie der Paters Kapucijnen van een grond van 6 Ha 25 a. gelegen langs den boord der stedelijke omschrijving van Libenge. Overeenkomst van 31 Januari 1944. Goedkeuring	241
5 Juni 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de Zweedsche Vrije Zending van een grond van 18 Ha. 70 a. te Machumbi. Overeenkomst van 1 Maart 1944. Goedkeuring	243
5 Juni 1944.—Decreet. Concessie aan de "Compagnie Cotonnière Congolaise" van een grond van 16 Ha. te Dingila. Overeenkomst van 22 Maart 1944. Goedkeuring	244
15 Juni 1944.—Decreet. Bijzondere en tijdelijke belasting op buitengewone winsten	245
16 Juni 1944.—Decreet. Bediendenverlof	254
21 Juni 1944.—Decreet. Vrijheid van Vereeniging	259
27 Juni 1944.—Decreet. Verzoenings Commissien	260
Eereteekens-Ontnemingen	264
Fabrieksmerken	265
Errata	267

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERS ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

Convention concernant le travail forcé ou obligatoire, adoptée à Genève, le 28 juin 1930, par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa 14e session. Ratifications—Enregistrement.

Il résulte d'une communication du Secrétariat Général de la Société des Nations que les ratifications de la Belgique sur cette Convention internationale ont été enregistrées le 20 janvier 1944.

Ces ratifications, applicables au Congo Belge et aux Territoires du Ruanda-Urundi étaient accompagnées de la déclaration mentionnée ci-dessous :

La Convention sera appliquée aux territoires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi avec les modifications suivantes :

I.—Les textes ci-après sont substitués aux alinéas a) et c) de l'article 2 :

- a) tout travail ou service exigé en vertu des lois sur le service militaire obligatoire et affecté à des travaux d'un caractère purement militaire, ou à des travaux d'intérêt public en suite d'une décision des autorités compétentes;
- b) tout travail ou service exigé d'un individu comme conséquence d'une décision judiciaire, quelle qu'en soit la nature, ou d'un individu incarcéré en vertu d'une décision de l'autorité administrative agissant en vertu de la loi, à la condition que ce travail ou service soit exécuté sous la surveillance et le contrôle des autorités publiques.

II.—Les textes ci-après sont ajoutés à l'article 19 :

En dérogation aux dispositions du § 1er, les autorités compétentes, pourront, dans le cas où une telle mesure sera justifiée par la paresse ou l'imprévoyance de la population, autoriser le recours aux cultures obligatoires, à titre de mesure d'enseignement agricole, mais sous la réserve que :

- a) la contrainte ainsi imposée sera temporaire et cessera dès que les collectivités auxquelles elle s'applique auront pris l'habitude de ces cultures;
- b) la contrainte ne sera appliquée que pour la culture de terres sur lesquelles il existe

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN HANDEL.

Overeenkomst betreffende den gedwongen of verplichten arbeid, aangenomen te Genève op 28 Juni 1930, door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar veertiende zitting. Bekrachtigingen—Registratie.

Uit een mededeeling van het Secretariaat-Generaal van den Volkenbond blijkt dat de bekrachtigingen van België betreffende deze Internationale Overeenkomst op 20 Januari 1944 werden geregistreerd.

Deze bekrachtigingen, die van toepassing zijn op Belgisch Congo en op de grondgebieden van Ruanda-Urundi, gingen vergezeld van de volgende verklaring :

De Overeenkomst zal op de grondgebieden van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi toegepast worden met de volgende wijzigingen :

I.—De navolgende teksten komen in de plaats van aliena's a) en c) van artikel 2 :

- a) elken arbeid of dienst geëischt krachtens de wetten op den verplichten militairen dienst besteed aan werken van zuiver militairen aard, of aan werken van openbaar belang ingevolge een besluit der bevoegde overheden;
- b) elken arbeid of dienst geëischt van een enkeling als gevolg van een rechterlijke beslissing, van welken aard ook, of van een enkeling die opgesloten is krachtens een beschikking der administratieve overheden handelend krachtens de wet, mits deze arbeid of dienst onder het toezicht en de controle der openbare overheden uitgevoerd wordt.

II.—De navolgende teksten worden aan artikel 19 toegevoegd :

In afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, mogen de bevoegde overheden, ingeval een dergelijke maatregel gerechtvaardigd is door de ledigheid of het gebrek aan voorzorg der bevolking, machtiging geven tot het opleggen van verplichte bebouwingen, als maatregel van landbouwonderwijs, doch onder het voorbehoud dat :

- a) de aldus opgelegde dwang van tijdelijken aard zij en zal ophouden zoodra de gemeenschappen waarop hij wordt toegepast aan deze bebouwingen zullen gewend zijn;
- b) de dwang slechts zal worden toegepast voor het bebouwen van land waarop er

des droits au profit des collectivités ou des individus intéressés;

- c) les produits des cultures ainsi imposées et tous les bénéfices qui pourront provenir de la vente de ces produits resteront la propriété des individus ou des collectivités intéressées;
- d) toutes les mesures nécessaires seront prises pour assurer la vente des produits aux meilleures conditions;
- e) toutes les mesures nécessaires seront prises pour protéger les collectivités et les individus intéressés contre toute tromperie de la part des acheteurs des produits, notamment grâce à la détermination d'un prix minimum d'achat et à des règlements concernant le pesage et le paiement des produits.

En dérogation aux mêmes dispositions, les autorités compétentes pourront autoriser le recours aux plantations obligatoires d'essences forestières en vue du reboisement.

La liste des autres pays ayant ratifié cette Convention ou y ayant adhéré est reproduite ci-après :

BULGARIE, ratification 22 septembre 1932.

CHILI, ratification 31 mai 1933.

DANEMARK, ratification 11 février 1932.

ESPAGNE, ratification 29 août 1932.

FINLANDE, ratification 13 janvier 1936.

FRANCE, ratification 24 juin 1937.

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE, AFRIQUE EQUATORIALE FRANCAISE, INDOCHINE, MADAGASCAR, NOUVELLE-CALEDONIE, ratification 24 juin 1937.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, ratification 3 juin 1931.

ASCENSION, ASHANTI, ratification 3 juin 1931.

AUSTRALIE, ratification 2 janvier 1932.

BAHAMAS, BARBADES, BERMUDES, BASOUTO-LAND, BETCHUANALAND, BORNEO DU NORD, CEYLAN, CHYPRE, COTE D'OR, CAMEROUN, FALKLAND, FIDJI, GAMBIE, GIBRALTAR, GILBERT ET ELLIS, GUYANE BRITANNIQUE, HONDURAS BRITANNIQUE, HONGKONG, ratification 3 juin 1931.

IRLANDE, ratification 2 mars 1931.

JAMAIQUE (CAIMAN, CAIQUES, TURQUES) KENYA, LEEWARD (ANTIGOA, DOMINIQUE, MONTERRAT, SAINT-CHRISTOPHES-NEVIS, ILES VIERGES), ratification 3 juin 1931.

ETATS MALAIS FEDERES, ratification 3 juin 1931.

rechten bestaan ten voordeele der belanghebbende gemeenschappen of enkelingen;

- c) de producten der aldus opgelegde bouwingen alsmede al de winsten die van den verkoop dezer producten voortkomen, eigendom zullen blijven van de belanghebbende enkelingen of gemeenschappen;
- d) alle noodige maatregelen zullen genomen worden om gezegde producten onder de beste voorwaarden te kunnen verkoopen;
- e) alle noodige maatregelen zullen genomen worden om de gemeenschappen en de enkelingen te beschermen tegen elk bedrog vanwege de koopers der producten, inzonderheid door het vaststellen van een minimum-aankoop prijs en dank zij reglementen betreffende het wegen en het betalen der producten.

In afwijking van dezelfde bepalingen, zullen de bevoegde overheden machtiging mogen verleenen tot het opleggen van verplichte aanplantingen van woudboomen met het oog op de bebossching.

De lijst der andere landen die deze Overeenkomst bekrachtigd of hun toetreding gegeven hebben, volgt hieronder :

BULGARIJE, bekrachtiging 22 September 1932.

CHILI, bekrachtiging 31 Mei 1933.

DENEMARKEN, bekrachtiging 11 Februari 1932.

SPANJE, bekrachtiging 29 Augustus 1932.

FINLAND, bekrachtiging 13 Januari 1936.

FRANKRIJK, bekrachtiging 24 Juni 1937.

FRANSCH WEST-AFRIKA, FRANSCH EQUATORIAAL AFRIKA, ACHTER-INDIE, MADAGASCAR, NIEUW-CALEDONIE, bekrachtiging 24 Juni 1937.

GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND, bekrachtiging 3 Juni 1931.

ASCENSION, ASJANTI, bekrachtiging 3 Juni 1931.

AUSTRALIE, bekrachtiging 2 Januari 1932.

BAHAMA-EILANDEN, BARBADOS, BERMUDAS-EILANDEN, BASOETOLAND, BETCHUANALAND, NOORD-BORNEO, CEYLON, CYPRUS, GOUDKUST, CAMEROEN, FALKLAND-EILANDEN, FIDJI-EILANDEN, GAMBIA, GIBRALTAR, GILBERT EN ELLIS-EILANDEN, BRITSCH GUYANA, BRITSCH HONDURAS, HONGKONG, bekrachtiging 3 Juni 1931.

IERLAND, bekrachtiging 2 Maart 1931.

JAMAICA-EILANDEN (CAIMAN, CAIQUES, TURQUES), KENYA, LEWARD (ANTIGUA, DOMINICA, MONTERRAT, ST. CHRISTOPHER, NEVIS, VIRGIN-EILANDEN), bekrachtiging 3 Juni 1931.

GEFEDEREERDE MALEISCHE STATEN, bekrachtiging 3 Juni 1931.

ETATS MALAIS NON FEDERES, ratification 3 juin 1931.

MALTE, MAURICE, ratification 3 juin 1931.

NAURU, ratification 2 janvier 1932.

NIGERIA, ratification 3 juin 1931.

NORFOLK, NOUVELLE-GUINEE, ratification 2 janvier 1932.

NOUVELLE ZELANDE, ratification 29 mars 1938.

NYASALAND, OUGANDA, ratification 3 juin 1931.

PALESTINE, ratification 3 juin 1931.

PAPOUA, ratification 2 janvier 1932.

RHODESIE DU NORD, ratification 3 juin 1931.

RHODESIE DU SUD, adhésion 20 mars 1933.

SAINT HELENE, SALOMON, SARAWAK, SEYCHELLES, SIERRA - LEONE, SOMALILAND, STRAITS SETTLEMENTS, SWAZILAND, TANGANYKA, ratification 3 juin 1931.

TERRE NEUVE, ratification 13 novembre 1931.

TOBAGO, TOGO, TONGA, TRINITE, TRANS-JORDANIE, WINDWARD (GRENAD, SAINTE-LUCIE, SAINT VINCENT), ratification 3 juin 1931.

ZANZIBAR, ratification 3 juin 1931.

ITALIE, ratification 18 juin 1934.

JAPON, ratification 21 novembre 1932.

COREE, FORMOSE, KARAFOUTO, KOUAN TOUNG, ILES DE LA MER DU SUD, ratification 21 novembre 1932.

LIBERIA, ratification 1er mai 1931.

MEXIQUE, ratification 12 mai 1934.

NICARAGUA, ratification 12 avril 1934.

NORVEGE, ratification 1er juillet 1932.

PAYS-BAS, ratification 31 mars 1933.

CURACAO, INDES NEDERLANDAISES et SURINAM, ratification 31 mars 1933.

SUEDE, ratification 22 décembre 1931.

YUGOSLAVIE, ratification 4 mars 1933.

NIET GEFEDEREERDE MALEISCHE STATEN, bekrachtiging 3 Juni 1931.

MALTA, MAURITIUS, bekrachtiging 3 Juni 1931.

NAURU, bekrachtiging 2 Januari 1932.

NIGERIA, bekrachtiging 3 Juni 1931.

NORFOLK, NIEUW-GUINEA, bekrachtiging 2 Januari 1932.

NIEUW-ZEELAND, bekrachtiging 29 Maart 1938.

NYASALAND, UGANDA, bekrachtiging 3 Juni 1931.

PALESTINA, bekrachtiging 3 Juni 1931.

PAPOEA, bekrachtiging 2 Januari 1932.

NOORD-RHODESIA, bekrachtiging 3 Juni 1931.

ZUID-RHODESIA, toetreding 20 Maart 1933.

SINT-HELENA, SALOMON, SARAWAK, SEYCHELLEN, SIERRE - LEON, SOMALILAND, STRAITS SETTLEMENTS, SWAZILAND, TANGANYKA, bekrachtiging 3 Juni 1931.

NEWFOUNDLAND, bekrachtiging 13 November 1931.

TOBAGO, TOGO, TONGA, TRINIDAD, TRANS-JORDANIE, WINDEWARD (GRENADA, ST. LUCIA, ST. VINCENT, bekrachtiging 3 Juni 1931.

ZANZIBAR, bekrachtiging 3 Juni 1931.

ITALIE, bekrachtiging 18 Juni 1934.

JAPAN, bekrachtiging 21 November 1932.

COREA, FORMOSA, KARAFOTO, KOEAN, TUNG, ZUIDZEE - EILANDEN, bekrachtiging 21 November 1932.

LIBERIA, bekrachtiging 1 Mei 1931.

MEXICO, bekrachtiging 12 Mei 1934.

NICARAGUA, bekrachtiging 12 April 1934.

NOORWEGEN, bekrachtiging 1 Juli 1932.

NEDERLAND, bekrachtiging 31 Maart 1933.

CURACAO, NEDERLANDSCHE INDIE EN SURINAME, bekrachtiging 31 Maart 1933.

ZWEDEN, bekrachtiging 22 December 1931.

YOGOSLAVIE, bekrachtiging 4 Maart 1933.

MINISTERE DES COLONIES.

20 avril 1944.—Arrêté-loi portant prorogation du délai de clôture du budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

20 April 1944.—Besluit-wet tot verlenging van den sluitingstermijn van de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Vu la loi du 18 octobre 1908, sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté-loi du 19 août 1943 contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943;

Attendu que par suite des difficultés résultant des circonstances de guerre, les délais impartis pour la réalisation des opérations de liquidation relatives au budget ordinaire de 1943 se sont avérés insuffisants;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. PREMIER.—La date extrême prévue à l'article 3, Titre premier, et à l'article 7, Titre II, de l'arrêté-loi du 19 août 1943 pour la réalisation des opérations d'ordonnancement et de liquidation des dépenses ordinaires et de recouvrement des produits se rapportant au budget ordinaire du Congo Belge et du budget ordinaire du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1943, est reportée au 31 décembre 1944.

ART. 2.—Le Ministre des Colonies est autorisé à engager à charge des budgets ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1943, les dépenses nécessaires à l'exécution des commandes de matériel et de matières réquisitionnées par les services d'Afrique pour compte de ces budgets et dont les formalités d'engagement, amorcées au 31 décembre 1943, n'ont pu, en raison des circonstances de guerre, être achevées qu'au cours du premier trimestre 1944.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 20 avril 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 betreffende het Gouvernement van Ruanda-Grundi;

Gelet op de besluit-wet van 19 Augustus 1943 houdende de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943;

Aangezien, ingevolge de moeilijkheden in verband met de oorlogsomstandigheden, de termijnen verleend voor de vereffeningshandelingen der gewone begrooting van 1943 onvoldoende zijn gebleken;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—De einddatum gesteld in artikel 3, Titel I, en in artikel 7, Titel II, van de besluit-wet van 19 Augustus 1943 voor de verrichtingen aangaande de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven en aangaande de invordering der sommen met betrekking tot de gewone begrooting van Belgisch-Congo en de gewone begrooting van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1943, wordt op 31 December 1944 gebracht.

ART. 2.—De Minister van Koloniën wordt gemachtigd ten laste van de gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement General Ruanda-Urundi de noodige uitgaven vast te leggen voor het uitvoeren van de bestellingen van materieel en stoffen voor het uitvoeren van de bestellingen van materieel en stoffen welke de diensten in Afrika voor rekening van deze begrootingen hadden gevorderd en welker formaliteiten van vastlegging op 31 December 1943 begonnen waren, maar wegens de oorlogsomstandigheden eerst in den loop van het eerste kwartaal 1944 konden voltooid worden.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 20 April 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS.

25 mars 1944.—Arrêté-loi modifiant la loi du 5 juin 1928 sur le Contrat d'Engagement Maritime.

RAPPORT AU CONSEIL.

La loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime prévoit dans son article 26 les mentions qui doivent obligatoirement figurer à la convention, et parmi celles-ci, le nom du navire et l'effectif de son équipage. Il en résulte que ne serait pas conforme à la loi un contrat d'engagement maritime qui ne fournirait pas ces indications, ou qui porterait sur plusieurs navires.

Or, il se fait que dans les circonstances spéciales dues à l'état de guerre, l'intérêt national exige que les engagements des capitaines, officiers et marins de la marine marchande puissent porter sur l'ensemble des navires qui seraient désignés par le Ministre des Communications pour un service déterminé. En pareil cas, il serait évidemment impossible d'indiquer dans le contrat le nom de chaque navire et l'effectif de chaque équipage. Le but de l'article 1er du présent Arrêté-Loi est de permettre aux intéressés, par l'adjonction d'un nouveau paragraphe à l'article 26 de la loi du 5 juin 1928, de contracter légalement des engagements de ce genre. Il résultera de l'engagement ainsi libellé que les membres de l'équipage ayant souscrit semblable contrat pourront être astreints à servir sur tout navire qui sera désigné par le Ministre des Communications et que leur transfert d'un navire sur l'autre pourra être effectué sans qu'il soit nécessaire de conclure avec eux une nouvelle convention.

L'article 28 de la loi du 5 juin 1928 stipule que le contrat d'engagement maritime acquiert force de loi par la clôture du rôle d'équipage par le commissaire maritime ou le Consul. La modification apportée à l'article 26 rend nécessaire également un changement à l'article 28, afin de permettre que les gens de mer qui auraient conclu un engagement sur plus d'un navire soient inscrits d'office successivement au rôle de chacun de ces navires. Il y a lieu, en effet, d'éviter qu'après avoir contracté un engagement de cette nature, les intéressés ne puissent mettre obstacle à son exécution en refusant de signer le rôle d'équipage. Seule, leur inscription à ce rôle rend en effet appli-

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN.

25 Maart 1944.—Besluit-wet tot wijziging van de wet van 5 Juni 1928 op de Arbeids-overeenkomst wegens Scheepsdienst.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

Onder de meldingen die, ingevolge artikel 26 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeids-overeenkomst wegens scheepsdienst, in de overeenkomst moeten opgenomen worden, komt de naam voor van het schip en de getalsterkte der bemanning. Daaruit volgt dat een arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst welke deze aanduidingen niet bevat of welke verscheidene schepen betreft, met de wet niet overeenkomen.

In de speciale omstandigheden door den oorlogstoestand teweeggebracht, eischt het nationaal belang dat de verbintenissen aangegaan door de kapiteins, de officieren en de zeelieden van de koopvaardij kunnen gelden voor al de schepen die door den Minister van Verkeerswezen voor een bepaald dienst aangewezen worden. In dergelijk geval is het vanzelfsprekend onmogelijk den naam van ieder schip en de getalsterkte van ieder bemanning in de overeenkomst te vermelden. Het doel van artikel 1 van deze besluit-wet is door toevoeging van een bijkomende paragraaf aan artikel 26 van de wet van 5 Juni 1928 den belanghebbenden toe te laten, dergelijke verbintenissen wettelijk aan te gaan. Uit een aldus opgemaakte verbintenis volgt dat de leden der bemanning die ze onder-teekend hebben, kunnen verplicht worden te dienen op om het even welk schip dat door den Minister van Verkeerswezen aangeduid wordt en dat hun overplaatsing van het eene schip naar het andere geschieden kan zonder dat het noodig weze een nieuwe overeenkomst met hen te sluiten.

Artikel 28 van de wet van 5 Juni 1928 bepaalt dat de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst kracht van wet verkrijgt door het sluiten van de monsterrol door den waterschout of den consul. De wijziging aan artikel 26 maakt tevens een verandering noodig van artikel 28, om toe te laten dat de zeelieden die een verbintenis aangegaan hebben voor meer dan een schip ambtshalve achtereenvolgens op de rol van elk dier schepen ingeschreven worden. Men dient, inderdaad, te vermijden dat na een verbintenis van dezen aard te hebben gesloten, de belanghebbenden de uitvoering er van kunnen belemmeren door te weigeren de monsterrol te teekenen. Slechts door hun

cables à leur égard les dispositions du code disciplinaire et pénal de la marine marchande.

Tels sont les objets du présent arrêté-loi.

Le Ministre des Communications,
A. BALTHAZAR.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,
Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives,

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—L'article 26 de la loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime est complété par le texte suivant :

Pendant la durée du temps de guerre, le contrat d'engagement maritime peut porter globalement sur tous les navires qui sont désignés par le Ministre des Communications pour un service déterminé, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer le nom de ces navires ni l'effectif de leurs équipages. Tout capitaine, officier ou marin qui a souscrit un engagement de cette nature peut être requis de prêter ses services successivement sur chaque bâtiment ainsi désigné.

ART. 2.—L'article 28 de la loi du 5 juin 1928 sur le contrat d'engagement maritime est complété par les dispositions ci-après :

Pendant la durée du temps de guerre, tout officier ou marin qui a conclu un engagement dans les conditions de la présente loi, peut être inscrit d'office successivement au rôle de tous les navires sur lesquels a porté son engagement.

Tout capitaine qui a conclu un engagement dans les mêmes conditions peut être appelé à assumer successivement le commandement de chacun de ces navires.

ART. 3.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*.

inschrijving op deze rol immers worden de bepalingen van het tuch- en strafwetboek der koopvaardij op hen toepasselijk.

Dit is het doel van deze besluit-wet.

De Minister van Verkeerswezen,
A. BALTHAZAR.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd,

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Artikel 26 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst wordt aangevuld door den volgende tekst :

Zoolang de oorlogstijd duurt kan de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst globaal aangegaan worden voor al de schepen die door den Minister van Verkeerswezen voor een bepaalden dienst aangewezen zijn, zonder dat het noodig weze den naam van deze schepen, noch de getalsterkte van hun bemanningen aan te duiden. Alle kapitein, officier of zeeman die een verbintenis van dien aard heeft gesloten, kan ertoe gevorderd worden achtereenvolgens dienst te doen op elk der aldus aangeduide schepen.

ART. 2.—Artikel 28 van de wet van 5 Juni 1928 op de arbeidsovereenkomst wegens scheepsdienst wordt door de volgende bepalingen aangevuld :

Zoolang de oorlogstijd duurt kan alle officier of zeeman die een overeenkomst heeft gesloten volgens de voorwaarden van deze wet, ambtsalve achtereenvolgens ingeschreven worden op de rol van al de schepen die in zijn overeenkomst werden opgenomen.

Alle kapitein die een overeenkomst heeft aangegaan in dezelfde voorwaarden, kan gevorderd worden achtereenvolgens het bevel te nemen over elk dier schepen.

ART. 3.—Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié au *Moniteur*.

Londres, le 25 mars 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

DELFOSSÉ.

A. E. DE SCHRYVER.

GUTT.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

8 mai 1944.—Décret. Concession gratuite à M. Guillaume BORCKMANS, ancien fonctionnaire, d'un terrain de 325 Ha. sis à Sende Wa Mukobwele. Convention du 10 mars 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

La COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, accorde gratuitement en occupation provisoire en vertu des dispositions du décret du 10 janvier 1940, pour un terme de cinq ans, à Monsieur BORCKMANS, Guillaume, R., fonctionnaire pensionné de la Colonie, résidant à Mwene Ditu, qui accepte aux conditions générales du décret précité et de l'Arrêté du 25 février 1943, sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent un terrain destiné à un usage agricole situé à SENDE WA MUKOBWELE, d'une superficie de trois cent vingt-cinq hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du concessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le pouvoir compétent.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;

b) les terres cultivées sur 1/5^e au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus les bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 25 Maart 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

DELFOSSÉ.

A. E. DE SCHRYVER.

GUTT.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

8 Mei 1944.—Decreet. Kostelooze concessie aan den Heer Guillaume BORCKMANS, gewezen ambtenaar van een grond van 325 Ha. te Sende Wa Mukobwele. Overeenkomst van 10 Maart 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 3.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 2 seront cédées gratuitement en pleine propriété.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

ART. 7.—L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 8.—L'inexécution des conditions générales du décret du 10 janvier 1940, de l'arrêté du 25 février 1943, ainsi que de l'ordonnance No. 115/A.E./T. du 12 novembre 1937 et de celles reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix mars mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 8 mai 1944.

Londen, 8 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 mai 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Stanislas KOZA, d'un terrain de 500 Ha. sis à Dilungu-yulu. Convention du 20 août 1943. Approbation.

8 Mei 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Stanislas KOZA, van een grond van 500 Ha. te Dilungu-yulu. Overeenkomst van 20 Augustus 1943. Goedgekeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,

Et Monsieur Stanislas Koza, fermier résidant à N'Gule,

contractant d'autre part,

il est convenu ce qui suit sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie :

Le contractant d'une part autorise le contractant d'autre part à occuper provisoirement :

Un terrain Rural situé en bordure du rail à hauteur de la station de Dilungu-Yulu (extension O.P.E. 167), d'une superficie de 500 Ha. (cinq cents hectares) environ, conformément au croquis ci-annexé.

Le présent contrat est conclu aux conditions du Règlement Général de vente et location des terres du Comité Spécial du Katanga ci-annexé, modifiées et complétées par les conditions spéciales qui suivent :

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Article I.—Durée du contrat.

La durée du contrat est fixée à cinq ans, prenant cours à la date d'approbation.

Article II.—Destination du terrain.

Le terrain loué est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article III.—Loyer.

Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de 2.500 frs. (deux mille cinq cents francs).

L'échéance du terme met le contractant d'autre part en demeure de plein droit et le loyer échu portera intérêts à huit pour cent l'an du jour de l'échéance jusqu'au jour du paiement.

Article IV.—Mise en valeur.

Par dérogation à l'article 29 du Règlement Général, la mise en valeur du terrain devra se faire progressivement de la façon suivante :

La mise en valeur du terrain de 250 Ha. (contrat O.P. No. E. 167) contigu au terrain faisant l'objet du présent contrat, étant maintenue, le contractant d'autre part devra, avant la fin de la troisième année d'occupation provisoire, avoir introduit sur le terrain loué cinquante (50) vaches. Ces animaux seront entretenus sur la concession jusqu'à la fin de la cinquième année d'occupation provisoire.

Pour l'entretien de ce bétail, le contractant d'autre part devra cultiver au minimum Dix hectares de terres.

Lors du constat de mise en valeur, il sera tenu compte des autres élevages et cultures réalisés suivant les équivalences ci-après :

L'entretien d'une vache équivaut à l'entretien de six pores adultes, ou de cinquante volailles de race européenne, ou à un hectare de cultures fruitières ou maraîchères, ou à deux hectares et demi de cultures vivrières.

Le contractant d'autre part devra exécuter cette mise en valeur personnellement ou par un préposé à son service. Il pourra toutefois se substituer un tiers avec l'autorisation préalable et écrite du Comité Spécial du Katanga.

Article V.—Option d'achat.

Par dérogation à l'article 29 du Règlement Général, le Représentant du Comité Spécial du Katanga pourra, à titre exceptionnel et pour des raisons dont il sera le seul juge, vendre ou louer le terrain avant l'expiration du terme de 5 ans, à la condition toutefois que la mise en valeur stipulée à l'article IV ait été complètement réalisée. L'occupation pendant 5 ans reste la règle générale.

Article VI.—Prix de vente ou loyer.

Par application de l'article 32 du Règlement Général, le prix de vente est fixé dès maintenant à la somme de 100 frs. (cent francs) l'hectare et le loyer annuel à 5 frs. (cinq francs) l'Ha. en cas de bail.

Article VII.—Maintien de la destination du terrain.

En cas de vente du terrain faisant l'objet du présent contrat, le contractant d'autre part s'engage à maintenir pendant dix ans la destination agricole du terrain vendu. Toutefois, le propriétaire aura le droit de modifier la destination de tout ou partie du terrain pendant cette période, à condition d'en informer au préalable le Représentant du Comité Spécial du Katanga et de se soumettre aux conditions du Comité Spécial du Katanga en vigueur à cette époque pour la vente des terrains de même catégorie. Sous peine de dommages et intérêts, le contractant d'autre part s'engage à substituer aux mêmes obligations, tous ceux à qu'il viendrait à céder ses droits.

Article VIII.—Gisements de substances non concessibles en vertu de la législation minière.

L'article 34 du Règlement Général ci-annexé est modifié comme suit :

A tout moment au cours du contrat, le Comité Spécial du Katanga pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierre pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part et leur superficie sera décomptée du terrain vendu ou loué.

Si le Comité Spécial du Katanga fait usage de ce droit, le terrain vendu ou loué est grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Le passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum, sur laquelle des moyens de transport pourront être construits.

Article IX.—Servitudes de passage.

Les routes, sentiers et passages quelconques existant sur le terrain constituent des servitudes de passage au profit du domaine public; ils sont censés avoir une largeur minimum de vingt mètres.

Article X.—Réserve pour route.

Le Comité Spécial du Katanga se réserve, dès maintenant à l'intérieur du terrain concédé, dans l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur, dont la situation sera déterminée par le Comité Spécial du Katanga en tenant compte autant que possible des nécessités de l'exploitation. Cette bande de terre ne fait pas partie intégrante du terrain concédé.

Article XI.—Accès à l'eau.

Le Comité Spécial se réserve également le droit d'accès à l'eau au moyen d'un chemin de vingt mètres de largeur pour les exploitants des terrains avoisinants.

Article XII.—Interdiction de déboiser.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communication et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article XIII.—Coupes de bois.

L'article 36 du Règlement Général ci-annexé est complété comme suit :

- 1°) sous réserve de l'article XII, le contractant d'autre part sera autorisé à couper le bois se trouvant sur le terrain, dans la mesure nécessaire à ses exploitations et à en disposer;
- 2°) si le contractant d'autre part dépasse cette superficie sans y être autorisé préalablement par le Comité Spécial du Katanga, il paiera une indemnité qui sera égale à deux fois les taxes qu'il aurait dû payer en application du Règlement Général du Comité Spécial du Katanga sur les coupes de bois;
- 3°) il sera loisible toutefois au contractant d'autre part de couper du bois sur toute l'étendue de la concession, à condition de se munir d'un permis, conformément au Règlement Général du Comité Spécial du Katanga sur les coupes de bois.

Article XIV.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Comité Spécial du Katanga dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit à l'expiration du délai dont il s'agit, et les loyers courus jusqu'à ce jour seront dus par la succession. Le transfert du contrat au profit des héritiers aura lieu sur production des pièces authentiques constatant leurs droits et donnera lieu à la perception du montant des frais prévus au tarif pour les transferts de contrats.

Article XV.—Fin du contrat. Remise des lieux en état locatif.

Si, à l'expiration du présent contrat, le terrain n'est pas cédé en propriété ou concédé à bail en application de l'article 32 du Règlement Général, le contractant d'autre part devra le remettre à la disposition du Comité Spécial.

En aucun cas la tacite reconduction ne pourra être admise. L'article 6 du Règlement Général n'est pas applicable.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'oeuvre sans égard à la plus value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où le présent contrat viendrait à être résilié soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution, par le contractant d'autre part, des obligations qui lui incombent.

Article XVI.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article XVII.—Droits des indigènes.

Conformément au procès-verbal d'enquête de vacance, les indigènes cèdent leurs droits de cueillette de fruits, de pêche et de chasse, contre le paiement d'une indemnité de 3.000 frs. que le contractant d'autre part s'engage à payer.

Article XVIII.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XIX.—Frais de transfert.

Par dérogation à l'article 8 du Règlement Général ci-annexé, les frais de transfert éventuel du présent contrat seront fixés conformément au tarif en vigueur au moment du transfert.

Article XX.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat, où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Article XXI.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le concessionnaire n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Fait en double exemplaire, à Elisabethville, le 20 août 1943.

Londres, le 8 mai 1944.

Londen, 8 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

11 mai 1944.—Arrêté-loi. Magistrats fin de carrière. Renomination.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres Législatives;

Revu la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo Belge;

11 Mei 1944.—Besluit-wet. Magistraten einde-loopbaan. Herbenoeming.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd,

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet,

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gezien de onmogelijkheid de Wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Herzien de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—Par dérogation à l'article 18 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, les magistrats qui, après le 10 mai 1940 et antérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi, sont arrivés au terme de leur carrière statutaire de 18 ou de 23 ans, sont, à ce terme et par le seul effet de la loi, renommés pour une période finissant six mois après la libération totale de la Belgique. Ils doivent éventuellement compte au Trésor des sommes qui leur auraient été liquidées, à titre de traitement, pension ou indemnités depuis l'expiration de leur carrière.

Les magistrats qui, depuis l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi, arrivent à ce terme de 18 ou de 23 ans, continuent leur carrière durant la période indiquée à l'alinéa premier.

ART. 2.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur à la date de sa publication au *Bulletin Officiel du Congo Belge*.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 11 mai 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
DELFOSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

12 mai 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière de l'Urega (Minerga) du droit d'exploiter l'étain dans la concession dénommée "Niabesi."

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—In afwijking van artikel 18 van de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo, worden de magistraten die, an 10 Mei 1940 en vóór het in werking treden van deze besluit-wet, op het einde hunner statutaire loopbaan van 18 of 23 jaar zijn gekomen, op het einde van dien termijn en door de enkele uitwerking van de wet herbenoemd voor een tijdperk dat zes maanden na de volkomen bevrijding van België eindigt. Zij moeten, in voorkomend geval, aan de schatkist rekening geven voor de sommen die hun als wedde, pensioen of vergoedingen sedert het einde hunner loopbaan werden uitbetaald.

De magistraten die, sedert het in werking treden van deze besluit-wet, op het einde van dezen termijn van 18 of van 23 jaar zijn gekomen, zetten hun loopbaan voort gedurende het in het eerste lid aangeduid tijdperk.

ART. 2.—Deze besluit-wet treedt in werking op den datum waarop zij in het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo* is bekend gemaakt.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 11 Mei 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
DELFOSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

12 Mei 1944.—Decreet. Verleening aan de "Compagnie Minière de l'Urega (Minerga)" van het recht tin te winnen in de concessie "Niabesi" genaamd.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving, en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940, waarbij van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937 tijdelijk wordt afgeweken,

DECRETE :

ART. 1.—Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la "Compagnie Minière de l'Urega (MINERGA)" dans la concession dénommée "NIABESI".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYGONE.

De la borne	1,	un align. droit de	1000m.
Van grenspaal	1,	leidt een rechte rooilijn van	1000m.
"	2	"	"
"	3	"	"
"	4	"	"
"	5	"	"
"	6	"	"
"	7	"	"
"	8	"	"
"	9	"	"
"	10	"	"
"	11	"	"
"	12	"	"
"	13	"	"
"	14	"	"
"	15	"	"
"	16	"	"
"	17	"	"
"	18	"	"
"	19	"	"
"	20	"	"
"	21	"	"
"	22	"	"
"	23	"	"
"	24	"	"
"	25	"	"
"	26	"	"
"	27	"	"
"	28	"	"
"	29	"	"
"	30	"	"
"	31	"	"
"	32	"	"
"	33	"	"
"	34	"	"
"	35	"	"
"	36	"	"
"	37	"	"
"	38	"	"
"	39	"	"
"	40	"	"
"	41	"	"
"	42	"	"

DECRETEERT :

ART. 1.—Aan de "Compagnie Minière de l'Urega (MINERGA)" wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie "NIABESI".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 December 2010 met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

1000m.	azimut	136gr.	mène à la borne	2
1000m.	azimuth	136gr.	naar grenspaal	2
1000m.	"	136gr.	"	3
1000m.	"	136gr.	"	4
400m.	"	30gr. 20	"	5
735m.	"	381gr. 90	"	6
400m.	"	381gr. 90	"	7
530m.	"	Ogr. 60	"	8
905m.	"	95gr. 75	"	9
400m.	"	Ogr.	"	10
1000m.	"	Ogr.	"	11
1000m.	"	Ogr.	"	12
900m.	"	369gr. 50	"	13
600m.	"	34gr. 25	"	14
600m.	"	34gr. 25	"	15
800m.	"	369gr. 30	"	16
600m.	"	Ogr.	"	17
600m.	"	Ogr.	"	18
850m.	"	363gr. 80	"	19
850m.	"	363gr. 80	"	20
470m.	"	366gr.	"	21
1000m.	"	315gr. 60	"	22
975m.	"	315gr. 60	"	23
285m.	"	217gr.	"	24
540m.	"	165gr. 40	"	25
480m.	"	165gr. 40	"	26
730m.	"	282gr. 70	"	27
780m.	"	251gr. 50	"	28
550m.	"	175gr. 80	"	29
500m.	"	175gr. 80	"	30
540m.	"	275gr.	"	31
550m.	"	227gr. 90	"	32
510m.	"	227gr. 90	"	33
450m.	"	154gr. 20	"	34
550m.	"	152gr. 35	"	35
850m.	"	152gr. 35	"	36
530m.	"	221gr. 50	"	37
550m.	"	192gr. 90	"	38
530m.	"	192gr. 90	"	39
350m.	"	263gr. 40	"	40
450m.	"	236gr. 85	"	41
823m.	"	172gr.	"	42
823m.	"	172gr.	"	1

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

B.—PLAATS VAN DE HOEKGRENSPALEN.

La borne 1 est située au confluent des rivières Niabesi-Tshonka.

Grenspaal 1 staat bij de samenvloeiing der Niabesi-Tshonka-rivieren.

La borne 33 est située au confluent des rivières Kiesi-Bilabise.

Grenspaal 33 staat bij de samenvloeiing der Kiesi-Bilabise-rivieren.

C.—REMARQUES.

Les azimuts sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord Vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé à environ 4 Km. 500 du signal Isongo-Est ($X = 168.526, 5 - Y = 305.438, 2$).

La superficie en est de 3.189 hectares.

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.—Le concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites du polygone qui sera faite ultérieurement. La Colonie se réserve le droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 12 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 mai 1944.—Arrête. Concession gratuite à la "Mission des Pères Scheutistes" d'un terrain de 100 Ha. sis à Kabaluanda. Convention du 14 janvier 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 105/AE/T. du 1^{er} avril 1944, dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is, op ongeveer 4 Km. van den seinpaal Oost-Isongo, gelegen ($X = 168.526, 5 - Y = 305.438, 2$).

De oppervlakte beslaat 3.189 hectaren.

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 3.—De concessiehouder gaat de verbintenis aan zich te onderwerpen aan al de wijzigingen veroorzaakt door het nazicht der grenzen van den veelhoek dat later zal geschieden. De Kolonie behoudt zich het recht voor verval te doen uitspreken tegen den concessiehouder indien hij zich aan deze verplichting niet onderwerpt.

Londen, 12 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 Mei 1944.—Besluit. Kosteloze concessie aan de "Mission des Pères Scheutistes" van een grond van 100 Ha. te Kabaluanda. Overeenkomst van 14 Januari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 105/E.Z./G. van 1 April 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, accorde gratuitement en concession pour un terme de dix ans, sous réserve de ratification par le Gouverneur Général, à l'Association "MISSION DES PERES SCHEUTISTES" personne civile reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939, ayant son siège à Hemptinne St. Benoit, représentée par le Révérend Père VAN DEN BON, Pierre, agréé en qualité de représentant légal par même arrêté royal du 31 mars 1939, et désignée ci-après sous le nom de la "Mission"—qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'installation d'une station de mission situé à Kabaluanda (Territoire de Luluabourg), d'une superficie de cent hectares environ dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mis en valeur, les terres qui seront couvertes :

- a) sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions entièrement achevées et érigées en matériaux durables;
- b) sur 1/5^e au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) de pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) de plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—Après l'expiration du terme de dix ans, feront retour à la Colonie les terres qui n'auront pas été mises en valeur comme dit à l'article 2. Les terres mises en valeur seront cédées gratuitement en toute propriété.

ART. 4.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—2^eme alinéa du décret du 24 janvier 1943 ainsi qu'à l'article 3 ci-dessus en tant qu'il se rapporte aux terres qui n'auront pas été mises en valeur, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

ART. 5.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente concession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 6.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 7.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1^{er} et 2^eme alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le quatorze janvier mil neuf cent quarante quatre.

Léopoldville, le 1^{er} avril 1944.

Leopoldstad, 1 April 1944.

sé/get/ ERMENS.

Londres, le 12 mai 1944.

Londen, 12 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 mai 1944.—Décret. Concession à l'Association "Institut de Scheut" d'un terrain de 41 Ha. 26 a. 90 ca. sis à Bangabula. Convention du 17 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Coquilhatville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose pour un terme de trente (30) ans, à l'ASSOCIATION "INSTITUT DE SCHEUT", dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 31 mars 1939, publié au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, année 1939, 1ère partie, page 283, représentée par le Révérend Père WYNANT, Denis, son représentant légal (*Bulletin Officiel du Congo Belge*, année 1939, première partie, page 283), qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'élevage, situé à BANGABULA territoire de Budjala, d'une superficie de quarante et un hectares, vingt-six ares, nonante centiares (41 ha. 26a. 90ca.), dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif, figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.—

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de deux cent dix francs (210 frs.), payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943, chez le Receveur des Impôts à Coquilhatville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le jour de sa signature.

ART. 3.—Pour l'application des délais prévus à l'article 31-4^e alinea de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix années, si les conditions de mise en valeur prévues ne sont pas accomplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondant au montant d'une année locative, indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

ART. 4.—Seront considérés comme mis en valeur :

Les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par cinq hectares.

ART. 5.—Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31-5^e alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale, ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéote.

Les dommages intérêts, qui pourraient lui être éventuellement réclamés, sont fixés à quatre mille deux cent francs.

ART. 6.—L'emphytéote ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

En cas de vente de bois à des tiers, l'emphytéote acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 7.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

12 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de Vereeniging "Institut de Scheut" van een grond van 41 Ha. 26 a. 90 ca. te Bangabula. Overeenkomst van 17 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 8.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 9.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient, éventuellement, revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Ils n'ont revendiqué aucun droit sur ce terrain, lors de l'enquête de vacance (procès-verbal du 27 mai 1943).

ART. 10.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le dix-sept novembre mil neuf cent quarante trois.

Londres, le 12 mai 1944.

Londen, 12 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 mai 1944.—Décret. Concession à la Cie Cotonnière Congolaise d'un terrain de 5 Ha. sis à Bunduki. Convention du 9 mars 1944. Approbation.

12 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de Cie Cotonnière Congolaise van een grond van 5 Ha. te Bunduki. Overeenkomst van 9 Maart 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans à la "COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE" dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1920, page 399, représentée par Monsieur HOUSSIAU, Julien, suivant procuration publiée au *Bulletin Administratif* de 1938, page 108, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de reboisement situé à Bunduki d'une superficie de cinq hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de cent vingt-cinq francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier janvier mil neuf cent quarante-quatre

ART. 3.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 4.—Il est interdit au preneur de sous-louer le terrain, ou de céder son bail sans l'autorisation écrite du Gouverneur de la Province.

ART. 5.—La jouissance de locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction.

ART. 6.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 7.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le locataire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 7bis.—Les indemnités renseignées au Procès-verbal d'enquête du 25 juin 1943 d'un montant total de deux cent cinquante francs ont été versées à l'ayant-droit suivant procès-verbal du 16 septembre 1943 de Monsieur SIMON Augustin, Administrateur Territorial d'Aketi.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le neuf mars 1900 quarante quatre.

Londres, le 12 mai 1944.

Londen, 12 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 mai 1944.—Décret. Paiement d'une taxe pour l'Etablissement des contrats impliquant des concessions d'usage des eaux.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 février 1943, déterminant les règles auxquelles est soumis l'usage des eaux,

DECRETE :

ART. 1.—Le Gouverneur Général fixe le montant de la rétribution due à la Colonie pour l'établissement des contrats en double expédition, impliquant des concessions quelconques d'usage des eaux.

ART. 2.—Le Gouverneur Général fixe le montant de la rétribution due à la Colonie pour les annotations à inscrire sur les contrats après la signature de ceux-ci et sur requête des parties intéressées, ainsi que pour les annotations à inscrire en suite de la résolution des contrats.

ART. 3.—Les modalités du recouvrement des taxes prévues aux articles précédents sont fixées par le Gouverneur-Général.

18 Mei 1944.—Decreet. Betaling van een taxe tot het opmaken van contracten in verband met de vergunning van het gebruik van water.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Februari 1943, tot bepaling van de regelen op het gebruik van het water,

DECRETEERT :

ART. 1.—De Gouverneur-Generaal bepaalt het bedrag der vergelding aan de Kolonie verschuldigd voor het opmaken, in dubbele uitgifte, van de contracten welke eenigerlei concessie van watergebruik insluiten.

ART. 2.—De Gouverneur-Generaal bepaalt het bedrag der vergelding aan de Kolonie verschuldigd voor aantekeningen neer te schrijven op de contracten na dezer ondertekening en op verzoek der betrokken partijen, alsmede voor aantekeningen neer te schrijven ingevolge ontbinding van de contracten.

ART. 3.—De Gouverneur-Generaal bepaalt de wijze om de in de vorige artikelen bepaalde taxen te innen.

ART. 4.—Le présent décret entrera en vigueur à la date fixée par le Gouverneur Général.

Londres, le 18 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 mai 1944.—Décret. Concession par le Comité Spécial du Katanga à M. Joseph Van WEEHAEGHE, d'un terrain de 500 Ha. sis à la Kantubu-Dienga. Convention du 3 juillet 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,
et Monsieur VAN WEEHAEGHE Joseph, colon résidant à Mukishi, contractant d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT,

sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Le contractant d'une part concède au contractant d'autre part, un droit exclusif de pâturage sur :

Un terrain rural situé à la Kantubu-Dienga, d'une superficie de 500 Ha. (cinq cents hectares) environ, tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Cette concession est accordée :

1°) aux conditions reproduites dans le Règlement Général de vente et de location des terres du Comité Spécial du Katanga, ci-annexé, dans la mesure où elles sont applicables au présent contrat;

2°) aux conditions spéciales ci-après :

Article I.—Durée du contrat.

Le droit de pâturage est concédé pour une durée de neuf ans prenant cours à la date d'approbation du présent contrat.

Il pourra y être mis fin par l'un des contractants à n'importe quel moment, moyennant préavis de six mois, signifié à l'autre contractant par lettre recommandée ou contre accusé de réception.

Si le contractant d'autre part donne le préavis au cours de la première année, la redevance payée restera acquise au Comité Spécial.

Article II.—Redevance.

Le contractant d'autre part paiera une redevance annuelle fixée à 1.062 frs. (mille soixante deux francs). Cette redevance sera payable par anticipation dans les bureaux du Comité Spécial du Katanga à Elisabethville; elle portera intérêts à 8% (huit pour cent) l'an du jour de l'échéance jusqu'au jour du paiement.

Article III.—Installations.

Le contractant d'autre part aura la faculté d'établir sur le terrain dont il s'agit les installations nécessaires au bétail et des logements pour les bouviers.

ART. 4.—Dit decreet treedt in werking op den door den Gouverneur-Generaal vastgestelden datum.

Londen, 18 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 Mei 1944.—Decreet. Concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Joseph Van WEEHAEGHE van een grond van 500 Ha. aan de Kantubu-Dienga. Overeenkomst van 3 Juli 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Il ne pourra pas couper le bois se trouvant sur le terrain sans autorisation préalable, donnée par écrit du Comité Spécial du Katanga, sauf aux emplacements strictement nécessaires à l'exercice de son droit.

Article IV.—Dégâts aux tiers.

Le contractant d'autre part devra prendre toutes mesures utiles pour empêcher le bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens avoisinants sa concession.

Article V.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial, dans les six mois du décès qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux, les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit à l'expiration du délai dont il s'agit et les redevances courues jusqu'à ce jour seront dues par la succession. Le transfert du contrat au profit des héritiers aura lieu sur production des pièces authentiques constatant leurs droits et donnera lieu à la perception du montant des frais prévus au tarif pour les transferts de contrats.

Article VI.—Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part devra remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état des lieux aux frais du contractant d'autre part.

Article VII.—Frais de transfert.

Par dérogation à l'article 8 du Règlement Général ci-annexé les frais de transfert éventuel du présent contrat seront fixés conformément au tarif en vigueur au moment du transfert.

Article VIII.—Renouvellement.

Le contractant d'autre part aura la faculté de renouveler le présent contrat à son expiration pour une durée égale aux conditions du tarif en vigueur au moment de l'expiration du contrat.

Pour obtenir ce renouvellement, le contractant d'autre part devra notifier au Comité Spécial son intention de renouveler le contrat trois mois avant son expiration.

En aucun cas, la tacite, reconduction ne pourra être admise.

Article IX.—Enquête de vacance.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article X.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XI.—Approbation de contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le concessionnaire n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Article XII.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire à Elisabethville, le 3 juillet 1943.

Londres, le 18 mai 1944.

Londen, 18 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER. -

18 mai 1944.—Décret. Octroi à la Société "Mines d'Or Belgika (Belgikaor)" du droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale dans le polygone "Wamasingu-Est" et l'étain dans le polygone "Wamasingu-Ouest".

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines et les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937,

DECRETE :

ART. 1.—Le droit d'exploiter l'étain, le niobium et le tantale est accordé à la société "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" dans la concession dénommée "Wamasingu-Est"

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010, à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYGONE.

De la borne 1, un align. droit de	588m. 1	azimut 327gr. 89	même à la borne 2
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooilijn van	588m. 1	azimuth 327gr. 89	naar grenspaal 2
" 2 " " "	905m. 3	" 300gr.	" 3
" 3 " " "	518m. 2	" 218gr. 35	" 4
" 4 " " "	518m. 2	" 218gr. 35	" 5
" 5 " " "	289m. 2	" 200gr.	" 6
" 6 " " "	368m. 9	" 143gr. 18	" 4M
" 4M " " "	652m. 9	" 80gr. 81	" 5M

De la borne 5M, la limite suit sur une distance d'environ 210m. l'alignement 5M—6M du polygone Mubile, faisant avec N.V. un angle de 116 gr. 24 jusqu'au point de rencontre de cet alignement avec la rive droite de la rivière Nyawensulu.

Van grenspaal 5M. volgt de grens, op een afstand van ongeveer 210m., de rooilijn 5M.—6M. van den veelhoek Mubile, daarbij met W.N. een hoek van 116gr. 24 makend tot op het punt waar deze rooilijn den rechteroever der Nyawensulu-rivier raakt.

La limite remonte ensuite cette rive droite jusqu'à la borne 9K. située à 843m. 1 azimut 82 gr. 79 de la borne 5M.

De grens loopt vervolgens stroomopwaarts langs dezen rechteroever tot aan grenspaal 9K. die staat op 843m. 1, azimuth 82 gr. 79 van grenspaal 5M.

La limite remonte ensuite, en suivant la rive droite, l'affluent dénommé D.3 de la Nyawensulu, jusqu'à la borne 8K, située à 479m. 5 azimut 22gr. 07 de la borne 9K.

De grens loopt dan stroomopwaarts langs den rechteroever der bijrivier D3. van de Nyawensulu tot aan grenspaal 8K., die staat op 479m. 5 azimuth 22gr. 07 van grenspaal 9K.

18 Mei 1944.—Decreet. Verleening aan de maatschappij "Mines d'Or Belgika" (Belgikaor)" van het recht tin, niobium en tantalium te winnen in den veelhoek "Wamasingu Oost" en tin in den veelhoek "Wamasingu-West".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

(Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving en de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld;

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940, waarbij van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937, tijdelijk wordt afgeweken,

DECRETEERT :

ART. 1.—Aan de Venootschap "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" wordt het recht verleend tin, niobium en tantalium te winnen in de concessie "Wamasingu-Oost".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 December 2010 met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

De la borne 8K, un align. droit de 405m. 8 azimuth 76gr. 29 mène à la borne 7K.
 Van grenspaal 8K, leidt eene rechte rooilijn van 405m. 8 azimuth 76gr. 29 naar grenspaal 7K.
 „ 7K „ „ 588m. 1 „ 327gr. 89 „ 1

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 5M est située à 1681m. azimuth 54gr. 49
 Grenspaal 5M staat op 1681m. azimuth 54gr. 49

„ 7K	„ 3253m.	„ 59gr. 73	
„ 3	„ 2508m. 6	„ 16gr. 77	id.
„ 6	„ 1194m. 2	„ 19gr. 41	id.

B.—PLAATS VAN DE HOEKGRENSPALEN.

du confluent des rivières Mubile-Nyawensulu ;
 van de samenvloeiing der Mubile-Nyawensulu-
 rivieren ;

C.—REMARQUES.

Les azimuths sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord Vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau, prises pour limite, le périmètre suit le niveau le plus élevé des eaux, lors des crues périodiques normales.

Le polygone est situé à environ 18 Km. au S.E. de Pangl.

La superficie en est de 220 hectares.

ART. 2.—Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la société "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" dans la concession dénommée "Wamasingu-Ouest".

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010, à partir de la date du présent décret.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths worden uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

Op de als grens genomen oevers der rivieren volgt de perimeter het hoogste peil der wateren bij de normalen periodieken was.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 18 Km. ten Z.O. van Pangl.

De oppervlakte beslaat 220 hectaren.

ART. 2.—Aan de Vennootschap "Mines d'Or Belgika (BELGIKAOR)" wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie "Wamasingu-West".

Dit recht wordt toegestaan tot op 31 December 2010, met ingang van den datum van dit decreet.

De grenzen der concessie worden bepaald als volgt :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES DU POLYGONE.

De la borne 6, un align. droit de 549m. 4 azimuth 300gr. mène à la borne 7
 Van grenspaal 6, leidt een rechte rooilijn van 549m. 4 azimuth 300gr. naar grenspaal 7

De la borne 7, un align. droit de 549m. 5 azimuth 300gr.	mène à la borne 8
Van grenspaal 7, leidt een rechte rooilijn van 549m. 5 azimuth 300gr.	naar grenspaal 8
„ 8 „ „ 753m. 2 „ 263gr. 82	„ 9
„ 9 „ „ 753m. 2 „ 263gr. 82	„ 10
„ 10 „ „ 753m. 2 „ 263gr. 82	„ 11
„ 11 „ „ 753m. 2 „ 263gr. 82	„ 3Kam.
„ 3Kam. „ „ 1164m. 2 „ 99gr. 80	„ 4Kam.
„ 4Kam. „ „ 1121m. 2 „ 95gr. 95	„ 5Kam.
„ 5Kam. „ „ 355m. 2 „ 206gr. 66	„ A.
„ A. „ „ 352m. 6 „ 100gr.	„ B.

A.—BESCHRIJVING DER GRENZEN VAN DEN VEELHOEK.

De la borne B, la limite suit la rive gauche de la rivière Wamilamba jusqu'à la borne 1M, située à 56m. 1 azimuth 381gr. 35 de la borne B.

Van grenspaal B, volgt de grens den linkeroever der Wamilamba-rivier tot aan grenspaal 1M, die staat op 56m. 1 azimuth 381gr. 35 van grenspaal B.

De la borne 1M, un align. droit de 690m.	azimuth 19gr. 97 mène à la borne 2M.
Van grenspaal 1M, leidt een rechte rooilijn van 690m.	azimuth 19gr. 97 naar grenspaal 2M.
„ 2M „ „ 750m. 5 „ 54gr. 49	„ 3M.
„ 3M „ „ 731m. 3 „ 55gr. 96	„ 4M.
„ 4M „ „ 368m. 9 „ 343gr. 18	„ 6

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 6 est située à 1194m. 2 azimuth 19gr. 41
Grenspaal 6 staat op 1194m. 2 azimuth 19gr. 41
„ 3Kam. „ 3314m. 8 „ 290gr. 70

C.—REMARQUES.

Les azimuths sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord Vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Sur les rives des cours d'eau, prises pour limite, le périmètre suit le niveau le plus élevé des eaux, lors des crues périodiques normales.

Le polygone est situé à environ 18 Km. au S.E. de Pangi.

La superficie en est de 328 hectares.

ART. 3.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers, indigènes ou non indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 4.—Le concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites des polygones qui sera faite ultérieurement.

La Colonie se réserve le droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 18 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission du Lac Albert d'un terrain d'une superficie de 100 Ha. sis à Badiya. Convention du 13 janvier 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 58/AE/T du 26 février 1944 dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

B.—PLAATS VAN DE HOEKGRENSPALEN.

du confluent des rivières Mubile-Nyawensulu.
van de samenvloeiing der Mubile-Nyawensulu-rivieren.
id.

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths worden uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

Op de als grens genomen oevers der rivieren volgt de perimeter het hoogste peil der wateren bij de normalen periodieken was.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 18 Km. ten Z.O. van Pangi.

De oppervlakte beslaat 328 hectaren.

ART. 3.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet-inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 4.—De concessiehouder gaat de verbintenis aan zich te onderwerpen aan al de wijzigingen veroorzaakt door het nazicht der grenzen van den veelhoek dat later zal geschieden.

De Kolonie behoudt zich het recht voor verval te doen uitspreken tegen den concessiehouder indien hij zich aan deze verplichting niet onderwerpt.

Londen, 18 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de zending van het Albert—Meer van een grond van 100 Ha. te Badiya. Overeenkomst van 13 Januari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 58/EZ/G. van 26 Februari 1944, waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville cède gratuitement en toute propriété, sous réserve d'approbation par arrêté royal, à la " MISSION DU LAC ALBERT ", personnalité civile reconnue par décret du 23 août 1913 (*B.O.*, 1913, page 859) représentée par Son Excellence Monseigneur Matthysen, Alphonse, demeurant à Bunia, agréé en qualité de Représentant-Légal (*B.A.* de 1923, page 543); ci-après dénommée la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste de mission situé à Badiya d'une superficie de cent hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par 10 hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2e alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de dix hectares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront, s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

sommatation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le treize janvier 1900 quarante quatre.

Léopoldville, le 26 février 1944.

Leopoldstad, 26 Februari 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 20 mai 1944.

Londen, 20 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

20 mai 1944.—Décret. Concession à la Société Cotonnière Coloniale (Colocoton) d'un terrain d'une superficie de 500 Ha. sis à Tumba. Convention du 10 mars 1944. Approbation.

20 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de Société Cotonnière Coloniale" (Colocoton) van een grond van 500 Ha. te Tumba. Overeenkomst van 10 Maart 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7-septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans, sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent, à la Société Cotonnière Coloniale "COLOCOTON" ayant son siège social à Katanda, et dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel du Congo Belge* de 1925, page 356, représentée par Monsieur ERNENST, Léon Hubert, son Administrateur délégué, résidant à Mwene-Ditu, agissant en vertu d'une procuration publiée au *Bulletin Officiel du Congo Belge* de 1928, page 868—qui accepte aux conditions générales de l'Arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à TUMBA (territoire de Lodja) d'une superficie de cinq cents hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.—

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de (3.750,—) trois mille sept cent cinquante francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'Arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Lusambo sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours à la date du 15 août 1900 quarante trois.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur, les terres qui seront couvertes :

- a) sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) sur 1/5^e au moins de leur surface par des cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) de plantations d'espèces ligneuses à raison de 100 arbres par hectare au minimum;

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain, que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise. En cas de vente de bois à des tiers l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942.

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 5.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'Arrêté du 25 février 1943.

ART. 6.—L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui sont nécessaires.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 54/T.F. du 9 février 1939).

ART. 9.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 10.—La jouissance de l'occupant cessera de plein droit après l'expiration du terme de cinq ans indiqué ci-dessus sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes les deux au bénéfice de la tacite reconduction si le locataire n'a pas satisfait aux conditions de mise en valeur.

ART. 11.—L'inexécution des conditions générales de l'Arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le dix mars mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 20 mai 1944.

Londen, 20 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

26 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la " Société des Prêtres du Sacré-Coeur," d'un terrain d'une superficie de 30 Ha. sis à Yanonge. Convention du 6 octobre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 65/AE/T du 29 février 1944, dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

26 Mei 1944.—Besluit-Kostelooze afstand aan de " Sociéti des Prêtres du Sacré-Coeur " van een grond van 30 Ha. te Yanonge. Overeenkomst van 6 October 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 65/EZ/G. van 29 Februari 1944, waarvan de tekst volgt wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville cède gratuitement en toute propriété sous réserve d'approbation par arrêté royal, à la " Société des Prêtres du Sacré-Cœur ", dont la personnalité civile a été reconnue par décret du 29 avril 1901 (B.O. de 1901 page 30) représentée par Son Excellence Monsieur VERFAILLIE Camille, demeurant à Stanleyville, agréé en qualité de Représentant légal par ordonnance du Gouverneur Général du 6 janvier 1936 et ci-après dénommée la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste de Mission situé à Yanonge d'une superficie de trente hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10^e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1^e et 2^e alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de trois hectares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en 10 ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1^{er} et 2^{ème} alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le six octobre 1900 quarante trois.

Léopoldville, le 29 février 1944.

Leopoldstad, den 29ⁿ Februari 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres. le 26 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

Londen, 26 Mei 1944.

27 mai 1944.—Décret.—Concession à la Société "Plantations de Leuze" d'un terrain d'une superficie de 100 Ha. sis à Bafwapada. Convention du 30 mars 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la Société Congolaise à responsabilité limitée "PLANTATIONS DE LEUZE", ayant son siège social à Stanleyville, dont les statuts ont été publiés aux annexes du *Bulletin Officiel* de 1928, page 1479, représentée par deux de ses Administrateurs, Messieurs MATHIEU, Félix, et CARANICOLAS, Christos, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à Bafwapada d'une superficie de cent hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000^e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de mille francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier janvier 1900 quarante-quatre.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur.

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10^e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, compteront pour la mise en valeur.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de cinquante hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au vœu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation.

Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

27 Mei 1944.—Decreet. Concessie aan de vennootschap "Plantations de Leuze" van een grond van 100 Ha. te Bafwapada. Overeenkomst van 30 Maart 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 9.—Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie; et le cas échéant, le prix de vente fixé d'après les résultats du mesurage officiel.

ART. 10.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 11.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le trente mars 1900 quarante quatre.

Londres, le 27 mai 1944.

Londen, 27 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à "l'Africa Inland Mission" d'un terrain de 14 Ha. 97 a. sis à Aungba. Convention du 11 novembre 1943. Approbation.

27 Mei 1944.—Besluit. Kosteloze verleenng aan de "Africa Inland Mission" van een grond van 14 Ha. 97 a. te Aungba. Overeenkomst van 11 November 1943. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 68/AE/T du 1er mars 1944 dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943;

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 68/EZ/G. van 1 Maart 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville cède gratuitement en toute propriété, sous réserve d'approbation par arrêté royal à l' " AFRICA INLAND MISSION " personnalité reconnue par ordonnance du Gouverneur Général en date du 15 avril 1915 (B.O. de 1915, page 358), représentée par le Révérend VAN DUSEN, Georges, agréé en qualité de représentant légal (ordonnance du Gouverneur Général du 9 septembre 1936) et ci-après dénommée la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à usage de poste de Mission situé à Aungba d'une superficie de quatorze hectares nonante-sept ares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approxamatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de un hectare quarante-neuf ares septante centiares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le onze novembre 1900 quarante trois.

Leopoldville, le 1er mars 1944.

Leopoldstad, 1 Maart 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 27 mai 1944.

Londen, 27 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Religieuses Apostolines d'un terrain de 24 Ha. sis à Moenge. Convention du 12 novembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 64/AE /T. du 29 février 1944 dont la teneur suit est approuvée.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ART. UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville cède gratuitement en toute propriété, sous réserve d'approbation par arrêté royal, à la "CONGREGATION DES RELIGIEUSES APOSTOLINES", dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 31 juillet 1936 (*B.O.*, 1936—1ère partie—page 1025) et représentée par Dame NAUWELAERS, Marie, demeurant à Moenge et ci-après dénommée la "MISSION" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de Mission situé à Moenge d'une superficie de vingt-quatre hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

27 Mei 1944.—Besluit. Kosteloze verleenig aan de "Congrégation des Religieuses Apostolines" van een grond van 24 Ha. te Moenge. Overeenkomst van 12 November 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 64/EZ/G. van 29 Februari 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les cheminset sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser (ou à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales) sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur une superficie de deux hectares quarante ares. Les essences à employer seront laissées au choix de la Mission.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour le cas prévu à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le douze novembre 1900 quarante trois.

Leopoldville, 29 février 1944.

Leopoldstad, 29 Februari 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 27 mai 1944.

Londen, 27 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mai 1944.—Décret. Concession gratuite à M. Maurice DELFORGE, ancien combattant, d'un terrain de 35 Ha. sis au Km. 19 de la route de l'Ituri. Convention du 30 décembre 1943. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville accorde gratuitement en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à Monsieur DELFORGE, Maurice résidant à Elisabetha, qui accepte aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole ou à l'élevage situé au Km. 19 route Ituri d'une superficie de trente cinq hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du concessionnaire :

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

27 Mei 1944. Decreet. Kostelooze concessie aan den H. Maurice DELFORGE, oud-strijder, van een grond van 35 Ha. gelegen op Km. 19 van de Ituri-baan. Overeenkomst van 30 December 1943. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres cultivées sur 6/10^e au moins de leur surface en cultures industrielles;
- c) les pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élevage ou à l'engrais, à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par hectare;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cinquante arbres par hectare au minimum.

Les cultures vivrières compteront pour l'évaluation de la mise en valeur conformément à l'ordonnance No. 115/AE/T du 12 novembre 1937.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat, les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 2 seront cédées gratuitement en pleine propriété.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 6.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main-d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 7.—Sauf les cas prévus à l'article 1er—4^{ème} alinéa du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942 ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait, pas aux obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le trente décembre 1900 quarante trois.

Londres, le 27 Mai 1944.

Londen, 27 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 mai 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission des Pères Capucins, d'un terrain de 6 Ha. 25 a. sis en bordure de la circonscription urbaine de Libenge. Convention du 31 janvier 1944. Approbation.

27 Mei 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de Missie der Paters Kapucijnen van een grond van 6 Ha. 25 a. gelegen langs den boord der stedelijke omschrijving van Libenge. Overeenkomst van 31 Januari 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 120/AE/T. du 15 avril 1944 dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 2 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 120/EZ/G. van 15 April 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Coquilhatville, cède gratuitement en toute propriété, sous réserve de ratification par le Gouverneur Général, à la Mission des Pères Capucins, dont la personnalité civile a été reconnue par Arrêté Royal du 23 novembre 1910, publié au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, année 1910, page 906, représentée par Monseigneur TANGHE, Basile, résidant à Molegbwe, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance du Gouverneur Général, en date du 7 janvier 1932, publiée au *Bulletin Administratif*, année 1932, page 18, ci-après dénommée "LA MISSION", qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943, sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'agriculture, situé en bordure de la circonscription urbaine de Libenge, d'une superficie de six hectares vingt-cinq ares, dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur, les terres qui le sont conformément aux conditions minima de mise en valeur prévues par l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943. Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans l'article 5—1er et 2e alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission ne peut loger, sur le terrain cédé, des indigènes autres que ceux attachés au service des Missionnaires.

ART. 8.—La Mission s'engage à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur une superficie de soixante-deux ares, cinquante centiares. Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 9.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret, ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het Koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

sommatation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le trente et un janvier mil neuf cent quarante quatre.

Léopoldville, le 15 avril 1944.

Leopoldstad, 15 April 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 27 Mai 1944.

Londen, 27 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

5 juin 1944. Arrêté. Cession gratuite à la Mission Libre Suédoise d'un terrain de 18 Ha. septante ares sis à Machumbi. Convention du 1er mars 1944. Approbation.

5 Juni 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de Zweedsche Vrije Zending van een grond van 18 Ha. 70 a. te Machumbi. Overeenkomst van 1 Maart 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—L'ordonnance No. 132/AE/T. du 2 mai 1944 dont la teneur suit est approuvée;

Le Vice-Gouverneur Général représentant le Gouverneur Général;

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1933 sur l'organisation administrative de la Colonie, spécialement en ses articles 17 et 19;

Vu le décret du 24 janvier 1943,

ORDONNE :

ARTICLE UNIQUE.—La convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Costermansville cède gratuitement en toute propriété, sous réserve de ratification par le Gouverneur Général, à la Mission Libre Suédoise, personnalité civile reconnue par arrêté royal du 30 septembre 1930 (*Bulletin Officiel* 1930, page 948) représentée par le Révérend Gösta Palmertz agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 15 juillet 1939 (voir B.A. 1939—page 559) ci-après dénommée la "Mission" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné exclusivement aux œuvres de la Mission, situé à Machumbi, d'une superficie de dix-huit hectares septante ares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—Ordonnantie Nr. 132/EZ/G. van 2 Mei 1944, waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

De Vice-Gouverneur-Generaal die den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigt;

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 Juni 1933, op de bestuursinrichting van de Kolonie, inzonderheid de artikelen 17 en 19;

Gelet op het decreet van 24 Januari 1943,

BEVEELT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur les terres sur lesquelles la mise en valeur aura au moins été réalisée, conformément aux lettres *a*, *b* et *d* de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et location des terres domaniales.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5, 1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province. La Mission s'engage dès ores à remplir dans les cas de déchéance les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent ou domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—Les terres, objets du présent contrat, ont fait l'objet d'actes de cession des droits indigènes en date des 7 septembre 1940 et 12 février 1943, actes approuvés respectivement les 14 janvier 1942 et 19 avril 1943.

ART. 6.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions spéciales du décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943, sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de deux mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Costermansville, en double expédition, le premier mars mil neuf cent quarante-quatre.

Leopoldville, le 2 mai 1944.

Leopoldstad, 2 Mei 1944.

sé)
get) ERMENS.

Londres, le 5 juin 1944.

Londen, 5 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

5 juin 1944.—Décret. Concession à la Compagnie Cotonnière Congolaise d'un terrain de 16 Ha. sis à Dingila. Convention du 22 mars 1944. Approbation.

5 Juni 1944. Decreet. Concessie aan de "Compagnie Cotonnière Congolaise" van een grond van 16 Ha. te Dingila. Overeenkomst van 22 Maart 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Stanleyville agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la "COMPAGNIE COTONNIERE CONGOLAISE (COTONCO)", dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel* de 1920, page 399, représentée par Monsieur HOUSSIAU, Julien, suivant procuration publiée au *Bulletin Administratif* de 1938, page 108, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage de reboisement situé à Dingila d'une superficie de seize hectares dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000e.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de cent vingt-cinq francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Stanleyville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le premier mars 1900 quarante trois.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur;

- a) les terres couvertes sur 1/10^e au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 6/10^e au moins de leur surface par des plantations arbustives.

Les cultures vivrières faites en application de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, compteront pour la mise en valeur.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 22/T.F. du 29 avril 1939).

ART. 5.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 6.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 7.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 8.—Il est convenu entre les parties que le loyer définitif du terrain sera établi d'après la superficie du terrain constatée en suite à une vérification effectuée par un géomètre de la Colonie.

ART. 9.—Le locataire déclare connaître parfaitement la situation de la région du point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 10.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trente jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 11.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Stanleyville, en double expédition, le vingt-deux mars 1900 quarante quatre.

Londres, le 5 juin 1944.

Londen, 5 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

15 juin 1944.—Décret. Impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 12 août 1937 sur l'impôt sur les revenus modifié par les ordonnances

15 Juni 1944.—Decreet. Bijzondere en tijdelijke belasting op buitengewone winsten.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 betreffende het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gelet op het decreet van 12 Augustus 1937 op de inkomstenbelasting, lijk het werd

législatives No. 137/FIN. Dou., 454/FIN. Dou. et 426/2/FIN. Dou. des 21 mars 1941, 3 octobre 1941 et 13 décembre 1943;

Vu l'ordonnance législative No. 142/FIN. Dou. du 24 mars 1941, établissant une perception provisionnelle sur les impôts qui seront dûs en vertu de la loi du 21 juin 1927;

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 portant abrogation de l'arrêté-loi du 18 juin 1940 et édictant des mesures nouvelles pour assurer le gouvernement et l'administration de la Colonie du Congo Belge et du territoire sous mandat du Ruanda-Urundi;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER.—Il est établi un impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels réalisés :

- 1°) par les sociétés et autres redevables qui, à la date du 1er janvier 1940, étaient soumis au régime de la loi du 21 juin 1927.
- 2°) par les sociétés et par les exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques indiquées à l'article 2, 1° et 2° du décret du 12 août 1937.
- 3°) par les redevables visés à l'article 2, 3° du décret du 12 août 1937 qui se livrent à des occupations lucratives de nature industrielle, commerciale ou agricole.

ART. 2.—§ 1. Est considéré comme ayant réalisé un bénéfice exceptionnel dans le sens de l'article premier, le contribuable dont les revenus provenus de l'une des activités visées par cet article, dépassent :

- a) soit les résultats moyens favorables des années 1937, 1938, 1939, soit douze pour cent du capital réellement investi accusé par le bilan de l'année 1939, pour les redevables tenant une comptabilité par année civile, sans que la quotité puisse être inférieure à fr. 30.000.
- b) soit les résultats moyens favorables des exercices sociaux clôturés au cours des années 1937, 1938, 1939, soit douze pour cent du capital réellement investi accusé par le bilan de l'exercice social clôturé en 1939, pour les redevables tenant une comptabilité par année sociale, sans que

gewijzigd door de wetgevende ordonnantiën No. 137/FIN. Dou., 454/FIN. Dou. en 426/2/FIN. Dou. van 21 Maart 1941, 3 October 1941 en 13 December 1943;

Gelet op de wetgevende ordonnantie No. 142/FIN. Dou. van 24 Maart 1941, houdende invoering van een provisioneele heffing op de belastingen die ingevolge de wet van 21 Juni 1927 zullen verschuldigd zijn;

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 tot afschaffing van de besluit-wet van 18 Juni 1940 en uitvaardiging van nieuwe maatregelen om de regeering en het bestuur van de Belgische Congokolonie en het mandaatgebied Ruanda-Urundi te verzekeren;

DECRETEERT :

ARTIKEL EEN.—Er wordt een bijzonder en tijdelijke belasting geheven op de buitengewone winsten behaald :

- 1°) door de vennootschappen en andere belastingplichtigen die op 1 Januari 1940 aan het stelsel der wet van 21 Juni 1927 onderworpen waren.
- 2°) door de vennootschappen en door om het even welke nijverheids-, handels- en landbouwbedrijven welke in artikel 2, 1° en 2° van het decreet van 12 Augustus 1937 aangeduid zijn.
- 3°) door de in artikel 2, 3° van het decreet van 12 Augustus 1937 bedoelde belastingplichtigen wier winstgevende bezigheden tot de nijverheid, den handel of den landbouw behooren.

ART. 2.—§ 1. Wordt beschouwd als hebbende een buitengewone winst in den zin van artikel 1 behaald, de belastingplichtige wiens inkomsten uit een van de in dit artikel bedoelde bedrijvigheden hooger zijn dan :

- a) hetzij de gemiddelde gunstige uitslagen van de jaren 1937, 1938, 1939, hetzij twaalf procent van het uit de balans van het jaar 1939 blijkend werkelijk belegd kapitaal, voor de belastingplichtigen wier boekhouding over het kalenderjaar loopt, zonder dat het bedrag lager mag zijn dan 30.000 fr.
- b) hetzij de gemiddelde gunstige uitslagen van de in den loop van 1937, 1938, 1939, afgeslot en maatschappelijke jaren, hetzij twaalf procent van het werkelijk belegd kapitaal, zooals dit uit de balans van het in 1939 afgesloten maatschappelijk jaar blijkt, voor de belasting-

la quotité puisse être inférieure à fr. 30.000.

- c) soit les résultats moyens favorables des années ou exercices sociaux 1937, 1938, 1939, majorés de la moyenne mensuelle de ces résultats pour chaque mois sans activité au cours de cette période, soit douze pour cent du capital réellement investi accusé par le bilan de l'année 1939 ou de l'exercice social clôturé au cours de cette année, pour les redevables n'ayant pas exercé d'une façon permanente les occupations considérées, depuis le début de la dite période, sans que la quotité puisse être inférieure à fr. 30.000.

Dans le cas où les redevables auraient usé de la faculté prévue antérieurement de procéder à des amortissements excédant une dépréciation réelle, les quotités dont question aux lettres *a*, *b* et *c* ci-dessus seront soumises à révision sur la base d'un amortissement correspondant à une dépréciation réellement survenue pendant la période imposable.

- d) soit douze pour cent du capital réellement investi au moment où l'activité a pris cours, soit l'évaluation, par comparaison avec des entreprises analogues, des résultats favorables qui auraient été acquis au cours des années ou exercices sociaux 1937, 1938, 1939, pour les redevables dont les occupations considérées sont postérieures à 1939, sans que la quotité puisse être inférieure à fr. 30.000.

§ 2. Les redevables ont le choix entre une des formules prévues pour la catégorie dont ils relèvent. Ils expriment leur préférence dans leur déclaration.

§ 3. Les quotités fixées au § 1er sont réduites "prorata temporis" à l'égard des contribuables dont l'activité à envisager pour la perception de l'impôt spécial, n'a été exercée que pendant une partie de l'année ou de l'exercice social.

§ 4. Lorsqu'une entreprise est continuée par une autre personne ou exercée après reprise, avec le même capital et les mêmes moyens d'activité, le bénéfice qui sert de base de comparaison est établi comme si l'entreprise n'avait pas changé de titulaire.

plichtigen wier boekhouding over het maatschappelijk jaar loopt, zonder dat het bedrag lager mag zijn dan 30.000 fr.

- c) hetzij de gemiddelde gunstige uitslagen der kalender- of maatschappelijke jaren 1937, 1938, 1939, vermeerderd met het gemiddeld maandelijksch bedrag van deze uitslagen voor elke maand zonder bedrijvigheid in den loop dezer periode, hetzij twaalf procent van het werkelijk belegd kapitaal, zooals dit uit de balans van het jaar 1939 of van het in den loop van dit jaar afgesloten maatschappelijk jaar blijkt, voor de belastingplichtigen die sedert het begin van gezegde periode niet aanhoudend bedoelde bezigheden hebben uitgeoefend, zonder dat het bedrag lager, mag zijn 30.000 fr.

Ingeval de belastingplichtigen gebruik hebben gemaakt van het vroeger bepaalde recht afschrijvingen te doen welke een werkelijke waardevermindering overtreffen, dan worden de bedragen waarvan sprake onder de letters *a*, *b* en *c*. hierboven herzien op grondslag van een afschrijving in overeenstemming met een tijdens de belastbare periode werkelijk voorgekomen waardevermindering.

- d) hetzij twaalf procent van het kapitaal dat werkelijk belegd was op het oogenblik dat de bedrijvigheid begon, hetzij de schatting, door vergelijking met gelijkaardige ondernemingen, van de gunstige uitslagen welke in den loop de kalender- of maatschappelijke jaren 1937, 1938, 1939 werden bekomen, voor de belastingplichtigen wier bedoelde bezigheden van lateren datum zijn dan 1939, zonder dat het bedrag lager mag zijn dan 30.000 fr.

§ 2. De belastingplichtigen hebben de keus tusschen een der formules voorzien voor de categorie waartoe zij behooren. In hun verklaring zeggen zij welke formule zij verkiezen.

§ 3. De in § 1 bepaalde bedragen worden "prorata temporis" verminderd voor de belastingplichtigen wier bedrijvigheid in aanmerkingkomend voor het innen der bijzondere belasting, enkel gedurende een deel van het kalenderjaar of maatschappelijk jaar werd uitgeoefend.

§ 4. Wanneer een onderneming door een anderen persoon wordt voortgezet of, na overname, uitgeoefend, met hetzelfde kapitaal en dezelfde bedrijfsmiddelen, dan wordt de als basis van vergelijking dienende winst vastgesteld alsof de onderneming niet van titularis veranderd was.

§ 5. Les quotités prévues sous les lettres *a*, *b* et *c* du § 1er et servant de base de rapprochement pour la détermination des bénéfices exceptionnels seront majorées de 25% pour compensation de la dévaluation du franc congolais réalisée en juin 1940.

§ 6. Pour le contribuable qui, postérieurement à l'année 1939, a augmenté ou diminué son capital investi, le bénéfice qui sert de base de comparaison est augmenté ou diminué de 12% de l'accroissement ou de la diminution du capital investi constaté au premier jour de l'année ou de l'exercice social pendant lequel a été réalisé le bénéfice exceptionnel.

Il n'est tenu compte que des accroissements ou des diminutions de capital investi résultant d'écritures régulières.

§ 7. Sur la base de la formule choisie par le redevable, le bénéfice qui sert de point de comparaison est fixé par le chef du Service des Finances et des Douanes du Gouvernement Général pour les contribuables visés au 1° de l'article 1er et par le chef du Service des Finances dans les provinces pour les autres redevables, au vu des déclarations à l'impôt sur les revenus admises pour les exercices fiscaux 1938, 1939, 1940 et des renseignements fournis par le redevable.

ART. 3.—§ 1. Exception faite pour les particularités reprises ci-après, les revenus à considérer pour déterminer l'excédent taxable, sont ceux envisagés pour l'application de l'impôt sur les revenus, sans tenir compte du minimum exonéré et des charges familiales.

a) Il est fait abstraction des revenus provenant de la location d'immeubles et visés à l'article 11bis du décret du 12 août 1937 modifié par l'Ordonnance législative No. 137/FIN. Dou. du 21 mars 1941 ainsi que des intérêts des capitaux empruntés à des tiers.

b) En ce qui concerne les sociétés et les associations de fait, les bénéfices à comparer doivent comprendre, le cas échéant, les dividendes distribués, les rémunérations ou avantages quelconques alloués aux administrateurs, commissaires, liquidateurs, gérants, associés et toutes personnes autres que le personnel, ainsi que les avantages spéciaux alloués au personnel sur bénéfices, en surplus de ses rémunérations ordinaires.

§ 5. De bedragen bepaald onder de letters *a*, *b* en *c* van § 1 en dienende als basis van vergelijking tot bepaling der buitengewone winsten worden met 25% vermeerderd om de in Juni 1940 verwezenlijkte waardevermindering van den Congoleeschen frank te compenseren.

§ 6. Voor den belastingplichtige die zijn belegd kapitaal na het jaar 1939 heeft verhoogd of verlaagd, wordt de als basis van vergelijking dienende winst verhoogd of verlaagd met 12% van de vermeerdering of vermindering van het belegd kapitaal, vastgesteld den eersten dag van het kalender- of maatschappelijk jaar gedurende hetwelk de buitengewone winst werd behaald. Alleen met de uit een regelmatige boekhouding blikende vermeerderingen of verminderingen van belegd kapitaal wordt rekening gehouden.

§ 7. Op grondslag van de door den belastingplichtige gekozen formule bepaalt het Hoofd van den Dienst van Financiën en Douanen van het Gouvernement-Generaal voor de in artikel 1, N° 1, bedoelde belastingplichtigen en bepaalt het Hoofd van den Dienst van Financiën in de provinciën voor de andere belastingplichtigen de als punt van vergelijking dienende winst, op zicht van de voor de belastingjaren 1938, 1939 en 1940 aanvaarde verklaringen voor de inkomstenbelasting en van de door den belastingplichtige verschafte inlichtingen.

ART. 3.—§ 1. Met uitzondering van de bijzonderheden hierna, komen, tot bepaling van het belastbaar meerdere, de inkomsten in aanmerking welke voor de toepassing van de belasting op het inkomen dienen, zonder rekening te houden met het vrijgesteld minimum en de gezinslasten.

a) Er wordt afgezien van de inkomsten uit verhuring van onroerende goederen en bedoeld in artikel 11bis van het decreet van 12 Augustus 1937, lijk dit door de wetgevende ordonnantie No. 137/FIN. Dou. van 21 Maart 1941 werd gewijzigd, alsmede van de intresten van aan derden ontleende kapitalen.

b) Wat de vennootschappen en de feitelijke vereenigingen betreft, moeten de te vergelijken winsten in voorkomend geval, omvatten de uitgekeerde dividenden, de bezoldigingen of voordeelen van welken aard ook die aan de beheerders, commissarissen, vereffenaars, zaakvoerders, vennoten en eenigerlei personen, het personeel uitgezonderd, zijn verleend, alsmede de bijzondere voordeelen welke aan het personeel boven de gewone bezoldiging, op de winsten verleend zijn.

- c) Les réserves investies dans la Colonie par les sociétés par actions ne sont exonérées que si l'investissement est effectué dans les conditions fixées au littera *d.* du présent paragraphe.
- d) Les bénéfices consacrés à des investissements nouveaux sont exonérés dans la mesure et la proportion où ces investissements répondent à des buts de guerre en vue de l'accroissement ou de l'amélioration de la production. L'exonération ne sera accordée que pour autant que la Commission constituée à cette fin par le Gouverneur Général reconnaisse que les investissements répondent aux buts susvisés.
- e) Les sommes éventuellement acquittées au cours de la période imposable, par des contribuables exploitants miniers ou agricoles, à titre de surtaxe douanière afférente aux produits provenant de leurs propres exploitations sont comprises dans les revenus à considérer pour le calcul de l'impôt.

§ 2.—Pour les redevables de l'impôt spécial, l'amortissement des investissements nouveaux effectués au cours de la période imposable tiendra compte des dépréciations diverses de la valeur d'usure et d'utilisation dérivant de la destination spéciale qui a justifié ou motivé ces investissements et notamment les investissements en matériel et outillage.

ART. 4.—§ 1. Le taux de l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels est de 70% sur la partie des revenus, même d'origine étrangère, qui dépasse la quotité fixée à l'article 2, cette quotité étant préalablement augmentée de 5%, sans que cette augmentation puisse être inférieure à fr. 15.000 ou supérieure à fr. 75.000.

Le taux de l'impôt est réduit au quart pour les bénéfices réalisés et imposés à l'étranger.

§ 2. L'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels n'est pas applicable lorsque le revenu à rapprocher de la base de comparaison adoptée est inférieur à 60.000 frs et est réduit de moitié lorsque le revenu à rapprocher de la dite base n'excède pas 100.000 frs.

Toutefois, l'impôt au taux réduit de 50% sur les revenus de 60.000 frs à 100.000 frs ne pourra être supérieur à la somme excédant le minimum exonéré et l'impôt au taux plein sur les revenus supérieurs à 100.000 frs ne pourra être supérieur à la somme excédant

- c) De de reserven welke de vennootschappen op aandeelen hebben belegd in de Kolonie, worden enkel vrijgesteld indien de belegging geschiedt in de onder letter *d* van deze paragraaf gestelde voorwaarden.
- d) De voor nieuwe beleggingen gebruikte winsten worden vrijgesteld in de maat en verhouding waarin deze beleggingen beantwoorden aan oorlogsdoeleinden met het oog op de vermeerdering en verbetering der productie. Vrijstelling zal slechts worden verleend in zover de daartoe door den Gouverneur-Generaal ingestelde commissie erkent dat de beleggingen aan voormelde doeleinden beantwoorden.
- e) De sommen welke, in voorkomend geval, gedurende de belastbare periode door belastingplichtigen van het mijn- of landbouw- bedrijf zijn betaald als tol-bijtaxe op producten uit hun eigen bedrijven, worden begrepen in de winsten welke voor de berekening der belasting in aanmerking komen.

§ 2. Voor hen die de bijzondere belasting verschuldigd zijn, houdt de afschrijving van de gedurende de belastbare periode gedane beleggingen rekening met de verschillende verminderingen van de waarde van slijtage en gebruik voortvloeiend uit de bijzondere bestemming welke deze beleggingen heeft gerechtvaardigd of gemotiveerd en namelijk de beleggingen in materieel en gereedschap.

ART. 4.—§ 1. Het percentage der bijzondere belasting op de buitengewone oorlogswinsten bedraagt 70% op het gedeelte der inkomsten, zelfs van vreemden oorsprong, dat het in artikel 2 bepaald bedrag overtreft, met dien verstande dat dit bedrag vooraf met 5% vermeerderd wordt, zonder dat deze vermeerdering minder dan 15.000 fr of meer dan 75.000 fr mag zijn.

Het belastingspercentage wordt met een vierde verminderd voor de in den vreemde behaalde en belaste winsten.

§ 2. De bijzondere belasting op buitengewone winsten is niet van toepassing, wanneer het met de aangenomen basis van vergelijking te vergelijken inkomen minder dan 60.000 frank bedraagt, en zij wordt met de helft verminderd, wanneer het met deze basis te vergelijken inkomen niet meer dan 100.000 frank bedraagt.

De belasting tot het verminderd percentage van 50% op de inkomsten van 60.000 frank tot 100.000 frank mag, evenwel, niet meer bedragen dan de som welke het vrijgesteld minimum te boven gaat en de belasting tot het volle percentage op de inkomsten hooger

100.000 frs, le surplus éventuel étant réduit de 50%.

§ 3. L'impôt spécial est réduit éventuellement :

a) des quotes-parts :

- 1° de l'impôt sur les revenus;
- 2° de la taxe supplémentaire progressive provisoire;
- 3° de l'impôt exceptionnel de guerre, afférentes à la partie des revenus soumise à l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

Dans les sociétés autres que par actions et dans les associations, lorsque le bénéfice est réparti, l'impôt spécial est réduit des quotes-parts de l'impôt sur les revenus et de la taxe supplémentaire progressive provisoire, afférentes à la partie des bénéfices distribués qui a été soumise à l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

b) du montant de la surtaxe douanière, acquittée au cours de la période imposable, par des exploitants agricoles ou miniers et dans la mesure où la dite surtaxe se rapporte à des produits provenant de leurs propres exploitations.

§ 4. Lorsque les déductions prévues aux lettres a. et b. du § 3 dépassent le montant de l'impôt spécial, l'excédent n'est pas restitué.

ART. 5.—L'impôt spécial est établi à charge de ceux qui sont assujettis à l'impôt sur les revenus.

En ce qui concerne toutefois les sociétés autres que par actions et les associations de fait, l'impôt spécial est établi à charge de la société ou de l'association elle-même sur la base des revenus tels qu'ils auront été déterminés conformément aux dispositions de l'article 3 § 1 du présent décret.

ART. 6.—L'impôt spécial ne peut, en aucun cas, pour le calcul de l'impôt sur les revenus, de l'impôt exceptionnel de guerre et de la taxe supplémentaire progressive provisoire, être considéré comme constituant une charge professionnelle ou personnelle déductible.

ART. 7.—Lorsque les revenus soumis à l'impôt spécial à charge des sociétés autres que par actions ou d'associations de fait sont répartis à des sociétés ou à des associés, ces revenus sont par dérogation à l'article 3

dan 100.000 frank mag niet meer bedragen dan de som welke 100.000 frank te boven gaat en het gebeurlijk meerdere wordt met 50% verminderd.

§ 3. De bijzondere belasting wordt, in voorkomend geval, verminderd :

a) met de gedeelten :

- 1° van de inkomstenbelasting;
- 2° van de voorloopige progressieve bijtaxe;
- 3° van de buitengewone oorlogsbelasting, welke het deel der inkomsten betreffen dat aan de bijzondere belasting op buitengewone winsten onderworpen is.

In de vennootschappen, met uitzondering van de vennootschappen op aandeelen, en in de vereenigingen, wanneer de winst wordt uitgekeerd, wordt de bijzondere belasting verminderd met de gedeelten der inkomstenbelasting en der voorloopige progressieve bijtaxe welke het deel der uitgekeerde winsten betreffen dat aan de bijzondere belasting op de buitengewone winsten onderworpen werd.

b) met het bedrag der tol-bijtaxe welke in den loop van de belastbare periode werd betaald door hen die het mijn- of landbouw- bedrijf uitoefenen en in de maat waarin gezegde bijtaxe op producten uit hun bedrijf betrekking heeft.

§ 4. Wanneer de onder de letters a en b van § 3 bepaalde verminderingen het bedrag van de bijzondere belasting overtreffen, dan wordt het teveel niet terugbetaald.

ART. 5.—De bijzondere belasting wordt geheven ten laste van hen die aan de inkomstenbelasting onderworpen zijn.

Wat, evenwel, de vennootschappen, welke geen vennootschappen op aandeelen zijn, en de feitelijke vereenigingen betreft, wordt de bijzondere belasting geheven ten laste der vennootschap of der vereeniging zelve op grondslag der inkomsten zooals zij worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 §1 van dit decreet.

ART. 6.—Bij de berekening der inkomstenbelasting, der buitengewone oorlogsbelasting en der voorloopige progressieve bijtaxe kan in geen geval de bijzondere belasting worden beschouwd als een in mindering te brengen persoonlijke of beroepslast.

ART. 7.—Wanneer de inkomsten onderworpen aan de bijzondere belasting op de vennootschappen die geen vennootschappen op aandeelen zijn, en op de feitelijke vereenigingen, aan vennootschappen of vennooten uitge-

exemptés dans le chef des dits bénéficiaires du même impôt à concurrence du montant net attribué.

ART. 8.—S'il y a des raisons de craindre que les droits du Trésor sont en péril, le Chef du Service des Finances et des Douanes du Gouvernement Général ou le Chef du Service des Finances dans les provinces peut exiger le paiement immédiat de l'impôt spécial ou le dépôt d'une garantie égale au montant de l'impôt dû ou présumé qui fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire. Cette dernière taxation est révisée d'office dès qu'il aura pu être procédé à la vérification de la déclaration qui a été ou devra être souscrite par le redevable.

La décision de taxation à titre conservatoire, prise par les fonctionnaires désignés ci-dessus, est notifiée au redevable par pli recommandé à la poste; elle est exécutoire par provision.

Le contribuable peut faire opposition à cette décision dans le délai d'un mois auprès du Gouverneur Général.

L'opposition ne suspend pas l'exigibilité du paiement de l'impôt ni celle du dépôt d'une garantie en tenant lieu.

ART. 9.—En cas de non-établissement de l'impôt pendant les délais ordinaires, du chef d'absence de déclaration, de déclaration fausse, inexacte, incomplète ou provisoire, l'impôt éludé ou non établi peut être réclamé ou rappelé à partir du premier janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice et pendant cinq ans à partir de la date de l'arrêté royal constatant la libération totale du territoire national métropolitain et ce, sans préjudice à l'application des amendes fiscales.

ART. 10.—Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par le présent décret, les dispositions relatives à la déclaration, à l'assiette, à la perception, au recouvrement et aux réclamations et recours en matière d'impôt sur les revenus sont applicables à l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

ART. 11.—§ 1. L'impôt spécial est établi pour la première fois sur les bénéfices constatés ou présumés de l'année 1942 ou de l'exercice social clôturé en 1942.

§ 2. Les redevables seront taxés sur les bénéfices d'un même nombre d'années civiles ou d'exercices sociaux. L'époque de la sup-

keerd zijn, dan worden, in afwijking van artikel 3, deze inkomsten wat gezegde verkrijgen betreft, van dezelfde belasting vrijgesteld tot beloop van het uitgekeerd nettobedrag.

ART. 8.—Wanneer er reden is om te vrezen dat de rechten der Schatkist gevaar lopen, dan kan het Hoofd van den Dienst van Financiën en Douanen van het Gouvernement-generaal of het Diensthooft van Financiën in de Provinciën, de onmiddellijke betaling eischen van de bijzondere belasting of de neerlegging van een waarborg gelijk aan het bedrag der verschuldigde of vermoede belasting welke onmiddellijk aanleiding geeft tot een aanslag ter bewaring. Deze aanslag wordt van ambtswege herzien, zoodra er kan worden overgegaan tot het onderzoek der verklaring die door den belastingplichtige werd of moet worden ondertekend.

De door voormelde ambtenaren getroffen beslissing tot aanslag ter bewaring wordt den door bij de post aangeteekenden brief aangezegd; zij is uitvoerbaar bij voorraad.

Tegen deze beslissing kan de belastingplichtige binnen een maand, bij den Gouverneur Generaal verzet aantekenen.

Het verzet schorst niet de eischbaarheid van de betaling der belasting noch deze van de neerlegging van een waarborg daartoe strekkende.

ART. 9.—Ingeval de belasting binnen de gewone termijnen niet wordt vastgesteld wegens gebrek aan een verklaring, of wegens valsche, onjuiste onvolledige of voorloopige verklaring, kan de ontdoken of nietvastgestelde belasting geëischt of nagevorderd worden van af den 1sten Januari van het jaar dat aan het boekjaar zijn naam geeft en gedurende vijf jaar met ingang van den datum van het koninklijk besluit tot vaststelling van de bevrijding van het grondgebied van het moederland, en wel onverminderd de toepassing van fiscale geldboeten.

ART. 10.—In zoover er door dit decreet niet wordt van afgeweken, zijn de bepalingen, betreffende de verklaring, den omslag, de inning, de terugvordering en de bezwaren en het beroep inzake inkomstenbelasting van toepassing op de bijzondere belasting op buitengewone winsten.

ART. 11.—§ 1. De bijzondere belasting wordt voor de eerste maal geheven op de vastgestelde of vermoede winsten van het kalenderjaar 1942 of van het in 1942 afgesloten maatschappelijk jaar.

§ 2. De belastingplichtigen worden aangeslagen op de winsten van een zelfde getal kalender- of maatschappelijk jaren. Het

pression de l'impôt spécial sera déterminée par décret.

§ 3. Le redevable de l'impôt spécial qui, au cours de l'année ou de l'exercice qui suit celui pendant lequel les bénéfices exceptionnels imposables ont été réalisés, éprouve une perte professionnelle atteignant au moins 30% du montant du dit impôt spécial obtiendra un dégrèvement ou remboursement de l'impôt spécial égal au montant de la perte professionnelle.

Dans ce cas, l'application des dispositions de l'article 4 § 3 a. sera révisée rétroactivement en proportion du dégrèvement ou du remboursement accordé.

§ 4. Lorsque le redevable est un exploitant minier, il peut obtenir dégrèvement total ou partiel de l'impôt spécial dans la mesure où il établit que les revenus qui ont servi de base au calcul de l'impôt proviennent en tout ou en partie d'une surproduction qui, étant imposée pour les besoins de la guerre, provoque un épuisement irrationnel du fonds. La demande de dégrèvement doit être introduite auprès du Gouverneur Général endéans le délai imparti par l'article 33 du décret du 12 août 1937.

§ 5. Par mesure transitoire, la déclaration des bénéfices réalisés pendant l'année 1942 ou pendant l'exercice social clôturé en 1942 sera remise au plus tard dans les six mois de la publication du présent décret.

ART. 12.—§ 1. Pendant la durée de l'occupation de la Belgique, les contribuables visés au 1° de l'article premier remettent, au plus tard six mois après la clôture de l'exercice social ou comptable, au Chef du Service des Finances et des Douanes du Gouvernement Général à Léopoldville, une déclaration provisoire mentionnant le montant des revenus visés à l'article 3, tels qu'ils résultent des situations comptables dressées en Afrique.

§ 2.—Il sera perçu à titre de provision sur le montant de l'impôt spécial, lequel sera déterminé ultérieurement, une somme correspondant à 70% de la partie des revenus qui dépasse, au choix du redevable, soit les résultats moyens favorables des trois derniers bilans publiés avant mai 1940 et connus, soit douze pour cent du capital réellement investi accusé par le dernier de ces bilans, sans que la quotité puisse être inférieure à fr. 30.000. Pour le calcul de cette partie des revenus, la base adoptée sera, au préalable, augmentée de

tijdstip van de afschaffing der bijzondere belasting wordt bij decreet bepaald.

§ 3. Hij die de bijzondere belasting verschuldigd is en die, gedurende het kalender- of maatschappelijk jaar volgend op dat tijdens hetwelk de belastbare buitengewone winsten werden behaald, een bedrijfsverlies ondergaat dat ten minste 30% bereikt van het bedrag der gezegde bijzondere belasting, bekomt een ontheffing of terugbetaling der bijzondere belasting tot beloop van het bedrijfsverlies.

In dat geval wordt de toepassing der bepalingen van artikel 4 § 3 a. met terugwerkende kracht herzien naar verhouding van de verleende ontheffing of terugbetaling.

§ 4. Wanneer de belastingplichtige het mijnbedrijf uitoefent, kan hij geheel of gedeeltelijk van de bijzondere belasting ontheven worden in de mate waaring hij bewijst dat de winsten die als grondslag bij de berekening der belasting hebben gediend, geheel of gedeeltelijk voortvloeien uit een voor de oorlogsbehoeften opgelegde overproductie, met als gevolg een onredelijke uitputting van den bodem. De aanvraag tot ontheffing moet bij den Gouverneur-Generaal worden ingediend binnen den bij artikel 33 van het decreet van 12 Augustus 1937 bepaalden termijn.

§ 5. Als overgangsmaatregel moet de verklaring van de gedurende het kalenderjaar 1942 of het in 1942 afgesloten maatschappelijk jaar behaalde winsten uiterlijk binnen de zes maanden na de bekendmaking van dit decreet worden ingediend.

ART. 12.—§ 1. Zoolang de bezetting van België duurt, overhandigen de in artikel 1, 1°, bedoelde belastingplichtigen, uiterlijk zes maanden na de afsluiting van het boek- of maatschappelijk jaar, aan het Hoofd van den Dienst van Financiën en Douanen van het Gouvernement-Generaal te Leopoldstad een voorloopige verklaring houdende vermelding van het bedrag der in artikel 3 bedoelde winsten zooals zij voortvloeien uit de in Afrika gestelde comptabiliteitsopgaven.

§ 2. Als voorschot op het later te bepalen bedrag der bijzondere belasting wordt een som geïnd gelijk aan 70% van het gedeelte der winsten dat, naar keuze van den belastingplichtige, meer bedraagt dan hetzij de gemiddelde gunstige uitslagen der drie laatste balansrekeningen welke gepubliceerd zijn vóór Mei 1940 en gekend zijn, hetzij meer dan twaalf ten honderd van het werkelijk belegd kapitaal zooals blijkt uit de laatste dier balansrekeningen, zonder dat het bedrag lager mag zijn dan fr. 30.000. Voor de berekening

30% ainsi que des investissements nouveaux réalisés entre la date de clôture du dernier exercice social clôturé avant mai 1940 et la date de clôture de l'exercice social précédant la période imposable et tombant sous l'application des dispositions de l'article 3 § 1 d. ci-dessus.

§ 3. La provision est réduite :

1°) des quotes-parts des provisions sur impôt sur les revenus et sur impôt exceptionnel de guerre afférentes à la partie des revenus soumise à la provision relative à l'impôt spécial sur les bénéfices exceptionnels.

2°) le cas échéant, du montant de la surtaxe douanière acquittée pendant la période imposable par des exploitants agricoles ou miniers et dans la mesure où la dite surtaxe se rapporte à des produits provenant de leurs propres exploitations.

Dans le cas où les réductions excèdent le montant de la provision, aucun remboursement n'est effectué.

§ 4. La déclaration provisoire dont il est question au § 1 du présent article sera remplacée par une déclaration définitive qui devra être remise dans les six mois de l'approbation du bilan et du compte de profits et pertes.

L'impôt sera diminué, le cas échéant, du montant de la provision déjà acquittée. Eventuellement, l'excédent sera remboursé.

§ 5. Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions des § 1 à 4 du présent article, sont applicables aux provisions sur impôt spécial, les dispositions des articles 1 à 11 du présent décret ainsi que les dispositions de l'O.L. No. 142/FIN. Dou. du 24 mars 1941.

ART. 13.—Le présent décret sera exécutoire au Congo Belge et au Ruanda-Urundi le jour de sa publication au "Bulletin Officiel du Congo Belge".

Londres, le 15 juin 1944.

Le Ministre des Colonies,

van dit deel der inkomsten wordt de aangenomen basis vooraf vermeerderd met 30%, alsmede met de nieuwe beleggingen welke werden gedaan tusschen den sluitingsdatum van het laatste voor Mei 1940 afgesloten maatschappelijk jaar en den sluitingsdatum van het maatschappelijk jaar dat de belastbare periode voorafgaat en welke onder de toepassing van de bepalingen van artikel 3 § 1 d. hierboven vallen.

§ 3. Het voorschot wordt verminderd :

1°) met de gedeelten der voorschotten op de inkomstenbelasting en op de buitengewone oorlogsbelasting, betreffende het deel der inkomsten dat onderworpen is aan het voorschot aangaande de bijzondere belasting op de buitengewone winsten.

2°) in voorkomend geval, met het bedrag van de tolbijtaxe welke degenen die het mijn- of landbouwbedrijf uitoefenen, gedurende de belastbare periode betaald hebben en in de mate waarin deze bijtaxe betrekking heeft op producten uit hun eigen bedrijven.

Ingeval de verminderingen het bedrag van het voorschot te boven gaan wordt niets terugbetaald.

§ 4. De voorloopige verklaring waarvan sprake in § 1 van dit artikel wordt vervangen door een definitieve verklaring, in te dienen binnen zes maanden na goedkeuring van de balans en van de winst- en verliesrekening.

De belasting wordt, in voorkomend geval, verminderd met het bedrag van het reeds betaalde voorschot. Eventueel wordt het teveel terugbetaald.

§ 5. In zoover er niet van afgeweken wordt door de bepalingen van § 1 tot 4 van dit artikel, zijn de bepalingen van de artikelen 1 tot 11 van dit decreet alsmede de bepalingen van de wetgevende ordonnantie Nr. 142/F.D. van 24 Maart 1941 van toepassing op de voorschotten op de bijzondere belasting.

ART. 13.—Dit decreet is uitvoerbaar in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi den dag waarop het in het "Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo" wordt bekendgemaakt.

Londen, 15 Juni 1944.

De Minister van Koloniën,

16 Juin 1944.—Décret. Congé des employés.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

SECTION I.

DE L'OBJET DU PRESENT DECRET ET DE SON APPLICATION.

ART. 1er.—Le présent décret a pour objet de déterminer le régime des congés, à appliquer pendant la guerre c'est-à-dire jusqu'à une date à fixer par arrêté royal, aux employés visés à l'article 2 ci-après.

ART. 2.—Ont droit au bénéfice des présentes dispositions les employés issus de père et mère de race européenne, âgés de 21 ans révolus, résidant à la Colonie ou au Ruanda-Urundi et prestant leurs services pendant 150 heures par mois au moins à une ou plusieurs entreprises qui sont établies dans la Colonie ou au Ruanda-Urundi ou qui y possèdent un siège d'exploitation.

Cependant sont exclus de l'application du présent décret :

- 1°) les membres du personnel dans la Colonie, sous le statut, hors cadres ou temporaires;
- 2°) les employés qui, en raison de la nature de leurs fonctions n'exercent leur emploi que pendant une période de l'année et qui bénéficient d'un congé annuel rémunéré d'un mois au moins.

ART. 3.—Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux avantages plus importants qui seraient alloués aux employés par leur contrat.

SECTION II.

DU CONGE DE REPOS.

ART. 4.—L'employé a droit à un congé de repos d'une durée égale à un douzième de la période de services effectifs accomplis chez un ou plusieurs employeurs depuis la date de son dernier retour de congé ou, à défaut de congé, de son arrivée à la Colonie.

La période de service accomplie antérieurement à la date de l'entrée en vigueur du présent décret est prise en considération pour une durée maximum de trois ans.

16 Juni 1944.—Decreet. Bediendenverlof.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

AFDEELING I.

VOORWERP EN TOEPASSING VAN DIT DECREET.

ART. 1.—Dit decreet bepaalt het verlofstelsel dat tijdens den oorlog, d.i., tot een bij koninklijk besluit aan te duiden datum, voor de in artikel 2 hieronder bedoelde bedienden geldt.

ART. 2.—Voor de toepassing dezer bepalingen komen in aanmerking de bedienden die uit een vader en moeder van Europeesch ras geboren zijn, den vollen leeftijd van 21 jaar bereikt hebben, in de Kolonie of in Ruanda-Urundi verblijven en gedurende ten minste 150 uren per maand dienst doen bij een of meer ondernemingen welke in de Kolonie of in Ruanda-Urundi gevestigd zijn of er een bedrijf hebben.

Van de toepassing van dit decreet zijn evenwel uitgesloten :

- 1°) de leden van het personeel in de Kolonie, onder het statuut, buiten kader of tijdelijk benoemd
- 2°) de bedienden die, wegens den aard van hun dienst, hun betrekking enkel gedurende een periode van het jaar uitoefenen en jaarlijks minstens een maand bezoldigd verlof genieten.

ART. 3.—Deze bepalingen doen geen afbreuk aan de belangrijker voordeelen welke aan de bedienden door hun contract zouden worden verleend.

AFDEELING II.

RUSTVERLOF.

ART. 4.—De bediende heeft recht op een rustverlof van een duur gelijk aan een twaalfde van de periode werkelijken dienst welken hij bij een of meer werkgevers heeft verricht sedert den datum van zijn laatsten terugkeer uit verlof of, bij gebreke van verlof, sedert den datum van zijn aankomst in de Kolonie.

De vóór den datum van het inwerking-treden van dit decreet gedane dienstperiode komt in aanmerking voor een duur van drie jaar ten hoogste.

La durée du congé de repos est limitée à six mois.

ART. 5.—Le droit au congé auquel l'employé peut prétendre s'ouvre à l'issue d'une période de trois années de services effectifs.

Pour faciliter la relève, l'employeur est en droit d'exiger que l'employé accomplisse une période supplémentaire de services d'une durée de six mois au maximum.

Cette prolongation de services peut toutefois être portée à un an si elle est effectuée au cours de l'année suivant la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Aucune prolongation de services supérieure à celles prévues aux alinéas précédents ne peut avoir lieu sans le consentement de l'employé et pour autant que ce dernier produise un certificat médical attestant que son état de santé lui permet de retarder le congé. S'il y a lieu, le certificat médical doit être renouvelé de six en six mois.

Lorsque l'employé aura accompli une période de service de trois années, l'employeur est en droit d'exiger que l'employé prenne son congé.

ART. 6.—Le congé de repos est passé en principe en Afrique du Sud.

Toutefois, l'employé peut passer ce congé dans une région salubre de l'Afrique, si son médecin traitant estime qu'un tel congé permettra l'obtention d'un résultat tout aussi favorable à la santé de l'intéressé.

SECTION III.

DU CONGE MEDICAL ANTICIPE.

ART. 7.—Avant l'expiration de la période de trois ans de services effectifs prévue à l'article 4, l'employé dont l'état de santé l'exige, peut, sur la base d'un certificat médical impératif, délivré par le médecin traitant, bénéficier d'un congé anticipé d'une durée de trois mois au maximum soit en Afrique du Sud, soit dans une région salubre de l'Afrique, conformément à la décision du dit médecin.

ART. 8.—La décision du médecin traitant est, en ce cas, susceptible d'un recours de la part de l'employeur ou de l'employé, devant une commission médicale composée de deux médecins désignés par le médecin provincial et d'un médecin désigné par l'appelant.

La commission statue à la majorité et fixe, s'il y a lieu, la région dans laquelle l'employé doit prendre le congé et la durée de celui-ci, sans qu'elle puisse dépasser trois mois.

De duur van het rustverlof wordt tot zes maanden beperkt.

ART. 5.—Het recht op verlof waarop de bediende aanspraak kan maken, begint bij het einde van een periode van drie jaar werkelijken dienst.

Ten einde de aflossing te vergemakkelijken, heeft de werkgever het recht te eischen dat de bediende gedurende een verdere periode van hoogstens zes maanden dienst doet.

Deze dienstverlening kan evenwel op een jaar worden gebracht, indien zij geschiedt in den loop van het jaar volgende op den datum van het inwerkingtreden van dit decreet.

De dienst kan niet verder verlengd worden dan in de vorige leden bepaald is, zonder toestemming van den bediende en mits deze een geneeskundig getuigschrift voorlegt, waaruit blijkt dat zijn gezondheidstoestand hem toelaat het verlof uit te stellen. In voorkomend geval, moet het geneeskundig getuigschrift om de zes maanden worden vernieuwd.

Wanneer de bediende een periode van drie jaar dienst heeft gedaan, is de werkgever gerechtigd te eischen dat de bediende met verlof ga.

ART. 6.—Het rustverlof wordt in beginsel in Zuid-Afrika doorgebracht.

De bediende mag, evenwel, dit verlof in een gezonde streek in Afrika doorbrengen, indien de geneesheer die hem behandelt oordeelt dat zulk een verlof even gunstig voor de gezondheid van den betrokken persoon zal uitvallen.

AFDEELING III.

VERVROEGD GENEESKUNDIG VERLOF.

ART. 7.—Vóór de in artikel 4 bepaalde periode van drie jaar werkelijken dienst verstreken is, kan de bediende wiens gezondheidstoestand het vereischt, op grond van een gebiedend geneeskundig getuigschrift vanwege den geneesheer die hem behandelt, een vervroegd verlof van hoogstens drie maanden bekomen, hetzij in Zuid-Afrika, hetzij in een gezonde streek in Afrika, overeenkomstig de beslissing van gemelden geneesheer.

ART. 8.—Tegen de beslissing van den handelenden geneesheer kan, in dit geval, de werkgever of de bediende beroep instellen bij een geneeskundige commissie, bestaande uit twee door den provincialen geneesheer aangedeuide geneesheeren en een geneesheer door den eischer in beroep aan te duiden.

De commissie beslist bij meerderheid van stemmen en bepaalt, in voorkomend geval, de streek waar de bediende moet met verlof gaan en den duur van het verlof, welke evenwel drie maanden niet mag overschrijden.

Les facilités nécessaires sont accordées à l'employé pour lui permettre de se rendre devant la commission médicale.

Tous frais occasionnés par la comparution devant la commission médicale sont à charge de l'employeur.

SECTION IV.

Du TRAITEMENT ET DES INDEMNITES DE CONGE.

ART. 9.—Pendant la durée du congé de repos ou du congé médical anticipé à passer dans une région salubre de la Colonie ou du Ruanda-Urundi, les employés ont droit :

- 1^o) à la rémunération dont ils bénéficient en période d'activité, à l'exclusion des primes et commissions;
- 2^o) aux allocations familiales accordées par l'employeur aux membres de son personnel;

Par rémunération d'activité, il faut entendre :

- a) si la rémunération consiste en un appointement; le traitement de base dont bénéficie l'employé au moment du congé, soumis aux majorations et réductions que subit ce traitement;
- b) si la rémunération consiste en un salaire : la moyenne des salaires dont l'employé a bénéficié au cours des six mois précédant le congé.

ART. 10.—Pendant la durée du congé de repos ou du congé médical anticipé à passer en Afrique du Sud ou dans une région salubre de l'Afrique, en dehors de la Colonie et du Ruanda-Urundi, l'employé a droit, outre les deux tiers de sa rémunération d'activité, telle qu'elle est déterminée à l'article 9, aux autres avantages prévus pour le personnel de la Colonie en congé en Afrique du Sud.

SECTION V.

DES FRAIS DE VOYAGE POUR SE RENDRE EN CONGE OU EN REVENIR.

ART. 11.—Les employés se rendant en congé ou en revenant, ont droit aux frais de voyage et accessoires pour eux-mêmes et leurs femmes et enfants, dans les mêmes conditions que le personnel de la Colonie.

SECTION VI.

DES FRAIS MEDICAUX, CHIRURGICAUX, PHARMACEUTIQUES ET DENTAIRES, PENDANT LE CONGE.

ART. 12.—Si le congé se passe dans une région salubre de la Colonie ou du Ruanda-Urundi, les employés jouissent des soins

Aan den bediende worden de noodige faciliteiten toegestaan om zich bij de commissie te kunnen aanmelden.

Alle kosten in verband met het verschijnen vóór de geneeskundige commissie zijn ten laste van den werkgever.

AFDEELING IV.

VERLOFWEDDE EN VERGOEDINGEN.

ART. 9.—Voor den duur van het rustverlof en van het in een gezonde streek van de Kolonie of van Ruanda-Urundi door te brengen vervroegd geneeskundig verlof hebben de bedienden recht :

- 1^o) op de bezoldiging welke zij trekken in dienst, met uitzondering van premies en commissies;
- 2^o) op de gezinstoelage welke de werkgever aan de leden van zijn personeel verleent;

Onder activiteitsbezoldiging moet worden verstaan :

- a) indien de bezoldiging in een wedde bestaat : de basiswedde welke de bediende op het oogenblik van het verlof geniet, met de vermeerderingen en verminderingen die deze wedde ondergaat;
- b) indien de bezoldiging in een loon bestaat : het gemiddeld loon dat de bediende gedurende de zes maanden vóór het verlof heeft genoten.

ART. 10.—Voor den duur van het rustverlof of van het vervroegd geneeskundig verlof door te brengen in Zuid-Afrika of in een gezonde streek van Afrika, buiten de Kolonie en Ruanda-Urundi, heeft de bediende recht, benevens op de twee derden van zijn activiteitswedde, lijk zij in artikel 9 is bepaald, op de andere voordeelen welke voor het personeel der Kolonie met verlof in Zuid-Afrika zijn vastgesteld.

AFDEELING V.

KOSTEN VAN DE REIS BIJ HET MET VERLOF GAAN OF BIJ HET TERUGKEEREN.

ART. 11.—De bedienden die met verlof gaan of van verlof terugkeeren, hebben recht op de reis- en bijkomende kosten voor zichzelf en voor vrouw en kinderen in dezelfde voorwaarden als het personeel der Kolonie.

AFDEELING VI.

KOSTEN VAN DOKTER, HEELMEESTER, TANDARTS EN APOTHEKER GEDURENDE HET VERLOF.

ART. 12.—Indien het verlof in een gezonde streek van de Kolonie of van Ruanda-Urundi wordt doorgebracht, genieten de bedienden de

médicaux et pharmaceutiques dont ils bénéficient en période d'activité.

Il en est de même pour leurs femmes et enfants.

ART. 13.—S'il s'agit d'un congé en dehors de la Colonie et du Ruanda-Urundi, les frais résultant de soins médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques, concernant l'employé lui-même ou sa femme et ses enfants, sont supportés par l'employeur dans les mêmes conditions, proportions et limites que celles fixées par la Colonie pour son personnel en congé en Afrique du Sud.

SECTION VII.

DISPOSITIONS GENERALES.

ART. 14.—Quand l'employé est engagé par contrat à durée déterminée et que le congé légal se situe au cours de cette durée, l'exécution du contrat est suspendue pendant la durée du congé, voyage compris.

ART. 15.—Si, au cours de la période précédant le congé et donnant droit à celui-ci, l'employée a été au service de plusieurs, employeurs successifs la charge des frais résultant du congé de repos se répartit entre les employeurs au prorata de la durée des services accomplis chez chacun d'eux au cours de cette période.

La charge à répartir entre les employeurs en application du présent article comprend les traitements, allocations et indemnités attachés au congé, ainsi que les frais de voyage et accessoires.

Les traitements, allocations et indemnités et tous autres frais résultant du congé sont liquidés par l'employeur au service duquel l'employé se trouve au moment de prendre son congé.

L'employeur est en droit de récupérer auprès des employeurs précédents la quote-part dont ces derniers sont redevables en vertu des présentes dispositions législatives.

ART. 16.—Les dispositions de l'article 15 sont d'application aux charges résultant d'un congé médical anticipé.

La répartition des charges entre plusieurs employeurs éventuels s'effectue en reportant fictivement le congé à la date à laquelle le bénéficiaire aurait eu un droit acquis à ce même congé par l'accomplissement d'une période de services d'une durée suffisante.

ART. 17.—Quand, à son retour de congé, l'employé bénéficiaire d'un congé médical ne parfait pas chez son employeur la période de

diensten van geneesheer en apotheker welke hun gedurende hun werkelijken dienst worden verleend.

Hetzelfde geldt voor hun vrouw en kinderen.

ART. 13.—Voor een verlof buiten de Kolonie en Ruanda-Urundi worden de kosten in verband met de diensten van geneesheer, heelmeeester en apotheker ten behoeve van den bediende zelf of van diens vrouw en kinderen, gedragen door den werkgever in dezelfde voorwaarden en verhoudingen en binnen dezelfde perken als de Kolonie heeft vastgesteld voor haar personeel met verlof in Zuid-Afrika.

AFDEELING VII.

ALGEMEENE BEPALINGEN.

ART. 14.—Wanneer de bediende in dienst is genomen bij een overeenkomst voor een bepaalden duur en het wettelijk verlof binnen dien tijd valt, dan wordt de uitvoering van de overeenkomst geschorst voor den duur van het verlof, de reis inbegrepen.

ART. 15.—Indien tijdens de periode welke het verlof voorafgaat en recht op verlof geeft, de bediende bij verschillende werkgevers achtereenvolgens in dienst was, worden de kosten in verband met het rustverlof door de werkgevers gedragen in verhouding tot den duur van den dienst bij elkeen dezer in den loop van deze periode gedaan.

De last onder de werkgevers met toepassing van dit artikel te verdeelen, bevat de aan het verlof verbonden wedden, toelagen en vergoedingen, alsmede de reis- en bijkomende kosten.

De wedden, toelagen, vergoedingen en alle andere kosten in verband met het verlof worden vereffend door den werkgever in wiens dienst de bediende zich bevindt op het oogenblik wanneer hij met verlof gaat.

De werkgever is gerechtigd van de vorige werkgevers het deel terug te vorderen dat deze laatsten, met toepassing van deze wetgevende bepalingen, verschuldigd zijn.

ART. 16.—De bepalingen van artikel 15 zijn toepasselijk op de lasten in verband met een vervroegd geneeskundig verlof.

Om de lasten onder verschillende gebeurlijke werkgevers te verdeelen, wordt het verlof fictief op den datum gebracht waarop de gerechtigde een verworven recht op ditzelfde verlof zou hebben gehad, doordat hij een dienstperiode van voldoende duur had gedaan.

ART. 17.—Wanneer, bij zijn terugkeer van verlof, de bediende die een geneeskundig verlof had bekomen, bij zijn werkgever niet den

service nécessaire à l'acquisition du droit au congé qui, pour raison de santé lui a été consenti anticipativement, les traitements, allocations, indemnités, frais de voyage et autres exposés par l'employeur restent à charge de ce dernier pour la totalité si, au cours de la dite période, l'employé ne s'engage pas au service d'un nouvel employeur.

Dans le cas contraire, l'employeur ayant assumé les charges du congé médical, est en droit de récupérer auprès du nouvel employeur une quote part proportionnelle de ces charges.

ART. 18.—La Colonie intervient dans les charges du congé conformément aux dispositions de l'article 15 :

- 1°) pour les anciens membres de son personnel;
- 2°) pour les employés ayant été appelés sous les armes et qui, démobilisés, sont entrés au service d'un employeur assujetti au présent décret.

La Colonie est en droit de récupérer la quote part des traitements, allocations, indemnités, frais de voyage et autres incombant en vertu de l'article 15 :

- 1°) aux anciens employeurs des membres de son personnel;
- 2°) aux employeurs et anciens employeurs des employés mobilisés.

ART. 19.—Les frais de voyage de retour de congé de l'employé et des membres de sa famille, ainsi que les accessoires aux dits frais de voyage, ne sont définitivement à charge de l'employeur que si à son retour de congé, l'employé ne s'engage pas au service d'un autre employeur pendant une période de trois années.

Si, à son retour de congé, l'employé s'engage au service d'un nouvel employeur, les charges dont question à l'alinéa qui précède, sont supportées par cet employeur et les dépenses qui s'y rapportent sont remboursées à l'employeur qui les aura effectuées.

Si l'engagement a lieu postérieurement, ces mêmes charges sont réparties entre les employeurs au prorata de la durée des services accomplis chez chacun d'eux au cours de la période de trois ans.

ART. 20.—Les obligations de l'employeur en matière de congé envers les femmes mariées faisant partie de son personnel, ne peuvent être supérieures à celles imposées par le présent décret au bénéfice des employés célibataires.

diensttijd voltooit noodig tot het verwerven van het recht op het verlof dat hem wegens gezondheidsredenen bij voorbaat werd verleend, dan blijft het volledig bedrag der wedden, toelagen, vergoedingen, reiskosten en andere door den werkgever gedane kosten ten laste van dezen laatste, indien, gedurende deze periode de bediende niet bij een nieuwen werkgever in dienst treedt.

In het tegenovergesteld geval, is de werkgever die de lasten van het geneeskundig verlof op zich heeft genomen, gerechtigd van den nieuwen werkgever een evenredig deel van deze lasten terug te vorderen.

ART. 18.—De Kolonie komt tusschen in de lasten van het verlof overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 :

- 1°) voor de gewezen leden van haar personeel;
- 2°) voor de bedienden die onder de wapens werden geroepen en die, gedemobiliseerd, in dienst zijn getreden bij een aan dit decreet onderworpen werkgever.

De Kolonie is gerechtigd het deel der wedden, toelagen, vergoedingen, reis- en andere kosten terug te vorderen welke krachtens artikel 15 ten laste vallen van :

- 1°) de gewezen werkgevers der leden van haar personeel;
- 2°) de werkgevers en gewezen werkgevers van de gemobiliseerde bedienden.

ART. 19.—De kosten van de terugreis uit verlof van den bediende en de leden van zijn gezin, alsmede de bij deze reiskosten bijkomende kosten, zijn maar voor goed ten laste van den werkgever indien de bediende, terug van verlof, gedurende een periode van drie jaar niet bij een anderen werkgever in dienst treedt.

Indien de bediende, terug van verlof, bij een nieuwen werkgever in dienst treedt, worden de lasten waarvan sprake in het vorig lid door dezen werkgever gedragen en de desbetreffende uitgaven worden terugbetaald aan den werkgever die ze heeft gedaan.

Indien de dienstneming later geschiedt, worden dezelfde lasten onder de werkgevers verdeeld in verhouding tot den duur van de bij elkeen dezer in den loop der periode van drie jaar verrichten dienst.

ART. 20.—De verplichtingen van den werkgever inzake verlof jegens de tot zijn personeel behorende gehuwde vrouwen kunnen niet grooter zijn dan deze welke het decreet ten voordeele der ongehuwde bedienden oplegt.

ART. 21.—Les charges que les dispositions précédentes imposent du fait de l'épouse et des enfants de l'employé ne doivent être assumées par l'employeur que dans la mesure où l'épouse et les enfants ne bénéficient pas eux-mêmes d'un droit propre au congé et au paiement des frais de voyage, en application du présent décret.

ART. 22.—Les traitements, allocations, indemnités, frais de voyage et autres dont les employés et les membres de leur famille bénéficient en vertu des dispositions qui précèdent ne peuvent être cumulés avec des avantages identiques résultant de dispositions contractuelles ou légales.

Ces derniers avantages seront considérés comme caducs dans la mesure où les employés et les membres de leur famille en bénéficient en application du présent décret.

L'employé qui, pendant sa période de congé aura offert ses services à un employeur ne pourra cumuler son nouveau traitement avec les avantages quelconques auxquels il a droit pour lui-même et éventuellement pour les membres de sa famille à l'occasion de son congé.

ART. 23.—Toute stipulation contractuelle qui accorderait aux employés des avantages moindres que ceux prévus par les présentes dispositions, est nulle de plein droit.

ART. 24.—Le présent décret entre en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-Urundi à la date qui sera fixée par ordonnance du Gouverneur Général.

Londres, le 16 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 juin 1944.—Décret. Liberté d'Association.

LIBERTE D'ASSOCIATION. EXPOSE DES MOTIFS.

La liberté d'association, quoique non garantie par la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, est de droit dans la Colonie. Si le pouvoir exécutif n'a pas pris de mesure pour la restreindre ou, dans le cas contraire, dans la limite de son intervention, chacun jouit au Congo du droit de s'associer à d'autres, pour des fins légitimes.

Mais la législation coloniale ne prévoit pas, comme le fait en Belgique la loi du 24 mai 1921, des sanctions contre ceux qui portent atteinte à ce droit. Tel est l'objet du présent décret.

Le Ministre,

A. DE VLEESCHAUWER.

ART. 21.—De lasten welke de vorige bepalingen opleggen wegens de echtgenoot en de kinderen van den bediende moeten door den werkgever maar worden gedragen, in zoover de echtgenoot en de kinderen met toepassing van dit decreet geen eigen recht hebben op verlof en op betaling der reiskosten.

ART. 22.—De wedden, toelagen, vergoedingen, reis- en andere kosten welke de bedienden en de leden van hun gezin bekomen krachtens de voorgaande bepalingen, kunnen niet met volkomen gelijke, uit bedongen of wettelijke bepalingen voortvloeiende voordeelen worden samengevoegd.

Deze laatste voordeelen zullen worden beschouwd als vervallen in zoover de bediende en de leden van hun gezin ze met toepassing van dit decreet bekomen.

De bediende die gedurende zijn verlof zijn dienst aan een werkgever heeft aangeboden, kan zijn nieuwe wedde niet samenvoegen met de voordeelen van welken aard ook, waarop hij, ter gelegenheid van zijn verlof recht heeft voor zich zelf en, in voorkomend geval voor de leden van zijn gezin.

ART. 23.—Alle contractsbepaling waarbij aan de bedienden geringer voordeelen worden toegekend dan de in de voorgaande bepalingen vermeld, is van rechtswege ongeldig.

ART. 24.—Dit recht treedt in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi in werking op den dag die bij ordonnantie van den Gouverneur-Generaal zal worden vastgesteld.

Londen, 16 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 Juni 1944. — Decreet. Vrijheid van Vereeniging.

VRIJHEID VAN VEREENIGING. MEMORIE VAN TOELICHTING.

De vrijheid van vereeniging, hoewel niet gewaarborgd door de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo, bestaat rehtens in de Kolonie. Indien de uitvoerende macht geen maatregelen heeft getroffen om ze te beperken of, in tegenovergesteld geval, binnen de perken van dezer tusschenkomst heeft eenieder in Congo het recht zich voor wettelijke doeleinden met anderen te vereenigen.

De koloniale wetgeving bepaalt echter geen straffen, zooals het, in België, de wet van 24 Mei 1921 doet, tegen hen die dat recht schenden. Dit is het voorwerp van het decreet.

De Minister,

A. DE VLEESCHAUWER.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942;

DECRETE :

ART. 1er.—Sera puni d'une servitude pénale de 8 jours à six mois et d'une amende de 50 à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, pour contraindre une personne déterminée à faire partie d'une association ou à n'en pas faire partie, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage, sa personne, sa famille ou ses biens.

ART. 2.—Sera puni des mêmes peines quiconque aura méchamment, dans le but de porter atteinte à la liberté d'association, subordonné la conclusion, l'exécution ou, même en respectant les préavis d'usage, la continuation d'un contrat d'emploi ou de travail, soit à l'affiliation, soit à la non-affiliation d'une ou de plusieurs personnes à une association.

Londres, le 21 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 juin 1944.—Décret. Commissions de Conciliation.

COMMISSIONS DE CONCILIATION ET
D'ARBITRAGE.

EXPOSE DES MOTIFS.

Par une série d'ordonnances législatives, le Gouverneur Général a institué au Congo des comités de conciliation et d'arbitrage, chargés de résoudre les conflits de travail. Cette législation va jusqu'à soumettre ces conflits à l'arbitrage obligatoire et aucun recours ne peut être formé par les parties contre les décisions des arbitres.

Non seulement, l'œuvre entreprise a soulevé maintes difficultés mais encore est-il apparu que sa conformité à loi du 18 octobre 1908 était des plus contestables.

Le présent décret reprend sur des bases nouvelles les textes élaborés en Afrique. Ses dispositions se rencontrent avec celles d'un projet de loi déposé au Sénat belge le 15 novembre 1938.

L'économie du projet est fort simple. Dès qu'éclate dans une entreprise un conflit intéressant plusieurs employés, chacune des parties peut déclancher une procédure qui

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942;

DECRETEERT :

ART. 1.—Wordt gestraft met strafdienst van 8 dagen tot zes maanden en met geldboete van 50 frank tot 500 frank, of met een van die straffen alleen, hij die, om een bepaald persoon er toe te dwingen tot een vereeniging toe te treden of tot een vereeniging niet toe te treden, zich jegens hem schuldig maakt aan feitelikheden, gewelddaden of bedreigingen of hem doet vreezen zijn betrekking te verliezen of zijn persoon, zijn familie of zijn goederen aan schade bloot te stellen.

ART. 2.—Met dezelfde straffen wordt gestraft alwie kwaadwillig, met het oogmerk de vrijheid van vereeniging te schenden, het sluiten, het uitvoeren of, zelfs met inachtneming van de gebruikelijke opzegging, het voortzetten van een bedienden- of arbeids-overeenkomst ondergeschikt maakt hetzij aan het toetreden, hetzij aan het niet toetreden van een of meer personen tot een vereeniging.

Londen, den 21 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

27 Juni 1944.—Decreet. Verzoenings Commissien.

VERZOENINGS- EN ARBITRAGE
COMMISSIEN.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

Door een reeks wetgevende ordonnanties, heeft de Gouverneur-Generaal verzoenings- en arbitrage-comités in Congo ingesteld met last de arbeidsgeschillen op te lossen. Deze wetgeving gaat zoover dat zij deze geschillen aan verplichte arbitrage onderwerpt en de partijen kunnen geen beroep instellen tegen de beslissingen der scheidsrechters.

Het ondernomen werk heeft niet alleen tal van moeilijkheden opgeworpen maar het is buitendien gebleken dat de overeenkomst ervan met de wet van 18 October 1908 zeer bewistbaar is.

De in Afrika opgemaakte teksten worden door dit decreet op nieuwe grondslagen hervat. Deze bepalingen stemmen overeen met deze van een ontwerp van wet dat op 15 November 1938 bij den Belgischen Senaat ingediend werd.

De bij het ontwerp bepaalde werkwijze is zeer eenvoudig. Zoodra er in een onderneming een geschil ontstaat dat verscheiden bedienden aanbelangt, kan elk der partijen

consiste dans la comparution devant une première commission de conciliation nommée par le chef de la Province et, éventuellement, devant la seconde commission désignée par le Gouverneur Général. Ces deux commissions ont un caractère paritaire. Si les parties ne peuvent être conciliées, elles sont invitées à signer un compromis d'arbitrage. Si elles persistent dans leur désaccord, il est dressé un procès-verbal de carence.

Cependant le chef de la Province et, éventuellement, le Gouverneur Général, peuvent s'abstenir de constituer les commissions quand le conflit est insignifiant. Il ne faudrait pas, en effet, risquer de jeter la déconsidération sur une institution très utile par des recours inopportuns ou mal fondés.

Les délais impartis pour désigner et réunir les commissions ont été calculés assez étroitement, de manière à ne point laisser en suspens pendant un temps trop long l'issue du conflit.

Si un compromis d'arbitrage est signé, il y a lieu de recourir au tribunal de première instance pour rendre la sentence arbitrale exécutoire. Il se pourrait en effet que s'élèvent des objections concernant l'ordre public. Si le tribunal estime que ces objections sont fondées, il refusera naturellement l'exéquat.

Dans l'esprit des ordonnances législatives, la possibilité de recourir à l'arbitrage obligatoire entraînait l'interdiction de toute grève ou lock-out. L'obligation de soumettre un conflit à l'arbitrage ayant disparu, il a paru équitable de n'interdire les coalitions ayant pour objet la cessation de travail que lorsque les parties n'ont pas épuisé les possibilités de conciliation qui leur sont offertes par le présent décret. Tel est l'objet de l'article 17 du décret.

Le Ministre,

A. DE VLEESCHAUWER.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ART. PREMIER.—Lorsqu'un conflit de travail existe entre employeur et plusieurs employés, chacune des parties peut, par requête adressée au chef de la Province dans laquelle l'entreprise intéressée à son siège principal d'opération, demander la constitution d'une commission de conciliation.

ART. 2.—La requête contient un exposé sommaire des faits qui ont donné lieu au con-

flit. Le chef de la Province peut, à la demande d'une des parties, constituer une commission de conciliation. Cette commission est composée de membres nommés par le chef de la Province et, éventuellement, par le Gouverneur Général. Les membres de la commission sont choisis parmi des personnes compétentes et impartiales. La commission a pour tâche de concilier les parties. Si elle ne peut parvenir à une conciliation, elle rend un rapport. Si les parties ne peuvent être conciliées, elles sont invitées à signer un compromis d'arbitrage. Si elles persistent dans leur désaccord, il est dressé un procès-verbal de carence.

Het hoofd der Provincie en, eventueel, de Gouverneur Generaal kunnen zich echter onthouden de commissies in te stellen wanneer het geschil onbeduidend is. Men dient inderdaad te vermijden dat, wegens ongepast of ongegrond beroep, een zeer nuttige instelling aan minachting worde blootgesteld.

De termijnen die voor het aanstellen en bijeenroepen der Commissies zijn bepaald, zijn tamelijk nauw berekend geworden opdat het geschil niet te lang onopgelost blijve.

Wordt er een scheidsrechterlijk vergelijk geteekend, den dient men zich tot de rechtbank van Eersten Aanleg te wenden om de scheidsrechterlijke uitspraak uitvoerbaar te maken. Er kunnen inderdaad bezwaren ontstaan in verband met de openbare orde. Acht de Rechtbank deze bezwaren gegrond, dan zal zij natuurlijk het exequatur weigeren.

Volgens den geest der wetgevende ordonnanterie had de mogelijkheid om tot verplichte arbitrage zijn toevlucht te namen het verbod van alle werkstaking of "lock-out" als gevolg. Daar de verplichting een geschil aan arbitrage te onderwerpen niet langer bestaat, komt het billijk voor samenspanning tot staking van werk slechts dan te verbieden wanneer de partijen niet al de mogelijkheden tot verzoening welke hun door dit decreet worden aangeboden hebben uitgeput. Dit is het voorwerp van artikel 17 van het decreet.

De Minister,

A. DE VLEESCHAUWER.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

ART. 1.—Wanneer er tusschen een werkgever en verschillende bedienden een arbeidsgeschil bestaat, kan ieder der partijen bij verzoekschrift tot het hoofd der Provincie waarin de betrokken onderneming haar voornaamstenbedrijfszetel heeft, de samenstelling van een verzoeningscommissie aanvragen.

ART. 2.—Het verzoek bevat een beknopte uiteenzetting der feiten die aanleiding hebben

flit et est accompagnée de tous documents ou déclarations établissant que le différend a fait l'objet d'entretiens entre parties et que des négociations directes ont échoué.

ART. 3.—La requête n'est recevable que si elle émane de personnes appartenant à l'entreprise.

ART. 4.—Saisi de la requête, et dans les cinq jours de sa réception, le Chef de la Province désigne, s'il le juge utile, une commission de trois membres et d'un secrétaire. Le président est choisi parmi les magistrats ou les fonctionnaires supérieurs de la Province. Les membres sont choisis, l'un, parmi les employeurs, ou leurs représentants, de la Province, étrangers à l'entreprise intéressée. Le secrétaire est un fonctionnaire ou agent de la Colonie.

ART. 5.—Dès que la commission est constituée le Chef de la Province transmet au Président les documents repris à l'article 2 et toute autre documentation qu'il juge utile.

ART. 6.—Le Président convoque la commission à une réunion qui se tient au lieu et à la date qu'il indique et invite les intéressés, parties au conflit, à s'y rendre ou à s'y faire représenter par certains d'entre eux. Les réunions des comités de conciliation se tiennent à huis-clos.

ART. 7.—La Commission entend les parties ou leurs représentants dans leurs explications et s'efforce de les concilier.

ART. 8.—Si un accord est obtenu, le Président fait inscrire celui-ci au procès-verbal qu'il fait signer par tous les membres et par les parties ou leurs représentants.

ART. 9.—En cas de non conciliation, le Président invite les parties à signer un compromis d'arbitrage indiquant les objets en litige et les noms des arbitres. Il prête ses bons offices aux parties pour la rédaction du compromis et le choix des arbitres.

ART. 10.—Les dispositions du Code de procédure civile relatives à l'arbitrage sont d'application aux arbitrages prévus par le présent décret.

Toutefois l'ordonnance du juge rendant la sentence exécutoire est délivrée gratuitement

gegeven tot het geschil, samen met al de documenten of verklaringen waaruit blijkt dat het geschil het voorwerp is geweest van gesprekken tusschen de partijen en dat rechtstreeksche onderhandelingen afgesprongen zijn.

ART. 3.—Het verzoek is enkel ontvankelijk wanneer het uitgaat van personen die tot de onderneming behooren.

ART. 4.—Het Hoofd der Provincie, bij wien het verzoekschrift werd ingediend, duidt binnen vijf dagen na hij de ontvangst ervan, indien hij het nuttig acht, een Commissie aan bestaande uit drie leden en een secretaris. De voorzitter wordt gekozen onder de magistraten of de hogere ambtenaren van de Provincie. De leden worden gekozen, het eene lid onder de werkgevers of hun vertegenwoordigers, het andere lid onder de bedienden of hun vertegenwoordigers die tot de Provincie maar niet tot de betrekken onderneming behooren. De Secretaris is een ambtenaar of beambte van de Kolonie.

ART. 5.—Zoodra de Commissie is samengesteld, maakt het Hoofd van de Provincie aan den Voorzitter de in artikel 2 bedoelde documenten over alsook alle andere stukken welke hij dienstig acht.

ART. 6.—De Voorzitter roept de commissie bijeen tot een vergadering op de plaats en den dag als door hem bepaald en noodigt de partijen uit zich aldaar te begeven of er zich te laten vertegenwoordigen. De vergaderingen der verzoeningscomité's worden met gesloten deuren gehouden.

ART. 7.—De Commissie hoort den uitleg van de partijen of van hun vertegenwoordigers en tracht verzoening tot stand te brengen.

ART. 8.—Indien een overeenkomst wordt bereikt, laat de Voorzitter ze inschrijven in het proces-verbaal dat hij door al de leden en door de partijen of hun vertegenwoordigers laat teekenen.

ART. 9.—In geval van nietverzoening verzoekt de Voorzitter de partijen een scheidsrechterlijk vergelijk te teekenen met vermelding van de geschilpunten en van de namen der scheidsrechters. Hij helpt bij het opstellen van het vergelijk en het kiezen der scheidsrechters.

ART. 10.—De bepalingen van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering met betrekking tot het scheidsgerecht zijn toepasselijk op de bij dit decreet voorziens scheidsrechterlijke uitspraken.

Het bevel tot ten uitvoerlegging van het vonnis wordt evenwel kosteloos afgeleverd en

et le droit proportionnel prévu à l'art. 114 du même code n'est par perçu.

ART. 11.—Si les parties déclinent de signer un compromis, le président adresse immédiatement un rapport, au nom de la Commission, au chef de la Province qui envoie au Gouverneur Général, dans les cinq jours de la réception de ce rapport, une copie du dossier en y joignant son avis.

ART. 12.—Le Gouverneur Général constitue, s'il le juge utile, dans les huit jours de la réception de l'avis prévu à l'article 11, une commission supérieure de conciliation composée de sept membres et d'un secrétaire. Le président est choisi parmi les conseillers d'une Cour d'appel. Deux des membres sont choisis parmi les fonctionnaires supérieurs ou les magistrats, deux autres parmi les employeurs, ou leurs représentants, les deux derniers parmi les employés ou leurs représentants, tous étrangers à l'entreprise intéressée. Le secrétaire est désigné parmi les fonctionnaires ou agents de la Colonie.

Dans le cas où le Gouverneur Général estimerait inutile de constituer une commission supérieure, il en fait part immédiatement, par lettre recommandée à la poste, avec avis de réception, aux parties en cause.

ART. 13.—La Commission supérieure de conciliation reprend l'examen de l'affaire, en suivant la procédure indiquée aux dispositions qui précèdent. Si la conciliation ne se produit pas, ou si un compromis d'arbitrage n'est pas signé, le Président dresse un procès-verbal de carence et l'envoie au Gouverneur Général avec le dossier. Une copie de ce procès-verbal est adressée immédiatement aux parties.

ART. 14.—Le Secrétaire Général ou, éventuellement, le chef du secrétariat de la Province, peuvent délivrer sans frais à tout intéressé qui en fait la demande une copie, certifiée conforme, des accords intervenus ou du compromis d'arbitrage.

ART. 15.—Les dépenses d'administration des commissions, ainsi que les frais de voyage et de séjour des personnes qui en font partie sont à charge de la Colonie.

ART. 16.—Les membres des Commissions s'ils ne font pas partie du personnel de la Colonie, recevront pour chaque séance des comités, un jeton dont le taux est fixé par le Gouverneur Général.

het bij art. 114 van hetzelfde wetboek bepaalde evenredig recht wordt niet geïnd.

ART. 11.—Indien de partijen weigeren een vergelijk te teekenen, richt de Voorzitter onmiddellijk, in naam van de Commissie, een verslag aan het Hoofd der Provincie die binnen vijf dagen na de ontvangst ervan, een afschrift van het dossier met zijn advies, aan den Gouverneur-Generaal zendt.

ART. 12.—Binnen acht dagen na ontvangst van het in artikel 11 bepaald advies stelt de Gouverneur-Generaal, indien hij het nuttig acht, een hoogere verzoeningscommissie in, bestaande uit zeven leden en uit een secretaris. De voorzitter wordt gekozen onder de raadsheeren van een Hof van beroep. Twee der leden worden gekozen onder de hoogere ambtenaren of de magistraten, twee andere onder de werkgevers of hun vertegenwoordigers, de twee laatste onder de bedienden of hun vertegenwoordigers, allen buiten de betrokken onderneming. De Secretaris wordt onder de ambtenaren of beambten van de Kolonie aangeduid.

Ingeval de Gouverneur-Generaal het onnoodig acht een hoogere commissie in te stellen, meldt hij dit onmiddellijk aan de betrokken partijen of aan hun vertegenwoordigers per, bij de post aangeteekend schrijven met ontvangstoewijs.

ART. 13.—Het hooger Verzoeningscommissie neemt het onderzoek van de zaak op nieuw ter hand met inachtneming van de in voorgaande bepalingen aangeduide rechtspleging. Komt er geen verzoening tot stand of wordt er geen scheidsrechterlijk vergelijk geteekend, dan maakt de Voorzitter een proces-verbaal van nietbevinding op en stuurt dit met het dossier naar den Gouverneur-Generaal. Een afschrift van dit proces-verbaal wordt onmiddellijk aan de partijen gericht.

ART. 14.—De Secretaris-Generaal of, in voorkomend geval, het Hoofd van het Secretariaat der Provincie, kunnen aan ieder belanghebbende die zulks aanvraagt, kosteloos een gewaarmerkt afschrift van de gesloten overeenkomsten of van het scheidsrechterlijk vergelijk afleveren.

ART. 15.—De uitgaven van beheer der Commissien alsook de reis-en verblijfkosten van de personen die daarvan deel uitmaken, vallen ten laste der Kolonie.

ART. 16.—De leden der Commissien, indien zij niet tot het personeel der Kolonie behooren, ontvangen voor iedere zitting van de Comité's een penning waarvan het bedrag door den Gouverneur Generaal wordt bepaald.

ART. 17, § 1.—Quiconque aura formé une coalition ayant pour objet la cessation du travail et ayant abouti à cette cessation, ou aura participé à une telle coalition, sera puni d'une servitude pénale de cinq ans au plus et d'une amende qui ne dépassera pas mille francs ou d'une de ces peines seulement.

L'interdiction portée par l'alinéa précédent cesse si le chef de la Province n'a pas désigné la commission prévue à l'article 4. Elle cesse également à la date du procès-verbal de carence prévu à article 13 ou à la date de la réception de l'avis prévu au 2e alinéa de l'article 12.

§ 2.—Sera passible des peines indiquées au § 1er, 1er alinéa, quiconque aura usé pour le même objet de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice à l'application, s'il y échet, des peines comminées par d'autres dispositions.

ART. 18.—L'ordonnance législative 277 Apaj du 18 septembre 1942 et l'ordonnance législative 158 Apaj du 8 mai 1942 sont abrogées.

Londres, le 27 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTÈRE DES COLONIES.

Distinctions honorifiques.—Retraits.

Par arrêté des Ministres réunis en Conseil du 14 février 1944, l'arrêté en date du 29 avril 1942, octroyant la Croix de Guerre 1940 à des militaires indigènes de la Force Publique, est rapporté, pour cause d'indignité, en tant qu'il concerne les nommés

MISA, matricule 13723/C, soldat de 1ère classe;

ASUDI KAPWEKA, matricule 15482/C et

MURESA, Joseph, matricule 15764/C, soldats de 2e classe.

Par arrêté des Ministres réunis en Conseil du 14 avril 1944, la médaille d'or de l'Ordre de Léopold II décernée, par arrêté royal en date du 8 avril 1938, à l'ex-chef investi LUYEYE-LUMPHUNDA, lu est retirée pour cause d'indignité.

ART. 17, § 1.—Alwie een samenspanning vormt met werkstaking als voorwerp en met deze staking als gevolg, of aan dergelijke samenspanning deel neemt wordt gestraft met strafdienst van ten hoogste vijf jaar en met een geldboete die duizend frank niet te boven gaat of met een dezer straffen alleen.

Het in voorgaand lid gestelde verbod houdt op indien het Hoofd der Provincie de in artikel 4 bepaalde Commissie niet heeft aangeduid. Het houdt ook op te bestaan op den datum van het bij artikel 13 bepaalde proces-verbaal van niet-bevinding of op den datum der ontvangst van het in het tweede lid van artikel 12 bepaald advies.

§ 2.—Is strafbaar met de in § 1, eerste lid aangeduide straffen, alwie met het zelfde oogmerk en denzelfden uitslag gebruik maakt van eenigerlij geweld daden, feitelijkheden, bedreigingen of handelingen onverminderd de gebeurlijke toepassing van de door andere bepalingen gestelde straffen.

ART. 18.—De wetgevende ordonnantie 277 P.A.G. van 18 September 1942 en de wetgevende ordonnantie 158 P.A.G. van 8 Mei 1942 worden afgeschaft.

Londen, 27 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

Eereteekens.—Ontnemingen.

Bij besluit der in Raad vergaderde Ministers van 14 Februari 1944 is het besluit van 29 April 1942 waarbij het Oorlogskruis 1940 aan inlandse militairen der Weermacht werd toegekend, ingetrokken, wegens onwaardigheid, in zoover het de genaamden

MISA, stamboeknummer 13723/C, soldaat—1ste klasse;

ASUDI KAPWEKA, stamboeknummer 15482/C en

MURESA, Jozef, stamboeknummer 15764/C soldaten—2 de klasse, betreft.

Bij besluit der in Raad vergaderde Ministers van 14 April 1944, is de bij koninklijk besluit, van 8 April 1938, aan het gewezen aangesteld hoofd LUYEYE-LUMPHUNDA verleende gouden medaille van de Orde van Leopold II hem wegens onwaardigheid ontrokken.

MINISTERE DES COLONIES DE BELGIQUE.

Marques de Fabrique et de Commerce.

DEPOTS.

1°) A été fait, le 15 avril 1944, à Léopoldville, par la Société CONRAD RAZOR BLADE COMPANY INC, ayant son siège, 47-09, 36th street, Long Island City, Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître R. JEANTY, à Léopoldville, le dépôt de la marque "CLIX" en caractères gras d'imprimerie de 8 m/m de hauteur à apposer sur Rasoirs et lames de rasoirs, rasoirs de sûreté, lames de rasoir de sûreté, couteaux, ciseaux, quincaillerie et coutellerie de toutes sortes.

2°) A été fait, le 15 avril 1944, à Léopoldville, par la Société CONRAD RAZOR BLADE COMPANY INC, ayant son siège 47-09, 36th street, Long Island City, Etat de New-York, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître R. JEANTY, à Léopoldville, le dépôt de la marque "CONRAD" en caractères d'imprimerie de 14 m/m de hauteur, le mot coupé en deux tronçons sur rectangle de 21 m/m de hauteur et de 50 m/m de longueur, le fond formant drapeau, ce rectangle se trouvant sur deux traits l'un de 3 m/m et l'autre de 1/2 m/m, à apposer sur rasoirs et lames de rasoirs, rasoirs de sûreté et lames de rasoir de sûreté, couteaux, ciseaux, quincaillerie et coutellerie de toutes sortes.

3°) A été fait, le 15 avril 1944, à Léopoldville, par la Société International General Electric Company Incorporated, 570 Lexington Avenue, New-York, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître R. JEANTY, à Léopoldville, le dépôt de la marque "MAZDA", en caractères d'imprimerie de 12 m/m de hauteur, à apposer sur lampes électriques incandescentes, bulbes électriques, tubes électriques, appareils électriques de tous genres.

4°) A été fait, le 15 avril 1944, à Léopoldville, par le Société "International General Electric Company Incorporated", 570, Lexington Avenue, New-York, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître R. JEANTY, à Léopoldville, le dépôt de la marque "G. E. EDISON", le mot "G. E. EDISON" est employé en caractères d'imprimerie de 11 m/m de hauteur disposé en arc de cercle surmonté d'un cercle à fleurons contenant les initiales G. E. en lettres écriture anglaise, à apposer sur lampes électriques incandescentes, bulbes électriques, tubes électriques, appareils électriques de tous genres.

BELGISCH MINISTERIE VAN KOLONIEN

Fabrieks-en Handelsmerken.

NEDERLEGGING.

1°) De Vennootschap "CONRAD RAZOR BLADE COMPANY INC" met maatschappelijke zetel 47-09, 36th street, Long Island City, Staat New-York, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, te Leopoldstad, heeft, op 15 April 1944, te Leopoldstad, het merk "CLIX" neergelegd in vette drukletters, 8 m/m groot, om te worden aangebracht op scheermessen en lemmers, veiligheidscheermessen en lemmertjes, messen, scharen, allerhande ijzerwaren en messen.

2°) De Vennootschap "CONRAD RAZOR BLADE COMPANY INC." met maatschappelijke zetel 47-09, 36th street, Long Island City, Staat New York, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, te Leopoldstad, heeft op 15 April 1944, te Leopoldstad, het merk "CONRAD" neergelegd in drukletters 14 m/m groot, en het woord is in twee verdeeld op een rechthoek van 21 m/m hoog en 50 m/m lang met een vlag als achtergrond. De rechthoek staat op twee strepen, de eene 3 m/m, de andere 1/2 m/m breed. Het merk wordt aangebracht op scheermessen- en lemmers, veiligheidscheermessen en lemmertjes, messen, scharen, allerhande ijzerwaren en messen.

3°) De Vennootschap "International General Electric Company Incorporated", 570 Lexington Avenue, New-York, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, te Leopoldstad, heeft, op 15 April 1944, te Leopoldstad het merk "MAZDA" neergelegd, in drukletters 12 m/m groot, om te worden aangebracht op elektrische gloeilampen, elektrische bollen, elektrische buizen en allerhande elektrische toestellen.

4°) De Vennootschap "International General Electric Company Incorporated", 570, Lexington Avenue, New York, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY, te Leopoldstad, heeft op 15 April 1944, te Leopoldstad, het merk "G. E. EDISON" neergelegd het woord "G. E. EDISON" wordt gebruikt in drukletters 11 m/m groot, geplaatst in cirkelboog, met erboven een cirkel in bloemwerk waarin de beginletters G. E., in Engelsch schrift voorkomen. Dit merk wordt aangebracht op elektrische gloeilampen, elektrische bollen, elektrische buizen en allerhande elektrische toestellen.

5°) A été fait, le 21 avril 1944, à Léopoldville, par la Société Don Juan, Inc., représentée par Maître R. JEANTY, à Léopoldville, le dépôt de la marque "Don Juan" en écriture batarde employée dans les dimensions de 4 m/m de hauteur, à servir sur tous articles de parfumerie et fards, comprenant rouges à lèvres, rouges, teintures, crèmes, pommades pour lèvres, bâtonnets de camphre glacé, crayons pour sourcils, mascara, crèmes pour visage et lotions, poudre pour visage et pour le corps, argile et crèmes pour masques, huiles faciales, crèmes et lotions pour mains, shampoings, préparations pour teindre et faire briller les cheveux, teintures, lotions capillaires, préparations pour mise en plis, vernis à ongles et dissolvants, parfums, eaux de toilette, astringents, dépilatoires, désodorants, savons parfumés et produits chimiques pour fabriquer parfums.

6°) A été fait, le 24 avril 1944, à Elisabethville, par la Société "Meehanite Metal Corporation", ayant son siège social à Chanatooga, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître HUMBLE, avocat à Elisabethville, le dépôt de la marque "MEEHANITE", en caractères d'imprimerie, employée dans les dimensions de 3 m/m de hauteur et 4 cm. de longueur pour être apposée sur les produits de la fabrication et de vente des pièces forgées, ou fondues en acier ou alliage d'acier ainsi que sur ses emballages.

7°) A été fait, le 24 avril 1944, à Elisabethville, par la Société "Meehanite Metal Corporation" ayant son siège social à Chanatooga, Etats-Unis d'Amérique, représentée par Maître HUMBLE, avocat à Elisabethville, le dépôt de la marque "METAL", en caractères d'imprimerie, employée dans les dimensions 3 cm. 1/2 de hauteur et 5 cm. de longueur pour être apposée sur les produits de la fabrication et de vente des pièces forgées ou fondues en acier ou alliage d'acier ainsi que sur les emballages.

CESSIONS.

1°) Mention est faite de la cession de la marque No. 31/B "EVERITE", en pleine et entière propriété à la Turners Asbestos Cement Company Limited of Woodland Road, Spotland, Rochdale, Angleterre, par pouvoir remis le 11 février 1943.

2°) Mention est faite de la cession de la marque No. 15/B. "BOLIDE", en pleine et entière propriété à la Texas Petroleum Company, par pouvoir remis le 31 décembre 1943.

5°) De Vennootschap "Don Juan, Inc." vertegenwoordigd door Mr. R. JEANTY te Leopoldstad heeft op 21 April 1944, te Leopoldstad, het merk "Don Juan" neergelegd, in basterdschrift met letters 4 m/m groot. Het merk wordt benuttigd voor alle reukwerk artikelen en blanketsels, waaronder lippenrood, roodsels, verfmiddelen, crème, lippenpommade, camferstokjes, werkbrauwstiften, mascara, crème voor het gelaat en schoonheidswater, poeder voor het gelaat en het lichaam, klei en crème voor maskers, oliën voor het aangezicht, crème en waschmiddelen voor de handen, shampoings, preparaten om het haar te verven en te doen blinken, verven waschmiddelen voor het haar, preparaten voor haarplooing, nagelvernis, en oplossingsmiddelen, reukwerk, toiletwaters, samentrekkende, reukontnemende en ontharingsmiddelen, reukzeepen en scheikundige producten voor het vervaardigen van reukwerk.

6°) De Vennootschap "Meehanite Metal Corporation" hebbende haar maatschappelijke zetel te Chanatooga, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. HUMBLE, advocaat te Elisabethstad, heeft op 24 April 1944, te Elisabethstad, het merk "MEEHANITE" neergelegd, in drukletters volgens de afmetingen van 3 m/m hoogte op 4 cm. lengte, om te worden aangebracht op de fabrikaat- en verkoopproducten der gesmede of gegoten stukken uit staal of staallegeering alsook op zijn verpakkingen.

7°) De Vennootschap "Meehanite Metal Corporation", hebbende haar maatschappelijke zetel de Chanatooga, Vereenigde Staten van Amerika, vertegenwoordigd door Mr. HUMBLE, advocaat te Elisabethstad, heeft op 24 April 1944, te Elisabethstad, het merk "METAL" neergelegd, in drukletters volgens de afmetingen van 3 cm. 1/2 hoogte op 5 cm. lengte, om te worden aangebracht op de fabrikaat- en verkoopproducten der gesmede of gegoten stukken uit staal of staallegeering alsook op de verpakkingen.

AFSTAND.

1°) Melding wordt gemaakt van den afstand in vollen eigendom van het merk Nr. 31/B "EVERITE" aan de "Turners Asbestos Cement Company Ltd." van Woodland Road, Spotland, Rochdale, England, bij op 11 Februari 1943 gegeven volmacht.

2°) Melding wordt gemaakt van den afstand in vollen eigendom van het merk Nr. 15/B "BOLIDE" aan de "Texas Petroleum Company", bij op 31 December 1943 gegeven volmacht.

ERRATA.

Bulletin Officiel No. 6 du 1er juin 1944.

pp. 185 et 187 Lire :

“ 22 décembre 1943 ” au lieu de “ 28 février 1944 ”.

pp. 185 et 194 lire :

“ 20 avril 1944 Arrêté ” au lieu de “ 20 avril 1944 Décret ”.

ERRATA.

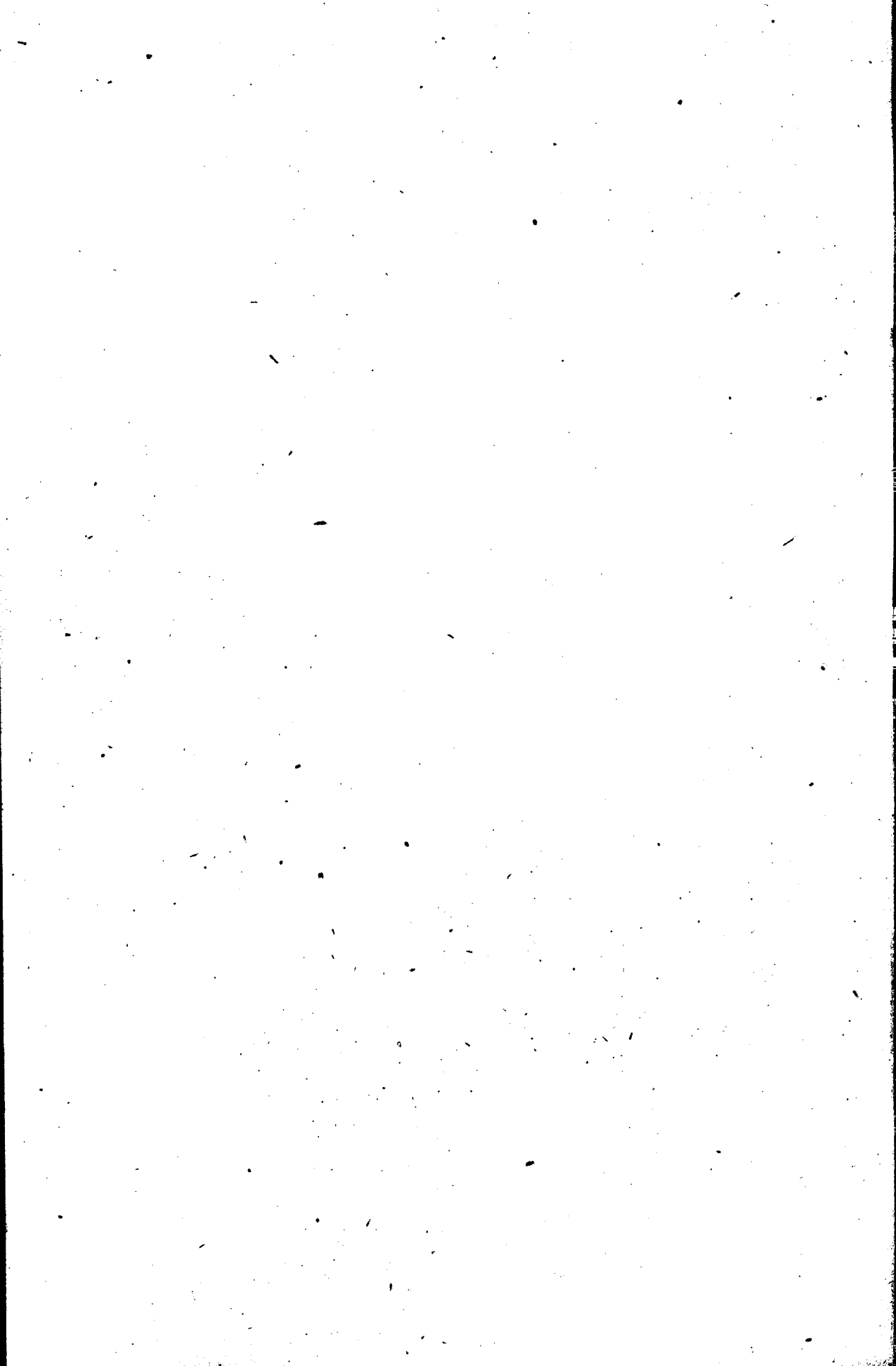
Ambtelijk Blad Nr. 6 van 1 Juni 1944.

blz. 185 en 187 Lees :

“ 22 December 1943 in plaats van 28 Februari 1944 ”.

blz. 185 en 194 Lees :

“ 20 April 1944 Besluit ” in plaats van “ 20 April 1944 - Decreet ”.



Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES	PAGES
<i>Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.</i>	
Convention internationale relative à la circulation automobile, signée à Paris, le 24 avril 1926.—Ratification et adhésions	270
Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève, le 17 juin 1925.—Adhésion de l'U.R.S.S.	270
Convention internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912.—Adhésion de l'Arabie Saoudienne. 2. Convention internationale, relative aux stupéfiants, adoptée par la deuxième conférence de l'opium et signée à Genève, le 19 février 1925.—Ratification par la Birmanie	270
Consultats étrangers au Congo Belge	271
<i>Ministère des Colonies.</i>	
7 mars 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Eliakim HASSON	271
12 mai 1944.—Décret. Code pénal	271
10 juin 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière "Cololacs" du droit d'exploiter l'étain dans le polygone "Colomines-Est No. 22"	272
15 juin 1944.—Arrêté. Nomination de M. René BRASSEUR en qualité d'administrateur de complément de la Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains	274
18 juin 1944.—Décret. Nomination de M. Jules BAUDINE en qualité d'administrateur de complément de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo	274
8 juillet 1944.—Arrêté. Nomination de M. H. LEBEAU en qualité de commissaire-gérant de la Cie Immobilière du Nord du Kivu	275
8 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes d'un terrain de 35 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944.—Approbation	275
8 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Soeurs de la Charité de Namur, d'un terrain de 3 Ha. 7 ares, sis à Banningville. Convention du 9 juin 1944. Approbation	277
8 juillet 1944.—Décret. Concession à la Sté BUCHS, SETTE et Cie d'un terrain de 162 Ha, sis à Befori. Convention du 16 mai 1944. Approbation	278
Marques de fabrique	279
Avis divers.—Société Congolaise des Pétroles SHELL	280

INHOUD

DAGTEKENING	Blz.
<i>Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel.</i>	
Internationale Overeenkomst betreffende het auto-verkeer, ondertekend te Parijs, op 24 April 1926.—Bekrachtiging en toetredingen	270
Protocol betreffende het verbod van gebruik, in den oorlog, van stik-, gift- of dergelijke gassen en van bacteriologische middelen, geteekend te Genève op 17 Juni 1925.—Toetreding der U.S.S.R.	270
Internationale opium-overeenkomst, ondertekend te 's Gravenhage op 23 Januari 1912.—Toetreding van Saoudi-Arabie. 2. Internationale overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, aangenomen door de tweede opium-conferentie en ondertekend te Genève op 19 Februari 1925.—Bekrachtiging door Burma	270
Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo.	271
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
7 Maart 1944. Decreet. Verleening van de Belgische Nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den H. Eliakim HASSON	271
12 Mei 1944.—Decreet. Wetboek van Strafrecht	271
10 Juni 1944.—Decreet. Verleening aan de Mijn-vennootschap "Cololacs" van het recht tin te winnen in den veelhoek "Colomines-Oost No. 22"	272
15 Juni 1944.—Besluit. Benoeming van den H. René BRASSEUR tot beheerder ter aanvulling van de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains"	274
18 Juni 1944.—Decreet. Benoeming van den H. Jules BAUDINE tot beheerder ter aanvulling van de "Société Internationale Forestière et Minière du Congo"	274
8 Juli 1944.—Besluit. Benoeming van den H. H. LEBEAU tot Commissaris-Zaakvoerder der "Cie Immobilière du Nord du Kivu"	275
8 Juli 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de "Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes" van een grond van 35 Ha. te Gombe-Matadi"	275
8 Juli 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de "Congrégation des Soeurs de Charité de Namur" van een grond van 3 Ha. 7 aren te Banningville. Overeenkomst van 9 Juni 1944.—Goedkeuring	277
8 Juli 1944.—Decreet. Afstand aan de "Sté BUCHS SETTE & Co." van een grond van 16 Ha, te Befori. Overeenkomst van 16 Mei 1944. Goedkeuring	278
Fabrieksmerken	279
Allerlei Berichten.—"Société Congolaise des Pétroles SHELL"	280

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR.

Convention internationale, relative à la circulation automobile, signée à Paris, le 24 avril 1926. Ratification et adhésions.

Le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur a reçu avis des ratification et adhésions suivantes concernant la Convention Internationale, relative à la circulation automobile, signée à Paris, le 24 avril 1926 :

Australie, adhésion 21 juillet 1937.
Terre-Neuve, adhésion 20 octobre 1937.
Mexique, ratification 7 mars 1940.

Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève, le 17 juin 1925. Adhésion de l'U.R.S.S.

Il résulte d'informations reçues par le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur que l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a adhéré, le 5 avril 1928, au Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève, le 17 juin 1925.

Convention internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912. Adhésion l'Arabie Saoudienne. 2.—Convention internationale, relative aux stupéfiants, adoptée par la deuxième conférence de l'opium et signée à Genève, le 19 février 1925. Ratification par la Birmanie.

Il résulte d'informations reçues par le Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur que l'Arabie Saoudienne a adhéré, le 19 février 1943, à la Convention Internationale de l'opium, signée à La Haye, le 23 janvier 1912, et que, le 1er janvier 1937, ont été déposés les instruments de ratification de Sa Majesté britannique, pour la Birmanie, sur la Convention Internationale, relative aux stupéfiants, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium et signée à Genève, le 19 février 1925.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN HANDEL.

Internationale overeenkomst betreffende het autoverkeer, ondertekend te Parijs, op 24 April 1926. Bekrachtiging en toetredingen.

Het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel heeft bericht ontvangen van de volgende bekrachtiging en toetredingen aangaande de Internationale Overeenkomst betreffende het autoverkeer, ondertekend te Parijs, op 24 April 1926 ;

Australië, toetreding 21 Juli 1937.
Newfoundland, toetreding 20 October 1937.
Mexico, bekrachtiging 7 Maart 1940.

Protocol betreffende het verbod van gebruik, in den oorlog, van stik-, gift- of dergelijke gassen en van bacteriologische middelen, geteekend te Genève op 17 Juni 1925. Toetreding der U.S.S.R.

Uit berichten die door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel werden ontvangen blijkt dat de Unie der Socialistische Sovjet-Republieken op 5 April 1928 toegetreden is tot het Protocol betreffende het verbod van gebruik, in den oorlog, van stik-, gift- of dergelijke gassen en van bacteriologische middelen, geteekend te Genève op 17 Juni 1925.

Internationale opium-overeenkomst, ondertekend te 's Gravenhage op 23 Januari 1912. Toetreding van Saoedi-Arabie. 2.—Internationale overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, aangenomen door de tweede opium-conferentie en ondertekend te Genève op 19 Februari 1925. Bekrachtiging door Burma.

Uit inlichtingen ontvangen door het Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen Handel blijkt dat Saoedi-Arabie, op 19 Februari 1943 is toegetreden tot de Internationale Opium—Overeenkomst, ondertekend te s' Gravenhage op 23 Januari 1912, en dat, op 1 April 1937, werden neergelegd de akten betreffende de bekrachtiging welke door Zijne Britsche Majesteit, voor Burma werd verleend aan de Internationale Overeenkomst betreffende de verdoovingsmiddelen, aangenomen door de tweede Opium—Conferentie en ondertekend te Geneve, op 19 Februari 1925.

CONSULATS ETRANGERS AU CONGO BELGE.

A la date du 8 avril 1944, M. SCHARFF (Pierre) a reçu l'autorisation nécessaire pour exercer les fonctions de Consul Général honoraire de Grèce à Stanleyville.

MINISTERE DES COLONIES.

7 mars 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Eliakim HASSON.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu le décret du 27 décembre 1892, formant le titre 1 du Livre 1 du Code Civil congolais ;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité ;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La nationalité belge de statut colonial est accordée à Eliakim HASSON, sujet Italien, commerçant résidant à Elisabethville, fils de Jacob de Jamila COHEN, né à Rhodes le 15 avril 1904.

Londres, le 7 Mars 1944.

12 mai 1944.—Décret. Code pénal.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge ;

Vu la loi du 24 août 1925 sur le gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 destiné à assurer le gouvernement et l'administration du Congo belge et du Ruanda-Urundi ;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Il est ajouté au décret du 30 janvier 1940 formant le Code pénal de la Colonie un article 171 bis ainsi conçu :

ART. 171 bis. Le minimum des peines portées par les articles 167, 168 et 170, al. 1 du Code pénal sera doublé.

VREEMDE CONSULATEN IN BELGISCH-CONGO.

Op datum van 8 April 1944, heeft de Hr. SCHARFF (Pierre) de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul-Generaal *ad honorem* van Griekenland te Stanleystad uit te oefenen.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

7 Maart 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische Nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den H. Eliakim HASSON.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 29 April 1942 ;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel 1 Boek 1 van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek ;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voornoemd decreet ;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan Eliakim HASSON, Italiaansch onderdaan, handelaar verblijvend te Elisabethstad, zoon van Jacob en van Jamila COHEN, geboren te Rhodes, den 15ⁿ April 1904.

Londen, den 7ⁿ Maart 1944.

12 Mei 1944.—Decreet, Wetboek van Strafrecht.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 24 Augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 bestemd om de regeering en het bestuur van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi te verzekeren ;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—Aan het decreet van 20 Januari 1940 dat het Wetboek van strafrecht van de Kolonie uitmaakt, wordt een artikel 171bis toegevoegd, luidend als volgt :

ART. 171bis.—Het minimum der in de artikelen 167, 168 en 170, eerste lid, van het Wetboek van Strafrecht bepaalde straffen wordt verdubbeld ;

- 1°) si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle ou à l'aide de laquelle l'attentat a été commis ;
- 2°) s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle ;
- 3°) s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus indiquées ;
- 4°) si l'attentat a été commis, soit par des fonctionnaires publics ou des ministres d'un culte qui ont abusé de leur position pour le commettre, soit par des médecins, chirurgiens, accoucheurs envers les personnes confiées à leurs soins ;
- 5°) si le coupable a été aidé dans l'exécution de l'infraction par une ou plusieurs personnes.
- 6°) si l'infraction a causé à la victime une altération grave de sa santé.

Londres, le 12 mai 1944.

A. D. VLEESCHAUWER.

10 juin 1944.—Décret. Octroi à la Compagnie Minière "Cololacs" du droit d'exploiter l'étain dans le polygone "Colomines-Est No. 22".

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu le décret du 24 septembre 1937, portant législation générale sur les mines, ainsi que les actes législatifs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le décret du 16 janvier 1940, apportant une dérogation temporaire à l'article 65 du décret du 24 septembre 1937.

DECRETE :

ART. 1.—Le droit d'exploiter l'étain est accordé à la Compagnie Minière "COLOLACS" dans la concession dénommée "COLOMINES-EST No. 22."

Ce droit est accordé jusqu'au 31 décembre 2010 à partir de la date du présent décret.

- 1°) indien de schuldigen bloedverwanten in de opgaande linie zijn van den persoon op wien of met wiens behulp de aanranding werd gepleegd ;
- 2°) indien zij behooren tot de klasse van degenen dien over hem gezag voeren ;
- 3°) indien zij zijn onderwijzers of zijn loondienaars zijn of de dienaars van voormelde personen ;
- 4°) indien de aanranding gepleegd werd hetzij door openbare ambtenaren of bedienaars van een eeredienst die om de aanranding te plegen, misbruik van hun positie hebben gemaakt, hetzij door geneesheeren, heilkundigen, vroedmeesters op personen die aan hun zorgen waren toevertrouwd ;
- 5°) indien de schuldige bij de uitvoering van het misdrijf door één of meer personen werd geholpen ;
- 6°) indien het misdrijf de gezondheid van het slachtoffer erg heeft gekrenkt.

Londen, den 12ⁿ Mei 1944.

A. D. VLEESCHAUWER.

10 Juni 1944.—Decreet. Verleening aan de Mijnvennootschap "Cololacs" van het recht tin te winnen in den veelhoek "Colomines-Oost Nr. 22".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 ;

Gelet op het decreet van 24 September 1937, houdende de algemeene mijnwetgeving alsook de wetgevende akten die het hebben gewijzigd of aangevuld ;

Gelet op het decreet van 16 Januari 1940 waarbij een tijdelijke afwijking van artikel 65 van het decreet van 24 September 1937 wordt bepaald,

DECRETEERT :

ART. 1. — Aan de mijnvennootschap "COLOLACS" wordt het recht verleend tin te winnen in de concessie genaamd "COLOMINES-OOST Nr. 22."

Dit recht wordt, met ingang van den datum van dit decreet tot op 31 December 2010 verleend.

Les limites de la concession sont déterminées comme suit :

A.—DESCRIPTION DES LIMITES.

De la borne 1, un align. droit de	
Van grenspaal 1, leidt een rechte rooilijn van	
„ 2 „ „	
„ 29 „ „	
„ 28 „ „	
„ 27 „ „	
„ 26 „ „	
„ 25 „ „	
„ 24 „ „	
„ 23 „ „	
„ 3 „ „	
„ 4 „ „	
„ 5 „ „	
„ 6 „ „	
„ 7 „ „	
„ 37 „ „	
„ 38 „ „	
„ 8 „ „	

De grenzen der concessie zijn bepaald als volgt :

A.—BESCHRIJVING VAN DE GRENZEN.

680m. azimuth 100gr. 55	mène à la borne 2
680m. azimuth 100gr. 55	naar grenspaal 2
660m. „ 100gr. 55	„ 29
992m.9 „ 169gr. 23	„ 28
838m.8 „ 183gr. 83	„ 27
709m.8 „ 205gr. 82	„ 26
921m.3 „ 258gr. 12	„ 25
682m.9 „ 173gr. 16	„ 24
985m.2 „ 180gr. 94	„ 23
760m. „ 276gr. 66	„ 3
600m. „ 277gr. 22	„ 4
430m. „ 300gr.	„ 5
670m. „ 384gr. 44	„ 6
1000m. „ 383gr. 33	„ 7
1082m.3 „ 385gr. 08	„ 37
824m. „ 380gr. 34	„ 38
900m. „ 31gr. 20	„ 8
875m.6 „ 31gr. 20	„ 1

B.—SITUATION DES BORNES D'ANGLE.

La borne 29 est située à 4.502m. 8 az. 224gr. 11 du confluent des rivières Amuvili-Utauku.
Grenspaal 29 staat op 4.502m. 8 az. 224gr. 11 van de samenvloeiing der Amuvili-Utauku-rivieren.

B.—PLAATS VAN DE HOEKPALEN.

C.—REMARQUES.

Les azimuths sont exprimés en grades et en minutes centésimales. Ils se mesurent à partir du Nord vrai et croissent dans le sens du mouvement des aiguilles d'une montre.

Le polygone est situé à 5 Km. environ à l'Ouest du Camp Utamba de la Cololacs.

La superficie en est de 1.012 hectares.

ART. 2.—Le concessionnaire a le droit, sous réserve des droits des tiers indigènes ou non-indigènes, et conformément aux lois, décrets et règlements sur la matière, d'exploiter les mines concédées.

ART. 3.—La concessionnaire s'oblige à se soumettre à toutes les rectifications occasionnées par la vérification des limites du polygone qui sera faite ultérieurement. La Colonie se réserve le droit de faire prononcer la déchéance contre le concessionnaire si ce dernier ne se soumettait pas à cette obligation.

Londres, le 10 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

C.—OPMERKINGEN.

De azimuths zijn uitgedrukt in graden en centesimale minuten. Zij worden gemeten van af het werkelijk Noorden en vergrooten volgens den gang der wijzers van een uurwerk.

De veelhoek is gelegen op ongeveer 5 Km. ten Westen van het Utamba-kamp der "Cololacs."

Zijn oppervlakte beslaat 1.012 hectaren.

ART. 2.—De concessiehouder heeft het recht, onder voorbehoud der rechten van derden, inlanders of niet- inlanders, en overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen terzake, de in concessie gegeven mijnen te ontginnen.

ART. 3.—De concessiehouder gaat de verbintenis aan zich te onderwerpen aan al de wijzigingen veroorzaakt door het nazicht der grenzen van den veelhoek dat later zou geschieden. De Kolonie behoudt zich het recht voor, verval te doen uitspreken tegen den concessiehouder, indien hij zich aan deze verplichting niet onderwerpt.

Londen, 10 Juni, 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

15 juin 1944.—Arrêté. Nomination de M. René BRASSEUR en qualité d'administrateur de complément de la Cie des Chemins de Fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 16 de l'arrêté-loi du 19 février 1942, relatif à l'Administration, en temps de guerre, des sociétés commerciales ou à forme commerciale,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—M. René BRASSEUR, administrateur de sociétés est nommé administrateur de complément de la Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme belge, dont le siège social est à Albertville (Congo Belge).

Londres, le 15 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 juin 1944.—Décret. Nomination de M. Jules BAUDINE en qualité d'administrateur de complément de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation en temps de guerre des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge ;

Vu la nécessité de compléter l'administration de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, en territoire congolais, malgré la présence d'administrateurs aux États-Unis d'Amérique ;

Revu l'arrêté du 21 août 1943,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER.—Mr. Jules BAUDINE, Directeur de la Société Internationale Forestière et Minière du Congo (FORMINIERE) dont le siège social est à Tshikapa (Congo Belge) est

15 Juni 1944.—Besluit. Benoeming van den H. René BRASSEUR tot beheerder ter aanvulling van de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 16 van de besluit-wet van 19 Februari 1942, betreffende het beheer in oorlogstijd, van handelsvennootschappen of vennootschappen in handelsvorm,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De Hr. René BRASSEUR, beheerder van vennootschappen wordt tot beheerder ter aanvulling benoemd van de "Cie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains" Belgische Naamlooze Vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel te Alberstad (Belgisch-Congo) gevestigd is.

Londen, 15 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

18 Juni 1944.—Decreet. Benoeming van den H. Jules BAUDINE tot beheerder ter aanvulling van de "Société Internationale Forestière et Minière du Congo".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939, waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 ;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, vereenigingen en inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch Koloniaal recht ;

Gezien het noodig is het Beheer der "Société Internationale Forestière et Minière du Congo" op het Congoleesch grondgebied aan te vullen, niettegenstaande de aanwezigheid van beheerders in de Vereenigde Staten van Amerika ;

Herzien het besluit van 21 Augustus 1943,

DECRETEERT :

ARTIKEL 1.—De Hr. Jules BAUDINE, Directeur der "Société Internationale Forestière et Minière du Congo" (FORMINIERE) waarvan de maatschappelijke zetel te Tshikapa (Belgisch-

nommé, à la date du 21 août 1943, administrateur de complément de cette société; il exerce, à partir de cette date, les droits conférés par le décret du 14 mai 1942 aux administrateurs de complément.

ARTICLE 2.—L'arrêté du 21 août 1943, nommant Mr. BAUDINE aux mêmes fonctions, est rapporté.

Londres, le 18 juin 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 juillet 1944.—Arrêté. Nomination de M. H. LEBEAU en qualité de commissaire-gérant de la Cie Immobilière du Nord du Kivu.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 13 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique, de droit colonial belge,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Monsieur H. LEBEAU, Directeur du Domaine au Comité National du Kivu, est nommé commissaire-gérant de la Compagnie Immobilière du Nord du Kivu (CIMNOKI).

ARTICLE 2.—Mr. LEBEAU, en sa qualité de commissaire-gérant, jouira des pouvoirs reconnus au Conseil d'Administration de la Compagnie Immobilière du Nord du Kivu, en vertu de ses statuts.

ARTICLE 3.—La rémunération de Mr. LEBEAU sera fixée par le Gouverneur Général.

Londres, le 8 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 juillet 1944.—Arrêté.—Cession gratuite à la Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes d'un terrain de 35 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

Congo) gevestigd is, wordt op 21 Augustus 1943 tot beheerder ter aanvulling van deze vennootschap benoemd; met ingang van dien datum, oefent hij de rechten uit welke bij het decreet van 14 Mei 1942 aan de beheerders ter aanvulling worden toegekend.

ARTIKEL 2.—Het besluit van 21 Augustus 1943 waarbij de Hr. Baudine tot het zelfde ambt werd benoemd, wordt ingetrokken.

Londen, 18 Juni 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 Juli 1944.—Besluit. Benoeming van den H. H. LEBEAU tot Commissaris-Zaakvoerder der "Cie Immobilière du Nord du Kivu".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 13 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer, in oorlogstijd, van de burgerlijke en handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen van openbaar nut, volgens het Belgisch-Koloniaal recht,

BESLUIT :

ARTIKEL 1.—De Heer H. LEBEAU, Directeur van het Domein bij het Nationaal Comité van Kivu, wordt tot commissaris-zaakvoerder van de "Compagnie Immobilière du Nord du Kivu (CIMNOKI)" benoemd.

ARTIKEL 2.—De Heer LEBEAU, geniet als commissaris-zaakvoerder de macht welke aan den Raad van Beheer van de "Compagnie Immobilière du Nord du Kivu" krachtens haar statuten wordt verleend.

ARTIKEL 3.—De bezoldiging van den Hr. LEBEAU wordt door den Gouverneur Generaal vastgesteld.

Londen, 8 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 Juli 1944.—Besluit. Kostelooze afstand aan de "Congrégation des Frères des Ecoles Chrétiennes" van een grond van 35 Ha. te Gombe-Matadi".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

BESLUIT ;

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la " CONGRÉGATION DES FRÈRES DES ECOLES CHRÉTIENNES " personnalité civile reconnue par décret du 21 janvier 1910, représentée par son représentant légal, le Révérend Frère J. TORDEUR, en religion Révérend Frère VERON IGNACE, dûment agréé suivant publication au B.A.C. de 1937, page 424, ci-après dénommée la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté de 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de mission situé à Gombe Matadi, d'une superficie de trente cinq hectares (35 Ha.) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10^e de leur surface par des constructions complètement achevées répondant à la destination du fonds (église, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes etc.).
- b) les terres cultivées sur 1/5^e au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou autres ;
- c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares ;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1^{er} et 2^{ème} alinéas—du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir, dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de 3 Ha. 50 ares. Les essences à employer seront : le Kambala, le Cassia Siamea et l'Eucalyptus.

Les travaux qui devront être achevés en 3 ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1^{er} et 2^{ème} alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre

recommandée, la Mission ne satisfait pas aux obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 8 juillet 1944.

Londen, 8 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Soeurs de la Charité de Namur, d'un terrain de 3 Ha. 7 ares, sis à Banningville. Convention du 9 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrête-loi du 29 avril 1942,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

8 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de "Congregation des Soeurs de la Charité de Namur" van een grond van 3 Ha. 7 aren te Banningville. Overeenkomst van 9 Juni 1933. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général, cède gratuitement en toute propriété, à la Congrégation des Soeurs de la Charité de Namur dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 9 novembre 1938 (B.O. année 1938—1—page 1290), représentée par Dame Dambly, Rosa, en religion, Soeur Marie, Laure, demeurant à Kisantu, agréée en qualité de représentante légale en vertu du même arrêté royal, ci-après dénommée la "MISSION" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'usage de Mission, situé dans la circonscription urbaine de Banningville, d'une superficie de trois hectares sept ares (3 Ha. 07a.) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur :

1°) les terres couvertes sur un dixième au moins de leur surface par des constructions (chapelle, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes, etc.).

2°) les terres couvertes sur un cinquième au moins de leur surface par des cultures alimentaires.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans la cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Sur le terrain qui fait l'objet du présent contrat de donation, il ne pourra être érigé d'obstacle, dépassant notablement les arbres environnants, tel que par exemple, une tour ou un clocher.

ART. 5.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté

du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si, après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le neuf juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 8 juillet 1944.

Londen, 8 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

8 juillet 1944.—Décret. Concession à la Sté BUCHS, SETTE et Cie d'un terrain de 162 Ha. sis à Befori. Convention du 16 mai 1944. Approbation.

8 Juli 1944.—Decreet. Afstand aan de "Sté BUCHS, SETTE & Co" van een grond van 16 Ha. te Befori. Overeenkomst van 16 Mai 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Vu l'arrête-loi du 29 avril 1942,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETE :

DECRETEERT :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Coquilhatville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, concède en emphytéose, pour un terme de trente (30) ans à la Société en nom collectif "BUCHS, SETTE et Cie" ayant son siège social à Befori dont les statuts sont publiés au Bulletin Administratif du Congo belge, année 1934, page 273 et année 1939, page 227 des annexes, représentée par les associés, qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité, du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'agriculture, situé à Befori, territoire de Djolu, d'une superficie de cent soixante-deux (162) hectares dont les limites sont représentées par un liseré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 20.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'emphytéote.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de mille deux cent quinze (1.215) francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Coquilhatville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours le jour de son approbation par décret.

ART. 3.—Pour l'application des délais prévus à l'article 31—4ème alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, les parties se réfèrent à l'article 16 du dit arrêté.

En cas de résiliation du présent contrat après l'expiration du terme de dix années, si les conditions de mise en valeur prévues ne sont pas remplies, l'emphytéote sera tenu de verser une indemnité correspondant au montant d'une année locative, indépendamment de toutes sommes déjà versées et restant acquises au Trésor.

ART. 4.—Seront considérées comme mises en valeur :

- a) les terres qui sont couvertes sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions ;
- b) les terres qui sont couvertes sur 1/5e au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres ;

c) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 5.—Pour l'application de la disposition faisant l'objet de l'article 31—5ème alinéa de l'arrêté du 25 février 1943, l'emphytéote sera considéré comme ayant cédé son droit à une personne physique ou morale, ou l'avoir grevé d'hypothèque ou de servitude, dès qu'aura été passée la convention devant servir de base à l'inscription au certificat d'enregistrement de l'emphytéose.

Les dommages-intérêts qui pourraient lui être éventuellement réclamés sont fixés à vingt-quatre mille trois cents (24.300) francs.

ART. 6.—Conformément aux conditions de l'ordonnance No. 115/A.E.T. du 12 novembre 1937, l'emphytéote s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain concédé en emphytéose appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente emphytéose ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance effectuée pour ce terrain et prévue à l'article 7, 2ème alinéa de ce décret, a été faite le 3 juin 1942.

ART. 9.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 et du règlement général prévu par l'arrêté royal du 30 mai 1922, ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, l'emphytéote ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Toutefois, s'il y a abandon du terrain, celui-ci fera retour à la Colonie dans les conditions stipulées à l'article 17 de l'arrêté du 25 février 1943, sans sommation préalable si celle-ci ne peut être envoyée à l'emphytéote, faute de connaître son adresse exacte.

ART. 10.—L'emphytéote autorise expressément la Colonie du Congo Belge à prendre inscription hypothécaire sur les droits d'emphytéose concédés par le présent contrat en garantie de bonne fin de l'acte de prêt hypothécaire d'un montant global de cent six mille (106.000) francs congolais, sauf mémoire, faisant l'objet de l'acte authentique du quatorze avril mil neuf cent trente-six et conclu avec la Société "BUCHS", SETTE et Cie " en vertu des arrêtés royaux organiques du Fonds Temporaire de Crédit Agricole.

ART. 11.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par décret.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le seize mai mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 8 juillet 1944.

Londen, 8 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE.

1°) A été fait, le 22 mai 1944, à Léopoldville, par la Société "SCOTT & TURNER LIMITED," représentée par Mr. A. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de et à Léopoldville, le dépôt de la marque "ANDREWS" en caractères d'imprimerie de 6 m/m de hauteur à apposer sur une préparation saline médicamenteuse pour usage humain.

FABRIKS- EN HANDELSMERKEN.

1°) De Vennootschap "SCOTT & TURNER LIMITED" vertegenwoordigd door den Hr. A. VISEZ—Voorzitter van de Handelskamer te Leopoldstad, heeft op 22 Mei 1944, te Leopoldstad het merk "ANDREWS" in 6 m/m groote drukletters, neergelegd, om te worden aangebracht op een zontachtig geneeskundig praeparaat voor menschengebruik.

2°) A été fait, le 22 mai 1944, à Léopoldville, par la Société "The Associated Portland Cement Manufacturers, Limited", représentée par Mr. A. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce de et à Léopoldville, le dépôt de la marque "SNOWCEM" en caractères d'imprimerie de 6 m/m de hauteur à apposer sur une préparation sous forme de poudre consistant principalement en ciment à usage de construction et décoration, des couleurs à base de ciment.

3°) A été fait, le 1er juin 1944, à Léopoldville, par la Société "American Safety Razor Corporation" représentée par Mr. R. JEANTY, avocat à Léopoldville, le dépôt de la marque "STAR" entre deux étoiles à cinq branches en caractères d'imprimerie de 4 m/m de hauteur à apposer sur rasoirs et lames de rasoirs, rasoirs de sûreté et lames de rasoirs de sûreté, rasoirs électriques, blaireaux, savons, rasoirs, appareils pour aiguiser rasoirs, couteaux.

4°) A été fait, le 13 juin 1944, à Léopoldville, par la Propert Limited, 142 Battersea Park Road, London, S.W., England, représentée par Mr. A. VISEZ, Président de la Chambre de Commerce à Léopoldville, le dépôt de la marque "PROPERT'S" en caractères d'imprimerie de 6 m/m de hauteur avec au dessous une tête de renard de 11 m/m sur 14 m/m à apposer sur ses préparations pour nettoyage, polissage, dégraissages et abrasifs; savons, huiles et graisses industrielles; apprêts pour cuir et canevas, produits pour dégraissage; produits pour détachage du cuir et harnais; pâte pour culottes et conservation du cuir.

Avis divers.—Société Congolaise des Pétroles SHELL.

2°) De Vennootschap "The Associated Portland Cement Manufacturers Limited", vertegenwoordigd door den Hr. A. VISEZ, Voorzitter van de Handelskamer te Leopoldstad, heeft op 22 Mei 1944, te Leopoldstad het merk "SNOWCEM" in 6 m/m groote drukletters neergelegd om te worden aangebracht op een poedervormig praeparaat bestaande voornamelijk uit cement voor bouw- en versieringswerken en op verven met cement als grondstof.

3°) De Vennootschap "American Safety Razor Corporation" vertegenwoordigd door den Hr. R. JEANTY, advocaat te Leopoldstad, heeft op 1 Juni 1944, te Leopoldstad, het merk "STAR" in 4 m/m groote drukletters en tusschen twee vijfstralige sterren neergelegd om te worden aangebracht op scheermessen en- lemmers, op veiligheidsscheermessen en- bladen, electrische scheermessen, scheerkwasten, scheermessen, toestellen om scheer- en andere messen te scherpener.

4°) De "Propert Ltd." 142 Battersea Park Road, London, S.W., England, vertegenwoordigd door den Hr. A. VISEZ, Voorzitter der Handelskamer te Leopoldstad, heeft op 13 Juni 1944, te Leopoldstad, het merk "PROPERT'S" in 6 m/m groote drukletters neergelegd met eronder een vossenkop van 11 m/m op 14 m/m, om te worden aangebracht op haar praeparaten voor reiniging, polijsten, ontvetting, slechting; zeepsoorten, nijverheids- oliën en vetstoffen; stijfsels voor leder en kanefas, producten voor ontvetting, producten voor ontvlekking van leder en paardetuig; pasta voor rijbroeken en voor het onderhoud van leder.

Allerlei Berichten.—"Société Congolaise des Pétroles SHELL."

ASSEMBLEE GENERAL ORDINAIRE

Le 15 Aout a 11 heures.

L'assemblée générale ordinaire de la Société se tiendra à St. Helen's Court, Great St. Helens, London, E.C.3.

Ordre du Jour :

1. Rapport du Conseil d'Administration sur l'Exercice 1942.
2. Rapport du Commissaire aux Comptes sur l'Exercice 1942.
3. Approbation du Bilan et Compte de Profits et Partes pour l'Exercice 1942.
4. Répartition du dividende.

Le présent avis tient lieu de convocation.

Pr. Le Conseil d'Administration.

(Sgd.) F. GODBER.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN

BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES.	PAGES.
<i>Ministère des Colonies.</i>	
22 juin 1944.—Arrêté-loi autorisant la Colonie à garantir la Banque du Congo Belge contre les risques de change de son accord avec la Banque de l'Angola pour le financement des expéditions de colis alimentaires en Belgique occupée par les résidents de la Colonie	283
6 juillet 1944.—Arrêté-loi complétant l'arrêté-loi du 20 mai 1943 organisant au Congo belge un régime de réquisition	284
12 juillet 1944.—Décret. Concession gratuite par le C.S.K. à M. Arthur WYCKAERT, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. sis à la route de l'Etoile à Elisabethville. Convention du 7 février 1944. Approbation	285
12 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill, d'un terrain de 99 Ha. sis à Bokenda. Convention du 8 juin 1944. Approbation	288
12 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Chanoinesses Missionnaires belges de St. Augustin, d'un terrain de 45 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944. Approbation	289
12 juillet 1944.—Arrêté. Concession gratuite par le C.S.K. à M. A. L. HENNAERT, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. sis à Kapia. Convention du 25 septembre 1942. Approbation	290
14 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à l'Unevangelized Tribes Mission d'un terrain de 25 Ha. sis à Panzi. Convention du 9 juin 1944. Approbation	293
15 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Christian and Missionary Alliance, d'un terrain de 3 Ha. sis à Boma. Convention du 8 juin 1944. Approbation	294
21 juillet 1944.—Décret. Cession gratuite à M. Dandoudis SPROS, d'un terrain de 100 Ha. sis à Lodja. Convention du 5 juin 1944. Approbation	295

INHOUD

DAGTEKENING.	BLADZ.
<i>Ministerie van Kolonien.</i>	
22 Juni 1944.—Besluit-wet waarbij de Kolonie gemachtigd wordt de Bank van Belgisch-Congo te waarborgen tegen wisselrisico in verband met dezer overeenkomst met de Bank voor Angola tot financieering van voedselpakketverzendingen naar bezet België door hen die in de Kolonie verblijven	283
6 Juli 1944.—Besluit-wet tot aanvulling van de besluit-wet van 20 Mei 1943 tot inrichting van een stelsel van opvolgingen in Belgisch Congo	284
12 Juli 1944.—Decreet. Kosteloze concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer Arthur WYCKAERT, oudstrijder, van een grond van 10 Ha. gelegen op de "route de l'Etoile" te Elisabethstad. Overeenkomst van 7 Februari 1944. Goedkeuring	285
12 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de "Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill" van een grond van 99 Ha. te Bokenda. Overeenkomst van 8 Juni 1944. Goedkeuring	288
12 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de "Congrégation des Chanoinesses Missionnaires belges de St. Augustin" van een grond van 45 Ha. te Gombe-Matadi. Overeenkomst van 12 Juni 1944. Goedkeuring	289
12 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze concessie door het Bijzonder Comité van Katanga aan den Heer A. L. HENNAERT, oudstrijder, van een grond van 10 Ha. te Kapia. Overeenkomst van 25 September 1942. Goedkeuring	290
14 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de "Unevangelized Tribes Mission" van een grond van 25 Ha. te Panzi. Overeenkomst van 9 Juni 1944. Goedkeuring	293
15 Juli 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de "Christian and Missionary Alliance" van een grond van 3 Ha. te Boma. Overeenkomst van 8 Juni 1944. Goedkeuring	294
21 Juli 1944.—Decreet. Kosteloze afstand aan den Heer Dandoudis SPROS van een grond van 100 Ha. te Lodja. Overeenkomst van 5 Juni 1944. Goedkeuring	295

DATES.	PAGES.	DAGTEEKENING.	BLADZ.
21 juillet 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre LACOSTE en qualité d'administrateur de complément de la Société " Usines Textiles de Léopoldville " (Utexleo)	296	21 Juli 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Pierre LACOSTE als beheerder ter aanvulling van de Vennootschap " Usines Textiles de Léopoldville " (Utexleo)	296
25 juillet 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre LACOSTE en qualité d'administrateur de complément de la Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo " Imafor "	296	25 Juli 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Pierre LACOSTE als beheerder ter aanvulling van de " Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo " Imafor "	296
26 juillet 1944.—Décret. Cession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à la Cie de la Ruzizi d'un terrain de 3 Ha. 93 a. sis à Rumonge. Convention du 9 juin 1944. Approbation	297	26 Juli 1944.—Decreet. Afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de " Cie de la Ruzizi " van een grond van 3 Ha. 93 a. te Rumonge. Overeenkomst van 9 Juni 1944. Goedkeuring	297
29 juillet 1944.—Arrêté. Emission d'une série de timbres poste surchargés au profit de la Croix-Rouge du Congo Belge	298	29 Juli 1944.—Besluit. Uitgifte van een reeks postzegels met overdruk ten voordeele van het Roode-Kruis van Belgisch-Congo	298
Marque de fabrique	300	Fabrieksmerk	300
Errata	300	Drukfouten	300

MINISTERE DES COLONIES.

22 juin 1944.—Arrêté-loi autorisant la Colonie à garantir la Banque du Congo Belge contre les risques de change de son accord avec la Banque de l'Angola pour le financement des expéditions de colis alimentaires en Belgique occupée par les résidents de la Colonie.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu les arrangements financiers intervenus le 28 avril 1944 entre la Banque du Congo Belge et la Banque de l'Angola à Lisbonne pour le financement des expéditions de colis alimentaires en Belgique occupée, par les résidents de la Colonie, à l'intervention de l'Office Colonial du Colis Alimentaire à Léopoldville;

Considérant que ces arrangements comportent, pour la Banque du Congo Belge, des risques résultant des fluctuations éventuelles du change, dont il convient de lui garantir la bonne fin, en raison du but humanitaire poursuivi,

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ARTICLE PREMIER.—La Colonie est autorisée à garantir la Banque du Congo Belge contre les risques éventuels de change sur les opérations réalisées en exécution de l'accord conclu par elle, le 28 avril 1944, avec la Banque de l'Angola, en vue de l'ouverture par cette dernière d'un crédit mensuel de quatre cent mille escudos, avec maximum de cinq millions d'escudos, destiné à assurer le financement des expéditions de colis alimentaires en Belgique occupée par les résidents du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

ART. 2.—Les modalités de cette garantie seront déterminées par le Ministre des Colonies.

ART. 3.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur le jour de sa publication du *Moniteur*.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

22 Juni 1944.—Besluit-wet waarbij de Kolonie gemachtigd wordt de Bank van Belgisch-Congo te waarborgen tegen wisselrisico in verband met dezer overeenkomst met de Bank voor Angola tot financieering van voedselpakketverzendingen naar bezet België door hen die in de Kolonie verblijven.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gelet de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen;

Gelet op de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de financieele schikkingen van 28 April 1944 tusschen de Bank van Belgisch-Congo en de Bank voor Angola te Lissabon tot het financieeren van voedselpakketverzendingen naar bezet België, door hen die in de Kolonie verblijven, door tussenkomst van den Kolonialen Voedselpakketdienst te Leopoldstad;

Overwegende dat deze schikkingen voor de Bank van Belgisch-Congo risico's medebrengen ingevolge de gebeurlijke schommelingen van den wisselkoers, waartegen deze Bank wegens het vervolgde humanitaire doel dient te worden gewaarborgd,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ARTIKEL EEN.—De Kolonie wordt gemachtigd de Bank van Belgisch-Congo te waarborgen tegen de gebeurlijke wisselrisico's in verband met de verrichtingen gedaan ter uitvoering van de door haar op 28 April 1944 met de Bank voor Angola gesloten overeenkomst tot opening door laatstgenoemde van een maandelijksch krediet van 400,000 escudos, met een maximum van vijf millioen escudos, bestemd om de financieering te verzekeren van voedselpakketverzendingen naar bezet België door hen die in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi verblijven.

ART. 2.—De Minister van Koloniën bepaalt de modaliteiten van dezen waarborg.

ART. 3.—Deze besluit-wet treedt in werking den dag waarop zij in het *Staatsblad* is bekendgemaakt.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 22 juin 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

6 juillet 1944.—Arrêté-loi complétant l'arrêté-loi du 20 mai 1943 organisant au Congo belge un régime de réquisition.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940;

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—L'article 2 de l'arrêté-loi du 20 mai 1943 organisant au Congo belge un régime de réquisitions est complété par la disposition suivante :

“ Il peut enfin, en cas de guerre et moyennant indemnité représentative de leur valeur requérir les choses pour les affecter aux activités économiques dont le fonctionnement est indispensable à l'effort de guerre ”.

ART. 2.—Le paragraphe 1 de l'article 12 du même arrêté est modifié comme suit :

1. “ Faire procéder au recensement des personnes, animaux et choses susceptibles d'être requis pour assurer le fonctionnement, en cas de mobilisation, des services publics, et, en cas de guerre, des entreprises dont la production est indispensable à l'effort de guerre ”.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 22 Juni 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

6 Juli 1944.—Besluit-wet tot aanvulling van de besluit-wet van 20 Mei 1943 tot inrichting van een stelsel van opvorderingen in Belgisch-Congo.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940;

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 betreffende het Gouvernement van Ruanda-Urundi;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Artikel 2 van de besluit-wet van 20 Mei 1943 tot inrichting in Belgisch-Congo, van een stelsel van opvorderingen, wordt door de volgende bepaling aangevuld :

“ Hij kan, ten slotte, in geval van oorlog en tegen een vergoeding die hun waarde vertegenwoordigt, zaken opvorderen om ze aan te wenden in de bedrijven waarvan de werking onontbeerlijk is met het oog op den oorlog ”.

ART. 2.—Paragraaf 1 van artikel 12 van het zelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1. “ De personen, dieren en zaken doen tellen die kunnen worden opgevorderd om de werking te verzekeren, in geval van mobilisatie, van de openbare diensten, en, in geval van oorlog, van de ondernemingen waarvan de werking onontbeerlijk is met het oog op den oorlog ”.

Promulguons le présent arrêté-loi ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 6 juillet 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

12 juillet 1944.—Décret. Concession gratuite par le C.S.K. à M. Arthur Wyckaert, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. sis à la route de l'Etoile à Elisabethville. Convention du 7 février 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Elisabethville, contractant d'une part,
et Monsieur WYCKAERT, Arthur, colon résidant à Elisabethville, contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie;

Le contractant d'une part autorise le contractant d'autre part, en sa qualité d'ancien combattant de l'armée belge métropolitaine et coloniale, à occuper provisoirement et gratuitement :

Un terrain rural situé à la route de l'Etoile, à Elisabethville, d'une superficie approximative de 10 Ha (dix hectares), tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain concédé est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article II.—Durée du contrat.

La durée de l'occupation est fixée à cinq ans et prendra cours à la date d'approbation du présent contrat par le pouvoir compétent de la Colonie.

Article III.—Mise en valeur.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer la mise en valeur du terrain de la façon suivante :

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 6 Juli 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

12 Juli 1944.—Decreet. Kosteloze concessie door het Bijzonder Comite van Katanga aan den Heer Arthur Wyckaert, oudstrijder, van een grond van 10 Ha. gelegen op de "route de l'Etoile" te Elisabethstad. Overeenkomst van 7 Februari 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Le contractant d'autre part devra mettre sous cultures une superficie de 1 Ha. par an, de façon à atteindre 5 Ha. à la fin de la 5ème année d'occupation provisoire.

Lors du constat de mise en valeur, le bétail et la volaille, ainsi que certaines cultures spéciales existant sur la concession, seront pris en considération suivant l'équivalence ci-après :

Un hectare de cultures maraîchères, de tabac ou d'arbres fruitiers équivaut à 2 Ha. 1/2 de cultures vivrières.

La mise sous culture d'un hectare équivaut à l'entretien permanent de 3 pores adultes ou 4 chèvres ou moutons adultes ou bien 25 poules européennes.

La mise sous culture de 3 hectares équivaut à l'entretien permanent d'une vache de race ou de deux vaches croisées.

Ces animaux devront être logés dans des abris convenables.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer personnellement la mise en valeur ci-dessus.

Article IV.—Transfert du contrat.

Le contractant d'autre part ne pourra céder ses droits qu'avec l'autorisation préalable et donnée par écrit du Gouverneur Général de la Colonie.

Article V.—Acquisition de la propriété.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part sera en droit d'obtenir la cession gratuite du terrain à condition d'avoir fidèlement rempli les obligations du présent contrat et notamment les obligations de mise en valeur stipulées à l'article III.

Toutefois, le Représentant du Comité Spécial pourra céder le terrain avant l'expiration du contrat si les conditions de mise en valeur se trouvent complètement réalisées.

Le contractant d'autre part, une fois devenu propriétaire ne pourra vendre, louer, hypothéquer ou grever de droits réels son terrain qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général de la Colonie.

Article VI.—Interdiction de déboiser.

L'occupant n'est autorisé à défricher la forêt que dans la mesure nécessaire à son exploitation; il peut, dans ce cas, disposer du bois.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communication et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article VII.—Droit sur les substances minérales.

Le contractant d'autre part pourra extraire du fonds des pierres, de l'argile, du sable et autres matières semblables pour les constructions et améliorations qu'il entreprendra.

A tout moment au cours du contrat, le Comité Spécial pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierre pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles en vertu de la législation minière. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part et leur superficie sera décomptée du terrain concédé ou cédé.

Si le contractant d'une part fait usage de ce droit, le terrain concédé ou cédé sera grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Ce passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum sur laquelle des moyens de transports pourront être construits.

Article VIII.—Servitudes de passage.

Les sentiers, routes et passages quelconques existant sur le terrain constituent des servitudes de passage au profit du domaine public. Ils sont censés avoir une largeur minimum de vingt mètres.

Article IX.—Réserve pour route.

Le contractant d'une part se réserve, dès maintenant, à l'intérieur du terrain concédé, pour l'éventualité de la construction d'une route, une bande de terre de vingt mètres de largeur dont la situation sera déterminée en tenant compte autant que possible des nécessités de l'exploitation. Cette bande de terre ne fait pas partie du terrain concédé.

Article X.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial, dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit et sans intervention de justice à l'expiration du délai dont il s'agit.

Article XI.—Fin du contrat. Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le terrain, s'il n'est pas cédé en propriété, devra être remis à la disposition du contractant d'une part.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'oeuvre sans égard à la plus-value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où la présent contrat viendrait à être résilié soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution, par le contractant d'autre part, d'obligations qui lui incombent.

Article XII.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le contractant d'autre part n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité, le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Article XIII.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire à Elisabethville, le 7 février 1944.

Londres, le 12 juillet 1944.

Londen, 12 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 juillet 1944. Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill, d'un terrain de 99 Ha. sis à Bokenda. Convention du 8 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE.

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à la CONGREGATION DES MISSIONNAIRES DE MILL-HILL dont la personnalité civile a été reconnue par décret en date du 18 juillet 1906 suivant avis publié au *Bulletin Officiel de l'Etat Indépendant du Congo*, année 1906, page 357, représentée par Monseigneur WANTENAAR, Gérard, Préfet Apostolique, résidant à Basankusu, Représentant Légal agréé par ordonnance en date du 19 juillet 1928 du Gouverneur Général suivant avis publié au *Bulletin Administratif du Congo belge*, année 1928, page 323, ci-après dénommée "LA MISSION" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'installation d'un poste principal de mission, situé à Bokenda, territoire de Bongandanga, d'une superficie de nonante-neuf (99) hectares dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres qui sont couvertes sur 1/10ème au moins de leur surface par des constructions;

b) les terres qui sont couvertes sur 1/5ème au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages sur lesquels sont entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par 10 hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5-1° et 2° alinéas-du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de la Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font donc pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

12 Juli 1944. Besluit. Kosteloze afstand aan de "Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill" van een grond van 99 Ha. te Bokenda. Overeenkomst van 8 Juni 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 6.—La présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance prévue à l'article 7 du décret du 31 mai 1934 a été faite le 18 août 1943.

ART. 7.—La Mission s'engage à entreprendre des cultures de plantes arbustives médicinales sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de neuf hectares nonante ares.

Les travaux qui devront être achevés en dix ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5-1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le huit juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 12 juillet 1944.

Londen, 12 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 juillet 1944. Arrêté. Cession gratuite à la Congrégation des Chanoinesses Missionnaires belges de St. Augustin, d'un terrain de 45 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944. Approbation.

12 Juli 1944. Besluit. Kosteloze afstand aan de " Congrégation des Chanoinesses Missionnaires belges de St. Augustin " van een grond van 45 Ha. te Gombe-Matadi. Overeenkomst van 12 Juni 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE.

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à la " CONGREGATION DES CHANOINESSES MISSIONNAIRES BELGES DE SAINT AUGUSTIN " dont la personnalité civile a été reconnue par arrêté royal du 30 janvier 1921 (B.O. 1921, page 317) représentée par la Révérende Mère M. Amélie BUTAEYE résidant à Léopoldville-Est, agréée en qualité de Représentant Légale (B.A.C. de 1939 No. 21, page 840) ci-après dénommée la " Mission " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de mission situé à Gombe Matadi d'une superficie de quarante cinq hectares (45 Ha.) dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur 1/10^e de leur surface par des constructions complètement achevées répondant à la destination du fonds (église, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes, etc.).

b) les terres cultivées sur 1/5^e au moins de leur surface en cultures alimentaires, fourragères ou autres;

c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à article 5-1^{er} et 2^{ème} alinéas—du décret du 24 janvier 1943 sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser sur un dixième du terrain cédé, c'est-à-dire sur une superficie de 4 Ha. 50 ares. Les essences à employer seront: le Kambala, le Cassia Siamea et l'Eucalyptus. Les travaux qui devront être achevés en 3 ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5-1^{er} et 2^{ème} alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 12 juillet 1944.

Londen, 12 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

12 juillet 1944.—Arrêté. Concession gratuite par le C. S. K. à M. A. L. Hennaert, ancien combattant, d'un terrain de 10 Ha. sis à Kapia. Convention du 25 septembre 1942. Approbation.

12 Juli 1944.—Besluit.—Kostelooze concessie door het Bijzonder Comite van Katanga aan den Heer A. L. Hennaert, oudstrijder, van een grond van 10 Ha. te Kapia.—Overeenkomst van 25 September 1942. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE.

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Entre le COMITE SPECIAL DU KATANGA, dont les bureaux sont situés à Albertville, représenté par son Représentant en Afrique, pour qui agit Monsieur MALLIAR Franz, docteur en droit, son Directeur Régional a.i., en vertu d'une procuration authentique déposée à la Conservation des Titres Fonciers à Elisabethville sous le numéro spécial 1463 résidant à Albertville,

contractant d'une part,

Et Monsieur Auguste-Louis, HENNAERT, colon résidant à Kapia (Mwanza),

contractant d'autre part,

Il est convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie :

Le contractant d'une part autorise le contractant d'autre part en sa qualité d'ancien combattant de l'armée belge métropolitaine à occuper provisoirement et gratuitement :

Un terrain rural situé à Kapia (Mwanza), d'une superficie de 10 Ha. (dix hectares) environ, tel qu'il est représenté au croquis ci-joint.

Article I.—Destination du terrain.

Le terrain concédé est destiné exclusivement à l'agriculture et à l'élevage.

Article II.—Durée du contrat.

La durée de l'occupation est fixée à cinq ans et prendra cours à la date d'approbation du présent contrat par le pouvoir compétent de la Colonie.

Article III.—Mise en valeur.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer la mise en valeur du terrain de la façon suivante :

L'occupant devra mettre sous culture une superficie de un hectare cinquante ares par an, de façon à atteindre sept hectares et demi à la fin de la cinquième année d'occupation du terrain.

Lors du constat de mise en valeur, le petit bétail existant sur la concession sera également pris en considération suivant l'équivalence ci-après :

L'entretien permanent de trois pores adultes au bien de quatre chèvres ou moutons adultes ou bien de quinze poules équivaut à la mise sous culture d'un hectare.

Le petit bétail devra être logé dans des abris convenables.

Le contractant d'autre part sera tenu d'effectuer personnellement la mise en valeur ci-dessus.

Article IV.—Transfert du contrat.

Le contractant d'autre part ne pourra céder ses droits qu'avec l'autorisation préalable et donnée par écrit du Gouverneur Général de la Colonie.

Article V.—Acquisition de la propriété.

A l'expiration du présent contrat, le contractant d'autre part sera en droit d'obtenir la cession gratuite du terrain à condition d'avoir fidèlement rempli les obligations du présent contrat et notamment les obligations de mise en valeur stipulées à l'article III.

Toutefois, le Représentant du Comité Spécial pourra céder le terrain avant l'expiration du contrat si les conditions de mise en valeur se trouvent complètement réalisées.

Le contractant d'autre part, une fois devenu propriétaire ne pourra vendre, louer, hypothéquer ou grever de droits réels son terrain qu'avec l'autorisation du Gouverneur Général de la Colonie.

Article VI.—Interdiction de déboiser.

L'occupant n'est autorisé à défricher la forêt que dans la mesure nécessaire à son exploitation; il peut dans ce cas disposer du bois.

Il est défendu de couper les arbres à cent mètres autour des sources, à cinquante mètres le long des voies de communication et à trente mètres le long des cours d'eau.

Article VII.—Droit sur les substances minérales.

Le contractant d'autre part pourra extraire du fonds des pierres, de l'argile, du sable et autres matières semblables pour les constructions et améliorations qu'il entreprendra.

A tout moment au cours du contrat, le Comité Spécial pourra se réserver les gisements qu'il estimera être des gisements de calcaire, de pierres pour ballast, de sable, d'argile plastique ou d'autres substances minérales non concessibles en vertu de la législation minière. Ces gisements seront éventuellement abornés par les soins du contractant d'une part et leur superficie sera décomptée du terrain concédé ou cédé.

Si le contractant d'une part fait usage de ce droit, le terrain concédé ou cédé sera grevé d'une servitude de passage pour l'exploitation des carrières et des gisements. Ce passage s'effectuera par une bande de terre de vingt mètres de largeur au maximum sur laquelle des moyens de transports pourront être construits.

Article VIII.—Décès.

En cas de décès du contractant d'autre part, les héritiers seront tenus de notifier par écrit au Représentant du Comité Spécial dans les six mois du décès, qu'ils entendent reprendre pour leur compte ou pour le compte de l'un d'entre eux les droits et obligations découlant du présent contrat. S'ils restent en défaut de remplir cette formalité, le contrat sera considéré comme résilié de plein droit et sans intervention de justice, à l'expiration du délai dont il s'agit.

Article IX.—Fin du contrat. Remise en état des lieux.

A l'expiration du présent contrat, le terrain, s'il n'est pas cédé en propriété, devra être remis à la disposition du contractant d'une part.

Le contractant d'autre part devra enlever les constructions et plantations existantes et remettre le terrain en état locatif.

S'il est en défaut d'exécuter cette obligation, le Comité Spécial aura le droit de procéder lui-même d'office à la remise en état aux frais du contractant d'autre part. Le Comité Spécial pourra toutefois conserver les constructions et plantations en remboursant la valeur des matériaux et le prix de la main d'œuvre sans égard à la plus-value que le fonds a pu acquérir.

La disposition qui précède s'applique également au cas où le présent contrat viendrait à être résolu soit à l'amiable, soit à raison de l'inexécution par le contractant d'autre part d'obligations qui lui incombent.

Article X.—Droits indigènes.

Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

Article XI.—Rachat des droits indigènes.

Si le terrain fait retour au Comité Spécial pour quelque motif que ce soit, le contractant d'autre part n'aura droit à aucune indemnité du chef de la plus value que le terrain aura pu acquérir en raison des impenses faites pour dégrever le terrain des droits indigènes.

Article XII.—Approbation du contrat.

Le présent contrat est conclu sous la condition suspensive de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie. Tant que cette approbation n'est pas intervenue, le contractant d'autre part n'a le droit de faire aucun acte d'occupation quelconque sur le terrain.

La condition sera considérée comme défaillie si l'approbation n'intervient pas dans les deux ans du jour de la signature du contrat.

Dans cette éventualité le Comité Spécial reprendra la libre disposition du terrain en cause, sans autre formalité que la notification préalable au concessionnaire par lettre recommandée ou contre accusé de réception, de la défaillance de la condition.

L'accomplissement de la condition n'aura pas d'effet rétroactif.

Article XIII.—Election de domicile.

Pour l'exécution des présentes, le contractant d'autre part déclare faire élection de domicile sur le terrain faisant l'objet du présent contrat où toutes significations pourront lui être faites tant en son absence qu'en sa présence.

Fait en double exemplaire à Albertville, le 25 septembre 1942.

Londres, le 12 juillet 1944.

Londen, 12 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

14 juillet 1944.—Arrêté. Cession gratuite à l'Unevangelized Tribes Mission d'un terrain de 25 Ha. sis à Panzi.—Convention du 9 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE.

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété, à l' " UNEVANGELIZED TRIBES MISSION " dont la personnalité civile a été reconnue par l'arrêté royal du 21 février 1936 (B.O., No. 3, du 15 mars 1937, page 331) représentée par Monsieur EICHER Auguste, son Représentant Légal (Ordonnance en date du 20 janvier 1943—B.A., No. 3 de 1943, page 235) ci-après dénommée la " MISSION " qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943 aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'une Mission, situé à Panzi, d'une superficie de vingt cinq hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

- a) les terres couvertes sur 1/10ème au moins de leur surface par des constructions;
- b) les terres couvertes sur 1/5ème au moins de leur surface de cultures alimentaires, fourragères ou autres;
- c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de 4 têtes de petit bétail par 10 Ha.;
- d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de 50 arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur Général.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

14 Juli 1944.—Besluit.—Kostelooze afstand aan de " Unevangelized Tribes Mission " van een grond van 25 Ha. te Panzi.—Overeenkomst van 9 Juni 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

ART. 7.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le neuf juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 14 juillet 1944.

Londen, 14 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

15 juillet 1944.—Arrêté.—Cession gratuite à la Christian and Missionary Alliance, d'un terrain de 3 Ha. sis à Boma. Convention du 8 juin 1944. Approbation.

15 Juli 1944.—Besluit.—Kostelooze afstand aan de "Christian and Missionary Alliance" van een grond van 3 Ha. te Boma. Overeenkomst van 8 Juni 1944.—Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE.

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT.

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la "CHRISTIAN AND MISSIONARY ALLIANCE" Personnalité civile reconnue par décret du 31 octobre 1904 (B.O., 1904, page 289) représentée par Monsieur le Révérend NICHOLSON Joseph (B.A.C. de 1935, No. 18, page 665) résidant à Boma ci-après dénommée la "MISSION" qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à des *bâtiments scolaires, Temple et Habitations*, d'une superficie de trois hectares, dont un hectare vingt cinq ares (1 Ha. 25 ares) dans la zone Neutre de Boma. Les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent.

ART. 2.—Seront considérées comme mises en valeur, les terres couvertes de constructions entièrement achevées répondant à la destination mentionnée ci-dessus, c'est à dire des bâtiments scolaires, temple et habitations.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5—1er et 2ème alinéas—du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des

conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le huit juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 15 juillet 1944.

Londen, 15 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 juillet 1944.—Décret. Cession gratuite à M. Dandoudis Spiros, d'un terrain de 100 Ha. sis à Lodja. Convention du 5 juin 1944.—Approbation.

21 Juli 1944. Decreet. Kosteloze afstand aan den Heer Dandoudis Spiros van een grond van 100 Ha. te Lodja. Overeenkomst van 5 Juni 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo cède gratuitement en pleine propriété à Mr. DANDOUDIS SPIROS, colon de nationalité grecque, résidant à Lodja, qui accepte aux conditions générales des décrets des 28 octobre 1942 et 6 avril 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage agricole situé à LODJA (Welo Kuku) d'une superficie de cent hectares faisant partie du terrain objet du contrat d'occupation provisoire No. L.1440 et dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 25.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du cessionnaire.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 2.—En cas d'abandon pendant une période de cinq ans dans les trente ans suivant la conclusion du présent contrat, les terres feront de plein droit retour à la Colonie du Congo belge dans les conditions prévues à l'article 17 de l'Arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales.

ART. 3.—Sauf pour les cas prévus à l'article 1er—4ème alinéa—du décret du 6 avril 1943, l'inexécution des conditions générales du décret du 28 octobre 1942, l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, le cessionnaire ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 4.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le Pouvoir Législatif.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le cinq juin mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 21 juillet 1944.

Londen, 21 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 juillet 1944.—Arrêté. Nomination de M. Pierre Lacoste en qualité d'administrateur de complément de la Société "Usines Textiles de Léopoldville" (Utexleo).

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

Mr. Pierre LACOSTE, Vice-Président du Comité de Direction Générale de la Société "Usines Textiles de Léopoldville" (UTEXLEO), société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville est nommé administrateur de complément de cette société.

Londres, le 21 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 juillet 1944.—Arrêté.—Nomination de M. Pierre Lacoste en qualité d'administrateur de complément de la Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo "Imafor".

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 10 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration et à la liquidation, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique de droit colonial belge,

ARRETE :

Mr. Pierre LACOSTE, Vice-Président du Comité de Direction Générale de la "Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo" (IMAFOR), société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est à Léopoldville, est nommé administrateur de complément de cette société.

Londres, le 25 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

21 Juli 1944.—Besluit. Benoeming van den Heer Pierre Lacoste als beheerder ter aanvulling van de Vennootschap "Usines Textiles de Léopoldville" (Utexleo).

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, verenigingen en inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch koloniaal recht,

BESLUIT :

De Hr. Pierre LACOSTE, Onder-Voorzitter van het Algemeen Bestuurscomité der Vennootschap "Usines Textiles de Léopoldville" (UTEXLEO), Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad gevestigd is, wordt tot Beheerder ter aanvulling van deze vennootschap benoemd.

Londen, 21 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

25 Juli 1944. Besluit.—Benoeming van den Heer Pierre Lacoste als beheerder ter aanvulling van de "Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo "Imafor".

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 10 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer en de vereffening in oorlogstijd van burgerlijke of handelsvennootschappen, van instellingen, verenigingen en inrichtingen van openbaar nut, onder het Belgisch koloniaal recht,

BESLUIT :

De Heer Pierre LACOSTE, Onder-Voorzitter van het Algemeen Bestuurscomité der "Société Immobilière, Agricole et Forestière du Congo" (IMAFOR), Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waarvan de maatschappelijke zetel te Leopoldstad gevestigd is, wordt tot beheerder ter aanvulling van deze vennootschap benoemd.

Londen, 25 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

26 juillet 1944.—Décret. Cession par le Gouvernement du Ruanda-Urundi à la Cie de la Ruzizi d'un terrain de 3 Ha. 93 a. sis à Rumonge. Convention du 9 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

Le Gouvernement du Territoire du Ruanda-Urundi, représenté par le Vice-Gouverneur Général, (Gouverneur du Ruanda-Urundi, agissant en vertu des dispositions de l'Arrêté du 25 février 1943, vend et cède en toute propriété à la Compagnie de la Ruzizi, statuts parus au B.O., 1928, page 205, représentée par Monsieur DELCROIX, Aimé, son directeur, résidant à Usumbura (B.A., 1943, page 62), qui accepte aux conditions générales de l'Arrêté précité, de l'ordonnance No. 36/T.F. du 28.7.42 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un usage industriel exclusivement situé à Rumonge d'une superficie de trois hectares nonante-trois ares (3 Ha. 93 a.) dont les limites sont représentées par un liséré rose au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 1.500.

La nature, ainsi que les limites du terrain, sont parfaitement connues de l'acheteur.

CONDITIONS SPECIALES.

1°) Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de trente-neuf mille trois cents francs congolais (39.300), payable au moment de la signature du présent contrat.

2°) Le terrain devra être clôturé sur toutes les parties de son périmètre libres de constructions.

Il ne pourra être construit aucun hangar à front de route.

Les constructions et clôtures à ériger ultérieurement sur la parcelle vendue seront en matériaux durables et conformes aux prescriptions de l'autorité compétente, qui sera seule juge pour apprécier leur exécution suivant plans approuvés, conformément à l'avis au public du 25 octobre 1937.

Ces constructions et clôtures, de même que celles existant actuellement sur le terrain, seront maintenues dans un parfait état d'entretien.

Le cessionnaire ne pourra laisser inoccupé le terrain acquis en propriété pendant cinq années ininterrompues. Cette inoccupation sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur.

Elle donnera lieu à la résolution de la présente vente, sans sommation, ni mise au demeure, et le terrain fera retour au Gouvernement. A titre d'indemnité forfaitaire, un dixième du prix de vente restera acquis au Gouvernement, par année écoulée, en tout ou partie, depuis la date du présent contrat jusqu'à celle de la constatation de l'inoccupation.

L'acheteur s'engage, dès ores, à remplir, dans ce cas de résolution du contrat de vente, toutes les formalités prévues par la législation sur le régime foncier, en vue de l'enregistrement du terrain au nom du Gouvernement du Ruanda-Urundi.

3°) et 4°) Le Gouvernement se réserve le droit d'effectuer ou de faire effectuer dans le terrain vendu, des recherches minières, ainsi que tous les travaux que ces recherches pourraient comporter. Le Gouvernement se réserve, d'autre part, la faculté de reprendre en tout ou en partie, les terrains pour des besoins d'exploitation minière, à charge de remettre d'autres terrains en échange, d'une superficie équivalente.

Le tribunal de première instance fixerait les indemnisations auxquelles donnerait lieu la reprise de ces terrains.

26 Juli 1944.—Decreet. Afstand door het Gouvernement van Ruanda-Urundi aan de " Cie de la Ruzizi " van een grond van 3 Ha. 93 a. te Rumonge. Overeenkomst van 9 Juni 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

5°) L'inexécution d'une des conditions générales sur la vente et la location des terres domaniales (Arrêté ci-dessus cité) ou d'une des conditions spéciales reprises ci-dessus, donnera au Gouvernement le droit de faire prononcer la résolution de la présente vente, après sommation ou lettre recommandée restée sans suite, endéans la quinzaine de sa réception.

6°) Pour l'exécution des présentes et de toutes leurs suites, les parties font élection de domicile: le Gouvernement du Ruanda-Urundi, chez le Conservateur des Titres Fonciers, à Usumbura, en ses bureaux, et l'acheteur, en les bureaux de l'Administrateur Territorial, Chef du Territoire dans lequel se situe le bien ci-dessus visé, où toutes significations, tous commandements, tous exploits ou autres notifications pourront être valablement faits ou adressés.

7°) Les constructions érigées ou à ériger sur le terrain vendu ne pourront comprendre que les installations absolument indispensables à l'industrie de l'acheteur, et, éventuellement, son habitation. Tout commerce est strictement interdit sur la parcelle vendue.

8°) L'acheteur ne peut détourner le terrain de sa destination prévue au présent contrat. Il s'engage, en cas de location de la dite propriété, à insérer au contrat de location, un article stipulant que le locataire doit respecter la clause de maintien de la destination du terrain, et, qu'en cas d'infraction, le bail sera résilié de plein droit.

9°) En cas de vente de la propriété, l'acquéreur s'engage à inscrire au contrat de vente, une clause en vertu de laquelle le nouvel acquéreur, ainsi que les acquéreurs éventuels suivants, s'obligent à respecter la clause de maintien de la destination du terrain.

10°) En vue de garantir le maintien des articles ci-dessus, le Gouvernement est expressément autorisé à porter au certificat d'enregistrement de la propriété, une charge interdisant tout ce qui est contraire aux conditions imposées par le présent contrat. En cas de dérogation, l'acheteur s'engage à payer au Gouvernement une indemnité de cent vingt mille francs congolais (120.000.—) et ce, sans préjudice à tous autres droits.

11°) Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent.

Ainsi fait à Usumbura, en double expédition, le 9 juin 1944.

Londres, le 26 juillet 1944.

Londen, 26 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 juillet 1944.—Arrêté. Emission d'une série de timbres poste surchargés au profit de la Croix-Rouge du Congo Belge.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret organique du 20 janvier 1921 sur le Service Postal spécialement en son article 2 tel qu'il résulte de l'ordonnance législative No. 319/P.T. du 12 juillet 1941,

ARRETE :

ART. PREMIER.—Les timbres-poste du Congo Belge, libellés "Congo Belge-Belgisch Congo et Belgisch-Congo-Congo Belge", spécifiés ci-après et émis en vertu de l'Arrêté Ministériel du 27 décembre 1941 porteront en couleur rouge les surcharges respectives mentionnées en regard de chacun d'eux :

CONGO-BELGE-BELGISCH-CONGO.

10.000 timbres à 0,50 fr.—vert surcharge de 50 francs.

10.000 timbres à 1,75 fr.—brun-noir surcharge de 100 francs.

29 Juli 1944.—Besluit. Uitgifte van een reeks postzegels met overdruk ten voordeele van het Roode-Kruis van Belgisch-Congo.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op het inrichtingsdecreet van 20 Januari 1921 betreffende den Postdienst, inzonderheid in zijn artikel 2 zooals dit voortvloeit uit de wetgevende ordonnantie No. 319/P.T. van 12 Juli 1941,

BESLUIT :

ART. 1.—De hieronder bepaalde postzegels dragende als opschrift "Congo-Belge-Belgisch-Congo en Belgisch Congo-Congo Belge", en uitgegeven krachtens het ministerieel besluit van 27 December 1941, zullen respectievelijk den tegenover elk van hen aangeduiden opdruk in roode kleur dragen :

CONGO-BELGE-BELGISCH-CONGO.

10.000 groene postzegels van 0,50 fr. opdruk : 50 frank.

10.000 bruinzwarte postzegels van 1,75 fr. opdruk : 100 frank.

BELGISCH-CONGO-CONGO-BELGE.

10.000 timbres à 1,25 fr.-rouge et noir surcharge de 100 francs.

10.000 timbres à 3,50 frs.-vert-gris surcharge de 100 francs.

ART. 2.—Les timbres poste du Ruanda-Urundi, spécifiés ci-après et émis en vertu de l'Arrêté Ministériel du 27 décembre 1941 porteront en couleur rouge les surcharges respectives mentionnées en regard de chacun d'eux :

10.000 timbres à 0,50 fr.-vert surcharge de 50 francs.

10.000 timbres à 1,25 fr.-rouge et noir surcharge de 100 francs.

10.000 timbres à 1,75 fr.-brun-noir surcharge de 100 frs.

10.000 timbres à 3,50 frs.-vert-gris surcharge de 100 frs.

ART. 3.—Les timbres repris dans les articles 1 et 2 continueront à servir pour l'affranchissement des correspondances tant en service intérieur qu'en service international à leurs valeurs respectives de 0,50 fr.-1,25 fr.-1,75 fr. et 3,50 frs.

ART. 4.—Le produit des surcharges de 50 frs. et de 100 frs. spécifiées aux articles 1 et 2 ci-dessus, sera versé respectivement aux articles 15D et 9B du Budget pour ordre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi (Timbres "Croix Rouge du Congo Belge 1944"), pour être mis à la disposition de Mr. le Gouverneur Général qui en fera opérer le versement à la Croix Rouge du Congo Belge.

ART. 5.—Les timbres-poste visés aux articles 1 et 2 seront mis en vente par souscription. Celle-ci portera sur des séries indivisibles, soit au total 10.000 séries. La souscription sera ouverte à la date de la publication du présent arrêté au *Bulletin Officiel du Congo Belge*. Elle sera clôturée dès que le nombre de souscriptions aura atteint 10.000 et le cas échéant, restera ouverte au plus tard jusque et y compris le 31 octobre 1944. Le Gouverneur Général pourra réduire d'office certaines souscriptions de manière à satisfaire le plus grand nombre possible de souscripteurs. Il commencera par réduire les souscriptions dépassant 25 séries.

Londres, le 29 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

BELGISCH-CONGO-CONGO-BELGE.

10.000 rood en zwarte postzegels van 1,25 fr. opdruk : 100 frank.

10.000 groengrauwe postzegels van 3,50 fr. opdruk : 100 frank.

ART. 2.—De hieronder bepaalde en krachtens het ministerieel besluit van 27 December 1941 uitgegeven postzegels van Ruanda-Urundi zullen respectievelijk den tegenover elk van hen aangeduiden opdruk in roode kleur dragen :

10.000 groene postzegels van 0,50 fr. opdruk : 50 frank.

10.000 rood-en zwarte postzegels van 1,25 fr. opdruk : 100 frank.

10.000 bruinswarte postzegels van 1,75 fr. opdruk : 100 frank.

10.000 groengrauwe postzegels van 3,50 fr. opdruk : 100 frank.

ART. 3.—De in artikelen 1 en 2 aangeduide postzegels zullen zoo bij binnenlandschen als bij internationalen dienst voor het frankeren der poststukken blijven dienen met hun respectieve waarde van 0,50 fr.-1,25 fr.-1,75 fr. en 3,50 fr.

ART. 4.—De opbrengst van den in de artikelen 1 en 2 hierboven bepaalde opdruk zal respectievelijk worden gestort op de artikelen 15D en 9B der begrooting voor order van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi (Postzegels van het "Roode-Kruis van Belgisch-Congo 1944") om ter beschikking te worden gesteld van den Heer Gouverneur Generaal die ze aan het Roode Kruis van Belgisch-Congo zal doen storten.

ART. 5.—De in de artikelen 1 en 2 vermelde postzegels zullen bij inschrijving worden te koop gesteld. Deze inschrijving zal geschieden voor onverdeeldbare reeksen hetzij gezamenlijk 10.000 reeksen. De inschrijving wordt geopend met ingang van den datum waarop dit besluit in het Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo wordt bekendgemaakt. Zij wordt gesloten zoodra het aantal inschrijvingen 10.000 zal hebben bereikt en zal gebeurlijk tot ten uiterste op 31 October 1944 open blijven. De Gouverneur Generaal kan van ambtswege zekere inschrijvingen derwijze beperken dat het grootste mogelijk aantal inschrijvers kunnen worden voldaan. Hij zal beginnen de inschrijvingen te verminderen die 25 reeksen te boven gaan.

Londen, 29 Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

MARQUE DE FABRIQUE ET COMMERCE.

A été fait sous le No. 160K, le 16 juin 1944, à Elisabethville, par la Firma "ZENITH RADIO CORPORATION", Société des Etats-Unis d'Amérique constituée sous le régime légal de l'Etat de l'Illinois et ayant son siège No. 6001 West Dockers Avenue Chicago—Etat de l'Illinois—représentée par Monsieur Vroonen Arthur, avocat à Elisabethville (Congo Belge), le dépôt de la marque "ZENITH", en caractères d'imprimerie de 5 cm. de longueur sur 1 cm. à 1,5 cm. de hauteur, adoptée par la firme précitée pour être apposée sur les produits, fabricats et emballages de cette dernière.

FABRIEKS- EN HANDELSMERK.

De Firma "ZENITH RADIO CORPORATION" Vennootschap der Vereenigde Staten van Amerika, gesticht onder het wetstelsel van den Staat Illinois en hebbende haren maatschappelijke zetel, Nr. 6001 West Dockers Avenue Chicago, Staat Illinois, vertegenwoordigd door den Hr. Arthur Vroonen, Advocaat te Elisabethstad (Belgisch-Congo) heeft op 16 Juni 1944, te Elisabethstad, onder Nr. 160/K het merk "ZENITH" neergelegd in drukletters 5 cm. lang op 1 cm. tot 1,5 cm. hoog, zooals aangenomen door voormelde firma om te worden aangebracht op de productien, fabrieken en verpakkingen dezer laatste.

ERRATA

B.O. No. 12 du 1er décembre 1943.

p. 414, 14ème ligne : lire "la borne 1 est située à 1.335 m. 90 au lieu de 1.355 m. 90."

B.O. No. 7 du 1er juillet 1944.

Décret du 27 juin 1944.

Art. 4, 7e ligne : lire "Les membres sont choisis l'un parmi les employeurs, ou leurs représentants, l'autre parmi les employés, ou leurs représentants, de la Province".

Bulletin Officiel

DU
CONGO BELGE

Ambtelijk Blad

VAN
BELGISCH-CONGO

SOMMAIRE

DATES	PAGES
<i>Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur.</i>	
Consulats étrangers au Congo Belge	303
<i>Ministère des Colonies.</i>	
24 février 1943.—Arrêté. Promotion de M. A. MARON, Gouverneur de Province, au grade d'Inspecteur d'Etat	303
<i>Ministère de l'Instruction Publique.</i>	
6 mai 1943.—Arrêté ministériel concernant l'application de l'arrêté-loi du 26 février 1942	304
<i>Ministère de la Défense Nationale.</i>	
3 septembre 1943.—Arrêté des ministres réunis en Conseil abrogeant et remplaçant l'arrêté du 20 mai 1942 relatif aux frais de rapatriement de certains volontaires et miliciens	313
<i>Ministère des Colonies.</i>	
29 avril 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Abraham SORIANO	314
19 avril 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Isaac BENATAR	314
19 mai 1944.—Arrêté. Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles (Soco). Autorisation	315
<i>Ministère de la Justice.</i>	
1 juin 1944.—Arrêté-loi portant modifications temporaires de la législation sur la nationalité	324
<i>Ministère de l'Instruction Publique.</i>	
4 juillet 1944.—Arrêté ministériel complétant et modifiant celui du 6 mai 1943, concernant l'application de l'arrêté-loi du 26 février 1942	327
<i>Ministère de la Défense Nationale.</i>	
27 juillet 1944.—Arrêté des Ministres réunis en Conseil modifiant l'arrêté du 3 septembre 1943 relatif aux frais de voyage de certains volontaires et miliciens	329

INHOUD

DAGTEKENING	BLZ.
<i>Ministerie van Buitenlandsche Zaken en Buitenlandschen-Handel.</i>	
Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	303
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
24 Februari 1943.—Besluit. Bevordering van den Heer MARON, Provinciegouverneur, tot den graad van Staatsinspecteur	303
<i>Ministerie van Openbaar onderwijs.</i>	
6 Mei 1943.—Ministerieel besluit betreffende de toepassing van de besluit-wet van 26 Februari 1942	304
<i>Ministerie van Landsverdediging.</i>	
3 September 1943.—Besluit van de in Raad vergaderde Ministers tot afschaffing en vervanging van het besluit van 20 Mei 1942 betreffende de kosten van repatriëring van zekere vrijwilligers en militairen	313
<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
29 April 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Abraham SORIANO	314
29 April 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Isaac BENATAR	314
19 Mai 1944.—Besluit. Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles (Soco). Machtiging	315
<i>Ministerie van Justitie.</i>	
1 Juni 1944.—Besluit-wet houdende tijdelijke wijzigingen van de wetgeving op de nationaliteit	324
<i>Ministerie van Openbaar Onderwijs.</i>	
4 Juli 1944.—Ministerieel besluit tot aanvulling en wijziging van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 betreffende de toepassing van de besluit-wet van 26 Februari 1942	327
<i>Ministerie van Landsverdediging.</i>	
27 Juli 1944.—Besluit der in Raad vergaderde Ministers tot wijziging van het besluit van 3 September 1943 aangaande de reiskosten van zekere vrijwilligers en miliciens	329

DATES	PAGES	DAGTEEKENING	Bl.z.
<i>Ministère des Colonies.</i>		<i>Ministerie van Koloniën.</i>	
27 juillet 1944.—Arrêté-loi organisant au Congo belge un régime de la mobilisation civile . . .	330	27 Juli 1944.—Besluit-wet waarbij, in Belgisch-Congo, een stelsel der burgerlijke mobilisatie wordt ingericht	330
27 juillet 1944.—Arrêté. Croix de guerre 1940 . . .	337	27 Juli 1944.—Besluit. Oorlogskruis 1940 . . .	337
29 juillet 1944.—Arrêté déchargeant à sa demande de ses fonctions de Commandant en chef de la Force Publique, M. le Lieutenant Général ERMENS, P.C., Vice Gouverneur Général . . .	338	29 Juli 1944.—Besluit waarbij Luitenant-Generaal P. C. ERMENS, Vice-Gouverneur-Generaal van zijn ambt als opperbevelhebber der Weermacht ontlast wordt	338
29 juillet 1944.—Arrêté. Nomination du Général major de la F.P. M. A. GILLIAERT et l'investissant du commandement en chef de la Force Publique	339	29 Juli 1944.—Besluit waarbij A. E. GILLIAERT tot Generaal-Majoor der Weermacht benoemd en met het opperbevelhebberschap der Weermacht bekleed wordt.	339
9 août 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission des Révérends Pères Rédemptoristes d'un terrain de 50 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944. Approbation . . .	339	9 Augustus 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de Missie der EE. PP. Redemptoristen van een grond groot 50 Ha te Gombe-Matadi. Overeenkomst van 12 Juni 1944. Goedkeuring	339
9 août 1944.—Décret. Cession à l'American Baptist Foreign Mission Society d'un terrain de 93 a. 15 c. sis à Tondo. Convention du 12 mai 1944. Approbation	341	9 Augustus 1944.—Afstand aan de "American Baptist Foreign Mission Society" van een grond van 93 a. 15 c. te Tondo. Overeenkomst van 12 Mei 1944. Goedkeuring . . .	341
10 août 1944.—Décret. Concession à la Société Cotonnière Coloniale "Colocoton" d'un terrain de 6 Ha. sis à Tumba. Convention du 15 juin 1944. Approbation	342	10 Augustus 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société Cotonnière Coloniale" Colocoton van een grond van 6 Ha. te Tumba. Overeenkomst van 15 Juni 1944. Goedkeuring. . .	342
11 août 1944.—Décret. Concession à la Société "Huileries du Kasai" (Huduka) d'un terrain de 348 Ha. sis à Bashishombe. Convention du 5 juin 1944. Approbation . . .	343	11 Augustus 1944.—Decreet. Concessie aan de vennootschap "Huileries du Kasai" (Huduka) van een grond van 348 Ha te Bashishombe. Overeenkomst van 5 Juni 1944. Goedkeuring	343
28 août 1944.—Arrêté. Création dans le Service des Postes et Télécommunications de la Colonie d'un cadre du personnel du service météorologique	345	28 Augustus 1944.—Besluit. Stichting in den dienst der Posterijen en Verreberichtgevingen van de Kolonie van een kader voor het personeel van den Meteorologischen dienst . . .	345
31 août 1944.—Décret. Application des dispositions du décret du 17 août 1942 relatif au régime des allocations spéciales, propres à la compénétration, aux militaires des cadres actifs de l'armée métropolitaine servant dans les cadres administratifs de la Colonie.	347	31 Augustus 1944.—Decreet. Toepassing van de bepalingen van het decreet van 17 Augustus 1942 betreffende het stelsel van de bijzondere bij de compenetratie behorende vergoedingen aan de militairen van de actieve kaders van het leger in het Moederland die in het bestuur der Kolonie dienen	347
2 septembre 1944.—Arrêté. Nomination de M. CLERCKX et M. BERTOUILLE Commissaires-gérants de la Compagnie de Transports au Katanga (Transkat)	348	2 September 1944.—Besluit. Benoeming van den H. CLERCKX en den Heer BERTOUILLE, commissarissen-zaakvoerders van de "Compagnie de Transports au Katanga (Transkat)"	348
7 septembre 1944.—Arrêté ministériel. Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1944. Credits provisoires supplémentaires	348	7 September 1944.—Ministerieel besluit. Gewone begrotingen van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1944. Bijkomende voorloopige kredieten	348
<i>Avis Divers.</i>		<i>Allerlei Berichten.</i>	
Société Congolaise des Pétroles Shell	350	Société Congolaise des Pétroles Shell	350
Société pour la Production du caoutchouc	350	Société pour la production du caoutchouc	350
Marques de fabrique	352	Fabrieksmerken	352
Brevet. Concession	352	Brevet. Verleening	352
Dépôt	352	Nederlegging	352
Erratum	352	Drukfouten	352

**MINISTERE DES AFFAIRES
ETRANGERES ET DU COMMERCE
EXTERIEUR.**

**CONSULATS ETRANGERS AU CONGO
BELGE.**

A la date du 20 juillet 1944, M. J. WEBB BENTON a reçu l'autorisation nécessaire pour remplir les fonctions de Consul Général des Etats-Unis d'Amérique à Léopoldville (Congo Belge).

MINISTERE DES COLONIES.

24 février 1943.—Arrêté. Promotion de M. A. MARON, Gouverneur de Province, au grade d'Inspecteur d'Etat.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des mesures nouvelles en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1934, édictant le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, ainsi que les dispositions qui l'ont modifié ;

Considérant qu'en raison des circonstances actuelles, il y a lieu de promouvoir Mr. MARON, A.E.V., Gouverneur de Province, au grade d'Inspecteur d'Etat, à titre personnel, à la date du 3 septembre, 1942, et ce, par dérogation aux dispositions statutaires limitant le nombre des promotions aux vacances des effectifs et ne prévoyant leur intervention qu'aux 1^{er} janvier et 1^{er} juillet,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Mr. MARON, A.E.V., Gouverneur de Province, est promu au grade d'Inspecteur d'Etat, à titre personnel, à la date du 3 septembre 1942.

Mr. MARON prend rang dans la hiérarchie immédiatement avant Mr. DE BEAUFFORT (Comte), A.E.M. Ch., Inspecteur d'Etat.

Londres, le 24 février 1943.

(s) A. DE VLEESCHAUWER.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE
ZAKEN EN BUITENLANDSCHEN-
HANDEL.**

**VREEMDE CONSULATEN IN
BELGISH-CONGO.**

Op datum van 20 Juli 1944, heeft de Hr. J. WEBB BENTON de noodige machtiging ontvangen om het ambt van Consul-Generaal der Vereenigde Staten van Amerika te Leopoldstad (Belgisch-Congo) uit te oefenen.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

24 Februari 1943.—Besluiten. Bevordering van den Heer MARON, Provincie-gouverneur, tot den graad van Staats-inspecteur.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch gezag in de Kolonie Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 September 1934, tot uitvaardiging van het Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beambten, alsook op de bepalingen die het hebben gewijzigd ;

Overwegende dat, uit hoofde der huidige omstandigheden, de Heer A.E.V. MARON, Provincie-Gouverneur, dient bevorderd tot den graad van Staatsinspecteur, onder een persoonlijke titel, met ingang van 3 September 1942, en zulks in afwijking van de statutaire bepalingen die het aantal bevorderingen beperken tot de openstaande plaatsen van het effectief en die alleen 1 Januari en 1 Juli als datum dezer bevorderingen vaststellen,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De Heer A.E.V. MARON, Provincie-Gouverneur, wordt bevorderd tot den graad van Staatsinspecteur, onder een persoonlijke titel, met ingang van 3 September 1942.

In de rangopvelging komt de Heer MARON onmiddellijk vóór de Heer A.E.M. Ch., DE BEAUFFORT (Graaf), Staatsinspecteur.

Londen, den 24n Februari 1943.

(g) A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTERE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

6 mai 1943.—Arrêté ministériel concernant l'application de l'arrêté-loi du 26 février 1942.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Vu la loi du 10 avril 1890—3 juillet 1891 sur la collation de grades académiques et le programme des examens universitaires, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 14 juin 1930 et du 15 juillet 1932 ;

Vu l'arrêté-royal du 20 juin 1930 portant règlement organique du jury d'homologation du certificat d'études moyennes et des épreuves préparatoires aux grades académiques et l'arrêté-royal du 25 janvier 1938 établissant de nouvelles formules de certificats d'études moyennes et de déclaration d'homologation ;

Vu la loi du 14 juillet 1932 concernant le régime linguistique de l'enseignement moyen ;

Vu l'arrêté-loi du 26 février 1942 concernant l'équivalence, au regard de la loi belge, des diplômes d'enseignement attribués en dehors du territoire occupé ;

Vu l'avis de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne ;

ARRETE.

ART. 1.—La liste des établissements d'enseignement moyen reconnus aux termes de l'article 1er de l'arrêté-loi du 26 février 1942 est établie comme suit :

1. Athénée belge de Braemar,
2. Collège belge de Buxton,
3. Institut belge de Kingston.

ART. 2.—Le certificat de fin d'études de la section gréco-latine délivré par les écoles reconnues, est équivalent au certificat constatant un cours complet d'humanités gréco-latines préparatoire aux examens de candidat en philosophie et lettres, de candidat en sciences (sauf le groupe des sciences physiques et mathématiques) et de candidat en sciences naturelles et médicales (formule A de l'Arrêté-Royal du 25 janvier 1938, Litt. A et B de la formule).

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

6 Mei 1943.—Ministerieel besluit betreffende de toepassing van de besluit-wet van 26 Februari 1942.

DE MINISTER VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

Gelet op de wet van 10 April 1890—3 Juli 1891 op het toekennen der academische graden en het programma der universitaire examens, zooals zij door de wetten van 14 Juni 1930 en 15 Juli 1932 is gewijzigd ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 Juni 1930 houdende het organiek reglement van de commissie tot homologeering van het getuigschrift van middelbare studiën en van de proeven voorbereidende tot de academische graden, en op het koninklijk besluit van 25 Januari 1938 tot vaststelling van nieuwe formulieren voor de getuigschriften van middelbare studiën en voor de verklaring tot homologeering ;

Gelet op de wet van 14 Juli 1932 betreffende de taalregeling bij het middelbaar onderwijs ;

Gelet op de besluit-wet van 26 Februari 1942 betreffende de gelijkwaardigheid, ten aanzien van de Belgische wet, van de buiten het bezet gebied verleende onderwijsdiploma's ;

Gelet op het advies van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië ;

BESLUIT.

ART. 1.—De lijst der inrichtingen van middelbaar onderwijs, welke overeenkomstig artikel 1 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 worden erkend, is als volgt :

1. Belgisch Atheneum te Braemar,
2. Belgisch College te Buxton,
3. Belgisch Instituut te Kingston.

ART. 2.—Het door de erkende scholen uitgereikte getuigschrift van voltooide studiën in de Grieksch-Latijnsche afdeeling wordt gelijkgesteld met het getuigschrift waaruit blijkt dat de houder een volledigen cursus heeft gevolgd in de Grieksch-Latijnsche humaniora voorbereidend tot de examens van candidaat in de letteren en de wijsbegeerte, van candidaat in de wetenschappen (behalve de groep der natuur en wiskundige wetenschappen) en van candidaat in de natuurwetenschappen en de geneeskundige wetenschappen (formulier A van het koninklijk besluit van 25 Januari 1938, letter A en B van het formulier).

ART. 3.—Le certificat de fin d'études de la section latine scientifique délivré par les écoles reconnues est équivalent au certificat constatant un cours complet d'humanités latines, y compris la rhétorique, plus le cours de mathématiques de la première scientifique, préparatoire à l'examen de candidat en sciences pour le groupe des sciences physiques et mathématiques (formule B de l'Arrêté-Royal du 25 janvier 1938).

ART. 4.—Le certificat de fin d'études de la section scientifique délivré par les écoles reconnues est équivalent au certificat constatant un cours complet d'études professionnelles, préparatoire à l'examen de candidat en science pour le groupe des sciences physiques et mathématiques (formule C de l'Arrêté-Royal du 25 janvier 1938).

ART. 5.—Le certificat de fin d'études de la section commerciale délivré par les écoles reconnues est équivalent au diplôme de sortie de l'ère Commerciale.

ART. 6.—Les certificats de fréquentation délivrés par les écoles reconnues pour les classes autres que la rhétorique, des sections gréco-latines, latine-scientifique, scientifique et commerciale, sont équivalents aux certificats de fréquentation délivrés, pour ces classes, par les chefs d'établissements d'enseignement moyen de Belgique, notamment pour l'application de l'article 8 de l'alinéa 2 de l'Arrêté-Royal du 20 juin 1930 et de l'article 42 de l'Arrêté-Ministériel du 15 avril 1929.

Ces certificats renseigneront la section et la ou les classes dont l'enseignement a été suivi avec fruit, en mentionnant les années scolaires pendant lesquelles il a été donné ainsi que la langue dans laquelle ont été suivis les cours pour ceux d'entre eux donnés dans les deux langues. Ils reproduiront le texte de l'article 1er de l'Arrêté-Loi du 26 février 1942, suivi du texte des articles 1, 6 et 7 du présent arrêté et seront visés par le Ministre de l'Instruction Publique ou son délégué.

ART. 7.—Les certificats délivrés par les écoles reconnues sont équivalents aux certificats délivrés par un établissement d'enseignement

ART. 3.—Het door de erkende scholen uitgereikt getuigschrift van voltooide studiën in de Latijnsche wetenschappelijke afdeeling wordt gelijkgesteld met het getuigschrift waaruit blijkt dat de houder een volledige cursus heeft gevolgd in de Latijnsche humaniora, met inbegrip van de rhetorica, benevens den wiskundigen cursus van de eerste wetenschappelijke klasse voorbereidend tot het examen van candidaat in de wetenschappen van de groep der natuur- en wiskundige wetenschappen (formulier B van het Koninklijk-Besluit van 25 Januari 1938).

ART. 4.—Het door de erkende scholen uitgereikte getuigschrift van voltooide studiën in de wetenschappelijke afdeeling wordt gelijkgesteld met het getuigschrift waaruit blijkt dat de houder een volledige cursus heeft gevolgd in de vakstudiën, voorbereidend tot het examen van candidaat in de wetenschappen voor de groep der natuur- en wiskundige wetenschappen (formulier C van het koninklijk besluit van 25 Januari 1938).

ART. 5.—Het door de erkende scholen uitgereikte getuigschrift van voltooide studiën in de handelsafdeeling wordt gelijkgesteld met het eindexamen van de eerste handelsklasse.

ART. 6.—De door de erkende scholen uitgereikte getuigschriften van bijwoning van klassen uitgezonderd de rhetorica, van de Grieksch-Latijnsche, Latijnsch-Wetenschappelijke, wetenschappelijke en handelsafdeelingen worden gelijkgesteld met de getuigschriften van schoolbezoek welke voor die klassen door de bestuurders van inrichtingen van middelbaar onderwijs in België worden uitgereikt namelijk tot toepassing van art. 8, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 Juni 1930 en van art. 42 van het ministerieel besluit van 15 April 1929.

Deze getuigschriften vermelden de afdeeling en de klas (sen) waarvan het onderwijs met vrucht werd gevolgd, met aanduiding van de schooljaren tijdens welke het onderwijs werd verstrekt en van de taal waarin de cursussen werden gevolgd, ingeval zij in beide talen werden gegeven. Zij halen den tekst aan van art. 1 van de besluit-wet van 26 Februari 1942, gevolgd door den tekst van de artikelen 1, 6 en 7 van onderhavig besluit en worden door den Minister van Openbaar Onderwijs of zijn afgevaardigde voor gezien geteekend.

ART. 7.—De door de erkende scholen uitgereikte getuigschriften worden gelijkgesteld met de getuigschriften welke door een inrichting

moyen de la région flamande lorsque les cours, qui sont donnés dans les deux langues, ont été suivis en flamand; ils sont équivalents aux certificats délivrés par un établissement moyen de la région wallonne lorsque les cours qui sont donnés dans les deux langues, ont été suivis en français.

ART. 8.—La Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne tiendra un procès-verbal de ses délibérations quant aux équivalences qu'elle aura accordées des diplômes et certificats de l'enseignement moyen délivrés par les écoles non-reconnues. Elle délivrera aux intéressés des attestations établies conformément aux formules A et A bis.

ART. 9.—Il sera tenu au Département de l'Instruction Publique un registre mentionnant les équivalences admises conformément à l'article 8 et les déclarations d'homologation de diplômes et certificats de fin d'études moyennes accordées aux termes de l'article 3 de l'arrêté-loi du 26 février 1942.

ART. 10.—La Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne tiendra un procès-verbal de ses délibérations quant aux équivalences qu'elle aura accordées des diplômes et certificats de l'enseignement supérieur délivrés par les universités britanniques ou étrangères. Elle délivrera aux intéressés les attestations établies conformément à la formule C.

ART. 11.—Il sera tenu un registre des déclarations d'entérinement des diplômes et certificats de l'enseignement supérieur accordés aux termes de l'article 6 de l'arrêté-loi du 26 février 1942. La liste des diplômes et certificats entérinés, avec mention de l'équivalence accordée, sera publiée au *Moniteur* dans les six mois de l'entérinement.

ART. 12.—Les déclarations d'homologation et d'entérinement accordées aux termes des articles 3 et 6 de l'arrêté-loi du 26 février 1942 sont établies conformément aux formules B et D.

Londres, le 6 mai 1943.

Le Ministre de l'Instruction Publique,
A. DE VLEESCHAUWER.

van middelbaar onderwijs in de Vlaamsche landstreek zijn uitgereikt, wanneer de in beide talen gegeven cursussen in het Nederlandsch werden gevolgd; zij worden gelijkgesteld met de getuigschriften welke door een inrichting van middelbaar onderwijs in de Waalsche landstreek zijn uitgereikt, wanneer de in beide talen gegeven cursussen in het Fransch werden gevolgd.

ART. 8.—De commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië, houdt de notulen van haar beraadslagingen met betrekking tot de door haar verleende gelijkstelling van diploma's en getuigschriften van middelbaar onderwijs welke door niet erkende scholen werden uitgereikt. Aan de betrokken personen reikt zij getuigschriften uit welke overeenkomstig de formulieren A en B bis werden opgemaakt.

ART. 9.—Op het Ministerie van Openbaar Onderwijs wordt een register gehouden vermeldende de gevallen waarin overeenkomstig art. 8 gelijkstelling werd toegestaan en de verklaringen tot homologeering van diplomas en getuigschriften van voltooide middelbare studiën welke overeenkomstig art. 3 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 werden verleend.

ART. 10.—De Commissie van Advies voor het Belgisch onderwijs in Groot-Brittannië houdt de notulen van haar beraadslagingen met betrekking tot de door haar verleende gelijkstelling van diploma's en getuigschriften van hooger onderwijs welke door Britsche of vreemde universiteiten werden uitgereikt. Aan de betrokken personen reikt zij getuigschriften uit welke overeenkomstig formulier C werden opgemaakt.

ART. 11.—Er wordt een register gehouden van de verklaringen tot bekrachtiging van de overeenkomstig art. 6 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 verleende diploma's en getuigschriften van hooger onderwijs. De lijst der bekrachtigde diploma's en getuigschriften, met vermelding van de verleende gelijkstelling, wordt, binnen 6 maanden na de bekrachtiging in het *Staatsblad* bekendgemaakt.

ART. 12.—De verklaringen tot homologeering en bekrachtiging welke luidens de artikelen 3 en 6 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 worden verleend, worden overeenkomstig de formulieren B en D opgemaakt.

Londen, 6 Mei 1943.

De Minister van Openbaar Onderwijs,
A. DE VLEESCHAUWER.

FORMULE A.

EQUIVALENCE DES DIPLOMES DE FIN
D'ETUDES MOYENNES, DELIVRES PAR
DES ECOLES NON-RECONNUES.

La Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne ;

Vu l'arrêté-loi du 26 février 1942 ;

Vu le certificat délivré le.....
à M.....
né à....., le.....
par
constatant que
Considérant que M.
satisfait au prescrit de l'article 7 de l'arrêté-loi
du 26 février 1942 ;

Déclare aux termes de l'article 2 de l'arrêté-loi
du 26 février 1942 que ce certificat sera tenu
pour équivalent à :

soit : au certificat constatant cours complet
d'humanités gréco-latines, préparatoire aux
examens de candidat en philosophie et lettres, de
candidat en sciences, sauf le groupe des sciences
physiques et mathématiques, et de candidat en
sciences naturelles (formule A de l'Arrêté-Royal
du 25 janvier 1938, lit. A et B).

soit : au certificat constatant un cours
complet d'humanités latines, y compris la
rhétorique, plus le cours de mathématiques de
la première scientifique, préparatoire à l'examen
de candidat en sciences pour le groupe des
sciences physiques et mathématiques (formule B
de l'arrêté-Royal du 25 janvier 1938).

soit : au certificat constatant un cours
complet d'études professionnelles, préparatoire
à l'examen de candidat en sciences, pour le
groupe de sciences physiques et mathématiques
(formule C de l'Arrêté-Royal du 25 janvier 1938).

délivré par un établissement moyen de la
région.....du pays.

Ainsi délibéré en la séance de la Commission
Consultative de l'Enseignement Belge en Grande
Bretagne, du.....

Pour extrait conforme.

FORMULIER A.

GELIJKSTELLING DER DIPLOMA'S VAN
VOLTOOIDE MIDDELBARE STUDIEN
WELKE DOOR NIET-ERKENDE SCHOLEN
WERDEN VERLEEND.

De Commissie van Advies voor het Belgisch
Onderwijs in Groot-Brittannië ;

Gelet op de besluit-wet van 26 Februari 1942 ;

Gelet op het getuigschrift uitgereikt door
.....den
aan geboren te
.....den
.....waaruit
blijkt dat
Overwegende dat
aan de voorschriften van art. 7 van de besluit-
wet van 26 Februari 1942 voldoet ;

Verklaart naar luid van artikel 2 van de
besluit-wet van 26 Februari 1942 dat dit
getuigschrift wordt gelijkgesteld :

hetzij : met een getuigschrift waaruit blijkt
dat de houder een volledige cursus heeft ge-
volgd in de Grieksch-Latijnsche humaniora,
voorbereidend tot de examens van candidaat
in de letteren en de wijsbegeerte, van candidaat
in de wetenschappen, behalve de groep der
natuur- en wiskundige wetenschappen, en van
candidaat in de natuurwetenschappen (for-
mulier A van het koninklijk besluit van 25
Januari 1938, letter A en B).

hetzij : met het getuigschrift waaruit blijkt
dat de houder een volledige cursus heeft
gevolgd in de Latijnsche humaniora, met
inbegrip van de rhetorica, benevens den cursus
in de wiskunde der eerste wetenschappelijke
klasse, voorbereidend tot het examen van
candidaat in de wetenschappen voor de groep
der natuur- en wiskundige wetenschappen
(formulier B van het koninklijk besluit van
25 Januari 1938).

hetzij : met het getuigschrift waaruit blijkt
dat de houder een volledige cursus heeft
gevolgd in de vakstudiën, voorbereidend tot het
examen van candidaat in de wetenschappen,
voor de groep der natuur- en wiskundige
wetenschappen (formulier C van het koninklijk
besluit van 25 Januari 1938).

uitgereikt door een inrichting van middelbaar
onderwijs in de.....landstreek.

Aldus de beraadslaging der zitting van de
Commissie van Advies voor het Belgisch
Onderwijs in Groot-Brittannië, den.....

Voor eensluidend uittreksel.

Vu et enregistré sous le No.....de la
page.....du registre prévu par
l'art 9 de l'arrêté-ministériel du 6 mai 1943.

Pour le Ministre de l'Instruction Publique.
(Sceau du Département).

FORMULE A BIS.

EQUIVALENCE DES CERTIFICATS DE
FREQUENTATION DELIVRES PAR LES
ECOLES NON-RECONNUES AUX ELEVES
N'AYANT PAS ACHEVE LEURS ETUDES.

La Commission Consultative de l'Enseigne-
ment Belge en Grande-Bretagne ;

Vu l'Arrêté-Loi du 26 février 1942 et notam-
ment les articles 1er et 2 ainsi conçus :

ART. 1er :

ART. 2 :

Vu les articles 1 et 8 de l'Arrêté Ministériel du
6 mai 1943 ainsi conçus :

ART. 1 :

ART. 8 :

Vu le certificat de fréquentation délivré
le.....

à M.....

né le.....

par

constatant que le porteur a suivi avec fruit les
cours des classes de.....pendant les
années scolaires.....

Considérant que M.....satisfait au
prescrit de l'article 7 de l'arrêté-loi du 26
février 1942 ;

Déclare que ce certificat sera tenu pour
équivalent aux certificats de fréquentation
délivrés par les chefs d'établissements moyens
de la région.....du pays, pour la
classe de.....de la section
.....notamment pour l'appli-
cation de l'article 8 al. 2 de l'arreté royal du
20 juin 1930 et de l'article 42 de l'arrêté-
ministériel du 15 avril 1929.

Ainsi délibéré en la séance de la Commission
Consultative de l'Enseignement Belge en
Grande-Bretagne, du.....

Gezien en geregistreerd onder Nr.....
bladzijde.....van het bij artikel 9
van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943
voorgeschreven register.

Voor den Minister van Openbaar Onderwijs.
(Zegel van het Departement).

FORMULIER A BIS.

GELIJKSTELLING DER
GETUIGSCHRIFTEN VAN SCHOOL-
BEZOEK DOOR NIET-ERKENDE
SCHOLEN UITGEREIKT AAN
LEERLINGEN DIE HUN STUDIEN NIET
VOLEINDIGD HEBBEN.

De Commissie van Advies voor het Belgisch
Onderwijs in Groot-Brittannië, gelet op de
besluit-wet van 26 Februari 1942 en namelijk
op de artikelen 1 en 2, luidende als volgt :

ART. 1 :

ART. 2 :

Gelet op de artikelen 1 en 8 van het minis-
terieel besluit van 6 Mei 1943 welke luiden als
volgt :

ART. 1 :

ART. 8 :

Gelet op het getuigschrift van schoolbezoek
dat den.....

aan.....

geboren den.....

door.....

werd uitgereikt.

waaruit blijkt dat de houder met vrucht de
cursussen van de klassen.....
gedurende de schooljaren.....
heeft gevolgd.

Overwegende dat.....aan de
voorschriften van artikel 7 van de besluit-wet
van 26 Februari 1942 voldoet ;

Verklaart dat dit getuigschrift wordt gelijk-
gesteld met de getuigschriften van school-
bezoek uitgereikt door de bestuurders van
inrichtingen van middelbaar onderwijs in de
.....landstreek, voor de.....
klasse, van de.....afdeeling, namelijk
tot toepassing van artikel 8, tweede lid, van het
koninklijk besluit van 20 Juni 1930 en van
artikel 42 van het ministerieel besluit van
15 April 1929.

Aldus de beraadslaging ter zitting van de
Commissie van Advies voor het Belgisch
Onderwijs in Groot-Brittannië, den.....

Pour extrait conforme.

Vu et enregistré sous le numéro.....
feuillet.....du registre prévu par
l'art. 9 de l'arrêté ministériel du 6 mai 1943.

Pour le Ministre de l'Instruction Publique.
(Sceau du Département).

FORMULE B.

HOMOLOGATION DES CERTIFICATS
D'ETUDES MOYENNES.

Le Ministre de l'Instruction Publique.

Vu l'article 3 de l'arrêté-loi du 26 février 1942,
chargeant le Ministre de l'Instruction Publique
d'accorder, conformément aux articles 5 à 12
de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891,
l'homologation des diplômes et certificats men-
tionnés aux articles 1 et 2 de cet arrêté ;

Vu le certificat délivré le.....
par
à
né à.....le.....

S'il s'agit d'une école reconnue :

Considérant que ce certificat émane d'une
école reconnue aux termes de l'article 1er de
l'arrêté-loi du 26 février 1942 et l'article 1er de
l'arrêté-ministériel du 6 mai 1943 ;

Considérant qu'aux termes de l'article 1er de
cet arrêté-loi et de l'article 2 (s'il s'agit d'un
certificat d'études grécolatines) ;

l'article 3 (s'il s'agit d'un certificat d'études
latines scientifiques) ;

l'article 4 (s'il s'agit d'un certificat d'études
professionnelles) de l'arrêté-ministériel susdit,
ce certificat est équivalent

soit }
soit } comme à la formule A.
soit }

Considérant, en outre, qu'aux termes de
l'article 7 du même arrêté-ministériel, ce
certificat équivaut à ceux de même nature
qui sont délivrés par les établissements d'en-
seignement moyen de la région flamande (ou
wallonne) ; qu'il répond donc au prescrit des
lois du 14 juin 1930 et du 15 juillet 1932 com-
plétant les dispositions de l'article 5 de la loi
du 10 avril 1890-3 juillet 1891.

Voor eensluidend uittreksel,

Gezien en geregistreerd onder nummer.....
folio.....van het bij artikel 9 van het
ministerieel besluit van 6 Mei 1943 voorge-
schreven register.

Voor den Minister van Openbaar Onderwijs.
(Zegel van het Departement).

FORMULIER B.

HOMOLOGEERING VAN DE
GETUIGSCHRIFTEN VAN
MIDDELBARE STUDIEN.

De Minister van Openbaar Onderwijs.

Gelet op artikel 3 van de besluit-wet van
26 Februari 1942, waarbij de Minister van
Openbaar Onderwijs gelast wordt de onder de
artikelen 1 en 2 van dit besluit vermelde
diploma's en getuigschriften te verleen en,
overeenkomstig de artikelen 5 tot 12 van de
wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 ;

Gelet op het getuigschrift den.....
uitgereikt door.....aan.....
geboren te.....den.....

Indien het een erkende school betreft :

Overwegende dat dit getuigschrift uitgaat van
een school welke overeenkomstig artikel 1 van
de besluit-wet van 26 Februari 1942 en artikel 1
van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 is
erkend ;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 1
van deze besluit-wet en artikel 2 (indien het
gaat om een getuigschrift van Grieksch-
Latijnsche studiën) ;

artikel 3 (indien het gaat om een getuig-
schrift van Latijnsch-wetenschappelijke stu-
diën) ;

artikel 4 (indien het gaat om een getuigschrift
van vakstudiën) van voormeld ministerieel
besluit, dit getuigschrift gelijkgesteld wordt

hetzij }
hetzij } als in formulier A.
hetzij }

Overwegende bovendien dat, naar luid van
artikel 7 van hetzelfde ministerieel besluit, dit
getuigschrift gelijkgesteld wordt met degene
van dengelfden aard welke door de inrichtingen
van middelbaar onderwijs in de Vlaamsche
(of Waalsche) landstreek worden uitgereikt ;
dat het dus voldoet aan de voorschriften van
de wetten van 14 Juni 1930 en 15 Juli 1932 tot
aanvulling van de bepalingen van artikel 5
van de wet van 10 April 1890-3 Juli 1891.

S'il s'agit d'une école non-reconnue :

Considérant qu'usant des pouvoirs que lui reconnaît l'article 2 de l'arrêté-loi du 26 février 1942, la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne a déclaré, par sa délibération en date du.....que ce certificat sera tenu pour équivalent à.....
.....délivré par un établissement d'enseignement moyen situé dans la région.....
..... du pays ;

Considérant que ce certificat répond ainsi au prescrit des lois du 14 juin 1930 et du 15 juillet 1932 complétant les dispositions de l'article 5 de la loi du 10 avril 1890—3 juillet 1891.

Dans les deux cas :

Considérant que M.
satisfait au prescrit de l'article 7 de l'arrêté-loi du 26 février 1942 ; (ajouter s'il s'agit d'un élève d'une école reconnue de nationalité étrangère ;
"et vu l'avis favorable de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne").

Déclare que M.
est admissible aux examens de :

S'il s'agit d'un certificat équivalent au certificat d'études gréco-latines :

1. candidat en philosophie et lettres.
2. candidat en sciences pour les groupes des sciences chimiques, des sciences géologiques et minéralogiques, des sciences biologiques, des sciences géographiques, de la médecine vétérinaire et de la pharmacie.
3. candidat en sciences naturelles et médicales.

S'il s'agit d'un certificat équivalent aux certificats d'études latine-scientifiques ou d'études professionnelles :

candidat en sciences pour les groupes des sciences physiques et mathématiques.

(Ajouter, s'il y a lieu, suivant le cas :)

et qu'il est en droit de bénéficier :

de la dispense prévue par les articles 10, paragraphe final et 12, paragraphe pénultième de la loi du 10 avril 1890—3 juillet 1891 modifiée par la loi du 14 juin 1930.

Indien het om een niet-erkende school gaat :

Overwegende dat, met gebruikmaking van de macht welke haar bij artikel 2 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 wordt verleend, de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië, in haar beraadslaging den, heeft verklaard dat dit getuigschrift wordt gelijkgesteld met.....
.....uitgereikt door een in de.....
landstreek gelegen inrichting van middelbaar onderwijs ;

Overwegende dat dit getuigschrift aldus voldoet aan de voorschriften van de wetten van 14 Juni 1930 en van 15 Juli 1932 tot aanvulling van de bepalingen van artikel 5 van de wet van 10 April 1890—3 Juli 1891.

In beide gevallen :

Overwegende dat
voldoet aan de voorschriften van artikel 7 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 ; (indien het gaat om een leerling van een erkende school, van vreemde nationaliteit, voeg er aan toe ; "en gelet op het gunstig advies van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië").

Verklaart dat mag worden
toegelaten tot de examens van :

Indien het gaat om een getuigschrift gelijkwaardig met het getuigschrift van Grieksch-Latijnsche studiën :

1. candidaat in de letteren en de wijsbegeerte.
2. candidaat in de wetenschappen voor de groepen der scheikundige wetenschappen, der aard- en delfstofkundige wetenschappen, der biologische wetenschappen, der aardrijkskundige wetenschappen, der veeartsenij en artsenijsbereidkunde.
3. candidaat in de natuurwetenschappen en de geneeskundige wetenschappen.

Indien het gaat om een getuigschrift gelijkwaardig met de getuigschriften van Latijnsch-wetenschappelijke studiën of van vakstudiën :

candidaat in de wetenschappen voor de groepen der natuur- en wiskundige studiën.

(indien daartoe aanleiding bestaat, voeg er aan toe volgens het geval :)

en dat hij gerechtigd is :

tot de vrijstelling bepaald in artikel 10, laatste paragraaf, en artikel 12, voorlaatste paragraaf, van de wet van 10 April 1890—3 Juli 1891, zooals zij door de wet van 14 Juni 1930 is gewijzigd :

ou bien :

de la dispense prévue par l'article 20, paragraphe final de l'arrêté-royal du 20 juin 1930.

Délivré à, le.....

Le Ministre de l'Instruction Publique.

(Sceau du Département).

Signature du Porteur du Certificat.

FORMULE C.

EQUIVALENCE DES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LIVRES PAR DES UNIVERSITES BRITANNIQUES OU ETRANGERES.

La Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne ;

Vu l'arrêté-loi du 26 février 1942 et spécialement les articles 4, 5 et 7 de cet arrêté ;

Vu le diplôme délivré le

à M.....

né à.....le.....

par.....

constatant que.....

Considérant que M..... satisfait au prescrit de l'article 7 de l'arrêté-loi du 26 février 1942 ;

Déclare que le diplôme décrit d'autre part sera tenu pour équivalent au diplôme constatant le grade légal de.....aux termes des articles.....

de la loi du.....

et répondant aux exigences des articles 30 à 34 de la loi du 21 mai 1929.

Ainsi délibéré em la séance de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande Bretagne en date du.....

Pour extrait conforme.

ofwel :

tot de vrijstelling als bepaald in artikel 20, slot-paragraaf, van het koninklijk besluit van 20 Juni 1930.

Uitgereikt te den

De Minister van Openbaar Onderwijs.

(Zegel van het Departement).

Handteekening van den Houder van het Getuigschrift.

FORMULIER C.

GELIJKWAARDIGHEID VAN DE DIPLOMA'S VAN HOOGER ONDERWIJS UITGEREIKT DOOR BRITSCHES OF VREEMDE UNIVERSITEITEN.

De Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië ;

Gelet op de besluit-wet van 26 Februari 1942 en inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 7 van dit besluit ;

Gelet op het diploma den.....uitgereikt door.....

aan M.....

geboren te.....den.....

waaruit blijkt dat.....

Overwegende dat de H. voldoet aan de voorschriften van artikel 7 van de besluit-wet van 26 Februari 1942 ;

Verklaart dat het elders beschreven diploma gelijk wordt gesteld met het diploma hetwelk den wettelijken graad van.....naar luid van de artikelen.....

van de wet van.....

vaststelt en voldoet aan de vereischten van de artikelen 30 tot 34 van de wet van 21 Mei 1929.

Aldus de beraadslagingen ter zitting van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië, den.....

Voor eensluidend uittreksel.

FORMULE D.

ENTERINEMENT DES DIPLOMES ET
CERTIFICATS DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR.

Le Ministre de l'Instruction Publique ;

Vu les articles 27 à 37 de la loi du 21 mai 1929 ;

Vu l'article 6 de l'arrêté-loi du 26 février 1942,
chargeant le Ministre de l'Instruction Publique
d'accorder l'entérinement des diplômes et
certificats de l'enseignement supérieur prévu par
la loi du 7 mai 1931 ;

Vu le diplôme délivré le
par
à M.
né à le

Considérant qu'usant des pouvoirs que lui
reconnaissent les articles 4 et 5 de l'arrêté-loi du
26 février 1942, la Commission Consultative de
l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne a
déclaré, par sa délibération en date du
que ce diplôme sera tenu pour équivalent à un
diplôme constatant le grade légal de
prévu aux articles de de la loi
du

Considérant que ce diplôme est équivalent à
ceux répondant aux conditions requises aux
articles 30 à 34 de la loi du 21 mai 1929 ;

Considérant que M.
satisfait au prescrit de l'article 7 de l'arrêté-loi
du 26 février 1942 ;

Déclare que le diplôme ci-dessus repris est
entériné et enregistré sous le numéro
feuille du registre tenu en vertu de
l'article 11 de l'arrêté-ministériel du 6 mai 1943.

Délivré à le

Le Ministre de l'Instruction Publique.

(Sceau du département).

FORMULIER D.

BEKRACHTIGING VAN DE DIPLOMA'S
EN GETUIGSCHRIFTEN VAN HOOGER
ONDERWIJS.

De Minister van Openbaar Onderwijs ;

Gelet op de artikelen 27 tot 37 van de wet van
21 Mei 1929 ;

Gelet op artikel 6 van de besluit-wet van
26 Februari 1942, waarbij de Minister van
Openbaar Onderwijs gelast wordt de door de
wet van 7 Mei 1931 bepaalde bekrachtiging der
diploma's en getuigschriften van hooger onder-
wijs te verleen en ;

Gelet op het diploma den
..... uitgereikt door
..... aan
....., geboren te
den

Overwegende dat, met gebruikmaking van de
macht haar verleend door de artikelen 4 en 5
van de besluit-wet van 26 Februari 1942, de
Commissie van Advies voor het Belgisch onder-
wijs in Groot-Brittannië in haar beraadslaging
van verklaard heeft dat dit
diploma wordt gelijkgesteld met een diploma
tot vaststelling van den wettelijken graad van
..... bepaald in de artikelen
van de wet van

Overwegende dat dit diploma gelijkgesteld
wordt met degene welke aan de voorwaarden
beantwoorden, zooals vereischt in de artikelen
30 tot 34 van de wet van 21 Mei 1929 ;

Overwegende dat voldoet aan
de voorschriften van artikel 7 van de besluit-wet
van 26 Februari 1942 ;

Verklaart dat het voormelde diploma wordt
bekrachtigd en geregistreerd onder nummer
..... folio van het bij artikel 11
van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943
gehouden register.

Uitgereikt te den

De Minister van Openbaar Onderwijs.

(Zegel van het Departement).

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.

3 septembre 1943.—Arrêté des ministres réunis en Conseil abrogeant et remplaçant l'arrêté du 20 mai 1942 relatif aux frais de rapatriement de certains volontaires et miliciens.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu l'article 82 de la Constitution,

Vu l'Arrêté-Royal du 26 août 1939 décrétant la mobilisation générale,

Vu l'Arrêté du 28 mai 1940,

Vu l'Arrêté-Loi du 30 janvier 1941, instituant un régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service, modifié et complété par l'Arrêté-Loi du 13 mai 1942,

Vu l'Arrêté-loi coordonné sur la milice du 22 décembre 1942, modifié par l'Arrêté-Loi du 5 août 1943,

Revu l'Arrêté des Ministres réunis en Conseil du 20 mai 1942.

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—Les volontaires et miliciens incorporés dans les Forces Belges en Grande-Bretagne et résidant avant le 10 mai 1940 dans un pays étranger, peuvent être rapatriés aux frais du Gouvernement, s'ils en font la demande dans les six mois de leur démobilisation.

Le Gouvernement pourra différer ce rapatriement jusqu'après la fin des hostilités.

ART. 2.—Le Ministre de la Défense Nationale peut, dans les cas qu'il détermine :

- a) étendre le bénéfice de l'application de l'article 1 à des volontaires et miliciens, venus d'un pays étranger pour rejoindre les Forces Belges, bien que leur résidence dans ce pays étranger ne remonte pas à une date antérieure au 10 mai 1940 ;
- b) accorder que le voyage aux frais de l'Etat se fasse vers un pays étranger autre que celui d'où le militaire est parti pour rejoindre.

ART. 3.—Les frais indirects de voyage nécessités pour l'obtention de passeports, visas, licences de retour dans les pays d'origine, peuvent également être remboursés.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

3 September 1943.—Besluit der in Raad vergaderde Ministers, ter intrekking en vervanging van het besluit van 20 Mei 1942, aangaande de kosten van terugzending van zekere vrijwilligers en miliciens, naar hun land.

IN NAAM VAN HET BELGISCH VOLK :

Wij Ministers, in Raad vergaderd,

Gelet op artikel 82 van de Grondwet,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 Augustus 1939, tot algemeene mobilisatie,

Gelet op het Besluit van 28 Mei 1940,

Gelet op de Besluit-Wet van 30 Januari 1941, tot invoering van een voorloopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen, gewijzigd en aangevuld door de Besluit-Wet van 13 Mei 1942,

Gelet op de samengeordende Besluit-Wet van 22 December 1942, op de militie, gewijzigd bij de Besluit-Wet van 5 Augustus 1943.

Herzien het Besluit der in Raad vergaderde Ministers, van 20 Mei 1942,

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—De bij de Belgische Krijgsmacht in Groot Britannië ingelijfde miliciens en vrijwilligers, die vóór 10 Mei 1940 in een vreemd land verbleven, mogen op kosten van de Regeering naar hun land teruggezonden worden, indien zij zulks binnen de zes maanden na hun demobilisatie aanvragen.

De Regeering mag deze terugzending tot na het einde der vijandelijkheden uitstellen.

ART. 2.—De Minister van Landsverdediging mag, in de door hem bepaalde gevallen :

- a) het voordeel van de toepassing van artikel 1 uitbreiden tot vrijwilligers en miliciens, die uit een vreemd land gekomen zijn om zich bij de Belgische Krijgsmacht te voegen, doch, vóór 10 Mei 1940, niet in dit vreemd land verbleven ;
- b) toestaan dat de militair op kosten van den Staat terugkeert naar een ander land dan dit van waar hij vertrokken is om zich bij het leger te voegen.

ART. 3.—De onrechtstreeksche reiskosten voor paspoorten, visa, vergunningen tot terugkeer in de landen van herkomst mogen eveneens terugbetaald worden.

ART. 4.—Le Ministre de la Défense Nationale est chargé de l'exécution du présent Arrêté, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur*. Toutefois, les règles qu'il établit sont applicables à dater du 10 mai 1940.

ART. 5.—Le présent Arrêté abroge l'Arrêté du 20 mai 1942.

Londres, le 3 septembre 1943.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
A. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

MINISTERE DES COLONIES.

29 avril 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Abraham SORIANO.

—
LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu le décret du 27 décembre 1892, formant le titre 1 du Livre 1 du Code Civil congolais ;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité ;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La nationalité belge de statut colonial est accordée à Abraham SORIANO, sujet italien, commerçant, résidant à Kipushi, fils de Eliezer et de Malzatov FRANCO, né à Rhodes, le 5 avril, 1908.

Londres, le 29 avril 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 avril 1944.—Décret. Octroi de la nationalité belge de statut colonial à M. Isaac BENATAR.

—
LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu le décret du 27 décembre 1892 formant le titre 1 du livre 1 du Code Civil congolais ;

ART. 4.—De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit Besluit dat in werking treedt den dag waarop het in het *Staatsblad* is bekendgemaakt. De bij dit Besluit ingevoerde maatregelen zijn, evenwel, van 10 Mei 1940 af, toepasselijk.

ART. 5.—Het Besluit van 20 Mei 1942 wordt bij dit Besluit ingetrokken.

Londen, 3 September 1943.

De Leden van den Ministerraad,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
A. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

29 April 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Abraham SORIANO.

—
DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 29 April 1942 ;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, houdende Titel 1 Boek 1 van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek ;

Gelet op het besluit van den Staatssecretaris van 9 Maart 1901, houdende maatregelen tot uitvoering van voornoemd decreet ;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut wordt verleend aan Abraham SORIANO, Italiaansch onderdaan, handelaar, verblijvend te Kipushi, zoon van Eliezer en van Malzatov FRANCO, geboren te Rhodes, den 5^{de} April 1908.

Londen, den 29^{de} April 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 April 1944.—Decreet. Verleening van de Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut aan den Heer Isaac BENATAR.

—
DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 ;

Gelet op het decreet van 27 December 1892, dat titel 1 uitmaakt van Boek 1 van het Congoleesch Burgerlijk Wetboek ;

Vu l'arrêté du Secrétaire d'Etat du 9 mars 1901 portant mesures d'exécution du décret précité ;

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La nationalité belge de statut colonial est accordée à :

BENATAR, Isaac Haim, fils de Haim et de Rosa **HASSON**, né à Rhodes le 10 août 1903, commerçant, résidant à Kipushi.

Londres, le 29 avril 1944.

DE VLEESCHAUWER.

19 mai 1944.—Arrêté—Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles (Soco). Autorisation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 ;

Vu l'article 6 du décret du 27 février 1887, relatif aux sociétés commerciales.

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La société par actions à responsabilité limitée "Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles, par abréviation "SOCO" ", constituée à Elisabethville le 4 octobre 1943 dont les statuts sont annexés, est autorisée.

Elle constituera une individualité juridique distincte de celle des associés.

Londres, le 19 mai 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

Gelet op het besluit van den Staats-Secretaris, van 9 Maart 1901, houdende de maatregelen tot uitvoering van voormeld decreet ;

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De Belgische nationaliteit volgens het koloniaal statuut, wordt verleend aan :

BENATAR, Isaac, Haim, zoon van Haim en van Rosa **HASSON**, geboren te Rhodes den 10en Augustus 1903, handelaar, verblijfhoudend te Kipushi.

Londen, den 29n April 1944.

DE VLEESCHAUWER.

19 Mei 1944.—Besluit—Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles (Soco). Machtiging.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942 ;

Gelet op artikel 6 van het decreet van 27 Februari 1887, betreffend de handelsvennootschappen,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid "Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles, bij verkorting "SOCO" ", welke den 4n October 1943 te Elisabethstad werd opgericht en welker statuten hierbij gaan, wordt gemachtigd.

Zij is een rechtspersoon onderscheiden van den persoon der vennoten.

Londen, 19 Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

**SOCIETE CONGOLAISE D'ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES
(SOCIETE CONGOLAISE A RESPONSABILITE LIMITEE).**

STATUTS.

Messieurs :

HAZAN, Nelson, commerçant, demeurant à Elisabethville, Avenue Leman, 158,

HAZAN, Léon, commerçant, demeurant à Elisabethville, Avenue Albert, 102,

Madame HAZAN, Nelson, sans profession, née **MAYO**, Victoria, demeurant à Elisabethville, Avenue Leman, 158, dûment autorisée et assistée par son époux,

Madame HAZAN, Léon, sans profession, née **MENASSE**, Esther, demeurant à Elisabethville, Avenue Albert, 102, épouse séparée de biens de Monsieur **HAZAN**, Léon,

Messieurs :

BERTOUILLE, René, expert comptable, demeurant à Elisabethville, route de l'Etoile,
 QUARTIER, Raymond, expert comptable, demeurant à Elisabethville, Avenue Léopold,
 DANON, Robert, Agent commercial, demeurant à Elisabethville, Avenue Tanganika, N° 17.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné d'enregistrer acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer suivant les règles suivantes :

TITRE PREMIER.

DENOMINATION—OBJET—SIEGE—DUREE.

ARTICLE I.—Il est formé une société congolaise, par actions, à responsabilité limitée, sous le nom de "SOCIETE CONGOLAISE D'ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES", par abréviation "SOCO".

Elle est constituée conformément et sous le régime des Lois, Décrets et Ordonnances en vigueur au Congo Belge, et sous la condition suspensive de l'approbation des statuts conformément à la loi.

ARTICLE II.—La société a pour objet le commerce en général, tant au Congo Belge qu'en Belgique, ainsi que toutes opérations financières, industrielles, immobilières ou autres, à l'effet de réaliser l'objet social.

Elle pourra prendre un intérêt par voie d'apport, de souscription, de participations financières ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises dont l'objet est directement ou indirectement apparenté à l'objet social, ou favoriserait le développement de cet objet social.

ARTICLE III.—Le siège de la société est fixé à Elisabethville, Congo Belge.

Le siège social peut être, par décision du conseil d'Administration, séparé du siège Administratif. Le siège social pourra être fixé ailleurs qu'à Elisabethville, mais restera fixé dans une localité du Congo Belge. Le siège Administratif pourra être fixé éventuellement en Belgique ou même dans un autre pays d'Afrique ou d'Europe. Les transferts de sièges social ou administratif sont décidés par le Conseil d'Administration, les décisions sont publiées au *Bulletin Officiel du Congo Belge* et au *Bulletin Administratif* et Commercial.

ARTICLE IV.—La durée de la société est fixée à trente années à compter du jour de signature des présentes. La société peut être prorogée après ce terme, ou elle peut être dissoute anticipativement. Elle peut prendre des engagements pour une durée qui dépasse le terme fixé ci-dessus.

TITRE DEUXIEME.

CAPITAL SOCIAL—ACTIONS.

ARTICLE V.—Le capital social est fixé à QUATRE MILLIONS DE FRANCS, représenté par quatre mille actions de capital d'une valeur nominale de mille francs chacune.

Il n'existe pas d'autre espèce d'actions.

Le capital social est intégralement souscrit comme suit :

1. Monsieur HAZAN, Nelson	...	...	1.969 actions
2. Monsieur HAZAN, Léon	...	...	1.969 actions
3. Madame HAZAN, Nelson, née Mayo Victoria			20 actions
4. Madame HAZAN, Léon, née Menasse Esther			20 actions
5. Monsieur BERTOUILLE, René	...	...	1 action
6. Monsieur QUARTIER, Raymond	...	...	1 action
7. Monsieur DANON, Robert	...	...	20 actions
Total			4.000,— actions

représentant $4.000 \times \text{Frs. } 1.000 = \text{QUATRE MILLIONS DE FRANCS EN CAPITAL.}$

Les comparants déclarent que toutes les actions sont entièrement libérées et que le capital social se trouve ainsi intégralement à la disposition de la société constituée par les présents statuts.

ARTICLE VI.—Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire des Actionnaires, réunis à cette fin et statuant dans les conditions nécessaires pour les modifications à apporter aux statuts.

ARTICLE VII.—Les actions sont nominatives et inscrites au nom du propriétaire de ces actions, dans un registre des actionnaires tenu par le Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale extraordinaire statuant dans les conditions nécessaires pour les modifications aux statuts peut décider d'autoriser la transformation des actions en actions au porteur. Après cette décision, cette transformation ne sera toutefois exécutée que sur demande expresse et écrite de l'actionnaire qui désirera se prévaloir de cette faculté.

ARTICLE VIII.—Les actions ne seront cessibles qu'après approbation des statuts, conformément à la loi.

ARTICLE IX.—Le fait de souscrire ou d'acquérir une action constitue adhésion expresse et intégrale aux présents statuts. Cette adhésion s'étend à tous les co-propriétaires d'une action appartenant en indivis à plusieurs. Les co-propriétaires doivent choisir un représentant unique qui les représente dans l'exercice de droits d'actionnaires.

ARTICLE X.—Les ayants-droit d'un actionnaire décédé ne peuvent requérir inventaire ni apposition des scellés et sont tenus comme l'actionnaire lui-même dont ils ont obtenu leur droit.

ARTICLE XI.—Au cas où les dispositions de l'article IX relatives au choix d'un représentant des co-propriétaires d'une action n'étaient pas exécutées, la société suspendra par décision de conseil d'Administration les droits afférents à l'action ou aux actions en question, jusqu'à exécution de ces dispositions.

Dans le cas d'actions au Porteur la société ne tiendra en aucun cas compte d'aucun droit prétendu, et considérera comme légitime propriétaire et seul actionnaire le détenteur de l'action au porteur.

ARTICLE XII.—Dans le cas d'augmentation de capital, les nouvelles actions qui seront entièrement libérées seront offertes par préférence et suivant la publicité nécessaire décidée par le Conseil d'Administration, pendant un délai approprié, aux porteurs d'actions.

TITRE TROIS.

CONSEIL D'ADMINISTRATION—DELEGATION—SURVEILLANCE.

ARTICLE XIII.—La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires de la Société.

Les Administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale des Actionnaires, qui fixe leur nombre et la durée de leur mandat.

Ils sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués par l'Assemblée Générale. Le premier Conseil est nommé pour un terme de trois ans expirant à l'Assemblée Générale annuelle de 1946. A partir de cette assemblée générale ; un Administrateur est nommé chaque année à réélection suivant un ordre de sortie déterminé par la voie du sort et en séance du conseil d'Administration. En cas de vacance d'un mandat d'Administrateur, les Administrateurs restants et les commissaires réunis ont le droit d'y pourvoir provisoirement jusqu'à l'Assemblée Générale la plus prochaine.

ARTICLE XIV.—L'Assemblée Générale peut attribuer aux Administrateurs des émoluments fixes, imputables aux frais généraux.

ARTICLE XV.—Chaque Administrateur doit affecter par privilège dix actions de capital ou une somme en espèces de dix milles francs, à la garantie de sa gestion. Les actions ou cette somme, sont restituées, après approbation par l'Assemblée Générale du dernier bilan pendant la durée des fonctions, et après décharge.

ARTICLE XVI.—Le Conseil d'Administration nomme dans son sein un Président du Conseil, dont la voix sera prépondérante en cas de partage égal des voix au cours des délibérations du Conseil, et qui en son absence, sera remplacé par un Administrateur désigné par lui ou sinon par le doyen d'âge des Administrateurs.

ARTICLE XVII.—Le Conseil d'Administration se réunit au siège social, ou éventuellement au siège Administratif, si celui-ci est séparé du siège social, et sur convocation écrite du Président, ou à la demande d'un des Administrateurs. Le Conseil peut décider qu'exceptionnellement il se réunit ailleurs qu'au siège social ou Administratif.

ARTICLE XVIII.—Les décisions du Conseil d'Administration ne sont valables que si la majorité des membres est présente ou représentée. Cette représentation pourra être faite par lettre ou télégramme donnant procuration de représenter l'Administrateur absent ou empêché, laquelle procuration ne sera valablement donnée qu'à un actionnaire de la société qui aura à justifier de cette qualité.

Les décisions sont prises à la majorité des voix.

ARTICLE XIX.—Il est tenu un registre des Procès-verbaux de Conseil d'Administration, par les soins du Président du Conseil. Les procès-verbaux seront signés par tous les membres du Conseil. Il en sera remis copie signée pour conforme par le Président sur demande, à chaque membre. Le registre sera tenu à la disposition des membres à tous moments.

ARTICLE XX.—Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des affaires sociales, et en tout ce qui s'y rapporte, et est compétent pour tout ce qui n'est pas exclusivement réservé à l'Assemblée Générale des actionnaires.

Il peut notamment et sans que la désignation qui va suivre soit limitative, acquérir, échanger et aliéner tous biens meubles et immeubles, emprunter à court et à long terme, avec ou sans garantie, consentir et accepter toutes garanties hypothécaires ou autres, donner mainlevée avec renonciation à tous droits réels privilégiés, hypothèques, de toutes inscriptions, transcriptions, saisies et oppositions, sans qu'il soit nécessaire de justifier d'aucun paiement, stipuler toutes voies parées, transiger et compromettre. Les actions en justice sont nues et défendues au nom de la société, par le Conseil d'Administration ; poursuites et diligences du Président du Conseil ou d'un Administrateur délégué à cet effet, ou d'un agent de la société dûment habilité par le Conseil d'Administration.

ARTICLE XXI.—Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs membres, avec allocation, le cas échéant d'émoluments spéciaux. Cette délégation peut en tout temps être révoquée par le Conseil.

Un extrait du procès verbal de la séance de Conseil contenant délégation de pouvoirs sera déposé et publié comme en matière de modifications aux statuts.

A défaut de telle délégation, tous les actes seront signés par deux Administrateurs au moins pour être valables et engager la société.

ARTICLE XXII.—Par résolution spécialement motivée le Conseil d'Administration pourra, lorsque l'intérêt de la société l'exige, donner une délégation spéciale et temporaire à un agent de la société, pour le représenter dans tout ou partie de ses pouvoirs. Cet agent sera de préférence un agent qui réunit en même temps la qualité d'actionnaire.

ARTICLE XXIII.—Les opérations de la société sont surveillées par un commissaire aux comptes ou un collège de commissaires.

Il est nommé par l'Assemblée Générale, pour un mandat de trois ans, mais à tout moment révocable par l'Assemblée Générale. Le commissaire ou le collège de commissaires est rééligible.

Une Assemblée Générale doit être immédiatement convoquée par le Conseil d'Administration pour le remplacer en cas de décès, d'absence ou d'incapacité à continuer les fonctions de façon définitive ou même prolongée au delà de trois mois.

Les droits et devoirs de commissaires sont ceux déterminés par les lois belges coordonnées sur les sociétés commerciales.

Le commissaire ou le collège des commissaires sont élus de préférence parmi les actionnaires réunissant les capacités voulues, sinon parmi les experts-comptables résidant au siège social ; et dans ce cas de préférence parmi les personnes de nationalité belge. Leurs émoluments seront fixés par l'Assemblée Générale des actionnaires.

TITRE QUATRE.

ASSEMBLEES GENERALES.

ARTICLE XXIV.—L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Elle possède les pouvoirs les plus étendus, et peut modifier les statuts sans toutefois

changer l'objet social. Ses décisions sont obligatoires pour tous les actionnaires, présents ou absents, dissidents ou incapables.

ARTICLE XXV.—L'Assemblée Générale ordinaire est annuelle.

Elle se réunit à Elisabethville, au siège social, le dernier samedi du mois d'avril de chaque année, à dix heures du matin. Si ce jour est un jour férié légal l'Assemblée sera tenue à la même heure et au même lieu, le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale ordinaire est convoquée par des convocations écrites personnelles, adressées à chaque actionnaire par les soins du Président du Conseil d'Administration, et recommandées à la poste, huit jours au moins avant la date de la réunion. La convocation de l'assemblée Générale est annoncée également dans le *Bulletin Administratif et Commercial* et dans un journal d'Elisabethville dans les mêmes délais.

ARTICLE XXVI.—L'Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée autant de fois que l'intérêt social l'exige.

Elle doit obligatoirement être convoquée sur la demande écrite d'un ou plusieurs actionnaires possédant au moins vingt actions.

Ces assemblées se tiennent également au siège social et la convocation à ces assemblées est faite et publiée dans les mêmes conditions que pour l'Assemblée Générale ordinaire.

ARTICLE XXVII.—Toutes convocations pour une Assemblée Générale contiennent l'ordre du jour.

Dans le cas d'Assemblée Générale extraordinaire celui-ci contient nécessairement les points soulevés par les actionnaires provoquant la convocation de l'Assemblée, points qui devront obligatoirement avoir été communiqués dans la lettre du Conseil d'Administration demandant la réunion de l'Assemblée.

Les Assemblées ne peuvent délibérer valablement que sur les points figurant à l'ordre du jour.

ARTICLE XXVIII.—Chaque action représente une voix. Tout propriétaire d'actions peut se faire représenter par un autre actionnaire à l'Assemblée Générale. Celle-ci prend valablement des décisions à la majorité des voix et à la condition qu'un cinquième au moins du capital soit représenté.

Cependant cette majorité devra être d'au moins les trois quarts des actions émises lorsqu'il s'agit de délibérer.

- 1°. Sur la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société.
- 2°. Sur l'augmentation ou la réduction du capital social.
- 3°. Sur la fusion avec d'autres sociétés.
- 4°. Sur toutes autres modifications aux statuts.

ARTICLE XXIX.—Dans le cas où la majorité spéciale ci-dessus n'était pas atteinte, une nouvelle assemblée générale extraordinaire sera convoquée et cette dernière assemblée délibère décide valablement quelque soit la proportion d'actions représentées et prenant part au vote. Les décisions ne seront toutefois adoptées que si elles réunissent les trois quarts des votes.

ARTICLE XXX.—Dans le cas de représentation d'actionnaires à une assemblée générale, le Conseil d'Administration pourra décider de la formule de procuration à employer par l'actionnaire, et de la date précédant l'assemblée où cette procuration devra avoir été déposée au siège social, comme de vérifier les conditions remplies ou à remplir par les personnes morales, interdits, mineurs ou autres incapables qui viendraient à détenir des droits d'actionnaire, et à être représentées à ce titre aux assemblées générales.

ARTICLE XXXI.—L'assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil, ou, à son défaut, par le plus ancien Administrateur.

Le Président de l'Assemblée désigne le secrétaire qui ne doit pas être actionnaire et qui établit les procès-verbaux sous la dictée du Président de l'Assemblée, et les signe avec lui et les actionnaires qui le demandent.

TITRE CINQ.

ARTICLE XXXII.—L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, la première année sociale commencera le septième octobre 1943 pour finir le trente et un décembre 1943.

ARTICLE XXXIII.—Chaque année, le trente et un décembre et pour la première fois le trente et un décembre 1943, les comptes de la société sont arrêtés et il est dressé, par les soins du Conseil d'Administration un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes dettes actives et passives de la société avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des directeurs, Administrateurs et commissaires, envers la société.

Le Conseil d'Administration, à la même époque, forme le bilan et le compte de profits et pertes, dans lequel les amortissements nécessaires doivent être faits.

Le Conseil d'Administration évalue l'actif et le passif de la société.

Le Conseil d'Administration remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la société, un mois avant l'assemblée générale ordinaire, aux commissaires qui doivent faire un rapport contenant leurs propositions.

ARTICLE XXXIV.—Quinze jours avant l'assemblée générale les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif.

1°. du bilan et du compte de profits et pertes.

2°. de la liste des fonds publics, des actions, des obligations et autres titres de société qui composent le portefeuille.

3°. du rapport des commissaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes de même que le rapport des commissaires sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation.

ARTICLE XXXV.—L'assemblée générale se prononce sur l'adoption du bilan et donne décharge par un vote spécial aux Administrateurs et commissaires.

ARTICLE XXXVI.—L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements, constitue le bénéfice net.

Sur celui-ci il sera prélevé :

Dix pour cent pour la formation d'un fonds de réserve qui peut atteindre sans le dépasser, le montant du capital social.

b) sur le surplus, la somme nécessaire pour payer aux actions de capital, un intérêt calculé au taux de cinq pour cent l'an sur le montant dont elles sont libérées. Du solde il est attribué :

1°. un pourcentage à fixer par l'assemblée générale au profit du Conseil d'Administration et du collège des commissaires, selon un règlement d'ordre intérieur établi par le Conseil d'Administration, sans que les tantièmes d'un commissaire puissent dépasser le tiers des tantièmes d'un Administrateur.

2°. Un pourcentage éventuel destiné à récompenser tout ou partie du personnel.

Le solde subsistant sera ou réparti entre les actionnaires ou réinvesti ou reporté à l'année suivante ou sera l'objet d'une autre affectation par l'Assemblée générale.

ARTICLE XXXVII.—Le paiement des dividendes se fait aux lieux et époques que le conseil d'Administration détermine.

Tout dividende non réclamé dans les cinq ans de son exigibilité est prescrit.

TITRE SIX.

DISSOLUTION—LIQUIDATION.

ARTICLE XXXVIII.—La société peut en tous temps, être dissoute par décision de l'Assemblée Générale. En cas de perte de la moitié du capital, les Administrateurs doivent soumettre à l'Assemblée générale la question de dissolution de la société.

ARTICLE XXXIX.—En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires a les droits les plus étendus pour désigner le ou les liquidateurs pour déterminer leurs pouvoirs et leurs émoluments et pour fixer, s'il y a lieu, le mode de liquidation.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale continueront comme pendant l'existence de la société, elle confère s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de liquidation et donne tous quitus et décharges.

ARTICLE XXXX.—Après apurement de toutes les dettes et charges, et des frais de liquidation, l'actif net servira tout d'abord à rembourser en espèces ou en titres, les actions de capital.

S'il existe un surplus, il sera reparté entre actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

TITRE SEPT.

DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE XXXXI.—Tout actionnaire, non domicilié à Elisabethville sera tenu d'y élire son domicile, pour tout ce qui le rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera sensé élu au siège administratif de la société, où toutes communications ; sommations, significations et assignations pourront valablement lui être faites.

Les Administrateurs, commissaires et liquidateurs domiciliés à l'étranger, sont sensés pendant toute la durée de leurs fonctions, élire domicile au siège administratif où toutes les assignations et notifications peuvent valablement leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

ARTICLE XXXXII.—Dans les six mois de leur approbation, conformément à la loi, les présents statuts seront déposés en copie, au Greffe du Tribunal de Première Instance d'Elisabethville, et publiés au *Bulletin Officiel* et au *Bulletin Administratif et Commercial du Congo Belge*.

ARTICLE XXXXIII.—Le premier conseil d'Administration est désigné par les présents statuts et est composé de Messieurs Nelson HAZAN, président ;

Léon HAZAN et

René BERTOUILLE, Administrateurs.

ARTICLE XXXXIV.—Les frais de constitution de la société s'élèvent à 60.000 frs. (SOIXANTE MILLE FRANCS) environ.

La société est formée sous la condition suspensive de son approbation, conformément à la loi.

Fait à Elisabethville, le quatrième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante trois.

sé N. HAZAN.

sé L. HAZAN.

sé V. HAZAN.

sé E. HAZAN.

sé R. BERTOUILLE.

sé R. QUARTIER.

sé R. DANON.

Pour autorisation maritale,

sé N. HAZAN.

L'an mil neuf cent quarante-trois, le quatrième jour du mois d'octobre. Nous VAN VAERENBERGH, Julien, Notaire à Elisabethville, certifions que l'acte de constitution de société congolaise par actions à responsabilité limitée " SOCIETE CONGOLAISE D'ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES " ci-dessus nous a été présenté ce jour par :

Messieurs :

HAZAN, Nelson, commerçant, résidant à Elisabethville,

HAZAN, Léon, commerçant résidant à Elisabethville,

Madame HAZAN, Nelson, sans profession, née Victoria Mayo, dûment autorisée et assistée par son mari, Monsieur HAZAN, Nelson, résidant à Elisabethville,

Madame HAZAN, Léon, sans profession, née MENASSE, Esther, épouse séparée de biens de Monsieur HAZAN, Léon, résidant à Elisabethville,

Messieurs :

BERTOUILLE, René, expert-comptable, résidant à Elisabethville,
 QUARTIER, Raymond, expert-comptable ; résidant à Elisabethville,
 DANON, Robert, agent commercial, résidant à Elisabethville.

Lecture de l'acte leur donnée par nous, Notaire en présence de Messieurs PAULUS, Joseph et DENIS, Arsène Fonctionnaires de la Colonie résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la loi, les parties précitées nous ont déclaré, devant les dits témoins que cet acte de constitution tel qu'il est, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes ont été signées par les parties, les témoins et par nous, Notaire et ont été revêtues du sceau de notre office.

Les parties.	Les témoins.	Le Notaire.
sé N. HAZAN.	sé PAULUS.	sé VAN VAERENBERGH.
sé L. HAZAN.	sé DENIS.	
sé V. HAZAN.		
sé E. HAZAN.		
sé R. BERTOUILLE.		
sé R. QUARTIER.		
sé R. DANON.		

Pour autorisation maritale,
 sé N. HAZAN.

Enregistré à l'office Notarial d'Elisabethville, volume XVIII Folios 13 & 17.

Frais d'acte	...	...	...	120,—
Enregistrement	...	...	...	490,—
Total perçu	...	...	...	390,—

quitt. 235 du 7 octobre 1943.

Le notaire J. VAN VAERENBERGH.
 sé VAN VAERENBERGH.

Vu pour légalisation de la signature de Mr.
 J. VAN VAERENBERGH, Notaire à Elisabethville.
 Elisabethville, le 7 octobre 1943.
 Le Chef du secrétariat Provincial a.i.
 G. LIBERTON.

Administrateur Territorial Principal.

sé LIBERTON.

Perçu 1.479,— frs. pour 3 copies conformes quitt.
 248 du 15 octobre 1943.

Pour copie certifiée conforme, Elisabethville, le
 7 octobre 1943.

Le Notaire J. VAN VAERENBERGH.

L'an mil neuf cent quarante-quatre, le sixième jour du mois de janvier, Nous, MOULINASSE, Paul, docteur en droit, Notaire à Elisabethville, certifions que l'avenant à l'acte de constitution de la Société Congolaise d'Entreprises Commerciales et Industrielles ci-avant, nous a été présenté ce jour par :

Messieurs :

HAZAN, Nelson, commerçant, résidant à Elisabethville, avenue Leman, 158,
 HAZAN, Léon, commerçant, résidant à Elisabethville, avenue Albert, 102,

Madame HAZAN, Nelson, sans profession, née MAYO, Victoria, résidant à Elisabethville, avenue Leman 158, dûment autorisée par son époux,

Madame HAZAN, Léon, sans profession, née MENASSE, Esther, résidant à Elisabethville, avenue Albert 102, épouse séparée de biens de Monsieur HAZAN, Léon,

Messieurs :

BERTOUILLE, René, expert-comptable, résidant à Elisabethville, route de l'Etoile,

QUARTIER, Raymond, expert-comptable, résidant à Elisabethville, avenue Léopold,

DANON, Robert, agent commercial, résidant à Elisabethville, avenue Tanganika, N° 17.

Après lecture de l'acte leur donnée par Nous. Notaire, en présence de Messieurs PAULUS, Joseph et LECLERCQ, Louis, Fonctionnaires de la Colonie résidant tous deux à Elisabethville, témoins à ce requis réunissant les conditions exigées par la Loi, les parties précitées, nous ont déclaré, devant les dits témoins, que cet acte, tel qu'il est rédigé, renferme bien l'expression de leur volonté.

En foi de quoi, les présentes on été signées par les parties, les témoins et par Nous, Notaire, et ont été revêtues du sceau de notre Office.

Les Parties.

sé N. HAZAN.

sé L. HAZAN.

sé V. HAZAN.

sé E. HAZAN.

sé R. BERTOUILLE.

sé R. QUARTIER.

sé R. DANON.

Les Temoins.

sé PAULUS.

sé LECLERCQ.

Le Notaire.

sé P. MOULINASSE.

Pour autorisation maritale,

sé N. HAZAN.

Enregistré à l'Office Notarial d'Elisabethville, Volume XVIII.

Folios : 36 × 37.

Mots barrés : néant.

Mots ajoutés : néant.

Frais d'acte	...	...	...	...	120,00
Enregistrement	...	...	...	...	70,00
Légalisation signature du Notaire	...	...	...	...	10,00 Quitt. No. 7 du 6-1-1944.
3 copies conformes	...	...	...	...	210,00

Total perçu ... 410,00 francs.—

Le Notaire, P. MOULINASSE.

sé P. MOULINASSE.

Vu pour légalisation de la signature de Mr. Paul MOULINASSE, Notaire à Elisabethville.

Elisabethville, le 6 janvier 1944.

Le Chef du Secrétariat Provincial,

G. LIBERTON.

Administrateur Territorial Principal,

sé G. LIBERTON.

Approuvé et annexé à l'arrêté du 19 mai 1944.
Goedgekeurd en gehecht aan het Besluit van
19n Mei 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

**SOCIETE CONGOLAISE D'ENTREPRISES COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES
(SOCIETE CONGOLAISE A RESPONSABILITE LIMITEE).**

STATUTS—AVENANT.

Messieurs :

HAZAN, Nelson, commerçant, demeurant à Elisabethville, avenue Leman, 158,

HAZAN, Léon, commerçant, demeurant à Elisabethville, avenue Albert, 102,

Madame HAZAN, Nelson, sans profession, née MAYO, Victoria, demeurant à Elisabethville, avenue Leman 158, dûment autorisée par son époux,

Madame HAZAN, Léon, sans profession, née MENASSE, Esther, demeurant à Elisabethville, Avenue Albert, 102 ; épouse séparée de biens de Monsieur HAZAN Léon,

Messieurs :

BERTOUILLE, René, Expert-Comptable, demeurant à Elisabethville, Route de l'Etoile,

QUARTIER, Raymond, Expert-Comptable, demeurant à Elisabethville, Avenue Léopold,

DANON, Robert, Agent Commercial, demeurant à Elisabethville, Avenue Tanganika, N° 17.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné d'enregistrer acte de l'avenant aux statuts d'une Société Congolaise par actions qu'ils ont constituée par acte du quatre octobre Mil neuf cent quarante trois.

ARTICLE ADDITIONNEL.

Les bilans et comptes annuels de profits et pertes de la Société ainsi que tous actes dont publication est ordonnée suivant la Loi au *Bulletin Officiel* seront également publiés au *Bulletin Administratif du Congo Belge*.

sé N. HAZAN.

sé L. HAZAN.

sé V. HAZAN.

sé E. HAZAN.

sé R. BERTOUILLE.

sé R. QUARTIER.

sé R. DANON.

Pour autorisation maritale,

sé N. HAZAN.

MINISTERE DE LA JUSTICE.

1 juin 1944.—Arrêté-loi portant modifications temporaires de la législation sur la nationalité.

RAPPORT AU CONSEIL.

Les lois sur la nationalité coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 comportent, pour la renonciation, la conservation, l'acquisition de la nationalité belge, etc..., divers délais dans lesquels des déclarations doivent être faites.

Etant donné les circonstances de la guerre, il y a lieu d'accorder aux intéressés qui, à la date du 10 mai 1940 ou postérieurement à cette date, se trouvaient dans les conditions pour faire ces déclarations, un délai nouveau dont la durée n'est pas déterminée ; un arrêté royal ultérieur fixera la fin de ce nouveau délai.

MINISTERIE VAN JUSTITIE.

1 Juni 1944.—Besluit-wet houdende tijdelijke wijzigingen van de wetgeving op de nationaliteit.

VERSLAG AAN DEN RAAD.

De wetten op de nationaliteit, samengeordend door het koninklijk besluit van 14 December 1932, bepalen voor den afstand, het behoud, de verkrijging van de Belgische nationaliteit, enz..., verschillende termijnen binnen welke de verklaringen moeten afgelegd worden.

Wegens de oorlogsomstandigheden dient aan de belanghebbenden, die zich op 10 Mei 1940 of na dien datum in de vereischte voorwaarden bevonden om deze verklaringen af te leggen, een nieuwe termijn toegekend waarvan de duur niet wordt vastgesteld; een later te nemen koninklijk besluit zal het einde van dezen nieuwen termijn vaststellen.

Il y a lieu également d'assouplir et d'aménager les règles contenues dans l'arrêté royal de coordination (art. 8) en faveur de ceux qui, ayant quitté le pays par le fait de la guerre, ont été empêchés de remplir les conditions de résidence exigées pour la recevabilité de l'option.

Il suffira, pour ceux-ci, de rétablir, dans un certain délai, leur résidence en Belgique, à la Colonie ou dans le pays étranger où leur père exerce une fonction conférée par le Gouvernement, pour que le temps écoulé avant leur départ de Belgique, de la Colonie ou du pays étranger où leur père exerce une fonction conférée par le Gouvernement, ajouté à celui de leur résidence lors de leur retour, leur conserve le droit à l'option.

Une mesure analogue est prise en faveur de ceux qui sollicitent la naturalisation belge.

Enfin, il a paru élémentaire d'assimiler à la durée de résidence en Belgique ou à la Colonie, le temps passé aux Forces, à la Marine ou au service de la Belgique ou de ses alliés.

Cette assimilation vaut également pour le temps passé à l'étranger, soit pour rejoindre les Forces et le service de la Belgique et des Alliés, soit en captivité ou en travail forcé.

Le Ministre de la Justice,

ANT. DELFOSSE.

ARRETE-LOI.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil ;

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;

Vu les lois du 15 mai 1922, 4 août 1926, 30 mai 1927 et 15 octobre 1932 sur la nationalité coordonnées par l'arrêté royal du 14 décembre 1932 ;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ART. 1.—Les personnes qui à la date du 10 mai 1940 ou postérieurement à cette date se trouvaient dans les délais légaux pour faire les déclarations en vue :

Ook moeten de regelen in het koninklijk besluit tot samenordening (art. 8) verzacht en aangepast worden ten gunste van hen die wegens den oorlog het land hebben verlaten en daardoor belet werden de voor de ontvanke-lijkheid der keuze vereischte voorwaarden met betrekking tot het verblijf te vervullen.

Het zal voor dezen volstaan hun verblijf binnen een zekeren termijn opnieuw te vestigen in België, in de Kolonie of in het vreemd land waar hun vader een door de Regeering begeben ambt vervult, opdat, door samenvoeging van den tijd verlopen vóór hun vertrek uit België, uit de Kolonie of uit het vreemd land waar hun vader een door de Regeering begeben ambt vervulde, en van den tijd van hun verblijf bij hun terugkeer, hun recht op keuze behouden blijve.

Een gelijkaardige maatregel wordt genomen ten gunste van hen die de Belgische naturalisatie aanvragen.

Het leek eindelijk vanzelfsprekend, den bij de Strijdkrachten, bij de Marine of in den dienst van België of zijn bondgenooten doorgebrachten tijd met den duur van het verblijf in België of in de Kolonie gelijk te stellen.

Deze gelijkstelling geldt ook voor den tijd in den vreemde doorgebracht, hetzij om zich bij de Strijdkrachten en den dienst van België en zijn Bondgenooten te vervoegen, hetzij in gevangenschap of verplichten arbeidsdienst.

De Minister van Justitie,

ANT. DELFOSSE.

BESLUIT-WET.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd ;

Gelet op de artikelen 26 en 82 van de Grondwet ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen ;

Gelet op de wetten van 15 Mei 1922, 4 Augustus 1926, 30 Mei 1927 en 15 October 1932 op de nationaliteit, samengeordend door het koninklijk besluit van 14 December 1932 ;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

ART. 1.—Voor de personen die op 10 Mei 1940 of na dezen datum zich binnen de wettelijke termijnen bevonden voor het afleggen van de verklaringen tot :

de renoncer à la nationalité belge par application des articles 4, alinéa 2 et 5, alinéa 2 de l'arrêté royal de coordination des lois sur la nationalité du 14 décembre 1932 ;

de conserver la nationalité belge par application de l'article 18, 3^e alinéa du même arrêté royal ;

de décliner la nationalité belge par application de l'article 18*bis*, par. 8 du même arrêté royal ;

de recouvrer la nationalité belge par application de l'article 19 alinéa 2 du même arrêté royal ;

d'acquérir la nationalité belge par application de l'article 15 du même arrêté royal ;

jouissent pour faire ces déclarations d'un nouveau délai dont la date d'expiration sera déterminée par arrêté royal.

Cette disposition n'est pas applicable aux femmes qui ont épousé un ressortissant d'un Etat qui, au moment du mariage, se trouvait en guerre avec la Belgique.

ART. 2.—En ce qui concerne l'option, l'intéressé qui, ayant eu sa résidence en Belgique l'a quittée par le fait de la guerre, satisfera aux conditions de résidence prescrites par l'art. 8 de l'arrêté royal du 14 décembre 1932, en rétablissant sa résidence en Belgique ou à la Colonie ou dans le pays étranger où son père exerce une fonction conférée par le Gouvernement Belge et en l'y maintenant pendant une durée qui, ajoutée à celle de sa résidence antérieure, complètera la durée de résidence exigée par la disposition susindiquée.

La condition de résidence (art. 8-1^o) durant l'année antérieure à la déclaration d'option ainsi que l'obligation de faire la déclaration avant l'expiration de la 22^e année (art. 8-2^o) est suspendue pour les intéressés visés dans la présente disposition.

ART. 3.—En ce qui concerne les naturalisations, la durée du séjour habituel en Belgique prévue par les articles 12 et 13 de l'arrêté du 14 décembre 1932 pour l'obtention de la grande et de la petite naturalisation ne sera pas considérée comme interrompue par une résidence temporaire à l'étranger, par le fait de la guerre, pour autant que les intéressés rétablissent leur résidence en Belgique ou à la Colonie au plus tard dans les deux ans qui suivront la libération totale du territoire.

afstand van de Belgische nationaliteit met toepassing van de artikelen 4, tweede lid en 5, tweede lid van het koninklijk besluit van 14 December 1932 tot samenordering van de wetten op de nationaliteit ;

behoud van de Belgische nationaliteit met toepassing van artikel 18, derde lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

afwijzing van de Belgische nationaliteit met toepassing van artikel 18*bis*, paragraaf 8 van hetzelfde koninklijk besluit ;

herkrijging van de Belgische nationaliteit met toepassing van artikel 19, tweede lid van hetzelfde koninklijk besluit ;

verkrijging van de Belgische nationaliteit met toepassing van artikel 15 van hetzelfde koninklijk besluit ;

wordt voor het afleggen van deze verklaringen een nieuwe termijn gesteld welke zal verstrijken op een bij koninklijk besluit te bepalen datum.

Deze beschikking is niet van toepassing op de vrouwen, gehuwd met een burger van een Staat die, toen het huwelijk werd aangegaan, met België in oorlog was.

ART. 2.—Wat de keuze betreft, voldoet de belanghebbende die zijn verblijfplaats in België had en ze om reden van den oorlog heeft verlaten, aan de voorwaarden met betrekking tot het verblijf, lijk gesteld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 14 December 1932, door zijn verblijf opnieuw te vestigen in België of in de Kolonie of in het vreemd land waar zijn vader een door de Belgische Regeering bevestigd ambt vervult en ze aldaar te behouden tot de duur van dit nieuw verblijf, gevoegd bij dien van het vroegere verblijf, den door voormelde bepaling vereischten duur van verblijf bereikt.

De voorwaarde van verblijf (art. 8-1^o) gedurende het jaar dat aan de verklaring der keuze voorafgaat, evenals de verplichting de verklaring af te leggen vóór het verstrijken van het 22^e jaar (art. 8-2^o) wordt voor de in deze bepaling bedoelde belanghebbenden geschorst.

ART. 3.—Wat de naturalisaties betreft, wordt de duur van het gewone verblijf in België, lijk bij de artikelen 12 en 13 van het besluit van 14 December 1932 voor het verkrijgen van de gewone en van de staatsnaturalisatie bepaald, door een tijdelijk verblijf in den vreemde om reden van den oorlog niet als onderbroken beschouwd, voor zoover de belanghebbenden hun verblijf opnieuw in België of in de Kolonie vestigen uiterlijk binnen de twee jaren die op de volledige bevrijding van het grondgebied volgen.

ART. 4.—Est, pour l'application de l'arrêté royal du 14 décembre 1932, assimilé à la durée de la résidence en Belgique ou dans la Colonie, le temps passé à l'Étranger, aux Forces, à la Marine Marchande ou au service de la Belgique ou de ses alliés, y compris le temps passé pour les rejoindre.

Il en est de même du temps passé à l'étranger en captivité ou en travail forcé.

ART. 5.—Le délai de deux mois prévu par l'article 17 de l'arrêté royal du 14 décembre 1932 pour la transcription de l'acte de naturalisation, est, pour tous ceux qui ont été empêchés de l'effectuer par le fait de la guerre, reporté à l'expiration des deux années qui suivront la libération totale du territoire.

Promulguons le présent arrêté-loi ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'État et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 1er juin 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

4 juillet 1944.—Arrêté ministériel complétant et modifiant l'arrêté ministériel du 6 mai 1943, concernant l'application de l'arrêté-loi du 26 février 1942.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1943, portant modifications à l'arrêté-loi du 26 février 1942 ;

Revu l'arrêté ministériel du 6 mai 1943 ;

Vu les avis du Ministre des Colonies, et de la Commission Consultative de l'Enseignement Belge en Grande-Bretagne ;

ART. 4.—Voor de toepassing van het koninklijk besluit van 14 December 1932, wordt met den duur van het verblijf in België of in de Kolonie gelijkgesteld de tijd welke in den vreemde, bij de Strijdkrachten, bij de Koopvaardij of in den dienst van België of zijn bondgenooten werd doorgebracht, met inbegrip van den tijd gebruikt om zich aldaar te vervoegen.

Hetzelfde geldt voor den tijd op den vreemde in gevangenschap of in verplichten arbeidsdienst doorgebracht.

ART. 5.—De termijn van twee maanden, bij artikel 17 van het koninklijk besluit van 14 December 1932 bepaald voor de overschrijving van de akte van naturalisatie, wordt voor al degenen die om reden van den oorlog belet waren dit te doen, verlengd tot de twee jaren die volgen op de volledige bevrijding van het grondgebied zijn verstreken.

Kondigen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, den 1n Juni 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN OPENBAAR ONDERWIJS,

4 Juli 1944.—Ministerieel besluit tot aanvulling en wijziging van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 betreffende de toepassing van de besluit-wet van 26 Februari 1942.

DE MINISTER VAN OPENBAAR ONDERWIJS.

Gelet op de besluit-wet van 30 December 1943 houdende wijzigingen aan de besluit-wet van 26 Februari 1942 ;

Herzien het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 ;

Gelet op het advies van den Minister van Koloniën en van de Commissie van Advies voor het Belgisch Onderwijs in Groot-Brittannië ;

ARRETE :

ART. 1.—Les écoles suivantes sont admises au bénéfice de la disposition de l'alinéa 2, de l'article 2 de l'arrêté-loi du 26 février 1942, modifié par l'arrêté-loi du 30 décembre 1943 :

1. Collège Albert 1er, à Léopoldville,
2. Collège Saint-François de Sales, à Elisabethville,
3. Institut Marie-José, à Elisabethville ;

ART. 2.—Les dispositions des articles 2, 3, 4, 5, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 6 mai 1943, modifiées par l'article 5 du présent arrêté, sont applicables aux certificats délivrés par les écoles visés à l'article 1.

ART. 3.—Par application de l'article 9 de l'arrêté-loi du 26 février 1942, modifié par l'article 2 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1943, l'arrêté ministériel du 6 mai 1943 est modifié comme suit :

a) l'alinéa 2 de l'article 6 sera désormais rédigé comme suit : " Ces certificats renseigneront la section et la ou les classes dont l'enseignement a été suivi avec fruit, en mentionnant les années scolaires pendant lesquelles il a été donné. Ils reproduiront le texte des articles 1 et 9 de l'arrêté-loi du 26 février 1942, modifié par l'arrêté-loi du 30 décembre 1943, suivi du texte des articles 1 et 6 du présent arrêté, et seront visés par le Ministre de l'Instruction Publique ou son délégué."

b) l'article 7 est abrogé.

ART. 4.—Les formules annexées à l'arrêté ministériel du 6 mai 1943 sont modifiées comme suit :

a) Formule A.

Supprimer les mots "délivré par un établissement d'enseignement moyen de la région.....du pays."

b) Formule A bis.

Supprimer les mots "de la région.....du pays."

c) Formule B.

1. Supprimer l'alinéa : " Considérant en outre qu'aux termes de l'article 7 du même arrêté ministériel....."

2. Ajouter : " Vu l'article 2 de l'arrêté-loi du 30 décembre 1943 qui porte notamment :

BESLUIT :

ART. 1.—De volgende scholen verkrijgen het genot van de bepaling van alinea 2 van artikel 2 van de besluit-wet van 26 Februari 1942, gewijzigd door de besluit-wet van 30 December 1943 :

1. College Albert I, te Leopoldstad,
2. College St. Franciscus van Sales, te Elisabethstad,
3. Instituut Marie-José, te Elisabethstad ;

ART. 2.—De bepalingen van artikelen 2, 3, 4, 5, 8 en 9 van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943, gewijzigd door artikel 5 van dit besluit, zijn van toepassing op de getuigschriften afgeleverd door de scholen bedoeld bij artikel 1.

ART. 3.—Bij toepassing van artikel 9 van de besluit-wet van 26 Februari 1942, gewijzigd door artikel 2 van de besluit-wet van 30 December 1943, wordt het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 gewijzigd als volgt :

a) Alinea 2 van art. 6 zal voortaan luiden als volgt : " Deze getuigschriften moeten de afdeeling aangeven en de klas of klassen waarvan het onderwijs met vrucht werd gevolgd, met vermelding van de schooljaren tijdens dewelke dit onderwijs werd gegeven. Ze moeten den tekst vermelden van de artikelen 1 en 9 van de besluit-wet van 26 Februari 1942, gewijzigd door de besluit-wet van 30 December 1943, gevolgd van den tekst der artikelen 1 en 6 van dit besluit en moeten gevisieerd worden door den Minister van Openbaar Onderwijs of zijn gemachtigde."

b) Artikel 7 vervalt.

ART. 4.—De bij het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 gevoegde formulieren worden gewijzigd als volgt :

a) Formulier A.

De woorden "uitgereikt door een inrichting van middelbaar onderwijs in de.....landstreek" vallen weg.

b) Formulier A bis.

De woorden "in de.....landstreek" vallen weg.

c) Formulier B.

1. De alinea "Overwegende bovendien dat naar luid van artikel 7 van hetzelfde ministerieel besluit....." valt weg.

2. Bij te voegen : " Gelet op artikel 2 van de besluit-wet van 30 December 1943, dat

les dispositions relatives au régime linguistique de l'enseignement moyen et aux mentions prescrites à cet égard dans les certificats d'études moyennes ne sont pas applicables aux diplômes et certificats auxquels les certificats visés au présent arrêté seront déclarés équivalents."

3. Supprimer les mots "délivré par un établissement d'enseignement moyen situé dans la région.....du pays."

4. Remplacer le dernier alinéa par les mots : "de la dispense prévue par l'article 24, paragraphe final de l'arrêté royal du 20 juin 1930."

d) Formule A, A bis et B : ajouter après les mots "Arrêté-loi du 26 février 1942," les mots "modifié par l'arrêté-loi du 30 décembre 1943."

ART. 5.—L'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 mai 1943 est remplacé par la disposition suivante : "le certificat de fin d'études de la Section Commerciale délivré par les écoles reconnues est équivalent à l'ensemble des certificats d'études de la Section Commerciale visée à l'article 5 de l'arrêté-royal du 24 septembre 1937."

Londres, le 4 juillet 1944.

Le Ministre de l'Instruction Publique,
A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE.

27 juillet 1944.—Arrêté des Ministres réunis en Conseil modifiant l'arrêté du 3 septembre 1943 relatif aux frais de voyage de certains volontaires et miliciens.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil ;

Vu l'article 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté royal du 26 août 1939 décrétant la mobilisation générale ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'arrêté-loi du 30 janvier 1941 instituant un régime provisoire de la milice, du recrutement et des obligations de service, modifié et complété par l'arrêté-loi du 13 mai 1942 ;

inzonderheid bepaalt : de bepalingen betreffende het taalsysteem van het middelbaar onderwijs en betreffende de daaromtrent voorgescreven vermeldingen in de getuigschriften van middelbaar onderwijs, zijn niet van toepassing op de diploma's en getuigschriften waarmee de in dit besluit bedoelde getuigschriften gelijkwaardig zullen verklaard worden."

3. De woorden : "uitgereikt door een in de..... landstreek gelegen inrichting van middelbaar onderwijs" vallen weg.

4. De laatste alinea wordt vervangen door de woorden : "tot de vrijstelling als bepaald bij artikel 24, slotparagraaf van het koninklijk besluit van 20 Juni 1930."

d) Formulier A, A bis en B ; achter de woorden "besluit-wet van 26 Februari 1942," bij te voegen : "gewijzigd door de besluit-wet van 30 December 1943."

ART. 5.—Artikel 5 van het ministerieel besluit van 6 Mei 1943 wordt vervangen door de volgende bepaling : "Het door de erkende scholen uitgereikte getuigschrift van voltuigde studien in de handelsafdeeling wordt gelijkgesteld met de gezamenlijke getuigschriften van de studien in de handelsafdeeling bedoeld bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 24 September 1937."

Londen, den 4 Juli 1944.

De Minister van Openbaar Onderwijs,
A. DE VLEESCHAUWER.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING.

27 Juli 1944.—Besluit der in Raad vergaderde Ministers ter wijziging van het besluit van 3 September 1943 aangaande de reiskosten van zekere vrijwilligers en miliciens.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd ;

Gelet op art. 82 van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 Augustus 1939 tot algemeene mobilisatie ;

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gelet op de besluit-wet van 30 Januari 1941 tot invoering van een voorloopig stelsel voor de militie, de werving en de dienstverplichtingen, gewijzigd en aangevuld door de besluit-wet van 13 Mei 1942 ;

Vu l'arrêté-loi coordonné sur la milice du 22 décembre 1942, modifié par l'arrêté-loi du 5 août 1943 ;

Revu l'arrêté des Ministres réunis en Conseil du 3 septembre 1943 ;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

ARTICLE UNIQUE.

“ L'alinéa 1 de l'article 1 de l'arrêté des Ministres réunis en Conseil du 3 septembre 1943 est modifié comme suit :

“ Les volontaires et miliciens incorporés dans les Forces belges en Grande-Bretagne et résidant avant le 10 mai 1940 dans un pays étranger ou au Congo belge peuvent être renvoyés dans leurs foyers aux frais du Gouvernement, s'ils en font la demande dans les six mois de leur démobilisation.”

Londres, le 27 juillet 1944.

Les Members du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

ANT. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERE DES COLONIES.

27 juillet 1944.—Arrêté-loi organisant au Congo belge un régime de la mobilisation civile.

AU NOM DU PEUPLE BELGE :

Nous, Ministres réunis en Conseil,

Vu les articles 26 et 82 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1940 ;

Vu l'impossibilité de réunir les Chambres législatives ;

AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE I.

Des Offices de mobilisation civile et des commissions.

ART. 1er.—Il est créé à Léopoldville un office général et au chef lieu de chaque province de même qu'au chef-lieu du Ruanda-Urundi, un office provincial de la mobilisation civile.

Gelet op de samengeordende besluit-wet van 22 December 1942 op de militie, gewijzigd bij de besluit-wet van 5 Augustus 1943 ;

Herzien het besluit der in Raad vergaderde Ministers van 3 September 1943 ;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

EENIG ARTIKEL.

“ Het eerste lid van art. 1 van het besluit der in Raad vergaderde Ministers van 3 September 1943 wordt gewijzigd als volgt :

“ De bij de Belgische Krijgsmacht in Groot-Brittanië ingelijfde miliciens en vrijwilligers, die vóór 10 Mei 1940 in een vreemd land of in Belgisch-Congo verbleven, mogen op kosten van de Regeering naar hun haardstede teruggezonden worden, indien zij zulks binnen de zes maanden na hun demobilisatie aanvragen.”

Londen, 27 Juli 1944.

De Leden van den Ministerraad,

H. PIERLOT.

P. H. SPAAK.

ANT. DELFOSSE.

A. E. DE SCHRYVER.

A. DE VLEESCHAUWER.

A. BALTHAZAR.

MINISTERIE VAN KOLONIEN.

27 Juli 1944.—Besluit-wet waarbij, in Belgisch-Congo, een stelsel der burgerlijke mobilisatie wordt ingericht.

IN NAAM VAN HET BELGISCHE VOLK :

Wij, Ministers in Raad vergaderd,

Gelet op artikelen 26 en 82 van de Grondwet :

Gelet op het besluit van 28 Mei 1940 ;

Gezien de onmogelijkheid de wetgevende Kamers bijeen te roepen ;

HEBBEN BESLOTEN EN BESLUITEN :

HOOFDSTUK I.

Bureau's voor burgerlijke mobilisatie en commissies.

ART. 1.—Te Leopoldstad wordt een algemeen en in de hoofdplaats van iedere province alsook in de hoofdplaats van Ruanda-Urundi, een provinciaal bureau voor burgerlijke mobilisatie ingesteld.

ART. 2.—Les offices de mobilisation civile centralisent toutes les offres et demandes d'emploi; ils fournissent aux employeurs et aux employés non indigènes les renseignements de nature à faciliter la conclusion de contrats d'emplois; ils préparent les dossiers à remettre à l'avis des commissions de mobilisation civile ou à la décision des autorités.

ART. 3.—L'office général de la mobilisation civile est dirigé par le fonctionnaire ayant les services de la mobilisation civile du Gouvernement général dans ses attributions.

Les offices provinciaux de la mobilisation civile le sont par le fonctionnaire désigné par le chef de la Province.

ART. 4.—Auprès de l'office général et de chaque office provincial est institué une commission dont la composition est fixée par le Gouverneur Général. Chaque commission comprend un employeur et un employé, désignés respectivement par le Gouverneur Général et le chef de la Province.

Les commissions de mobilisation civile se réunissent sur la convocation de leur président et délibèrent sur les questions que celui-ci leur soumet. Elles donnent notamment leur avis sur les décisions à prendre concernant la mobilisation civile.

CHAPITRE II.

Des engagements.

ART. 5.—A partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi, aucun contrat d'emploi intéressant des personnes non-indigènes ne peut être conclu qu'à l'intervention d'un office provincial de mobilisation civile. Les contrats conclus en dehors de cette intervention sont nuls et de nul effet. Sont toutefois exceptés les contrats d'emploi conclus avec la Colonie.

ART. 6.—Les offices provinciaux de mobilisation civile tiennent registre de tous les emplois offerts ou demandés dans la Province. Ils affichent périodiquement dans le bureau de chaque territoire la liste de ces emplois.

CHAPITRE III.

Des décisions concernant la mobilisation civile.

ART. 7.—Dans les quinze jours de l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi toute personne non indigène et de sexe masculin âgée de 17

ART. 2.—De burgerlijke mobilisatie bureau's centraliseeren alle betrekkingsaanbiedingen en -aanvragen; zij verstrekken aan de niet-inlandsche werkgevers en bedienden de noodige inlichtingen om het sluiten van bedienden-contracten te vergemakkelijken; zij maken de dossiers klaar, die aan het advies van de burgerlijke mobilisatiecommissies of aan de beslissing der overheden moeten onderworpen worden.

ART. 3.—Het algemeen burgerlijk mobilisatie-bureau wordt bestuurd door den ambtenaar tot wiens bevoegdheid de burgerlijke mobilisatie diensten van het algemeen Gouvernement behooren.

De provinciale burgerlijke mobilisatie diensten worden bestuurd door den ambtenaar dien het Hoofd der Provincie aanduidt.

ART. 4.—Bij het algemeen bureau en bij elk provinciaal bureau wordt een commissie ingesteld waarvan de Gouverneur Generaal de samenstelling bepaalt. Iedere Commissie bevat een werkgever en een bediende respectievelijk door den Gouverneur Generaal en door het Hoofd der Provincie aangeduid.

De burgerlijke mobilisatie-commissies vergaderen bij oproeping van wege hun voorzitter en beraadslagen over de hun door hem voorgelegde vraagstukken. Zij geven onder meer hun advies aangaande de beslissingen die moeten worden genomen in verband met de burgerlijke mobilisatie.

HOOFDSTUK II.

Verbintenissen.

ART. 5.—Met ingang van het in werking treden dezer besluit-wet, kan geen enkel bediendencontract waarin niet-inlanders betrokken zijn, anders worden gesloten dan door de tusschenkomst van een provinciaal bureau voor burgerlijke mobilisatie. De buiten deze tusschenkomst gesloten contracten zijn nietig en krachteloos. Maken echter uitzondering de met de Kolonie gesloten bedienden-contracten.

ART. 6.—De provinciale bureau's voor burgerlijke mobilisatie houden een register bij van al de in de Provincie aangeboden of aangevraagde betrekkingen. Zij doen periodisch in het kantoor van elk gewest de lijst dezer betrekkingen aanplakken.

HOOFDSTUK III.

Beslissingen inzake de burgerlijke mobilisatie.

ART. 7.—Binnen de vijftien dagen van het in werking treden dezer besluit-wet, moet ieder inlander van het mannelijk geslacht, van 17 tot

à 55 ans qui n'aurait pas été inscrite conformément à l'art. 4 de l'ordonnance législative du 9 mai 1942 est tenue d'adresser à l'office provincial de mobilisation civile de sa résidence une note de signalement portant les mentions que fixera par ordonnance le Gouverneur Général.

Elle pourra joindre à sa note si elle le juge utile un certificat médical ne remontant pas à plus de trois mois.

Toute personne qui ne se sera pas conformée, dans le délai prescrit à l'obligation prévue à la présente disposition sera inscrite d'office.

ART. 8.—Les personnes qui, en vertu de l'ordonnance législative du 9 mai 1942, auraient été désignées comme disponibles ou qui auraient été, à la suite d'une décision du chef de la Province, pourvues d'un emploi, pourront, dans les quinze jours de la mise en vigueur du présent arrêté-loi, et nonobstant leur inscription à l'office de mobilisation civile, adresser la note de signalement prévue à l'article précédent, si elles estiment que la décision prise à leur égard est contraire à leur intérêt. Elles demeurent néanmoins tenues d'occuper l'emploi qui leur a été attribué jusqu'à décision prise sur la base de cette note de signalement.

ART. 9.—Les personnes indiquées à l'article 7 dont le contrat les engageant actuellement envers un employeur, viendrait à expiration, après la mise en vigueur du présent arrêté-loi, sont tenues dans le 3e mois qui précède la date d'expiration d'avertir l'office provincial de mobilisation civile de leur province. S'il est mis fin au contrat par les parties ou l'une d'elles, notification en est faite immédiatement au même office par l'employé. Les clauses de tacite reconduction stipulées dans le contrat sont réputées non écrites.

ART. 10.—Sont dispensés d'adresser la note de signalement prévue à l'article 7 :

- a) les membres du personnel au service de la Colonie ;
- b) les personnes se trouvant au service d'Etats étrangers ;
- c) les missionnaires ;

55 jaar oud, die niet zou ingeschreven zijn overeenkomstig artikel 4 der wetgevende ordonnantie van 9 Mei 1942 naar het provinciaal bureau voor burgerlijke mobilisatie een signalementsnota zenden met de vermeldingen welke de Gouverneur-Generaal bij ordonnantie zal bepalen.

Bij zijn nota kan belanghebbende, indien hij zulks nuttig acht, een geneeskundig getuigschrift voegen dat niet langer dan drie maand van te voren werd afgeleverd.

Alwie, binnen den voorgeschreven termijn niet zal hebben voldaan aan de bij deze bepaling opgelegde verplichting zal van ambtswege worden ingeschreven.

ART. 8.—De personen die, krachtens de wetgevende ordonnantie van 9 Mei 1942 als beschikbaar zouden aangeduid zijn of die, ingevolge een beslissing van het Hoofd der Provincie, een betrekking zouden hebben verworven, kunnen, binnen de vijftien dagen van het in werking treden dezer besluit-wet en niettegenstaande hun inschrijving op het bureau voor burgerlijke mobilisatie, de bij voorgaand artikel bepaalde signalementsnota inzenden indien zij achten dat de te hun opzichte genomen beslissing tegenstrijdig is met hun belangen. Zij blijven niettemin verplicht de hun aangeduide betrekking te bekleeden tot na de op grond van hun signalementsnota getroffen beslissing.

ART. 9.—De in artikel 7 aangeduide personen waarvan het contract dat hen tegenover een werkgever bindt, na het in werking treden dezer besluit-wet zou komen te verstrijken, zijn gehouden binnen de 3de maand vóór den vervalldag het bureau voor burgerlijke mobilisatie hunner provincie te verwittigen. Wordt door de partijen of door één hunner, een einde gemaakt aan het contract, dan moet de bediende hiervan aan hooger vermeld bureau onmiddellijk kennis geven. De in het contract voorkomende clausulen tot stilzwijgende vernieuwing worden voor niet-geschreven gehouden.

ART. 10.—Worden vrijgesteld van het inzenden der in artikel 7 bepaalde signalementsnota :

- a) de leden van het in dienst der Kolonie zijnde personeel ;
- b) de personen die in den dienst zijn van vreemde staten ;
- c) de missionarissen ;

d) les personnes ou catégories de personnes que désignerait, par ordonnance, le Gouverneur Général.

Toutefois, si ces personnes cessent d'être dans la situation qui a motivé la dispense, elles remettent dans le quinze jours la note de signalement prévue à l'article 7.

ART. 11.—Les notes de signalement prévues aux articles 7 et 8 sont soumises par les soins de l'office provincial de mobilisation civile à la commission qui peut faire des propositions tendant à ce que le signataire :

- a) soit dispensé définitivement ou temporairement de tout service ;
- b) soit maintenu au service de son employeur actuel soit définitivement jusqu'à l'expiration du contrat en cours ou éventuellement d'un nouveau contrat conclu à l'intervention de l'office, à la date de cette expiration ; soit provisoirement jusqu'à nouvelles instructions ;
- c) soit tenu de choisir parmi une série d'emplois déterminés par la commission, celle-ci tenant compte, dans la mesure du possible, des désirs exprimés par l'intéressé ;
- d) soit tenu d'occuper un tel emploi que la Commission détermine.

Sont également soumises à la Commission, les notifications faites conformément à l'article 9.

ART. 12.—Si le signataire a produit un certificat médical, la Commission peut déléguer un ou plusieurs médecins de son choix pour examiner l'intéressé et lui faire rapport.

ART. 13.—La Commission prend en considération pour déterminer l'emploi où s'exercera l'activité du signataire, les aptitudes de celui-ci. Le salaire dû pour l'emploi nouveau ne peut être inférieur en tout cas au salaire normal pour des emplois similaires.

ART. 14.—Les propositions de la Commission sont, par les soins de l'office de mobilisation civile, notifiées par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception à l'intéressé qui peut, dans les trois jours de la réception de la notification, demander à être entendu par la Commission ou lui adresser un mémoire

d) de bij ordonnantie van den Gouverneur Generaal gebeurlijk aangeduide personen of categorieën van personen.

Indien evenwel deze personen ophouden zich in den toestand te bevinden die tot hun vrijstelling aanleiding heeft gegeven, dan dienen zij binnen de vijftien dagen, de in artikel 7 bepaalde signalementsnota in.

ART. 11.—De in artikelen 7 en 8 bepaalde signalementnota's worden door het toedoen van het Provinciaal bureau voor burgerlijke mobilisatie aan de Commissie voorgelegd, dewelke voorstellen kan doen opdat de onderteekeenaar :

- a) voorgoed of voorloopig van allen dienst worde vrijgesteld ;
- b) in den dienst van zijn werkgever behouden worde, hetzij voorgoed tot bij het verstrijken van zijn loopend contract of gebeurlijk van een nieuw door het toedoen van het bureau op den datum van het verstrijken gesloten contract ; hetzij voorloopig tot verder voorschrift ;
- c) gehouden worden te kiezen onder een reeks door de Commissie bepaalde betrekkingen waarbij, in de mate van het mogelijke, door haar rekening wordt gehouden met het door belanghebbende uitgedrukt verlangen ;
- d) gehouden worde de door de Commissie bepaalde betrekking te bekleeden.

Worden eveneens aan de Commissie voorgelegd de overeenkomstig artikel 9 gedane mededeelingen.

ART. 12.—Indien de onderteekeenaar een geneeskundig getuigschrift heeft ingediend dan kan de Commissie een of meer geneesheeren naar haar keus aanstellen om belanghebbende te onderzoeken en hierover verslag geven.

ART. 13.—Bij het aanduiden der betrekking waarin de onderteekeenaar zal worden aan het werk gesteld, neemt de Commissie zijn bequaamheden in acht. Het voor de nieuwe betrekking verschuldigd loon kan alles zins niet minder bedragen dan het normale loon voor dergelijke betrekkingen.

ART. 14.—De voorstellen van de Commissie worden door de zorgen van het Bureau voor burgerlijke mobilisatie, bij ter post bestelden aangeteekenden brief met bericht van ontvangst aan belanghebbende overgemaakt. Deze kan, binnen drie dagen van de ontvangst der bekendmaking een verzoek indienen om door de

contenant ses observations. Dans ce cas, la Commission se réunit dans le plus bref délai pour examiner l'affaire.

ART. 15.—Quinze jours au plus tard après que la Commission a déposé ses propositions celles-ci sont soumises au chef de la Province qui décide.

ART. 16.—La décision du chef de la Province est notifiée au signataire qui peut, dans les trois jours de la réception, se pourvoir en appel auprès du Gouverneur Général. Celui-ci prend l'avis de la Commission attachée à l'Office général de la Mobilisation civile et fait connaître sa décision qui est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, à l'intervention de l'Office général.

CHAPITRE IV.

De la suspension de l'exécution des contrats.

ART. 17.—Dans le cas où l'employé est, conformément aux décisions prises à son égard par le chef de la Province ou le Gouverneur Général, désigné pour un emploi nouveau et, éventuellement pour plusieurs emplois successifs, l'exécution du contrat qui le lie à son employeur actuel est suspendue, à moins que ce contrat ne soit résilié de commun accord.

ART. 18.—Cette suspension prend fin à la date que détermine le chef de la Province où se trouve l'entreprise qui utilise en dernier lieu les services de l'employé ou, éventuellement, à la date que fixe par disposition d'ordre général, le Gouverneur Général.

ART. 19.—Le bénéfice des augmentations de rémunération prévues par le contrat dont l'exécution est suspendue ou par l'usage, et, notamment, le bénéfice des augmentations de rémunération résultant de règlements ou d'instructions générales propres à l'entreprise qui a conclu le contrat, sera assuré à l'employé comme si celui-ci était demeuré au service de l'employeur pendant le temps de la suspension de l'exécution du contrat.

ART. 20.—L'employé dont le contrat est suspendu continue à participer au régime des pensions ou au fonds de réserves pour pensions institués par l'employeur. A cette fin, le ou

Commissie te worden aanhoord of haar een memorie toezenden waarin zijn opmerkingen vervat zijn. In zulk geval vergadert de Commissie binnen den kortst mogelijken tijd om de zaak te onderzoeken.

ART. 15.—Ten laatste vijftien dagen nadat de Commissie haar voorstellen heeft neergelegd, worden deze onderworpen aan het Hoofd der Provincie dat een beslissing treft.

ART. 16.—De beslissing van het Hoofd der Provincie wordt den onderteekenaar genotifieerd. Deze kan zich, binnen drie dagen na de ontvangst, in beroep voorzien bij den Gouverneur-Generaal. Deze wint het advies in van de aan het Bureau voor burgerlijke mobilisatie gehechte Commissie en doet zijn beslissing kennen welke door tusschenkomst van het Hoofdbureau bij ter post bestelden aangeteekenden brief met bericht van ontvangst wordt genotifieerd.

HOOFDSTUK IV.

Schorsing van de uitvoering der contracten.

ART. 17.—In geval de bediende, overeenkomstig de te zijnen opzichte door het Hoofd der Provincie of door den Gouverneur-Generaal voor een nieuwe betrekking en gebeurlijk voor opvolgenlijke betrekkingen is aangeduid, dan wordt de uitvoering van het contract dat hem aan zijn huidige werkgever verbindt, geschorst tenzij dit contract bij gemeen overleg verbroken wordt.

ART. 18.—Deze schorsing eindigt op den datum bepaald door het Hoofd der Provincie waar de onderneming gevestigd is die het laatst de diensten van den bedienden benuttigt of gebeurlijk op den datum dien de Gouverneur-Generaal bij een schikking van algemeenen aard bepaalt.

ART. 19.—Het voordeel van de bezoldigingsverhoogingen zooals bepaald door het contract waarvan de uitvoering geschorst is, of door het gebruik, en namelijk het voordeel der bezoldigingsverhoogingen die voortvloeien uit regelingen of uit algemeene voorschriften eigen aan de onderneming die het contract gesloten heeft, wordt den bediende verzekerd als ware deze laatste gedurende de schorsing der uitvoering van het contract ten dienste van den werkgever gebleven.

ART. 20.—De bediende wiens contract geschorst is, blijft deel nemen aan het pensioenstelsel of aan het reserve-fonds voor pensioenen zooals door den werkgever ingesteld. Te dien

les nouveaux employeurs seront tenus de verser à l'employeur ancien les sommes afférant à cette participation.

Le ou les nouveaux employeurs ainsi que l'employé sont dispensés des versements à faire au Trésor, en vertu de la législation sur les pensions des employés dans la mesure où l'employeur ancien et l'employé étaient dispensés conformément à cette législation.

ART. 21.—L'employé dont le contrat est suspendu a droit, à l'expiration du terme prévu, à un congé d'une durée égale à celle prévue au contrat.

Si le contrat suspendu ne prévoit pas de congé ou si le droit au congé est subordonné à la conclusion d'un nouveau contrat, le droit au congé, la date à laquelle il prend cours, sa durée, le montant du traitement alloué sont réglés conformément à la législation sur la matière.

ART. 22.—Les frais de voyage de l'employé et de sa famille vers le lieu où doivent, conformément au présent arrêté-loi, s'accomplir les prestations de service sont à charge de l'employeur qui bénéficie de ces prestations. Les frais de voyage de retour chez l'employeur originaire sont à charge du dernier employeur qui aura utilisé les services de l'employé.

ART. 23.—Les frais du voyage accompli par l'employé pour occuper l'emploi originaire et les frais de rapatriement, ainsi qu'éventuellement les frais de congé sont à charge de l'employeur originaire et des employeurs qui ont, en vertu du présent arrêté-loi, bénéficié des services de l'employé, au prorata du temps passé par celui-ci chez chacun d'eux.

Il en est de même des frais de voyage de la famille de l'employé lorsqu'ils sont à la charge de l'employeur originaire.

ART. 24.—Lorsqu'un employé a été transféré d'une entreprise à une ou plusieurs autres, l'employeur qui utilise le service de l'employé au moment où le congé prend cours doit le traitement de congé et tous avantages quelconques concernant le congé assurés à l'employé par le contrat ou, à défaut de contrat, par la législation. Il peut récupérer ses dépenses auprès du ou des employeurs qui ont utilisé l'employé depuis le dernier congé au prorata de la durée du service

éinde, worden de nieuwe werkgever of werkgevers gehouden aan den vroegeren werkgever de met deze deelneming in verband zijnde sommen te storten.

Van de stortingen die aan de schatkist dienen gedaan uit hoofde der wetgeving op de bedienden-pensioenen worden de nieuwe werkgever alsook de bediende vrijgesteld in de mate waarin de vroegere werkgever en de bediende overeenkomstig de wetgeving terzake, daarvan waren vrijgesteld.

ART. 21.—De bediende wiens contract geschorst is heeft, bij het verstrijken van den bepaalden termijn, recht op een verlof even lang als dat welk in het contract bepaald is.

Voorziet het geschorst contract geen verlof of wordt het recht op verlof aan het sluiten van een nieuw contract onderworpen, dan worden het recht op verlof, de datum waarop het verlof begint, het bedrag der verleende wedde geregeld overeenkomstig de wetgeving terzake.

ART. 22.—De reiskosten van den bediende en zijn familie naar de plaats waar, overeenkomstig deze besluit-wet, de werkpraestaties moeten geschieden, komen ten laste van den werkgever ten wiens voordeel deze praestaties worden geleverd. De kosten der terugreis naar den oorspronkelijken werkgever komen ten laste van den laatsten werkgever die de diensten van den bediende benuttigt.

ART. 23.—De kosten der door den bediende afgelegde reis om de oorspronkelijke betrekking te bekleeden en de repatrieeringskosten alsook, in voorkomend geval, de verlofkosten komen ten laste van den oorspronkelijken werkgever en van de werkgevers die krachtens deze besluit-wet de diensten van den bediende hebben benuttigd en zulks in verhouding met den tijd dien deze laatste bij ieder van hen heeft doorgebracht.

Hetzelfde geldt voor de reiskosten van de familie van den bediende wanneer deze ten laste vallen van den oorspronkelijken werkgever.

ART. 24.—Wanneer een bediende van een onderneming naar een of meer andere wordt overgebracht, dan is de werkgever die op het oogenblik waar het verlof begint de diensten van den bediende benuttigt de verlofwedde verschuldigd, alsook allerhande voordeelen in verband met het verlof, welke aan den bediende door het contract, of, bij gemis aan contract, door de wetgeving worden verzekerd. Hij kan deze uitgaven terugvorderen bij den werkgever

accomp par l'employé au bénéfice de ce ou ces employeurs. Cette créance est privilégiée sur la généralité des meubles et prend rang immédiatement après le privilège des salaires, prévu au 6° de l'ordonnance du 22 janvier 1896.

ART. 25.—L'exécution du contrat entre un employé et un employeur est suspendue et les dispositions du présent chapitre sont applicables lorsque l'employé a été transféré dans un nouvel emploi à l'intervention de la direction de la production minière avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté-loi, à moins toutefois que ce contrat n'ait été résilié de commun accord.

CHAPITRE V.

Dispositions répressives.

ART. 26.—Sont punis d'une servitude pénale de huit jours au maximum et d'une amende ne dépassant pas 100 francs ou d'une de ces peines seulement les personnes qui auront conclu un engagement en contravention à l'article 5 ou qui auront négligé d'adresser, dans le délai prescrit, la note de signalement prévue à l'article 7 et à l'article 8 ou l'avis prévu à l'article 9.

ART. 27.—Sont punies d'une servitude pénale de trois mois au maximum et d'une amende ne dépassant pas 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement les personnes qui n'auront pas occupé dans un délai normal l'emploi pour lequel elles ont été désignées par le chef de la province ou par le Gouverneur Général ou qui l'aurait abandonné sans motif légitime.

CHAPITRE VI.

Dispositions abrogatoires.

ART. 28.—Sont abrogées : l'ordonnance législative No. 161 Plac du 9 mai 1942 ; l'ordonnance 23 Mob. civ. du 31 janvier 1943 ; les ordonnances législatives 116 Mob. civ. du 20 avril 1943 et 17/2 Mob. civ. du 20 janvier 1944.

CHAPITRE VII.

Entrée en Vigueur.

ART. 29.—Le présent arrêté-loi entrera en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-Urundi à

of de werkgevers die sedert het laatste verlot, de diensten van den bediende hebben benuttigd en zulks in verhouding met den duur der diensten welke de bediende ten voordeele van dezen werkgever of deze werkgevers heeft verleend. Deze schuldvordering heeft voorrecht over het gezamenlijke der roerende goederen en neemt rang onmiddellijk na het voorrecht van het loon bepaald onder 6° der ordonnantie van 22 Januari 1896.

ART. 25.—De uitvoering van het contract tusschen een werkgever en een bediende wordt geschorst en de bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing wanneer de bediende vóór den datum van het in werkingtreden van deze besluit-wet, door de tusschenkomst van het bestuur der mijnproductie naar een nieuwe betrekking werd overgebracht ten ware dit contract bij gemeen overleg verbroken werd.

HOOFDSTUK V.

Beteugelende bepalingen.

ART. 26.—Worden gestraft met ten hoogste acht dagen strafdienst en met een geldboete die 100 frank niet te boven gaat of met een dezer straffen alleen, de personen die in overtreding met artikel 5 een verbintenis hebben aangegaan of die hebben nagelaten binnen den voorgescreven termijn, de in artikel 7 en in artikel 8 bepaalde signalementsnota of het in artikel 9 bepaald bericht in te zenden.

ART. 27.—Worden gestraft met ten hoogste drie maand strafdienst en met een geldboete die 1.000 frank niet zal te boven gaan of met een van die straffen alleen, de personen die, binnen een normalen termijn, de betrekking niet hebben ingenomen waarvoor zij door het Hoofd der Provincie of door den Gouverneur-Generaal worden aangeduid, of die deze betrekking zonder wettige reden zouden verlaten hebben.

HOOFDSTUK VI.

Afschaffingsbepalingen.

ART. 28.—Worden afgeschaft : de wetgevende ordonnantie Nr. 161 Plac van 9 Mei 1942, de ordonnantie Nr. 23 Burg. Mob. van 31 Januari 1943 ; de wetgevende ordonnantie 116, Burg. Mob. van 20 April 1943 en 17/2 Burg. Mob. van 20 Januari 1944.

HOOFDSTUK VII.

Inwerkingtreding.

ART. 29.—Deze besluit-wet zal op den door den Gouverneur-Generaal bij ordonnantie

la date que déterminera par ordonnance le Gouverneur Général.

Promulguons le présent arrêté-loi, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur*.

Londres, le 27 juillet 1944.

Les Membres du Conseil des Ministres,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

27 juillet 1944.—Arrêté. Croix de guerre 1940.

—
LE MINISTRE DES COLONIES.

Par arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 27 juillet 1944, sur la proposition du Ministre des Colonies, la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée aux militaires mentionnés ci-après :

Au Sous-Lieutenant Aviateur HAGICO, M.A., "Appartenant à l'Escadrille No. 601 de la R.A.F. en opération dans la Méditerranée centrale, a été porté disparu, présumé tué, le 11 décembre 1943, son avion ayant été touché par le feu de la D.C.A. ennemie et s'étant écrasé au sol.—Pilote de chasse très zélé et très capable, accomplissant avec la plus grande efficacité les missions qui lui étaient confiées."

A titre posthume, au Sous-Lieutenant Aviateur JANSSENS, G.B. "Animé d'un grand esprit de devoir et de sacrifice, malgré un âge déjà avancé, a repris volontairement du service en qualité de pilote de bombardier.—Affecté à la 26e Escadrille de la S.A.A.F. en opération dans l'Ouest-Africain est tombé en service aérien commandé alors qu'il effectuait une reconnaissance côtière";

bepaalden datum in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi in werking treden.

Kondingen de tegenwoordige besluit-wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door het *Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Londen, 27 Juli 1944.

De Leden van den Raad van Ministers,

H. PIERLOT.
P. H. SPAAK.
ANT. DELFOSSE.
A. E. DE SCHRYVER.
GUTT.
A. DE VLEESCHAUWER.
A. BALTHAZAR.

27 Juli 1944.—Besluit. Oorlogskruis 1940.

—
DE MINISTER VAN KOLONIEN.

Bij besluit van de Ministers in Raad vergaderd, in datum van 27 Juli 1944, op de voordracht van den Minister van Koloniën, is het Oorlogskruis 1940 met palm toegekend aan de hiernavermelde militairen :

Aan Onderluitenant-Vlieger M. A. HAGICO, "Behoorde tot de in het middengedeelte der Middellandsche Zee optredende escadrille Nr. 601 der R.A.F., werd op 11 December 1943 vermeld als vermist, vermoedelijk gedood, daar zijn vliegtuig door het luchtafweergeschut werd geraakt en tegen den grond te pletter sloeg. Zeer ijverig en zeer bekwaam jachtpiloot, die de hem toevertrouwde opdrachten met de grootste doelmatigheid uitvoerde."

Na den dood, aan Onderluitenant-Vlieger G. B. JANSSENS, "Bezielde met een hoog plichtsbef en een groote offervaardigheid nam hij, trots een reeds gevorderden leeftijd, vrijwillig opnieuw dienst als bomvliegtuigpiloot. Ingedeeld bij de in West-Afrika optredende 26e Escadrille der S.A.A.F., viel hij in bevolen luchtdienst tijdens een verkenningsvlucht langs de kust";

Au Sous-Lieutenant Aviateur DE LEENDER, Marc, "Pilote de bombardier, en service à la S.A.A.F., tombé en service aérien commandé, en Egypte, le 4 janvier 1944."

29 juillet 1944.—Arrêté déchargeant à sa demande de ses fonctions de Commandant en chef de la Force Publique, M. le Lieutenant Général ERMENS, P.C., Vice Gouverneur Général.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des mesures nouvelles pour assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, édicté par l'arrêté royal du 24 septembre 1934, et les dispositions qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 24 décembre 1934, approuvant le Statut prérappelé en tant qu'il s'applique au personnel Européen de la Force Publique ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1940, chargeant du commandement en chef de la Force Publique, Mr. le Lieutenant-Général ERMENS, P.C., Vice-Gouverneur Général au Congo Belge ;

Considérant que Mr. ERMENS, P.C., préqualifié, demande à être déchargé du commandement en chef de la Force Publique,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Mr. le Lieutenant-Général de la Force Publique ERMENS, P.C., Vice-Gouverneur Général, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de Commandant en Chef de la Force Publique, à la date du 18 juillet 1944.

ART. 2.—Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Londres, le 29 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

Aan Onderluitenant - Vlieger Marc DE LEENDER, "Bomvliegtuig-piloot in dienst bij de S.A.A.F., gevallen in bevolen luchtdienst in Egypte den 4en Januari 1944."

29 Juli 1944.—Besluit waarbij Luitenant-Generaal P.C. ERMENS, Vice-Gouverneur-Generaal van zijn ambt als opperbevelhebber der Weermacht ontlast wordt.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische Congokolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beampten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beamten, zooals uitgevaardigd bij het koninklijk besluit van 24 September 1934 en op de bepalingen die het hebben gewijzigd ;

Gelet op het decreet van 24 December 1934, tot goedkeuring van voormeld Statuut in zoover het toepasselijk is op het Europeesch personeel der Weermacht ;

Gelet op het besluit van 31 December 1940, waarbij Luitenant-Generaal P.C. ERMENS, Vice-Gouverneur Generaal van Belgisch-Congo, met het opper-commando der Weermacht wordt belast ;

Overwegende dat de Heer P.C. ERMENS, voormeld, een verzoek heeft ingediend om van het opper-commando der Weermacht te worden ontlast,

BESLUIT :

ART. 1.—Luitenant-Generaal der Weermacht, P.C. ERMENS, Vice-Gouverneur Generaal, wordt, op eigen verzoek, met ingang van 18 Juli 1944, van zijn ambt als Opperbevelhebber der Weermacht ontlast.

ART. 2.—De Secretaris-Generaal wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Londen, den 29n Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

29 juillet 1944.—Arrêté. Nomination du Général major de la F.P. M. A. GILLIAERT et l'investissant du commandement en chef de la Force Publique.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des mesures nouvelles pour assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, édicté par l'arrêté royal du 24 septembre 1934, et les dispositions qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 24 décembre 1934, approuvant le Statut prérappelé en tant qu'il s'applique au personnel Européen de la Force Publique,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Mr. le Général-Major commissionné de la Force Publique, GILLIAERT, A. E., est nommé Général-Major de la Force Publique et prend rang dans la hiérarchie, en cette qualité, à la date du 1er janvier 1941.

ART. 2.—Mr. le Général-Major GILLIAERT, A.E., préqualifié, est investi, sous la haute autorité du Gouverneur Général, du commandement en chef de la Force Publique, à la date du 18 juillet 1944.

ART. 3.—Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Londres, le 29 juillet 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

9 août 1944.—Arrêté. Cession gratuite à la Mission des Révérends Pères Rédemptoristes d'un terrain de 50 Ha. sis à Gombe-Matadi. Convention du 12 juin 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

29 Juli 1944.—Besluit waarbij A. E. GILLIAERT tot Generaal-Majoor der Weermacht benoemd en met het opperbevelhebbenschap der Weermacht bekleed wordt.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische Congokolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beampten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beampten. zooals uitgevaardigd bij het koninklijk besluit van 24 September 1934 en op de bepalingen die het hebben gewijzigd ;

Gelet op het decreet van 24 December 1934, tot goedkeuring van voormeld Statuut in zoover het toepasselijk is op het Europeesch personeel der Weermacht,

BESLUIT :

ART. 1.—Aangestelde Generaal-Majoor der Weermacht A. E. GILLIAERT, wordt, tot Generaal-Majoor der Weermacht benoemd en neemt in deze hoedanigheid plaats in de rangorde op datum van 1 Januari 1941.

ART. 2.—Generaal-Majoor A. E. GILLIAERT, voormeld, wordt, onder het hooge gezag van den Gouverneur-Generaal op datum van 18 Juli 1944, met het opper-commando der Weermacht bekleed.

ART. 3.—De Secretaris-Generaal wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Londen, den 29n Juli 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

9 Augustus 1944.—Besluit. Kosteloze afstand aan de Missie der EE. PP. Redemptoristen van een grond groot 50 Ha te Gombe. Matadi. Overeenkomst van 12 Juni 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur Général cède gratuitement en toute propriété à la Mission des Révérends Pères Rédemptoristes, personnalité civile, reconnue par décret du 10 octobre 1900 (B.O.1900, page 182), représentée par Son Excellence Monseigneur VANDENBOSCH Alphonse, Vicaire Apostolique résidant à MATADI, agréé en qualité de Représentant Légal par Ordonnance en date du 21 août 1939 (B.A.C. de 1939 No. 16, page 651), ci-après dénommée la "MISSION", qui accepte aux conditions générales du décret du 24 janvier 1943, aux conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un Poste de Mission situé à Gombe-Matadi d'une superficie de cinquante hectares dont les limites sont représentées par un liséré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de la Mission.

CONDITIONS SPECIALES :

ART. 1.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par le Pouvoir Compétent de la Colonie.

ART. 2.—Seront considérés comme mis en valeur :

a) les terres couvertes sur un dixième de leur surface par des constructions complètement achevées répondant à la destination du fonds (église, habitations, écoles, dortoirs, ateliers d'apprentissage, annexes, etc. . .) ;

b) les terres cultivées sur un cinquième au moins de leur surface, en cultures alimentaires, fourragères ou autres ;

c) les pâturages sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins une tête de gros bétail ou de quatre têtes de petit bétail par dix hectares ;

d) les terres sur lesquelles il aura été fait des plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 3.—L'inexécution des conditions prévues à l'article 5—1^{er} et 2^e alinéas—du décret du 24 janvier 1943, sera constatée par procès-verbal du délégué du Gouverneur de Province.

La Mission s'engage, dès ores, à remplir dans le cas de déchéance, les formalités prévues par la législation sur le régime foncier du Congo Belge, en vue de l'enregistrement des terres au nom de la Colonie.

ART. 4.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain cédé appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente cession ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 5.—La Mission ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi des terres que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

ART. 6.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

ART. 7.—La Mission s'engage à boiser sur un dixième du terrain cédé c'est-à-dire sur une superficie de 5 hectares. Les essences à employer seront : le Kambala, le Cassia Siamea et l'Eucalyptus. Les travaux qui devront être achevés en 3 ans compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur.

ART. 8.—Sauf pour les cas prévus à l'article 5, 1^{er} et 2^e alinéas du décret du 24 janvier 1943, l'inexécution des conditions générales de ce décret ainsi que l'inexécution des conditions de l'arrêté du 25 février 1943 sur la vente et la location des terres domaniales et des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée, la Mission ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Léopoldville, en double expédition, le douze juin mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 9 août 1944.

Londen, 9 Augustus 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

9 août 1944.—Décret. Cession à l'American Baptist Foreign Mission Society d'un terrain de 93 a. 15 c. sis à Tondo. Convention du 12 mai 1944. Approbation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

LA COLONIE DU CONGO BELGE, représentée par le Gouverneur de la Province de Coquilhatville, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, vend et cède en toute propriété à " L'AMERICAN BAPTIST FOREIGN MISSION SOCIETY ", personnalité reconnue par décret du 4 novembre 1889 (*Bulletin Officiel*, année 1889, page 222, année 1910, page 774 et année 1911, page 70), représentée par Monsieur le Réverend WATKINS, Henri John, résidant à Léopoldville, agréé en qualité de représentant légal par ordonnance en date du 19 août 1936 (*Bulletin Administratif du Congo Belge*, année 1936, page 342), qui accepte, aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à un poste de Mission (Extension) situé à TONDO, territoire de LUKOLELA, d'une superficie de nonante-trois ares quinze centiares (93 a. 15 ca.), dont les limites sont représentées par un liseré rouge au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 5.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'acquéreur.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—Le prix de vente du terrain est fixé à la somme de deux mille cinq cents (2.500) francs, payable ainsi qu'il est dit à l'article 27 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Coquilhatville sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du vendeur.

ART. 2.—Les constructions qui seront éventuellement érigées sur le terrain vendu devront être conformes aux prescriptions de l'Autorité compétente qui sera seule juge pour apprécier si ces obligations sont remplies.

ART. 3.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain faisant l'objet du présent contrat appartiennent au domaine public et ne font donc pas partie du terrain vendu ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 4.—Le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934.

La seconde proclamation des résultats de l'enquête de vacance prévue à l'article 7 du décret précité a été faite le 22 juin 1943.

ART. 5.—Les frais de passation du présent contrat de vente, de mesurage et de bornage, d'entretien des Géomètres et aides, d'enregistrement et, en général, tous frais généralement quelconques provoqués par le présent contrat de vente sont à charge de l'acquéreur.

ART. 6.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résolution du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, l'acquéreur ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de trois mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

9 Augustus 1944.—Afstand aan de " American Baptist Foreign Mission Society " van een grond van 93 a. 15 c. te Tondo. Overeenkomst van 12 Mei 1944. Goedkeuring.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

Toutefois, s'il y a abandon du terrain, celui-ci fera retour à la Colonie dans les conditions stipulées à l'article 17 de l'arrêté du 25 février 1943, sans sommation préalable, si celle-ci ne peut être envoyée à l'acquéreur, faute de connaître son adresse exacte.

ART. 7.—Le présent contrat est conclu sous réserve de son approbation par arrêté royal.

Ainsi fait à Coquilhatville, en double expédition, le douze mai mil neuf cent quarante quatre.

Londres, le 9 août 1944.

Londen, 9 Augustus 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

10 août 1944.—Décret. Concession à la Société Cotonnière Coloniale (Colocoton) d'un terrain de 6 Ha. sis à Tumba. Convention du 15 juin 1944. Approbation.

10 Augustus 1944.—Decreet. Concessie aan de "Société Cotonnière Coloniale" (Colocoton) van een grond van 6 Ha te Tumba. Overeenkomst van 15 Juni 1944. Goedkeuring.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LUSAMBO, agissant au nom de la Colonie du Congo Belge en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, donne en location pour un terme de cinq ans, sous réserve d'approbation par le Pouvoir Compétent, à la Société Cotonnière Coloniale "COLOCOTON", ayant son siège social à Katanda et dont les statuts ont été publiés au *Bulletin Officiel du Congo Belge* de 1925, page 356, représentée par son Administrateur-Directeur, Monsieur CLAES, René, agissant en vertu des pouvoirs lui donnés par une procuration publiée au *Bulletin Officiel de Congo Belge* de 1928, page 968, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, de l'ordonnance, No. 476 bis/A.I.M.O. du 8 décembre 1940 et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain destiné à l'établissement d'un Camp de Travailleurs situé à TUMBA (territoire de Lodja) d'une superficie de six (6) hectares représenté par un liséré jaune conformément au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 10.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues du locataire.

CONDITIONS SPECIALES.

1°) le loyer annuel du terrain est fixé à la somme de (1.200) mille deux cents francs payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté précité, chez le Receveur des Impôts à Lusambo, sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part du bailleur ;

2°) la location prend cours à la date du 1er mai 1900 quarante-trois ;

3°) les constructions à ériger sur le terrain seront au moins en pisé et entretenues dans un parfait état de propreté ; elles ne pourront comprendre que les habitations et les dépendances nécessaires ou logement des travailleurs et de leurs familles ;

4°) les agents et fonctionnaires de la Colonie appelés par des nécessités de service à exercer leur fonction dans les limites du camp de travailleurs auront à tous moments libre accès au terrain, objet du présent contrat et aux constructions qu'il supporte, sans qu'il soit besoin de recourir à l'autorisation du locataire ;

5°) le présent contrat est conclu sous réserve des droits que les indigènes pourraient éventuellement revendiquer dans le délai et selon la procédure prévus à l'article 9 du décret du 31 mai 1934 ;

6°) la jouissance du locataire cessera de plein droit après l'expiration du terme de bail indiqué ci-dessus, sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties reconçant toutes deux au bénéfice de la tacite reconduction ;

7°) l'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943, de l'ordonnance No. 476bis/A.I.M.O. du 8 décembre 1940 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, fera s'opérer d'office la résiliation du présent contrat, si après sommation faite par lettre recommandée, le contractant de seconde part ne satisfait pas aux obligations endéans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le 15 juin mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 10 août 1944.

Londen, 10 August 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

11 août 1944.—Décret. Concession à la Société " Huileries du Kasai " (Huduka) d'un terrain de 348 Ha. sis à Bashishombe. Convention du 5 juin 1944. Approbation.

11 Augustus 1944.—Decreet. Concessie aan de vennootschap " Huileries du Kasai " (Huduka) van een grond van 348 Ha te Bashishombe. Overeenkomst van 5 Juni 1944. Goedkeuring.

—
LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 7 septembre 1939, accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—La Convention dont la teneur suit est approuvée.

—
DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij aan den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—De overeenkomst waarvan de tekst volgt, wordt goedgekeurd.

LA COLONIE DU CONGO BELGE représentée par le Gouverneur de la Province de Lusambo, agissant en vertu des dispositions de l'arrêté du 25 février 1943, accorde en occupation provisoire pour un terme de cinq ans à la société congolaise à responsabilité limitée " HUILERIES DU KASAI " (HUDUKA) ayant son siège social à Bashishombe, dont les statuts sont publiés au *Bulletin Officiel* de 1939, page 979 des annexes, représentée par Monsieur LEPAGE Cyprien, son Administrateur-Directeur, qui accepte aux conditions générales de l'arrêté précité et aux conditions spéciales qui suivent, un terrain à usage agricole situé à Bashishombe d'une superficie de trois cent quarante-huit hectares (348 hectares) en deux blocs de superficies respectives de 220 hectares et de 128 hectares, dont les limites sont représentées par un liséré jaune au croquis approximatif figuré ci-après à l'échelle de 1 à 50.000.

La nature ainsi que les limites du terrain sont parfaitement connues de l'occupant.

CONDITIONS SPECIALES.

ART. 1.—La redevance annuelle du terrain est fixée à la somme de deux mille six cent et dix francs (2.610 frs.) payable ainsi qu'il est dit à l'article 19 de l'arrêté du 25 février 1943 chez le Receveur des Impôts à Lusambo sans qu'il soit besoin d'aucun avertissement de la part de la Colonie du Congo Belge.

ART. 2.—Le présent contrat prend cours à la date de son approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

ART. 3.—Seront considérées comme mises en valeur les terres qui seront couvertes :

- a) sur 1/10e au moins de leur surface par des constructions ;
- b) sur 1/5e au moins de leur surface par des cultures alimentaires, fourragères ou autres ;
- c) de pâturages améliorés sur lesquels seront entretenus des bestiaux à l'élève ou à l'engrais à raison d'au moins deux têtes de gros bétail ou de huit têtes de petit bétail par dix hectares ;
- d) de plantations d'espèces ligneuses à raison de cent arbres par hectare au minimum.

Ces conditions joueront simultanément ou séparément pour toute la surface.

ART. 4.—A l'expiration du terme de cinq ans prévu au présent contrat les terres occupées provisoirement et mises en valeur comme dit à l'article 3 seront au gré de l'occupant cédées en pleine propriété ou louées au tarif actuellement en vigueur (arrêté No. 174/T.F. du 11 novembre 1943).

ART. 5.—L'occupant ne peut abattre les espèces ligneuses croissant au moment de l'octroi du terrain que dans la mesure des défrichements nécessaires au développement de son entreprise.

Les coupes ne pourront porter à la fois que sur une tranche de cinquante hectares conformément au plan de coupe ci-annexé. L'abatage sur toute nouvelle tranche ne pourra être entamé que sur autorisation expresse et écrite du Gouverneur de Province après constatation de la mise en valeur de la tranche précédente au vœu du contrat.

En cas de vente de bois à des tiers, l'occupant acquittera la taxe de coupe fixée par les ordonnances sur la matière.

ART. 6.—Conformément aux dispositions de l'ordonnance No. 115/AE/T. du 12 novembre 1937, l'occupant s'engage à établir et à maintenir des cultures vivrières et alimentaires dans la mesure nécessaire à la bonne alimentation du personnel indigène de son exploitation. Elles compteront pour l'évaluation des superficies mises en valeur par application de l'article 30 de l'arrêté du 25 février 1943.

ART. 7.—Les chemins et sentiers indigènes ou autres traversant le terrain accordé en occupation provisoire appartiennent au domaine public et ne font pas partie de la présente occupation provisoire ; leur situation et leur largeur définitives seront déterminées lors du mesurage officiel.

ART. 8.—L'occupant déclare connaître parfaitement la situation de la région au point de vue de la main d'œuvre indigène et savoir qu'il ne pourra compter sur l'intervention de l'Administration pour obtenir les travailleurs qui lui seront nécessaires.

ART. 9.—La jouissance de l'occupant cessera de plein droit après l'expiration du terme de cinq ans indiqué ci-dessus sans qu'il soit besoin de signification de congé, les parties renonçant toutes les deux au bénéfice de la tacite reconduction si l'occupant n'a pas satisfait aux conditions de mise en valeur.

ART. 10.—L'occupant aura à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher son bétail de causer des dégâts aux cultures ou autres biens des tiers indigènes ou non indigènes. Il s'engage à respecter les règlements sur la police sanitaire des animaux domestiques notamment en ce qui concerne la lutte contre les tsés-tsés et les trypanoses par débroussaillage des abreuvoirs et des galeries où la présence de mouches serait constatée, de même que la réglementation concernant les transferts et transports de bétail telle qu'elle est prescrite par les articles 139 à 155 du décret du 28 juillet 1938.

Il devra se conformer à l'ordonnance du 15 septembre 1922 approuvée par décret du 18 mars 1923, sur la destruction des tiques, en construisant des dipping-tanks.

ART. 11.—L'inexécution des conditions générales de l'arrêté du 25 février 1943 ainsi que l'inexécution des conditions spéciales reprises ci-dessus, feront s'opérer d'office la résiliation du présent contrat si après sommation faite par lettre recommandée l'occupant ne satisfait pas aux dites obligations dans un délai de un mois à dater de la réception de la lettre recommandée.

ART. 12.—Le présent contrat est conclu sous réserve d'approbation par le pouvoir compétent de la Colonie.

Ainsi fait à Lusambo, en double expédition, le cinq juin mil neuf cent quarante-quatre.

Londres, le 11 août 1944.

Londen, 11 Augustus 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

28 août 1944.—Arrêté. Création dans le Service des Postes et Télécommunications de la Colonie d'un cadre du personnel du service météorologique.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des nouvelles mesures en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire, tel qu'il résulte de l'Arrêté Royal du 24 septembre 1934 et des dispositions qui l'ont modifié, et spécialement les tableaux I et II annexés au dit Arrêté Royal,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Au tableau I annexé au Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, édicté par l'Arrêté Royal du 24 septembre 1934, la rubrique "Service des Postes et Télécommunications" est complétée par les dispositions ci-après, du présent article, formant le littera C. de la dite rubrique :

C) PERSONNEL DU CADRE METEOROLOGIQUE.

1°) *Personnel Scientifique.*

Météorologiste Principal de 1ère classe	100.000 Frs.
Météorologiste Principal de 2ème classe	90.000 Frs.
Météorologiste	80.000 Frs.
Assistant Météorologiste de 1ère classe	70.000 Frs.
Assistant Météorologiste de 2ème classe	60.000 Frs.
Assistant Météorologiste de 3ème classe	55.000 Frs.

2°) *Techniciens.*

Calculateur - Météorologiste de 1ère classe	70.000 Frs.
Calculateur - Météorologiste de 2ème classe	60.000 Frs.
Calculateur - Météorologiste de 3ème classe	55.000 Frs.

28 Augustus 1944.—Besluit. Stichting in den dienst der Posterijen en Verreberichtgevingen van de Kolonie van een kader voor het personeel van den Meteorologischen dienst.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische Congokolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het Statuut van de ambtenaren en beamten van de Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en beamten zooals het voortvloeit uit het koninklijk besluit van 24 September 1934 en de bepalingen die het hebben gewijzigd, en inzonderheid de aan dat koninklijk besluit toegevoegde tabellen I en II,

BESLUIT :

ART. 1.—In tabel I behorende bij het door het koninklijk besluit van 24 September 1934, uitgevaardigd Statuut van de ambtenaren en beamten der Kolonie, wordt de rubriek "Dienst der Posterijen en der Verreberichtgeving" aangevuld door de bepalingen hierna van dit artikel, welke littera C. van bedoelde rubriek uitmaken :

C) PERSONEEL VAN HET METEOROLOGISCH KADER.

1°) *Wetenschappelijk personeel.*

Eerstaanwezend Meteoroloog —	
1ste klasse	100.000 Fr.
Eerstaanwezend Meteoroloog —	
2de klasse	90.000 Fr.
Meteoroloog	80.000 Fr.
Helper - meteoroloog — 1ste klasse	70.000 Fr.
Helper - meteoroloog — 2de klasse	60.000 Fr.
Helper - meteoroloog — 3de klasse	55.000 Fr.

2°) *Technisch personeel.*

Rekenaar - meteoroloog — 1ste klasse	70.000 Fr.
Rekenaar - meteoroloog — 2de klasse	60.000 Fr.
Rekenaar - meteoroloog — 3de klasse	55.000 Fr.

Météorologiste - adjoint de 1ère	
classe	50.000 Frs.
Météorologiste - adjoint de 2ème	
classe	45.000 Frs.
Météorologiste-adjoint de 3ème	
classe	40.000 Frs.

ART. 2.—Le tableau relatif au rang de préséance, annexé au Statut prérappelé, est complété comme suite :

Au littera E, par la mention du grade de Météorologiste Principal de 1ère classe, immédiatement après celle de l'Hydrographe en Chef ;

Au littera F, par la mention du grade de Météorologiste Principal de 2ème classe, immédiatement après celle du Commandant de la Marine ;

Au littera G, par la mention du grade de Météorologiste, immédiatement après celle de Contrôleur (Service des Télécommunications) ;

Au littera H, par la mention du grade d'Assistant-Météorologiste de 1ère classe, et de Calculateur-Météorologiste de 1ère classe, immédiatement après celle d'Opérateur de 1ère classe (Service des Télécommunications) ;

Au littera I, par la mention du grade d'Assistant-Météorologiste de 2ème classe, et de Calculateur-Météorologiste de 2ème classe, immédiatement après celle d'Opérateur de 2ème classe ;

Au littera J, par la mention du grade d'Assistant-Météorologiste de 2ème classe, et de Calculateur-Météorologiste de 3ème classe, immédiatement après celle d'Opérateur de 3ème classe ;

Au littera K, par la mention du grade de Météorologiste—adjoint de 1ère classe, immédiatement après celle d'Opérateur-adjoint de 1ère classe ;

Au littera L, par la mention du grade de Météorologiste—adjoint de 2ème classe, immédiatement après celle d'Opérateur-adjoint de 2ème classe ;

Au littera M, par la mention du grade de Météorologiste—adjoint de 3ème classe, immédiatement après celle d'Opérateur-adjoint de 3ème classe.

Londres, le 28 août 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

Adjunct - meteoroloog — 1ste	
klasse	50.000 Fr.
Adjunct - meteoroloog — 2de	
klasse	45.000 Fr.
Adjunct - meteoroloog — 3de	
klasse	40.000 Fr.

ART. 2.—De aan voormeld Statuut toegevoegde tabel betreffende den voorrang wordt aangevuld als volgt :

Onder letter E, door de vermelding van den graad van Eerstaanwezend Meteoroloog — 1ste klasse, onmiddellijk na deze van Hoofd-Hydrograaf ;

Onder letter F, door de vermelding van den graad van Eerstaanwezend Meteoroloog—2de klasse, onmiddellijk na deze van den Commandant der Marine ;

Onder letter G, door de vermelding van den graad van Meteoroloog, onmiddellijk na deze van den Controleur (Dienst der Verreberichtgeving) ;

Onder letter H, door de vermelding van den graad van Helper-Meteoroloog—1ste klasse, en van Rekenaar-Meteoroloog—1ste klasse, onmiddellijk na dezen van Operateur—1ste klasse (Dienst der Verreberichtgeving) ;

Onder letter I, door de vermelding van den graad van Helper-Meteoroloog—2de klasse, en van Rekenaar-Meteoroloog—2de klasse, onmiddellijk na dezen van Operateur—2de klasse ;

Onder letter J, door de vermelding van den graad van Helper-Meteoroloog—3de klasse, en van Rekenaar-Meteoroloog—3de klasse, onmiddellijk na dezen van Operateur—3de klasse ;

Onder letter K, door de vermelding van den graad van Adjunct-Meteoroloog—1ste klasse, onmiddellijk na dezen van Adjunct-Operateur—1ste klasse ;

Onder letter L, door de vermelding van den graad van Adjunct-Meteoroloog—2de klasse, onmiddellijk na dezen van Adjunct-Operateur—2de klasse ;

Onder letter M, door de vermelding van den graad van Adjunct-Meteoroloog—3de klasse, onmiddellijk na dezen van Adjunct-Operateur—3de klasse.

Londen, 28 Augustus 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 août 1944.—Décret. Application des dispositions du décret du 17 août 1942 relatif au régime des allocations spéciales, propres à la compénétration, aux militaires des cadres actifs de l'armée métropolitaine servant dans les cadres administratifs de la Colonie.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942, prescrivant des mesures nouvelles en vue d'assurer l'exercice de l'Autorité Belge dans la Colonie du Congo Belge et au Ruanda-Urundi ;

Vu le décret du 12 février 1937, instituant les allocations spéciales propres au régime de la compénétration, ainsi que les modifications y apportées ;

Vu l'ordonnance législative du Gouverneur Général en date du 30 mai 1940, relative au maintien en service effectif des militaires de la Force Publique ;

Vu l'ordonnance législative du Gouverneur Général en date du 9 mars 1942, relative au maintien en service effectif du personnel civil de la Colonie ;

Vu le décret du 17 août 1942, réglant la liquidation des allocations spéciales propres au régime de la compénétration, aux officiers et sous-officiers de la Force Publique, maintenus en service effectif en vertu de l'ordonnance législative prorappelée du 30 mai 1940 ;

Considérant qu'il y a lieu d'étendre le bénéfice des dispositions du dit décret du 17 août 1942, aux sous-officiers des cadres actifs de l'Armée Métropolitaine servant dans les cadres administratifs de la Colonie et qui, étant soumis au régime des allocations spéciales propres à la compénétration, ont été maintenus en service en vertu de l'ordonnance législative prorappelée du 9 mars 1942,

DECRETE :

ARTICLE UNIQUE.—Sont admis au bénéfice des dispositions du décret du 17 août 1942, dans les mêmes conditions que les militaires de la Force Publique, les sous-officiers des cadres actifs de l'Armée Métropolitaine servant dans les cadres administratifs de la Colonie et qui, étant soumis au régime des allocations spéciales propres à la compénétration, ont été maintenus en service en vertu de l'ordonnance législative du 9 mars 1942.

Londres, le 31 août 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

31 Augustus 1941. Decreet. Toepassing van de bepalingen van het decreet van 17 Augustus 1942 betreffende het stelsel van de bijzondere bij de compenetratie behorende vergoedingen aan de militairen van de actieve kaders van het leger in het Moederland die in het bestuur der Kolonie dienen.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij nieuwe maatregelen worden voorgeschreven om de uitoefening van het Belgisch Gezag in de Belgische Congokolonie en in Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op het decreet van 12 Februari 1937, tot vaststelling van de bijzondere toelagen eigen aan het stelsel van de compenetratie en de daarin aangebrachte wijzigingen ;

Gelet op de wetgevende ordonnantie van den Gouverneur-Generaal d.d. 30 Mei 1940, betreffende het behoud in werkelijken dienst van de militairen der Weermacht ;

Gelet op de wetgevende ordonnantie van den Gouverneur-Generaal d.d. 9 Maart 1942, betreffende het behoud in werkelijken dienst van het burgerlijk personeel der Kolonie ;

Gelet op het decreet van 17 Augustus 1942, tot regeling van de uitbetaling der bijzondere toelagen eigen aan het stelsel der compenetratie aan de officieren en onderofficieren der Weermacht die krachtens de voormelde wetgevende ordonnantie van 30 Mei 1930 in werkelijken dienst worden behouden ;

Overwegende dat het voordeel der bepalingen van voormeld decreet van 17 Augustus 1942, behoort te worden uitgebreid tot de onderofficieren van het leger in het Moederland die in de bestuurskaders van de Kolonie dienen en die, terwijl zij onderworpen zijn aan het stelsel der bijzondere toelagen eigen aan de compenetratie, krachtens de voormelde wetgevende ordonnantie in dienst worden behouden,

DECRETEERT :

EENIG ARTIKEL.—Genieten het voordeel der bepalingen van het decreet van 17 Augustus 1942, in dezelfde voorwaarden als de militairen der Weermacht de onderofficieren der actieve kaders van het leger in het Moederland die in de bestuurskaders van de Kolonie dienen en die, terwijl zij onderworpen zijn aan het stelsel der bijzondere toelagen eigen aan de compenetratie, krachtens de wetgevende ordonnantie van 9 Maart 1942 in dienst worden behouden.

Londen, den 31n Augustus 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

2 septembre 1944.—Arrêté. Nomination de M. CLERCKX et M. BERTOUILLE Commissaires-gérants de la Compagnie de Transports au Katanga (Transkat).

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 13 du décret du 14 mai 1942, relatif à l'administration, en temps de guerre, des sociétés civiles ou commerciales, institutions, associations et établissements d'utilité publique, de droit colonial belge,

ARRETE :

ART. 1.—Mr. CLERCKX, avocat à Elisabethville et Mr. BERTOUILLE, expertcomptable à Elisabethville, sont nommés commissaires-gérants de la "Compagnie de Transports au Katanga" (TRANSKAT), société congolaise à responsabilité limitée, dont le siège social est à Elisabethville.

ART. 2.—Ils exerceront, en qualité de commissaires-gérants, des pouvoirs reconnus par les statuts au Conseil d'Administration.

ART. 3.—Leur rémunération sera fixée par le Gouverneur Général.

Londres, le 2 septembre 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 septembre 1944.—Arrêté ministériel. Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda - Urundi pour l'exercice 1944. Crédits provisoires supplémentaires.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'article 12, alinéa 2, de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Vu la loi du 7 septembre 1939 accordant au Roi des pouvoirs spéciaux ;

2 September 1944.—Besluit. Benoeming van den H. CLERCKX en den Heer BERTOUILLE, commissarissen-zaakvoerders van de "Compagnie de Transports au Katanga (Transkat).

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 13 van het decreet van 14 Mei 1942, betreffende het beheer in oorlogstijd, van de burgerlijke of handelsvennootschappen, inrichtingen, vereenigingen en instellingen van openbaar nut, volgens het Belgisch koloniaal recht,

BESLUIT :

ART. 1.—De Hr. CLERCKX, advocaat, te Elisabethstad en de Hr. BERTOUILLE, rekenplichtige te Elisabethstad, worden benoemd tot commissaris-zaakvoerder van de "Compagnie de Transports au Katanga" (TRANSKAT) Congoleesche Vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, waarvan de maatschappelijke zetel te Elisabethstad gevestigd is.

ART. 2.—In hun hoedanigheid van commissaris-zaakvoerder, zullen zij al de macht uitoefenen welke door den Raad van beheer krachtens haar statuten wordt verleend.

ART. 3.—Hun bezoldiging wordt door den Gouverneur Generaal vastgesteld.

Londen, 2 September 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

7 September 1944.—Ministerieel besluit. Gewone begrotingen van Belgisch-Congo en van Ruabda-Urundi voor het dienstjaar 1944—Bijkomende voorloopige kredieten.

DE MINISTER VAN KOLONIEN,

Gelet op artikel 12, 2 lid, van de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Gelet op de wet van 21 Augustus 1925 op het Gouvernement van Ruanda-Urundi ;

Gelet op de wet van 7 September 1939 waarbij den Koning bijzondere macht wordt verleend ;

Vu l'arrêté-loi du 29 avril 1942 portant abrogation de l'arrêté-loi du 18 juin 1940 et édictant des mesures nouvelles pour assurer le Gouvernement et l'Administration du Congo Belge et du territoire sous mandat du Ruanda-Urundi ;

Vu les ordonnances Nos. 455/CBF du 30 décembre 1943, 104/2/CBF du 31 mars 1944 et 195/CBF du 30 juin 1944 ouvrant des crédits provisoires pour faire face aux besoins des services du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour les trois premiers trimestres de l'année 1944 ;

Considérant que les projets de budgets du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1944, ne pourront, en raison des circonstances actuelles, être votés avant la fin du mois courant, époque à laquelle les crédits provisoires ouverts par les ordonnances précitées seront épuisés ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.—Il est ouvert :

- a) pour le Gouvernement du Congo Belge, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de quatre cent et deux millions quatre cent et six mille francs (402.406.00 francs) ;
- b) pour le Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, des crédits provisoires supplémentaires à concurrence de vingt-trois millions trois cent quatre-vingt-huit mille sept cent cinquante francs (23.388.750 francs) ;

crédits à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites aux tableaux II et V des budgets du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1944.

ARTICLE 2.—Le présent arrêté sera obligatoire au Congo Belge et au Ruanda-Urundi le 1^{er} octobre 1944.

Londres, le 7 septembre 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

Gelet op de besluit-wet van 29 April 1942, waarbij de besluit-wet van 18 Juni 1940 wordt afgeschaft en nieuwe maatregelen worden uitgevaardigd om de regeering en het beheer van Belgisch Congo en van het mandaatgebied Ruanda-Urundi te verzekeren ;

Gelet op de ordonnantiën Nrs. 455/CBF van 30 December 1943, 104/2/CBF van 31 Maart 1944 en 195/CBF van 30 Juni 1944 waarbij voorloopige kredieten worden geopend om te voorzien in de noodwendigheden van de diensten van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor de drie eerste trimesters van het jaar 1944 ;

Overwegende dat over de ontwerpen der begrotingen van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1944, uit hoofde der omstandigheden niet kan worden gestemd vóór het einde der loopende maand, op welk tijdstip de door de voormelde ordonnantiën geopende voorloopige kredieten uitgeput zullen zijn ;

BESLUIT :

ARTIKEL 1.—Worden geopend :

- a) voor het Gouvernement van Belgisch-Congo, voorloopige bijkomende kredieten tot beloop van vier honderd en twee miljoen vier honderd zes-duizend frank (402.406.000 frank).
- b) voor het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi, voorloopige bijkomende kredieten tot beloop van drie en twintig miljoen, driehonderd acht-en-tachtig duizend, zevenhonderd vijftig frank (23.388.750 frank) ;

kredieten in afrekening op de gewone uitgaven welke op de tabellen II en V der Begrotingen van Belgisch-Congo en van het Vice-Gouvernement Generaal Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1944 zijn ingeschreven.

ARTIKEL 2.—Dit besluit is bindend in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi op 1 October 1944.

Londen, 7 September 1944.

A. DE VLEESCHAUWER.

AVIS DIVERS.

ALLERLEI BERICHTEN.

SOCIETE CONGOLAISE DES PETROLES SHELL.

Société Congolaise à Responsabilité Limitée.

Siège Social à Leopoldville (Congo Belge).

Siège Administratif: St. Helen's Court, Great St. Helens, Londres, E.C.3.

Constituée le 28 September 1928, autorisée par Arrêté Royal du 11 Mars 1929 annexe au *Bulletin Officiel du Congo Belge* du 15 Avril 1929, statuts modifiés le 18 juin 1931 actes No. 10488 et 10490, annexe au *Moniteur Belge* 29/30 juin 1931.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1942.

ACTIF.

										Francs.
<i>Immobilisations.</i>										
Installations, constructions et matériel	...	...	...	...	...	...	...	...	...	3,502,462.49
<i>Realisable.</i>										
Marchandise et Débiteurs	...	...	...	...	...	...	...	...	...	57,264,984.87
<i>Disponible.</i>										
Caisse	...	...	...	...	...	...	...	...	...	450.—
										<u>60,767,897.36</u>

PASSIF.

<i>Capital et Reserve Legale</i>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	41,199,750.—
<i>Crediteurs Divers et Previsions</i>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	6,223,716.73
<i>Dividendes</i>	...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,500,000.—
<i>Profits et Pertes.</i>										
Bénéfice Net	...	...	...	...	...	...	...	...	...	7,844,430.63
										<u>60,767,897.36</u>

COMPTE DE PROFITS ET PERTES.

						Ruanda Urundi. Francs.	Congo Belge. Francs.	Total. Francs.
<i>Debit.</i>								
Frais Généraux et Amortissements	...	...	...	...	...	907,056.47	23,413,697.48	24,320,753.95
Bénéfice net	...	...	...	...	...	776,161.68	7,068,268.95	7,844,430.63
						<u>1,683,218.15</u>	<u>30,481,966.43</u>	<u>32,165,184.58</u>
<i>Credit.</i>								
Report au 1er janvier 1942	...	...	...	...	...	58,895.92	320,659.79	379,555.71
Bénéfice brut	...	...	...	...	...	1,624,322.23	30,161,306.64	31,785,628.87
						<u>1,683,218.15</u>	<u>30,481,966.43</u>	<u>32,165,184.58</u>

SOCIETE POUR LA PRODUCTION DU CAOUTCHOUC.

EXTRAIT DU PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES DE 14 JUIN 1944.

SOCIETE POUR LA PRODUCTION DE CAOUTCHOUC, Société Congolaise par actions à Responsabilité Limitée, dont le Siège Social est à Boende, Province de Coquilhatville.

Constituée au capital de Frs. 21.875.000, suivent acte reçu par Mr. Charles Hallaert, Consul Général de Belgique à New York, Etats-Unis d'Amérique, dûment commissionné pour exercer les attributions notariales, et publié au *Bulletin Administratif du Congo*, le 25 janvier 1943.

BILAN AU 31 DECEMBRE 1943 (2ème Exercice Social).

ACTIF.

I. Immobilisé.	Francs.	Francs.
Frais de Constitution	433,917.10	
Frais de Premier Etablissement	2,543,126.12	
Matériel	202,710.90	
		3,179,754.21
II. Disponible et Réalisable.		
Banques et caisse	8,239,174.97	
Débiteurs	28,254,027.08	
Compte Transitoire	3,848,881.80	
		40,342,083.85
III. Compte d'Ordre.		
Titres en dépôt (cautionnement)		45,000.—
		<u>43,566,837.97</u>

PASSIF.

I. De la Société envers elle-même.	
Capital : représenté par 218,750 actions de Fr. 100 chacune et de 13,000 parts de fondateur sans désignation de valeur	21,875,000.—
II. Envers des Tiers.	
Créditeurs	21,646,837.97
III. Compte d'Ordre.	
Dépôts de titres (cautionnement)	45,000.—
	<u>43,566,837.97</u>

CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Président	M. le Vicomte Aloys Van de Vijvere, Otter Rock Drive, Belle Haven, Greenwich (Connecticut).
Administrateurs	M. Robert Hallet, 850, Park Avenue, New York, N.Y. M. Carel Herman Schoch, 19, Acadmy Street, Darien (Connecticut). M. Jean Cattier, Oyster Bay Road, Locust Valley, L.I., N.Y. M. Jules Roose, Westchester Country Club, Rye, N.Y.
Commissaire	M. Jacques Dupont, 11, Ridge Drive, Great Neck, L.I., N.Y.
Direction Générale	M. Arsène Smekens, 730, Fifth Avenue, New York, N.Y.

RESOLUTIONS.

Première Résolution.

L'Assemblée approuve les conclusions des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

Deuxième Résolution.

L'Assemblée approuve le bilan de l'exercice 1943.

Troisième Résolution.

L'Assemblée donne décharge au Conseil d'Administration pour sa gestion pendant l'exercice 1943, ainsi qu'au Commissaire.

Quatrième Résolution.

L'Assemblée renouvelle le mandat du Commissaire, M. Jacques Dupont, venant à expiration le 31 décembre 1944, pour une nouvelle période de 3 ans.

Toutes les résolutions sont adoptées à l'unanimité.

Copie Certifiée Conforme le 16 juin 1944.

Le Président : sé/ALOYS VAN DE VIJERE

A.S. 674 Reçu en dépôt aux archives du Greffe du Tribunal de Première Instance de Léopoldville, le vingt-sept juillet mil neuf cent quarante-quatre.

Dont acte,

Le Greffier de 1e Instance, G. PERPETTE.

sé/PERPETTE.

Coût : 200 Frs.

Pour Copie Certifiée Conforme,
Le Greffier de 1e Instance, G. PERPETTE
G. PERPETTE.

MARQUES DE FABRIQUE.

CESSION.

Cession de la marque de Fabrique "ATWOOD'S" no. 1046 du 2 juillet 1928. Mention est faite de la cession de la présente marque de fabrique en pleine et entière propriété à "WEYTH CHEMICAL COMPANY" à New-York, par acte passé à New-York le 30 décembre 1943.

BREVET.

CONCESSION.

Un brevet d'invention no. 69/K, en date du 12 août 1944, a été délivré à Monsieur DOMINGUES VIRIATO, agent de la "SERMIKAT" à Kibara, agissant en son nom personnel, pour fourneau de cuisine à feu circulaire, utilisant la chaleur au maximum.

Le dépôt de la demande a été fait à Elisabethville le 23 juin 1944.

DÉPOT.

Le 18 juillet 1944, a été fait sous le no. 4/K à la Direction des Affaires Economiques à Elisabethville, par Madame Reine JAMAIGNE, directrice de l'Agence "JAM" à Jadotville, représentée par son mari Monsieur Marcel JAMAIGNE, Agent de l'"Union Minière," suivant procuration générale remise par l'intéressé, le dépôt d'une enveloppe cachetée que Madame JAMAIGNE dit contenir l'esquisse d'un modèle industriel dont elle veut se réserver le droit exclusif pour une durée de cinq années, lequel modèle elle déclare se rapporter à un calendrier à feuillets éphémérides hebdomadaires et de conception entièrement nouvelle.

ERRATA.

Bulletin Officiel, 1er mars 1944.

Page 105, lignes 27 et 28—lire "La superficie en est de 3.681 hectares 20 ares" au lieu de "1.681 hectares 20 ares".

Bulletin Officiel, 1er juin 1944.

Page 196, ligne 29—lire A.E.D. DE LOOF au lieu de A.W.D. DELOOF.

FABRIEKSMERKEN.

AFSTAND.

Afstand van het fabrieksmerk "ATWOOD'S" Nr 1046 van 2 Juli 1928. Melding wordt gemaakt van den afstand in vollen eigendom van dit fabrieksmerk aan "WEYTH CHEMICAL COMPANY" te New-York, bij op 30 December 1943 te New-York verleden akte.

BREVET.

VERLEENING.

Een uitvindingsbrevet Nr 69/K, werd op 12 Augustus 1944, afgeleverd aan den Heer DOMINGUES VIRIATO, agent der "SERMIKAT" te Kibara, in eigen naam handelende voor een keukenoven met cirkelvuur, tot benutting van maximawarmte.

De aanvraag werd te Elisabethstad, op 23 Juni 1944 neergelegd.

NEDERLEGGING.

Bij de Directie van Economische Zaken te Elisabethstad, werd op 18 Juli 1944 onder Nr 4/K door Mevrouw Reine JAMAIGNE, Bestuurster der Agentschap "JAM" te Jadotstad, vertegenwoordigd door haar echtgenoot den Heer Marcel JAMAIGNE, Agent der "Union Minière" ingevolge door belanghebbende ingediende algemeene volmacht, een gezegelden omslag neergelegd die, naar het zeggen van Mevrouw JAMAIGNE de schets bevat van een industrieel model waarover zij zich, voor een termijn van 5 jaar het uitsluitend recht wil voorbehouden. Volgens haar verklaring heeft dit model betrekking op een kalender met blaadjes waarop de aanduiding van de dagen der week op een gansche nieuwe wijze voorkomt.

DRUKFOUTEN.

Ambtelijk Blad, 1 Maart 1944.

Bladzijde 105, regel 30, lees "De oppervlakte is 3.681 hectaren 20 aren" in plaats van "1.681 hectaren 20 aren".

Ambtelijk Blad, 1 Juni 1944.

Bladzijde 196, regel 29—lees A.E.D. DE LOOF in plaats van A.W.D. DELOOF.